# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***13 JANVIER 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 13 janvier 2003 à 16h00, ***sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques (absence motivée)
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny (absence motivée)
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***1/1/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***2/1/03 - Délégation de madame Francine Ruest-Jutras et monsieur Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics - Colloque de Recyc-Québec***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation de madame Francine Ruest-Jutras et monsieur Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics au colloque de Recyc-Québec qui se tiendra à l'Hôtel Renaissance-Québec les 30 et 31 janvier 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***3/1/03 - Délégation de madame Francine Ruest-Jutras, ou monsieur Gilles***

***Fontaine et monsieur Gérald Lapierre, directeur général – Colloque de la Sécurité civile***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation de madame Francine Ruest-Jutras, ou monsieur Gilles Fontaine et monsieur Gérald Lapierre, directeur général, au colloque de la Sécurité civile qui se tiendra au Centre des Congrès de Québec les 25 et 26 février 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***4/1/03 - Nomination des membres du comité de négociations avec les pompiers (Me Claude Proulx, Me Josée Vendette et madame Sylvie Le Gendre)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de Me Claude Proulx, Me Josée Vendette et madame Sylvie Le Gendre, aux fins de former le comité chargé des négociations avec les pompiers de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***5/1/03 - Avis de motion du règlement no 3088 - Implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc et d'égouts; prévoyant un emprunt n'excédant pas 765 000 $***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3088 décrétant l'implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc et d'égouts; prévoyant un emprunt n'excédant pas 765 000 $.

***6/1/03 - Avis de motion du règlement no 3092 – Imposition d'une tarification pour le traitement biologique des mouches noires pour l'année 2003***

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no 3092 prévoyant l'imposition d'une tarification pour le traitement biologique des mouches noires pour l'année 2003.

***Période de questions***

Aucune personne ne pose de questions.

***7/1/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 16h05.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***20 JANVIER 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 20 janvier 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***8/1/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté en y ajoutant, à la demande du conseiller Denis Savoie, le point 65A "Information".

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***9/1/03 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 16 décembre 2002***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 16 décembre 2002 à 19 h 30 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***10/1/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 16 décembre 2002***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 décembre 2002 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***11/1/03 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 13 janvier 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 13 janvier 2003 à 16 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

***12/1/03***

***- Entretien du réseau d'éclairage de rues et des feux de circulation (Soumission no TP-02-05 – Ouverture 18.12.02)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Électro-système P.L. inc. au montant de 216 217 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant du ministère des Transports concernant le transport adapté; et du ministère des Affaires municipales et de la Métropole lequel traite des équipements supralocaux; ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***13/1/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 16 décembre 2002 au 20 janvier 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 4 770 246,65 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***14/1/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 76 Place des Quatre***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la longueur maximale d'un véhicule servant à des fins commerciales lorsque ce dernier est stationné en zone d'habitation, et ce, pour le bâtiment situé sur un terrain formé des lots 179-116 et 181-20 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 76 Place des Quatre;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 02.12.12);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du règlement de zonage actuel, il est interdit, entre autres, de stationner ou de remiser en tout temps *"tout véhicule, incluant les remorques et les semi-remorques, d'une masse nette supérieure à quatre mille cinq cents kilogrammes (4 500 kg) ou ayant une longueur totale de plus de sept mètres (7 m)"* sur tout terrain d'utilisation uniquement résidentielle ou vacant et situé dans une zone d'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est d'utilisation résidentielle (résidence unifamiliale isolée) et est situé dans la zone d'habitation H12-09;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est un représentant sur la route pour une compagnie d'outils (Snap-on);

CONSIDÉRANT QUE ce dernier désire remplacer le véhicule qu'il utilise présentement pour son travail par un véhicule neuf ayant une longueur totale d'environ huit virgule deux mètres (8,2 m), et ce, compte tenu de l'usure de ce dernier et du manque d'espace intérieur;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau véhicule qu'il souhaite acquérir :

- respecte la masse nette maximale autorisée par le règlement;
- fonctionne à essence afin d'éviter toute nuisance pouvant être occasionnée par le bruit d'un véhicule fonctionnant au diesel;
- a une hauteur comparable à celle du véhicule actuellement utilisé (à plus ou moins sept virgule cinq centimètres (7,5 cm) de plus haut);
- sera en tout temps stationné de manière à ne jamais dépasser l'alignement de la façade principale de la résidence adjacente (lots 179-117 et 181-31, 74 Place des Quatre : voisin de droite), limitant ainsi la visibilité dudit véhicule de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le requérant mentionne que le stationnement de son véhicule sur sa propriété résidentielle est essentiel au bon fonctionnement de son travail, considérant le type d'emploi qu'il exerce (représentant sur la route) ce qui vient réduire considérablement le risque de vol du véhicule compte tenu que ce dernier a un inventaire d'équipements dont la valeur est considérable;

CONSIDÉRANT QUE ce dernier mentionne également que le voisin le plus susceptible d'être directement concerné (lots 179-117 et 181-31, 74 Place des Quatre : voisin de droite) est en accord avec le projet;

CONSIDÉRANT QUE de plus, aucune fenêtre n'est aménagée sur le mur latéral de la résidence qui est adjacent à l'espace de stationnement où sera localisé le véhicule;

CONSIDÉRANT QU'il demeure toutefois essentiel de limiter les impacts que peut occasionner la présence d'un tel véhicule sur le voisinage;

CONSIDÉRANT QU'une telle acceptation viendrait occasionner des inconvénients pour le voisinage et risque de compromettre le contrôle des usages proprement dits en zone résidentielle;

CONSIDÉRANT QUE la demande peut avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif visé par cette réglementation est de préserver un niveau de quiétude satisfaisant pour les résidants dans les zones résidentielles;

CONSIDÉRANT QUE, de ce fait, la demande ne respecte pas les objectifs généraux du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** la demande de dérogation mineure visant à augmenter de sept mètres (7 m) à un maximum de huit virgule cinq mètres (8,5 m) la longueur totale d'un véhicule servant à des fins commerciales, lorsque ce dernier est stationné sur un terrain d'utilisation uniquement résidentielle situé dans une zone d'habitation, et ce, pour le bâtiment situé sur le terrain formé des lots 179-116 et 181-20 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 76 Place des Quatre.

Le conseiller Mario Jacques enregistre sa dissidence.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Mario Jacques |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M. Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| M. Denis Savoie | |
| M. Christian Tourigny | |
| Mme Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

## ***15/1/03 - Dérogation mineure – Voie de circulation sans issue de type "cul de sac" localisée sur le lot 123 partie : Place Rodolphe-Duguay***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville à l'égard de la dimension minimale d'emprise d'un rond de virage pour la Place Rodolphe-Duguay dans le développement domiciliaire les Condos Altitude 2000;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.10);

CONSIDÉRANT QUE le plan d'aménagement d'ensemble pour la mise en valeur de ce secteur a été accepté en juin 2002;

CONSIDÉRANT QUE cinq (5) constructions ont jusqu'ici été érigées dans ce projet;

CONSIDÉRANT QUE la localisation du réseau aérien pour les services d'utilité publique qui traverse le projet perpendiculairement à la voie de circulation Place Rodolphe-Duguay constitue une contrainte importante à la poursuite du projet et se retrouve actuellement très près du dernier bâtiment construit;

CONSIDÉRANT QUE le promoteur a entrepris des démarches afin de faire modifier la localisation de ce réseau aérien;

CONSIDÉRANT QUE l'alternative actuellement envisagée, soit le détournement dudit réseau au pourtour du projet (près de la rue Guy-Bissonnette), nécessitera le déplacement d'un bâtiment (par rapport au projet initialement accepté) afin de prévoir l'espace suffisant à la relocalisation dudit réseau et ne pas recréer une situation semblable à celle existant actuellement;

CONSIDÉRANT QUE la relocalisation du bâtiment visé nécessite une modification au tracé de la rue tel qu'il avait été prévu à l'époque;

CONSIDÉRANT QU'une réduction de l'emprise du rond de virage de vingt mètres (20 m) (tel que prévu actuellement au règlement de lotissement) à quinze mètres (15 m) doit, par ailleurs, être envisagée pour respecter des dimensions de terrains suffisantes à l'implantation des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE cette réduction d'emprise a été validée auprès du Service des travaux publics et qu'il reste l'espace suffisant à la circulation des véhicules lourds dans cedit rond de virage;

CONSIDÉRANT QU'en effet, il sera possible d'y aménager une surface asphaltée équivalente à ce qui est habituellement réalisé lorsque le rayon de virage est plus important (soit vingt mètres (20 m));

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante pour la finalisation de son projet;

CONSIDÉRANT QUE la demande ne semble pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à réduire de vingt mètres (20 m) à quinze mètres (15 m) la dimension minimale exigée au règlement de lotissement pour un rayon de virage, et ce, pour la Place Rodolphe-Duguay dans le développement domiciliaire les Condos Altitude 2000.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***16/1/03 - Dépôt du procès-verbal (15.01.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 15 janvier 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***17/1/03 - Acceptation des travaux d'installation de trois enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 161 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de trois (3) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 161 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur tous les murs donnant sur une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont composées d'une superposition de plaques stylisées et constituées d'un matériau imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE le message des enseignes est réalisé de lettres détachées surélevées;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes principales (celles donnant sur les rues Heriot et Brock) sont localisées au-dessus des portes d'accès à l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne donnant sur la rue Cockburn est installée sur le mur latéral gauche, et ceci, entre le module à angle de couleur bleue et la ligne de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le blanc, le jaune et le rouge, sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles et celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leurs matériaux, leurs couleurs, leurs designs et leurs formes, s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les dimensions des enseignes rendent ces dernières peu prédominantes dans le paysage urbain et s'harmonisent avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseignes proposées, de par le style et les couleurs, s'inscrit en continuité avec le type d'affichage recherché pour le secteur du centre-ville et favorise le développement de l'identité propre de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont éclairées par projection;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de trois (3) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 161 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *18/1/03 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1050 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1050 du boulevard St-Joseph Ouest a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de deux virgule soixante mètres carrés (2,60 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée d'un tube au néon de couleur rouge, lequel est incorporé à un boîtier métallique de couleur blanche dont la face avant est translucide;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne (boîtier métallique et néon) ne s'inspire pas des caractéristiques du bâtiment et est prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée au-dessus de la porte d'accès de l'établissement et est centrée par rapport à la marquise;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé ne favorise pas l'atteinte d'une image de qualité et ne s'harmonise pas avec le style du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1050 du boulevard St-Joseph Ouest, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au type d'affichage retenu et à la qualité de l'enseigne (image globale).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *19/1/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 5555 de la rue St-Roch – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 5555 de la rue St-Roch a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur poteau en bordure de l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau a une superficie approximative de huit virgule quatre-vingt-treize mètres carrés (8,93 $m^2$) et une hauteur d'environ sept virgule soixante-dix-sept mètres (7,77 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est stylisée, notamment par l'aménagement d'une moulure en parties supérieure et inférieure de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les faces lumineuses de l'enseigne sur poteau sont entrecoupées, ce qui crée deux (2) modules d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne sur poteau rend celle-ci peu prédominante dans le paysage urbain, tout en préservant la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par sa forme, son design et ses couleurs, soit majoritairement le gris pour la structure métallique, le blanc, le rouge, le bleu et le noir pour les faces de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'environ une quinzaine d'arbustes et/ou plantes florales sera réalisé au pied de l'enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE la surcharge du message de l'enseigne ne contribue pas à développer une image de qualité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QU'il est possible de réduire le message se retrouvant sur l'enseigne, ce qui permettrait de rendre cette dernière plus sobre, tout en améliorant sa qualité visuelle;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 5555 de la rue St-Roch, **conditionnellement à la réduction du message d'environ vingt pour cent (20%) de la surface totale de l'affichage**, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***20/1/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1100 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1100 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de mille trois cents mètres carrés (1 300 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la largeur du bâtiment et la largeur du terrain donnant face au boulevard St-Joseph est relativement élevé, ce qui permet de refléter un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'effectue en retrait de l'alignement des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE cette implantation du bâtiment découle des intentions suivantes, soit :

- offrir un nombre de cases de stationnement suffisant à proximité de l'entrée principale;
- maximiser la visibilité des locaux commerciaux qui seront offerts dans le bâtiment voisin (visibilité vers le boulevard St-Joseph et la rue des Lilas);
- inscrire le nouveau bâtiment en continuité avec le bâtiment voisin sous le principe d'un mail commercial;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont de la brique de couleur rouge pour la partie inférieure des murs ainsi que de l'acrylique de couleurs gris pâle et gris foncé pour la partie supérieure des murs (environ un virgule deux mètre (1,2 m) de hauteur);

CONSIDÉRANT QUE les différents murs sont modulés par des jeux de matériaux tels que colonnes et modules de maçonnerie ainsi que par des panneaux surélevés en acrylique;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est marquée d'un campanile supporté par des colonnes;

CONSIDÉRANT QUE ledit campanile fait partie intégrante du concept architectural du bâtiment et que le revêtement de la toiture est constitué d'acier imitant la tôle à baguette de couleur vert forêt;

CONSIDÉRANT QUE ledit concept et le traitement de l'entrée principale seront repris sur le bâtiment voisin qui sera rénové pour en faire un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le mur de la façade principale (incluant les sections à angle) et une partie du mur latéral droit sont pourvus d'une fenestration procurant de l'ouverture à ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs utilisés s'harmonisent avec ceux des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des fenêtres sont de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE des auvents de couleur verte sont installés au-dessus de certaines fenêtres, ce qui permet d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE les portes servant au chargement et/ou déchargement sont principalement localisées en cour arrière, limitant ainsi leur impact visuel du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE la réception de la marchandise est effectuée totalement à l'intérieur du bâtiment (quai de chargement/déchargement fermé);

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement est réalisée dans la cour donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs cases de stationnement sont aménagées dans les cours latérales et la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres, soit les différentes bandes gazonnées, sont paysagés;

CONSIDÉRANT QU'au moins onze (11) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en bordure de la rue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE des aménagements paysagers (arbustes et/ou haie d'arbustes) sont prévus dans les différentes bandes gazonnées, ce qui permet d'atténuer la visibilité des aires de stationnement des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) accès sont prévus sur la rue des Lilas, dont un (1) est à sens unique, soit pour accéder au site seulement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, la limitation des accès au terrain permet de bien orienter la clientèle, tout en sécurisant les usagers sur le site et ceux des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les usagers peuvent accéder au site par les accès du terrain adjacent, et ceci, en utilisant les allées mitoyennes;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de chargement/déchargement est localisée en cour arrière, soit celle donnant sur la rue des Merisiers, ce qui atténue sa visibilité;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de chargement/déchargement localisée du côté de la rue des Lilas est dissimulée par un écran végétal opaque d'une hauteur minimale de un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QUE le compacteur à déchets est localisé en cour latérale et que ce dernier est adjacent au bâtiment, ce qui permet de réduire son impact visuel des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE ledit compacteur est dissimulé par un mur écran d'une hauteur suffisante, afin de rendre celui-ci moins visible des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le mur écran est composé d'un revêtement dont le type et la couleur s'apparentent à ceux se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'arbustes est réalisée près d'une partie dudit mur écran;

CONSIDÉRANT QU'un mur écran (clôture) de couleur verte est aménagé sur la ligne latérale gauche du terrain (celle adjacente aux résidences);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet met en valeur et rehausse l'image commerciale du boulevard St-Joseph et que le bâtiment proprement dit dégage une architecture de qualité supérieure, tout en s'harmonisant avec les bâtiments que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1100 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *21/1/03 - Acceptation des travaux de démolition partielle, d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1144 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition partielle, d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1144 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition, d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- démolir une partie du bâtiment, soit une superficie d'environ quarante-cinq mètres carrés (45 $m^2$);
- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de deux cent vingt mètres carrés (220 $m^2$);
- rénover le bâtiment;

**Démolition**

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition partielle de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, le bâtiment de type commercial sera agrandi et rénové suite à sa démolition partielle;

**Agrandissement**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, type de toiture et nombre d'étages) est comparable à celui du corps principal du bâtiment et celui des bâtiments environnants;

**Agrandissement et rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont de la brique de couleur rouge pour la partie inférieure des murs ainsi que de l'acrylique de couleurs gris pâle et gris foncé pour la partie supérieure des murs (environ un virgule deux mètre (1,2 m) de hauteur), sauf pour le mur latéral droit le plus rapproché de la rue;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement existant sur le mur latéral droit est en brique de couleur s'harmonisant avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les différents murs rénovés sont modulés par des jeux de matériaux tels que colonnes et modules de maçonnerie ainsi que par des panneaux surélevés en acrylique;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) entrées du bâtiment sont marquées d'un campanile supporté par des colonnes;

CONSIDÉRANT QUE lesdites campaniles s'harmonisent avec le design du bâtiment et que le revêtement de toiture est constitué d'acier imitant la tôle à baguette de couleur vert forêt;

CONSIDÉRANT QUE le mur de la façade principale (incluant les sections à angle) et le mur latéral gauche sont pourvus d'une fenestration procurant de l'ouverture à ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE le design, les matériaux et les couleurs utilisés s'harmonisent avec ceux des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des fenêtres sont de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE la porte servant au chargement et/ou déchargement est localisée en cour arrière, limitant ainsi son impact visuel des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement est réalisée dans la cour avant et la cour latérale gauche, soit celle donnant sur la rue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs cases de stationnement sont aménagées dans les cours latérales et la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres, soit les différentes bandes gazonnées, sont paysagés;

CONSIDÉRANT QU'au moins seize (16) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en bordure du boulevard St-Joseph et de la rue des Merisiers;

CONSIDÉRANT QUE des aménagements paysagers (arbustes et/ou haie d'arbustes) sont prévus dans les différentes bandes gazonnées, ce qui permet d'atténuer la visibilité des aires de stationnement des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) accès sont prévus, soit un (1) sur le boulevard St-Joseph et deux (2) sur la rue des Merisiers;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, la limitation des accès au terrain permet de bien orienter la clientèle, tout en sécurisant les usagers sur le site et ceux des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les usagers peuvent accéder au site par les accès du terrain adjacent, et ceci, en utilisant les allées mitoyennes;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de chargement/déchargement est localisée en cour arrière (près de la rue des Merisiers);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet met en valeur et rehausse l'image commerciale du boulevard St-Joseph et que le bâtiment proprement dit dégage une architecture de qualité supérieure, tout en s'harmonisant avec les bâtiments que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition partielle, d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) situé au 1144 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de décembre 2002 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2001.

***22/1/03 - Appui à une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie du lot 337 (CPTAQ)***

CONSIDÉRANT qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie du lot 337 du cadastre du canton de Grantham a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT que la partie de lot visé est intégrée à la zone A12-17;

CONSIDÉRANT que la partie de lot 337 du cadastre du canton de Grantham fait partie de la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT que la classe $h_1$, soit habitation unifamiliale isolée, est autorisée sur cette partie de lot visé et ceci, en autant qu'il bénéficie d'une autorisation au sens de la Loi sur la protection du territoire agricole du Québec;

CONSIDÉRANT qu'un échange de terrain permet d'obtenir un bon potentiel agricole du lot visé;

CONSIDÉRANT que les possibilités d'utilisation du lot visé à des fins d'agriculture sont bonnes;

CONSIDÉRANT que les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT que cette transaction a pour but d'échanger des portions de terre afin que la propriété du 3350, rue St-Pierre ait une marge latérale conforme aux normes du règlement de zonage s'appliquant sur le territoire de la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT que la disponibilité d'autres emplacements sur le territoire ne peut être envisagée pour cette demande;

CONSIDÉRANT qu'il y a peu d'espaces appropriés, de ce genre, disponibles sur le territoire de la municipalité et hors de la zone agricole pour réaliser le projet;

CONSIDÉRANT que cette demande est faite dans le but de rentabiliser la remise en culture de cette terre;

CONSIDÉRANT que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Monsieur Bernard St-Cyr auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, d'aliénation et de lotissement d'une partie du lot 337 du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***23/1/03 - Décision du conseil en regard de la demande formulée par Centraide Centre-du-Québec inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxes***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande formulée par Centraide Centre-du-Québec inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxes foncières.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***24/1/03 - Décision du conseil en regard de la demande formulée par la Corporation de développement communautaire Drummond inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxes***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande formulée par la Corporation de développement communautaire Drummond inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxes foncières.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***25/1/03 - Décision du conseil en regard de la demande formulée par le Réseau d'Aide Le Tremplin inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxes***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande formulée par le Réseau d'Aide Le Tremplin inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxes foncières.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***26/1/03 - Décision du conseil en regard de la demande formulée par le Réseau vaste inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxe d'affaires***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville refuse d'appuyer la demande formulée par le Réseau vaste inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxe d'affaires. Ce refus est principalement basé sur le fait que la Ville de Drummondville n'impose pas de taxe d'affaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***27/1/03 - Signature d'une entente à intervenir en vertu de l'article 3.01 du règlement no 2959 concernant le régime surcomplémentaire de retraite pour les hauts salariés de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des ententes à intervenir avec certains salariés en vertu de l'article 3.01 du règlement no 2959 concernant le régime surcomplémentaire de retraite pour les hauts salariés de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***28/1/03 - Amendement à la résolution no 1234/12/02 de façon à y indiquer que le procès-verbal d'ouverture de soumissions du Ministère des Affaires municipales et de la Métropole fait partie intégrante de la présente résolution***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'amendement de la résolution no 1234/12/02 de façon à y indiquer que le procès-verbal d'ouverture de soumissions du Ministère des Affaires municipales et de la Métropole fait partie intégrante de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***29/1/03 - Amendement à la résolution no 1043/10/02 de façon à changer le nom de l'acquéreur Bacon America inc. par celui d'Aliments Prince, s.e.c. / Prince Foods, l.p.***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville amende la résolution no 1043/10/02 de façon à changer le nom de l'acquéreur Bacon America inc. par celui d'Aliments Prince, s.e.c. / Prince Foods, l.p.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***30/1/03 - Signature d'un acte de vente par la Ville de Drummondville en faveur de monsieur Gino Thibault et de madame Manon Tessier (rue Robert-Bernard)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente en faveur de monsieur Gino Thibault et de madame Manon Tessier des lots 2-106 et 123-117 du cadastre du canton de Grantham (rue Robert-Bernard), au montant de 2,26 $ le pied carré pour un montant total de 19 979,98 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***31/1/03 - Emprunt de 892 000 $ au fonds de roulement***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 892 000 $ à son fonds de roulement pour des dépenses d'immobilisations à être effectuées par les différents services de la Ville et réparties comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| 1. | Informatique – Divers services | 133 000 $ |
| 2. | Sécurité publique – Incendie | 125 700 $ |
| 3. | Infrastructures | 75 000 $ |
| 4. | Édifices, parcs et équipements | 356 300 $ |
| 5. | Loisirs | 202 000 $ |
| | | 892 000 $ |

Cet emprunt sera remboursable comme suit :

| | |
|---|---|
| 2004 | 178 400 $ |
| 2005 | 178 400 $ |
| 2006 | 178 400 $ |
| 2007 | 178 400 $ |
| 2008 | 178 400 $ |

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***32/1/03 - Protocole d'entente avec Transport Diligence inc.***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Transport Diligence inc. pour l'opération d'un service de transport adapté en 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***33/1/03 - Protocole d'entente avec la Chambre de commerce du comté de Drummond***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Chambre de commerce du comté de Drummond.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 25 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***34/1/03 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec Le Village Québécois d'Antan inc.***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec Le Village Québécois d'Antan inc.

Le protocole d'entente et de reconnaissance est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 60 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***35/1/03 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.

Le protocole d'entente et de reconnaissance est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 22 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***36/1/03 - Protocole de reconnaissance avec La Corporation de développement communautaire Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec La Corporation de développement communautaire Drummond inc.

Le protocole d'entente et de reconnaissance est valable pour l'année 2003 et comprend le versement de 35 000 $ à titre de subvention et de 30 000 $ pour le maintien et l'entretien de l'édifice. De plus, advenant le déménagement en 2003 de l'organisme dans ses nouveaux locaux, la Ville de Drummondville s'engage à verser une somme additionnelle de 30 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***37/1/03 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Tournoi invitation des vétérans de Drummondville-Sud inc. – 28e édition***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Tournoi invitation des vétérans de Drummondville-Sud inc. pour la tenue de la 28e édition du tournoi qui se tiendra du 4 au 13 avril 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***38/1/03 - Transfert de paiement du Service 9-1-1 à l'Union des Municipalités du Québec depuis le 17 septembre 2002***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le transfert de paiement du Service 9-1-1 à l'Union des Municipalités du Québec depuis le 17 septembre 2002 pour remboursement à la Sûreté du Québec qui gère le programme 9-1-1 depuis cette date.

La mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***39/1/03 - Subvention de 5 000 $ - Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc.***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ à la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour le programme de bourses à l'excellence culturelle, édition 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***40/1/03 - Subvention de 6 000 $ - Parc de la paix de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville s'engage à verser une somme de 6 000 $ au Parc de la paix de Drummondville pour la réalisation de la Place de l'ONU. Ladite somme sera versée lorsque les travaux seront réalisés ou que l'organisme aura démontré qu'il a obtenu les subventions requises.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***41/1/03 - Caution de 49 500 $ sur une marge de crédit de 150 000 $ consentie aux Légendes Fantastiques par la Caisse populaire Desjardins de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire d'un montant de 49 500 $ sur une marge de crédit de 150 000 $ consentie par la Caisse populaire Desjardins de Drummondville aux Légendes Fantastiques. Ce cautionnement est valable pour une période de douze (12) mois.

La mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***42/1/03 - Subvention de 1 500 $ - Symposium des arts de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ au Symposium des arts de Drummondville pour l'édition 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***43/1/03 - Subvention de 100 $ - AFEAS Région Centre du Québec***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à l'AFEAS Région Centre du Québec à titre de subvention 2003 pour la tenue de la Journée Internationale des Femmes, le 6 mars prochain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***44/1/03 - Subvention de 4 000 $ - La Rose des Vents***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 4 000 $ à La Rose des Vents à titre de subvention 2003 pour le parrainage d'une chambre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***45/1/03 - Subvention de 2 000 $ - Maison Habit-Action de Drummondville inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ à la Maison Habit-Action de Drummondville inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***46/1/03 - Disposition de certains actifs au Village Québécois d'Antan inc.***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la disposition de certains actifs pour la somme de 1 $, en faveur du Village Québécois d'Antan inc. à savoir :

- Camionnette de marque GMC, année 1988, série : 1GTGC34K5JE537891, kilométrage : 205 000 km;
- Fourgonnette de marque Ford Explorer, année 1992, série : 1FMDU32X2NVC69081, kilométrage : 250 800 km;
- 3 tondeuses Honda :
  - série : MZAN6019140, model GX160;
  - série : MZAN6012605, model GX160;
  - série : GXV120, model PX;
- 2 débroussailleuses;
- Traverses de bois, quantité : environ 520, dimensions : 4" d'épaisseur X 8" de largeur X 5' de longueur;
- Blocs de béton, quantité : 900 bordures, dimensions : 4' X 3" de largeur X 6" de hauteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***47/1/03 - Disposition de certains actifs en faveur du Centre de formation professionnelle Paul Rousseau***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la disposition de certains actifs pour la somme de 1 $, en faveur du Centre de formation professionnelle Paul Rousseau à savoir :

- Automobile de marque Ford Crown Victoria, année 1995, série : 2FALP71W2SX144647, kilométrage : 169 000 km.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***48/1/03 - Mandat à Michel Faucher, architecte – Plans et devis des éléments architecturaux des aménagements aquatiques dans le secteur de l'ex-Grantham et assurer la surveillance desdits travaux***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Michel Faucher, architecte, aux fins de préparer les plans et devis des éléments architecturaux des aménagements aquatiques dans le secteur de l'ex-Grantham et d'assurer la surveillance desdits travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***49/1/03 - Mandat à Groupe Conseil Genivar inc. – Plans et devis des éléments techniques des aménagements aquatiques dans le secteur de l'ex-Grantham et assurer la surveillance desdits travaux***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de préparer les plans et devis des éléments techniques des aménagements aquatiques dans le secteur de l'ex-Grantham et d'assurer la surveillance desdits travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***50/1/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Procéder à l'analyse qualitative du sol devant servir à l'installation des aménagements aquatiques dans le secteur de l'ex-Grantham***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative du sol devant servir à l'installation des aménagements aquatiques dans le secteur de l'ex-Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***51/1/03 - Mandat à Les Consultants Falardeau & Associés Ltée – Etude préliminaire nécessaire pour refaire les durées de phases des carrefours St-Pierre / Notre-Dame et St-Pierre / Cormier***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Consultants Falardeau & Associés Ltée, spécialistes en feux de circulation, aux fins de réaliser l'étude préliminaire nécessaire pour refaire les durées de phases des carrefours St-Pierre / Notre-Dame et St-Pierre / Cormier et de préparer les plans, devis et appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux, le tout selon l'offre de service datée du 11 décembre 2002.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***52/1/03 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. - Surveillance des travaux de désaffectation de la station de pompage La Volière***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de préparer les plans, devis et appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux de désaffectation de la station de pompage La Volière. De plus, le Groupe Conseil Genivar inc. est autorisé à présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation. La Ville de Drummondville informe ledit ministère qu'elle n'a pas d'objection à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***53/1/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Travaux d'aqueduc sur la rue Bordeleau (règlement no 3089)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de préparer les plans, devis et appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux d'aqueduc sur la rue Bordeleau prévus au règlement no 3089; et autorise le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. à présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation. De plus la Ville de Drummondville informe ledit ministère qu'elle ne s'objecte pas à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***54/1/03 - Mandat à Denys Baril, architecte – Travaux de réfection de la brique de la piscine du Centre Culturel***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Denys Baril, architecte, aux fins de préparer les plans, devis et appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux de réfection de la brique de la piscine du Centre Culturel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***55/1/03 - Mandat à Géo Lab inc. – Études préliminaires du sol du site de l'aéroport et l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés lors des travaux***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Géo Lab inc. aux fins de procéder aux études préliminaires du sol du site de l'aéroport et de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés lors des travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***56/1/03 - Délégation au congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation de mesdames Francine Ruest-Jutras et Céline Trottier ainsi que messieurs Mario Jacques, Gilles Fontaine, Christian Tourigny, Réal Jean, Robert Lafrenière, Roger Lambert et Gérald Lapierre au congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) à l'occasion des assises annuelles qui se dérouleront les 8, 9 et 10 mai prochain à Gatineau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***57/1/03 - Formation d'un comité de sélection pour l'octroi d'un contrat de services professionnels pour le projet "Implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc et d'égouts"***

Il est proposé le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour l'octroi d'un contrat de services professionnels pour le projet "Implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc et d'égouts". Ledit comité sera formé par messieurs Francis Adam, Denis Larocque, Jean-Guy Provencher, Serge Langelier, ainsi que monsieur Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *58/1/03 - Détermination des critères de sélection et de pointage pour l'octroi des contrats de services professionnels*

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la détermination des critères de sélection et de pointage pour l'octroi des contrats de services professionnels pour le projet "Implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc et d'égouts", lesquels seront les suivants :

| ***PARTIE 1*** | | | |
|---|---|---|---|
| **ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION** | | Fournisseur | |
| CRITÈRES (minimum de 4) | Nombre maximal de points (1 à 30) | Cote (0 à 100%) | Pointage |
| Expérience du fournisseur dans la réalisation de projets similaires | 20 | | |
| Compréhension du mandat | 20 | | |
| Expérience de l'équipe proposée | 20 | | |
| Optimisation des dépenses en relevés de données | 10 | | |
| Qualité de la solution logicielle proposée | 30 | | |
| Pointage total intérimaire | /100 | | |
| Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes.** | | | |
| ***PARTIE 2*** | | | |
| **ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL** | | Fournisseur | |
| Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70) | | | |
| Établissement du pointage final : (application de la formule) : $\frac{\text{(pointage intérimaire + 50) X 10 000}}{\text{Prix}}$ | | | |
| **Rang et adjudicataire** | | | |
| _____ (Signature) (EN LETTRES MOULÉES) _____ (date) (LIEU) | | | |

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *59/1/03 - Dépôt d'une offre d'achat d'une partie du lot 279, du cadastre du canton de Grantham et autorisation de signature*

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville dépose une offre d'achat d'une partie du lot 279, du cadastre du canton de Grantham, propriété de monsieur Martial St-Cyr.

La mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *Dépôt du certificat relatif au règlement no 3067*

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

– règlement no 3067 modifiant le règlement no 3014 relatif aux travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Cloutier, G.-E. Cyr et William, de façon à retrancher le lot 167-51 du bassin de taxation et prévoir le paiement de la taxe relative à ce lot à même les fonds généraux de la Ville de Drummondville.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé adopté.

## ***Dépôt du certificat relatif au règlement no 3076***

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

– règlement no 3076 décrétant des travaux d'aménagement de l'aéroport régional et prévoyant un emprunt n'excédant pas 564 480,00 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé adopté.

## ***60/1/03 - Adoption du projet de règlement no 3082 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3082, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser dans la zone commerciale C01-01, les usages relatifs à la vente et la réparation de motos et de véhicules tout terrain (VTT), selon certaines conditions. La zone C01-01 longe le côté nord-est du boulevard St-Joseph Ouest et les limites de celle-ci sont situées à proximité des rues Lapéro Nord et Lemaire Nord;

B) d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire, et ce, pour la zone d'habitation H05-11. Ladite zone est située entre la rue St-Aimé et le boulevard Mercure, approximativement entre le côté nord-ouest de la 106$^{e}$ avenue et le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf;

C) de créer la nouvelle zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle, afin :
- d'y intégrer les terrains situés dans le secteur des rues de Madrid, de Moscou, de Vienne, de Prague et de Londres;
- de maintenir la nature des usages actuellement autorisés dans la zone H11-08, soit la zone à partir de laquelle elle est créée ainsi que les autres normes applicables;
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone H11-08 est située du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre l'arrière lot des terrains donnant sur les rues de Vienne, de Prague (et leur prolongement) et de Bruxelles.

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***61/1/03 - Avis de motion du règlement no 3082 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3082 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser dans la zone commerciale C01-01, les usages relatifs à la vente et la réparation de motos et de véhicules tout terrain (VTT), selon certaines conditions. La zone C01-01 longe le côté nord-est du boulevard St-Joseph Ouest et les limites de celle-ci sont situées à proximité des rues Lapéro Nord et Lemaire Nord;

B) d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire, et ce, pour la zone d'habitation H05-11. Ladite zone est située entre la rue St-Aimé et le boulevard Mercure, approximativement entre le côté nord-ouest de la 106e avenue et le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf;

C) de créer la nouvelle zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle, afin :
- d'y intégrer les terrains situés dans le secteur des rues de Madrid, de Moscou, de Vienne, de Prague et de Londres;
- de maintenir la nature des usages actuellement autorisés dans la zone H11-08, soit la zone à partir de laquelle elle est créée ainsi que les autres normes applicables;
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone H11-08 est située du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre l'arrière lot des terrains donnant sur les rues de Vienne, de Prague (et leur prolongement) et de Bruxelles.

## ***62/1/03 - Dispense de lecture du règlement no 3082 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3082, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser dans la zone commerciale C01-01, les usages relatifs à la vente et la réparation de motos et de véhicules tout terrain (VTT), selon certaines conditions. La zone C01-01 longe le côté nord-est du boulevard St-Joseph Ouest et les limites de celle-ci sont situées à proximité des rues Lapéro Nord et Lemaire Nord;

B) d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire, et ce, pour la zone d'habitation H05-11. Ladite zone est située entre la rue St-Aimé et le boulevard Mercure, approximativement entre le côté nord-ouest de la 106e avenue et le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf;

C) de créer la nouvelle zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle, afin :
- d'y intégrer les terrains situés dans le secteur des rues de Madrid, de Moscou, de Vienne, de Prague et de Londres;
- de maintenir la nature des usages actuellement autorisés dans la zone H11-08, soit la zone à partir de laquelle elle est créée ainsi que les autres normes applicables;
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone H11-08 est située du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre l'arrière lot des terrains donnant sur les rues de Vienne, de Prague (et leur prolongement) et de Bruxelles.

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***63/1/03 - Adoption du projet de règlement no 3084 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3084, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'apporter certains ajouts et/ou ajustements aux normes actuelles relatives aux antennes et autres constructions semblables, notamment, en prévoyant des dispositions spécifiques pour les antennes paraboliques de zéro virgule six mètre (0,6 m) ou moins, lorsque celles-ci sont installées sur un terrain ou un bâtiment dont l'usage fait partie du groupe "habitation";
B) d'apporter les modifications suivantes aux zones comprises à l'intérieur de la zone agricole permanente telle que définie par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour le territoire de la Ville de Drummondville (version 26-09-88), et ce, de façon à :

1) autoriser les usages station de pompage, poste de surpression de même que tout autre usage d'utilité publique de nature semblable à ceux-ci, **à l'exception** des puits;

2) préciser, pour les usages faisant partie du groupe "habitation", que tous les usages et constructions non prévus dans la marge de recul et la cour avant ou les marges et les cours latérales sont spécifiquement autorisés dans la marge arrière et la cour arrière;

3) autoriser l'implantation de deux (2) constructions accessoires de même type sur un même terrain (spa et piscine), pour les usages faisant partie du groupe "habitation";

4) autoriser, pour un terrain d'angle ou d'angle transversal, l'implantation d'une remise dans la partie de la cour avant donnant sur une voie de circulation et située sur le côté d'un bâtiment principal, selon certaines conditions, et ce, pour les usages faisant partie du groupe "habitation";

5) prévoir des exigences de construction relatives à la fenestration, à la toiture ainsi qu'à l'architecture en général d'un bâtiment pour certaines habitations de la classe d'usages "unifamiliale" de type isolé.

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***64/1/03 - Avis de motion du règlement no 3084 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3084 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'apporter certains ajouts et/ou ajustements aux normes actuelles relatives aux antennes et autres constructions semblables, notamment, en prévoyant des dispositions spécifiques pour les antennes paraboliques de zéro virgule six mètre (0,6 m) ou moins, lorsque celles-ci sont installées sur un terrain ou un bâtiment dont l'usage fait partie du groupe "habitation";
B) d'apporter les modifications suivantes aux zones comprises à l'intérieur de la zone agricole permanente telle que définie par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour le territoire de la Ville de Drummondville (version 26-09-88), et ce, de façon à :

1) autoriser les usages station de pompage, poste de surpression de même que tout autre usage d'utilité publique de nature semblable à ceux-ci, **à l'exception** des puits;

2) préciser, pour les usages faisant partie du groupe "habitation", que tous les usages et constructions non prévus dans la marge de recul et la cour avant ou les marges et les cours latérales sont spécifiquement autorisés dans la marge arrière et la cour arrière;

3) autoriser l'implantation de deux (2) constructions accessoires de même type sur un même terrain (spa et piscine), pour les usages faisant partie du groupe "habitation";

4) autoriser, pour un terrain d'angle ou d'angle transversal, l'implantation d'une remise dans la partie de la cour avant donnant sur une voie de circulation et située sur le côté d'un bâtiment principal, selon certaines conditions, et ce, pour les usages faisant partie du groupe "habitation";

5) prévoir des exigences de construction relatives à la fenestration, à la toiture ainsi qu'à l'architecture en général d'un bâtiment pour certaines habitations de la classe d'usages "unifamiliale" de type isolé.

***65/1/03 - Dispense de lecture du règlement no 3084 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3084, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'apporter certains ajouts et/ou ajustements aux normes actuelles relatives aux antennes et autres constructions semblables, notamment, en prévoyant des dispositions spécifiques pour les antennes paraboliques de zéro virgule six mètre (0,6 m) ou moins, lorsque celles-ci sont installées sur un terrain ou un bâtiment dont l'usage fait partie du groupe "habitation";

B) d'apporter les modifications suivantes aux zones comprises à l'intérieur de la zone agricole permanente telle que définie par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour le territoire de la Ville de Drummondville (version 26-09-88), et ce, de façon à :

1) autoriser les usages station de pompage, poste de surpression de même que tout autre usage d'utilité publique de nature semblable à ceux-ci, **à l'exception** des puits;

2) préciser, pour les usages faisant partie du groupe "habitation", que tous les usages et constructions non prévus dans la marge de recul et la cour avant ou les marges et les cours latérales sont spécifiquement autorisés dans la marge arrière et la cour arrière;

3) autoriser l'implantation de deux (2) constructions accessoires de même type sur un même terrain (spa et piscine), pour les usages faisant partie du groupe "habitation";

4) autoriser, pour un terrain d'angle ou d'angle transversal, l'implantation d'une remise dans la partie de la cour avant donnant sur une voie de circulation et située sur le côté d'un bâtiment principal, selon certaines conditions, et ce, pour les usages faisant partie du groupe "habitation";

5) prévoir des exigences de construction relatives à la fenestration, à la toiture ainsi qu'à l'architecture en général d'un bâtiment pour certaines habitations de la classe d'usages "unifamiliale" de type isolé.

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***66/1/03 - Adoption du projet de règlement no 3085 – P.I.A.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3085, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 dans le but :

- d'assujettir les terrains situés dans la zone commerciale C02-02, telle que délimitée au plan de zonage faisant partie intégrante du règlement de zonage no 2520, aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 11 du règlement concerné, et ce, lors de certains travaux, et d'apporter en conséquence les ajustements qui sont nécessaires. La zone C02-02 est située du côté ouest de l'intersection du boulevard des Pins et de la rue des Lilas.

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***67/1/03 - Avis de motion du règlement no 3085 – P.I.A.***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3085 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 dans le but :

- d'assujettir les terrains situés dans la zone commerciale C02-02, telle que délimitée au plan de zonage faisant partie intégrante du règlement de zonage no 2520, aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 11 du règlement concerné, et ce, lors de certains travaux, et d'apporter en conséquence les ajustements qui sont nécessaires. La zone C02-02 est située du côté ouest de l'intersection du boulevard des Pins et de la rue des Lilas.

***68/1/03 - Dispense de lecture du règlement no 3085 – P.I.A.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3085, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 dans le but :

- d'assujettir les terrains situés dans la zone commerciale C02-02, telle que délimitée au plan de zonage faisant partie intégrante du règlement de zonage no 2520, aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 11 du règlement concerné, et ce, lors de certains travaux, et d'apporter en conséquence les ajustements qui sont nécessaires. La zone C02-02 est située du côté ouest de l'intersection du boulevard des Pins et de la rue des Lilas.

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***69/1/03 - Avis de motion du règlement no 3093 – Amendant le règlement no 3070 de façon à modifier l'article 14***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3093 amendant le règlement no 3070 de façon à modifier l'article 14.

***70/1/03 - Avis de motion du règlement no 3094 – Prévoyant l'adoption des prévisions budgétaires de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs pour l'année 2003***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3094 prévoyant l'adoption des prévisions budgétaires de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs pour l'année 2003.

***71/1/03 - Avis de motion du règlement no 3095 - Décrétant différents travaux d'aqueduc et d'égouts et prévoyant un emprunt n'excédant pas 276 000 $***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3095 décrétant différents travaux d'aqueduc et d'égouts et prévoyant un emprunt n'excédant pas 276 000 $.

***72/1/03 - Adoption du règlement no 3064 – Plan d'urbanisme***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3064 a été donné (réf : 1162/11/02), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3064 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

A) de préciser la limite entre deux (2) affectations, soit l'affectation résidentielle R-1 et l'affectation publique et institutionnelle P-1, de manière à ce que chaque affectation soit clairement délimitée;

B) d'agrandir l'affectation publique et institutionnelle P-1 à même une partie de l'affectation résidentielle R-1, de manière à y inclure deux (2) terrains situés du côté nord-ouest de la rue des Grands-Ducs, à proximité de l'intersection des rues des Grands-Ducs et Louis-Félix.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***73/1/03 - Adoption du règlement no 3081 modifiant à nouveau le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3081 a été donné (réf : 1326/12/02), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3081 modifiant à nouveau le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***74/1/03 - Adoption du règlement no 3087 décrétant des travaux de réaménagement d'intersections et de feux de circulation; de réfection de rues; de réaménagement de stationnements municipaux; de réaménagement de trottoirs et bordures et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 683 300 $***

Lecture est donnée du règlement no 3087 décrétant des travaux de réaménagement d'intersections et de feux de circulation; de réfection de rues; de réaménagement de stationnements municipaux; de réaménagement de trottoirs et bordures et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 683 300 $.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3087, et ce, de 9 heures à 19 heures le 3 février 2003.

***75/1/03 - Adoption du règlement no 3088 - Implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc et d'égouts; prévoyant un emprunt n'excédant pas 765 000 $***

Lecture est donnée du règlement no 3088 décrétant l'implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc et d'égouts; prévoyant un emprunt n'excédant pas 765 000 $.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence. Il compare le tout aux études que la Ville a déjà fait réaliser et qu'elle a mis sur les tablettes.

Le conseiller Denis Savoie affirme qu'il peut dire quelle compagnie effectuera le travail.

Madame la mairesse souligne que le projet vise le génie, la géomatique, les logiciels. Elle traite également de la politique nationale de l'eau du gouvernement qui demande d'assurer la pérennité et d'améliorer la gestion de l'eau. Toutes les mentions seront un prérequis pour l'obtention de subventions. Madame la mairesse rappelle que la Ville procède actuellement à un appel de propositions et qu'à cet effet un comité a été formé et des critères d'évaluation ont été acceptés par résolution ce soir.

Le conseiller Denis Savoie compare le tout à un sondage.

Madame la mairesse rappelle que le projet fait suite à une présentation par l'ingénieur municipal qui considère le tout comme un outil majeur.

Le directeur général rappelle que les firmes locales seront mises à contribution.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M. Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3088, et ce, de 9 heures à 19 heures le 3 février 2003.

***76/1/03 - Adoption du règlement no 3089 décrétant l'exécution des travaux d'aqueduc sur la rue Bordeleau et prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $***

Lecture est donnée du règlement no 3089 décrétant l'exécution des travaux d'aqueduc sur la rue Bordeleau et prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3089, et ce, de 9 heures à 19 heures le 3 février 2003.

***77/1/03 - Adoption du règlement no 3090 décrétant des travaux de réfection et d'aménagement de stationnement de l'Hôtel de Ville; d'installation de jeux, de mobilier et d'éclairage au parc Ste-Thérèse; d'acquisition de mobilier urbain pour le centre-ville et certains parcs; de réaménagement de la Place La-Roche-sur-Yon; de réaménagement du parc Woodyatt; de l'aménagement du stationnement du Barrage; de l'aménagement d'un sentier piétonnier sur la rive nord de la rivière St-François entre le pont Curé-Marchand et le pont de la Traverse et prévoyant un emprunt suffisant à la réalisation des travaux***

Lecture est donnée du règlement no 3090 décrétant des travaux de réfection et d'aménagement de stationnement de l'Hôtel de Ville; d'installation de jeux; de mobilier et d'éclairage au parc Ste-Thérèse; d'acquisition de mobilier urbain pour le centre-ville et certains parcs; de réaménagement de la Place La-Roche-sur-Yon; de réaménagement du parc Woodyatt; de l'aménagement du stationnement du Barrage; de l'aménagement d'un sentier piétonnier sur la rive nord de la rivière St-François entre le pont Curé-Marchand et le pont de la Traverse et prévoyant un emprunt suffisant à la réalisation des travaux.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence sur le projet d'aménagement du terrain de l'hôtel de ville. Pour lui la Ville a des rues désuètes et le conseil préfère réaménager le terrain de l'hôtel de ville à grands frais alors que sur la rue Brock, les égouts sont perforés.

Madame la mairesse déclare que rien n'a été caché, la Ville exige beaucoup des propriétaires dans le cadre des Plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.) et elle s'applique la même médecine.

Le programme Renouveau urbain vise à remettre en valeur des équipements urbains et ciblait certaines interventions dont le réaménagement du stationnement de l'Hôtel de Ville fait partie.

Quant à la rue Brock, lorsque le programme Canada-Québec débloquera la Ville paiera 33 % des coûts au lieu de 100 %. De plus, la Ville a déposé un projet dans le cadre du programme d'enfouissement des fils et le dossier est très bien positionné. Si un accord est donné, la Ville bénéficiera d'une subvention pouvant aller jusqu'à 90 % alors on n'ira pas jouer dans une rue où l'on investira des sommes importantes.

Le conseiller Denis Savoie mentionne que le stationnement du Barrage et le lien entre les 2 ponts sont des projets qui serviront à l'ensemble de la population alors que pour le

stationnement de l'Hôtel de Ville c'est différent. Il fait alors référence aux coûts dénoncés pour l'hôtel de ville.

Madame la mairesse rappelle que la population a tranché, et ce, malgré le fait que monsieur Savoie ait tenté de faire battre le règlement. Les gens ont eu confiance et il n'y a pas eu d'abus, ni d'incidences sur le compte de taxes, tel que promis.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M. Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3090, et ce, de 9 heures à 19 heures le 3 février 2003.

### ***78/1/03 - Adoption du règlement no 3092 – Imposition d'une tarification pour le traitement biologique des mouches noires pour l'année 2003***

Lecture est donnée du règlement no 3092 prévoyant l'imposition d'une tarification pour le traitement biologique des mouches noires pour l'année 2003.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***Information***

Le conseiller Denis Savoie demande à la greffière de faire la lecture de l'avis de Me Claude Proulx sur le paiement des membres du conseil et de leurs conjoints à certaines activités.

Madame la mairesse remet copie aux journalistes présents, de même que copie de l'avis de Me Claude Proulx sur le traitement des membres du comité consultatif d'urbanisme.

La greffière procède à la lecture du 1er avis.

Par la suite, le conseiller Denis Savoie confirme :

- que la note ne répond pas à la question et qu'aucune résolution n'a été adoptée pour effectuer la dépense;
- il maintient toujours que cette activité n'est pas dans l'intérêt des contribuables;
- aucun remboursement n'a été fait. La Ville a eu une facture globale, dans les comptes-dépenses 2002;
- il n'y a pas de comparaison avec les billets offerts par des organismes locaux qui bénéficient de subventions;
- la dépense de 1 200 $ a été faite sans résolution, donc de façon irrégulière.

Il demande à madame la mairesse d'apporter les corrections qui s'imposent.

Madame la mairesse demande si le conseil a adopté une résolution pour le souper bénéfice du Village Québécois d'Antan?

Le conseiller Denis Savoie rétorque que l'on ne peut comparer.

Madame la mairesse déclare qu'il n'y a pas eu de résolution préalable, que la Ville a procédé à l'achat d'une table au banquet du Village Québécois d'Antan.

La même situation existe dans le dossier La-Roche-sur-Yon, où lors de la visite des français il y a eu dégustation de fromage, repas à Knowlton, souper croisière.

Monsieur Savoie a-t-il une mémoire sélective?

Le conseiller Denis Savoie est d'avis que l'activité de Sherbrooke n'a aucun rapport avec une activité municipale.

Madame la mairesse se dit certaine du pourquoi de l'intervention de monsieur Savoie. On lui rendait hommage. Elle relate que la Presse annonçait les lauréats de l'excellence et sous son nom était écrit : "éducation 1969 – Mairesse de Drummondville" l'hommage n'était donc pas rendu à titre de cuisinière ou musicienne.

Le conseiller Réal Jean est du même avis que madame la mairesse.

Quant au dossier des membres du comité consultatif d'urbanisme, il sera examiné.

## ***Information des membres du conseil***

### Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Madame Lise Moore, employée à la Société de développement économique de Drummondville (SDED/CLD), et à toute la famille à l'occasion du décès de son père, monsieur Hervey Moore.

- Madame Zeina Jérade, employée à la Bibliothèque municipale, et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Zeinab Hamdan.

- Madame Nicole Gélinas, brigadière scolaire à la Ville de Drummondville, et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Lucrèce Laprade Gélinas.

### Comptes de taxes municipales
### (M. Roberto Léveillée)

Le conseiller Roberto Léveillée rappelle aux contribuables que les échéances pour le compte de taxes sont les 26 février, 27 mai et 25 août 2003.

### Félicitations
### (M. Mario Jacques)

Le conseiller Mario Jacques tient à souligner les performances de monsieur Pierre Alexandre Rousseau en Coupe du Monde pour le ski acrobatique et de monsieur Benoit Gaudet pour la boxe, s'étant classé 9$^{e}$ au championnat canadien.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

- Monsieur Michel Lapierre, Le Végétarien.

Monsieur Lapierre remercie le conseil pour l'approbation de son projet et se dit heureux de se joindre à la communauté d'affaires de la Ville de Drummondville. Il félicite également le personnel.

Le conseiller Christian Tourigny déclare que le secteur est très content du déménagement et pense que son intervention a été bénéfique.

Le conseiller Roberto Léveillée pense que les gens préfèrent le nouvel endroit et rappelle qu'il est le conseiller du quartier.

- Monsieur Jean Baril, Place des Quatre.

  Pourquoi le conseil refuse-t-il la dérogation mineure?

  Madame la mairesse fait part du point de vue des élu(e)s :
  - La Ville ouvrait-elle la porte à d'autres?
  - Permettait-elle l'alourdissement commercial dans une zone d'habitation ?

  Monsieur Baril déclare qu'il est très important que le conseil révise sa position.

- Monsieur Mahoney, journaliste.

  En regard des dépenses, la Ville va-t-elle statuer pour éviter les zones grises?

  Madame la mairesse rappelle que le règlement de remboursements des dépenses est à jour, qu'il n'y a pas de normes. Les achats de tables sont discutés en atelier de travail.

  Pour ce qui est du comité consultatif d'urbanisme, le conseil devra se pencher sur le sujet afin de voir si la Ville n'aurait pas intérêt à rémunérer les membres. Ainsi on éviterait qu'ils fassent l'objet de mesquineries.

  Il n'est pas correct de laisser croire que la Ville dépense de façon éhontée.

  Les recommandations juridiques sont sur la table.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 3 février 2003.

## ***79/1/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21h20.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***3 FÉVRIER 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 3 février 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***80/2/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***81/2/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 20 janvier 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 20 janvier 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

***82/2/03***

***- Remplacement de pompe rue St-Roch***
***(Soumission no 03-0017 – Ouverture 14.01.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Pompex inc. au montant de 10 846,19 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***83/2/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 20 janvier 2003 au 3 février 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 1 637 938,24 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***84/2/03 - Dépôt du procès-verbal (22.01.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 janvier 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***85/2/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 2945 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 2945 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment industriel d'une superficie approximative de :

- deux mille huit cent quatre-vingt-onze mètres carrés (2 891 $m^2$) (entrepôt), le tout sur un (1) étage;
- trente-huit mètres carrés, le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QU'un des agrandissements du bâtiment s'effectue en cour arrière, soit dans le prolongement du mur latéral droit existant, et l'autre agrandissement est adjacent à un mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE ces agrandissements viennent fermer l'espace en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des agrandissements (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) correspond à celui du bâtiment sur lequel les agrandissements sont rattachés;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de l'entrepôt (2 891 $m^2$) est de l'acier de couleurs brune et grise, lesquelles s'apparentent aux couleurs se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs et de la toiture de l'agrandissement (soit celui ayant une superficie de trente-huit mètres carrés (38 $m^2$)) sont de même type et de mêmes couleurs que ceux du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral droit existant, représentant une section d'une longueur de plus de vingt mètres (20 m), est complètement recouvert de maçonnerie (blocs de béton) et qu'un revêtement d'acier de couleur brune est installé en partie supérieure de ce mur, ce qui simule une toiture de type mansarde, le tout tel que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les agrandissements de ce bâtiment en cour arrière n'ont pas d'impact sur le style architectural de ce dernier, compte tenu de leurs localisations;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les agrandissements s'harmonisent avec le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des aires de chargement/déchargement sont réalisées sur le mur latéral gauche, et ce, dans une portion de bâtiment en retrait;

CONSIDÉRANT QUE lesdites aires de chargement/déchargement ne sont pas visibles de la voie de circulation (boulevard Lemire);

CONSIDÉRANT QUE les aires de manœuvres sont effectuées en cour arrière et/ou latérale, ce qui limite leur visibilité de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont principalement localisées en cour latérale et/ou arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'espace de terrain entre le bâtiment agrandi et la ligne arrière des résidences ayant façade sur la rue Ferdinand est déjà planté d'arbres (conifères);

CONSIDÉRANT QUE cette zone tampon demeurera en permanence, ce qui permet d'atténuer l'impact visuel dû à cette construction;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2945 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *86/2/03 - Refus des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 537 de la rue St-Pierre – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 537 de la rue St-Pierre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment, soit par l'ajout d'un (1) étage, le tout d'une superficie approximative de soixante-quinze virgule cinq mètres carrés (75,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue au-dessus du local commercial, lequel est localisé dans la partie droite du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment se réalise en hauteur, soit dans l'axe des murs existants;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau gabarit du bâtiment (hauteur et nombre d'étages) correspond en partie avec celui du bâtiment adjacent (bâtiment situé à la droite du projet);

CONSIDÉRANT QUE le fait d'ajouter au bâtiment un deuxième ($2^e$) étage crée un certain déséquilibre quant au style architectural d'origine de ce dernier et met en évidence cet agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE la volumétrie du bâtiment est modifiée, ce qui ne permet pas d'harmoniser l'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs sont de la pierre, de la brique ainsi qu'un revêtement métallique de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est composé de plusieurs types de revêtements extérieurs et qu'il y a lieu d'en minimiser le nombre afin, entre autres, d'obtenir une meilleure intégration;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment est constituée de deux (2) versants indépendants;

CONSIDÉRANT QUE quelques fenêtres sont ajoutées au bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 537 de la rue St-Pierre, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au manque d'harmonie du style architectural, à l'utilisation d'un grand nombre de revêtements extérieurs de même qu'à la volumétrie du bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***87/2/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation

extérieure de bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- repeindre le revêtement métallique extérieur ainsi que certaines ouvertures;
- installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de quatre virgule cinquante mètres carrés (4,50 $m^2$);

**Rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE le bandeau métallique, soit celui en partie supérieure des murs, est repeint de couleur ocre (orange foncé);

CONSIDÉRANT QU'une bande de couleur grise (sur laquelle sont appliqués des octogones de couleur noire) est réalisée sous ce bandeau;

CONSIDÉRANT QUE les faces métalliques des marquises ainsi que les portes de type "garage" sont peintes de couleur bleu foncé;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect des bâtiments environnants;

**Affichage**

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur la face avant de la marquise donnant à angle sur le boulevard Lemire et la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées non lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc et le jaune foncé;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne n'a pas pour effet de masquer la visibilité des établissements voisins et permet une utilisation judicieuse de l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne s'harmonise avec les autres enseignes installées sur les bâtiments se retrouvant dans l'environnement et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***88/2/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment, d'installation de deux enseignes rattachées au bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 800 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment, d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment

et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 800 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment, d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- rénover le bâtiment;
- installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment;
- aménager une aire de chargement/déchargement en cour latérale droite;

**Rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont repeints de façon générale, à savoir :
- bleu foncé pour le solin;
- ocre (orange foncé) pour la partie supérieure des murs, soit sur environ un virgule huit mètre (1,8 m) de hauteur;
- gris foncé pour une partie de trente centimètres (30 cm) de hauteur, sur laquelle sont appliqués des octogones de couleur noire;
- gris pâle pour la partie inférieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de bureau localisée à l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Janelle est marquée par la réalisation d'un bandeau de couleurs bleu foncé et jaune foncé;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour des fenêtres donnant sur l'aire de bureau est peint de couleur ocre;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) portes vitrées de type "garage" de couleur bleu foncé sont installées sur le mur donnant sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE des colonnes métalliques de couleur gris foncé sont réalisées en façade principale (celle donnant sur le boulevard Lemire), ce qui permet de marquer les portes de type "garage" ainsi que de servir d'élément signal dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE des portes de type "garage" ainsi qu'une porte d'accès au bâtiment sont aménagées sur le mur latéral droit, le tout s'harmonisant avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet permet d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect des bâtiments environnants;

**Affichage**

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment, soit une (1) sur le mur donnant sur le boulevard Lemire et une (1) autre sur le mur donnant sur la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QUE les superficies des enseignes sont respectivement d'environ deux virgule quatre-vingt-quatre mètres carrés (2,84 $m^2$) pour l'enseigne donnant sur le boulevard Lemire et de un virgule vingt-cinq mètre carré (1,25 $m^2$) pour celle donnant sur la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont composées de lettres détachées non lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont, entre autres, le noir, le blanc et le bleu;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des enseignes n'a pas pour effet de masquer la visibilité des établissements voisins et permet une utilisation judicieuse de l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes s'harmonisent entre elles et avec les autres enseignes installées sur les bâtiments se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont éclairées par projection;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QU'une nouvelle entrée charretière est aménagée sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le nombre d'entrées charretières est limité à trois (3) sur ce boulevard, et ceci, sans changer la situation actuelle;

CONSIDÉRANT QU'une aire de chargement/déchargement est aménagée dans la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE les manœuvres de l'aire de chargement/déchargement s'effectuent dans la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de chargement/déchargement est dissimulée par un écran végétal composé d'un talus d'environ vingt-huit mètres carrés (28 $m^2$) de superficie et d'une hauteur approximative de soixante centimètres (60 cm);

CONSIDÉRANT QU'au moins quinze (15) arbustes sont plantés sur ledit talus;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire projette de planter uniquement trois (3) arbres dans les cours avant, soit celles donnant sur le boulevard Lemire et la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de bonifier cette plantation dans les cours avant, afin d'améliorer l'image globale du site;

CONSIDÉRANT QUE la plantation d'une vingtaine d'arbres dans lesdites cours serait appropriée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment, l'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment et l'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 800 du boulevard Lemire, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ce, **conditionnellement à un ajustement,** à savoir :
  - la plantation d'au moins vingt (20) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) dans les cours avant, soit celles donnant sur le boulevard Lemire et la rue Janelle;

  À ces fins, un plan démontrant l'ajustement ci-haut exigé ainsi que la description de l'aménagement global du terrain (type de plantation, nombre, gabarit, emplacement) **est requis avant qu'un permis de construction ne puisse être émis, et ceci, pour fin d'acceptation finale du projet**.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *89/2/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 415 de la rue Robert-Bernard – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 415 de la rue Robert-Bernard a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Robert-Bernard, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un (1) bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent huit mètres carrés (108 $m^2$), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) du bâtiment à être construit est similaire à celui des autres bâtiments se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale des bâtiments est aménagée d'un avancée, ce qui permet de réduire la linéarité de cette façade;

CONSIDÉRANT QUE les entrées donnant accès au bâtiment sont protégées par des toits, ce qui permet d'obtenir un style architectural sobre;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse faîtière ainsi qu'une fenêtre en saillie sont réalisées sur la façade principale, ce qui permet d'agrémenter et d'animer cette façade;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est constitué de briques de couleur rouge nuancé de noir;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de maçonnerie (coins français) sont réalisés à l'intersection des murs;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration et les accès sont en nombre suffisant, ce qui permet d'animer adéquatement les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sur le bâtiment sont marquées d'un jeu de maçonnerie en partie supérieure, ce qui permet de caractériser ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE le décroché et les pentes variées de la toiture permettent de créer un volume intéressant pouvant s'harmoniser avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est composé d'un bardeau d'asphalte de couleur foncée, telle que le noir;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour latérale et partiellement en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE l'allée d'accès menant aux cases de stationnement est mitoyenne, ce qui permet de limiter le nombre sur ce tronçon de rue, compte tenu, entre autres, de la présence d'une piste cyclable;

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement localisées en cour avant sont, soit partiellement dissimulées par un écran végétal constitué d'au moins dix (10) arbustes d'une hauteur approximative de quatre-vingt-dix centimètres (90 cm), lesquels sont plantés sur un talus d'environ soixante centimètres (60 cm) de hauteur, ou bien par une haie d'une hauteur suffisante;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, la construction de ce bâtiment s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment résidentiel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 415 de la rue Robert-Bernard, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de janvier 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

***90/2/03 - Autorisation à monsieur Robert Yergeau à signer des permis de lotissement***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Robert Yergeau du Service de cartographie à signer des permis de lotissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***91/2/03 - Abrogation de la résolution no 818/7/02 (pompier à temps partiel)***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 818/7/02, relative à l'embauche d'un pompier à temps partiel au service de Prévention incendie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***92/2/03 - Abolition du poste "Homme de métier – plombier" conformément à l'article 4.-1.01 de la convention collective des employés cols bleus***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'abolition du poste "Homme de métier – plombier" conformément à l'article 4.-1.01 de la convention collective du Syndicat des employé(e)s municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-1002-4842).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***93/2/03 - Embauche de monsieur Pierre Deslandes à titre de "Préposé à la mécanique des immeubles" à l'essai, et ce, à compter de la date déterminée par la direction du Service des travaux publics***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Pierre Deslandes à titre de "Préposé à la mécanique des immeubles" à l'essai, et ce, à compter de la date déterminée par la direction du Service des travaux publics, le tout en conformité avec la convention collective du Syndicat des employé(e)s municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-1002-4842).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***94/2/03 - Dépôt de la candidature de la Ville de Drummondville pour la tenue du colloque Les Arts et la Ville, édition 2003***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville dépose sa candidature pour la tenue du colloque Les Arts et la Ville, édition 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***95/2/03 - Règlement hors-cour dans le dossier de Luc Bourret & autres contre la Ville de Drummondville et Anniefruit inc. et autorisation de signature***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville procède à un règlement hors-cour dans le dossier de Luc Bourret & autres parties, demandeurs contre la Ville de Drummondville, défenderesse et Anniefruit inc., mise-en-cause.

Me Claude Proulx, avocat est autorisé à signer tous les documents afférents pour et au nom de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Roberto Léveillée mentionne que la Ville revient à la case départ dans sa façon d'agir et que le jugement rendu par la Cour d'appel dans une cause similaire vient renforcer la position de la Ville.

Madame la mairesse souligne que les demandeurs reconnaissent que la procédure utilisée par la Ville était valide et légale.

***96/2/03 - Règlement hors-cour dans le dossier de Anniefruit inc. contre la Ville de Drummondville et monsieur Luc Bourret & autres parties et autorisation de signature***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville, partie intimée procède à un règlement hors-cour dans le dossier de Anniefruit inc., partie poursuivante et monsieur Luc Bourret & autres parties, mise-en-cause.

Me Claude Proulx, avocat est autorisé à signer tous les documents afférents pour et au nom de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***97/2/03 - Adhésion à Cogesaf***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville adhère à Cogesaf pour un montant de 50 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***98/2/03 - Demande au ministère de l'Environnement de procéder à la mise à jour de l'état de l'écosystème aquatique du bassin versant de la rivière St-François***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère de l'Environnement de procéder à la mise à jour de l'état de l'écosystème aquatique du bassin versant de la rivière St-François.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***99/2/03 - Délégation de madame Francine Ruest-Jutras, mairesse, pour siéger au Comité Cogesaf***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise madame Francine Ruest-Jutras, mairesse, à poser sa candidature pour l'obtention d'un poste au sein du Comité Cogesaf.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***100/2/03 - Autorisation au Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada unité 218 Drummondville à utiliser le Centre Marcel-Dionne aux dates et heures convenues avec le directeur du Centre***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada unité 218 Drummondville à utiliser le Centre Marcel-Dionne aux dates et heures convenues avec monsieur André Paquet, directeur du Centre, lesquelles sont les suivantes :

Pratiques : 25 et 26 avril 2003
9, 10 et 23 mai 2003.

Spectacle : 24 mai 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***101/2/03 - Autorisation à l'Ultramarathon Michel Gouin – Tenue de la 3e édition, le 4 octobre 2003 au parc Woodyatt***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Ultramarathon Michel Gouin à tenir sa 3e édition, le 4 octobre 2003 au parc Woodyatt, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***102/2/03 - Autorisation au Centre communautaire Drummondville-Sud - Tenue d'activités les 20, 21 juin 2003 entourant la 4e édition du concours "C'est à ton tour", le 22 juin 2003 pour la disco Copacabana; le 23 juin 2003 entourant la fête de la St-Jean et le 15 août 2003 pour une fête de quartier***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. à tenir les activités suivantes :

- les 20, 21 juin 2003 pour la 4e édition du concours "C'est à ton tour" mettant en vedette la Jeune relève amateur de Drummondville et environs;
- le 22 juin 2003 pour la disco Copacabana;
- le 23 juin pour la célébration de la fête de la St-Jean. De plus, pour la tenue de cette activité, la Ville autorise la fermeture de la rue St-Aimé entre la 107e et la 108e avenue; et un feu de joie, selon les exigences du service de Prévention incendie de la Ville;
- le 15 août 2003 pour une fête de quartier.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux des activités du 23 juin et du 15 août 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***103/2/03- Protocole d'entente et de reconnaissance avec La Société d'Histoire de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec La Société d'Histoire de Drummondville.

Le protocole d'entente et de reconnaissance est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 25 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***104/2/03 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec l'Ensemble Folklorique Mackinaw inc.***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec l'Ensemble Folklorique Mackinaw inc.

Le protocole d'entente et de reconnaissance est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 15 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***105/2/03 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec Les Groupes Populaires Associés de Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec Les Groupes Populaires Associés de Drummond inc.

Le protocole d'entente et de reconnaissance est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 1 600 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***106/2/03 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec La Maison de Quartier de Drummondville inc.***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec La Maison de Quartier de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***107/2/03 - Opinion du conseil en regard de la demande d'exemption de taxes formulée par la Maison Richelieu de Drummondville inc. auprès de la Commission municipale du Québec***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'exemption de taxes

formulée par la Maison Richelieu de Drummondville inc. auprès de la Commission municipale du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***108/2/03 - Engagement de la Ville à appuyer toute démarche de la municipalité de Saint-Majorique qui viserait son retrait de l'étude de regroupement actuellement en cours***

CONSIDÉRANT les diverses correspondances reçues du conseil municipal de Saint-Majorique, qui s'opposaient à un regroupement avec la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT les déclarations du maire de Saint-Majorique, monsieur Jacques Joyal, qui laissent entendre que la Ville de Drummondville veut une fusion à tout prix avec Saint-Majorique et qu'elle cherche à reporter ses obligations financières sur les citoyens de Saint-Majorique;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville, au contraire, a toujours affirmé qu'elle souhaitait un regroupement volontaire;

CONSIDÉRANT que la Ville de Drummondville est en excellente santé financière et donc tout à fait à même de s'acquitter de ses responsabilités;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que le conseil municipal de Drummondville appuie toute démarche de la municipalité de Saint-Majorique qui viserait à se retirer de l'étude de regroupement actuellement en cours. De plus, la Ville de Drummondville s'engage à faire toutes les démarches nécessaires auprès du ministre des Affaires municipales et de la Métropole pour que cette demande de retrait soit acceptée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***109/2/03 - Subvention de 100 $ - Albatros 04***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Albatros 04 à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***110/2/03 - Subvention de 700 $ - La Symphonie des Jeunes de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 700 $ à La Symphonie des Jeunes de Drummondville à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***111/2/03 - Autorisation à l'Autodrome de Drummondville -Tenue d'activités les 21 juin, 7 juillet, 26 juillet, 11 août et 30 août 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Autodrome de Drummondville à tenir des activités les 21 juin, 7 juillet, 26 juillet, 11 août et 30 août 2003 et à les terminer à minuit.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***112/2/03 - Signature d'une entente avec mesdames Christiane Leclair et Colette***

***Leclair pour l'utilisation gratuite de deux espaces dans le stationnement Des Forges***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec mesdames Christiane Leclair et Colette Leclair pour l'utilisation gratuite de deux espaces dans le stationnement Des Forges.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***113/2/03 - Formation d'un comité pour le choix de soumissionnaires dans le dossier "Structures de jeux"***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité pour le choix de soumissionnaires dans le dossier "Structures de jeux". Ledit comité sera formé par messieurs André Paquet, Francis Adam, Claude St-Pierre et Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***114/2/03 - Établissement de critères de sélection et de pointage pour la fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement des différents parcs de la Ville***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'établissement de critères de sélection et de pointage pour la fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement des différents parcs de la Ville, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville Numéro de projet : 03-0030

Titre : Fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement des différents parcs de la ville.

| ***PARTIE 1*** | | | |
|---|---|---|---|
| **ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION** | | **Fournisseur A** | |
| CRITÈRES (minimum de 4) | Nombre maximal de points (1 à 30) | Cote (0 à 100 %) | Pointage |
| **Concept global** | | | |
| a) Fonction ludique | 10 | | |
| b) Fonction psychomotrice | 10 | | |
| **Qualité** | | | |
| a) Qualité du produit | 10 | | |
| b) Qualité du service | 10 | | |
| **Désign et environnement** | | | |
| a) Esthétique de l'équipement | 10 | | |
| b) Qualité d'anti-vandalisme | 10 | | |
| c) Nouveauté | 10 | | |
| **Créativité de l'aménagement** | 30 | | |
| **POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE** : | 100 | /100 | |
| Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes.** | | | |
| ***PARTIE 2*** | | | |
| **ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL** | | **Fournisseur A** | |
| Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70) | | | |
| **Établissement du pointage final :** (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix | | | |

| **Rang et adjudicataire** | |
|---|---|
| (signature) | (EN LETTRES MOULÉES) |
| (date) | (LIEU) |

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***115/2/03 - Cession d'une partie de lot longeant la rue Dumoulin en faveur de madame Hélène Laroche et monsieur Gérald Labonté***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Francis Adam ou monsieur Michel Blanchette coordonnateur de projets, à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, un procès-verbal de bornage affectant les lots 487 ptie et 679 ptie du cadastre du quartier Est de la Ville de Drummondville en faveur de madame Hélène Laroche et monsieur Gérald Labonté.

De plus, la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer tous contrats ou documents entourant la cession desdites parties de lots.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***116/2/03 - Acceptation d'une offre d'achat présentée par 2634-8730 Québec inc. pour une partie des lots 30, 27 et 29 du quartier Ouest de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'offre d'achat présentée par 2634-8730 Québec inc. pour une partie des lots 30, 27 et 29 du quartier Ouest de la Ville de Drummondville, d'une superficie d'environ 8 000 pieds carrés. Le tout selon certaines conditions et tel que mentionné dans l'offre datée du 31 janvier 2003.

- Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence, il a reçu ce dossier à 15h45.

En 1999 la Ville a payé 135 000 $ si on ajoute un intérêt de 3% par année on obtient en 2002 un prix de 12,94 $ le pied carré. Il voit mal que la Ville vende à un prix moindre. Il n'est pas d'accord pour vendre ce terrain.

- Le conseiller Gilles Fontaine rappelle que le terrain avait été acquis pour en faire un parc. Maintenant la Ville a un projet d'une personne très intéressée.

- Le conseiller Mario Jacques mentionne que le terrain a été vendu le 17 octobre 2001.

- Madame la mairesse résume en disant que si on fait le calcul comme monsieur Savoie, on arrive à plus ou moins 12,50 $.

La Ville avait une vue particulière, mais il s'est avéré au fil des ans, que la décision n'était peut-être pas la meilleure. Elle souligne également qu'en affaires il faut faire, parfois, certains gestes très rapidement.

- Le conseiller Denis Savoie dit que le centre-ville a entendu parler du dossier depuis 3 mois, il ne comprend pas que la Ville doive le traiter en urgence.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

***117/2/03 - Vente d'un terrain industriel à 9023-2521 Québec inc. (rue André-C.-Hamel)***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9023-2521 Québec inc. une partie du lot 280 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de trois mille six cent soixante-douze virgule neuf mètres carrés (3 672,9 $m^2$), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 18 octobre 2002 (numéro de répertoire : A2283 - numéro de minute : 3984), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit dix-neuf mille sept cent soixante dollars et vingt cents(19 760,20 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Daniel Landry, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***118/2/03 - Signature d'un acte de cession d'une partie des lots 151-532 et 151-467 du cadastre du canton de Grantham à Ilôt résidentiel adapté Drummond inc. (superficie de 3 295,5 mètres carrés)***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession d'une partie des lots 151-532 et 151-467 du cadastre du canton de Grantham d'une superficie de 3 295,5 mètres carrés en faveur de Ilôt résidentiel adapté Drummond inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***119/2/03 - Engagement de la Ville à l'effet d'assumer les frais de branchements de services d'aqueduc et d'égouts pour la desserte de l'immeuble de Ilôt résidentiel adapté Drummond inc. et le 10% du déficit du supplément de loyer pour une période de 5 ans***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville s'engage à assumer les frais de branchements de services d'aqueduc et d'égouts pour la desserte de l'immeuble de Ilôt résidentiel adapté Drummond inc. sur les lots 151-532 et 151-467 du cadastre du canton de Grantham et le 10% du déficit du supplément de loyer pour une période de 5 ans.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***120/2/03 - Officialisation de la localisation des rues de la Samare, de la Chaudière et de la Sucrerie***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville officialise la localisation des rues de la Samare, de la Chaudière et de la Sucrerie, et ce, de la façon suivante :

- **rue de la Samare** (lot 170P.) pour le prolongement de la voie de circulation actuelle en ce qui a trait à la portion située parallèlement à la rue Paris;
- **rue de la Chaudière** (lots 170P. et 171-16) pour une nouvelle voie de circulation parallèle à la rue de la Samare actuelle et reliant la rue Paris à la partie projetée de la rue de la Samare;
- **rue de la Sucrerie** (lot 170P.) pour une nouvelle voie de circulation reliant les rues de la Samare et de la Chaudière.

Le tout tel que montré au plan en annexe lequel fait partie intégrante de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***121/2/03 - Dépôt du compte rendu (23.01.03) - Comité de circulation***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 23 janvier 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***122/2/03 - Autorisation au Service des travaux publics à procéder à l'installation d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues Cormier / Paris***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues Cormier / Paris.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 3087, 3988, 3089 et 3090***

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants :

- règlement no 3087 décrétant des travaux de réaménagement d'intersections et de feux de circulation; de réfection de rues; de réaménagement de stationnements municipaux; de réaménagement de trottoirs et bordures et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 683 300 $.

- règlement no 3088 décrétant l'implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc et d'égouts; prévoyant un emprunt n'excédant pas 765 000 $.

- règlement no 3089 décrétant l'exécution des travaux d'aqueduc sur la rue Bordeleau et prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $.

- règlement no 3090 décrétant des travaux de réfection et d'aménagement de stationnement de l'Hôtel de Ville; d'installation de jeux; de mobilier et d'éclairage au parc Ste-Thérèse; d'acquisition de mobilier urbain pour le centre-ville et certains parcs; de réaménagement de la Place La-Roche-sur-Yon; de réaménagement du parc Woodyatt; de l'aménagement du stationnement du Barrage; de l'aménagement d'un sentier piétonnier sur la rive nord de la rivière St-François entre le pont Curé-Marchand et le pont de la Traverse et prévoyant un emprunt n'excédant pas 1 186 500 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit pour chacun des règlements ci-dessus mentionnés, les règlements sont réputés adoptés.

***123/2/03 - Avis de motion du règlement no 3098 - Travaux de pavage et de bordures sur la rue Paradis et prévoyant un emprunt n'excédant pas 115 412 $***

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no 3098 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Paradis et prévoyant un emprunt n'excédant pas 115 412 $.

***124/2/03 - Avis de motion du règlement no 3099 – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres et prévoyant un emprunt n'excédant pas 56 361 $***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3099 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres et prévoyant un emprunt n'excédant pas 56 361 $.

***125/2/03 - Avis de motion du règlement no 3100 – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Robert-Bernard et prévoyant un emprunt n'excédant pas 32 109 $***

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3100 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Robert-Bernard et prévoyant un emprunt n'excédant pas 32 109 $.

***126/2/03 - Avis de motion du règlement no 3101 – Travaux de pavage et de bordures sur les rues Villemure et Fugère et prévoyant un emprunt n'excédant pas 50 639 $***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3101 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur les rues Villemure et Fugère et prévoyant un emprunt n'excédant pas 50 639 $.

***127/2/03 - Avis de motion du règlement no 3102 – Travaux de pavage et de bordures sur les rues Laurent-Sawyer, Paul-H.-Frigon et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 122 354 $***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3102 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur les rues Laurent-Sawyer, Paul-H.-Frigon et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 122 354 $.

***128/2/03 - Avis de motion du règlement no 3103 – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Élisabeth et prévoyant un emprunt n'excédant pas 39 987 $***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3103 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Élisabeth et prévoyant un emprunt n'excédant pas 39 987 $.

***129/2/03 - Avis de motion du règlement no 3104 – Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Camélias et prévoyant un emprunt n'excédant pas 102 206 $***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3104 décrétant l'exécution des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Camélias et prévoyant un emprunt n'excédant pas 102 206 $.

***130/2/03 - Avis de motion du règlement no 3105 – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Marconi et prévoyant un emprunt n'excédant pas 42 077 $***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3105 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Marconi et prévoyant un emprunt n'excédant pas 42 077 $.

***131/2/03 - Avis de motion du règlement no 3106 – Circulation de véhicules lourds sur un pont ou un viaduc***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3106 concernant la circulation de véhicules lourds sur un pont ou un viaduc.

***132/2/03 - Avis de motion du règlement no 3109 – Amende le règlement 2700 de manière à modifier le taux horaire applicable à un équipement du Service des travaux publics***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3109 amendant le règlement no 2700 de manière à modifier le taux horaire applicable à un équipement du Service des travaux publics.

***133/2/03 - Dispense de lecture du règlement no 3109 – Amende le règlement 2700 de manière à modifier le taux horaire applicable à un équipement du Service des travaux publics***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3109, amendant le règlement no 2700 de manière à modifier le taux horaire applicable à un équipement du Service des travaux publics;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***134/2/03 - Avis de motion du règlement no 3110 – Division de la Ville de Drummondville en districts électoraux pour l'élection du 2 novembre 2003***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3110 prévoyant la division de la Ville de Drummondville en districts électoraux pour l'élection du 2 novembre 2003.

***135/2/03 - Adoption du projet de règlement no 3083 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3083, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de prévoir pour certaines parties de terrains adjacentes à un boulevard et/ou un parc linéaire et situées dans les zones d'habitation H01-29, H01-32, H01-33, H01-55, H01-56, H02-02, H05-26, H05-27, H06-23 et H06-45 :
- que la hauteur maximale d'une haie ou d'une clôture est de deux mètres (2 m);
- qu'aucune entrée charretière ne peut être aménagée sur toute partie de terrain qui est adjacente à un boulevard et/ou un parc linéaire;

le tout selon certaines conditions;

B) d'apporter un ajustement quant à une référence à un numéro d'article pour le groupe utilité publique, de manière à ce que ladite référence soit celle relative aux

dispositions applicables aux tours de télécommunication et aux antennes que l'on retrouve pour le groupe communautaire, tel que visé par l'article concerné;

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***136/2/03 - Avis de motion du règlement no 3083 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3083, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de prévoir pour certaines parties de terrains adjacentes à un boulevard et/ou un parc linéaire et situées dans les zones d'habitation H01-29, H01-32, H01-33, H01-55, H01-56, H02-02, H05-26, H05-27, H06-23 et H06-45 :
   - que la hauteur maximale d'une haie ou d'une clôture est de deux mètres (2 m);
   - qu'aucune entrée charretière ne peut être aménagée sur toute partie de terrain qui est adjacente à un boulevard et/ou un parc linéaire;

   le tout selon certaines conditions;

B) d'apporter un ajustement quant à une référence à un numéro d'article pour le groupe utilité publique, de manière à ce que ladite référence soit celle relative aux dispositions applicables aux tours de télécommunication et aux antennes que l'on retrouve pour le groupe communautaire, tel que visé par l'article concerné.

***137/2/03 - Dispense de lecture du règlement no 3083 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3083, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de prévoir pour certaines parties de terrains adjacentes à un boulevard et/ou un parc linéaire et situées dans les zones d'habitation H01-29, H01-32, H01-33, H01-55, H01-56, H02-02, H05-26, H05-27, H06-23 et H06-45 :
   - que la hauteur maximale d'une haie ou d'une clôture est de deux mètres (2 m);
   - qu'aucune entrée charretière ne peut être aménagée sur toute partie de terrain qui est adjacente à un boulevard et/ou un parc linéaire;

   le tout selon certaines conditions;

B) d'apporter un ajustement quant à une référence à un numéro d'article pour le groupe utilité publique, de manière à ce que ladite référence soit celle relative aux dispositions applicables aux tours de télécommunication et aux antennes que l'on retrouve pour le groupe communautaire, tel que visé par l'article concerné;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***138/2/03 - Adoption du projet de règlement no 3096 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roger Lambert,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3096, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-2 (Habitation de moyenne densité I) à même une partie de l'affectation commerciale C-5 (Commerce artériel lourd), de manière

à intégrer le terrain situé du côté ouest de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre;

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (Habitation de faible densité) à même une partie de l'affectation commerciale C-5 (Commerce artériel lourd), de manière à intégrer le terrain situé du côté nord de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre.

Le secteur concerné par la modification des affectations résidentielles R-1, R-2 et commerciale C-5 est situé à l'intersection des rues St-Pierre et St-Onge ou non loin de celle-ci;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***139/2/03 - Avis de motion du règlement no 3096 – Plan d'urbanisme***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3096 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-2 (Habitation de moyenne densité I) à même une partie de l'affectation commerciale C-5 (Commerce artériel lourd), de manière à intégrer le terrain situé du côté ouest de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre;
- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (Habitation de faible densité) à même une partie de l'affectation commerciale C-5 (Commerce artériel lourd), de manière à intégrer le terrain situé du côté nord de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre.

Le secteur concerné par la modification des affectations résidentielles R-1, R-2 et commerciale C-5 est situé à l'intersection des rues St-Pierre et St-Onge ou non loin de celle-ci.

***140/2/03 - Dispense de lecture du règlement no 3096 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3096, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-2 (Habitation de moyenne densité I) à même une partie de l'affectation commerciale C-5 (Commerce artériel lourd), de manière à intégrer le terrain situé du côté ouest de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre;
- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (Habitation de faible densité) à même une partie de l'affectation commerciale C-5 (Commerce artériel lourd), de manière à intégrer le terrain situé du côté nord de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre.

Le secteur concerné par la modification des affectations résidentielles R-1, R-2 et commerciale C-5 est situé à l'intersection des rues St-Pierre et St-Onge ou non loin de celle-ci;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***141/2/03 - Adoption du projet de règlement no 3097 – Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3097, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-29 à même une partie de la zone commerciale C12-15 afin d'y intégrer le terrain situé du côté ouest de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre;
- d'agrandir la zone d'habitation H12-23 à même une partie de la zone commerciale C12-15 afin d'y intégrer le terrain situé du côté nord de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre.

Les zones H12-23, H12-29 et C12-15 longent la rue St-Pierre et sont situées de part et d'autre de la rue St-Onge ou à proximité de celle-ci;

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***142/2/03 - Avis de motion du règlement no 3097 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3097 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-29 à même une partie de la zone commerciale C12-15 afin d'y intégrer le terrain situé du côté ouest de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre;
- d'agrandir la zone d'habitation H12-23 à même une partie de la zone commerciale C12-15 afin d'y intégrer le terrain situé du côté nord de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre.

Les zones H12-23, H12-29 et C12-15 longent la rue St-Pierre et sont situées de part et d'autre de la rue St-Onge ou à proximité de celle-ci.

## ***143/2/03 - Dispense de lecture du règlement no 3097 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3097, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-29 à même une partie de la zone commerciale C12-15 afin d'y intégrer le terrain situé du côté ouest de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre;
- d'agrandir la zone d'habitation H12-23 à même une partie de la zone commerciale C12-15 afin d'y intégrer le terrain situé du côté nord de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre.

Les zones H12-23, H12-29 et C12-15 longent la rue St-Pierre et sont situées de part et d'autre de la rue St-Onge ou à proximité de celle-ci;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***144/2/03 - Adoption du projet de règlement no 3107 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3107, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 à même une partie de l'affectation commerciale C-5, de manière à inclure sept (7) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Maisonneuve, et ce, à partir de l'intersection des rues Maisonneuve et des Châtaigniers;

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***145/2/03 - Avis de motion du règlement no 3107 – Plan d'urbanisme***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3107 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 à même une partie de l'affectation commerciale C-5, de manière à inclure sept (7) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Maisonneuve, et ce, à partir de l'intersection des rues Maisonneuve et des Châtaigniers.

***146/2/03 - Dispense de lecture du règlement no 3107 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3107, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 à même une partie de l'affectation commerciale C-5, de manière à inclure sept (7) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Maisonneuve, et ce, à partir de l'intersection des rues Maisonneuve et des Châtaigniers;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***147/2/03 - Adoption du projet de règlement no 3108 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3108, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H02-17 à même une partie de la zone commerciale C02-04, de manière à inclure sept (7) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Maisonneuve, et ce, à partir de l'intersection des rues Maisonneuve et des Châtaigniers;

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***148/2/03 - Avis de motion du règlement no 3108 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3108 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H02-17 à même une partie de la zone commerciale C02-04, de manière à inclure sept (7) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Maisonneuve, et ce, à partir de l'intersection des rues Maisonneuve et des Châtaigniers.

***149/2/03 - Dispense de lecture du règlement no 3108 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3108, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H02-17 à même une partie de la zone commerciale C02-04, de manière à inclure sept (7) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Maisonneuve, et ce, à partir de l'intersection des rues Maisonneuve et des Châtaigniers;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***150/2/03 - Adoption du second projet de règlement no 3082-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le second projet de règlement no 3082-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser dans la zone commerciale C01-01, les usages relatifs à la vente et la réparation de motos et de véhicules tout terrain (VTT), selon certaines conditions. La zone C01-01 longe le côté nord-est du boulevard St-Joseph Ouest et les limites de celle-ci sont situées à proximité des rues Lapéro Nord et Lemaire Nord;

B) d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire, et ce, pour la zone d'habitation H05-11. Ladite zone est située entre la rue St-Aimé et le boulevard Mercure, approximativement entre le côté nord-ouest de la 106$^{e}$ avenue et le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf;

C) de créer la nouvelle zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle, afin :
- d'y intégrer les terrains situés dans le secteur des rues de Madrid, de Moscou, de Vienne, de Prague et de Londres;
- de maintenir la nature des usages actuellement autorisés dans la zone H11-08, soit la zone à partir de laquelle elle est créée ainsi que les autres normes applicables;
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone H11-08 est située du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre l'arrière lot des terrains donnant sur les rues de Vienne, de Prague (et leur prolongement) et de Bruxelles;

soit et est adopté;

2$^{o}$ QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***151/2/03 - Adoption du second projet de règlement no 3084-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le second projet de règlement no 3084-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'apporter certains ajouts et/ou ajustements aux normes actuelles relatives aux antennes et autres constructions semblables, notamment, en prévoyant des

dispositions spécifiques pour les antennes paraboliques de zéro virgule six mètre (0,6 m) ou moins, lorsque celles-ci sont installées sur un terrain ou un bâtiment dont l'usage fait partie du groupe "habitation";

B) d'apporter les modifications suivantes aux zones comprises à l'intérieur de la zone agricole permanente telle que définie par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour le territoire de la Ville de Drummondville (version 26-09-88), et ce, de façon à :

1) autoriser les usages station de pompage, poste de surpression de même que tout autre usage d'utilité publique de nature semblable à ceux-ci, **à l'exception** des puits;

2) préciser, pour les usages faisant partie du groupe "habitation", que tous les usages et constructions non prévus dans la marge de recul et la cour avant ou les marges et les cours latérales sont spécifiquement autorisés dans la marge arrière et la cour arrière;

3) autoriser l'implantation de deux (2) constructions accessoires de même type sur un même terrain (spa et piscine), pour les usages faisant partie du groupe "habitation";

4) autoriser, pour un terrain d'angle ou d'angle transversal, l'implantation d'une remise dans la partie de la cour avant donnant sur une voie de circulation et située sur le côté d'un bâtiment principal, selon certaines conditions, et ce, pour les usages faisant partie du groupe "habitation";

5) prévoir des exigences de construction relatives à la fenestration, à la toiture ainsi qu'à l'architecture en général d'un bâtiment pour certaines habitations de la classe d'usages "unifamiliale" de type isolé;

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***152/2/03 - Adoption du règlement no 3085 – P.I.A.***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3085 a été donné (réf : 67/1/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3085, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 dans le but :

- d'assujettir les terrains situés dans la zone commerciale C02-02, telle que délimitée au plan de zonage faisant partie intégrante du règlement de zonage no 2520, aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 11 du règlement concerné, et ce, lors de certains travaux, et d'apporter en conséquence les ajustements qui sont nécessaires. La zone C02-02 est située du côté ouest de l'intersection du boulevard des Pins et de la rue des Lilas.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***153/2/03 - Adoption du règlement no 3086 – Décrétant des travaux d'installation d'équipements aquatiques dans le secteur de l'ex-municipalité de Grantham situé du côté nord de l'autoroute Jean-Lesage et prévoyant un emprunt n'excédant pas 498 000 $***

Lecture est donnée du règlement no 3086 décrétant des travaux d'installation d'équipements aquatiques dans le secteur de l'ex-municipalité de Grantham situé du côté nord de l'autoroute Jean-Lesage et prévoyant un emprunt n'excédant pas 498 000 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3086, et ce, de 9 heures à 19 heures le 17 février 2003.

Le conseiller Mario Jacques mentionne que la Ville avait budgété 350 000 $ en se basant sur des estimés datant de quelques années.

### *154/2/03 - Adoption du règlement no 3093 - Amendant le règlement no 3070 de façon à modifier l'article 14*

Lecture est donnée du règlement no 3093 amendant le règlement no 3070 de façon à modifier l'article 14.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *155/2/03 - Adoption du règlement no 3094 - Prévoyant l'adoption des prévisions budgétaires de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs pour l'année 2003*

Lecture est donnée du règlement no 3094 prévoyant l'adoption des prévisions budgétaires de la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs pour l'année 2003.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *156/2/03 - Adoption du règlement no 3095 - Décrétant différents travaux d'aqueduc et d'égouts et prévoyant un emprunt n'excédant pas 276 000 $*

Lecture est donnée du règlement no 3095 décrétant différents travaux d'aqueduc et d'égouts et prévoyant un emprunt n'excédant pas 276 000 $.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3095, et ce, de 9 heures à 19 heures le 17 février 2003.

***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

- Monsieur Denis Jolin, Amusements Jolin

Monsieur Jolin félicite les élus pour la gestion des affaires municipales.

Il s'interroge sur le travail des pompiers lors d'un incendie.

Il fait référence à l'incendie du restaurant Cactus et à celui du CÉGEP où les pompiers auraient pris beaucoup de précaution au niveau des équipements alors que lui a été empêché de sortir ses équipements du Cactus en flamme; pourquoi ?

Est-il normal pour les pompiers de sortir du matériel d'un site d'incendie ?

- Madame la mairesse ne commentera pas les gestes posés par les pompiers. Une rencontre est prévue pour le 10 février et les élus s'informeront.

- Monsieur Denis Jolin suggère de vérifier les feux de circulation où un automobiliste a priorité sur un feu vert et qu'un autre peut faire un virage à droite sur feu rouge, et ce, à une même intersection.

Le comité de circulation se penchera sur le dossier.

- Monsieur Denis Jolin fait l'historique du centre-ville et selon lui, ce dernier perd sa vocation puisque les immeubles incendiés sont remplacés par des terrains de stationnement.

Est-il toujours pertinent de laisser les professionnels s'installer sur des artères commerciales ?

- Madame la mairesse rappelle qu'effectivement et, selon des demandes, le conseil a accepté l'implantation de bureaux d'affaires au rez-de-chaussée.

Quant aux stationnements, il faudrait obtenir un consensus des marchands. La proximité semble très importante pour les clients. Elle cite le stationnement du Centre Marcel-Dionne où personne ne veut aller même si c'est gratuit.

- Le conseiller Gilles Fontaine souligne que maintenant la réglementation empêche de faire un stationnement sur un site incendié.

***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 17 février 2003.

***157/2/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h40.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***17 FÉVRIER 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 17 février 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***158/2/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté en y ajoutant, à la demande du conseiller Roger Lambert, au point 75 « Félicitations ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***159/2/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 3 février 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 3 février 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

### ***160/2/03***

- ***Produit horticole – Engrais à pelouse***
  ***(Soumission no 03-0008 – Ouverture 27.01.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Hydro-Agri Canada au montant total de 17 950,00 $ (exempt de taxes) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse, ou le maire suppléant et la greffière, ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat du produit précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***161/2/03***

- ***Bancs de parc en plastique recyclé***
  ***(Soumission no 03-0024 - Ouverture 04.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Distribution Richard Tessier inc. au montant total de 10 293,59 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse, ou le maire suppléant et la greffière, ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***162/2/03***

- ***Fourniture des produits et services pour l'implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc, d'égouts et de voirie***
  ***(Soumission no TPG-2003-01 – Ouverture 07.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de Harfan technologies en partenariat avec le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. au montant total de 706 029,00 $ (taxes en sus) soit retenue, étant le fournisseur ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse, ou le maire suppléant et la greffière, ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'exécution des travaux précités, le tout conditionnel à l'approbation du règlement d'emprunt no 3088 et à la signature du protocole à intervenir avec le ministère des Affaires municipales et de la Métropole pour l'obtention d'une subvention dans le cadre du volet 2.1 du programme Québec-Municipalités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***163/2/03***

- ***Réfection du terrain de tennis – Parc Bellevue***
  ***(Soumission no 03-0015 – Ouverture 05.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Terrassement JOPAT inc. au montant total de 13 766,08 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***164/2/03***

- ***Imprimerie – Bulletin officiel***
  ***(Soumission no 03-0016 – Ouverture 05.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Imprimerie Lemire au montant total de 22 199,83 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***165/2/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1100 du boulevard St-Joseph***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de réduire la distance minimale applicable entre une aire de chargement/déchargement et une ligne d'emprise de rue, soit la rue des Lilas;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.11);

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'immeuble identifié en titre prévoit l'aménagement d'une aire asphaltée utilisée pour le stationnement occasionnel d'un véhicule pour fin de chargement/déchargement entre ledit bâtiment et la rue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement initialement proposé respectait le dégagement minimal de deux mètres (2 m) entre l'emprise de rue et l'aire de chargement/ déchargement concernée;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à réduire de deux mètres (2 m) à un virgule deux mètre (1,2 m) la distance minimale exigée;

CONSIDÉRANT QUE la réduction de l'espace a pour but de permettre l'aménagement d'un trottoir de circulation (d'une largeur de zéro virgule huit mètre (0,8 m)) pour faciliter la livraison, entre l'aire de chargement/déchargement et le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager avait déjà été planifié afin de dissimuler l'aire de chargement/déchargement visée;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement sera maintenu ou bonifié;

CONSIDÉRANT QU'il est pertinent de s'assurer que cette réduction de distance minimale ne sera pas applicable au-delà de la distance requise pour ladite aire de chargement/déchargement;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au demandeur pour que l'aménagement projeté soit fonctionnel;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE ladite demande ne semble pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à réduire de deux mètres (2 m) à un virgule deux mètre (1,2 m) la distance minimale entre une aire de chargement/déchargement et une ligne d'emprise de rue, **à la condition que** :

- un aménagement paysager dissimulant l'aire de chargement/déchargement soit réalisé entre toute la longueur de ladite aire et l'emprise de rue;
- la réduction de la distance minimale soit permise sur une longueur maximale de onze mètres (11 m), mesurée à partir du mur de façade du bâtiment donnant sur le boulevard St-Joseph;

et ce, pour le bâtiment situé sur les lots 136A-221, 136A-222, 136A-252 et une partie du lot 136A-252 actuels du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 1100 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***166/2/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 1985 à 2001 rue Leblanc***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la marge de recul maximale applicable à un bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 108-113-32 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit aux 1985 à 2001 de la rue Leblanc;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.09);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H06-21), la marge de recul maximale applicable à la façade principale du bâtiment est de six virgule quatre-vingt-six mètres (6,86 m), et ce, en fonction de l'application de la moyenne des marges de recul;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1976, et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en décembre 2002 pour la vente du bâtiment et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à sept virgule trente-cinq mètres (7,35 m) la marge de recul de la façade principale du bâtiment principal, soit une irrégularité de zéro virgule quarante-neuf mètre (0,49 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise qu'il est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à augmenter de six virgule quatre-vingt-six mètres (6,86 m) à sept virgule trente-cinq mètres (7,35 m) la marge de recul maximale applicable à la façade principale du bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 108-113-32 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit aux 1985 à 2001 de la rue Leblanc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***167/2/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 65 rue Tétreau***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 162B-97-94 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 65 de la rue Tétreau;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.01.20);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H11-27), la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1967, et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en janvier 2003 pour la vente du bâtiment et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule sept mètre (1,7 m) la marge latérale gauche minimale du bâtiment principal (adjacente à la ligne latérale gauche du lot visé et la ligne du lot 162B-97-43), soit une irrégularité de zéro virgule trois mètre (0,3 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise qu'il est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer de deux mètres (2 m) à un virgule sept mètre (1,7 m) la marge latérale gauche minimale (adjacente à la ligne latérale gauche du lot visé et la ligne du lot 162B-97-43) applicable à un bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 162B-97-94 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 65 de la rue Tétreau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***168/2/03 - Dépôt du procès-verbal (05.02.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 février 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***169/2/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement du bâtiment, de rénovation extérieure et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 400 du boulevard St-Joseph (La Cage aux Sports) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment, de rénovation extérieure et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 400 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment, de rénovation extérieure et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment en cour arrière, et ce, sur une superficie approximative de quarante-quatre mètres carrés (44 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- rénover le mur avant du bâtiment (celui donnant sur le boulevard René-Lévesque), et ce, pour la partie occupée par le restaurant (entre les établissements Subway et Bouclair);
- installer des enseignes rattachées au bâtiment;

**Agrandissement**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue dans la cour arrière (celle adjacente à l'aire de stationnement de la Caisse Desjardins, Centre de service du Boulevard);

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement est peu visible des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est comparable à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est de la brique de couleur similaire à celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement, de par sa localisation et son design, s'harmonise avec le style architectural du bâtiment;

**Rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE la brique existante est remplacée par de la brique de couleur terre (rouge-brun) s'harmonisant avec celle que l'on retrouve sur le bâtiment, et ceci, sur une hauteur approximative de trois mètres (3 m) (partie inférieure des murs);

CONSIDÉRANT QUE des colonnes de maçonnerie sont réalisées à même le revêtement de briques;

CONSIDÉRANT QUE le bandeau métallique (marquise) est démoli et remplacé par un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur beige (partie supérieure des murs);

CONSIDÉRANT QUE l'enduit d'acrylique est modulé par la création de panneaux, soit en relief ou en retrait;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale donnant sur l'aire de stationnement est soulignée et marquée par l'ajout de colonnes et d'un mur parapet, ce qui ajoute de l'amplitude à cette dernière, et de ce fait, oriente la clientèle;

CONSIDÉRANT QU'une moulure stylisée recouverte d'un enduit d'acrylique de couleur beige-brun est réalisée en partie supérieure du mur;

CONSIDÉRANT QUE cette moulure crée une ornementation et anime la façade, ce qui évite la monotonie du mur;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation extérieure contribuent à donner du volume au bâtiment, ce qui permet de marquer de façon harmonieuse la présence du commerce aux abords des boulevards, tout en le distinguant des autres;

CONSIDÉRANT QUE les travaux permettent d'obtenir une volumétrie intéressante et que ces derniers sont en harmonie avec ce que l'on retrouvera sur le bâtiment (projet Subway);

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont remplacées, ce qui anime bien la façade donnant sur le boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE l'installation d'auvents de toile de couleur rouge permet d'avoir un style architectural particulier et propre à l'entreprise, et par le fait même, contribue à ornementer cette partie du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les auvents sont espacés les uns des autres d'environ trente centimètres (30 cm);

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation et d'agrandissement du bâtiment permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment et s'harmonisent avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

**Enseignes rattachées au bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- sur le mur donnant sur le boulevard René-Lévesque, une (1) enseigne murale composée de lettres détachées et une (1) enseigne de type " logo ";
- sur le mur donnant sur le boulevard St-Joseph, une (1) enseigne murale de forme ronde;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont installées sur les murs avant (ceux donnant sur les boulevards René-Lévesque et St-Joseph), soit une (1) au-dessus de l'entrée de l'établissement et les deux (2) autres sont centrées au-dessus des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées au bâtiment sont composées de lettres détachées et de boîtiers lumineux dont les couleurs sont, entre autres, le blanc, le bleu et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE lesdites enseignes sont lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des enseignes est en harmonie avec celle des enseignes des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, les types d'affichage, les matériaux et l'éclairage des enseignes assurent une bonne harmonie entre ces dernières et les enseignes se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leurs dimensions et leur localisation, sont peu prédominantes dans le paysage urbain et ne nuisent pas à la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement du bâtiment, de rénovation extérieure et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***170/2/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 du boulevard St-Joseph (Restaurant Subway) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- rénover le mur avant du bâtiment (celui donnant sur le boulevard René-Lévesque), et ce, pour la partie occupée par le restaurant (entre les établissements Dollarama et La Cage aux Sports);
- installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de deux mètres carrés (2 $m^2$);

**Rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE la brique existante (sous les vitrines) est conservée;

CONSIDÉRANT QUE le bandeau métallique (marquise) est démoli et remplacé par un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE la face avant de la marquise (celle donnant sur le boulevard St-Joseph - Dollarama) est recouverte d'un revêtement métallique de même couleur et de même style que celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enduit d'acrylique est modulé par la création de panneaux, soit en relief ou en retrait;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale donnant sur l'aire de stationnement est soulignée et marquée par l'ajout de colonnes et d'un mur parapet, ce qui ajoute de l'amplitude à cette dernière, et de ce fait, oriente la clientèle;

CONSIDÉRANT QU'une moulure stylisée recouverte d'un enduit acrylique de couleur beige-brun est réalisée en partie supérieure du mur;

CONSIDÉRANT QUE cette moulure crée une ornementation et anime la façade, ce qui évite la monotonie du mur;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation extérieure contribuent à donner du volume au bâtiment, ce qui permet de marquer de façon harmonieuse la présence du commerce aux abords des boulevards, tout en le distinguant des autres;

CONSIDÉRANT QUE les travaux permettent d'obtenir une volumétrie intéressante et que ces derniers sont en harmonie avec ce que l'on retrouvera sur le bâtiment (projet La Cage aux Sports);

CONSIDÉRANT QUE la fenestration est conservée, ce qui anime bien la façade donnant sur le boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE l'installation d'auvents de toile de couleur jaune permet d'avoir un style architectural particulier et propre à l'entreprise, et par le fait même, contribue à ornementer cette partie du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les auvents sont espacés les uns des autres d'environ quinze centimètres (15 cm);

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment et s'harmonisent avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

**Enseigne rattachée au bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur le mur avant (celui donnant sur le boulevard René-Lévesque), et ceci, au-dessus de l'entrée de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées dont les couleurs sont, entre autres, le blanc et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des lettres détachées est en harmonie avec celle des enseignes des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE la longueur de l'enseigne est comparable à la largeur de l'arche ceinturant l'entrée de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre cette dernière et les enseignes se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, est peu prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *171/2/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 477 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 477 du boulevard St-Joseph Ouest a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le bandeau métallique, une enseigne constituée d'une plaque de bois d'une superficie approximative de deux virgule quarante mètres carrés (2,40 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le noir, le blanc et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au bandeau métallique et que cette dernière surplombe l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 477 du boulevard St-Joseph Ouest, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***172/2/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 1470 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 1470 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de deux cent trois virgule deux mètres carrés (203,2 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue dans le prolongement du mur arrière, à même la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement s'apparente à celui du corps principal du bâtiment existant (hauteur, nombre d'étages et type de toiture);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment existant est localisé à environ un virgule cinq mètre (1,5 m) de la ligne arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'agrandissement, soit environ cinq virgule zéro cinq mètres (5,05 m), rend le bâtiment prédominant par rapport à l'utilisation résidentielle adjacente, et ceci, dû à sa proximité de la ligne arrière;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'éloigner l'agrandissement du bâtiment de la ligne arrière afin de rendre ce dernier moins prédominant par rapport à l'environnement résidentiel et de préserver la qualité de vie des résidants;

CONSIDÉRANT QU'un dégagement minimal d'environ quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m) est approprié afin d'améliorer l'harmonisation des gabarits des bâtiments et de préserver la qualité de vie des occupants;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant est pourvu de nombreux décrochés, ce qui limite la linéarité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le mur de la façade principale ainsi qu'une partie du mur latéral gauche, soit sur environ sept virgule quatre-vingt-douze mètres (7,92 m), sont recouverts de briques de couleur beige, le tout s'apparentant avec ce que l'on retrouve sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les autres sections de murs sont recouvertes d'acier de couleur et de style similaires à celui existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'agrandissement s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment, et ce, dans le respect du style architectural et des caractéristiques particulières de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les murs de l'agrandissement sont pourvus d'une bonne fenestration, ce qui anime ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement donnant dans la cour latérale gauche est modifiée par l'ajout de bandes gazonnées et plantées d'arbres et/ou d'arbustes;

CONSIDÉRANT QU'au moins huit (8) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés à même les bandes gazonnées;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager planté d'arbustes et/ou plantes florales est réalisé en face du mur avant de la partie agrandie;

CONSIDÉRANT QU'une haie de conifères d'une longueur minimale de seize mètres (16 m) et d'une hauteur approximative de deux virgule cinq mètres (2,5 m) est aménagée près de la ligne arrière de terrain (adjacente au terrain d'usage résidentiel), ce qui a pour effet d'atténuer l'effet de hauteur du mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE le nombre total d'entrées charretières est de quatre (4) sur le site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement du bâtiment et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1470 du boulevard Lemire, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ceci, **conditionnellement à dégager le mur arrière de l'agrandissement de la ligne arrière (ligne arrière des terrains résidentiels), et ce, d'une distance minimale d'environ quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m).**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *173/2/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 600 de la rue Cormier – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 600 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- ajouter des portes d'issue au bâtiment afin de sécuriser ce dernier;
- aménager une aire de stationnement localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les travaux effectués sur le bâtiment sont de faible ampleur et que ceux-ci n'ont pas d'impact sur le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement localisée en cour arrière permet d'ajouter une soixantaine de cases;

CONSIDÉRANT QUE cette aire est peu visible de la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE les bandes gazonnées situées aux abords des rues Cormier et Cloutier sont plantées d'au moins onze (11) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QUE des îlots de verdure plantés d'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont aménagés à l'intérieur de l'aire de stationnement (partie arrière);

CONSIDÉRANT QU'aucune nouvelle entrée charretière n'est aménagée et que les entrées charretières existantes sont conservées;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'aménagement du terrain permet d'améliorer l'image globale du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 600 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *174/2/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment accessoire pour le bâtiment situé au 465 de la rue René-Verrier – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire pour le bâtiment situé au 465 de la rue René-Verrier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiment accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (garage attenant au bâtiment principal) d'une superficie approximative de trente-sept mètres carrés (37 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE la construction du garage s'effectue dans la cour latérale droite, et ceci, selon une marge de recul comparable à celle du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du bâtiment accessoire est le même que celui du bâtiment principal, soit de la brique de couleur rouge nuancé de noir;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de ce garage rattaché est d'un (1) étage et que la toiture de type " plat " sert à des fins de terrasse;

CONSIDÉRANT QUE de plus, le garage ne peut avoir le même gabarit que celui de la résidence dû à la présence de fenêtres à l'étage, lesquelles sont requises en vertu des règlements;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps, les encadrements des ouvertures ainsi que les ornementations sont de couleur blanche s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, la construction de ce garage s'harmonise avec le style de la résidence à logements multiples ainsi qu'avec celui des autres bâtiments résidentiels se retrouvant dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 465 de la rue René-Verrier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *175/2/03 - Refus des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 1150 de la rue Labonté – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 1150 de la rue Labonté a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige, autoroute 55, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de mille huit cent quarante mètres carrés (1 840 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue dans le prolongement d'un mur avant existant (celui donnant sur la rue Labonté), et ce, en retrait du mur avant le plus rapproché de la voie de circulation (mur avant du bureau de l'entreprise);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est réalisé dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant est pourvu d'un décroché, ce qui limite la linéarité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment est un entrepôt ouvert (aucun mur extérieur n'est réalisé);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur) est différent de celui du corps principal du bâtiment, ce qui ne permet pas d'atteindre une harmonie architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de cet agrandissement est simple et peu harmonieux avec celui que l'on retrouve sur l'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la construction de cet entrepôt ne permet pas de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment et ne permet pas de dégager une image de prestige;

CONSIDÉRANT QUE la construction d'un entrepôt ouvert d'une hauteur différente du corps principal du bâtiment crée un déséquilibre architectural et ne s'intègre pas au style d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de cet entrepôt peut se faire en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment, notamment, quant au choix de matériaux, aux couleurs et au design;

CONSIDÉRANT QUE de plus, il serait intéressant que le site soit pourvu d'un aménagement paysager (talus avec plantation et/ou arbres), ce qui permettrait d'améliorer l'image globale de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1150 de la rue Labonté, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au manque d'harmonie du projet avec le corps principal du bâtiment, le choix des matériaux, le style architectural et l'aménagement de terrain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***176/2/03 - Dépôt du procès-verbal séance spéciale (07.02.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 février 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***177/2/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (Restaurant Houston) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer un auvent métallique de couleur noire, sur lequel est appliquée une enseigne d'une superficie approximative de quatre virgule quatre mètres carrés (4,4 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le rouge et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport à la fenestration, soit celle donnant dans la partie droite de la façade;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est réalisé à même l'auvent, soit découpé dans ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne est lumineuse et s'apparente à une enseigne constituée de lettres détachées;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisées, s'harmonise aux enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) auvents métalliques de couleur noire sont installés sur le mur avant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***178/2/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (Chaussures Pop) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de quatre virgule cinq mètres carrés (4,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme stylisée et que le message est en surélévation sur la plaque;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bourgogne, l'ocre et le vert;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisées, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***179/2/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (Théo Vêtements – homme) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de trois virgule soixante-quinze mètres carrés (3,75 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme stylisée et que le message est sculpté;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le vert, l'or, le jaune et le noir;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisées, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***180/2/03 - Autorisation à la Société canadienne du cancer - Tenue d' une activité de levée de fonds « Relais pour la vie » au parc Woodyatt les 13 et 14 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société canadienne du cancer à tenir une activité de levée de fonds « Relais pour la vie » au parc Woodyatt.

L'activité se déroulera à compter de 19 heures le 13 juin jusqu'au 14 juin à 7 heures; le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***181/2/03 - Autorisation pour la tenue de la 23e Marche du pardon le Vendredi saint 18 avril 2003***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la tenue de la 23e Marche du pardon le Vendredi saint 18 avril 2003 de 13 heures à 15 heures, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***182/2/03 - Protocole d'entente avec le comité organisateur de la Fête du Canada – Tenue des activités du 1er juillet au parc Ste-Thérèse***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut

l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le comité organisateur de la Fête du Canada pour la tenue des activités qui se tiendront le 1er juillet 2003 au parc Ste-Thérèse.

Le protocole d'entente est valable pour l'édition 2003 et comprend le versement d'une subvention de 4 000 $.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***183/2/03 - Subventions de déneigement de stationnements à certains organismes pour l'année 2003***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme totale de 12 083 $ aux organismes ci-dessous mentionnés, et ce, à titre de subventions au déneigement de stationnements pour l'année 2003. Ladite somme se répartit comme suit :

| Organismes | Montant des subventions |
|---|---|
| Fabrique St-Georges | 423 $ |
| Fabrique Saint-Pie X | 2 197 $ |
| Fabrique St-Jean-Baptiste | 656 $ |
| Fabrique Ste-Thérèse | 644 $ |
| Fabrique St-Pierre & Paul | 1 800 $ |
| Fabrique St-Philippe | 1 714 $ |
| Fabrique St-Simon | 1 184 $ |
| Fabrique St-Joseph | 2 778 $ |
| Fabrique Christ-Roi | 687 $ |
| | **12 083 $** |

Lesdites subventions sont payables en 2 versements.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***184/2/03 - Subvention de 200 $ - Croix-Rouge canadienne Division du Québec***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ à la Croix-Rouge canadienne Division du Québec à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***185/2/03 - Subvention de 100 $ - Fondation du CLSC Drummond***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation du CLSC Drummond à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***186/2/03 - Subvention de 1 000 $ - Club social des employés municipaux cols bleus***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Club social des employés municipaux cols bleus à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***187/2/03 - Subvention de 15 000 $ - La Troupe Paris Paris inc.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 15 000 $ à La Troupe Paris Paris inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***188/2/03 - Appui à la Ville d'Asbestos dans sa demande d'aide au gouvernement***

CONSIDÉRANT QUE la Ville d'Asbestos a à subir des pertes importantes dans ses revenus, pertes estimées à environ 2 000 000 $;

CONSIDÉRANT QUE la situation économique actuelle ne permet pas d'espérer une reprise rapide des activités industrielles;

CONSIDÉRANT QUE les délais ne peuvent que détériorer davantage la situation;

POUR TOUTES CES CONSIDÉRATIONS, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la Ville d'Asbestos dans sa demande d'aide et que le gouvernement accorde immédiatement un fonds de secours d'urgence pour aider la municipalité à faire face à ses obligations.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***189/2/03 - Appui à la démarche entreprise par le maire d'Amqui pour la création d'une commission d'enquête du BAPE pour faire toute la lumière sur la gestion de la forêt publique***

ATTENDU QUE la gestion de la grande forêt publique du Québec, soit la plus grande ressource renouvelable de propriété collective des Québécois, et que celle-ci n'a jamais fait l'objet d'une véritable enquête publique : Neutre, Indépendante, Impartiale, Compétente et Itinérante.

ATTENDU QUE le Grand Rendez-vous des Régions tenu à Québec en novembre dernier a fait ressortir plus que jamais toute l'importance que revêt la gestion des ressources (lesquelles se trouvent essentiellement dans les régions du Québec!) pour assurer le devenir des régions du Québec.

ATTENDU QUE la vérificatrice générale du Québec, madame Doris Paradis s'est dite inquiétée dans son récent rapport annuel par plusieurs lacunes détectées par ses experts, et ce, tout particulièrement dans les calculs d'évaluation du rendement de la forêt publique tel qu'actuellement réalisés par les gens du MRN à savoir à titre d'exemple : ces derniers ne tiennent actuellement pas compte des pertes dues aux incendies de forêt ainsi que des ravages causés par les insectes ou par les maladies.

ATTENDU QUE la vérificatrice générale disait aussi que : « Le cumul des différents problèmes relatifs au calcul de la possibilité forestière augmente le risque de la surévaluation » et « qu'une telle surévaluation contribue, à court terme, au maintien des emplois, mais que ces lacunes risquent à plus long terme d'en causer la perte si la forêt est surévaluée! ».

ATTENDU QUE malgré les belles promesses de l'ex-ministre responsable du MRN, monsieur Jacques Brassard, à l'effet que sa nouvelle Loi 136 allait à toute fin pratique tout corriger, force est maintenant d'admettre que tel que le soulignait en décembre dernier la vérificatrice générale, madame Doris Paradis que : « Le ministère des Ressources naturelles n'exerce toujours pas une surveillance adéquate des plans d'aménagement forestier (PGAF) ».

ATTENDU QUE plus d'une centaine de milliers de personnes vivent d'emplois reliés directement à la forêt au Québec, or il se coupe présentement trop de bois dans les forêts publiques, ce qui pourrait priver tous ces travailleurs d'une partie de leur gagne-pain si des correctifs ne sont pas rapidement mis de l'avant.

ATTENDU QUE le très réputé et très crédible docteur en foresterie de l'Université Laval, monsieur Louis Bélanger a lancé à maintes reprises de nombreux cris d'alarme à l'effet que le ministère des Richesses naturelles avait été et continuait d'être négligent en accordant des droits de coupe basés sur des calculs beaucoup trop optimistes.

ATTENDU QU'il est devenu urgent que le gouvernement du Québec prenne action sans tarder pour faire toute la lumière sur ce qui se passe avec la gestion de notre grand patrimoine de propriété collective, la grande forêt publique du Québec, une ressource renouvelable inestimable et de première importance pour l'économie des régions et du Québec dans son ensemble.

ATTENDU QUE l'audace de monsieur Richard Desjardins avec son film : « L'Erreur Boréale », a suscité de très nombreuses interrogations quant aux prétendument bonnes pratiques du MRN dans la gestion de ce patrimoine collectif qu'est la grande forêt publique du Québec (et de ses réelles capacités à pouvoir agir en tant que bon père de famille), questions pour lesquelles une très large part de la population Québécoise n'estime toujours pas avoir reçu de réponses satisfaisantes!

ATTENDU QU'une étude commanditée par le MRN au groupe d'experts comptables : « Caron, Bélanger, Ernst & Young » et dont le rapport publié en décembre 1997 concluait : que les systèmes mis en place par ledit ministère sont **inefficaces**, à savoir :

a) qu'ils ne permettent pas de réduire les risques à un niveau acceptable;
b) qu'ils ne permettent pas d'obtenir une assurance raisonnable sur la perception intégrale des droits de coupe;

et malgré que de telles interrogations aient été soulevées à cet effet par madame Doris Paradis, l'actuel ministre responsable du MRN, monsieur François Gendron continue de nous en affirmer le contraire!

ATTENDU QUE la fonction de surveillance laisse carrément à désirer, et qu'à titre d'exemple pour toute la MRC de La Matapédia, l'une des plus grandes MRC Québécoise avec couvert forestier public, le MRN n'y a toujours pas installé à demeure un seul de ses inspecteurs pour y vérifier le pillage alors qu'il est de notoriété locale qu'il s'en fait actuellement dans plusieurs des secteurs de ladite MRC.

ATTENDU QUE les refus obstinés de l'ex-ministre monsieur Jacques Brassard et de l'actuel ministre responsable du MRN, monsieur François Gendron, qui ont tour à tour tous deux carrément apposé un refus catégorique à tous ceux et celles qui ont et qui réclament toujours une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur la gestion de la forêt publique alors que ce même gouvernement n'a pas hésité un seul instant à mettre de l'avant des commissions d'enquêtes pour faire l'analyse et soumettre des recommandations appropriées suite au déluge du Saguenay et du grand verglas! Serait-ce qu'il y aurait quelque chose de très important à cacher?

ATTENDU QUE suite aux révélations de madame Doris Paradis, monsieur Richard Desjardins a relancé monsieur Bernard Landry en décembre dernier par une lettre éloquente lui réclamant à nouveau de mettre de l'avant une enquête publique afin de faire toute la lumière sur la gestion de la forêt publique, et ce, avec de solides arguments à l'appui.

ATTENDU QU'en décembre dernier le quotidien Le Devoir nous révélait la teneur du rapport d'un sous comité interne du MRN et lequel faisait état des pratiques frauduleuses et des inventaires erronés des entreprises forestières. Document dévastateur qui mettait clairement en doute la valeur des normes et des vérifications du ministère, celui-ci était le fruit du travail de 75 techniciens, ingénieurs forestiers, cadres intermédiaires responsables des opérations et chefs d'unités de gestion!

ATTENDU QUE monsieur le premier ministre Bernard Landry ne désire pas se voir être identifié comme le chef de gouvernement qui a fait une coupe à blanc dans la crédibilité du MRN, ceci d'autant plus que bon nombre de Québécois et Québécoises

s'interrogent de plus en plus fort sur : pour qui travaille ce ministère, est-ce pour l'industrie forestière ou pour l'ensemble de la population du Québec ?

ATTENDU QUE monsieur le premier ministre Bernard Landry vient de nous annoncer son intention d'aller de l'avant avec une telle commission d'enquête publique pour faire toute la lumière sur la gestion de cette grande richesse collective qu'est la grande forêt publique du Québec et que nous désirons l'encourager à concrétiser cette intention en ACTION!

ATTENDU QUE le résultat recherché, soit la mise en route d'une telle enquête publique doit se faire dans les plus courts délais, et qu'une telle action dépendra en bonne partie de la solidarité de tous les Québécois et Québécoises à soutenir notre actuel premier ministre Bernard Landry en diverses manières à agir en ce sens.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville fasse parvenir à l'attention personnelle de monsieur Bernard Landry, premier ministre du Québec ainsi qu'à notre représentant à l'Assemblée Nationale du Québec, soit monsieur Normand Jutras la présente résolution à l'effet que nous joignons notre voix à tous ceux et celles qui réclament de mettre en route dans les meilleurs délais une commission d'enquête publique du BAPE : Neutre, Impartiale, Compétente, Indépendante et Itinérante pourvu des moyens financiers appropriés, et ce, dans les plus courts délais afin de faire toute la lumière sur la gestion de la grande forêt publique du Québec, un patrimoine collectif inestimable pour le développement durable des régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *190/2/03 - Décision du conseil en regard d'une demande d'exemption de taxes d'affaires formulée par Ves-ti-bulles 3D Drummond auprès de la Commission municipale du Québec*

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville refuse d'appuyer la demande formulée par Ves-ti-bulles 3D Drummond auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxe d'affaires. Ce refus est principalement basé sur le fait que la Ville de Drummondville n'impose pas de taxe d'affaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *191/2/03 - Officialisation de noms de parcs*

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville officialise le nom des parcs suivants :

- Parc Duvernay;
- Parc Girouard;
- Parc du Carré Celanese;
- Parc des Martinets;
- Parc Valmont-Pitre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *192/2/03 - Amendement à la résolution no 1193/11/02 de façon à y indiquer le nom des signataires*

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'amendement de la résolution no 1193/11/02 de façon à y ajouter le paragraphe suivant :

"La mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents".

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *193/2/03 - Signature d'une entente à intervenir avec Ciment Saint-Laurent inc. pour la réalisation de certains travaux*

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec Ciment Saint-Laurent inc. pour la réalisation de certains travaux sur la 119$^{e}$ avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *194/2/03 - Amendement à la résolution no 1318/12/02 de façon à modifier le nom de l'acquéreur en celui de Luc Guilbault*

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville amende la résolution no 1318/12/02 de façon à modifier le nom de l'acquéreur en celui de Luc Guilbault.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *195/2/03 - Formation d'un comité de sélection pour l'octroi d'un contrat à des ingénieurs pour les travaux de secteurs*

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité pour l'octroi d'un contrat à des ingénieurs pour les travaux de secteurs. Ledit comité sera formé par messieurs Francis Adam, Denis Larocque, Claude Proulx et Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *196/2/03 - Approbation des critères de sélection et de pointage pour l'octroi d'un contrat professionnel*

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection et de pointage pour l'octroi d'un contrat professionnel selon le tableau suivant :

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Ville de Drummondville** **Numéro de projet :**<br><br>**Mandat : Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage 2003** | | | |
| ***PARTIE 1*** | | | |
| **ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION** | | **Fournisseur A** | |
| Critères (minimum de 4) | Nombre maximal de points attribués (N= 1 à 30) | Cote (0 à 100 %) | Pointage |
| Expérience de la firme | 20 | | |
| Expérience du chargé de projet | 30 | | |
| Composition de l'équipe proposée | 20 | | |
| Compréhension du mandat | 20 | | |
| Présentation de la proposition | 10 | | |
| **POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :** | 100 | /100 | |
| Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes** | | | |
| ***PARTIE 2*** | | | |
| **ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL** | | **Fournisseur A** | |

| | |
|---|---|
| Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70) | |
| **Établissement du pointage final :**<br>(application de la formule) :<br>(Pointage intérimaire + 50) X 10 000<br>Prix | |
| **Rang et adjudicataire** | |

_____ _____

(Signature) (EN LETTRES MOULÉES)

_____ _____

(date) (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***197/2/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec 9065-5127 Québec inc. (représentée par messieurs Alain Guilbeault et Chantal Guilbeault)***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec 9065-5127 Québec inc. représentée par messieurs Alain Guilbeault et Chantal Guilbeault pour le prolongement de la rue St-Damase, soit le plateau St-Nicolas.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***198/2/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. - Surveillance des travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie prévus dans le cadre du développement du Plateau St-Nicolas sur la rue St-Damase***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville accepte que la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement du Plateau St-Nicolas sur la rue St-Damase soit effectuée, conformément aux règles de l'art, par le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C., tel que recommandé par le promoteur et le tout, aux frais du promoteur. De plus, copies des minutes de surveillance devront être transmises à la Ville de Drummondville, à l'attention de monsieur Francis Adam, ingénieur.

Le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. est également autorisé à présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation et la Ville de Drummondville informe ledit ministère qu'elle ne s'oppose pas à l'émission d'une autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***199/2/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. - Analyse qualitative et quantitative de matériaux utilisés pour la réalisation du projet de développement du Plateau St-Nicolas sur la rue St-Damase***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville accepte que la Firme Géo Lab inc. comme recommandé par le promoteur, procède à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement du Plateau St-Nicolas sur la rue St-Damase, le tout aux frais du promoteur. De plus, copies des analyses devront être transmises à la Ville de Drummondville, à l'attention de monsieur Francis Adam, ingénieur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***200/2/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. - Surveillance des***

***travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie réalisés dans le prolongement de la rue Place Rodolphe-Duguay (développement Altitude 2000)***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville accepte que la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Place Rodolphe-Duguay (développement Altitude 2000) soit effectuée, conformément aux règles de l'art, par le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C., tel que recommandé par le promoteur et le tout, aux frais du promoteur. De plus, copies des minutes de surveillance devront être transmises à la Ville de Drummondville, à l'attention de monsieur Francis Adam, ingénieur.

Le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. est également autorisé à présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation et la Ville de Drummondville informe ledit ministère qu'elle ne s'oppose pas à l'émission d'une autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***201/2/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. - Analyse qualitative et quantitative de matériaux utilisés pour les travaux de prolongement de la rue Place Rodolphe-Duguay (développement Altitude 2000)***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville accepte que la Firme Géo Lab inc. comme recommandé par le promoteur, procède à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Place Rodolphe-Duguay (développement Altitude 2000), le tout aux frais du promoteur. De plus, copies des analyses devront être transmises à la Ville de Drummondville, à l'attention de monsieur Francis Adam, ingénieur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***202/2/03 - Signature d'un acte de servitude d'empiètement sur le lot 145-528-1 ptie du cadastre du canton de Grantham pour l'immeuble situé au 192 rue Saint-Louis***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude d'empiètement sur le lot 145-528-1 ptie du cadastre du canton de Grantham pour l'immeuble situé au 192 rue Saint-Louis.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***203/2/03 - Inscription de la Ville de Drummondville au programme RAPPID-OR***

ATTENDU QUE le programme RAPPID-OR, chapeauté par la Sûreté du Québec, vise par la distribution de trousses d'information, à favoriser la promotion d'un milieu de vie sécuritaire chez les aînés de 75 ans et plus du territoire de la MRC de Drummond;

ATTENDU QUE les principaux objectifs de ce programme sont entre autres :

- d'améliorer la connaissance sur la sécurité des personnes âgées;
- d'augmenter la prise de conscience des risques de blessures accidentelles spécifiques aux personnes visées par le programme;
- de mobiliser la communauté à faire la promotion de milieux de vie sécuritaires pour les aînés;

ATTENDU QUE pour que pareil programme puisse être implanté dans une municipalité locale avec toutes les chances de succès possibles, il est essentiel que le conseil municipal en fasse la demande et s'engage à assumer certains services;

ATTENDU les discussions des membres du conseil à cet effet;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville :

1. demande que les autorités de la Sûreté du Québec, compétentes en la matière, débutent le processus d'implantation du programme RAPPID-OR sur le territoire de la municipalité de Drummondville;
2. participe à un tel programme en acceptant d'assumer les frais de formation et le temps consacré par ses pompiers volontaires à la susdite formation;
3. autorise par la présente la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents nécessaires ou utiles à l'accomplissement de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***204/2/03 - Signature d'une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de la MRC Drummond relativement à un équipement supralocal (Centre Roger-Lauzon)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de la MRC Drummond relativement à l'équipement supralocal du Centre Roger-Lauzon.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***205/2/03 - Signature d'une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de la MRC Drummond relativement à un équipement supralocal (Centre Culturel)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de la MRC Drummond relativement à l'équipement supralocal du Centre Culturel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***206/2/03 - Signature d'une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Germain-de-Grantham; les paroisses de Saint-Joachim-de-Courval, Saint-Majorique-de-Grantham et la Ville de Saint-Nicéphore relativement à des équipements supralocaux (Centre Marcel-Dionne et Olympia Yvan Cournoyer)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Germain-de-Grantham; les paroisses de Saint-Joachim-de-Courval, Saint-Majorique-de-Grantham et la Ville de Saint-Nicéphore relativement aux équipements supralocaux du Centre Marcel-Dionne et de l'Olympia Yvan Cournoyer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***207/2/03 - Signature d'une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de la MRC Drummond relativement à des événements supralocaux (Légendes Fantastiques et Mondial des Cultures)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de

Drummondville une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de la MRC Drummond relativement aux événements supralocaux que sont Les Légendes Fantastiques et le Mondial des Cultures.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***208/2/03 - Signature d'une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Germain-de-Grantham; les paroisses de Saint-Joachim-de-Courval, Saint-Majorique-de-Grantham et la Ville de Saint-Nicéphore relativement à un équipement supralocal (parc Woodyatt)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Germain-de-Grantham; les paroisses de Saint-Joachim-de-Courval, Saint-Majorique-de-Grantham et la Ville de Saint-Nicéphore relativement à l'équipement supralocal du parc Woodyatt.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***209/2/03 - Signature d'une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de la MRC Drummond relativement à un équipement supralocal (terrain de l'exposition)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente intermunicipale à intervenir avec les municipalités de la MRC Drummond relativement à l'équipement supralocal du terrain de l'exposition.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***210/2/03 - Formation d'un comité pour l'analyse de soumissions de services professionnels en regard du choix des vérificateurs de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité pour l'analyse de soumissions de services professionnels en regard du choix des vérificateurs de la Ville de Drummondville. Ledit comité sera formé par messieurs Gilles Bélisle, Yvan Morin, Gérald Lapierre et Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***211/2/03 - Approbation des critères de sélection et de pointage en regard du choix des vérificateurs de la Ville pour les années 2003-2004-2005***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'établissement des critères de sélection et de pointage en regard du choix des vérificateurs de la Ville pour les années 2003-2004-2005, selon le tableau suivant :

| | |
|---|---|
| **Ville de Drummondville** | **Numéro de projet : 03-0043** |
| **Titre : Vérification des états financiers pour les années 2003-2004-2005** | |
| ***PARTIE 1*** | |
| **ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION** | **Fournisseur A** |

| CRITÈRES (minimum de 4) | Nombre maximal de points (1 à 30) | Cote (0 à 100 %) | Pointage |
|---|---|---|---|
| Expérience du fournisseur | 20 | | |
| Expérience et pertinence de l'équipe proposée | 30 | | |
| Expérience et compétence du chargé de projets | 30 | | |
| Stabilité des ressources et capacité de relève | 20 | | |
| **POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :** | 100 | /100 | |
| Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes** | | | |
| ***PARTIE 2*** | | | |
| **ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL** | | **Fournisseur A** | |
| Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70) | | | |
| **Établissement du pointage final** : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix | | | |
| **Rang et adjudicataire** | | | |

_____ _____

(Signature) (EN LETTRES MOULÉES)

_____ _____

(date) (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *212/2/03 - Signature d'une entente à intervenir entre la Ville de Drummondville, Les Gestions Vallières et Pelletier inc. et le Ministre de l'Environnement du Québec relativement à l'octroi d'une aide financière à être versée dans le cadre du Programme Revi-sols*

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir entre la Ville de Drummondville, Les Gestions Vallières et Pelletier inc. et le Ministre de l'Environnement du Québec relativement à l'octroi d'une aide financière à être versée dans le cadre du Programme Revi-sols.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *213/2/03 - Signature d'une entente relative à la gestion et à l'exploitation d'un service centralisé d'appels d'urgence par la Sûreté du Québec*

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville et la compagnie de téléphone Bell Canada ont signé le 5 février 1996 un contrat relativement au service public d'appels d'urgence 9-1-1;

ATTENDU QUE ledit contrat entre la Ville de Drummondville et la compagnie de téléphone Bell Canada est en vigueur pour un terme de dix (10) ans à compter de sa signature et renouvelable pour des périodes successives de 5 ans, sauf préavis à l'effet contraire;

ATTENDU QUE la clause 5,3 du contrat conclu avec la compagnie de téléphone Bell Canada prévoit que la Ville de Drummondville peut contracter avec un tiers pour la gestion et l'exploitation du service centralisé d'appels d'urgence;

ATTENDU QUE préalablement à la signature par le ministre de la Sécurité publique de l'entente avec la Ville de Drummondville, cette dernière était desservie par un Service de police municipal qui gérait et exploitait un service centralisé d'appels d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville souhaite conclure une entente aux fins de transférer à la Sûreté du Québec la gestion et l'exploitation d'un service centralisé d'appels d'urgence sur son territoire;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents nécessaires au transfert de la gestion et l'exploitation d'un service centralisé d'appels d'urgence sur son territoire à la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***214/2/03 - Mandat à l'Union des municipalités du Québec (UMQ) à verser les sommes perçues au nom de la Ville de Drummondville en vertu du règlement sur la tarification du service d'appels d'urgence 9-1-1 directement à la Sûreté du Québec***

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a conclu un contrat avec la Sûreté du Québec dans le but d'opérer un centre de réponse des appels d'urgence 9-1-1 pour et au nom de la Ville de Drummondville;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville impose par règlement un tarif de 0,47 $ par mois par ligne téléphonique à tous les abonnés du téléphone sur son territoire pour donner un service des appels d'urgence 9-1-1;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a signé une convention avec la compagnie de téléphone Bell Canada et l'Union des municipalités du Québec (UMQ) sur la perception du tarif pour le service des appels d'urgence 9-1-1;

ATTENDU QUE la compagnie de téléphone Bell Canada perçoit pour et au nom de la municipalité le tarif imposé aux abonnés du téléphone, tarif qu'elle remet en partie à l'Union des municipalités du Québec (UMQ);

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a conclu une convention avec l'Union des municipalités (UMQ) sur la gestion des montants reçus par l'Union des municipalités (UMQ) de la compagnie de téléphone Bell Canada;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, d'autoriser l'Union des municipalités du Québec (UMQ) à remettre directement à la Sûreté du Québec les montants versés par la compagnie de téléphone Bell Canada et qu'elle remet normalement à la Ville de Drummondville, et ce, dans le but de payer les frais du centre de réponse des appels d'urgence 9-1-1 que la Ville de Drummondville assume par contrat avec le ministre de la Sécurité publique. L'Union des municipalités du Québec (UMQ) remettra ensuite à la municipalité un état de compte mensuel des montants versés à la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***215/2/03 - Mandat à la Sûreté du Québec pour la gestion du centre d'appels d'urgence (CAU) 9-1-1***

CONSIDÉRANT QUE le 17 septembre 2002, la Sûreté municipale de Drummondville a été intégrée à la Sûreté du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la Sûreté municipale de Drummondville exploitait un Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU) qui recevait des appels d'urgence provenant de la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU) de Drummondville a été maintenu en fonction après l'intégration de la Sûreté municipale de Drummondville, le 17 septembre 2002;

CONSIDÉRANT QUE depuis l'intégration de la Sûreté municipale de Drummondville, c'est la Sûreté du Québec qui agit à titre de mandataire du Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU) de Drummondville. La Sûreté du Québec assume les mêmes services de réponse que ceux qui étaient fournis par le SCAU de la Sûreté municipale de Drummondville (feu, police, ambulance, etc.).

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville avise la compagnie de téléphone Bell Canada desservant le territoire de la Ville de Drummondville que les ententes et conventions qui ont été adoptées concernant le service 9-1-1 sont maintenues, mais que depuis la date de l'intégration mentionnée ci-dessus, soit le 17 septembre 2002, la Sûreté du Québec agit et agira à titre de mandataire du Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***216/2/03 - Réacheminement des circuits 9-1-1 vers le centre de télécommunications de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières***

CONSIDÉRANT QUE la Sûreté municipale de Drummondville est intégrée à la Sûreté du Québec depuis le 17 septembre 2002;

CONSIDÉRANT QUE les appels d'urgence provenant des citoyens de la Ville de Drummondville sont actuellement reçus par le Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU) de la Sécurité publique de Drummondville qui traite également les appels concernant la police à titre de Service secondaire d'appels d'urgence (SSAU);

CONSIDÉRANT QUE suite à l'intégration de la Sûreté municipale de Drummondville à la Sûreté du Québec, les appels d'urgence seront reçus au Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU) de Drummondville et les appels concernant la police seront acheminés au centre de télécommunications (CDT) de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières qui agira à titre de Service secondaire d'appels d'urgence (SSAU);

CONSIDÉRANT QUE cette modification impliquera le réacheminement des circuits 9-1-1 vers le centre de télécommunications de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie de téléphone Bell Canada desservant son territoire à procéder au réacheminement des appels 9-1-1 vers le centre de télécommunications de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***217/2/03 - Nomination d'un maire suppléant***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que M. Roberto Léveillée, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 17 février 2003 au 16 juin 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse remercie le conseiller Gilles Fontaine pour sa disponibilité.

Le conseiller Denis Savoie souligne qu'il remplit adéquatement sa charge de conseiller, qu'il est à l'écoute des citoyens et qu'il a de sérieux doutes sur la gouvernance qu'il qualifie de « One woman show ». Selon lui ce ne sont pas les élus qui décident, mais la mairesse.

Madame la mairesse est d'avis que les électeurs jugeront lors des élections. Elle pense que chacun des élus travaille avec toutes ses capacités. Elle a déjà expliqué pourquoi

elle ne se sentait pas à l'aise avec la nomination de monsieur Savoie. Elle s'en remet au jugement de la population.

***Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 3086 et 3095***

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants :

– règlement no 3086 décrétant des travaux d'installation d'équipements aquatiques dans le secteur de l'ex-municipalité de Grantham situé du côté nord de l'autoroute Jean-Lesage et prévoyant un emprunt n'excédant pas 498 000 $.

– règlement no 3095 décrétant différents travaux d'aqueduc et d'égouts en 2003 et prévoyant un emprunt n'excédant pas 276 000 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit pour chacun des règlements ci-dessus mentionnés, les règlements sont réputés adoptés.

***218/2/03 - Avis de motion du règlement no 3113 – Modifiant le règlement no 2700 concernant notamment l'augmentation du nombre de bacs à récupération dont peut disposer un résident et l'interdiction de déposer des pneus***

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion du règlement no 3113 modifiant le règlement no 2700 concernant notamment l'augmentation du nombre de bacs à récupération dont peut disposer un résident et l'interdiction de déposer des pneus.

***219/2/03 - Avis de motion du règlement no 3114 – Modifiant le titre XI de la circulation du règlement no 2700, de manière à y ajouter des dispositions concernant les lieux où les virages à droite sur feu rouge seront interdits***

Le conseiller Roger Lambert donne avis de motion du règlement no 3114 modifiant le titre XI de la circulation du règlement no 2700, de manière à y ajouter des dispositions concernant les lieux où les virages à droite sur feu rouge seront interdits.

***220/2/03 - Avis de motion du règlement no 3115 – Annulation du caractère de rue sur le lot 173-118 du cadastre du canton de Grantham***

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no 3115 prévoyant l'annulation du caractère de rue sur le lot 173-118 du cadastre du canton de Grantham.

***221/2/03 - Adoption du projet de règlement no 3111 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3111, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'autoriser, dans la zone d'habitation H06-11 actuelle, deux (2) nouvelles classes d'usages, soit les classes d'usages unifamiliale et bi et trifamiliale de type isolé, et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment. La zone H06-11 longe le côté sud du boulevard Mercure et est située entre les 113$^{ième}$ et 115$^{ième}$ avenues.

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***222/2/03 - Avis de motion du règlement no 3111 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3111 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'autoriser, dans la zone d'habitation H06-11 actuelle, deux (2) nouvelles classes d'usages, soit les classes d'usages unifamiliale et bi et trifamiliale de type isolé, et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment. La zone H06-11 longe le côté sud du boulevard Mercure et est située entre les 113ième et 115ième avenues.

***223/2/03 - Dispense de lecture du règlement no 3111 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3111, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'autoriser, dans la zone d'habitation H06-11 actuelle, deux (2) nouvelles classes d'usages, soit les classes d'usages unifamiliale et bi et trifamiliale de type isolé, et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment. La zone H06-11 longe le côté sud du boulevard Mercure et est située entre les 113ième et 115ième avenues;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***224/2/03 - Adoption du projet de règlement no 3110 – Division de la Ville de Drummondville en districts électoraux pour l'élection du 2 novembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le projet de règlement no 3110 décrétant la division de la Ville de Drummondville en districts électoraux pour l'élection du 2 novembre 2003 soit adopté et qu'il soit soumis à la procédure de consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***225/2/03 - Adoption du règlement no 3082-1 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3082-1 a été donné (réf : 61/1/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3082-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser dans la zone commerciale C01-01, les usages relatifs à la vente et la réparation de motos et de véhicules tout terrain (VTT), selon certaines conditions. La zone C01-01 longe le côté nord-est du boulevard St-Joseph Ouest et les limites de celle-ci sont situées à proximité des rues Lapéro Nord et Lemaire Nord;

B) d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire, et ce, pour la zone d'habitation H05-11. Ladite zone est située entre la rue St-Aimé et le boulevard Mercure, approximativement entre le côté nord-ouest de la 106e avenue et le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf;

C) de créer la nouvelle zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle, afin :
   - d'y intégrer les terrains situés dans le secteur des rues de Madrid, de Moscou, de Vienne, de Prague et de Londres;

- de maintenir la nature des usages actuellement autorisés dans la zone H11-08, soit la zone à partir de laquelle elle est créée ainsi que les autres normes applicables;
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone H11-08 est située du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre l'arrière lot des terrains donnant sur les rues de Vienne, de Prague (et leur prolongement) et de Bruxelles.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***226/2/03 - Adoption du règlement no 3083 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3083 a été donné (réf : 136/2/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3083, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de prévoir pour certaines parties de terrains adjacentes à un boulevard et/ou un parc linéaire et situées dans les zones d'habitation H01-29, H01-32, H01-33, H01-55, H01-56, H02-02, H05-26, H05-27, H06-23 et H06-45 :
   - que la hauteur maximale d'une haie ou d'une clôture est de deux mètres (2 m);
   - qu'aucune entrée charretière ne peut être aménagée sur toute partie de terrain qui est adjacente à un boulevard et/ou un parc linéaire;

   le tout selon certaines conditions;

B) d'apporter un ajustement quant à une référence à un numéro d'article pour le groupe utilité publique, de manière à ce que ladite référence soit celle relative aux dispositions applicables aux tours de télécommunication et aux antennes que l'on retrouve pour le groupe communautaire, tel que visé par l'article concerné;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***227/2/03 - Adoption du règlement no 3084-1 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3084-1 a été donné (réf : 64/1/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3084-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'apporter certains ajouts et/ou ajustements aux normes actuelles relatives aux antennes et autres constructions semblables, notamment, en prévoyant des dispositions spécifiques pour les antennes paraboliques de zéro virgule six mètre (0,6 m) ou moins, lorsque celles-ci sont installées sur un terrain ou un bâtiment dont l'usage fait partie du groupe " habitation ";

B) d'apporter les modifications suivantes aux zones comprises à l'intérieur de la zone agricole permanente telle que définie par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour le territoire de la Ville de Drummondville (version 26-09-88), et ce, de façon à :

   1) autoriser les usages station de pompage, poste de surpression de même que tout autre usage d'utilité publique de nature semblable à ceux-ci, **à l'exception** des puits;

   2) préciser, pour les usages faisant partie du groupe " habitation ", que tous les usages et constructions non prévus dans la marge de recul et la cour avant ou

les marges et les cours latérales sont spécifiquement autorisés dans la marge arrière et la cour arrière;

3) autoriser l'implantation de deux (2) constructions accessoires de même type sur un même terrain (spa et piscine), pour les usages faisant partie du groupe " habitation ";

4) autoriser, pour un terrain d'angle ou d'angle transversal, l'implantation d'une remise dans la partie de la cour avant donnant sur une voie de circulation et située sur le côté d'un bâtiment principal, selon certaines conditions, et ce, pour les usages faisant partie du groupe " habitation ";

5) prévoir des exigences de construction relatives à la fenestration, à la toiture ainsi qu'à l'architecture en général d'un bâtiment pour certaines habitations de la classe d'usages " unifamiliale " de type isolé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***228/2/03 - Adoption du règlement no 3096 – Plan d'urbanisme***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3096 a été donné (réf : 139/2/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3096, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-2 (Habitation de moyenne densité I) à même une partie de l'affectation commerciale C-5 (Commerce artériel lourd), de manière à intégrer le terrain situé du côté ouest de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre;

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (Habitation de faible densité) à même une partie de l'affectation commerciale C-5 (Commerce artériel lourd), de manière à intégrer le terrain situé du côté nord de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre.

Le secteur concerné par la modification des affectations résidentielles R-1, R-2 et commerciale C-5 est situé à l'intersection des rues St-Pierre et St-Onge ou non loin de celle-ci;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***229/2/03 - Adoption du règlement no 3097 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3097 a été donné (réf : 142/2/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3097 , amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-29 à même une partie de la zone commerciale C12-15 afin d'y intégrer le terrain situé du côté ouest de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre;

- d'agrandir la zone d'habitation H12-23 à même une partie de la zone commerciale C12-15 afin d'y intégrer le terrain situé du côté nord de l'intersection des rues St-Onge et St-Pierre.

Les zones H12-23, H12-29 et C12-15 longent la rue St-Pierre et sont situées de part et d'autre de la rue St-Onge ou à proximité de celle-ci;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***230/2/03 - Adoption du règlement no 3098 – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Paradis et prévoyant un emprunt n'excédant pas 115 412 $***

Lecture est donnée du règlement no 3098 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Paradis et prévoyant un emprunt n'excédant pas 115 412 $.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3098, et ce, de 9 heures à 19 heures le 3 mars 2003.

***231/2/03 - Adoption du règlement no 3099 – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres et prévoyant un emprunt n'excédant pas 56 361 $***

Lecture est donnée du règlement no 3099 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres et prévoyant un emprunt n'excédant pas 56 361 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3099, et ce, de 9 heures à 19 heures le 3 mars 2003.

***232/2/03 - Adoption du règlement no 3100 – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Robert-Bernard et prévoyant un emprunt n'excédant pas 32 109 $***

Lecture est donnée du règlement no 3100 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Robert-Bernard et prévoyant un emprunt n'excédant pas 32 109 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3100, et ce, de 9 heures à 19 heures le 3 mars 2003.

***233/2/03 - Adoption du règlement no 3101 – Travaux de pavage et de bordures sur les rues Villemure et Fugère et prévoyant un emprunt n'excédant pas 50 639 $***

Lecture est donnée du règlement no 3101 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur les rues Villemure et Fugère et prévoyant un emprunt n'excédant pas 50 639 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3101, et ce, de 9 heures à 19 heures le 3 mars 2003.

***234/2/03 - Adoption du règlement no 3102 – Travaux de pavage et de bordures sur les rues Laurent-Sawyer, Paul-H.-Frigon et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 122 354 $***

Lecture est donnée du règlement no 3102 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur les rues Laurent-Sawyer, Paul-H.-Frigon et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 122 354 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3102, et ce, de 9 heures à 19 heures le 3 mars 2003.

***235/2/03 - Adoption du règlement no 3103 – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Élisabeth et prévoyant un emprunt n'excédant pas 39 987 $***

Lecture est donnée du règlement no 3103 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Élisabeth et prévoyant un emprunt n'excédant pas 39 987 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3103, et ce, de 9 heures à 19 heures le 5 mars 2003.

***236/2/03 - Adoption du règlement no 3104 – Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Camélias et prévoyant un emprunt n'excédant pas 102 206 $***

Lecture est donnée du règlement no 3104 décrétant l'exécution des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Camélias et prévoyant un emprunt n'excédant pas 102 206 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3104, et ce, de 9 heures à 19 heures le 5 mars 2003.

### ***237/2/03 - Adoption du règlement no 3105 – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Marconi et prévoyant un emprunt n'excédant pas 42 077 $***

Lecture est donnée du règlement no 3105 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Marconi et prévoyant un emprunt n'excédant pas 42 077 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3105, et ce, de 9 heures à 19 heures le 5 mars 2003.

### ***238/2/03 - Adoption du règlement no 3106 – Circulation de véhicules lourds sur un pont ou un viaduc***

Lecture est donnée du règlement no 3106 concernant la circulation de véhicules lourds sur un pont ou un viaduc.

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté et soumis au ministère des Transports pour approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***239/2/03 - Adoption du règlement no 3107 – Plan d'urbanisme***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3107 a été donné (réf : 145/2/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3107, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 à même une partie de l'affectation commerciale C-5, de manière à inclure sept (7) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Maisonneuve, et ce, à partir de l'intersection des rues Maisonneuve et des Châtaigniers;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***240/2/03 - Adoption du règlement no 3108 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3108 a été donné (réf : 148/2/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3108, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H02-17 à même une partie de la zone commerciale C02-04, de manière à inclure sept (7) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Maisonneuve, et ce, à partir de l'intersection des rues Maisonneuve et des Châtaigniers;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***241/2/03 - Adoption du règlement no 3109 – Amende le règlement 2700 de manière à modifier le taux horaire applicable à un équipement du Service des travaux publics***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3109 a été donné (réf : 132/2/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3109 amendant le règlement no 2700 de manière à modifier le taux horaire applicable à un équipement du Service des travaux publics.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Information des membres du conseil***

**Échéance de taxes – 26 février 2003**
**(M. Gilles Fontaine)**

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle aux contribuables que l'échéance pour le prochain compte de taxes est le 26 février 2003.

**Félicitations**
**(M. Roger Lambert)**

Le conseiller Roger Lambert félicite le Groupe Soucy pour son projet d'investissement de 60 000 000 $ et la création de 500 emplois.

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

– Monsieur Michel Blanchette, coordonnateur de projets au Service des travaux publics, et à toute la famille à l'occasion du décès de sa belle-mère, madame Rita Barthe Fafard.

***Période d'information des membres du conseil***

Le directeur général Gérald Lapierre invite monsieur Pierre Beauséjour, directeur du Service de prévention incendie à expliquer le processus d'intervention dans un cas d'incendie.

Monsieur Pierre Beauséjour informe les élus et la population sur les règles de base à respecter lors d'une intervention.

Il faut assurer :

- le sauvetage des personnes;
- la sécurité des lieux;
- l'extinction du feu doit être faite;
- la protection des biens.

Lors de l'incendie au Cactus, il existait un danger potentiel.

***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

**Monsieur André Duhaime, 1250 rue de Madrid**

- Monsieur Duhaime intervient au nom des résidants du secteur de la rue Paris, pour s'assurer que le parc reste où il est prévu.

- Madame la mairesse informe que le dossier a fait l'objet de discussions. Une rencontre sera prévue avec les gens du secteur pour connaître leur vision.

***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 17 mars 2003.

***242/2/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h35.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***17 MARS 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 17 mars 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière (absence motivée)
Roger Lambert (absence motivée)
Roberto Léveillée
Denis Savoie (absence motivée)
Christian Tourigny (absence motivée)
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***243/3/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***244/3/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 17 février 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 17 février 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

### ***245/3/03***

***- Travaux de réfection de rues***
***(Soumission no TPG-2003-02 - Ouverture 05.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Francis Adam, directeur adjoint au Service des travaux publics et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Sintra inc. (Région Centre du Québec) pour un montant total de 1 797 372,60 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***246/3/03***

***- Travaux de réfection de trottoirs et de bordures de béton de ciment***
***(Soumission no TPG-2003-03 – Ouverture 12.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Francis Adam, directeur adjoint au Service des travaux publics et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Bordures Moulées du Québec inc. au montant total de 259 270,48 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***247/3/03***

***- Parc Woodyatt Nord***
***(Soumission no M-4137-23 – Ouverture 12.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jacques Métivier, urbaniste-conseil et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de « Les Entreprises Berthier inc. » pour un montant total de 103 867,58 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***248/3/03***

***- Rue Bordeleau - Aqueduc***
***(Soumission no 0503013 – Ouverture 12.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Michel N. Houle, ingénieur, Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Excavation Mc. B.M. inc. au montant total de 109 633,78 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités, conditionnellement à l'approbation du règlement par le ministère des Affaires municipales et de la métropole.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***249A/3/03***

***- Interventions au parc Woodyatt***
***Aménagement de la place La Roche-sur-Yon***
***(Soumission no MBA23A1001 – Ouverture 13.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Mario Bessette, aménagiste et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Marc-André Paysagiste inc. au montant total de 83 338,85 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***249B/3/03 - Mandat aux Jardins Lumières de L'Avenir inc. - Procéder à la conception, l'implantation sur le terrain, le réglage final des projecteurs d'éclairage incluant la nacelle d'installation pour la mise en lumière de la pièce sculpturale et de la place La Roche-sur-Yon***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate les Jardins Lumières de L'Avenir inc. aux fins de procéder à la conception, l'implantation sur le terrain, le réglage final des projecteurs d'éclairage incluant la nacelle d'installation pour la mise en lumière de la pièce sculpturale et de la place La Roche-sur-Yon, le tout pour un montant total de 6 000 $ plus taxes.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***249C/3/03 - Mandat à l'artiste Pierre Tessier aux fins de réaliser une pièce sculpturale à la place La Roche-sur-Yon***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate l'artiste Pierre Tessier aux fins de réaliser une pièce sculpturale à la place La Roche-sur-Yon, le tout pour un montant total de 16 500 $ plus taxes.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***249D/3/03***

***- Aménagement de divers espaces du parc Woodyatt (Soumission no MBA23A1002B – Ouverture 13.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Mario Bessette, aménagiste et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la soumission de Lambert & Grenier inc. au montant total de 307 273,60 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***249E/3/03 - Mandat aux Jardins Lumières de L'Avenir inc. – Procéder à la conception, l'implantation sur le terrain, le réglage final des projecteurs d'éclairage, incluant la fourniture d'une nacelle d'installation pour l'aménagement de divers espaces au parc Woodyatt***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate les Jardins Lumières de L'Avenir inc. aux fins de procéder à la conception, l'implantation sur le terrain, le réglage final des projecteurs d'éclairage, incluant la fourniture d'une nacelle d'installation pour l'aménagement de divers espaces au parc Woodyatt, le tout pour un montant total de 15 000 $ plus taxes.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***250/3/03***

***- Location de balai mécanique Soumission no 03-0019 – Ouverture 12.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Les Entreprises Myrroy inc. au montant total de 12 221,41 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***251/3/03***

***- Produits d'entretien de la chaussée***
***(Soumission no 03-0022 – Ouverture 12.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que les soumissions suivantes soient retenues pour chacun des produits respectifs, étant les plus basses soumissions reçues conformes :

1) Bouche-fissures caoutchouté en bloc appliqué à chaud pour scellement des fissures des pavés d'asphalte. Le bloc ne peut excéder 14,5" X 14,5" selon la norme ASTRM-D 3405, type Superflex 100.

- Tech-Mix au montant total de 6 786,48 $ (taxes incluses)

2) Émulsion asphaltique prise rapide appliquée à froid, en baril de 205 litres selon la norme ASTM-D-244 (ONGC 16GP-2M), type Colas SS-1 ou l'équivalent **et**;

3) Émulsion asphaltique prise rapide appliquée à froid, en baril de 205 litres selon la norme ASTM-D-244 (ONGC 16GP-2M), type Colas RS-1 ou l'équivalent.

- STEB (division de Sintra inc.) au montant total de 11 732,55 $ (taxes incluses)

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les fournisseurs pour l'achat des produits précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***252/3/03***

***- Pavé imbriqué – Terre-plein boul. St-Joseph et parc Mgr Adolphe-Demers***
***(Soumission no 03-0029 – Ouverture 19.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Centre jardin A. Carrier inc. au montant total de 26 211,72 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme pour les 3 items suivants :

1) Terre-plein boulevard St-Joseph : fourniture et pose de pavé imbriqué 50 X 100 X 200 mm – Couleur : nuance rouge et noir – Modèle : Héritage Universel ou l'équivalent.
2) Parc Mgr Adolphe-Demers : fourniture et pose de pavé imbriqué 50 X 100 X 200 mm – Couleur : nuance rouge et noir – Modèle : Héritage Universel ou l'équivalent.
3) Parc Mgr Adolphe-Demers : fourniture et pose de bordures de béton 80 X 200 X 1000 mm avec emboîtement de couleur grise – Modèle : Universel ou l'équivalent.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***253/3/03***

***- Feux de circulation et terrassement – Carrefours Lemire-Michaud / Lemire-Canadien***

***(Soumission no D00748 – Ouverture 16.10.02)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Simon Leclerc, ingénieur, Groupe Conseil Genivar inc. et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Excavation Tourville inc. au montant total de 235 797,72 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***254/3/03***

***- Gaz propane***
***(Soumission no 03-0042 – Ouverture 21.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Supérieur propane au montant total de 11 265,55 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat du produit précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***255/3/03***

***- Location achat – Fourgonnette 4 X 2 de type Cargo***
***(Soumission no 03-0032 – Ouverture 05.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de Bernier & Crépeau Ltée au montant résiduel de 5 150 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le concessionnaire pour la location/achat du véhicule précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***256/3/03***

***- Location achat – Camionnettes (2)***
***(Soumission no 03-0031 – Ouverture 05.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de Bernier & Crépeau Ltée soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme pour les 2 items suivants :

- Camionnette " pick-up ", cabine allongée, 2 portes
  pour un montant résiduel de 16 058 $ (taxes en sus);

- Camionnette " pick-up ", cabine simple, 2 portes
  pour un montant résiduel de 12 624 $ (taxes en sus).

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le concessionnaire pour la location/achat des 2 véhicules précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***257/3/03***

***- Location achat – 2 Fourgonnettes***
***(Soumission no 03-0033 – Ouverture 05.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Bernier & Crépeau Ltée pour un montant résiduel **total** pour les 2 fourgonnettes de 13 000 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le concessionnaire pour la location/achat des 2 véhicules précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***258/3/03***

***- Fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement du parc Ste-Thérèse***
***(Soumission no 03-0034 - Ouverture 27.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de Tessier Récréo-Parc inc. au montant total de 17 757,43 $ (taxes incluses) soit retenue, étant le fournisseur ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des structures et des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***259/3/03***

***- Fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement du parc Christ-Roi***
***(Soumission no 03-0035 – Ouverture 27.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de Tessier Récréo-Parc inc. au montant total de 6 919,72 $ (taxes incluses) soit retenue, étant le fournisseur ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des structures et des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***260/3/03***

- ***Fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement du parc Simard (Soumission no 03-0036 – Ouverture 27.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la soumission de « Les industries Simexco inc. » au montant total de 18 116,44 $ (taxes incluses) soit retenue, étant le fournisseur ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des structures et des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***261/3/03***

- ***Fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement du parc Boisé de la Marconi (Soumission no 03-0037 – Ouverture 27.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Tessier Récréo-Parc inc. au montant total de 11 746,20 $ (taxes incluses) soit retenue, étant le fournisseur ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des structures et des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***262/3/03***

- ***Fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement du parc St-Georges (Soumission no 03-0038 – Ouverture 27.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Tessier Récréo-Parc inc. au montant total de 6 432,93 $ (taxes incluses) soit retenue, étant le fournisseur ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des structures et des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***263/3/03***

- ***Fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement du parc Cléomène Clair de lune (Soumission no 03-0039 – Ouverture 27.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la soumission de Les industries Simexco inc. au montant total de 8 971,95 $ (taxes incluses) soit retenue, étant le fournisseur ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des structures et des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***264/3/03***

- ***Fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement du parc Paris (Soumission no 03-0040 – Ouverture 27.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Les industries Simexco inc. au montant total de 12 940,31 $ (taxes incluses) soit retenue, étant le fournisseur ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des structures et des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***265/3/03***

- ***Fourniture de structures et d'équipements récréatifs pour l'aménagement du parc Genest-Gisèle***
***(Soumission no 03-0041 – Ouverture 27.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Tessier Récréo-Parc inc. au montant total de 19 819,67 $ (taxes incluses) soit retenue, étant le fournisseur ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des structures et des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***266/3/03***

- ***Peinture – Camion incendie***
***(Soumission no 03-0049 – Ouverture 28.02.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Fibre aux mille façons au montant total de 23 580,13 $ (taxes comprises) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***267/3/03***

- ***Stationnements Bellevue et St-Jean***
***(Soumission no M-4137-22 – Ouverture 12.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jacques Métivier, urbaniste-conseil et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de R. Guilbeault Construction inc. au montant total de 99 922,51 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant du ministre d'état aux Affaires municipales et à la Métropole ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***268/3/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 3 février 2003 au 17 mars 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 6 870 911,41 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***269/3/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 76 Place des Quatre***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la longueur maximale d'un véhicule servant à des fins commerciales lorsque ce dernier est stationné en zone d'habitation, et ce, pour le bâtiment situé sur un terrain formé des lots 179-116 et 181-20 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 76 Place des Quatre;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 02.12.12);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du règlement de zonage actuel, il est interdit, entre autres, de stationner ou de remiser en tout temps *" tout véhicule, incluant les remorques et les semi-remorques, d'une masse nette supérieure à quatre mille cinq cents kilogrammes (4 500 kg) ou ayant une longueur totale de plus de sept mètres (7 m) "* sur tout terrain d'utilisation uniquement résidentielle ou vacant et situé dans une zone d'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est d'utilisation résidentielle (résidence unifamiliale isolée) et est situé dans la zone d'habitation H12-09;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est un représentant sur la route pour une compagnie d'outils (Snap-on);

CONSIDÉRANT QUE ce dernier désire remplacer le véhicule qu'il utilise présentement pour son travail par un véhicule neuf ayant une longueur totale de huit virgule deux mètres (8,2 m), et ce, compte tenu de l'usure de ce dernier et du manque d'espace intérieur;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau véhicule qu'il souhaite acquérir :

- respecte la masse nette maximale autorisée par le règlement;
- fonctionne à essence afin d'éviter toute nuisance pouvant être occasionnée par le bruit d'un véhicule fonctionnant au diesel;
- a une hauteur comparable à celle du véhicule actuellement utilisé;
- sera en tout temps stationné de manière à ne jamais dépasser l'alignement de la façade principale de la résidence adjacente (lots 179-117 et 181-31, 74 Place des Quatre : voisin de droite), limitant ainsi la visibilité dudit véhicule de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le requérant mentionne que le stationnement de son véhicule sur sa propriété résidentielle est essentiel au bon fonctionnement de son travail, considérant le type d'emploi qu'il exerce (représentant sur la route), ce qui vient réduire considérablement le risque de vol du véhicule compte tenu que ce dernier a un inventaire d'équipements dont la valeur est considérable;

CONSIDÉRANT QUE ce dernier mentionne également que le voisin le plus susceptible d'être directement concerné (lots 179-117 et 181-31, 74 Place des Quatre : voisin de droite) est en accord avec le projet;

CONSIDÉRANT QU'il demeure toutefois essentiel de limiter les impacts que peut occasionner la présence d'un tel véhicule sur le voisinage, soit en exigeant que ledit véhicule fonctionne à essence, soit stationné sans jamais dépasser l'alignement de la façade principale du bâtiment voisin (côté droit) de même qu'en exigeant l'aménagement d'une haie ou d'une clôture longeant la ligne latérale droite de terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande ne semble pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à augmenter de sept mètres (7 m) à un maximum de huit virgule deux mètres (8,2 m) la longueur totale d'un véhicule servant à des fins commerciales, lorsque ce dernier est stationné sur un terrain d'utilisation uniquement résidentielle situé dans une zone d'habitation, **aux conditions spécifiques suivantes** :

- le véhicule doit obligatoirement fonctionner à essence et non au diesel;
- le véhicule doit être stationné à une distance minimale d'environ sept virgule soixante-deux mètres (7,62 m) de l'emprise de la voie de circulation, de manière à ne jamais dépasser l'alignement de la façade principale du bâtiment voisin localisé du côté droit de la propriété visée, soit le bâtiment situé sur le terrain formé des lots 179-117 et 181-31 : 74 Place des Quatre;
- qu'une haie ou une clôture soit aménagée le long de la ligne latérale droite du terrain visé, soit celle adjacente au terrain formé des lots 179-117 et 181-31, de manière à créer un écran opaque vis-à-vis l'endroit où est stationné le véhicule;

et ce, pour le bâtiment situé sur le terrain formé des lots 179-116 et 181-20 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 76 Place des Quatre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***270/3/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 4955 rue Lemaire Nord***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser l'empiètement d'un bâtiment accessoire isolé (garage) dans la cour avant, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 108-279 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 4955 de la rue Lemaire Nord;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.12);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, un garage isolé est autorisé dans une cour latérale ou une cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a obtenu un permis en octobre 2002 pour la construction du bâtiment accessoire isolé (garage);

CONSIDÉRANT QU'un plan projet d'implantation a été déposé lors de la demande de permis démontrant un empiètement du garage dans la cour avant, toutefois, aucune mention de non-conformité n'apparaissait sur la copie du requérant, et ce, par erreur quant aux documents remis;

CONSIDÉRANT QU'une irrégularité est apparue suite au relevé de terrain effectué en janvier 2003 par un arpenteur-géomètre, dans le but de préparer le certificat de localisation pour la propriété;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat démontre un empiètement du garage dans la cour avant d'une superficie de quinze virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (15,79 $m^2$), soit une partie du bâtiment accessoire ayant une longueur de cinq virgule six mètres (5,6 m) par une profondeur de deux virgule quatre-vingt-deux mètres (2,82 m), et que cet empiètement constitue une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment visé est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer, à moins de procéder à la démolition d'une partie du garage;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du garage est tout de même en retrait des deux (2) propriétés voisines;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis de construction et ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte la demande de dérogation mineure visant à autoriser l'empiètement d'un bâtiment accessoire isolé (garage) dans la cour avant, et ce, uniquement pour une superficie totalisant un maximum de quinze virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (15,79 $m^2$), soit une partie du bâtiment accessoire isolé (garage) ayant une longueur de cinq virgule six mètres (5,6 m) par une profondeur de deux virgule quatre-vingt-deux mètres (2,82 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 108-279 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 4955 de la rue Lemaire Nord.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***271/3/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 325 boulevard St-Joseph***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser les aires de chargement/déchargement de même que les tabliers de manœuvres des camions ainsi qu'un conteneur à ordures dans les cours avant du bâtiment, et ce, pour un nouveau bâtiment qui sera situé sur un terrain formé actuellement du lot 1740 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 325 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.20);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour un usage du groupe commerce, les aires de chargement/déchargement de même que les tabliers de manœuvres des camions ainsi que les conteneurs à ordures sont autorisés **uniquement** dans les cours latérales et la cour arrière d'un bâtiment, sauf quelques exceptions, à savoir :

- pour un terrain d'angle ou d'angle transversal où les aires de chargement/déchargement sont autorisées dans une cour avant où **n'est pas** située la façade principale du bâtiment, à l'exception de trois (3) zones commerciales où ces aménagements demeurent prohibés pour la cour comprise entre un bâtiment et l'emprise de l'autoroute 20;

CONSIDÉRANT QUE de plus, un conteneur à ordures doit être dissimulé par un écran opaque d'une hauteur suffisante le rendant non visible d'une voie de circulation et **des propriétés adjacentes**;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un nouveau bâtiment ayant une superficie d'environ six mille trois cent quatre-vingt-quatre virgule sept mètres carrés (6 384,7 $m^2$) pour accueillir un commerce à grande surface sur un terrain situé à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Paris ayant une superficie d'environ quarante-trois mille cent quatre-vingt-trois virgule quatre mètres carrés (43 183,4 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, plus précisément à autoriser :

- une partie des aires de chargement/déchargement incluant les portes de type " garage " ainsi que les tabliers de manœuvres des camions dans une cour avant (boulevard St-Joseph) où est située la façade principale du bâtiment;
- l'implantation d'un (1) conteneur à ordures dans une cour avant (rue Paris) qui n'est pas dissimulé par un écran opaque d'une hauteur suffisante le rendant non visible **des propriétés adjacentes** (côté du futur Wal-Mart);

CONSIDÉRANT QUE le requérant mentionne que :
- la configuration du terrain est particulière, soit entre autres, un terrain d'angle (terrain donnant sur deux (2) voies de circulation) occasionnant, au sens réglementaire, la présence de deux (2) cours avant;
- la cour arrière est un espace réservé à l'agrandissement éventuel de l'établissement commercial;
- la cour latérale est fortement visible à partir du boulevard René-Lévesque, ce qui, en plus d'occasionner la perte de la qualité architecturale de la façade concernée du bâtiment, augmenterait les conflits de circulation à même l'aire de stationnement;
- la superficie du bâtiment est importante de même que celle de l'aménagement de l'ensemble du site (aire de stationnement, aménagement paysager, etc.);

CONSIDÉRANT QUE de plus, les emplacements prévus pour les aménagements nécessitant une dérogation mineure sont :
- relativement éloignés du boulevard St-Joseph et de la seule propriété adjacente (terrains du futur Wal-Mart);
- l'aménagement d'écrans opaques camouflant ces usages par rapport à la rue Paris est prévu et ceux-ci sont composés du même matériau que celui utilisé en tant que revêtement extérieur du bâtiment (brique d'argile de couleur rougeâtre), ce qui permet de préserver la qualité de son architecture;
- la partie visible du conteneur à ordures donne sur un côté latéral de la propriété adjacente qui, jusqu'à maintenant, semble vouloir utiliser cette partie pour des aménagements similaires (aires de chargement/déchargement, conteneur à ordures);

CONSIDÉRANT QUE le requérant mentionne que l'application du règlement actuel a pour effet de lui causer un préjudice sérieux pour les principaux motifs suivants :
- la localisation convoitée des tabliers de manœuvres facilite la circulation des camions, évite les conflits de circulation et élimine la circulation des camions devant la façade principale du bâtiment (boulevard St-Joseph);
- l'aménagement intérieur du bâtiment ne permet pas d'implanter les quais de chargement/déchargement (portes de garage) et le conteneur à ordures ailleurs qu'à cet endroit;
- une localisation ailleurs qu'à cet endroit, soit dans la cour arrière du bâtiment, vient limiter de façon significative, les possibilités d'agrandissement de l'établissement commercial;

CONSIDÉRANT QU'il a été démontré qu'aucun autre endroit n'est disponible sur le terrain pour les aménagements qui sont, de plus, exigés par la réglementation pour tout établissement commercial;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu, entre autres :
- que la propriété adjacente prévoit utiliser la cour adjacente pour des aménagements similaires;
- que le secteur visé est un vaste secteur commercial;
- qu'une importante zone tampon composée d'un talus et de plantations vient camoufler la propriété à l'étude par rapport au secteur résidentiel situé de l'autre côté, entre autres, de la rue Paris;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte de façon générale les principaux objectifs du plan d'urbanisme;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser :

- une partie des aires de chargement/déchargement incluant les portes de type " garage " ainsi que les tabliers de manœuvres des camions dans une partie de la cour avant donnant sur le boulevard St-Joseph et une partie de la cour avant donnant sur la rue Paris;

- l'implantation d'un (1) conteneur à ordures dans la cour avant donnant sur la rue Paris, en permettant que ce dernier ne soit pas dissimulé par un écran opaque d'une hauteur suffisante le rendant non visible des propriétés adjacentes;

**à la condition** qu'un aménagement paysager (monticule, plantation d'arbres et d'arbustes) soit réalisé dans les cours avant du bâtiment, soit celle donnant sur la rue Paris et celle donnant sur le boulevard St-Joseph, le tout tel qu'accepté dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, de manière à rendre en permanence les aménagements non visibles des voies de circulation;

et ce, pour un nouveau bâtiment commercial qui sera situé sur un terrain formé actuellement du lot 1740 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 325 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***272/3/03 - Dépôt du procès-verbal de la séance spéciale (19.02.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 février 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***273/3/03 - Refus des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 537 de la rue St-Pierre – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 537 de la rue St-Pierre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment, soit par l'ajout d'un (1) étage, le tout d'une superficie approximative de soixante-quinze virgule cinq mètres carrés (75,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue au-dessus du local commercial, lequel est localisé dans la partie droite du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment se réalise en hauteur, soit dans l'axe des murs existants;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau gabarit du bâtiment (hauteur et nombre d'étages) correspond en partie avec celui du bâtiment adjacent (bâtiment situé à la droite du projet);

CONSIDÉRANT QUE le fait d'ajouter au bâtiment un deuxième ($2^e$) étage crée un certain déséquilibre quant au style architectural d'origine de ce dernier et met en évidence cet agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE la volumétrie du bâtiment est modifiée, ce qui ne permet pas d'harmoniser l'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement du mur avant et d'une partie du mur latéral droit de l'agrandissement, soit sur environ huit mètres linéaires (8 m lin.), est de l'acrylique de couleur beige s'harmonisant avec la couleur de la brique;

CONSIDÉRANT QU'une partie du revêtement du mur avant existant est remplacée par de l'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les autres parties de murs de l'agrandissement sont recouvertes d'un revêtement d'aluminium de couleur s'harmonisant avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des soulignements horizontaux et verticaux sont réalisés sur le mur avant afin d'agrémenter ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment est constituée de deux (2) versants indépendants;

CONSIDÉRANT QU'une (1) fenêtre à trois (3) modules est ajoutée sur le mur de la façade principale;

CONSIDÉRANT QU'un auvent de couleurs verte et bleue est installé au-dessus de la fenêtre de l'étage;

CONSIDÉRANT QU'un garde-corps de couleur noire est installé à l'avant de la fenêtre de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE malgré les efforts de la part des requérants, soit de tenter d'harmoniser les types des matériaux ainsi que leurs couleurs et la hauteur du mur de l'étage, le projet crée un déséquilibre architectural sur le bâtiment et que celui-ci doit être revu dans son entité;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 537 de la rue St-Pierre, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au manque d'harmonie du style architectural de même qu'à la volumétrie du bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *274/3/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 325 du boulevard St-Joseph (Loblaws) – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment commercial situé au 325 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.02.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction du bâtiment commercial (Loblaws) a déjà fait l'objet d'une recommandation du comité consultatif d'urbanisme (02.07.20) et que ce dernier est modifié, notamment, quant à certains éléments architecturaux du bâtiment, à la superficie du bâtiment et à l'aménagement du terrain (centre de jardin, aire de chargement/déchargement et aire de stationnement);

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction nécessite la démolition de trois (3) bâtiments isolés;

CONSIDÉRANT QUE ce projet fait toujours partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- construire un (1) bâtiment commercial d'une superficie approximative de six mille trois cent quatre-vingt-quatre virgule sept mètres carrés (6 384,7 $m^2$) sur un (1) étage;
- construire, éventuellement, un poste d'essence sur un terrain donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE ces interventions sont réalisées dans le cadre d'un projet d'ensemble nécessitant la démolition et la construction de plusieurs bâtiments et que l'analyse du projet doit s'effectuer globalement;

CONSIDÉRANT QUE les promoteurs ont déjà mentionné que le projet constitue un redéveloppement du site (projet urbain) et que cela ne doit pas avoir pour effet de dévaloriser les secteurs environnants plus âgés;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments de grande surface sont implantés en bordure de la rue Paris et du boulevard St-Joseph (pour Loblaws) et que l'orientation de la façade principale de ceux-ci donne vers le boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE des futurs bâtiments satellites sont implantés en bordure du boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE de par les implantations proposées pour les bâtiments, une aire de stationnement centrale est créée (entre les bâtiments (grandes surfaces et satellites), soit au centre du terrain);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation projetée des bâtiments favorise la fermeture du site sur lui-même, tout en reflétant un paysage urbain densément construit aux abords des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment (Loblaws) est implanté à l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue Paris;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment, même si ce dernier est relativement éloigné du boulevard St-Joseph, permet, tout de même, une bonne fermeture du cadre bâti sur ledit boulevard et la rue Paris, tout en marquant l'intersection;

CONSIDÉRANT QUE la longueur des murs du bâtiment donnant sur les voies de circulation permet d'obtenir un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE de par l'implantation du bâtiment, la façade principale de ce dernier est orientée vers l'aire de stationnement centrale et donne face au boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est soulignée par une avancée dont le traitement de la toiture en pignon est surélevé par rapport au corps principal du bâtiment et que celle-ci est composée d'une façade en verre;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de l'entrée principale permet de bien orienter la clientèle et sert d'élément signal pour cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est protégée par une toiture en pente recouverte d'un revêtement d'acier de couleur vert pâle, imitant la tôle à baguette;

CONSIDÉRANT QUE la façade avant (façade principale) est aménagée de nombreux décrochés, ce qui permet d'animer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de toutes les façades du bâtiment est de la brique de couleur rouge-brun (ton de terre);

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux en brique sur les différentes façades, tels que colonnes et soulignements horizontaux, permettent d'animer ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE le mur donnant sur le boulevard St-Joseph est constitué, en partie, de décrochés et d'une fenestration suffisante, ce qui permet de réduire la monotonie de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le mur de la façade principale (celle orientée vers l'aire de stationnement) est pourvu d'une fenestration généreuse, ce qui rend cette dernière plus dynamique et contribue à la rendre moins monotone;

CONSIDÉRANT QUE sur la façade principale, le module de l'entrée, les fenêtres ainsi que la marquise sont marqués d'ornementations de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est construit à proximité d'une entrée principale de la ville et que ce dernier met en valeur le cadre bâti, dégage une image de qualité supérieure et assure une harmonisation d'ensemble avec l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble (pour le bâtiment), les couleurs s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages, type de toiture) est compatible avec les bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées entre le bâtiment à grande surface et les petits bâtiments satellites, ce qui contribue à rendre celles-ci moins visibles des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont séparées par des îlots, à l'intérieur desquels des aménagements paysagers sont prévus;

CONSIDÉRANT QUE ces îlots permettent de sécuriser le site et d'améliorer l'image globale de ce dernier;

CONSIDÉRANT QU'une importante bande gazonnée est réalisée à même l'aire de stationnement centrale, laquelle servira éventuellement à agrandir l'aire de stationnement actuelle, et ce, lors d'un éventuel projet d'agrandissement du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les abords des voies de circulation sont aménagés de bandes gazonnées dans lesquelles est prévue de la plantation dense et de qualité;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont localisées en cour avant, soit celle donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'une aire de remisage pour un conteneur à ordures est prévue en cour avant, soit celle donnant sur la rue Paris;

CONSIDÉRANT QUE ces aires sont dissimulées par des murs écrans opaques constitués d'un revêtement (brique) et d'un traitement s'apparentant à celui existant sur le bâtiment, et que ceux-ci sont d'une hauteur suffisante afin de rendre lesdites aires moins visibles;

CONSIDÉRANT QU'aux abords de la rue Paris et du boulevard St-Joseph, un talus d'une hauteur approximative de deux mètres (2 m) est aménagé et qu'une plantation dense est prévue;

CONSIDÉRANT QUE le talus est aménagé d'au moins dix-sept (17) arbres plantés en bordure du boulevard St-Joseph et vingt-six (26) arbres plantés en bordure de la rue Paris;

CONSIDÉRANT QUE lesdits talus constituent une zone tampon d'une largeur minimale de quatorze mètres (14 m) et **devront demeurer en permanence** sur le terrain, malgré la possibilité de futurs agrandissements;

CONSIDÉRANT QUE des arbustes et/ou plantes florales sont plantés sur le talus et entre les arbres, ce qui permet de réduire la visibilité des aires de chargement/déchargement ainsi que la présence du conteneur à ordures et d'atténuer l'impact visuel du mur arrière, soit celui donnant sur la rue Paris;

CONSIDÉRANT QU'un bassin de rétention d'eau pluviale d'une profondeur maximale de soixante centimètres (60 cm) est réalisé en cour avant, soit celle donnant sur le boulevard St-Joseph, entre le bâtiment et le talus, et ceci, à même l'aménagement paysager;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres sont plantés en cour avant principale, à proximité du bâtiment, soit dans la cour donnant sur l'aire de stationnement centrale;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs îlots de verdure (longeant les allées d'accès à l'intérieur de l'aire de stationnement et parallèle au boulevard René-Lévesque) sont plantés d'au moins soixante et un (61) arbres;

CONSIDÉRANT QUE l'allée d'accès mitoyenne (celle entre le projet Loblaws et celui de Wal-Mart) est bordée d'une bande gazonnée plantée d'au moins vingt (20) arbres;

CONSIDÉRANT QU'au moins douze (12) arbres sont plantés dans la bande paysagère que l'on retrouve en bordure du boulevard St-Joseph (soit celle qui ne fait pas partie du talus);

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres plantés ont un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QU'une aire d'étalage est prévue en cour arrière (cour donnant vers le futur bâtiment de Wal-Mart);

CONSIDÉRANT QUE cette aire d'étalage est aménagée de colonnes et de murets en maçonnerie, lesquels sont entrecoupés d'une clôture métallique de couleur noire (style fer forgé);

CONSIDÉRANT QUE les équipements sur la toiture sont cachés par un écran opaque recouvert d'un revêtement métallique de couleur s'harmonisant avec celles se retrouvant sur le bâtiment, de manière à ce que ledit écran soit bien intégré à l'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'aucune entrée charretière n'est prévue sur la rue Paris;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs points n'ont pas été traités par manque d'informations, notamment, les abris à paniers, le poste d'essence, les entrées charretières donnant sur le boulevard St-Joseph et l'affichage;

CONSIDÉRANT QU'en l'absence d'un poste d'essence aux abords du boulevard St-Joseph, le site de ce poste d'essence sera engazonné;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 325 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***275/3/03 - Dépôt du procès-verbal (05.03.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 mars 2003 et ajournée au 7 mars 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***276/3/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 2520 de la rue St-Pierre – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 2520 de la rue St-Pierre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment à logements multiples d'une superficie approximative de cent quatre-vingt-dix mètres carrés (190 $m^2$), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement du bâtiment est similaire à celui des bâtiments situés dans l'environnement, sauf en ce qui concerne l'entrepôt adjacent;

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la largeur de la façade du bâtiment et la largeur du terrain permet d'atteindre un ratio élevé et ainsi de refléter un paysage urbain densément construit;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant donnant sur la rue St-Pierre est pourvu d'un décroché, ce qui permet de réduire la linéarité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (étage, hauteur et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont recouverts de briques de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de maçonnerie sont réalisés au-dessus des ouvertures ainsi qu'aux coins du bâtiment (briques de couleur beige posées en soldat ou coins français), ce qui permet d'animer et d'agrémenter les façades;

CONSIDÉRANT QUE les entrées donnant sur la façade principale sont protégées par des marquises;

CONSIDÉRANT QUE les marquises donnant sur cette façade permettent de briser la linéarité du mur avant et animent celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE les galeries donnant sur la façade principale sont aménagées d'escaliers ayant un maximum de sept (7) contremarches, ce qui réduit l'impact visuel de ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration sur le bâtiment est en nombre suffisant et permet d'animer adéquatement les façades;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures, les garde-corps et les ornementations sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type " à quatre (4) versants ", ce qui permet de réduire la hauteur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est modulée par un retrait ainsi que par la présence de deux (2) fausses lucarnes;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur noire;

CONSIDÉRANT QU'en général, les couleurs retenues pour l'ensemble du bâtiment, soit le rouge, le beige, le blanc et le noir, s'agencent bien entre elles ainsi qu'avec les couleurs se retrouvant sur les bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'architecture du bâtiment et les matériaux choisis permettent d'obtenir un style sobre, tout en dégageant une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont réalisées en bordure des voies publiques;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont aménagés d'îlots paysagers composés d'arbustes et/ou de plantes florales;

CONSIDÉRANT QU'en cour avant, on retrouve au moins huit (8) arbres d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QUE la majorité des parties visibles des galeries (soit en dessous de ces dernières) sont dissimulées par la plantation d'arbustes;

CONSIDÉRANT QUE les conteneurs à ordures sont localisés en cour latérale et/ou arrière;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont majoritairement aménagées en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'un seul accès par voie de circulation est aménagé, ce qui permet d'orienter convenablement les résidants et de rendre le site sécuritaire;

CONSIDÉRANT QU'une remise est construite en cour arrière (coin arrière gauche);

CONSIDÉRANT QUE la localisation de la remise réduit sa visibilité des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux de revêtement de la remise ainsi que les couleurs s'harmonisent à ceux se retrouvant sur le bâtiment principal;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2520 de la rue St-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***277/3/03 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant pour l'habitation située au 2195 Place Montgrand – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations située au 2195 Place Montgrand a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./maison intergénérations (suite à un amendement au règlement de zonage), et que, par conséquent, tous les travaux sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une maison intergénérations à même une résidence unifamiliale isolée existante;

CONSIDÉRANT QU'aucune modification extérieure n'est prévue pour l'aménagement de ce logement additionnel;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment construit est composé majoritairement de deux (2) étages et représente une superficie approximative de cent quatorze mètres carrés (114 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est déjà érigé sur un terrain d'environ quatre cent soixante-dix mètres carrés (470 $m^2$) et que le ratio d'implantation de ce dernier, soit plus de vingt-quatre pour cent (24 %), est comparable à celui des bâtiments résidentiels situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une abondante fenestration et que la porte d'accès au logement intergénérations n'est pas aménagée sur le mur de la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE le logement additionnel s'intègre au bâtiment existant et dans l'ensemble, le bâtiment s'apparente à une habitation unifamiliale isolée;

CONSIDÉRANT QUE le requérant prévoit réutiliser le logement supplémentaire en pièce polyvalente, conformément à la réglementation advenant que ledit logement devienne vacant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant (tel que mentionné ci-dessus) pour l'habitation située au 2195 Place Montgrand, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (suite à un amendement au règlement de zonage).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***278/3/03 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant pour l'habitation située au 50 du boulevard Gall – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations qui sera située au 50 du boulevard Gall a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./maison intergénérations (suite à un amendement au règlement de zonage), et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une maison intergénérations à même une résidence unifamiliale isolée existante, soit à l'intérieur d'un garage existant;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment construit a un (1) étage et une superficie approximative de cent cinquante-cinq mètres carrés (155 $m^2$), le tout incluant l'agrandissement en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est érigé sur un terrain d'environ mille cinq cent quarante mètres carrés (1 540 $m^2$) et que le ratio d'implantation de ce dernier, soit près de dix pour cent (10 %), est comparable à celui des bâtiments résidentiels situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs sont un parement de briques de couleur brune et un parement de clin d'aluminium de couleur blanche et que celui de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations sur le bâtiment sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent à ceux se retrouvant sur les autres bâtiments localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant du bâtiment est pourvu d'avancées et/ou de décrochés, ce qui anime la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est aménagée de pignons et de niveaux variés, ce qui permet de briser la monotonie de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une abondante fenestration et que la porte d'accès au logement intergénérations est aménagée sur le mur de la façade principale, mais que cette dernière n'est pas localisée à proximité de l'accès au logement principal et est située à un niveau différent, compte tenu de la présence d'un talus;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au logement additionnel est traité d'une façon similaire à celui déjà existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le bâtiment réalisé s'intègre bien à son environnement, et ceci, de par son style architectural, ses revêtements extérieurs et ses couleurs et s'apparente à une habitation unifamiliale isolée;

CONSIDÉRANT QUE le requérant prévoit réutiliser le logement supplémentaire comme pièce polyvalente, conformément à la réglementation, advenant que ledit logement devienne vacant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant (tel que mentionné ci-dessus) pour l'habitation située au 50 du boulevard Gall, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (suite à un amendement au règlement de zonage).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***279/3/03 - Refus des travaux de démolition d'un bâtiment résidentiel, d'agrandissement du bâtiment principal et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 50 de la rue Rajotte – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition d'un bâtiment résidentiel, d'agrandissement du bâtiment principal et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 50 de la rue Rajotte a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment, d'agrandissement de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- démolir un bâtiment résidentiel ainsi que les bâtiments accessoires (720 rue St-Pierre);
- agrandir le bâtiment principal d'une superficie approximative de deux cent sept mètres carrés (207 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- aménager une aire de stationnement en cour avant, soit celle donnant sur la rue St-Pierre;

**Démolition**

CONSIDÉRANT QUE le projet nécessite la démolition d'un bâtiment résidentiel ainsi que des constructions accessoires (720 rue St-Pierre);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments présentent peu d'intérêt d'ordres patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE le site sera occupé par l'agrandissement du bâtiment de type commercial (garderie) et que sa construction est soumise aux critères et objectifs du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

**Agrandissement du bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour arrière et que le mur avant donnant sur la rue St-Pierre est en retrait du mur avant le plus rapproché de cette voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement est localisé à environ onze mètres (11 m) de la ligne avant;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation de l'agrandissement en retrait de la voie de circulation permet d'obtenir un mur brisé, ce qui réduit sa linéarité;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement est comparable à celui du corps principal du bâtiment et s'harmonise avec ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs extérieurs sont de la brique de couleur beige, du clin de vinyle de couleur gris-blanc et de l'acrylique de couleur verte (module architectural représentant une petite maison et donnant sur la rue St-Pierre);

CONSIDÉRANT QUE la façade avant donnant sur la rue St-Pierre est composée d'un module architectural (petite maison), lequel est aménagé à angle;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement est prédominant dans le paysage urbain, de par ses couleurs, sa forme, son style et ses matériaux;

CONSIDÉRANT QUE ce type de construction crée un déséquilibre architectural et ne s'intègre pas avec les autres éléments se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur verte, le tout semblable à celui existant sur la toiture du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades sont pourvues d'une bonne fenestration, ce qui anime ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les matériaux utilisés, leurs couleurs et le design du bâtiment (sauf pour le module architectural représentant une petite maison) sont en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement (quatre (4) cases) est réalisée en cour avant, soit celle donnant sur la rue St-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE cette aire est dissimulée par des talus d'une hauteur minimale de trente centimètres (30 cm) plantés d'au moins dix (10) arbustes et/ou de plantes florales;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm) sont plantés dans la bande gazonnée située aux abords de la rue St-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière localisée sur la rue St-Pierre est réutilisée;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de jeux est agrandie à même les cours arrière et/ou latérale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de démolition d'un bâtiment (720 rue St-Pierre), d'agrandissement du bâtiment et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 50 de la rue Rajotte, car ceux-ci ne respectent pas les critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au manque d'harmonie et au déséquilibre architectural dûs à l'aménagement d'un module à angle (petite maison) sur la façade donnant sur la rue St-Pierre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***280/3/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement des bureaux (incluant la cafétéria), d'aménagement et de réaménagement des aires de stationnement et d'agrandissement de l'entrepôt pour le bâtiment situé au 1275 de la rue Janelle – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1275 de la rue Janelle a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir, en partie avant et aux abords de la rue Janelle, les bureaux incluant une cafétéria d'une superficie approximative de mille cent huit mètres carrés (1 108 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- agrandir, en cour latérale gauche, l'entrepôt d'une superficie approximative de deux mille sept cent soixante-dix mètres carrés (2 770 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- aménager et/ou réaménager les aires de stationnement (environ quatre-vingt-huit (88) cases);

**Agrandissement des bureaux**

CONSIDÉRANT QUE les bureaux de l'entreprise sont agrandis, et ce, dans les cours avant donnant sur les rues Janelle et Cormier;

CONSIDÉRANT QU'une partie des bureaux empiète dans la cour avant donnant sur la rue Cormier, ce qui permet de réaliser un décroché à cette façade;

CONSIDÉRANT QUE ces agrandissements permettent de fermer l'espace disponible et de maximiser la largeur de la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE ces agrandissements permettent de marquer l'intersection des rues Cormier et Janelle;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des agrandissements sont de la brique de couleur beige (partie inférieure et partie supérieure des murs pourvues de fenêtres) et des colonnes recouvertes d'acier de couleur grise (entre les fenêtres);

CONSIDÉRANT QUE l'insertion de colonnes sur les façades permet de réduire la linéarité des murs, tout en agrémentant ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont ornementés par des auvents métalliques perforés, d'un mur de lumière (face à l'entrée principale), de soulignements horizontaux sur les colonnes et d'une marquise sur le mur latéral droit;

CONSIDÉRANT QUE ces éléments architecturaux permettent de dégager une image de qualité, tout en s'harmonisant avec le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des agrandissements (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec le corps principal du bâtiment (partie existante des bureaux);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural du bâtiment, les couleurs, les matériaux utilisés et les éléments d'ornementation permettent d'obtenir une image de qualité, tout en respectant le cadre bâti;

**Agrandissement de l'entrepôt**

CONSIDÉRANT QUE l'entrepôt de l'entreprise est agrandi, et ce, dans la cour latérale gauche, dans le prolongement du mur arrière donnant sur la rue Cloutier;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement de l'entrepôt s'effectue en retrait par rapport à la rue Janelle, soit à plus de soixante-sept mètres (67 m) de cette rue;

CONSIDÉRANT QUE cette implantation crée un bon décroché par rapport au mur avant le plus rapproché de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de cet agrandissement est de l'acier de couleurs beige et grise;

CONSIDÉRANT QUE malgré le fait que les murs sont modulés et/ou ornementés par des colonnes ou des jeux de matériaux d'acier, ceci ne rencontre pas le critère d'utiliser des matériaux nobles, tels que la brique;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage exige d'avoir au moins soixante pour cent (60 %) de maçonnerie sur les murs donnant face à une voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis ne rencontre pas cette exigence;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de bonifier le traitement architectural du bâtiment par l'insertion de matériaux plus nobles, tels que la maçonnerie;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement est plus grand que celui du corps principal;

CONSIDÉRANT QUE le traitement en escalier de l'agrandissement permet de bien harmoniser le gabarit de cet agrandissement à celui du corps principal du bâtiment, tout en atténuant sa hauteur;

CONSIDÉRANT QUE malgré la présence d'une bonne végétation sur le site, l'agrandissement est bien visible des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont localisées dans la cour latérale gauche et que ces dernières sont peu visibles de la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QUE l'accès aux aires de manœuvres pour les aires de chargement/ déchargement n'est pas modifié;

CONSIDÉRANT QUE ces aires sont dissimulées par un boisé naturel existant;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont modifiées par l'ajout d'environ quatre-vingt-trois (83) cases ainsi que par le réaménagement de cinq (5) autres cases;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement et l'ajout de cases de stationnement dans la cour avant (face au bâtiment) permettent de bien desservir la clientèle ainsi que les employés;

CONSIDÉRANT QUE ces aires sont dissimulées par au moins dix (10) arbres, soit existants ou transplantés sur le site, et par l'aménagement d'un talus d'une hauteur minimale de soixante centimètres (60 cm) planté d'arbustes et/ou de plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle aire de stationnement (soixante-neuf (69) cases) localisée dans la cour latérale gauche est dissimulée par l'aménagement d'au moins quatre (4) talus d'une hauteur minimale de soixante centimètres (60 cm) plantés d'arbustes et/ou de plantes florales et de douze (12) arbres d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est prévu aux abords des agrandissements des bureaux;

CONSIDÉRANT QU'au moins douze (12) arbres sont plantés ou transplantés sur le site;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'arbustes d'une longueur approximative de vingt-sept mètres (27 m) est plantée aux abords de la rue Cloutier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux d'agrandissement des bureaux (incluant la cafétéria), d'aménagement et de réaménagement des aires de stationnement (tel que mentionné ci-dessus), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- autorise les travaux d'agrandissement de l'entrepôt (superficie de deux mille sept cent soixante-dix mètres carrés (2 770 $m^2$)), soit la réalisation des fondations seulement (tel

que mentionné ci-dessus), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** sa décision à une séance ultérieure relativement aux travaux d'architecture de l'entrepôt, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à la grande utilisation d'acier pour les revêtements extérieurs, et ceci, sur l'ensemble des murs de cet agrandissement;

et ce, pour le bâtiment situé au 1275 de la rue Janelle.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *281/3/03 - Refus des travaux de rénovation extérieure du bâtiment pour l'établissement situé au 1355 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1355 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- rénover la façade principale du bâtiment;
- installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment, soit une (1) donnant sur le boulevard St-Joseph et une deuxième (2$^{e}$) donnant sur la rue St-Pierre;

**Rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite aménager une nouvelle entrée principale au bâtiment donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle entrée est marquée d'un revêtement métallique de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE de par son design (forme arrondie), ses couleurs et ses matériaux, cet élément d'architecture est prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de cet élément n'est pas en lien avec le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) fenêtres sont fermées et remplacées par un revêtement métallique de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE la perte de ces fenêtres réduit la qualité architecturale du bâtiment et rend cette section de mur monotone et linéaire;

**Enseignes rattachées au bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont installées sur les murs avant (ceux donnant sur le boulevard St-Joseph et la rue St-Pierre), soit au-dessus des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées au bâtiment sont composées de lettres détachées et d'un logo dont les couleurs sont, entre autres, le rouge et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE lesdites enseignes sont partiellement lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, les types d'affichage, les matériaux et l'éclairage des enseignes assurent une bonne harmonie entre ces dernières et les enseignes se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leurs dimensions et leur localisation, sont peu prédominantes dans le paysage urbain et ne nuisent pas à la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage est en lien avec la rénovation extérieure du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- **refuse** les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au traitement de l'entrée principale (prédominance dans le paysage urbain) et la perte de fenestration sur le mur avant;

- **reporte** les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus), car ce projet d'affichage est en lien avec les travaux de rénovation extérieure du bâtiment;

et ce, pour l'établissement situé au 1355 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *282/3/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 1150 de la rue Labonté – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 1150 de la rue Labonté a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige, autoroute 55, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de mille huit cent quarante mètres carrés (1 840 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue dans le prolongement d'un mur avant existant (celui donnant sur la rue Labonté), et ce, en retrait du mur avant le plus rapproché de la voie de circulation (mur avant des bureaux de l'entreprise);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est réalisé dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant est pourvu d'un décroché, ce qui limite la linéarité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment est un entrepôt ouvert (aucun mur extérieur n'est réalisé);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur) s'apparente à celui du corps principal du bâtiment, ce qui permet une harmonie architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de cet agrandissement est simple et s'effectue en harmonie avec celui que l'on retrouve sur l'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de trois (3) bandes métalliques de couleur blanche crée un effet de colonnes, ce qui améliore l'aspect visuel de cet agrandissement, tout en s'harmonisant avec le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le coin droit de l'entrepôt ouvert, et ce, sur les deux (2) côtés, est marqué de bandes métalliques de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'un soulignement horizontal de couleur blanche est réalisé sur la face avant du bâtiment, ce qui permet d'atténuer la hauteur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de plus, il serait intéressant que le site soit pourvu d'un aménagement paysager (talus avec plantation et/ou arbres), ce qui permettrait d'améliorer l'image globale de celui-ci aux abords de l'agrandissement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1150 de la rue Labonté, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ce, **conditionnellement à l'ajout d'un aménagement paysager constitué d'un talus avec plantation et/ou arbres, à proximité du mur avant en retrait.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *283/3/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 537 de la rue St-Pierre – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 537 de la rue St-Pierre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment, soit par l'ajout d'un (1) étage, le tout d'une superficie approximative de soixante-quinze virgule cinq mètres carrés (75,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue au-dessus du local commercial, lequel est localisé dans la partie droite du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment se réalise en hauteur, soit dans l'axe des murs existants;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau gabarit du bâtiment (hauteur et nombre d'étages) correspond en partie avec celui du bâtiment adjacent (bâtiment situé à la droite du projet);

CONSIDÉRANT QUE la volumétrie du bâtiment est modifiée, mais que celle-ci respecte en général celle de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement des murs de l'agrandissement est de l'aluminium de couleur blanche s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de l'agrandissement est constituée de deux (2) versants indépendants, ce qui permet de réduire la hauteur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une (1) fenêtre à trois (3) modules est ajoutée sur le mur de la façade principale;

CONSIDÉRANT QU'un garde-corps de couleur blanche, lequel est installé sur un faux balcon à l'étage, permet de reproduire un design résidentiel, le tout en rappel avec certaines caractéristiques du bâtiment existant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus)

pour le bâtiment situé au 537 de la rue St-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***284/3/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure (modification à l'architecture) et refus des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 670 de la rue Mélançon – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation du bâtiment (modification à l'architecture) et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 670 de la rue Mélançon a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Mélançon, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation de bâtiment (modification à l'architecture) et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial est modifié par la réduction des dimensions de la marquise protégeant l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- réduire les dimensions de la marquise donnant sur le mur latéral droit, soit celle qui protège l'entrée principale;
- aménager le terrain à l'égard des aires de stationnement et des espaces libres;

**Rénovation du bâtiment (modification à l'architecture)**

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale sera protégée par une marquise de faible dimension;

CONSIDÉRANT QUE cette marquise s'inspire du style des marquises existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de cette toiture est de l'acier imitant la tôle à baguette de couleur brun foncé;

CONSIDÉRANT QUE cette modification s'effectue en harmonie avec les autres éléments architecturaux se retrouvant sur le bâtiment;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement (section à droite du bâtiment) seront partiellement réaménagées en cour avant, soit par l'aménagement de trois (3) bandes gazonnées plantées d'au moins sept (7) arbres et d'une haie pour chaque bande;

CONSIDÉRANT QUE la cour avant, face au bâtiment, est composée d'une grande surface pavée servant d'aires de stationnement, de deux (2) trottoirs et de quelques bandes gazonnées plantées d'arbres, d'arbustes et/ou de plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de ces deux (2) bandes gazonnées a pour effet de réduire le nombre total de cases de stationnement en cour avant de seize (16) à douze (12);

CONSIDÉRANT QUE ces bandes gazonnées sont plantées d'au moins huit (8) arbres;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de cette partie de cour pourrait être encore bonifiée (plantation et engazonnement) afin de réduire les surfaces pavées servant d'aire de stationnement et ainsi améliorer l'image globale du site;

CONSIDÉRANT QUE l'espace libre sur le côté gauche du bâtiment sera gazonné et aménagé de deux (2) arbres et d'un (1) îlot paysager;

CONSIDÉRANT QUE la partie arrière du terrain (celle adjacente à la voie ferrée) est composée d'arbres existants qui seront conservés, ce qui constitue un écran végétal intéressant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de rénovation du bâtiment (modification à l'architecture) (tel que mentionné ci-dessus), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, pour la partie des aires de stationnement en façade du bâtiment;

et ce, pour le bâtiment situé au 670 de la rue Mélançon.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *285/3/03 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 188 de la rue Heriot – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 188 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment et que cette dernière est située au-dessous des fenêtres du local commercial;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée de lettres détachées composées d'un matériau imitant le bois et que cette dernière est installée sur le bandeau métallique du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la couleur, soit l'or, est une couleur sobre qui s'harmonise avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions, occupe entièrement l'espace disponible (en largeur) du bandeau métallique, ce qui augmente son effet de prédominance par rapport aux autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé, de par ses dimensions et ses couleurs, ne contribue pas à améliorer de façon significative l'image globale de l'affichage du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 188 de la rue Heriot, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à l'harmonie d'ensemble entre cette enseigne et celles

existantes dans l'environnement ainsi qu'à l'utilisation de l'espace rendant cette dernière prédominante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***286/3/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (L'Animalerie des galeries) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une enseigne constituée majoritairement de lettres détachées et que celle-ci représente une superficie approximative de quatre virgule quatre-vingt-cinq mètres carrés (4,85 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est stylisée et est en surélévation d'environ dix centimètres (10 cm) par rapport au bandeau métallique;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le jaune, le brun, le noir et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***287/3/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (Boutique Les Petits) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de trois virgule trente-deux mètres carrés (3,32 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme stylisée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le vert, le jaune, le brun et le noir;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine , appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *288/3/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1100 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1100 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur le mur avant et est centrée au-dessus des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées dont les couleurs sont, entre autres, le jaune et le vert;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre cette dernière et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, est peu prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la

Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1100 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***289/3/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 269 de la rue Lindsay (Jeans Dépôt) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 269 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est une plaque murale d'une superficie approximative de trois virgule quatre-vingt-dix mètres carrés (3,90 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le matériau utilisé pour celle-ci est de l'aluminium de couleurs bleue, jaune et beige;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne (lettres) est surélevé par rapport à la plaque métallique;

CONSIDÉRANT QUE le fini de l'enseigne est mât, ce qui permet à cette dernière de s'intégrer au style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée au-dessus de l'entrée principale, ce qui permet de bien marquer cette dernière et de bien utiliser l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage proposé s'harmonise avec l'enseigne se retrouvant sur le bâtiment et les autres enseignes situées dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 269 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***290/3/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 269 de la rue Lindsay (J.D. Collection) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 269 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de deux (2) lettres détachées ainsi que d'une petite plaque murale localisée en-dessous des lettres détachées;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne a une superficie approximative de trois virgule quarante mètres carrés (3,40 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le matériau utilisé pour celle-ci est de l'aluminium de couleurs bleue, jaune et beige;

CONSIDÉRANT QUE le fini de l'enseigne est mât, ce qui permet à cette dernière de mieux s'intégrer au style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée au centre du mur avant, ce qui permet de bien utiliser l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage proposé s'harmonise avec l'enseigne se retrouvant sur le bâtiment et les autres enseignes situées dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 269 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de février 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

***291/3/03 - Signature d'une entente à intervenir entre Infrastructures-Transport, la Ville de Drummondville et le ministère des Transports du Québec pour la réalisation du projet de voirie des carrefours Lemire-Michaud-Canadien***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir entre Infrastructures-Transport et le ministère des Transports du Québec pour la réalisation du projet de voirie des carrefours Lemire-Michaud-Canadien dans le cadre du sous-volet 2.2 du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***292/3/03 - Signature d'un protocole d'entente à intervenir entre la Ville de Drummondville et le ministère des Affaires municipales et de la Métropole pour le projet d'implantation d'une méthodologie de***

***gestion des infrastructures d'agueduc, d'égouts et de voirie***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le ministère des Affaires municipales et de la Métropole dans le cadre du volet 2.1 du programme Québec-municipalités, et ce, pour le projet d'implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc, d'égouts et de voirie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***293/3/03 - Protocole d'entente avec la Société d'agriculture du district de Drummond – Gestion des activités équestres pour la période du 15 avril au 31 octobre 2003***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Société d'agriculture du district de Drummond pour la gestion des activités équestres au terrain de l'exposition.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 15 avril au 31 octobre 2003 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $, ledit montant inclut les taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***294/3/03 - Protocole d'entente avec 9 clubs d'âge d'or de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance à intervenir avec les différents clubs d'âge d'or suivants :

1. Le Club des Aînés de Drummondville inc.;
2. Le Club Âge d'Or St-Philippe inc.;
3. Le Club de l'Âge d'Or de Drummondville (St-Joseph);
4. Le Club d'Âge d'Or Immaculée-Conception de Drummondville inc.;
5. Le Club d'Âge d'Or de St-Frédéric de Drummondville inc.;
6. Les Joyeux Amis du 3ième Âge de Drummond inc. (Christ-Roi);
7. Le Club Or et Argent (St-Jean-Baptiste);
8. Le Club de l'Âge d'Or la paroisse Ste-Thérèse de Drummondville inc.;
9. Le Cercle de l'Amitié de l'Âge d'Or de Drummondville-Sud inc.

Les protocoles de reconnaissance sont valables pour l'année 2003 et comprennent le versement d'une subvention de 500 $ à chacun des organismes, pour un total de 4 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***295/3/03 - Protocole d'entente avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) - Gestion et l'entretien des terrains de balle Messier et Celanese***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la gestion et l'entretien des terrains de balle Messier et Celanese.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2003 et comprend le versement d'une subvention de 8 400 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***296/3/03 - Protocole d'entente avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Animation et entretien des terrains de tennis de l'Association de tennis de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'animation et l'entretien des terrains de tennis de l'Association de tennis de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2003 et comprend le versement d'une subvention de 14 000 $ à l'organisme.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***297/3/03 - Protocole d'entente avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Entretien des terrains de soccer***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'entretien des terrains de soccer.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2003 et comprend le versement d'une subvention de 7 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***298/3/03 - Protocole d'entente avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) - Gestion du chalet Messier***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la gestion de la cantine et la salle des arbitres au chalet Messier.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***299/3/03 - Protocole d'entente avec Le Club de Baseball Les Olympiques de Drummondville pour la gestion du stade Jacques-Désautels***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Club de Baseball Les Olympiques de Drummondville pour la gestion du stade Jacques-Désautels.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2003 et comprend le versement d'une subvention de 15 960 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***300/3/03 - Protocole de reconnaissance avec l'Orchestre Symphonique de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance à intervenir avec l'Orchestre Symphonique de Drummondville.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 15 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***301/3/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville – Tenue de l'activité " C'est le temps des sucres au centre-ville " les 27, 28 et 29 mars 2003***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville à tenir l'activité " C'est le temps des sucres au centre-ville " à la Place St-Frédéric et sur un terrain de stationnement au centre-ville.

L'activité se déroulera les 27 et 28 mars 2003 de 12h00 à 20h00 et le 29 mars 2003 de 12h00 à 16h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***302/3/03 - Autorisation à Intersport – Installation d'une tente du 10 au 13 avril 2003 pour permettre l'exposition de vélos***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Intersport à installer une tente sur le site du stationnement, et ce, du 10 au 13 avril 2003 pour permettre l'exposition de vélos dans le cadre d'une promotion.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***303/3/03 - Autorisation au Club de patinage artistique de Drummondville et Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Affichage sur le mur extérieur du Centre Marcel-Dionne***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de patinage artistique de Drummondville et Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) à afficher sur le mur extérieur du Centre Marcel-Dionne la promotion du spectacle annuel, et ce, du 18 mars au 12 avril 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***304/3/03 - Autorisation à la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) - Tenue de la 4e édition du Défi***

***Emploi Drummond les 9 et 10 mai 2003 au Centre Marcel-Dionne***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) à tenir la 4e édition du Défi Emploi Drummond les 9 et 10 mai 2003 au Centre Marcel-Dionne, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville autorise l'organisme à afficher l'événement sur le mur extérieur du Centre Marcel-Dionne à compter de la mi-avril.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***305/3/03 - Autorisation au Tennis Intérieur Drummond inc. – Tenue d'un Super Bazar Familial les 17 et 18 mai 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Tennis Intérieur Drummond inc. à tenir un Super Bazar Familial les 17 et 18 mai 2003 à l'intérieur des locaux du Pavillon Thématique et Multifonctionnel (VQA) inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***306/3/03 - Autorisation au Pavillon Thématique et Multifonctionnel (VQA) inc. - Tenue d'une super vente de garage familiale les 4 et 5 octobre 2003***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Pavillon Thématique et Multifonctionnel (VQA) inc. à tenir une super vente de garage familiale les 4 et 5 octobre 2003 à l'intérieur et à l'extérieur sur le site du Pavillon Thématique et Multifonctionnel (VQA) inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***307/3/03 - Autorisation à l'École du routier S.L. – Utilisation d'une partie du stationnement du Centre Marcel-Dionne***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'École du routier S.L. à utiliser une partie du stationnement du Centre Marcel-Dionne, et ce, de façon provisoire afin de dispenser la formation sur motocyclette.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***308/3/03 - Subvention de 250 $ - Association Malentendants, Malentendantes Centre du Québec inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 250 $ à l'Association Malentendants, Malentendantes Centre du Québec inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***309/3/03 - Subvention de 750 $ - Maison de la Famille, Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 750 $ à la Maison de la Famille, Drummond inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***310/3/03 - Subvention de 1 500 $ - La Coalition des 45 ans pour l'emploi***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ à La Coalition des 45 ans pour l'emploi à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***311/3/03 - Subvention de 1 000 $ - Comptoir alimentaire Drummond inc.***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Comptoir alimentaire Drummond inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***312/3/03 - Don d'un véhicule à l'Association Canadienne de la Dystrophie Musculaire***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la disposition d'un véhicule pour la somme de 1 $, soit un Chevrolet Sprint 1989, à monsieur Jacques Fafard pour l'Association Canadienne de la Dystrophie Musculaire, le tout sans aucune garantie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***313/3/03 - Délégation des conseillers Réal Jean et Robert Lafrenière au congrès de la Fédération canadienne des municipalités***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation des conseillers Réal Jean et Robert Lafrenière au congrès de la Fédération canadienne des municipalités qui se tiendra à Winnipeg du 30 mai au 2 juin 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***314/3/03 - Délégation de monsieur Gilles Fontaine, conseiller, au congrès du Regroupement des centres-villes et des artères commerciales qui se tiendra à Sorel les 1er et 2 avril 2003***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation de monsieur Gilles Fontaine, conseiller, au congrès du Regroupement des centres-villes et des artères commerciales qui se tiendra à Sorel les 1er et 2 avril 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***315/3/03 - Délégation de madame Francine Ruest-Jutras au sein du conseil d'administration de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond)***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation de madame Francine Ruest-Jutras au sein du conseil d'administration de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) jusqu'à échéance en 2005.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***316/3/03 - Amendement au règlement no 3089 (Travaux d'aqueduc – rue Bordeleau) de façon à modifier le texte des articles 5 et 6 dudit règlement***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville amende le règlement no 3089, de façon à modifier les articles 5 et 6, lesquels devraient et devront, à l'avenir, se lire comme suit :

article 5 Pour pourvoir au paiement des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles pour 30 % du montant des dépenses décrétées par le présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables de la ville, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après la valeur telle qu'elle apparaît sur le rôle d'évaluation en vigueur;

article 6a) Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles pour 35 % des dépenses décrétées par le présent règlement, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé, annuellement durant le terme de l'emprunt, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé à l'intérieur du bassin de taxation décrit à l'annexe « C » jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, une compensation pour chaque immeuble dont il est propriétaire;

Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'immeubles imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation;

article 6b) Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de 17,5 % du coût des travaux, il est imposé et il sera prélevé chaque année durant le terme de l'emprunt sur chaque immeuble imposable situé en bordure de ladite rue où sont effectués les travaux, une taxe spéciale suivant la superficie desdits terrains, le tout tel que déterminés à la cédule « B »;

article 6c) Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de 17,5 % du coût des travaux, il est imposé et il sera prélevé chaque année durant le terme de l'emprunt sur chaque immeuble imposable situé en bordure de ladite rue où sont effectués les travaux, une taxe spéciale suivant le frontage des terrains concernés, le tout tel que déterminés à la cédule « B ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***317/3/03 - Appui à la demande formulée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) par madame Nicole Coderre et Les Transports Yvon Turcotte Ltée***

CONSIDÉRANT QUE la codemanderesse, madame Nicole Coderre, est propriétaire d'une partie du lot 262 du canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, d'une superficie totale approximative de 36,57 hectares (ha);

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse, Les Transports Yvon Turcotte Ltée (ci-après appelé TYT), utilise une partie de la propriété de madame Coderre et y a investi environ 1,8 millions de dollars en constructions et aménagements pour y opérer sa compagnie de transport;

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse, TYT, a implanté ses activités à cet endroit après avoir été autorisé en mai 1987 par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.), par sa décision no 112388, à utiliser à cette fin une superficie de 2,81 ha;

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse, TYT, désire agrandir, sur une superficie d'environ 1,6 ha, ses aires de stationnement pour ses camions et remorques afin de résoudre un manque d'espace fortement préjudiciable à ses activités;

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse, TYT, renouvelle ainsi une demande, déjà acheminée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) et formellement appuyée par la Ville de Drummondville dans sa résolution 1199/12/00, mais pour laquelle elle s'est désistée dans le but de formuler une demande plus précise et complète, notamment pour requérir l'autorisation d'utiliser une entrée existante comme chemin d'accès alternatif au boulevard Lemire sur une superficie de 1 500 $m^2$ et pour offrir à la Commission de protection du territoire agricole (C.P.T.A.Q.) de restreindre de moitié les superficies nettes requises pour l'agrandissement, en reconfigurant les superficies déjà autorisées;

CONSIDÉRANT QUE la codemanderesse désire parallèlement obtenir, pour une période de 5 ans, l'autorisation d'utiliser une autre partie de sa propriété d'une superficie d'environ 1,85 ha pour l'entreposage et le tamisage de sol pour la revente, dont 1 500 $m^2$ de chemin d'accès;

CONSIDÉRANT QUE les superficies visées pour les accès sont déjà aménagées comme telles pour les fins de l'accès à la propriété forestière de madame Coderre;

CONSIDÉRANT les particularités de l'entreprise de transport de TYT et ses besoins d'espace supplémentaire pour des usages accessoires de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE, pour TYT, il s'agit d'agrandir le terrain derrière des infrastructures existantes dont la relocalisation aurait des conséquences économiques désastreuses;

CONSIDÉRANT QUE les emplacements visés s'intégreront à une propriété forestière et seront presque entièrement circonscrits par des superficies boisées ou vouées au reboisement, derrière l'emplacement commercial actuel de TYT;

CONSIDÉRANT QUE les emplacements visés par les deux volets de la demande reposent sur des sols pauvres à très pauvres, inexploités à des fins agricoles ou sylvicoles depuis de nombreuses années;

CONSIDÉRANT QUE la demande sera sans effet sur le territoire et l'activité agricole, notamment à l'application des paramètres de distances séparatrices relatives aux odeurs, le tout tel qu'analysé et confirmé dans l'expertise agronomique de Daniel Labbé versée au soutien de la demande;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement complémentaire aux installations principales de TYT ne vise pas l'implantation d'un nouvel usage et que l'entreposage de sol et le transport relatif demeurent similaires à ce qui se faisait sur place pour les aménagements forestiers de madame Coderre et les activités existantes de transport de TYT, la recherche d'espace approprié et disponible ailleurs sur le territoire de la ville de Drummondville et hors de la zone agricole s'avère inappropriée et inapplicable, d'autant plus qu'il existe peu d'espace approprié et disponible aux fins visées;

CONSIDÉRANT QUE les deux volets de la demande sont conformes à la réglementation municipale et régionale applicable;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande et recommande fermement à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) d'autoriser :

1. l'utilisation non agricole d'une partie du lot 262 du canton de Grantham d'une superficie totale approximative de 1,75 ha, dont 1,6 ha environ pour l'agrandissement des aires de stationnement des Transports Yvon Turcotte Ltée (TYT) et 0,15 ha pour l'utilisation d'un chemin existant comme chemin d'accès alternatif;
2. l'utilisation non agricole d'une partie du lot 262 du canton de Grantham d'une superficie totale approximative de 1,85 ha, dont 1,7 ha environ pour l'entreposage et le tamisage de sol pour revente et 0,15 ha comme accès sur le chemin existant;

le tout tel que localisé sur le plan photomosaïque en annexe E du rapport de Daniel Labbé, agronome, joint à la demande d'autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***318/3/03 - Signature d'une quittance à être consentie par la Ville de Drummondville en faveur de monsieur Richard De Blois pour la radiation d'un***

***acte de garantie hypothécaire immobilière***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de quittance en faveur de monsieur Richard De Blois pour la radiation d'un acte de garantie hypothécaire immobilière enregistrée au bureau de la publicité des droits du district de Drummond le 29 août 1997 sous le no. 382080.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***319/3/03 - Signature d'un acte de mainlevée de la clause résolutoire dans l'acte de vente consentie par la Ville de Drummondville à Fiducie P.A.C.***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de mainlevée de la clause résolutoire dans l'acte de vente consentie à Fiducie P.A.C. le 20 décembre 2001 et dont copie a été enregistrée au bureau de la publicité des droits du district de Drummond sous le numéro 408853.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***320/3/03 - Vente des lots 108-107, 108-108 et 108-109 du cadastre du canton de Grantham (rue Lemaire) à madame Élyse Desjardins et autorisation de signature***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente des lots 108-107, 108-108 et 108-109 du cadastre du canton de Grantham (rue Lemaire) à madame Élyse Desjardins.

Ladite vente est consentie au prix de 1,18 $ le pied carré ou 12,70 $ le mètre carré, ce qui représente une somme globale de vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-quatorze dollars (23 394 $) laquelle somme sera payable en entier à la signature du contrat de vente à intervenir entre les parties. Ladite somme n'inclut pas les taxes de secteurs qui peuvent affecter lesdits lots faisant l'objet de la présente vente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***321/3/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec madame Gisèle Surprenant-Lemieux et 2334-5499 Québec inc. (rue Paris)***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec madame Gisèle Surprenant-Lemieux et 2334-5499 Québec inc. pour le prolongement de la rue Paris.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***322/3/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseil S.E.N.C. – Surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Paris***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Paris, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère de l'Environnement qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***323/3/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Paris***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Paris, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***324/3/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec les Placements Jacques Labonté inc. et Jacques A. Labonté inc. pour le prolongement du développement l'Érablière***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec les Placements Jacques Labonté inc. et Jacques A. Labonté inc. pour le prolongement du développement l'Érablière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***325/3/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie pour le prolongement du développement l'Érablière***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement l'Érablière, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère de l'Environnement qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***326/3/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour le prolongement du développement l'Érablière***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement l'Érablière, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***327/3/03 - Signature d'une entente avec 9065-5127 Québec inc. et Fondations André Lemaire inc. (Habitations André Lemaire) pour le prolongement de la rue Beethoven dans le développement Plateau St-Nicolas***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec 9065-5127 Québec inc. et Fondations André Lemaire inc. (Habitations André Lemaire) pour le prolongement de la rue Beethoven dans le développement Plateau St-Nicolas.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***328/3/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie pour le prolongement de la rue Beethoven dans le développement Plateau St-Nicolas***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Beethoven dans le développement Plateau St-Nicolas, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère de l'Environnement qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***329/3/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour le prolongement de la rue Beethoven dans le développement Plateau St-Nicolas***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Beethoven dans le développement Plateau St-Nicolas, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***330/3/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réfection et l'aménagement du stationnement de l'Hôtel de Ville***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection et d'aménagement prévus pour le stationnement de l'Hôtel de Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***331/3/03 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. pour agir à titre de professionnels dans les travaux de pavage, bordures, éclairage 2003 TPG-2003-04***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. pour agir à titre de professionnels dans les travaux de pavage, bordures, éclairage 2003, le tout tel que recommandé par le comité de sélection en date du 13 mars 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***332/3/03 - Mandat à Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de procéder à la description technique des parties 275 et 276 du cadastre du canton de Grantham (rue)***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de procéder à la description technique des parties 275 et 276 du cadastre du canton de Grantham (rue).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***333/3/03 - Mandat à Me Sylvie Smith, notaire aux fins de préparer et rédiger un acte d'acquisition des parties 275 et 276 du cadastre du canton de Grantham***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Sylvie Smith, notaire aux fins de préparer et rédiger un acte d'acquisition des parties 275 et 276 du cadastre du canton de Grantham, le tout aux conditions négociées.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***334/3/03 - Dépôt du compte rendu (05.03.03) - Comité de circulation***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 5 mars 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***335/3/03 - Autorisation au Service des travaux publics à procéder à l'installation d'une zone de non-stationnement devant le 149-10$^{e}$ avenue***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation d'une zone de non-stationnement devant le 149-10$^{e}$ avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***336/3/03 - Autorisation au Service des travaux publics à procéder à l'installation d'une zone de non-stationnement devant le 870A rue Crépeau***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation d'une zone de non-stationnement devant le 870A rue Crépeau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***337/3/03 - Dépôt du compte rendu (18.02.03) – Comité de transport en commun***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de transport en commun tenue le 18 février 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***338/3/03 - Enlèvement de certains arrêts de transport en commun sur la ligne 1 du circuit et à retirer de l'horaire le parcours alternatif sur la ligne 1 pour l'arrêt rue Farrell et Janelle à 7h19***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'enlèvement de certains arrêts de transport en commun sur la ligne 1 du circuit et à retirer de l'horaire le parcours alternatif sur la ligne 1 pour l'arrêt rue Farrell et Janelle à 7h19.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 3089, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104 et 3105***

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants :

- règlement no 3089 décrétant l'exécution des travaux d'aqueduc sur la rue Bordeleau et prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $.

- règlement no 3098 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Paradis et prévoyant un emprunt n'excédant pas 115 412 $.

- règlement no 3099 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres et prévoyant un emprunt n'excédant pas 56 361 $.

- règlement no 3100 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Robert-Bernard et prévoyant un emprunt n'excédant pas 32 109 $.

- règlement no 3101 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur les rues Villemure et Fugère et prévoyant un emprunt n'excédant pas 50 639 $.

- règlement no 3102 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur les rues Laurent-Sawyer, Paul-H.-Frigon et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 122 354 $.

- règlement no 3103 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Élisabeth et prévoyant un emprunt n'excédant pas 39 987 $.
- règlement no 3104 décrétant l'exécution des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Camélias et prévoyant un emprunt n'excédant pas 102 206 $.

- règlement no 3105 décrétant l'exécution des travaux de pavage et de bordures sur la rue Marconi et prévoyant un emprunt n'excédant pas 42 077 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit pour chacun des règlements ci-dessus mentionnés, les règlements sont réputés adoptés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***339/3/03 - Avis de motion du règlement no 3116 – Rémunération des membres du comité consultatif d'urbanisme***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3116 prévoyant la rémunération des membres du comité consultatif d'urbanisme.

***340/3/03 - Adoption du second projet de règlement no 3111-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le second projet de règlement no 3111-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'autoriser, dans la zone d'habitation H06-11 actuelle, deux (2) nouvelles classes d'usages, soit les classes d'usages unifamiliale et bi et trifamiliale de type isolé, et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment. La zone H06-11 longe le côté sud du boulevard Mercure et est située entre les 113$^{ième}$ et 115$^{ième}$ avenues;

soit et est adopté;

2$^{o}$ QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***341/3/03 - Adoption du règlement no 3110 – Division de la Ville de Drummondville en districts électoraux pour l'élection du 2 novembre 2003***

Lecture est donnée du règlement no 3110 décrétant la division de la Ville de Drummondville en districts électoraux pour l'élection du 2 novembre 2003.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté et qu'il soit transmis à la Commission de la représentation électorale du Québec pour approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***342/3/03 - Adoption du règlement no 3113 - Modifiant le règlement no 2700 concernant notamment l'augmentation du nombre de bacs à récupération dont peut disposer un résidant et l'interdiction de déposer des pneus***

Lecture est donnée du règlement no 3113 modifiant le règlement no 2700 concernant notamment l'augmentation du nombre de bacs à récupération dont peut disposer un résidant et l'interdiction de déposer des pneus.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***343/3/03 - Adoption du règlement no 3115 - Annulation du caractère de rue sur le lot 173-118 du cadastre du canton de Grantham***

Lecture est donnée du règlement no 3115 prévoyant l'annulation du caractère de rue sur le lot 173-118 du cadastre du canton de Grantham.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Information des membres du conseil***

### **Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Monsieur Michel Blanchette, coordonnateur de projets au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de sa belle-mère, madame Rita Barthe Fafard.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

Aucune question n'a été posée.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 7 avril 2003.

## ***344/3/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h20.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***21 MARS 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 21 mars 2003 à 14h00, ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière (absence motivée)
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie (absence motivée)
Christian Tourigny
Céline Trottier (absence motivée)

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***345/3/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***346/3/03 - Signature d'une entente intermunicipale – Déglaçage de la rivière Saint-François***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une entente intermunicipale à intervenir avec la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond pour la délégation de compétence dans le dossier de déglaçage de la rivière Saint-François.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

Cette entente est valable pour la période du 21 mars au 30 avril 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***347/3/03 - Signature d'une entente promoteur avec 2645-8562 Québec inc. - Prolongement de la rue Fradet dans le développement Boisé Messier***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec 2645-8562 Québec inc. pour le prolongement de la rue Fradet dans le développement Boisé Messier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***348/3/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Prolongement de la rue Fradet dans le développement Boisé Messier***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Fradet dans le développement Boisé Messier, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. à présenter les plans au ministère de l'Environnement pour approbation. La Ville de Drummondville informe ledit ministère qu'elle n'a pas d'objection à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***349/3/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Prolongement de la rue Fradet dans le développement Boisé Messier***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. à procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Fradet dans le développement Boisé Messier, et ce, au frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***350/3/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec 2645-8562 Québec inc. – Prolongement de la rue des Orchidées dans le développement Boisé Messier***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec 2645-8562 Québec inc. pour le prolongement de la rue des Orchidées dans le développement Boisé Messier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***351/3/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. - Prolongement de la rue des Orchidées dans le développement Boisé Messier***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils

S.E.N.C. aux fins de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue des Orchidées dans le développement Boisé Messier, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. à présenter les plans au ministère de l'Environnement pour approbation. La Ville de Drummondville informe ledit ministère qu'elle n'a pas d'objection à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***352/3/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Prolongement de la rue des Orchidées dans le développement Boisé Messier***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. à procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue des Orchidées dans le développement Boisé Messier, et ce, au frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

***353/3/03***

***- Choix d'un soumissionnaire***
***Aéroport régional – Travaux d'aménagement phase II***
***(Soumission no 1502042 – Ouverture 04.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Michel Martineau, ingénieur chez le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Sintra inc. (Région Centre du Québec) au montant total de 567 563,84 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Période de questions***

Aucune personne ne pose de question.

***354/3/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 14h15.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***7 AVRIL 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 7 avril 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***355/4/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, en y ajoutant à la demande du conseiller Gilles Fontaine, à l'item 92 « Félicitations ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***356/4/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 17 mars 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 17 mars 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***357/4/03 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 21 mars 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 21 mars 2003 à 14 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

***358/4/03***

***- Entretien ménager des édifices municipaux – Centre Marcel-Dionne (Soumission no TP-03-01-A – Ouverture 26.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Récupéraction Centre du Québec inc. au montant total de 2 700 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***359/4/03***

***- Entretien ménager des édifices municipaux – Bibliothèque municipale Côme-Saint-Germain (Soumission no TP-03-01-B – Ouverture 26.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de Récupéraction Centre du Québec inc. au montant total de 21 400 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***360/4/03***

***- Entretien ménager des édifices municipaux – Ateliers municipaux (Soumission no TP-03-01-C – Ouverture 26.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Récupéraction Centre du Québec inc. au montant total de 17 500 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***361/4/03***

***- Travaux d'aménagement du stationnement de l'Hôtel de Ville (Soumission no 0503009 - Ouverture 02.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Michel Rousseau, architecte paysagiste, Groupe Rousseau Lefebvre, firme de professionnels en aménagement et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de R. Guilbeault Construction inc. au montant total de 238 450,43 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

***362/4/03***

***- Piscine-plage – Centre communautaire Pierre-Lemaire (Soumission no D03209 – Ouverture 03.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Michael Larocque, ingénieur, Groupe Conseil Genivar inc., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Deshaies et Raymond inc. au montant total de 529 208,17 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***363/4/03***

***- Vérification des états financiers pour les années 2003-2004-2005 (Soumission no 03-0043 – Ouverture 31.03.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de Verrier Paquin Hébert, S.E.N.C., C.A. au montant total de 62 228,52 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la firme ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme pour l'exécution du mandat.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***364/4/03***

***- Mobiliers urbains (Soumission no 03-0050 – Ouverture 02.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que les plus basses soumissions reçues conformes soient retenues pour chacun des items suivants :

1. 10 tables en sapin douglas qualité " sélect C " et meilleur, 4' de large. Autostables avec base de béton.
2. 5 tables en sapin douglas qualité " sélect C " et meilleur, 4' de large. Autostables sans base de béton. Le prix doit inclure la fourniture seulement.

- Go-Élan inc. au montant total de 24 270,28 $ (taxes incluses)

3. 4 supports à vélos 5 places bilatéraux.
4. 4 supports à vélos doubles, pour 10 vélos en acier peint avec fixation en surface.
5. 1 support à vélos double, pour 10 vélos en acier peint avec fixation en surface.
6. 77 contenants à rebuts en sapin douglas qualité " sélect C " et meilleur avec couvercle en fonte d'aluminium peint noir moulé avec le logo de Drummondville.
7. 12 contenants à rebuts en sapin douglas qualité " sélect C " et meilleur avec couvercle en fonte d'aluminium peint noir moulé avec le logo de Drummondville. Base d'ancrage " installation autostable " pour installation sur pelouse ou pavé uni 100mm (4") plus bas que le niveau du sol fini.
8. 1 barbecue (grill) à deux niveaux. Surface de cuisson d'environ 884 pouces carrés. Fourniture et installation avec base de béton de 20" X 20" X 8" de profondeur.

9. 4 barbecues (grill) à un niveau. Surface de cuisson d'environ 284 pouces carrés. Fourniture et installation avec base de béton de 20" X 20" X 8" de profondeur.

- Tessier Récréo-Parc inc. au montant total de 55 961,32 $ (taxes incluses)

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les fournisseurs pour l'achat des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***365/4/03***

***- Bancs de parcs***
***(Soumission no 03-0051 – Ouverture 02.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de Tessier Récréo-Parc inc. au montant total de 27 150,04 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***366/4/03***

***- Rejet des soumissions – Désaffectation du poste de pompage La Volière***
***(Soumission no D03208)***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que les soumissions reçues pour la désaffectation du poste de pompage La Volière soient rejetées compte tenu des coûts trop élevés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres de demandes provenant de la MRC de Drummond concernant le financement d'un unité de sauvetage (traîneau); de monsieur Gaétan Ruest, maire d'Amqui relativement à l'industrie porcine; ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***367/4/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 17 mars au 7 avril 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 4 092 159,69 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***368/4/03 - Emprunt de 234 000 $ au fonds de roulement***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 234 000 $ à son fonds de roulement pour l'acquisition de terrains appartenant à R. Guilbeault Construction inc. et devant servir à des fins de site de neiges usées.

Cet emprunt sera remboursable comme suit :

| | |
|---|---|
| 2003 | 46 800 $ |
| 2004 | 46 800 $ |
| 2005 | 46 800 $ |
| 2006 | 46 800 $ |

| | |
|---|---|
| 2007 | 46 800 $ |

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***369/4/03 - Affectation d'une somme de 71 200 $ provenant du fonds de parc pour les aménagements et accessoires du projet piscine-plage – Centre communautaire Pierre-Lemaire***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'affectation d'une somme de 71 200 $ provenant du fonds de parc pour les aménagements et accessoires du projet piscine-plage du Centre communautaire Pierre-Lemaire. Lesdits coûts sont inclus dans la soumission présentée par Deshaies et Raymond inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***370/4/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2520 de la rue St-Pierre***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge de recul minimale applicable à un bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment résidentiel qui sera situé sur le lot 283-224 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2520 de la rue St-Pierre;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.19);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'angle des rues St-Pierre et St-Onge;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé le bâtiment (H12-23 : en fonction du règlement numéro 3097 en cours de procédures et amendant le règlement de zonage numéro 2520), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal est de dix mètres (10 m);

CONSIDÉRANT QUE dans ladite zone, le calcul de la moyenne des marges de recul, qui s'effectue en fonction de la présence de bâtiments principaux déjà érigés sur les terrains adjacents, s'applique;

CONSIDÉRANT QUE l'application de la moyenne des marges de recul établit l'implantation du bâtiment résidentiel à une distance minimale de douze virgule quinze mètres (12,15 m) et une distance maximale de quatorze virgule quatre-vingt-six mètres (14,86 m);

CONSIDÉRANT QUE la marge de recul minimale proposée par le promoteur est de sept virgule soixante-deux mètres (7,62 m), et ce, afin principalement de concentrer les espaces de stationnement à l'arrière du bâtiment et maximiser l'espace libre (pelouse, aménagement paysager);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, après un relevé des marges de recul des bâtiments existants sur la rue St-Pierre, il s'avère souhaitable que la marge de recul minimale soit plus éloignée, soit à un minimum de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QUE toutes les autres dispositions du règlement seront respectées;

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire quant à la marge de recul minimale cause un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est un des derniers terrains vacants de ce côté de rue pour ce secteur à être construit (côté nord de la rue St-Pierre);

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction du bâtiment résidentiel doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure afin d'établir la marge de recul minimale à une distance de neuf mètres (9 m) au lieu de douze virgule quinze mètres (12,15 m), et ce, pour un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé sur le lot 283-224 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2520 de la rue St-Pierre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***371/4/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 675 de la rue Farrell***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge arrière minimale applicable à un bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur l'actuel lot 167-79 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 675 de la rue Farrell;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.20);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé sur la rue Farrell, soit dans la zone industrielle I11-04;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement actuel pour la zone visée, la marge arrière minimale est de quinze mètres (15 m);

CONSIDÉRANT QUE le requérant a obtenu un permis de construction en octobre 2002 afin de procéder à l'agrandissement du bâtiment industriel d'une superficie d'environ six cent treize mètres carrés (613 $m^2$);

CONSIDÉRANT QU'afin de respecter la marge arrière minimale exigée par la réglementation lors de la demande, ce dernier a procédé à l'achat d'une bande de terrain de trois mètres (3 m) sur toute la largeur du terrain visé;

CONSIDÉRANT QUE suite au projet d'agrandissement, un plan de propriété a été préparé en février 2003 par un arpenteur géomètre, pour les deux (2) terrains concernés par la transaction (1495 rue Janelle : Entrepreneur pétrolier (lot 167-80), Léveillée Tanguay et 675 rue Farrell : Enseignes Leco Ltée (lot 167-79));

CONSIDÉRANT QU'il s'avère que la vente de terrain réalisée pour l'agrandissement occasionne une problématique importante au terrain adjacent (1495 rue Janelle), compte tenu :

- de la présence de réservoirs souterrains nécessitant une distance minimale d'un mètre (1 m) d'une limite de propriété (référence : normes pour les produits pétroliers);
- de l'emplacement d'un îlot de distribution nécessitant une distance minimale de quatre virgule cinq mètres (4,5 m) d'une ligne de propriété (référence : normes pour les produits pétroliers);
- d'une distance minimale de dix-neuf virgule quatre-vingt-deux mètres (19,82 m) nécessaire entre les réservoirs et la ligne arrière de terrain pour les manœuvres des camions qui effectuent le remplissage;
- de l'espace minimal requis en cour latérale pour un futur agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE de ce fait, le requérant désire obtenir une dérogation mineure afin de réduire la marge arrière minimale, fixant celle-ci à onze virgule quatre-vingt-huit mètres (11,88 m) au lieu de quinze mètres (15 m) sur la largeur totale du terrain, soit soixante virgule quatre-vingt-seize mètres (60,96 m), afin, entre autres, que le terrain visé soit de forme régulière;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, après analyse des lieux, il serait possible pour le requérant de se conformer sur une distance d'environ dix-huit mètres (18 m), ce qui représenterait une marge arrière conforme pour environ vingt-neuf pour cent (29 %) de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, compte tenu que les deux (2) terrains appartiennent au même propriétaire;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer de quinze mètres (15 m) à onze virgule quatre-vingt-huit mètres (11,88 m) la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal, uniquement vis-à-vis la ligne arrière du terrain représentant une longueur maximale d'environ quarante-deux virgule quatre-vingt-seize mètres (42,96 m) pour le projet d'agrandissement du bâtiment (permis # 02-1069), et ce, pour le bâtiment situé sur l'actuel lot 167-79 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 675 de la rue Farrell.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***372/4/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 191 de la rue St-Henri***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la hauteur maximale pour un équipement, et ce, pour le bâtiment industriel situé sur le lot 166B-31 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 191 de la rue St-Henri;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.21);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ériger une construction accessoire, soit un système de dépoussiéreur de couleur gris pâle, dans la cour latérale droite du bâtiment industriel afin de rencontrer les exigences environnementales et celles de la Commission de santé et sécurité au travail (CSST);

CONSIDÉRANT QUE ledit système vise à capter de grandes quantités de poussières générées par de nouvelles installations pour la conversion afin, entre autres, d'assurer une qualité de l'air ambiant et éviter les risques d'accumulation de poussières excessives pouvant être la cause d'un incendie;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur projetée pour l'équipement est au plus seize mètres (16 m);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage prévoit que la hauteur maximale de tout bâtiment ou construction accessoire est équivalente à la hauteur maximale d'un bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur maximale prévue pour les bâtiments de la zone où est située l'industrie (I11-06) est de dix mètres (10 m);

CONSIDÉRANT QUE l'emplacement projeté pour l'équipement (cour latérale) respecte la localisation autorisée par la réglementation (cour latérale ou cour arrière) et se situe à plus de trente-huit mètres (38 m) de la rue St-Henri et à l'arrière d'une partie de mur de bâtiment camouflant la base dudit équipement;

CONSIDÉRANT QUE ce type d'équipement peut difficilement rencontrer les exigences réglementaires actuelles en terme de hauteur maximale, compte tenu que la hauteur est directement en lien avec la capacité de l'appareil;

CONSIDÉRANT QU'en fonction de la réglementation, un tel type de construction ne peut être implanté dans une cour avant d'un bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le système ne projette aucune odeur et respectera les normes environnementales en ce qui a trait au bruit;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, pour des raisons d'ordre esthétiques, il serait primordial :

- que l'équipement proposé soit d'une couleur qui ne sera pas prédominante dans le paysage urbain;
- que l'équipement proposé demeure à une distance minimale de la rue St-Henri;
- qu'une plantation d'arbres soit effectuée aux abords de la rue St-Henri de même que le long de certaines lignes de lot du terrain résidentiel adjacent (lots 166B-15 et 166C-2 : 305 rue St-Henri);

afin de protéger l'environnement construit et ainsi limiter l'impact visuel d'un tel équipement dans l'environnement, compte tenu de la hauteur demandée;

CONSIDÉRANT QUE la norme actuelle quant au nombre d'arbres minimum à planter, soit un (1) arbre au huit mètres linéaires (8 m lin.), peut servir de référence quant à la plantation demandée;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise qu'il est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, si les aménagements proposés sont effectués;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à augmenter de dix mètres (10 m) à un maximum de seize mètres (16 m) la hauteur d'une construction accessoire, soit un système de dépoussiéreur qui sera situé dans la cour latérale droite du bâtiment, **aux conditions suivantes**, à savoir :

- que le système de dépoussiéreur et ses composantes soient localisés à une distance minimale de trente-huit mètres (38 m) de la rue St-Henri;
- que le système de dépoussiéreur et ses composantes soient de couleur grise ou de tout autre couleur pâle rendant l'équipement et ses composantes non prédominants dans le paysage urbain;
- qu'une plantation d'arbres (conifères et feuillus) soit effectuée aux abords de la rue St-Henri, soit un minimum de six (6) arbres, de même que le long de la ligne latérale gauche et de la ligne arrière du terrain résidentiel adjacent (lots 166B-15 et 166C-2 : 305 rue St-Henri), soit un minimum de quatre (4) arbres le long de la ligne latérale et de trois (3) arbres le long de la ligne arrière, le tout dans le but de créer un écran végétal entre le terrain résidentiel et l'équipement industriel;
  **À cette fin, un plan d'aménagement démontrant la localisation des arbres est requis et doit être accepté avant qu'un permis de construction ne puisse être émis, et ceci, pour fin d'acceptation finale du projet qui est <u>conditionnelle</u> à la délivrance de la présente dérogation mineure**;

et ce, pour le bâtiment industriel situé sur le lot 166B-31 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 191 de la rue St-Henri.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***373/4/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1144 du boulevard St-Joseph***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la superficie maximale d'affichage autorisée pour de l'affichage temporaire composé de lettres interchangeables et intégré à une enseigne permanente sur poteau, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 136A-258 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 1144 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.46);

CONSIDÉRANT QUE le règlement actuel précise que de l'affichage temporaire est autorisé à même le boîtier d'une enseigne sur poteau, à la condition que la superficie maximale d'affichage temporaire n'excède pas vingt pour cent (20 %) de la surface de chaque face de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une seule enseigne sur poteau pour deux (2) nouveaux bâtiments commerciaux adjacents (Le Végétarien : 1100 boulevard St-Joseph et un mail commercial : 1144 boulevard St-Joseph);

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne respecte les diverses normes réglementaires applicables, entre autres, celles relatives à la superficie, à l'épaisseur ainsi qu'au dégagement sous l'enseigne, à l'exception de la superficie maximale permise pour l'affichage temporaire composé de lettres interchangeables (type " zip track ");

CONSIDÉRANT QUE la demande consiste à augmenter de vingt pour cent (20 %) à un maximum de vingt-sept pour cent (27 %) la superficie maximale d'affichage autorisée pour de l'affichage temporaire composé de lettres interchangeables et intégré à l'enseigne permanente sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise que le projet d'affichage demandé :

- constitue un outil d'attraction essentiel au commerce pour la mise en marché de ses produits (items promotionnels) et que le choix de localisation du site s'est arrêté sur une artère à grand débit de circulation pour justement exploiter ce type d'outil (affichage temporaire);
- a été réduit au maximum, soit à quatre (4) lignes comparativement aux commerces situés dans d'autres villes où les enseignes comportent cinq (5) ou six (6) lignes pour ce type d'affichage;
- a été raffiné afin que l'affichage temporaire soit très harmonieux avec l'enseigne sur poteau proprement dit, de manière à dégager une image de qualité supérieure dans l'environnement (ex. : couleur des lettres (verte), modèle plus étroit);
- peut être conditionnel à l'implantation d'une seule enseigne sur poteau pour les deux (2) terrains adjacents (1100 et 1144 boulevard St-Joseph) et que le propriétaire desdits terrains s'engagera, par écrit, à respecter cette condition;

CONSIDÉRANT QUE l'augmentation demandée est mineure et ne contribue pas à une augmentation de la superficie totale autorisée pour une enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE la présence d'une seule enseigne sur poteau au lieu de deux (2) limitera de façon considérable l'affichage dans le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE le projet, tel que présenté, répond aux principaux objectifs visés par la réglementation en matière d'affichage, soit d'améliorer globalement l'image d'un secteur en réduisant considérablement la superficie d'affichage, et ce, tout particulièrement pour une artère d'importance tel le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE ledit projet doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT les efforts effectués par le requérant pour se rapprocher de la norme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, et qu'au contraire, elle les favorise en limitant l'affichage pour ces terrains;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à augmenter de vingt pour cent (20 %) à vingt-sept (27 %) la superficie maximale d'affichage autorisée pour de l'affichage temporaire composé de lettres interchangeables et intégré à une enseigne permanente sur poteau, **aux conditions suivantes** :

- de prohiber, conséquemment à la dérogation mineure prévue pour l'immeuble situé au 1144 du boulevard St-Joseph, la présence de toute enseigne sur poteau pour l'immeuble situé sur le lot 136A-259 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 1100 du boulevard St-Joseph, et ce, nonobstant tout autre disposition inconciliable du règlement de zonage, notamment, quant à l'augmentation des superficies (article 15.1.8 et suivants);
- d'obtenir un engagement par écrit des propriétaires fonciers des immeubles situés respectivement au 1100 boulevard St-Joseph (lot 136A-259 du rang II du cadastre du canton de Grantham) et au 1144 du boulevard St-Joseph (lot 136A-258 du rang II du cadastre du canton de Grantham) à respecter l'engagement relatif à la présence d'une seule enseigne sur poteau pour les deux (2) terrains, tel que décrit ci-dessus;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 136A-258 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 1144 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *374/4/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1100 du boulevard St-Joseph*

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la superficie maximale d'affichage autorisée pour de l'affichage temporaire composé de lettres interchangeables et intégré à une enseigne permanente sur poteau, et ce, pour l'immeuble voisin à l'immeuble faisant l'objet de la présente demande, soit celui situé sur le lot 136A-258 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 1144 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.46);

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une seule enseigne sur poteau pour deux (2) nouveaux bâtiments commerciaux adjacents (Le Végétarien : 1100 boulevard St-Joseph et un mail commercial : 1144 boulevard St-Joseph);

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne respecte les diverses normes réglementaires applicables, entre autres, celles relatives à la superficie, à l'épaisseur ainsi qu'au dégagement sous l'enseigne, à l'exception de la superficie maximale permise pour l'affichage temporaire composé de lettres interchangeables (type " zip track ");

CONSIDÉRANT QUE la demande consiste à augmenter de vingt pour cent (20 %) à un maximum de vingt-sept pour cent (27 %) la superficie maximale d'affichage autorisée pour de l'affichage temporaire composé de lettres interchangeables et intégré à l'enseigne permanente sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise que le projet d'affichage demandé :

- constitue un outil d'attraction essentiel au commerce pour la mise en marché de ses produits (items promotionnels) et que le choix de localisation du site s'est arrêté sur une

artère à grand débit de circulation pour justement exploiter ce type d'outil (affichage temporaire);
- a été réduit au maximum, soit à quatre (4) lignes comparativement aux commerces situés dans d'autres villes où les enseignes comportent cinq (5) ou six (6) lignes pour ce type d'affichage;
- a été raffiné afin que l'affichage temporaire soit très harmonieux avec l'enseigne sur poteau proprement dit, de manière à dégager une image de qualité supérieure dans l'environnement (ex. : couleur des lettres (verte), modèle plus étroit);
- peut être conditionnel à l'implantation d'une seule enseigne sur poteau pour les deux (2) terrains adjacents (1100 et 1144 boulevard St-Joseph) et que le propriétaire desdits terrains s'engagera, par écrit, à respecter cette condition;

CONSIDÉRANT QUE l'augmentation demandée est mineure et ne contribue pas à une augmentation de la superficie totale autorisée pour une enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE la présence d'une seule enseigne sur poteau au lieu de deux (2) limitera de façon considérable l'affichage dans le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE le projet, tel que présenté, répond aux principaux objectifs visés par la réglementation en matière d'affichage, soit d'améliorer globalement l'image d'un secteur en réduisant considérablement la superficie d'affichage, et ce, tout particulièrement pour une artère d'importance tel le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE ledit projet doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT les efforts effectués par le requérant pour se rapprocher de la norme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, et qu'au contraire, elle les favorise en limitant l'affichage pour ces terrains;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure visant à prohiber, conséquemment à la dérogation mineure prévue pour l'immeuble situé au 1144 du boulevard St-Joseph, la présence de toute enseigne sur poteau pour l'immeuble situé sur le lot 136A-259 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 1100 du boulevard St-Joseph, et ce, nonobstant tout autre disposition inconciliable du règlement de zonage, notamment, quant à l'augmentation des superficies (article 15.1.8 et suivants).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***375/4/03 - Dépôt du procès-verbal (19.03.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 mars 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***376/4/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 620 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 620 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.37);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de cent dix-neuf virgule vingt mètres carrés (119,20 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue en cour latérale droite, et ceci, en retrait d'environ quatre virgule soixante-cinq mètres (4,65 m) du mur avant le plus rapproché de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement est de faible ampleur et que son gabarit s'apparente à celui du corps principal du bâtiment existant (hauteur, nombre d'étages et type de toiture);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont principalement du bloc de béton à face éclatée de couleur rouge et de l'acier de couleur bleue (en partie supérieure des murs), le tout s'apparentant avec ce que l'on retrouve sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant de l'agrandissement est pourvu d'une bonne fenestration et que l'entrée principale y est aménagée;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique, de par sa localisation et son gabarit, a peu d'incidence sur l'environnement immédiat et respecte le cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'agrandissement s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment, et ce, dans le respect du style architectural et des caractéristiques particulières de ce dernier;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est réalisé aux abords de l'agrandissement du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'aucun changement n'est apporté aux aires de stationnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 620 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***377/4/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 2A Place des Quatre – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 2A de la Place des Quatre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.38);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le bandeau métallique, une enseigne constituée d'une plaque de bois d'une superficie approximative de deux virgule soixante et onze mètres carrés (2,71 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, l'orange, le blanc et le vert;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée en hauteur par rapport au bandeau métallique et que cette dernière surplombe l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 2A de la Place des Quatre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***378/4/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1012 du boulevard René-Lévesque – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1012 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.39);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur bourgogne, une enseigne constituée majoritairement de lettres détachées et que celle-ci représente une superficie approximative de trois mètres carrés (3 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc, le jaune et le bleu;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée en hauteur par rapport au bandeau métallique;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1012 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***379/4/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1144 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1144 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.40);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer, aux abords du boulevard St-Joseph, près de la rue des Lilas, une (1) enseigne sur poteau d'une superficie maximale de dix mètres carrés (10 $m^2$) et d'une hauteur maximale de sept virgule quatre-vingt-dix mètres (7,90 m);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec la hauteur de certains éléments architecturaux se retrouvant sur les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est lumineuse, ce qui permet une bonne visibilité de cette dernière, sans que celle-ci soit trop prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la partie gauche du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE la structure de l'enseigne (poteaux) est majoritairement composée de briques de couleur rouge qui s'harmonisent avec celles se retrouvant sur les bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux ont respectivement une largeur maximale de soixante centimètres (60 cm);

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure de l'enseigne s'inspire du traitement architectural des bâtiments faisant partie d'un projet d'ensemble tel que toiture en pente recouverte d'acier peint de couleur verte et moulures d'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE la couleur des faces de l'enseigne (fond de ces dernières) est majoritairement le blanc-crème avec un fini mât;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier de l'enseigne est de couleur beige;

CONSIDÉRANT QU'une partie de l'enseigne est composée d'un message temporaire (lettres interchangeables) et que ce dernier est de couleur verte;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'une superficie approximative de trois mètres carrés (3 $m^2$) est prévu au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QU'au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales sont plantés au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'enseigne proposée, de par sa forme, ses couleurs et son design en général, s'inspire des caractéristiques des bâtiments principaux adjacents et est en harmonie avec ces derniers;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1144 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***380/4/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1425 du boulevard St-Joseph - P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1425 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.41);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau d'acrylique de couleur beige donnant sur le boulevard St-Joseph, une enseigne composée de trois modules d'affichage indépendants;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est lumineuse et composée majoritairement de lettres détachées de couleur blanche, d'un petit logo de couleurs rouge et beige et d'une petite plaque sur laquelle est appliqué le message;

CONSIDÉRANT QUE la dimension de l'enseigne ne rend pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux utilisés et les couleurs, s'intègrent bien au bâtiment et aux autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1425 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *381/4/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 1025 du boulevard René-Lévesque (First Pro – Centre d'achats) – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 1025 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.42);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment fait partie d'un projet d'ensemble comprenant la construction de plusieurs bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de huit cent cinquante-cinq mètres carrés (855 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti sur le boulevard René-Lévesque et s'inscrit en continuité avec les bâtiments environnants (actuels et futurs);

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur le boulevard René-Lévesque permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une bonne visibilité à partir des voies de circulation, tout en respectant les autres bâtiments prévus au projet d'ensemble;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :
- de blocs de béton à face éclatée de couleur terre (beige-gris);
- de briques de couleur brun-rouge;
- d'acrylique de couleurs beige, jaune, bleue, blanche et orange;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements de maçonnerie (blocs de béton et briques) sont principalement installés en partie inférieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure des murs ainsi que les murs parapet sont recouverts d'un revêtement d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que maçonnerie posée en retrait, soulignements horizontaux de maçonnerie et modulations dans le revêtement d'acrylique créant des panneaux permettent de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment, le tout dans le respect d'une harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE ces jeux de matériaux permettent de bien animer les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu de deux (2) entrées principales, lesquelles sont orientées vers l'aire de stationnement donnant dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE ces entrées sont marquées d'un mur parapet de style différent, ce qui contribue à bien orienter la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est conçu de deux (2) styles architecturaux différents en regard de la présence de deux (2) locaux commerciaux, mais que ces derniers sont en harmonie l'un par rapport à l'autre;

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives sont réalisées en partie supérieure de certains murs ainsi qu'au-dessus de certaines fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE le mur comprenant les entrées principales est pourvu d'une bonne fenestration, ce qui anime bien cette façade;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant, soit celui donnant sur le boulevard René-Lévesque, ainsi que le mur arrière sont aménagés de fenêtres et celles-ci sont ornementées de modules d'acrylique et/ou de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades sont pourvues de légers décrochés, ce qui permet de briser la linéarité de ces dernières et de les agrémenter;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs se retrouvant sur le bâtiment s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural particulier et distinctif du bâtiment permet de dégager une image de qualité supérieure;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur approximative de six mètres (6 m) est réalisée en bordure de la voie de circulation et dans laquelle sont plantés au moins cinq (5) arbres;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est très visible du boulevard René-Lévesque et que peu d'efforts ont été faits afin de dissimuler cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE quelques îlots paysagers sont réalisés dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le terrain n'est pas aménagé d'entrées charretières;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au site s'effectue par des entrées charretières localisées sur des terrains adjacents faisant partie du projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE de plus, les véhicules accèdent à l'aire de stationnement par des voies communes et/ou mitoyennes;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont aménagées dans la cour latérale droite et sont partiellement dissimulées par le mur écran de l'enclos à déchets;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont partiellement camouflées par de la plantation, mais que très peu d'informations sont disponibles à ce sujet;

CONSIDÉRANT QUE le mur écran de l'enclos à déchets est constitué de maçonnerie semblable à celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du mur écran s'inspire de celui des murs extérieurs du bâtiment, ce qui permet d'assurer une bonne continuité;

CONSIDÉRANT le manque d'informations en ce qui a trait à l'aménagement de terrain, notamment, quant à la plantation et les bandes gazonnées et/ou paysagères;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction du bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1025 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;
- **reporte** les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant aux détails relatifs à la plantation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *382/4/03 - Refus des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1045 du boulevard René-Lévesque (First Pro – Centre d'achats) – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 1045 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.43);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment fait partie d'un projet d'ensemble comprenant la construction de plusieurs bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de sept cent quatre-vingts mètres carrés (780 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti sur le boulevard René-Lévesque et s'inscrit en continuité avec les bâtiments environnants (actuels et futurs);

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur le boulevard René-Lévesque permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une bonne visibilité à partir des voies de circulation, tout en respectant l'implantation des autres bâtiments prévus au projet d'ensemble;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :

- de blocs de béton à face éclatée de couleur terre (beige-gris);
- de briques de couleur brun-rouge;
- d'acrylique de couleurs brun-beige, orange et blanche;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements de maçonnerie (blocs de béton et briques) sont principalement installés en partie inférieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure des murs ainsi que le mur parapet sont recouverts d'un revêtement d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que panneaux de maçonnerie, soulignements horizontaux de maçonnerie et modulations dans le revêtement d'acrylique créant des panneaux permettent de mettre en valeur certaines caractéristiques architecturales du bâtiment, le tout dans le respect d'une harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE ces jeux de matériaux permettent d'animer les différentes façades, mais que le traitement architectural de certaines est simple et ne permet pas de dégager une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une (1) entrée principale, laquelle est orientée vers l'aire de stationnement donnant dans la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est marquée d'un mur parapet, ce qui permet de bien orienter la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives de couleur bleue sont aménagées en partie supérieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE le mur sur lequel l'entrée principale est réalisée, est pourvu d'une bonne fenestration, ce qui anime bien cette façade;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant, soit celui donnant sur le boulevard René-Lévesque, ainsi que le mur arrière sont aménagés de fenêtres et que celles-ci sont encadrées de modules d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral gauche est adjacent à l'entrée principale du projet d'ensemble, soit celle donnant sur le boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE ledit mur est très visible et de style architectural simple, de par l'absence de volume, de jeux de matériaux et/ou d'ornementations;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs se retrouvant sur le bâtiment s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural du bâtiment pourrait être bonifié dans le but d'améliorer ses qualités visuelles et ainsi dégager une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE de plus, ce dernier doit tenir compte du traitement architectural des bâtiments faisant partie du projet d'ensemble, de manière à respecter l'harmonie d'ensemble;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée dans la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur approximative de six mètres (6 m) est réalisée en bordure de la voie de circulation et dans laquelle sont plantés au moins cinq (5) arbres;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est très visible du boulevard René-Lévesque et que peu d'efforts ont été faits afin de dissimuler cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE quelques îlots paysagers sont réalisés dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est aménagé d'une entrée charretière mitoyenne;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au site s'effectue également par des entrées charretières localisées sur des terrains adjacents faisant partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE de plus, les véhicules accèdent à l'aire de stationnement par des voies communes et/ou mitoyennes;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont aménagées dans la cour latérale gauche et sont partiellement dissimulées par le mur écran de l'enclos à déchets;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont partiellement camouflées par de la plantation, mais que très peu d'informations sont disponibles à ce sujet;

CONSIDÉRANT QUE le mur écran de l'enclos à déchets est constitué de maçonnerie semblable à celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du mur écran s'inspire de celui des murs extérieurs du bâtiment, ce qui permet d'assurer une bonne continuité;

CONSIDÉRANT le manque d'informations en ce qui a trait à l'aménagement de terrain, notamment, quant à la plantation et les bandes gazonnées et/ou paysagères;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- **refuse** les travaux de construction du bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1045 du boulevard René-Lévesque, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au traitement architectural du mur avant, du mur latéral gauche et du mur arrière;

- **reporte** les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant aux détails relatifs à la plantation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***383/4/03 - Autorisation d'implantation au sol d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 182 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé sur un terrain localisé au 182 de la rue Heriot, soit l'ancien terrain du commerce " Continental " a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.44);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ériger un bâtiment de deux (2) étages, d'utilisation mixte, soit commerciale au rez-de-chaussée et résidentielle à l'étage;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'effectue en retrait des autres bâtiments implantés de part et d'autre du terrain visé, soit à environ trois mètres (3 m) de l'emprise de rue, et ce, afin de permettre l'aménagement de terrasses extérieures en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'une marquise d'une profondeur d'environ un virgule cinq mètre (1,5 m) sera aménagée en façade principale du bâtiment favorisant la continuité sur rue avec les bâtiments avoisinants (alignement de construction);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments adjacents sont de deux (2) étages à gauche du terrain visé et trois (3) étages à la droite;

CONSIDÉRANT QUE le projet présente une fenestration abondante au niveau du rez-de-chaussée en façade principale et sur les murs latéraux;

CONSIDÉRANT QU'une marquise d'une profondeur d'environ un virgule cinq mètre (1,5 m) vient couvrir l'entrée aux commerces;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des murs des quatre (4) façades est recouvert de briques de couleur rouge et que ceux-ci sont agrémentés de bandeaux de briques horizontaux et verticaux simulant des colonnes;

CONSIDÉRANT QUE la proposition architecturale pour le bâtiment ne contribue toutefois pas suffisamment à renforcer le caractère architectural traditionnel d'ensemble de ce tronçon de rue;

CONSIDÉRANT QU'il est primordial de s'assurer que le bâtiment qui sera construit constitue une référence en matière d'intégration architecturale, notamment, en regard du haut niveau d'intérêt que représente le site visé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux d'implantation d'un nouveau bâtiment (fondations seulement) (tel que mentionné ci-dessus), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** sa décision quant au style architectural du bâtiment, notamment quant à son intégration avec l'environnement bâti;

et ce, pour le nouveau bâtiment qui sera situé sur un terrain localisé au 182 de la rue Heriot, soit l'ancien terrain du commerce " Continental ".

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***384/4/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment accessoire (chalet) et d'une piscine creusée pour le bâtiment situé au 325 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire (chalet) et d'une piscine pour le bâtiment situé au 325 du boulevard St-Joseph Ouest a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.45);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (chalet) et d'une piscine sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire :

- un bâtiment accessoire (chalet) d'une superficie approximative de cent quarante-huit mètres carrés (148 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- une piscine creusée à l'arrière du bâtiment accessoire;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE le ratio entre la largeur de la façade du bâtiment et celle du terrain est élevé, ce qui permet d'obtenir un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant du bâtiment est implanté sur un alignement comparable à celui du bâtiment voisin, ce qui permet à ce dernier de s'inscrire en continuité avec le bâtiment adjacent;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont de la brique de couleurs rouge et beige et de l'acrylique de couleur beige s'harmonisant avec celle de la brique;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que des soulignements de briques horizontaux et des modules d'acrylique créant des panneaux permettent d'animer les façades, et ceci, dans une harmonisation d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE la partie droite du bâtiment ayant une superficie approximative de vingt et un mètres carrés (21 $m^2$) (celle dont le mur avant est en retrait) sera recouverte d'un revêtement de briques ou d'acrylique de couleur et de traitement architectural s'harmonisant avec ceux du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au bâtiment donne sur la rue Gaudet et que ce dernier est marqué d'une marquise, laquelle est appliquée sur un module réalisé en hauteur;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée est bien délimitée et que le module réalisé en hauteur sert d'élément signal dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est constituée d'une pente unique orientée vers l'arrière du terrain ainsi que d'un revêtement d'acier de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE l'orientation de la pente vers l'arrière permet d'atténuer son impact visuel des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de la fenestration sur le bâtiment accessoire s'inspire de celui du bâtiment principal (centre communautaire);

CONSIDÉRANT QUE la fenestration sur la façade avant et sur le mur arrière est soulignée de panneaux verticaux de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est comparable à celui des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le bâtiment accessoire, de par son gabarit, ses matériaux, ses couleurs et son traitement architectural, respecte le cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE les arbres existants sur le site sont conservés, sauf pour trois (3) arbres qui seront relocalisés ou remplacés;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (chalet) et d'une piscine creusée (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 325 du boulevard St-Joseph Ouest, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de mars 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

***385/4/03 - Demande à la Municipalité régionale de comté de Drummond de modifier son schéma d'aménagement afin d'autoriser un développement résidentiel***

CONSIDÉRANT QUE les terrains situés entre le boulevard Patrick et le chemin du Diable, soit de part et d'autre des rues Boisclair, Laurentien et Brousseau (ainsi que leur prolongement), font partie intégrante d'une zone de développement à long terme au schéma d'aménagement;

CONSIDÉRANT QUE lesdits terrains font partie intégrante de l'affectation résidentielle R-X au plan d'urbanisme, soit un secteur de " réserve résidentielle " qui prévoit un développement pour des fins d'habitation à moyen et long termes, ainsi que de la zone d'habitation HL01-06 (moyen et long termes) au règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE ces mêmes terrains sont compris à l'intérieur du périmètre d'urbanisation;

CONSIDÉRANT QUE dans cette portion du territoire municipal, soit le secteur situé à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage, les développements actifs autorisant des habitations de type unifamilial isolé n'offrent pratiquement plus d'espace disponible pour de nouvelles constructions;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville considère que lesdits terrains ont un potentiel de développement à court terme;

CONSIDÉRANT QUE des promoteurs souhaitent développer le secteur visé à court terme afin de répondre à une forte demande pour des habitations de premier (1$^{er}$) acheteur dans ce dit secteur;

CONSIDÉRANT QU'à cette fin, la Ville de Drummondville souhaite que la notion de développement à long terme n'apparaisse plus au schéma d'aménagement pour les terrains visés, afin de pouvoir apporter conséquemment les ajustements nécessaires aux règlements de plan d'urbanisme et de zonage;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la Municipalité régionale de comté de Drummond de modifier le schéma d'aménagement, de façon à permettre un développement résidentiel à court terme pour les terrains situés dans l'affectation d'habitation H-X du plan d'urbanisme (R-X au plan d'accompagnement dudit plan d'urbanisme).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***386/4/03 - Demande à la Société d'Habitation du Québec d'inscrire la Ville de Drummondville au programme Rénovation Québec et d'accorder à***

***la Ville une subvention de 400 000 $ dans le cadre dudit programme***

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de la métropole a mis en place le programme Rénovation Québec;

ATTENDU QUE la Société d'Habitation du Québec a été mandatée pour signer une entente avec les municipalités pour l'établissement d'un programme d'aide à la rénovation dans le cadre du « Programme Rénovation Québec » et à en assurer le suivi avec celles-ci;

ATTENDU QUE l'objectif du programme de subvention consiste notamment à encourager la rénovation résidentielle, et ce, en incitant les propriétaires à effectuer des travaux visant à améliorer la qualité des logements, à bonifier leur apparence extérieure ainsi qu'à mettre en valeur l'intérêt d'ensemble qui se dégage d'un secteur;

ATTENDU QUE le programme municipal de rénovation qui sera élaboré respectera les termes et conditions établis entre les parties;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville prévoit investir un montant de 400 000 $ dans le cadre de ce programme;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la Société d'Habitation du Québec d'inscrire la Ville de Drummondville au programme Rénovation Québec et d'accorder à la Ville de Drummondville une subvention de 400 000 $ dans le cadre dudit programme.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***387/4/03 - Amendement à la résolution no 867/8/02 adoptée le 19 août 2002, de façon à lever l'obligation pour la Société immobilière du Québec d'assumer les taxes municipales ou de services***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville amende la résolution no 867/8/02 adoptée le 19 août 2002, de façon à lever l'obligation pour la Société immobilière du Québec d'assumer les taxes municipales ou de services pour l'utilisation des locaux du Service de sécurité publique situés au 1600 boulevard St-Joseph à Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***388/4/03 - Abrogation de la résolution no 293/3/03 (protocole d'entente avec la Société d'agriculture du district de Drummond, gestion des activités équestres)***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 293/3/03 adoptée le 17 mars 2003, relative au protocole d'entente avec la Société d'agriculture du district de Drummond pour la gestion des activités équestres au terrain de l'exposition situé sur la rue St-Amant pour la période du 15 avril au 31 octobre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***389/4/03 - Protocole d'entente avec le Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville inc. - Tenue du tournoi de pêche le 24 mai 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut

l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville inc. pour la tenue du tournoi de pêche qui se tiendra le 24 mai 2003 au parc Ste-Thérèse.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de l'événement du 24 mai 2003 et comprend le versement d'une subvention de 3 000 $.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées au parc Ste-Thérèse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***390/4/03 - Protocole d'entente avec Le conseil Canadien des aveugles du Québec, région Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le conseil Canadien des aveugles du Québec, région Drummond inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 652 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***391/4/03 - Protocole d'entente avec Le Groupe d'entraide l'Entracte***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Groupe d'entraide l'Entracte.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 1 629 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***392/4/03 - Protocole d'entente avec l'Association « Les Roul'Entrain inc. »***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec l'Association « Les Roul'Entrain inc. ».

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 1 629 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***393/4/03 - Protocole d'entente avec l'Association de paralysie cérébrale du Québec inc., chapitre Mauricie***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec l'Association de paralysie cérébrale du Québec inc., chapitre Mauricie.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 1 382 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***394/4/03 - Protocole d'entente avec l'Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec l'Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 1 629 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***395/4/03 - Protocole d'entente avec l'Association des personnes handicapées de Drummondville inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec l'Association des personnes handicapées de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 1 317 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***396/4/03 - Protocole d'entente avec la Table de concertation du loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle de la MRC de Drummond***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Table de concertation du loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle de la MRC de Drummond.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 3 665 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***397/4/03 - Protocole d'entente avec L'Association épilepsie Centre-du-Québec***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec L'Association épilepsie Centre-du-Québec.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 265 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***398/4/03 - Protocole d'entente avec L'Association des malentendants et malentendantes du Centre du Québec inc.***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec L'Association des malentendants et malentendantes du Centre du Québec inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 416 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***399/4/03 - Protocole d'entente avec la Société Canadienne de la sclérose en plaques Centre du Québec***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Société Canadienne de la sclérose en plaques Centre du Québec.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 416 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***400/4/03 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. – Fête de la St-Jean-Baptiste***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la fête de la St-Jean-Baptiste qui se tiendra le 23 juin 2003.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de la fête de la St-Jean-Baptiste et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***401/4/03 - Protocole d'entente avec la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville – Gestion de certains espaces publics du centre-ville***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville pour la gestion de certains espaces publics du centre-ville.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 15 avril au 1er novembre 2003 et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***402/4/03 - Protocole d'entente avec la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville – Animation de la place St-Frédéric***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville pour l'animation de la place St-Frédéric.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2003 et comprend le versement d'une subvention de 7 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***403/4/03 - Protocole d'entente avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Utilisation des locaux administratifs et des plateaux sportifs***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation des locaux administratifs et des plateaux sportifs de 2003 à 2008.

Le protocole d'entente est valable du 1er juillet 2003 au 30 juin 2008.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***404/4/03 - Addenda au protocole d'entente avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Utilisation des locaux du restaurant et du bar à l'Olympia Yvan-Cournoyer***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda au protocole d'entente à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation des locaux du restaurant et du bar à l'Olympia Yvan-Cournoyer de 2003 à 2008.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***405/4/03 - Protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville – Triathlon Cascades de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville pour la tenue du Triathlon Cascades de Drummondville qui se tiendra le 29 juin 2003.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de l'événement et comprend le versement d'une subvention de 4 000 $.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur le site de l'aéroport, lors de la tenue de l'activité ainsi que la vente de produits et articles de sports.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***406/4/03 - Subvention de 1 000 $ - Les Amis de l'orgue de Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à « Les Amis de l'orgue de Drummond inc. » à titre de subvention 2003, et ce, afin de favoriser la mise en valeur des grandes orgues de l'église St-Frédéric.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***407/4/03 - Subvention de 2 000 $ - Comité permanent de la famille***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ au Comité permanent de la famille à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***408/4/03 - Participation de la Ville au tournoi de golf du commandant le 16 mai 2003 sur le terrain des clubs de golf Heriot de St-Nicéphore et Le Drummond de St-Majorique***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville participe au tournoi de golf du commandant le 16 mai 2003 qui se déroulera simultanément sur le terrain des clubs de golf Heriot de St-Nicéphore et Le Drummond de St-Majorique, le tout au profit du Club Rotary de Drummondville, et ce, afin de procéder à l'achat et à la distribution aux aînés de la trousse RAPPID+OR.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***409/4/03 - Autorisation de prêt d'équipements (14 gradins) à l'École secondaire Jean-Raimbault – Tenue d'une collation des grades le 13 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prêt d'équipements, soit 14 gradins, à l'École secondaire Jean-Raimbault pour permettre aux parents des élèves d'assister à la cérémonie de remise des diplômes aux finissantes et finissants de cinquième secondaire le 13 juin 2003 à 19h00.

Ledit prêt d'équipements est évalué à 970 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***410/4/03 - Autorisation au Club de hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) – Tenue d'une vente de garage au Centre Marcel-Dionne***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) à tenir une activité de financement, vente de garage, au Centre Marcel-Dionne les

14 et 15 juin 2003, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***411/4/03 - Autorisation au comité organisateur de la Semaine québécoise des familles-2003 - Tenue d'une fête champêtre et un salon de la famille au Centre Marcel-Dionne***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur de la Semaine québécoise des familles-2003 à tenir une fête champêtre et un salon de la famille au Centre Marcel-Dionne le samedi 17 mai 2003 de 10h00 à 17h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville s'engage à verser une somme de 1 500 $ à titre de subvention pour l'année 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***412/4/03 - Autorisation au Dodgers de Drummondville de la ligue de Baseball Senior Régionale du Québec – Tenue d'un tournoi industriel de balle donnée aux parcs Michaud et Bernier du 16 au 19 mai 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Dodgers de Drummondville de la ligue de Baseball Senior Régionale du Québec à tenir un tournoi industriel de balle donnée aux parcs Michaud et Bernier du 16 au 19 mai 2003 au profit de Baseball Majeur Drummondville, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***413/4/03 - Autorisation à l'église St-Joseph – Tenue d'une activité dans le cadre de la fête de Pâques***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Église St-Joseph à tenir une activité dans le cadre de la fête de Pâques, dimanche le 20 avril entre 9h00 et 10h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville autorise la fermeture de la rue St-Marcel entre la rue St-Damase et la piste cyclable lors de l'activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***414/4/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville – Tenue d'une activité « Bonjour printemps »***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville à tenir une activité « Bonjour printemps » les 17, 18, 19 avril de 11h00 à 20h00 et le 20 avril 2003 de 11h00 à 17h00, à la Place St-Frédéric, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***415/4/03 - Autorisation à La Tablée populaire – Tenue d'une « Journée mondiale du refus de la misère »***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise La Tablée populaire à tenir une « Journée mondiale du refus de la misère » à la Place St-Frédéric le 17 octobre 2003 de 11h30 à 13h30, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***416/4/03 - Autorisation à La Tablée populaire – Loto-Maison 2003***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise La Tablée populaire à procéder à l'installation de la maison offerte dans le cadre de Loto-Maison 2003 sur le site des Promenades Drummondville, et ce, pour la période de mai à septembre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***417/4/03 - Autorisation à l'Association Moto-tourisme Drummond inc. - Utilisation du stationnement de l'Olympia Yvan-Cournoyer***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association Moto-tourisme de Drummondville inc. à utiliser le stationnement de l'Olympia Yvan-Cournoyer durant la semaine de la sécurité des motocyclistes soit du 27 avril au 2 mai; ainsi que les 10, 11 mai et 22 juin 2003 pour des activités de perfectionnement, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***418/4/03 - Autorisation aux unités scouts de la région - Vente du pain partage dans les rues de la Ville***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les unités scouts de la région de Drummondville, soit les paroisses St-Jean-Baptiste, St-Pierre, St-Simon et St-Nicéphore à procéder à la vente du pain partage dans les rues de la Ville le vendredi 18 avril 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***419/4/03 - Délégation de messieurs Roberto Léveillée et André Paquet au colloque du Carrefour action municipale et famille qui se tiendra du 23 au 26 mai 2003 à Longueuil***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation de messieurs Roberto Léveillée, conseiller et André Paquet, directeur du Service des loisirs au 15ième colloque du Carrefour action municipale et famille qui se tiendra du 23 au 26 mai 2003 à Longueuil.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***420/4/03 - Formation d'un comité sécurité publique (police, incendie, mesures d'urgence) (madame Francine Ruest-Jutras, messieurs Gilles Fontaine et Robert Lafrenière)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination des membres de son comité sécurité publique (police, incendie, mesures d'urgence) lequel sera formé par madame Francine Ruest-Jutras ainsi que messieurs Gilles Fontaine et Robert Lafrenière, conseillers.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***421/4/03 - Signature d'une entente avec la Corporation Rues Principales (Commissariat au commerce) pour la coordination et la supervision des projets du Programme renouveau urbain***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la Corporation Rues Principales (Commissariat au commerce) pour la coordination et la supervision des projets du Programme renouveau urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***422/4/03 - Délégation de madame Suzanne Rajotte à titre de représentante de la Ville de Drummondville au conseil d'administration de la Corporation Rues Principales***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation de madame Suzanne Rajotte à titre de représentante de la Ville de Drummondville au conseil d'administration de la Corporation Rues Principales.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***423/4/03 - Autorisation à l'École Vision School à installer un panneau publicitaire annonçant une activité spéciale de financement le 3 mai 2003***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'École Vision School à installer un panneau publicitaire annonçant une activité spéciale de financement, soit une vente de garage le 3 mai 2003. L'affichage est autorisé pour la période du 19 avril au 3 mai 2003 sur le site de l'école.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***424/4/03 - Délégation de madame Francine Ruest-Jutras et monsieur Robert Lafrenière, conseiller, au colloque de sécurité publique les 23 et 24 avril 2003 à St-Hyacinthe***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation de madame Francine Ruest-Jutras et monsieur Robert Lafrenière, conseiller, au colloque de sécurité publique les 23 et 24 avril 2003 à St-Hyacinthe.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***425/4/03 - Demande au ministère des Affaires municipales et de la métropole de modifier la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières de façon à retirer les frais inhérents dans le cas de cession***

***entre conjoints lors d'un décès***

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a adopté en avril 2001 une résolution conformément à la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières de façon à imposer un droit supplétif sur certaines transactions;

CONSIDÉRANT QUE, suite à différentes interventions de citoyens et citoyennes, les élus sont d'avis que le droit supplétif devrait s'appliquer avec certaines restrictions;

CONSIDÉRANT QUE les édiles municipaux jugent qu'une cession entre conjoints suite à un décès devrait être exemptée du paiement du droit supplétif;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Affaires municipales et de la métropole de modifier la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières de façon à soustraire les cas de cession entre conjoints lors d'un décès, de l'application du droit supplétif.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***426/4/03 - Autorisation à Luc Lemay, ingénieur, à soumettre au ministère de l'Environnement les plans d'installation d'un système d'égout sanitaire pour Ciment Saint-Laurent inc.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Luc Lemay, ingénieur, à soumettre au ministère de l'Environnement les plans d'installation d'un système d'égout sanitaire pour Ciment Saint-Laurent inc. situé sur la 119$^{e}$ avenue à Drummondville et informe ledit ministère que la Ville de Drummondville ne s'objecte pas à l'émission d'un tel permis.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***427/4/03 - Mandat aux Jardins Lumières de l'Avenir inc. – Procéder à l'achat et l'installation des matériaux d'éclairage, à la conception, aux travaux de menuiserie et au réglage pour la mise en lumière du kiosque Sainte-Thérèse***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate les Jardins Lumières de l'Avenir inc. aux fins de procéder à l'achat et l'installation des matériaux d'éclairage, à la conception, à la réalisation des travaux de menuiserie et au réglage pour la mise en lumière du kiosque Sainte-Thérèse, le tout pour un montant de 14 633,48 $ taxes incluses.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***428/4/03 - Mandat à la Société protectrice des animaux de Drummondville (SPAD) pour une sensibilisation des propriétaires de chiens au ramassage des excréments***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Société protectrice des animaux de Drummondville (SPAD) pour une sensibilisation des propriétaires de chiens au ramassage des excréments dans les limites de la Ville. Ledit mandat est consenti pour une somme de 2 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***429/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de réaménage-***

***ment de l'intersection Lemire / Canadien***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réaménagement de l'intersection Lemire et Canadien prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***430/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de construction et de réfection de trottoirs et de bordures***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de construction et de réfection de trottoirs et de bordures prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***431/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux de réfection du boulevard des Ormes***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection du boulevard des Ormes prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***432/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux de réfection du boulevard Mercure***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection du boulevard Mercure prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***433/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux de réfection de la 20$^{ième}$ avenue***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection de la 20$^{ième}$ avenue prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***434/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux de réfection de la rue St-Eusèbe et de la 11$^{ième}$ avenue***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection de la rue St-Eusèbe et de la 11$^{ième}$ avenue prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***435/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux de réfection du boulevard St-Joseph***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection du boulevard St-Joseph prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***436/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux de réfection de la rue Tétreau***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection de la rue Tétreau prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***437/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux de réfection de la rue St-Jean***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection de la rue St-Jean prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***438/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux de réfection du boulevard Jean-de-Brébeuf***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection du boulevard Jean-de-Brébeuf prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***439/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux de réfection de la rue Rocheleau***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection de la rue Rocheleau prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***440/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de réaménagement du stationnement Heriot***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réaménagement du stationnement Heriot prévus au fond de roulement phase I.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***441/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de réaménagement des stationnements St-Jean et Bellevue***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux

fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réaménagement des stationnements St-Jean et Bellevue prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***442/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de réaménagement de la piste cyclable rue Cormier***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réaménagement de la piste cyclable rue Cormier prévus au règlement no 3087.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***443/4/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Travaux d'aqueduc sur la rue Bordeleau***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc sur la rue Bordeleau prévus au règlement no 3089.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***444/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux d'éclairage et d'aménagement du parc Woodyatt***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'éclairage et d'aménagement du parc Woodyatt prévus au règlement no 3090.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***445/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux d'aménagement du sentier piétonnier entre les 2 ponts***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aménagement du sentier piétonnier entre les 2 ponts prévus au règlement no 3090.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***446/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Camélias***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Camélias prévus au règlement no 3104.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***447/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Marconi***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage et de bordures sur la rue Marconi prévus au règlement no 3105.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***448/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Paradis***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage et de bordures sur la rue Paradis prévus au règlement no 3098.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***449/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de pavage et de bordures sur les rues Villemure et Fugère***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage et de bordures sur les rues Villemure et Fugère prévus au règlement no 3101.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***450/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Élisabeth***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage et de bordures sur la rue Élisabeth prévus au règlement no 3103.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***451/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de pavage et de bordures sur les rues Paul-H.-Frigon et Laurent-Sawyer***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage et de bordures sur les rues Paul-H.-Frigon et Laurent-Sawyer prévus au règlement no 3102.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***452/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Robert-Bernard***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage et de bordures sur la rue Robert-Bernard prévus au règlement no 3100.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***453/4/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres prévus au règlement no 3099.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***454/4/03 - Dépôt du compte rendu (02.04.03) - Comité de circulation***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 2 avril 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***455/4/03 - Autorisation au Service des travaux publics à installer des panneaux « Interdiction de stationner » sur la rue des Écoles en façade de l'école Sainte-Thérèse***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville pendant la période scolaire autorise le Service des travaux publics à installer des panneaux « Interdiction de stationner pendant la période scolaire » sur la rue des Écoles en façade de l'école Sainte-Thérèse, et ce, pour une période temporaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***456/4/03 - Autorisation au Service des travaux publics à installer des panneaux « Interdiction de stationner » sur la rue St-Roch, et ce, de part et d'autre de l'entrée ouest du 5250 (Outillage de précision Drummond)***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à installer des panneaux « Interdiction de stationner » sur la rue St-Roch, et ce, de part et d'autre de l'entrée ouest du 5250, soit le commerce Outillage de précision Drummond.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***457/4/03 - Avis de motion du règlement no 3091 – Création d'un programme municipal d'aide financière complémentaire au programme Accès-Logis de la Société d'habitation du Québec***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3091 décrétant la création d'un programme municipal d'aide financière complémentaire au programme Accès-Logis de la Société d'habitation du Québec.

***458/4/03 - Avis de motion du règlement no 3119 – Modifiant le règlement no 2700 de manière à y augmenter la fréquence des arrosages extérieurs autorisés à trois (3) fois par semaine***

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion du règlement no 3119 amendant le règlement no 2700 de manière à y augmenter la fréquence des arrosages extérieurs autorisés à trois (3) fois par semaine.

***459/4/03 - Avis de motion du règlement no 3120 – Amendant le règlement no 3099 de façon à remplacer l'annexe « B » et à modifier les articles 2, 3 et 4 quant aux montants y mentionnés***

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no 3120 amendant le règlement no 3099 décrétant des « travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres et prévoyant un emprunt n'excédant pas 56 361 $ » de façon à remplacer l'annexe « B » et à modifier les articles 2, 3 et 4 quant aux montants y mentionnés.

## ***460/4/03 - Adoption du règlement no 3111-1 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3111 a été donné (réf : 222/2/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3111-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'autoriser, dans la zone d'habitation H06-11 actuelle, deux (2) nouvelles classes d'usages, soit les classes d'usages unifamiliale et bi et trifamiliale de type isolé, et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment. La zone H06-11 longe le côté sud du boulevard Mercure et est située entre les 113ième et 115ième avenues.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***461/4/03 - Adoption du règlement no 3114 – Modifiant le règlement no 2700, de manière à y ajouter des dispositions concernant les lieux où les virages à droite sur feu rouge seront interdits***

Lecture est donnée du règlement no 3114 modifiant le règlement no 2700, de manière à y ajouter des dispositions concernant les lieux où les virages à droite sur feu rouge seront interdits.

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Information des membres du conseil***

**Enlèvement des déchets domestiques à toutes les semaines (M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie rappelle à la population que l'enlèvement des déchets domestiques revient à toutes les semaines, pour la période estivale, et ce, depuis le 31 mars.

**Nettoyage du réseau d'aqueduc entre le 7 avril et le 16 mai (M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population que le Service des travaux publics de la Ville procédera au nettoyage du réseau d'aqueduc à compter du 7 avril et se poursuivra jusqu'au 16 mai prochain. Ces travaux sont réalisés entre 22h00 et 6h00 le matin, du dimanche soir au vendredi matin.

**Grand nettoyage des rues avec les balais mécaniques du 14 avril au 16 mai (M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population que les opérations de nettoyage des rues de la Ville avec les balais mécaniques débuteront le 14 avril et se poursuivront jusqu'au 16 mai prochain.

Le nettoyage se fera du lundi au vendredi, commençant à minuit et se poursuivant jusqu'à 16h30 le lendemain.

Il invite donc la population à collaborer à cette opération en évitant de stationner dans les rues durant la nuit et le jour.

**Pas d'enlèvement des déchets domestiques ni de collecte sélective le lundi de Pâques**
**(M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des déchets domestiques, ni de collecte sélective, le lundi de Pâques 21 avril prochain. Ces opérations sont reportées au mercredi 23 avril, selon l'horaire habituel pour les secteurs concernés.

**Les bureaux des services municipaux seront fermés le Vendredi saint et le lundi de Pâques**
**(M. Gilles Fontaine)**

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés le Vendredi saint 18 avril ainsi que le lundi de Pâques 21 avril prochains.

**Les pistes cyclables ouvriront le mardi 15 avril prochain**
**(M. Mario Jacques)**

Le conseiller Mario Jacques rappelle aux citoyens et citoyennes que les pistes cyclables sur le territoire de la Ville ouvriront le mardi 15 avril prochain et le demeureront jusqu'au 15 octobre.

**L'encan de bicyclettes aura lieu le samedi 19 avril à 09h00**
**(M. Mario Jacques)**

Le conseiller Mario Jacques informe la population que l'encan annuel de bicyclettes aura lieu le samedi 19 avril prochain à 09h00 au Centre Marcel-Dionne situé au 300 de la rue Cockburn.

**Le service de transport en commun sera interrompu le lundi de Pâques**
**(Me Christian Tourigny)**

Le conseiller Christian Tourigny informe les usagers du transport en commun que le service sera interrompu le lundi de Pâques, soit le 21 avril prochain.

**La bibliothèque municipale Côme-Saint-Germain sera fermée les 18, 19, 20 et 21 avril**
**(Me Céline Trottier)**

La conseillère Céline Trottier informe les usagers que la bibliothèque municipale Côme-Saint-Germain, située au 545 de la rue des Écoles sera fermée du Vendredi saint au lundi de Pâques, soit les 18, 19, 20 et 21 avril prochains.

**Félicitations**
**(M. Gilles Fontaine)**

Le conseiller Gilles Fontaine félicite Madame la mairesse pour l'obtention du prix Gérald Dame remis dans le cadre du colloque du Regroupement des centres-villes et des artères commerciales. Elle succède ainsi à monsieur Alain Simard, président du Festival de Jazz et Jean-Paul L'Allier, maire de Québec.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

**M. Jean-Pierre Boisvert, journaliste La Tribune**

- D'après le rapport des permis, il constate qu'il y a moins d'unités de logement, donc les logements seront plus chers.

- Le conseiller Gilles Fontaine indique qu'il y a des permis très importants et que l'unifamilial prend de l'ampleur.

**M. Pascal Allard**

- Monsieur Allard demande pourquoi et sur quelle loi le conseil de Ville demande un report d'élection si il y a regroupement.

- Madame la mairesse précise qu'il n'a jamais été dit que les élections seraient reportées, actuellement les élections se tiennent à l'automne.

Dans un cas de regroupement, la loi des parties permettrait que l'élection soit reportée dans le temps. Elle fait référence au regroupement de Grantham où la période avait été prolongée de 2 ans pour les élus de l'ex-Grantham.

D'ailleurs la loi a été modifiée pour prévoir une élection municipale en 2005 pour toutes les municipalités du Québec. St-Nicéphore et St-Joachim vont d'ailleurs en élection en 2005.

Rien n'est encore décidé.

Dans le cas de Montréal-Longueuil et autres le contexte était différent, il s'agissait de regroupements forcés.

Nous préférons une démarche consensuelle.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 22 avril 2003.

## ***462/4/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***22 AVRIL 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 22 avril 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme.

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***463/4/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, en y ajoutant à la demande du conseiller Roberto Léveillée, à l'item 55 « Félicitations ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***464/4/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 7 avril 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 7 avril 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

### ***465/4/03***

***- Déneigement de l'usine de traitement d'eau usée – Saisons 2003 à 2006***
***(Soumission no TP-03-02 – Ouverture 09.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Excavation Jacques Mélançon inc. au montant total annuel de 7 370 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***466/4/03***

***- Camion 6 roues P.T.C. 32 000 lb de l'année 2003 incluant un balai à air regénéré et différents accessoires***
***(Soumission no 03-0046 - Ouverture 15.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Cubex Ltée ayant une valeur résiduelle de 79 719,55 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***467/4/03***

***- Asphalte routier destiné à la réparation de la chaussée***
***(Soumission no 03-0020 – Ouverture 16.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission d'Asphalte Drummond inc. au prix de 45,50 $ / T.M. pour un montant total approximatif de 314 018,25 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***468/4/03***

***- Pierre concassée et abrasif***
***(Soumission no 03-0021 – Ouverture 16.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que les plus basses soumissions reçues conformes soient retenues pour chacun des items suivants :

01. Criblure de pierre 0 – ¼" (0-10 mm), F.A.B. Carrière;
02. Criblure de pierre 0 – ¼" (0-10 mm), F.A.B. Destination;
03. Pierre concassée 0 – ¾" (MG-20), catégorie 3, F.A.B. Carrière;
04. Pierre concassée 0 – ¾" (MG-20), catégorie 3, F.A.B. Destination;
05. Pierre concassée 0 – ¾" (MG-20-B), F.A.B. Carrière;
06. Pierre concassée 0 – ¾" (MG-20-B), F.A.B. Destination;
07. Pierre concassée 0 – 2 ½" (MG-56), catégorie 3, F.A.B. Carrière;
08. Pierre concassée 0 – 2 ½" (MG-56), catégorie 3, F.A.B. Destination;

- Sintra inc. (région Centre du Québec) au montant total de 37 784,56 $ (taxes incluses)

09. Pierre concassée ½" net (14 mm), F.A.B. Carrière;
10. Pierre concassée ½" net (14 mm), F.A.B. Destination;
11. Pierre concassée ¾" net (20 mm), F.A.B. Carrière;
12. Pierre concassée ¾" net (20 mm), F.A.B. Destination;
14. Pierre concassée 2 - 4" (50-100 mm), F.A.B. Carrière;
15. Pierre concassée 2 - 4" (50-100 mm), F.A.B. Destination.

- Carrière Saint-François au montant total de 590,08 $ (taxes incluses)

13. Pierre concassée 1/8" – ¼" (abrasif), norme # 14401 du M.T.Q., F.A.B. Destination

- Carrière P.C.M. (1994) inc. au montant total de 27 519,73 $ (taxes incluses)

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les fournisseurs pour l'achat des fournitures précitées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***469/4/03***

***- Location de photocopieur – Service de l'urbanisme (Soumission no 03-0047 – Ouverture 11.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de Buropro Drummond inc. au montant total de 52 106,33 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme pour l'option A.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location/achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***470/4/03***

***- Location de photocopieur – Service de l'approvisionnement (Soumission no 03-0048 – Ouverture 11.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de Service et équipement de photocopies J.D.L. enr. au montant total de 17 295,16 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme pour l'option B.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location/achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***471/4/03***

- ***Location de photocopieur – Service de prévention incendie (Soumission no 03-0030 – Ouverture 11.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de Service et équipement de photocopies J.D.L. enr. au montant total 27 164,30 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme pour l'option B.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location/achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***472/4/03***

- ***Fourniture – Feux de circulation et de piéton, carrefours St-Pierre / Notre-Dame / Cormier (Soumission no 2002-274-F – Ouverture 16.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean-Robert Falardeau, ingénieur, de la firme Les Consultants Falardeau et Associés Ltée, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de Electro-Système P.L. inc. au montant de 20 755,31 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de la fourniture précitée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***473/4/03***

- ***Installation – Feux de circulation et de piéton, carrefours St-Pierre / Notre-Dame / Cormier (Soumission no 2002-274 – Ouverture 16.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean-Robert Falardeau, ingénieur, de la firme Les Consultants Falardeau et Associés Ltée, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de Electro-Système P.L. inc. au montant de 40 529,60 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***474/4/03 - Mandat à Martin Paradis, arpenteur-géomètre – Description technique d'une servitude à être consentie sur le lot 160A-11 ptie du cadastre du canton de Grantham***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de préparer et rédiger la description technique d'une servitude à être consentie sur le lot 160A-11 ptie du cadastre du canton de Grantham propriété de madame Marjolaine Précourt et monsieur Guy St-Michel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***475/4/03 - Mandat à Me Jacques Létourneau – Acte de servitude pour l'installation d'un feu de circulation au coin des rues St-Pierre et Notre-Dame sur le lot 160A-11 ptie du cadastre du canton de Grantham***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jacques Létourneau, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte de servitude pour l'installation d'un feu de circulation au coin des rues St-Pierre et Notre-Dame sur le lot 160A-11 ptie du cadastre du canton de Grantham. Cette servitude doit être consentie par madame Marjolaine Précourt et monsieur Guy St-Michel en contrepartie d'une compensation de 1 500 $.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant de l'Union des municipalités du Québec pour une convocation à l'assemblée générale des membres; du Collège St-Bernard qui demande une participation de la Ville à une simulation; ainsi que de lettres de demandes d'appui, d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***Dépôt des états financiers***

Madame la mairesse fait lecture d'un communiqué qui résume les grandes lignes du rapport financier préparé par la firme de comptables agréés Verrier, Paquin, Hébert et qui démontre un surplus de 637 912,00 $ pour l'année financière 2002.

Madame la mairesse remercie ses collègues, tous les employés cadres et les employés municipaux qui permettent à la Ville de tels résultats.

***476/4/03 - Dérogation mineure - Immeuble qui sera situé au 1025 boulevard René-Lévesque***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge arrière minimale pour un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 1025 du boulevard René-Lévesque, soit sur un terrain formé des actuels lots et/ou parties de lots 1747 et 1748 du rang III du cadastre du canton de Grantham;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.48);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé sur le boulevard René-Lévesque, soit dans la zone commerciale C11-03;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement actuel pour la zone visée, la marge arrière minimale est de douze mètres (12 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la marge arrière minimale est de sept virgule deux mètres (7,2 m), soit une irrégularité de quatre virgule huit mètres (4,8 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du règlement actuel, ladite marge se calcule vis-à-vis le mur opposé à celui donnant sur la voie de circulation (boulevard René-Lévesque);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, l'orientation de la façade principale du bâtiment donne vers la rue Cormier, soit face à la façade principale d'un autre bâtiment commercial (1045 boulevard René-Lévesque), et que les autres marges offrent suffisamment d'espace sur le terrain pour accéder adéquatement au bâtiment et prévoir les aménagements et/ou équipements nécessaires aux opérations des futurs commerces tel que préconisé par la distance minimale exigée pour une marge arrière;

CONSIDÉRANT QUE ledit bâtiment s'inscrit dans le cadre d'un projet d'ensemble, de par la présence de plusieurs bâtiments commerciaux " satellites " qui seront construits principalement aux abords du boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QU'initialement, lors de la présentation du projet d'ensemble (bâtiments de grande surface : Loblaws, Wal-Mart et bâtiments commerciaux " satellites "), il avait été mentionné que les promoteurs prévoyaient un redéveloppement complet du site (projet ceinturé par la rue Paris, le boulevard St-Joseph et le boulevard René-Lévesque) formant un tout par un concept qui prévoyait :

- deux (2) bâtiments de grande surface implantés en bordure de la rue Paris avec l'orientation de la façade principale sur le boulevard René-Lévesque;
- la présence de bâtiments satellites aux abords du boulevard René-Lévesque;
- les aires de stationnement au centre du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la construction desdits bâtiments satellites et l'implantation proposée pour ceux-ci, tel que demandé et soumis à l'époque :

- permettent de créer un effet d'ensemble et marquent une continuité dans le cadre bâti sur le boulevard René-Lévesque;
- ferment le cadre bâti et permettent de créer un projet dynamique et en lien avec les bâtiments de grande surface;

CONSIDÉRANT QUE les requérants mentionnent que les principaux motifs justifiant la diminution de la marge arrière tel que demandé, sont :

- l'exigence du règlement de lotissement à l'effet que chaque bâtiment soit situé sur un lot distinct donnant sur une voie de circulation;
- le respect de la marge de recul sur le boulevard René-Lévesque pour maintenir un alignement harmonieux des bâtiments et libérer un espace adéquat pour l'aménagement d'une piste cyclable, s'il y a lieu;
- le respect de l'entente avec le commerce de grande surface adjacent (Loblaws) en regard de la localisation de la limite de propriété commune aux deux (2) entreprises devant tenir compte des besoins particuliers du commerce de grande surface, compte tenu de sa superficie (nombre minimal de cases de stationnement, aménagement paysager, aire de chargement/déchargement, etc.);
- la synergie entre les façades principales des bâtiments satellites;
- d'une superficie minimale de bâtiment qui tient compte du besoin des futurs locataires;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété, compte tenu que la partie visée est adjacente à une voie d'accès;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer de douze mètres (12 m) à sept virgule deux mètres (7,2 m) la marge arrière minimale applicable au nouveau bâtiment principal qui sera situé au 1025 du boulevard René-Lévesque, soit sur un terrain formé des actuels lots et/ou parties des lots 1747 et 1748 du rang III du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *477/4/03 - Dérogation mineure - Immeuble qui sera situé au 1045 boulevard René-Lévesque*

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge arrière minimale pour un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 1045 du boulevard René-Lévesque, soit sur un terrain formé des actuels lots et/ou parties des lots 1745 et 1746 du rang III du cadastre du canton de Grantham;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.47);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé sur le boulevard René-Lévesque, soit dans la zone commerciale C11-03;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement actuel pour la zone visée, la marge arrière minimale est de douze mètres (12 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la marge arrière minimale est de sept virgule deux mètres (7,2 m), soit une irrégularité de quatre virgule huit mètres (4,8 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du règlement actuel, ladite marge se calcule vis-à-vis le mur opposé à celui donnant sur la voie de circulation (boulevard René-Lévesque);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, l'orientation de la façade principale du bâtiment donne vers le boulevard St-Joseph, soit face à la façade principale d'un autre bâtiment commercial (1025 boulevard René-Lévesque) et que les autres marges offrent suffisamment d'espace sur le terrain pour accéder adéquatement au bâtiment et prévoir les aménagements et/ou équipements nécessaires aux opérations du futur commerce tel que préconisé par la distance minimale exigée pour une marge arrière;

CONSIDÉRANT QUE ledit bâtiment s'inscrit dans le cadre d'un projet d'ensemble, de par la présence de plusieurs bâtiments commerciaux " satellites " qui seront construits principalement aux abords du boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QU'initialement, lors de la présentation du projet d'ensemble (bâtiments de grande surface : Loblaws, Wal-Mart et bâtiments commerciaux " satellites "), il avait été mentionné que les promoteurs prévoyaient un redéveloppement complet du site (projet ceinturé par la rue Paris, le boulevard St-Joseph et le boulevard René-Lévesque) formant un tout par un concept qui prévoyait :

- deux (2) bâtiments de grande surface implantés en bordure de la rue Paris avec l'orientation de la façade principale sur le boulevard René-Lévesque;
- la présence de bâtiments satellites aux abords du boulevard René-Lévesque;
- les aires de stationnement au centre du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la construction desdits bâtiments satellites et l'implantation proposée pour ceux-ci, tel que demandé et soumis à l'époque :

- permettent de créer un effet d'ensemble et marquent une continuité dans le cadre bâti sur le boulevard René-Lévesque;

- ferment le cadre bâti et permettent de créer un projet dynamique et en lien avec les bâtiments de grande surface;

CONSIDÉRANT QUE les requérants mentionnent que les principaux motifs justifiant la diminution de la marge arrière tel que demandé, sont :

- l'exigence du règlement de lotissement à l'effet que chaque bâtiment soit situé sur un lot distinct donnant sur une voie de circulation;
- le respect de la marge de recul sur le boulevard René-Lévesque pour maintenir un alignement harmonieux des bâtiments et libérer un espace adéquat pour l'aménagement d'une piste cyclable, s'il y a lieu;
- le respect de l'entente avec le commerce de grande surface adjacent (Loblaws) en regard de la localisation de la limite de propriété commune aux deux (2) entreprises devant tenir compte des besoins particuliers du commerce de grande surface, compte tenu de sa superficie (nombre minimal de cases de stationnement, aménagement paysager, aire de chargement/déchargement, etc.);
- la synergie entre les façades principales des bâtiments satellites;
- une superficie minimale de bâtiment qui tient compte du besoin des futurs locataires;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété, compte tenu que la partie visée est adjacente à une voie d'accès;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer de douze mètres (12 m) à sept virgule deux mètres (7,2 m) la marge arrière minimale applicable au nouveau bâtiment principal qui sera situé au 1045 du boulevard René-Lévesque, soit sur un terrain formé des actuels lots et/ou parties des lots 1745 et 1746 du rang III du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***478/4/03 - Dépôt du procès-verbal (09.04.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 avril 2003 et ajournée au 11 avril 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***479/4/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment situé au 1645 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1645 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- agrandir le bâtiment commercial (trois (3) agrandissements distincts), le tout sur un (1) étage;
- rénover certaines façades du bâtiment;

**Agrandissement du bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est agrandi :

- en cour avant (entrée principale du bâtiment) d'une superficie approximative de vingt mètres carrés (20 $m^2$);
- en cour latérale gauche (cuisine) d'une superficie approximative de douze mètres carrés (12 $m^2$);
- en cour arrière (restaurant) d'une superficie approximative de soixante-douze mètres carrés (72 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des agrandissements est compatible avec celui du corps principal du bâtiment (sauf en ce qui concerne l'entrée principale du bâtiment en cour avant);

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est agrandie en cour avant avec l'ajout d'un élément architectural en hauteur (tourelle);

CONSIDÉRANT QUE cette tourelle permet de bien orienter la clientèle et que cette dernière sert d'élément signal dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant est pourvu d'avancées et/ou de décrochés, ce qui permet de briser la linéarité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs du bâtiment sont recouverts majoritairement d'un revêtement de clin de fibre de bois pressée (Canexel) de couleur bourgogne, d'un revêtement de briques (brique Nova) de couleur terre et d'un revêtement de bardeaux d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les agrandissements sont pourvus d'une bonne fenestration, ce qui anime adéquatement ces derniers;

CONSIDÉRANT QU'un bandeau et/ou mur parapet est existant en partie supérieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE cette construction (bandeau et/ou mur parapet), d'une hauteur approximative de un virgule vingt mètre (1,20 m), permet de hausser la hauteur du bâtiment et d'ajouter un volume intéressant à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement des bandeaux et/ou murs parapets des murs extérieurs est actuellement constitué d'acier de couleur rouge et que ce dernier est remplacé par un revêtement de bardeaux d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de clin de vinyle de couleur blanche est remplacé par un clin de fibre de bois pressée de couleur bourgogne et/ou de briques (brique Nova) de couleur terre, le tout s'harmonisant avec le traitement architectural des agrandissements;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de bandeaux et/ou murs parapets sur les différentes façades rénovées, permet de dissimuler les équipements se retrouvant sur la toiture;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les projets d'agrandissements et de rénovation extérieure du bâtiment permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment et sont en harmonie avec ce que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QU'une bande paysagère est réalisée aux abords du bâtiment (cour avant) et de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'au moins seize (16) arbustes est réalisée à l'intérieur de ladite bande paysagère;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1645 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***480/4/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 285 de la rue Brock – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 285 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- remplacer la brique existante sur le bâtiment par de la brique de couleur rouge;
- modifier l'entrée principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE tous les murs extérieurs du bâtiment seront recouverts d'un revêtement de briques;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de briques tels que briques posées en soldat et/ou en boutisse, sont réalisés en partie supérieure des murs et des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE ce traitement permet d'animer les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est modifiée par l'enlèvement d'une partie de la toiture en pente, ce qui permet de réaliser un petit mur parapet qui s'inspire de celui existant sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la porte d'accès au bâtiment est protégée par une marquise;

CONSIDÉRANT QUE de par son traitement architectural, ses matériaux et ses couleurs, le bâtiment s'intègre avec les autres bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation extérieure permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, et ceci, dans le respect du cadre bâti;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 285 de la rue Brock, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***481/4/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 188 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 188 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne projetante constituée de bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est installée sur l'entablement, centrée par rapport au local de l'établissement et localisée à proximité de l'entrée de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le brun, le noir, l'or et le beige, sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE, de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 188 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***482/4/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement des bureaux (incluant la cafétéria) et de l'entrepôt ainsi que les travaux d'aménagement et de réaménagement des aires de stationnement pour le bâtiment situé au 1275 de la rue Janelle – P.I.A.***
***(abrogeant et remplaçant la résolution no 280/3/03)***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment, de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1275 de la rue Janelle a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment, de rénovation extérieure de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE des modifications à l'architecture de l'agrandissement ont été apportées;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir, en partie avant et aux abords de la rue Janelle, les bureaux incluant une cafétéria d'une superficie approximative de mille cent huit mètres carrés (1 108 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- agrandir, en cour latérale gauche, l'entrepôt d'une superficie approximative de deux mille sept cent soixante-dix mètres carrés (2 770 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- aménager et/ou réaménager les aires de stationnement (environ quatre-vingt-huit (88) cases);

**Agrandissement des bureaux**

CONSIDÉRANT QUE les bureaux de l'entreprise sont agrandis, et ce, dans les cours avant donnant sur les rues Janelle et Cormier;

CONSIDÉRANT QU'une partie des bureaux empiète dans la cour avant donnant sur la rue Cormier, ce qui permet de réaliser un décroché (partie en retrait) à cette façade;

CONSIDÉRANT QUE ces agrandissements permettent de fermer l'espace disponible et de maximiser la largeur de la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE de plus, ceux-ci permettent de marquer l'intersection des rues Cormier et Janelle;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des agrandissements sont de la brique de couleur beige (partie inférieure et partie supérieure des murs pourvus de fenêtres) et des colonnes recouvertes d'acier de couleur grise (entre les fenêtres);

CONSIDÉRANT QUE l'insertion de colonnes sur les façades permet de réduire la linéarité des murs, tout en agrémentant ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont ornementés par des auvents métalliques perforés, d'un mur de lumière (face à l'entrée principale), de soulignements horizontaux sur les colonnes et d'une marquise sur le mur latéral droit;

CONSIDÉRANT QUE ces éléments architecturaux permettent de dégager une image de qualité, tout en s'harmonisant avec le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des agrandissements (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec le corps principal du bâtiment (partie existante des bureaux);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural du bâtiment, les couleurs, les matériaux utilisés et les éléments d'ornementation permettent d'obtenir une image de qualité, tout en respectant le cadre bâti;

**Agrandissement de l'entrepôt**

CONSIDÉRANT QUE l'entrepôt de l'entreprise est agrandi, et ce, dans la cour latérale gauche, dans le prolongement du mur arrière donnant sur la rue Cloutier;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement de l'entrepôt s'effectue en retrait par rapport à la rue Janelle, soit à plus de soixante-sept mètres (67 m) de cette rue;

CONSIDÉRANT QUE cette implantation crée un bon décroché par rapport au mur avant le plus rapproché de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de cet agrandissement est constitué d'acier de profilés différents, ce qui permet d'agrémenter les murs;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont modulés et/ou ornementés par des colonnes ou des jeux de matériaux d'acier;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement est plus grand que celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, le traitement " en escalier " de l'agrandissement permet de bien harmoniser le gabarit de cet agrandissement à celui du corps principal du bâtiment, tout en atténuant sa hauteur;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont localisées dans la cour latérale gauche et que ces dernières sont peu visibles de la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QUE l'accès aux tabliers de manœuvres pour les aires de chargement/ déchargement n'est pas modifié;

CONSIDÉRANT QUE ces aires sont dissimulées par un boisé naturel existant;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont modifiées par l'ajout d'environ quatre-vingt-trois (83) cases ainsi que par le réaménagement de cinq (5) autres cases;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement et l'ajout de cases de stationnement dans la cour avant (face au bâtiment) permettent de bien desservir la clientèle ainsi que les employés;

CONSIDÉRANT QUE ces aires sont dissimulées par au moins dix (10) arbres, soit existants ou transplantés sur le site, et par l'aménagement d'un talus d'une hauteur minimale de soixante centimètres (60 cm) planté d'arbustes et/ou de plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle aire de stationnement (soixante-neuf (69) cases) localisée dans la cour latérale gauche est dissimulée par l'aménagement d'au moins quatre (4) talus d'une hauteur minimale de soixante centimètres (60 cm) plantés d'arbustes et/ou de plantes florales et de douze (12) arbres d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est prévu aux abords des agrandissements des bureaux;

CONSIDÉRANT QU'au moins douze (12) arbres sont plantés ou transplantés sur le site;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'arbustes d'une longueur approximative de vingt-sept mètres (27 m) est plantée aux abords de la rue Cloutier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement des bureaux (incluant la cafétéria) et de l'entrepôt ainsi que les travaux d'aménagement et de réaménagement des aires de stationnement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1275 de la rue Janelle, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 280/3/03 adoptée le 17 mars 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *483/4/03 - Refus des travaux de démolition d'un bâtiment, d'agrandissement du bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 50 de la rue Rajotte – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition d'un bâtiment résidentiel, d'agrandissement du bâtiment principal et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 50 de la rue Rajotte a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment, d'agrandissement de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- démolir un bâtiment résidentiel ainsi que les bâtiments accessoires (720 rue St-Pierre);
- agrandir le bâtiment principal d'une superficie approximative de deux cent sept mètres carrés (207 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- aménager une aire de stationnement en cour avant, soit celle donnant sur la rue St-Pierre;

**Démolition**

CONSIDÉRANT QUE le projet nécessite la démolition d'un bâtiment résidentiel ainsi que des constructions accessoires (720 rue St-Pierre);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments présentent peu d'intérêt d'ordres patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE le site sera occupé par l'agrandissement du bâtiment de type commercial (garderie) et que sa construction est soumise aux critères et objectifs du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

**Agrandissement du bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour arrière et que le mur avant donnant sur la rue St-Pierre est en retrait du mur avant le plus rapproché de cette voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement est localisé à environ onze mètres (11 m) de la ligne avant;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation de l'agrandissement en retrait de la voie de circulation permet d'obtenir un mur brisé, ce qui réduit sa linéarité;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement est comparable à celui du corps principal du bâtiment et s'harmonise avec ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs extérieurs sont de la brique de couleur beige, du clin de vinyle de couleur gris-blanc et de l'acrylique de couleur beige (module architectural représentant une petite maison et donnant sur la rue St-Pierre);

CONSIDÉRANT QUE la façade avant donnant sur la rue St-Pierre est composée d'un module architectural (petite maison), lequel est partiellement aménagé à angle;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement est discordant dans le paysage urbain, de par ses couleurs, sa forme, son style et ses matériaux;

CONSIDÉRANT QUE ce type de construction crée un déséquilibre architectural et ne s'intègre pas avec les autres éléments se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur verte, le tout semblable à celui existant sur la toiture du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades sont pourvues d'une bonne fenestration, ce qui anime ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les matériaux utilisés, leurs couleurs et le design du bâtiment (sauf pour le module architectural représentant une petite maison) sont en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement de quatre (4) cases est réalisée en cour avant, soit celle donnant sur la rue St-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE cette aire est dissimulée par des talus d'une hauteur minimale de trente centimètres (30 cm) plantés d'au moins dix (10) arbustes et/ou de plantes florales;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm) sont plantés dans la bande gazonnée située aux abords de la rue St-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière localisée sur la rue St-Pierre est réutilisée;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de jeux est agrandie à même les cours arrière et/ou latérale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de démolition d'un bâtiment (720 rue St-Pierre), d'agrandissement du bâtiment et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 50 de la rue Rajotte, car ceux-ci ne respectent pas les critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au manque d'harmonie et au déséquilibre architectural dûs à l'aménagement d'un module à angle (petite maison) sur la façade donnant sur la rue St-Pierre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *484/4/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (enseigne projetante) et refus des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (plaque murale) pour l'établissement situé au 1465 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1465 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- une (1) enseigne projetante d'une superficie approximative de zéro virgule cinquante mètre carré (0,50 $m^2$) sur le mur donnant sur le boulevard St-Joseph;
- une (1) enseigne rattachée au bâtiment (plaque murale) d'une superficie de deux virgule vingt-trois mètres carrés (2,23 $m^2$) sur le mur donnant sur la rue Chassé;

**Enseigne projetante**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne projetante est constituée de bois;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est installée à proximité de l'entrée de l'établissement, soit à droite de la galerie donnant accès au local de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le beige, le blanc, le vert et l'orange, sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment;

**Enseigne rattachée au bâtiment (plaque murale)**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est appliquée sur le mur extérieur du bâtiment (façade secondaire donnant sur la rue Chassé), soit entre les deux (2) fenêtres existantes;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le beige, le blanc, le vert et l'orange;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme rectangulaire et que cette dernière utilise presque tout l'espace disponible de cette façade et n'est pas en harmonie avec la superficie de l'enseigne projetante localisée sur l'autre façade;

CONSIDÉRANT QUE de par sa superficie et son manque d'harmonie en général, l'enseigne est prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (enseigne projetante) (tel que mentionné ci-dessus), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (plaque murale) (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à sa prédominance dû à sa superficie ainsi qu'au manque d'harmonie en général;

et ce, pour le bâtiment situé au 1465 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *485/4/03 - Acceptation des travaux d'installation de deux enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1595 du boulevard St-Joseph (Centre dentaire Drummond) - P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1595 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :
- une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur le boulevard St-Joseph;
- une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur la rue Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE le requérant propose d'aménager un caisson stylisé ayant trois (3) faces et sur lequel les enseignes sont majoritairement appliquées;

CONSIDÉRANT QUE le caisson (bandeau) est recouvert d'un revêtement d'acrylique de couleur vert forêt;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont composées majoritairement de lettres détachées de couleur blanche (sauf pour les enseignes de type " logo ");

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment donnant sur le boulevard St-Joseph est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont installées sur le bandeau (caisson), ce qui ne rend pas ces dernières prédominantes dans le paysage urbain et ne nuit pas à la qualité visuelle des autres établissements;

CONSIDÉRANT QUE les éléments d'architecture tels que briques et soulignements horizontaux de briques sont préservés;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont en harmonie avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au

bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1595 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***486/4/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1595 du boulevard St-Joseph (Mme Julie Cordeau, opticienne) - P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1595 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le mur donnant sur la rue Cockburn, une enseigne constituée d'une plaque de forme ovale et imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bourgogne nuancé de noir et l'or;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée à gauche de la porte d'entrée de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1595 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***487/4/03 - Acceptation des travaux de construction de deux bâtiments résidentiels qui seront situés aux 425 et 435 de la rue Robert-Bernard – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction de deux (2) bâtiments résidentiels qui seront situés aux 425 et 435 de la rue Robert-Bernard a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.12);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Robert-Bernard, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiments résidentiels sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire deux (2) bâtiments résidentiels d'une superficie approximative de cent seize virgule cinq mètres carrés (116,5 $m^2$), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) bâtiments sont érigés sur des lots distincts (lots 2-107, 123-118, 124-620 et lots 2-108, 124-121 du cadastre du canton de Grantham);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des bâtiments à être construits est similaire l'un par rapport à l'autre ainsi qu'à ceux existants dans l'environnement, soit par la hauteur, le nombre d'étages et le type de toiture;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale des bâtiments est aménagée d'une partie habitable formant un porte-à-faux, ce qui permet de réduire la linéarité de cette façade;

CONSIDÉRANT QUE les entrées donnant accès au bâtiment sont protégées par des toits de forme arrondie, ce qui permet d'obtenir un style architectural sobre;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont constitués de briques de couleur rouge (variant au rouge nuancé de noir) et d'acrylique (partie en porte-à-faux) de couleur beige (variant au brun);

CONSIDÉRANT QUE la fenestration et les accès sont en nombre suffisant, ce qui permet d'animer adéquatement les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sur les bâtiments sont marquées d'un jeu de maçonnerie en partie supérieure, ce qui permet de caractériser ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de type " quatre (4) versants " ainsi que la section de la tourelle permettent de créer un volume intéressant pouvant s'harmoniser avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toiture est composé d'un bardeau d'asphalte de couleur foncée telle que le noir et/ou le brun;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cour latérale et partiellement en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE les allées d'accès menant aux cases de stationnement sont mitoyennes, ce qui permet de limiter le nombre sur ce tronçon de rue, compte tenu, entre autres, de la présence d'une piste cyclable;

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement localisées en cour avant sont partiellement dissimulées par un écran végétal constitué de feuillus d'une hauteur approximative de quatre-vingt-dix centimètres (90 cm);

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, la construction de ces bâtiments s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction de deux (2) bâtiments résidentiels (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 425 et 435 de la rue Robert-Bernard, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *488/4/03 - Acceptation des travaux de construction de deux bâtiments résidentiels qui seront situés aux 485 et 495 de la rue Robert-Bernard – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction de deux (2) bâtiments résidentiels qui seront situés aux 485 et 495 de la rue Robert-Bernard a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.13);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Robert-Bernard, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiments résidentiels sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire deux (2) bâtiments résidentiels d'une superficie approximative de cent seize virgule cinq mètres carrés (116,5 $m^2$), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) bâtiments sont érigés sur des lots distincts (lots 2-109, 124-622 et lots 2-110, 124-623 du cadastre du canton de Grantham);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des bâtiments à être construits est similaire l'un par rapport à l'autre ainsi que ceux existants dans l'environnement, soit par la hauteur, le nombre d'étages et le type de toiture;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale des bâtiments est aménagée d'une partie habitable formant un porte-à-faux, ce qui permet de réduire la linéarité de cette façade;

CONSIDÉRANT QUE les entrées donnant accès au bâtiment sont protégées par des toits de forme arrondie, ce qui permet d'obtenir un style architectural sobre;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont constitués de briques de couleur rouge (variant au rouge nuancé de noir) et d'acrylique (partie en porte-à-faux) de couleur beige (variant au brun);

CONSIDÉRANT QUE la fenestration et les accès sont en nombre suffisant, ce qui permet d'animer adéquatement les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sur les bâtiments sont marquées d'un jeu de maçonnerie en partie supérieure, ce qui permet de caractériser ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de type " quatre (4) versants " ainsi que la section de la tourelle permettent de créer un volume intéressant pouvant s'harmoniser avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toiture est composé d'un bardeau d'asphalte de couleur foncée telle que le noir et/ou le brun;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cour latérale et partiellement en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE les allées d'accès menant aux cases de stationnement sont mitoyennes, ce qui permet de limiter le nombre sur ce tronçon de rue, compte tenu, entre autres, d'une piste cyclable;

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement localisées en cour avant sont partiellement dissimulées par un écran végétal constitué de feuillus d'une hauteur approximative de quatre-vingt-dix centimètres (90 cm);

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, la construction de ces bâtiments s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction de deux (2) bâtiments résidentiels (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 485 et 495 de la rue Robert-Bernard, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***489/4/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au***

***bâtiment pour l'établissement situé au 147 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 147 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne projetante de forme ovale et constituée de bois;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est installée sur l'entablement, centrée par rapport au local de l'établissement et localisée à proximité de l'entrée de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le mauve, le blanc, le bleu et le jaune, sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 147 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***490/4/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 195 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 195 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement d'une terrasse extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir la terrasse extérieure existante d'une superficie approximative de quatre-vingt-quatre mètres carrés (84 $m^2$), et ceci, dans la partie latérale droite de la cour avant ainsi que dans la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse agrandie est constituée de bois de même type que celui de la terrasse existante;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire de celui de la terrasse existante;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour de la terrasse agrandie est fermé d'un treillis de bois, ce qui permet de créer une bonne intimité pour la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE la plantation existante sur le terrain est conservée;

CONSIDÉRANT QU'une placette aménagée de bancs est réalisée en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement de la terrasse s'effectue dans le respect du cadre bâti et permet d'animer adéquatement le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement d'une terrasse extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 195 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *491/4/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 1025 du boulevard René-Lévesque – P.I.A. (abrogeant et remplaçant la résolution no 381/4/03)*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 1025 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment fait partie d'un projet d'ensemble comprenant la construction de plusieurs bâtiments;

CONSIDÉRANT QU'un nouveau plan d'aménagement de terrain a été soumis;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de huit cent cinquante-cinq mètres carrés (855 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti sur le boulevard René-Lévesque et s'inscrit en continuité avec les bâtiments environnants (actuels et futurs);

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur le boulevard René-Lévesque permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une bonne visibilité à partir des voies de circulation, tout en respectant les autres bâtiments prévus au projet d'ensemble;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :

- de blocs de béton à face éclatée de couleur terre (beige-gris);
- de briques de couleur brun-rouge;
- d'acrylique de couleurs beige, jaune, bleue, blanche et orange;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements de maçonnerie (blocs de béton et briques) sont principalement installés en partie inférieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure des murs ainsi que les murs parapet sont recouverts d'un revêtement d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que maçonnerie posée en retrait, soulignements horizontaux de maçonnerie et modulations dans le revêtement d'acrylique créant des panneaux permettent de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment, le tout dans le respect d'une harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE ces jeux de matériaux permettent de bien animer les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu de deux (2) entrées principales, lesquelles sont orientées vers l'aire de stationnement donnant dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE ces entrées sont marquées d'un mur parapet de style différent, ce qui contribue à bien orienter la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est conçu de deux (2) styles architecturaux différents en regard de la présence de deux (2) locaux commerciaux, mais que ces derniers sont en harmonie l'un par rapport à l'autre;

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives sont réalisées en partie supérieure de certains murs ainsi qu'au-dessus de certaines fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE le mur comprenant les entrées principales est pourvu d'une bonne fenestration, ce qui anime bien cette façade;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant, soit celui donnant sur le boulevard René-Lévesque, ainsi que le mur arrière sont aménagés de fenêtres et celles-ci sont ornementées de modules d'acrylique et/ou de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades sont pourvues de légers décrochés, ce qui permet de briser la linéarité de ces dernières et de les agrémenter;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs se retrouvant sur le bâtiment s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural particulier et distinctif du bâtiment permet de dégager une image de qualité supérieure;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur approximative de six mètres (6 m) est réalisée en bordure de la voie de circulation et dans laquelle sont plantés au moins cinq (5) arbres;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) aménagements paysagers comportant au moins quarante (40) arbustes et/ou plantes florales sont réalisés dans la bande gazonnée près du boulevard René-Lévesque, ce qui permet de réduire la visibilité des aires de stationnement de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE quelques îlots paysagers sont réalisés dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres sont plantés à même ces îlots;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de soixante-dix millimètres (70 mm);

CONSIDÉRANT QU'aucune entrée charretière n'est aménagée sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au site s'effectue par des entrées charretières localisées sur des terrains adjacents faisant partie du projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE de plus, les véhicules accèdent à l'aire de stationnement par des voies communes et/ou mitoyennes;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont aménagées dans la cour latérale droite et sont partiellement dissimulées par le mur écran de l'enclos à déchets;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont partiellement camouflées par de la plantation;

CONSIDÉRANT QU'une haie de cèdres d'une hauteur minimale de un virgule deux mètre (1,2 m) sur une longueur approximative de vingt mètres (20 m) est aménagée, ce qui permet de dissimuler les aires de chargement/déchargement;

CONSIDÉRANT QUE le mur écran de l'enclos à déchets est constitué de maçonnerie semblable à celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du mur écran s'inspire de celui des murs extérieurs du bâtiment, ce qui permet d'assurer une bonne continuité;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'au moins dix-neuf (19) arbustes est réalisée près du mur écran;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1025 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 381/4/03 adoptée le 7 avril 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***492/4/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 1045 du boulevard René-Lévesque – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 1045 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment fait partie d'un projet d'ensemble comprenant la construction de plusieurs bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de sept cent quatre-vingts mètres carrés (780 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti sur le boulevard René-Lévesque et s'inscrit en continuité avec les bâtiments environnants (actuels et futurs);

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur le boulevard René-Lévesque permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une bonne visibilité à partir des voies de circulation, tout en respectant l'implantation des autres bâtiments prévus au projet d'ensemble;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :
- de blocs de béton à face éclatée de couleur terre (beige-gris);
- de briques de couleur brun-rouge;
- d'acrylique de couleurs brun-beige, orange et jaune;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements de maçonnerie (blocs de béton et briques) sont principalement installés en partie inférieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure des murs ainsi que le mur parapet sont recouverts d'un revêtement d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que panneaux de maçonnerie, soulignements horizontaux de maçonnerie et modulations dans le revêtement d'acrylique créant des panneaux permettent de mettre en valeur certaines caractéristiques architecturales du bâtiment, le tout dans le respect d'une harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE ces jeux de matériaux permettent de bien animer les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une (1) entrée principale, laquelle est orientée vers l'aire de stationnement donnant dans la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est marquée d'un mur parapet, ce qui permet de bien orienter la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE tous les murs sont pourvus de murs parapets, ce qui permet d'animer ces façades et d'obtenir un style architectural particulier et distinctif;

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives de couleur bleue sont aménagées en partie supérieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE le mur sur lequel l'entrée principale est réalisée, est pourvu d'une bonne fenestration, ce qui anime bien cette façade;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant, soit celui donnant sur le boulevard René-Lévesque, ainsi que le mur arrière sont aménagés de fenêtres et celles-ci sont encadrées de modules d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral gauche est adjacent à l'entrée principale du projet d'ensemble, soit celle donnant sur le boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs se retrouvant sur le bâtiment s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural particulier et distinctif du bâtiment permet de dégager une image de qualité supérieure;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée dans la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur approximative de six mètres (6 m) est réalisée en bordure de la voie de circulation et dans laquelle sont plantés au moins cinq (5) arbres;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) aménagements paysagers comportant au moins quarante (40) arbustes et/ou plantes florales sont réalisés dans la bande gazonnée près du boulevard René-Lévesque, ce qui permet de réduire la visibilité des aires de stationnement de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE quelques îlots paysagers sont réalisés dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres sont plantés à même ces îlots;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de soixante-dix millimètres (70 mm);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est aménagé d'une entrée charretière mitoyenne;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au site s'effectue également par des entrées charretières localisées sur des terrains adjacents faisant partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE de plus, les véhicules accèdent à l'aire de stationnement par des voies communes et/ou mitoyennes;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont aménagées dans la cour latérale gauche et sont partiellement dissimulées par le mur écran de l'enclos à déchets;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont partiellement camouflées par de la plantation;

CONSIDÉRANT QU'une haie de cèdres d'une hauteur minimale de un virgule deux mètre (1,2 m) sur une longueur approximative de vingt mètres (20 m) est aménagée, ce qui permet de dissimuler les aires de chargement/déchargement;

CONSIDÉRANT QUE le mur écran de l'enclos à déchets est constitué de maçonnerie semblable à celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'au moins dix-neuf (19) arbustes est réalisée près du mur écran;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du mur écran s'inspire de celui des murs extérieurs du bâtiment, ce qui permet d'assurer une bonne continuité;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1045 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***493/4/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment résidentiel qui sera situé au 419 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment résidentiel qui sera situé au 419 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment résidentiel sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent dix virgule six mètres carrés (110,6 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la largeur de la façade du bâtiment et la largeur du terrain est élevé, ce qui permet d'obtenir un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti et s'inscrit en continuité avec les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QU'un garage attaché est aménagé dans la cour latérale droite, ce qui permet d'obtenir une largeur de façade plus grande;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs est un clin de vinyle de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment donne sur la rue Cormier et que cette dernière est aménagée à même une section de mur en décroché;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est protégée d'une marquise supportée par des poteaux et que ceci permet d'animer adéquatement la façade;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur foncée, soit le noir et/ou le brun;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type " à quatre (4) versants " de forte hauteur, ce qui permet de bien harmoniser la hauteur du bâtiment avec celle des autres bâtiments environnants, tout en offrant un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de toiture (pignons en façade, pentes diverses et tourelle) permettent d'animer la façade du bâtiment et de briser la linéarité de la partie de la toiture visible de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est pourvue d'une bonne fenestration, ce qui permet d'animer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs à leur pourtour;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs se retrouvant sur le bâtiment s'harmonisent avec ceux des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QU'un (1) seul accès au terrain (entrée charretière) est aménagé afin de desservir le site;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement permet de limiter les conflits de circulation avec les propriétés avoisinantes;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres des différentes cours sont engazonnés et/ou paysagés, ce qui agrémente le terrain;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet, de par son architecture et son style, permet une bonne harmonisation d'ensemble et dégage une image de qualité;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment résidentiel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 419 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***494/4/03 - Dépôt du procès-verbal (11.04.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 avril 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***495/4/03 - Acceptation des travaux d'installation de quatre enseignes rattachées au bâtiment et des travaux de construction d'abris à paniers pour l'établissement qui sera situé au 325 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser des travaux d'installation de quatre (4) enseignes rattachées au bâtiment ainsi que des travaux de construction d'abris à paniers pour l'établissement qui sera situé au 325 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.41);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment ainsi que les travaux de construction d'abris à paniers sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

**Affichage**

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer quatre (4) enseignes rattachées au bâtiment, soit trois (3) sur la façade du bâtiment donnant sur l'aire de stationnement et une (1) sur la façade du bâtiment donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne installée sur le mur vitré et donnant sur l'aire de stationnement est l'enseigne principale du bâtiment (entreprise Loblaws) et que cette dernière doit représenter une superficie variant entre vingt mètres carrés (20 $m^2$) et vingt-trois mètres carrés (23 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne donnant sur le boulevard St-Joseph est l'enseigne secondaire du bâtiment (entreprise Loblaws) et que l'implantation du bâtiment est relativement près de cette voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne (face au boulevard St-Joseph) doit représenter une superficie variant entre onze virgule cinq mètres carrés (11,5 $m^2$) et quatorze virgule cinq mètres carrés (14,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE ces deux (2) enseignes sont composées de lettres détachées lumineuses et d'un petit boîtier de type " logo ";

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de ces enseignes sont, entre autres, le blanc, le rouge et l'orange;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) petites enseignes sont également installées sur le mur donnant sur l'aire de stationnement et que celles-ci sont prévues pour afficher deux (2) petits commerces satellites (soit une tabagie et une pharmacie);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne pour la tabagie a environ zéro virgule quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (0,97 $m^2$) et est appliquée sur un auvent dont les couleurs sont majoritairement le vert et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne pour la pharmacie est un petit boîtier lumineux d'environ un virgule soixante et onze mètres carrés (1,71 $m^2$) dont les couleurs sont principalement le bleu, le vert et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des enseignes n'a pas pour effet de masquer la visibilité des établissements voisins et permet une utilisation judicieuse de l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes s'harmonisent avec les autres enseignes installées sur les bâtiments se retrouvant dans l'environnement et ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain;

**Abris à paniers**

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire implanter dans l'aire de stationnement cinq (5) abris à paniers (trois (3) abris doubles et deux (2) abris simples);

CONSIDÉRANT QUE les abris à paniers sont constitués de la façon suivante :
- toiture en acier peint de couleur verte;
- murs en plexis transparent;
- structure en acier galvanisé de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE les abris à paniers, de par leur dimension et leur localisation, ont peu d'impact dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de quatre (4) enseignes rattachées au bâtiment ainsi que les travaux de construction d'abris à paniers (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment qui sera situé au 325 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (suite à un amendement au règlement de zonage en ce qui concerne l'affichage).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *496/4/03 - Acceptation des travaux de construction d'un poste d'essence qui sera situé au 335 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un poste d'essence qui sera situé au 335 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.42);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un poste d'essence sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le poste d'essence fait partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- construire un bâtiment d'une superficie approximative de trente mètres carrés (30 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- construire une marquise d'une superficie approximative de deux cent quatre-vingt-dix mètres carrés (290 $m^2$);
- aménager le terrain;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est localisé dans la partie droite du terrain et sous la marquise;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des constructions permet de fermer le cadre bâti sur le boulevard St-Joseph et s'inscrit en continuité avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la présence de ces bâtiments ainsi que l'aménagement de terrain permettent de dissimuler les aires de stationnement localisées à l'arrière de ces constructions, lesquelles font partie du projet d'ensemble;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs du bâtiment sont recouverts de briques de couleur rouge-brun, le tout semblable à celles se retrouvant sur le bâtiment adjacent (marché d'alimentation Loblaws);

CONSIDÉRANT QUE les coins du bâtiment sont marqués de jeux de maçonnerie (tels que colonnes), ce qui agrémente les façades;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades du bâtiment sont pourvues d'une bonne fenestration, ce qui permet d'animer ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les faces (bandeaux) de la marquise sont recouvertes d'acier lisse de couleur verte et que ces dernières ne sont pas lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les panneaux d'acier sont entrecoupés, ce qui permet de briser la monotonie ainsi que la linéarité de ces faces;

CONSIDÉRANT QUE la structure de la marquise est légère, ce qui permet à cette dernière d'être moins prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment ainsi que celui de la marquise, notamment, la hauteur de la marquise, soit environ cinq virgule vingt mètres (5,20 m), sont faibles, ce qui permet de bien doser leur présence dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues, soit le rouge-brun, le vert et le blanc, sont des couleurs qui s'harmonisent bien ensemble ainsi qu'avec celles se retrouvant sur les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE quelques cases de stationnement sont réalisées sur le site;

CONSIDÉRANT QUE le poste d'essence fait partie d'un projet d'ensemble et que les aires de stationnement sont communes;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est desservi par une entrée charretière mitoyenne (axe des feux de circulation donnant sur le boulevard St-Joseph) et par une autre entrée charretière (entrée seulement) donnant sur la ligne latérale gauche du terrain en bordure dudit boulevard;

CONSIDÉRANT QUE le site est également desservi par d'autres entrées charretières faisant également partie du projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le site est sécuritaire et permet de bien orienter la clientèle;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'au moins quatre mètres (4 m) est réalisée en bordure du boulevard St-Joseph et que cette dernière est plantée d'au moins sept (7) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sur le terrain sont gazonnés et que ceux-ci sont plantés d'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et d'au moins soixante-cinq (65) arbustes et/ou plantes florales;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un poste d'essence (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 335 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *497/4/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 2101 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 2101 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.43);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- repeindre les encadrements des ouvertures et/ou les ornementations sur les murs avant;
- modifier trois (3) portes d'accès au bâtiment;
- nettoyer le revêtement de briques;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures et/ou les ornementations sont actuellement de couleur jaune et que ceux-ci seront repeints de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE cette modification permet d'atténuer l'impact visuel du bâtiment et rend ce dernier moins prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention s'effectue en lien avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le déplacement ou la fermeture de portes d'accès affecte peu le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des travaux permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, et ceci, dans le respect du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2101 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *498/4/03 - Vente d'un terrain à monsieur Jean-Guy Bernier (rue Robert-Bernard)*

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente en faveur de monsieur Jean-Guy Bernier pour un terrain situé sur la rue Robert-Bernard, et connu et désigné comme étant les lots 2-111 et 124-624 du cadastre du canton de Grantham au montant de 24,33 $ le mètre carré, soit un prix total de 22 441,99 $ le tout sujet aux conditions mentionnées dans l'offre d'achat déposée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***499/4/03 - Cession du lot 173-118 du cadastre du canton de Grantham à monsieur Charles Larocque et Trust Banque Nationale inc.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession du lot 173-118 du cadastre du canton de Grantham en faveur de monsieur Charles Larocque et Trust Banque Nationale inc. Cette vente est faite pour le prix de un dollar (1 $).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***500/4/03 - Cession d'une partie des lots 120 et 121 du cadastre du canton de Grantham à 9107-7818 Québec inc.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville cède une partie des lots 120 et 121 du cadastre du canton de Grantham à 9107-7818 Québec inc.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***501/4/03 - Cautionnement temporaire du Centre communautaire Drummondville -Sud inc. auprès de la Caisse populaire Desjardins de Drummond-ville (200 000 $)***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cautionnement temporaire en faveur du Centre communautaire Drummondville-Sud inc. auprès de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville pour un montant de 200 000 $, le tout conditionnellement à la signature d'une entente à intervenir entre le ministère des Affaires municipales et de la Métropole et ledit centre communautaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***502/4/03 - Annulation des soldes d'emprunts autorisés mais non contractés en vertu des règlements 2773, 2866, 2882, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3019***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'annulation des soldes d'emprunts autorisés mais non contractés en vertu des règlements suivants :

| No du règlement | Description | Solde à annuler |
|---|---|---|
| 2773 | Travaux rue St-Onge | 174 200 $ |
| 2866 | Travaux de réfection de la toiture du Centre Marcel-Dionne | 150 $ |
| 2882 | Travaux rues Valois, Luneau et Farrell | 1 380 000 $ |
| 3013 | Travaux secteur rues Gisèle, Barrière | 36 976 $ |
| 3014 | Travaux secteur rues Cloutier, Cyr, William | 23 725 $ |
| 3015 | Travaux secteur sur la 27e avenue | 14 520 $ |
| 3016 | Travaux secteur rues des Colombes, des Huarts et de Berlin | 25 622 $ |
| 3017 | Travaux secteur rues P.-H.-Frigon, H.-Haworth et René-Verrier | 32 849 $ |
| 3019 | Travaux de voirie 2002 | 212 000 $ |
| | **Total des montants à annuler** | **1 900 042 $** |

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***503/4/03 - Approbation des états financiers de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les états financiers de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***504/4/03 - Opinion du conseil en regard de la demande formulée par Halte Drummond à la Commission municipale du Québec pour une exemption de taxes***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville refuse d'appuyer la demande formulée par Halte Drummond auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxes d'affaires. Ce refus est principalement basé sur le fait que la Ville de Drummondville n'impose pas de taxe d'affaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***505/4/03 - Appui au promoteur du musée de la photographie***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande du promoteur du musée de la photographie, monsieur Jean Lauzon concernant la mise sur pied d'un musée de la photographie à Drummondville. De plus, la Ville n'est pas tenue à la fourniture de locaux ou à une quelconque participation financière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***506/4/03 - Protocole d'entente avec le Club de Voile de Drummondville inc. pour la saison estivale 2003 – Gestion de la plage municipale***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club de Voile de Drummondville inc. pour la gestion de la plage municipale de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2003 et comprend le versement d'une subvention de 27 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***507/4/03 - Protocole d'entente avec le club Les Cyclophiles de Drummondville inc. pour la signature d'un bail et convention concernant l'utilisation du terrain et chalet St-Philippe***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le club Les Cyclophiles de Drummondville inc. pour la signature d'un bail et convention concernant l'utilisation du terrain et chalet St-Philippe pour la période du 1er avril au 15 octobre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***508/4/03 - Autorisation à la Société de sclérose en plaques du Centre du Québec et le club Les Cyclophiles de Drummondville inc. - Tenue d'une activité de vélo-tour familial le 9 août 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de sclérose en plaques du Centre du Québec et le club Les Cyclophiles de Drummondville inc. à utiliser le parc Côté le samedi 9 août 2003 de 8h à 21h00 pour la tenue d'une activité de vélo-tour familial, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***509/4/03 - Subvention de 100 $ - Fondation Canadienne Rêves d'Enfants***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation Canadienne Rêves d'Enfants à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***510/4/03 - Subvention de 100 $ - Fondation Réveil***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation Réveil à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***511/4/03 - Délégation au congrès du 25e anniversaire de l'Association québécoise d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation de madame Gisèle Ménard, messieurs François Dumas, Pierre Daniel, Claude Leblanc et Michel Desrosiers au congrès du 25e anniversaire de l'Association québécoise d'urbanisme qui aura lieu les 29, 30 et 31 mai à l'Auberge Godefroy de Bécancour.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***512/4/03 - Dénomination de certains parcs***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination des parcs suivants :

- Parc de la Marconi (ptie du lot 790 du canton de Wickham);
- Parc Notre-Dame-de-l'Assomption (à l'angle des rues Goupil, St-Edgar, Jogues)
- Parc du Jardin des Galeries (lot 172-334 du canton de Grantham);
- Parc des Jardins du Boisjoli (lot 182-232 du canton de Grantham);
- Parc du Boisé Laurentien (ptie 114 du canton de Grantham);
- Parc Cacouna (ptie 109 du canton de Wickham).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***513/4/03 - Acceptation des travaux de construction pour l'immeuble qui sera situé aux 172-180 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser un projet de construction soumis pour un terrain localisé aux 172-180 de la rue Heriot, soit l'ancien terrain du commerce " Continental ";

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.03.44);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ériger un bâtiment de deux (2) étages, d'utilisation mixte, soit commerciale au rez-de-chaussée et résidentielle à l'étage;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction a fait l'objet de modification suite à la dernière version présentée;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'effectue en retrait des autres bâtiments implantés de part et d'autre du terrain visé, soit à environ quatre virgule cinq mètres (4,5 m) de l'emprise de rue, et ce, afin de permettre l'aménagement de terrasses extérieures en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments adjacents sont de deux (2) étages à la gauche du terrain visé, et trois (3) étages à la droite;

CONSIDÉRANT QUE toutes les élévations des bâtiments environnants et situés du même côté de la rue ont été soumises pour fin d'appréciation du gabarit du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment proposé a été haussé d'environ zéro virgule six mètre (0,6 m) par rapport à la proposition initiale afin de mieux correspondre à la hauteur des bâtiments ayant le même nombre d'étages dans ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE le mur arrière est majoritairement recouvert de briques et qu'un revêtement d'acrylique est utilisé seulement comme parement pour les aires de remisage localisées à l'étage;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure du toit est agrémentée d'une corniche;

CONSIDÉRANT QU'une marquise d'une profondeur d'environ un virgule cinq mètre (1,5 m) vient couvrir l'entrée aux commerces en façade principale et que celle-ci est surmontée d'une toiture à trois (3) versants et recouverte d'acier imitant la tôle à baguette;

CONSIDÉRANT QUE cette marquise est un élément qui favorisera la continuité des implantations avec les bâtiments localisés dans l'environnement immédiat;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des murs des quatre (4) façades est recouvert de briques de couleur rouge et que ceux-ci sont agrémentés de bandeaux de briques horizontaux ainsi que de soulignements de briques verticaux simulant des colonnes;

CONSIDÉRANT QUE la portion de revêtement en acrylique sur la façade arrière sera de couleur rouge s'apparentant à la couleur de la brique;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement acrylique recouvrant la corniche en partie supérieure du bâtiment ainsi que celle ornant la marquise sera de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le projet présente une fenestration abondante au niveau du rez-de-chaussée en façade principale et sur les murs latéraux;

CONSIDÉRANT QUE le projet offre également une fenestration intéressante sur la façade arrière, soit celle visible de l'aire de stationnement public et donnant sur le parc;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont composées :

a) au rez-de-chaussée : de fenêtres fixes en partie centrale (simple ou double) avec bandeaux latéraux et de portes d'accès s'y harmonisant;
b) à l'étage : de portes-jardin avec bandeaux latéraux donnant accès aux balcons en façade principale ainsi que de fenêtres à guillotine ou à battant pour les autres fenêtres;

c) de carrelage en partie supérieure de toutes les fenêtres, qu'elles aient ou non des fenêtres en imposte en partie supérieure;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle proposition architecturale pour le bâtiment contribue à renforcer le caractère architectural traditionnel d'ensemble de ce tronçon de rue;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sur le site visé (tel que mentionné ci-dessus) et localisé aux 172-180 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** les travaux d'aménagement de terrain à une séance ultérieure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***514/4/03 - Renouvellement du mandat de certains membres du conseil d'administration de la Corporation du centre culturel de Drummondville inc.***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle le mandat de :

- madame Solange Lebel et monsieur Gérald Blais, à titre de représentants de la population;
- madame Francine Lemire Lauzon et messieurs Gaston Langlais et Jean-Yves Milot à titre de représentants du secteur socio-économique;

au sein du c.a. de la Corporation du centre culturel de Drummondville inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***515/4/03 - Signature d'un acte de vente des lots ptie 30, 27 et 29 du cadastre du quartier Ouest de la Ville de Drummondville en faveur de 2634-8730 Québec inc.***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente des lots ptie 30, 27 et 29 du cadastre du quartier Ouest de la Ville de Drummondville (ancien magasin Continental) en faveur de 2634-8730 Québec inc. au montant de 12,50 $ le pied carré pour un montant total de 100 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***516/4/03 - Signature d'une entente relativement à la convention collective des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse, le directeur général et la directrice des ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente relativement à la convention collective des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***517/4/03 - Mandat à Dubé et Boies, arpenteurs-géomètres aux fins de procéder à la description de l'implantation de la piscine-plage du Centre communautaire Pierre-Lemaire***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Dubé et Boies, arpenteurs-géomètres aux fins de procéder à la description de l'implantation de la piscine-plage du Centre communautaire Pierre-Lemaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***518/4/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. pour la préparation de plans et devis pour la réfection des pompes de la station de pompage Sigouin***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de préparer les plans et devis pour la réfection des pompes de la station de pompage Sigouin et autorise le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. à présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation. De plus la Ville de Drummondville informe ledit ministère qu'elle ne s'objecte pas à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***519/4/03 - Avis de motion du règlement no 3079 – Travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue de Bruxelles et Place de Rome***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3079 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue de Bruxelles et Place de Rome et prévoyant un emprunt n'excédant pas 158 753,97 $.

***520/4/03 - Adoption du projet de règlement no 3112 – Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3112, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H02-11, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H02-11 est délimitée approximativement par le chemin du Golf (côté nord), la rivière Saint-François, la rue Marler ainsi que l'avenue des Châtaigniers;

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H12-26, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H12-26 est localisée entre les voies de circulation Place Montgrand (bornant trois (3) côtés de la zone visée) et la rue Cardin;

C) de diminuer, dans la zone d'habitation H08-02 :
- de huit mètres (8 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages $\mathbf{h_1}$ (habitation unifamiliale) de type isolé;
- de neuf mètres (9 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages $\mathbf{h_2}$ (habitations bi et trifamiliale) de type isolé;

La zone H08-02 est située approximativement entre les 9$^{e}$ et 12$^{e}$ avenues ainsi que les rues St-Jean et St-Damase;

D) de permettre, pour la classe d'usages $\mathbf{h_{5.2}}$ (habitation mixte) actuellement autorisée dans la zone commerciale C03-12, que l'usage commercial " auberge " soit autorisé sur un même étage qu'un usage résidentiel, et ce, selon certaines conditions. La zone C03-12 longe le côté sud de la rue Lindsay, de part et d'autre de l'intersection des rues Lindsay et Marchand;

E) d'agrandir la zone d'habitation H11-39 à même une partie de la zone d'habitation H11-19, de manière à y inclure un terrain, soit le terrain situé à l'intersection des

rues de la Sève et de la Samare. Les zones H11-39 et H11-19 sont situées dans le développement de L'Érablière, soit du côté nord-ouest de la rue Paris, et celles-ci sont adjacentes aux rues de la Samare et de la Sève;

F) d'autoriser, dans la zone industrielle I12-04 en tant qu'usage spécifiquement permis, l'usage commercial " Hôtel " et de prévoir en conséquence les diverses normes relatives à la construction. La zone I12-04 longe le côté sud de l'autoroute Jean-Lesage, englobe une partie des terrains situés de part et d'autre de la rue Canadien et est située entre le boulevard Lemire et l'autoroute 55;

G) • d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-05, de manière à ajouter une portion de terrains situés vis-à-vis la rue Janelle jusqu'à la limite sud-est de l'extrémité des rues Réjean, Fontaine et Lacadie;
• de prévoir, dans les zones I11-07 et I12-05, l'obligation d'aménager une zone tampon pour tout terrain adjacent à un terrain résidentiel.

Les limites des zones I11-07 et I12-05 sont situées approximativement entre le boulevard Lemire (côté nord), la rue Rocheleau (côté sud), la rue Canadien (côté sud) et la rue Sigouin (côté nord).

H) • de créer la nouvelle zone d'habitation H08-14 à même une partie de la zone d'habitation H08-10 actuelle, afin d'y intégrer une partie de terrain longeant le côté sud de la rue Barnabé;
• d'autoriser, dans la nouvelle zone H08-14, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant un maximum de six (6) logements, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;

• d'autoriser, dans la zone H08-10 actuelle, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant de quatre (4) à trente-six (36) logements maximum, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;
• de prohiber, dans la zone H08-10, les classes d'usages :
- **$h_1$** (habitation unifamiliale de type isolé);
- **$u_1$** (utilités légères);
- **$p_1$** (communautaire institutionnel et administratif);

de même que tous les usages autorisés faisant partie de la classe d'usages **$c_2$** (commerce de détail et de service) ainsi que toutes les normes s'y rattachant.

La zone H08-10 est située à l'angle de la rue St-Laurent, de la 20e avenue et de la rue Barnabé, soit du côté sud de la 20e avenue;

soit et est adopté;

2o ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***521/4/03 - Avis de motion du règlement no 3112 – Zonage***

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3112 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H02-11, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H02-11 est délimitée approximativement par le chemin du Golf (côté nord), la rivière Saint-François, la rue Marler ainsi que l'avenue des Châtaigniers;

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H12-26, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H12-26 est localisée entre les voies de circulation Place Montgrand (bornant trois (3) côtés de la zone visée) et la rue Cardin;

C) de diminuer, dans la zone d'habitation H08-02 :
- de huit mètres (8 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages **$h_1$** (habitation unifamiliale) de type isolé;

- de neuf mètres (9 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages **$h_2$** (habitations bi et trifamiliale) de type isolé;

La zone H08-02 est située approximativement entre les 9e et 12e avenues ainsi que les rues St-Jean et St-Damase;

D) de permettre, pour la classe d'usages **$h_{5.2}$** (habitation mixte) actuellement autorisée dans la zone commerciale C03-12, que l'usage commercial " auberge " soit autorisé sur un même étage qu'un usage résidentiel, et ce, selon certaines conditions. La zone C03-12 longe le côté sud de la rue Lindsay, de part et d'autre de l'intersection des rues Lindsay et Marchand;

E) d'agrandir la zone d'habitation H11-39 à même une partie de la zone d'habitation H11-19, de manière à y inclure un terrain, soit le terrain situé à l'intersection des rues de la Sève et de la Samare. Les zones H11-39 et H11-19 sont situées dans le développement de L'Érablière, soit du côté nord-ouest de la rue Paris, et celles-ci sont adjacentes aux rues de la Samare et de la Sève;

F) d'autoriser, dans la zone industrielle I12-04 en tant qu'usage spécifiquement permis, l'usage commercial " Hôtel " et de prévoir en conséquence les diverses normes relatives à la construction. La zone I12-04 longe le côté sud de l'autoroute Jean-Lesage, englobe une partie des terrains situés de part et d'autre de la rue Canadien et est située entre le boulevard Lemire et l'autoroute 55;

G) • d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-05, de manière à ajouter une portion de terrains situés vis-à-vis la rue Janelle jusqu'à la limite sud-est de l'extrémité des rues Réjean, Fontaine et Lacadie;
• de prévoir, dans les zones I11-07 et I12-05, l'obligation d'aménager une zone tampon pour tout terrain adjacent à un terrain résidentiel.

Les limites des zones I11-07 et I12-05 sont situées approximativement entre le boulevard Lemire (côté nord), la rue Rocheleau (côté sud), la rue Canadien (côté sud) et la rue Sigouin (côté nord).

H) • de créer la nouvelle zone d'habitation H08-14 à même une partie de la zone d'habitation H08-10 actuelle, afin d'y intégrer une partie de terrain longeant le côté sud de la rue Barnabé;
• d'autoriser, dans la nouvelle zone H08-14, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant un maximum de six (6) logements, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;
• d'autoriser, dans la zone H08-10 actuelle, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant de quatre (4) à trente-six (36) logements maximum, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;
• de prohiber, dans la zone H08-10, les classes d'usages :
  - **$h_1$** (habitation unifamiliale de type isolé);
  - **$u_1$** (utilités légères);
  - **$p_1$** (communautaire institutionnel et administratif);

de même que tous les usages autorisés faisant partie de la classe d'usages **$c_2$** (commerce de détail et de service) ainsi que toutes les normes s'y rattachant.

La zone H08-10 est située à l'angle de la rue St-Laurent, de la 20e avenue et de la rue Barnabé, soit du côté sud de la 20e avenue;

## ***522/4/03 - Dispense de lecture du règlement no 3112 – Zonage***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3112, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H02-11, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H02-11 est délimitée approximativement par le chemin du Golf (côté nord), la rivière Saint-François, la rue Marler ainsi que l'avenue des Châtaigniers;

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H12-26, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H12-26 est

localisée entre les voies de circulation Place Montgrand (bornant trois (3) côtés de la zone visée) et la rue Cardin;

C) de diminuer, dans la zone d'habitation H08-02 :
- de huit mètres (8 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages **$h_1$** (habitation unifamiliale) de type isolé;
- de neuf mètres (9 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages **$h_2$** (habitations bi et trifamiliale) de type isolé;

La zone H08-02 est située approximativement entre les 9e et 12e avenues ainsi que les rues St-Jean et St-Damase;

D) de permettre, pour la classe d'usages **$h_{5.2}$** (habitation mixte) actuellement autorisée dans la zone commerciale C03-12, que l'usage commercial " auberge " soit autorisé sur un même étage qu'un usage résidentiel, et ce, selon certaines conditions. La zone C03-12 longe le côté sud de la rue Lindsay, de part et d'autre de l'intersection des rues Lindsay et Marchand;

E) d'agrandir la zone d'habitation H11-39 à même une partie de la zone d'habitation H11-19, de manière à y inclure un terrain, soit le terrain situé à l'intersection des rues de la Sève et de la Samare. Les zones H11-39 et H11-19 sont situées dans le développement de L'Érablière, soit du côté nord-ouest de la rue Paris, et celles-ci sont adjacentes aux rues de la Samare et de la Sève;

F) d'autoriser, dans la zone industrielle I12-04 en tant qu'usage spécifiquement permis, l'usage commercial " Hôtel " et de prévoir en conséquence les diverses normes relatives à la construction. La zone I12-04 longe le côté sud de l'autoroute Jean-Lesage, englobe une partie des terrains situés de part et d'autre de la rue Canadien et est située entre le boulevard Lemire et l'autoroute 55;

G) • d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-05, de manière à ajouter une portion de terrains situés vis-à-vis la rue Janelle jusqu'à la limite sud-est de l'extrémité des rues Réjean, Fontaine et Lacadie;
• de prévoir, dans les zones I11-07 et I12-05, l'obligation d'aménager une zone tampon pour tout terrain adjacent à un terrain résidentiel.

Les limites des zones I11-07 et I12-05 sont situées approximativement entre le boulevard Lemire (côté nord), la rue Rocheleau (côté sud), la rue Canadien (côté sud) et la rue Sigouin (côté nord).

H) • de créer la nouvelle zone d'habitation H08-14 à même une partie de la zone d'habitation H08-10 actuelle, afin d'y intégrer une partie de terrain longeant le côté sud de la rue Barnabé;
• d'autoriser, dans la nouvelle zone H08-14, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant un maximum de six (6) logements, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;
• d'autoriser, dans la zone H08-10 actuelle, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant de quatre (4) à trente-six (36) logements maximum, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;
• de prohiber, dans la zone H08-10, les classes d'usages :
- **$h_1$** (habitation unifamiliale de type isolé);
- **$u_1$** (utilités légères);
- **$p_1$** (communautaire institutionnel et administratif);

de même que tous les usages autorisés faisant partie de la classe d'usages **$c_2$** (commerce de détail et de service) ainsi que toutes les normes s'y rattachant.

La zone H08-10 est située à l'angle de la rue St-Laurent, de la 20e avenue et de la rue Barnabé, soit du côté sud de la 20e avenue;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***523/4/03 - Adoption du projet de règlement no 3117 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,

et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3117, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser comme construction accessoire pour les usages du groupe habitation, un abri recouvrant une piscine creusée ou un spa, mais ce, selon certaines conditions et en apportant certains ajustements et ajouts qui sont relatifs à son implantation;

B) de modifier les exigences quant à la localisation des cases de stationnement pour la classe d'usages **$h_1$** " habitation unifamiliale " avant une structure contiguë, soit en permettant l'aménagement de celles-ci uniquement dans une cour latérale ou une cour arrière de bâtiment à l'exception des habitations avec garage attenant ou intégré;

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***524/4/03 - Avis de motion du règlement no 3117 – Zonage***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3117 le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser comme construction accessoire pour les usages du groupe habitation, un abri recouvrant une piscine creusée ou un spa, mais ce, selon certaines conditions et en apportant certains ajustements et ajouts qui sont relatifs à son implantation;

B) de modifier les exigences quant à la localisation des cases de stationnement pour la classe d'usages **$h_1$** " habitation unifamiliale " avant une structure contiguë, soit en permettant l'aménagement de celles-ci uniquement dans une cour latérale ou une cour arrière de bâtiment à l'exception des habitations avec garage attenant ou intégré.

## ***525/4/03 - Dispense de lecture du règlement no 3117 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3117, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser comme construction accessoire pour les usages du groupe habitation, un abri recouvrant une piscine creusée ou un spa, mais ce, selon certaines conditions et en apportant certains ajustements et ajouts qui sont relatifs à son implantation;

B) de modifier les exigences quant à la localisation des cases de stationnement pour la classe d'usages **$h_1$** " habitation unifamiliale " avant une structure contiguë, soit en permettant l'aménagement de celles-ci uniquement dans une cour latérale ou une cour arrière de bâtiment à l'exception des habitations avec garage attenant ou intégré;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***526/4/03 - Adoption du projet de règlement no 3118 – Comité consultatif d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3118, amendant le règlement concernant le comité consultatif d'urbanisme no 2326 dans le but :

- de prévoir une allocation pour les membres résidants qui siègent sur le comité consultatif d'urbanisme;
- d'apporter certains ajustements et/ou ajouts quant aux dispositions relatives au comité consultatif d'urbanisme et aux dérogations mineures;

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

- Le conseiller Denis Savoie dit que rien ne fait mention du montant payé aux membres du C.C.U.. Il rappelle que les membres du C.C.U. de l'ex-Grantham étaient payés selon les propos du conseiller Fontaine, quel était le montant?

- Le conseiller Gilles Fontaine pense que c'était 15 $ par soirée. Une vérification a été faite dans des villes similaires à la nôtre. La rémunération fait suite à des commentaires négatifs, les membres du C.C.U. ne l'ont jamais demandée. Les membres siègent de 2 à 3 fois par mois, il est donc normal que la Ville les rémunère.

- Le conseiller Denis Savoie confirme qu'à Grantham les membres étaient payés 10 $ par séance parce qu'ils devaient se déplacer.

Selon lui si on commence à rémunérer les bénévoles, la Ville ne pourra plus être reconnue pour son bénévolat. Il réfère aux bénévoles du Mondial des Cultures, des Légendes fantastiques et inscrit sa dissidence en regard du projet de règlement no 3118.

- Madame la mairesse intervient pour dire que c'est à cause de monsieur Savoie que le projet est sur la table; qu'il a déchiré son linge lorsqu'il a vu que les membres avaient profité d'une fête de reconnaissance et d'un petit cadeau de Noël. Elle différencie un membre du C.C.U., d'un membre d'un conseil d'administration compte tenu qu'il existe un lien direct avec le conseil municipal et que le législateur a prévu que les membres d'un C.C.U. pouvaient être rémunérés.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

## ***527/4/03 - Avis de motion du règlement no 3118 – Comité consultatif d'urbanisme***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3118 amendant le règlement concernant le comité consultatif d'urbanisme no 2326 dans le but :

- de prévoir une allocation pour les membres résidants qui siègent sur le comité consultatif d'urbanisme;
- d'apporter certains ajustements et/ou ajouts quant aux dispositions relatives au comité consultatif d'urbanisme et aux dérogations mineures.

### *528/4/03 - Dispense de lecture du règlement no 3118 – Comité consultatif d'urbanisme*

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3118, amendant le règlement concernant le comité consultatif d'urbanisme no 2326 dans le but :

- de prévoir une allocation pour les membres résidants qui siègent sur le comité consultatif d'urbanisme;
- d'apporter certains ajustements et/ou ajouts quant aux dispositions relatives au comité consultatif d'urbanisme et aux dérogations mineures;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***529/4/03 - Adoption du projet de règlement no 3121 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3121, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H06-23, H06-26, H06-28 et communautaire P06-11, soit en :
  - agrandissant la zone d'habitation H06-23 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle;
  - agrandissant la zone d'habitation H06-28 à même une partie de la zone d'habitation H06-26 actuelle;
  - déplaçant la zone communautaire P06-11 actuelle plus au sud du développement;
- d'abroger la zone commerciale C06-01.

L'ensemble de ces zones fait partie intégrante du développement domiciliaire " Boisé Messier " et concerne plus particulièrement les rues Fradet, des Orchidées et les rues projetées, soit Place de l'Iris et rue des Pivoines;

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***530/4/03 - Avis de motion du règlement no 3121 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3121 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H06-23, H06-26, H06-28 et communautaire P06-11, soit en :
  - agrandissant la zone d'habitation H06-23 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle;
  - agrandissant la zone d'habitation H06-28 à même une partie de la zone d'habitation H06-26 actuelle;
  - déplaçant la zone communautaire P06-11 actuelle plus au sud du développement;
- d'abroger la zone commerciale C06-01.

L'ensemble de ces zones fait partie intégrante du développement domiciliaire " Boisé Messier " et concerne plus particulièrement les rues Fradet, des Orchidées et les rues projetées, soit Place de l'Iris et rue des Pivoines.

***531/4/03 - Dispense de lecture du règlement no 3121 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3121, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H06-23, H06-26, H06-28 et communautaire P06-11, soit en :
  - agrandissant la zone d'habitation H06-23 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle;
  - agrandissant la zone d'habitation H06-28 à même une partie de la zone d'habitation H06-26 actuelle;
  - déplaçant la zone communautaire P06-11 actuelle plus au sud du développement;
- d'abroger la zone commerciale C06-01.

L'ensemble de ces zones fait partie intégrante du développement domiciliaire " Boisé Messier " et concerne plus particulièrement les rues Fradet, des Orchidées et les rues projetées, soit Place de l'Iris et rue des Pivoines;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***532/4/03 - Adoption du règlement no 3091 – Création d'un programme municipal d'aide financière complémentaire au programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec***

Lecture est donnée du règlement no 3091 décrétant la création d'un programme d'aide financière complémentaire au programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le règlement est adopté en précisant qu'il s'agit du dossier de résidences pour personnes handicapées. Toute demande sera traitée de façon individuelle.

***533/4/03 - Adoption du règlement no 3119 – Modifiant le règlement no 2700 de manière à y augmenter la fréquence des arrosages extérieurs***

Lecture est donnée du règlement no 3119 modifiant le règlement no 2700 de manière à y augmenter la fréquence des arrosages extérieurs autorisés à trois (3) fois par semaine.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***534/4/03 - Adoption du règlement no 3120 – Amendant le règlement no 3099 de façon à remplacer l'annexe « B » et à modifier les articles 2, 3 et 4 quant aux montants y mentionnés***

Lecture est donnée du règlement no 3120 amendant le règlement no 3099 décrétant des « travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres et prévoyant un emprunt n'excédant pas 56 361 $ » de façon à remplacer l'annexe « B » et à modifier les articles 2, 3 et 4 quant aux montants y mentionnés.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Information des membres du conseil***

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Monsieur Martin Demanche, employé au Service de prévention incendie, et à toute la famille à l'occasion du décès de son père, monsieur Réal Demanche.

- Madame Nathalie Gaudet, brigadière scolaire à la Ville de Drummondville, et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Claire Houde Gaudet.

**Enlèvement des gros rebuts à Drummondville**
**(M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population que la première opération d'enlèvement des gros rebuts pour l'année 2003 aura lieu du 28 avril au 2 mai prochains.

**Collecte de RDD le samedi 3 mai**
**(M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population que la Ville de Drummondville participe en compagnie de 12 autres municipalités de la région à la 11e collecte de RDD (Résidus Domestiques Dangereux) organisée par le Bloc Vert, le samedi 3 mai prochain de 9h00 à 16h00 dans le stationnement du Centre Marcel-Dionne situé au 300 rue Cockburn.

**Félicitations**
**(M. Roberto Léveillée)**

Le conseiller Roberto Léveillée félicite SGT 2000 pour sa nomination à titre de lauréat des compagnies de transport les mieux gérées.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

**Pascal Allard**

Les items 5.6 et 5.7 traitent de photocopieurs et on constate un écart de 10 000 $ entre les 2, pourquoi?

- Madame la mairesse précise que la différence est due au nombre de copies.

- Monsieur Pascal Allard

Il constate qu'actuellement l'eau se vend plus chère que l'essence, il trouve donc désolant que la Ville augmente la fréquence d'arrosage, compte tenue que l'eau se raréfie.

- Monsieur Pascal Allard

Pourquoi la Ville a-t-elle refusé d'aider financièrement 2 jeunes finalistes en musique? et pourquoi le sujet n'est pas discuté en séance publique? Pour lui la Ville n'encourage rien au niveau des artistes.

- Madame la mairesse confirme que le dossier a été traité en atelier de travail. Les personnes concernées ont été informées.

Ce n'est pas le rôle de la Ville de payer des autobus pour aller voir des gens qui se produisent. La Ville n'a pas le droit de subventionner une personne.

Quant à la participation financière de la Ville au volet culturel, madame la mairesse rappelle qu'une rencontre s'est tenue récemment pour discuter de développement

culturel et tenter d'établir une politique. La Ville verse déjà des bourses à l'élite culturelle et encourage les organismes locaux en développement comme La Magie de Broadway, Nostalgia.

**Christian Rajotte**

Monsieur Rajotte parle de la Sûreté du Québec et mentionne que l'économie réelle est moindre que celle annoncée.

- Madame la mairesse rappelle que le transfert devait se faire en juin 2002 alors que le tout a été réalisé en septembre. La Ville devait donc s'acquitter des obligations jusqu'à cette date.

Les chiffres déposés sont donc toujours bons.

- Monsieur Christian Rajotte

La situation actuelle est-elle à la normale et s'il y avait conflit qui serait appelé en renfort?

- Le conseiller Robert Lafrenière souligne qu'effectivement il y a eu une période de rôdage, mais que tout est correct actuellement. En cas de conflit, un autre corps extérieur assurera la sécurité.

- Monsieur Christian Rajotte

De plus en plus fréquemment le service d'incendie fait appel à St-Nicéphore ou à une autre municipalité, est-ce normal?

- Madame la mairesse rappelle que le directeur d'incendie est venu expliquer le cas particulier de la rue Robert, lors d'une séance antérieure.

- Le conseiller Robert Lafrenière, quant à lui, résume la situation vécue pour l'incendie de la rue Robert.

De plus, il souligne que dans le cadre d'un programme de gestion de risques établi pour la MRC l'entraide municipale tiendra une place importante.

**M. Boisvert, journaliste**

Le programme AccèsLogis touche combien d'immeubles.

- Madame la mairesse confirme que le conseil souhaite traiter les dossiers un à un et que le règlement actuel est adopté pour une résidence pour personnes handicapées.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 5 mai 2003.

## ***535/4/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21h00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***5 MAI 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 5 mai 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***536/5/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***537/5/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 22 avril 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 22 avril 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

***538/5/03***

***- Pavage, bordures et éclairage 2003***
***(Soumission no D07041 - Ouverture 30.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean Beauchesne, ingénieur, Groupe Conseil Genivar inc., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de R. Guilbeault Construction inc. au montant total de 458 422,62 $ (taxes incluses) pour la partie no 1 du projet soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***539/5/03***

***- Disposition d'actifs***
***(Soumission no 03-0058 – Ouverture 24.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que chacun des soumissionnaires soient et sont retenus pour la cession des actifs suivants :

**# item** **Description**

5. Camionnette Chevrolet Custom (1986) #412-642
13. Aérateur à gazon manuel
17. Lot d'équipements électriques

- *Monsieur Denis Rainville pour un montant total de 516,47 $ (taxes incluses)*

8. Monte charge électrique 24 volts
20. Pierre imbriquée environ 1 200 $pi^2$
21. Gratte arrière pour tracteur

- *Canimex inc. pour un montant total de 2 076,20 $ (taxes incluses)*

3. Fourgonnette Ford Aérostar (1990) #620

- *Monsieur François Chabot pour un montant total de 166,79 $ (taxes incluses)*

4. Fourgonnette Plymouth Voyager (1991) #609

- *Monsieur Hervé Poirier pour un montant total de 115,03 $ (taxes incluses)*

6. Ford Explorer (1992) #616
7. Ford Explorer (1994) #603

- *Auto Therrien pour un montant total de 782,17 $ (taxes incluses)*

9. Tondeuse Toro commercial TV 5002 (#7900844)
10. Tondeuse Toro commercial TV 5002 (#8900886)
11. Tondeuse Toro commercial TV 5002 (#8900891)

- *Madame Odette Laprade pour un montant total de 547,85 $ (taxes incluses)*

12. Lot de 5 débroussailleuses et 1 taille haie

- *Monsieur Maurice Marquis pour un montant total de 232,34 $ (taxes incluses)*

14. Router à asphalte

- *Monsieur Jean-Luc Benoît pour un montant total de 32,76 $ (taxes incluses)*

15. Génératrice Homelite
16. Moteur (gaz) 3.5 HP et moteur (électrique) ½ HP

- *Outillage forestier pour un montant total de 201,29 $ (taxes incluses)*

19. Lot de baies vitrées

- *Ferme Serge Lapierre pour un montant total de 287,56 $ (taxes incluses)*

Le tout pour un montant total de 4 958,46 (taxes incluses).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***540/5/03***

***- Abat-poussière***
***(Soumission no 03-0060 – Ouverture 23.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Somavrac (C.C.) inc. pour un montant total approximatif de 32 782,13 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour la fourniture et l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***541/5/03 - Don d'un camion pompe incendie International de l'année 1970 au musée de l'auto du Village Québécois d'Antan***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède au don d'un camion pompe incendie International de l'année 1970 au musée de l'auto du Village Québécois d'Antan.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres de demande d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes. Elle mentionne également que les élus ont reçu et pris connaissance d'une pétition qui traite de la sécurité dans le tunnel du secteur St-Jean-Baptiste. Une évaluation sera faite et un suivi assuré.

***542/5/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 7 avril 2003 au 5 mai 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 2 719 619,61 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Rapport du trésorier au 31 mars 2003***

Le conseiller Roberto Léveillée commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 mars 2003.

***543/5/03 - Radiation de divers comptes***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville, après avoir pris connaissance d'une liste de comptes déposée par le trésorier, autorise la radiation de divers comptes pour un total de 24 555,24 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***544/5/03 - Dépôt du procès-verbal (29.04.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 29 avril 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***545/5/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 1085 du boulevard René-Lévesque – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 1085 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.48);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment fait partie d'un projet d'ensemble comprenant la construction de plusieurs bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de neuf cent vingt-neuf mètres carrés (929 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti sur le boulevard René-Lévesque et s'inscrit en continuité avec les bâtiments environnants (actuels et futurs);

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur le boulevard René-Lévesque permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une visibilité intéressante à partir des voies de circulation, tout en respectant la visibilité des autres bâtiments prévus au projet d'ensemble;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :

- de blocs de béton à face éclatée de couleur terre (beige-gris);
- de briques de couleur brun-rouge;
- d'acrylique de couleurs beige, bleue, blanche et dans les teintes de brun;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements de maçonnerie (blocs de béton et briques) sont principalement installés en partie inférieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure des murs ainsi que les murs parapets sont recouverts d'un revêtement d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que maçonnerie posée en retrait, soulignements horizontaux de maçonnerie et modulations dans le revêtement d'acrylique créant des panneaux, permettent de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment, tout en favorisant l'harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE ces jeux de matériaux permettent de bien animer les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une entrée principale, laquelle est orientée vers l'aire de stationnement donnant dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est marquée d'un mur parapet agrémenté d'une marquise, ce qui contribue à bien orienter la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives sont réalisées en partie supérieure de certains murs;

CONSIDÉRANT QUE le mur comprenant l'entrée principale est pourvu d'une fenestration adéquate en nombre et en superficie, ce qui contribue à animer architecturalement cette façade;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant, soit celui donnant sur le boulevard René-Lévesque, ainsi que le mur arrière sont aménagés de fenêtres et celles-ci sont ornementées de modules d'acrylique et/ou de maçonnerie et/ou d'auvents;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades sont pourvues de murs en retrait, ce qui permet de briser la linéarité de ces derniers et de les agrémenter;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs se retrouvant sur le bâtiment s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural particulier et distinctif du bâtiment permet de dégager une image de qualité supérieure;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur approximative de six mètres (6 m) est réalisée en bordure de la voie de circulation et dans laquelle sont plantés au moins huit (8) arbres;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) aménagements paysagers comportant au moins soixante (60) arbustes et/ou plantes florales sont réalisés dans la bande gazonnée près du boulevard René-Lévesque, ce qui permet de réduire la visibilité des aires de stationnement de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE quelques îlots paysagers sont réalisés dans la cour arrière et dans la cour latérale;

CONSIDÉRANT QU'au moins huit (8) arbres sont plantés à même ces îlots;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de soixante-dix millimètres (70 mm);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est accessible par une entrée charretière mitoyenne;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au site s'effectue par des entrées charretières localisées sur des terrains adjacents faisant partie du projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE de plus, les véhicules accèdent à l'aire de stationnement par des voies communes et/ou mitoyennes;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont aménagées dans la cour latérale droite et sont partiellement dissimulées par le mur écran de l'enclos à déchets;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont partiellement camouflées par de la plantation;

CONSIDÉRANT QU'une haie de cèdres d'une hauteur minimale de un virgule deux mètre (1,2 m) sur une longueur approximative de vingt mètres (20 m) est aménagée, ce qui permet de dissimuler les aires de chargement/déchargement;

CONSIDÉRANT QUE le mur écran de l'enclos à déchets est constitué de maçonnerie semblable à celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du mur écran s'inspire de celui des murs extérieurs du bâtiment, ce qui permet d'assurer une bonne continuité;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'au moins dix-neuf (19) arbustes est réalisée près du mur écran;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1085 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***546/5/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1265 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1265 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.49);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de deux cents mètres carrés (200 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- rénover certaines façades du bâtiment;

**Agrandissement**

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est agrandi en cour arrière et dans le prolongement du mur latéral droit;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral gauche de l'agrandissement du bâtiment (donnant sur la rue Sigouin) est réalisé en avancée par rapport au mur existant, ce qui permet de briser la linéarité de ce mur;

**Rénovation extérieure et agrandissement**

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur) est modifié par l'augmentation de la pente de la toiture, ce qui permet d'obtenir un volume intéressant et de lui conférer un style particulier;

CONSIDÉRANT QUE la toiture en pente est constituée de plusieurs décrochés (pignons et niveau de pentes variées), ce qui contribue à réduire la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est du bardeau d'asphalte de couleur beige-brun;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est marquée par une marquise supportée par des poteaux de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont en nombre très important et de types variés;

CONSIDÉRANT QUE malgré le nombre et les types variés des ouvertures, le style architectural du bâtiment est tout de même intéressant;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs fenêtres sont munies d'une imposte en partie supérieure et dans laquelle un carrelage est installé;

CONSIDÉRANT QUE certaines ouvertures sont marquées d'ornementations, ce qui permet d'agrémenter les façades;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont majoritairement de la brique (imitation de pierre) de couleur beige-brun et d'un parement de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur brun pâle;

CONSIDÉRANT QUE le choix des matériaux et leurs couleurs permettent une bonne harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment, de par son traitement, dégage une image de qualité;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'améliorer le cadre bâti du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1265 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *547/5/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque – P.I.A*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.50);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une (1) enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de deux virgule soixante-dix mètres carrés (2,70 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne a une longueur d'environ quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m) et est de forme stylisée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le noir, le jaune, le bleu et le vert;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisées, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du bâtiment et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***548/5/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment résidentiel qui sera situé au 51 de la Place Rodolphe-Duguay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment résidentiel qui sera situé au 51 de la Place Rodolphe-Duguay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.51);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./terrain adjacent au boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment résidentiel sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à construire un bâtiment ayant deux (2) étages sur une forte proportion de son périmètre et que celui-ci a une superficie approximative de quatre-vingt-treize mètres carrés (93 $m^2$);

CONSIDÉRANT QU'un jeu de pentes de toiture (tourelle, lucarnes et pentes variées) ainsi que des portions de mur en retrait et/ou en avancée réduisent la monotonie et la linéarité des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration et les accès au bâtiment sont en nombre suffisant afin d'animer architecturalement la façade avant et la façade arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE certaines ouvertures sont marquées par des jeux de matériaux tels que des moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment s'harmonise avec celui des bâtiments du secteur;

CONSIDÉRANT QU'une brique de couleur beige et/ou beige nuancé de noir constitue le revêtement principal du bâtiment et qu'un revêtement d'acrylique de couleur similaire est aussi utilisé comme revêtement secondaire;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est protégée par une marquise;

CONSIDÉRANT QUE le mur arrière du bâtiment (mur donnant sur le boulevard René-Lévesque) est agrémenté d'une construction d'un (1) étage ainsi que d'une galerie protégée par une toiture;

CONSIDÉRANT QU'un bardeau d'asphalte de couleur foncée (telle que noir-brun) est utilisé sur l'ensemble de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux ainsi que les couleurs retenues s'harmonisent bien entre eux et ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement de terrain composé d'une haie est prévu en bordure du boulevard René-Lévesque et que celle-ci permettra, entre autres, d'agrémenter le site, de limiter la visibilité de la cour arrière et ainsi de créer des espaces plus privés pour les résidants;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment résidentiel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 51 de la Place Rodolphe-Duguay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***549/5/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 2050 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 2050 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.52);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de treize mètres carrés (13 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour arrière et que ce dernier est presque centré par rapport au mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation, l'agrandissement aura peu d'impact visuel à partir des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) s'harmonise à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts de briques de couleur brune s'apparentant à celles existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un soulignement horizontal de briques de couleur beige est réalisé sur les murs extérieurs de l'agrandissement, ce qui permet d'agrémenter ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est de faible gabarit et que celui-ci a, par conséquent, peu d'impact dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le bandeau métallique situé en partie supérieure des murs existants est repeint de couleur beige, ce qui permet d'améliorer l'image globale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs du bâtiment s'harmonisent avec celles des autres bâtiments que l'on retrouve dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2050 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***550/5/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1145 du boulevard Mercure – P.I.A. (abrogeant et remplaçant la résolution no 1078/10/02)***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1145 du boulevard Mercure a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.53);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet est modifié par le remplacement du matériau de revêtement extérieur (pierre) par de la brique, et ceci, aux pourtours des ouvertures et aux coins du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- agrandir le bâtiment principal en cour latérale droite (environ soixante-dix mètres carrés (70 $m^2$)), en cour arrière (environ vingt-huit mètres carrés (28 $m^2$)) et en cour avant (environ quatre virgule cinq mètres carrés (4,5 $m^2$));
- rénover la toiture et les ouvertures du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est agrandi en cour latérale droite et en cour avant, créant ainsi des modulations du mur avant, ce qui réduit la linéarité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par l'ajout de ces agrandissements, le mur avant est constitué d'avancées et d'un décroché, ce qui permet d'obtenir une façade animée, tout en fermant le cadre bâti sur la voie de circulation (boulevard Mercure);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment en cour arrière respecte le style architectural de la résidence telle qu'elle était avant les travaux d'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE les agrandissements sont de gabarit s'apparentant à celui du corps principal du bâtiment (toiture en pente, hauteur et nombre d'étages);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs du bâtiment sont de la brique de couleur rouge nuancée de noir et de la pierre de couleurs grise, rose et noire;

CONSIDÉRANT QUE les coins du bâtiment et une partie du pourtour des ouvertures sont aménagés de jeux de briques, tels que briques posées en boutisse et/ou en soldat et/ou coins français, ce qui agrémente les différents murs;

CONSIDÉRANT QUE la tourelle donnant sur le boulevard Mercure est recouverte de pierres;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture (agrandissements et partie existante) est un bardeau d'asphalte de couleur s'harmonisant avec celle des revêtements extérieurs;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sur le bâtiment sont pourvues d'une imposte (vitrail) en partie supérieure;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres, de par leurs dimensions et le rythme d'espacement, permettent d'animer les façades, tout en renforçant le style architectural particulier et distinctif du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un balcon est aménagé sur l'agrandissement arrière du bâtiment, ce qui permet d'améliorer la qualité de vie des résidants;

CONSIDÉRANT QUE le site (aménagement de terrain) est préservé dans son état actuel, sauf pour les parties agrandies;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1145 du boulevard Mercure, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 1078/10/02 adoptée le 21 octobre 2002.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *551/5/03 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour les établissements situés aux 192 et 194 de la rue Heriot - P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour les établissements situés aux 192 et 194 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.54);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur auvent dont la superficie est d'environ trois virgule quarante-huit mètres carrés (3,48 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE la toile de l'auvent est remplacée mais que la structure est conservée;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur auvent est de couleurs rouge et or;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage projeté ne s'intègre pas à l'architecture du bâtiment et ne s'harmonise pas avec les autres enseignes situées dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses couleurs, sa forme et son design, est prédominante dans le paysage urbain et ne favorise pas le développement d'une identité propre au secteur;

CONSIDÉRANT QUE ce type d'affichage ne contribue pas à l'unité et à l'harmonisation du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour les établissements situés aux 192 et 194 de la rue Heriot, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au type d'affichage soumis, au manque d'harmonie et à la prédominance dans le paysage urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***552/5/03 - Acceptation des travaux de construction de cinq bâtiments résidentiels à logements multiples qui seront situés au Quartier 1 - Centre-ville (arrière du Maxi) – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction de nouveaux bâtiments qui seront situés sur le terrain localisé entre le terrain de l'entreprise Maxi et les propriétés donnant sur la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.55);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de nouveaux bâtiments sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- ériger cinq (5) bâtiments résidentiels (dont un (1) de vingt-quatre (24) logements et quatre (4) de trente-deux (32) logements) sur quatre (4) étages;
- démolir un bâtiment commercial (face à la rue Lindsay) et le remplacer par un bâtiment résidentiel mixte (commerce au rez-de-chaussée et logements aux étages) (phase subséquente);

CONSIDÉRANT QUE ce projet fait partie d'un plan d'ensemble et que ces bâtiments seront construits par phase;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'ensemble démontre l'implantation des bâtiments, à savoir, un (1) près de la rue des Forges, quatre (4) dans la partie centrale du terrain et le dernier (bâtiment à usage mixte) près de la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment résidentiel implanté à environ neuf mètres (9 m) de la rue des Forges (pavage) permet de fermer le cadre bâti sur la voie de circulation et s'inscrit en continuité avec l'alignement du bâtiment voisin (Maxi);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des bâtiments (quatre (4) étages et toiture de type " plat ") respecte en général le gabarit des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments localisés au centre du projet sont réunis par une construction (espace communautaire) ayant une hauteur d'un étage;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs des bâtiments sont recouverts de maçonnerie imitant la pierre de couleur beige (partie inférieure des murs), de la brique de couleur terre ou rouge (partie intermédiaire des murs) et de l'acier imitant la tôle à baguette de couleur bronze (partie supérieure des murs), laquelle simule une toiture de type " mansarde ";

CONSIDÉRANT QUE les murs les plus longs des bâtiments sont pourvus d'avancées, ce qui réduit leur linéarité, tout en modulant ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE des murs parapets sont réalisés en partie supérieure des murs, ce qui bonifie leur traitement architectural et fait un rappel de ce type d'éléments que l'on retrouve sur plusieurs bâtiments au centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration est de type " à battant " et que cette dernière est en nombre et superficie suffisants pour animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE les portes d'accès menant aux balcons sont, soit de type " porte patio " imitant une porte jardin ou de type " porte jardin ";

CONSIDÉRANT QUE les couleurs utilisées sont traditionnelles et s'intègrent convenablement avec ce que l'on retrouve dans l'environnement, et plus généralement, au centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE les accès au site sont prévus par les rues des Forges ou Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont engazonnés et paysagés;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée donnant accès sur la rue des Forges sera marquée de murets de maçonnerie et de clôtures en fer forgé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- accepte le projet d'ensemble, soit les travaux de construction de cinq (5) bâtiments résidentiels à logements multiples, dont quatre (4) sont réunis deux (2) à deux (2) (tel que mentionné ci-dessus) et qui seront situés dans le Quartier 1 – Centre-ville (arrière du Maxi), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ce, **conditionnellement à certains ajustements**, à savoir :
  - le revêtement d'acier imitant la tôle à baguette doit être de couleur bronze clair;
  - les ouvertures doivent être munies de carrelage (en totalité ou en partie);
  - les murs les plus longs des bâtiments seront réalisés avec des soulignements verticaux créant l'effet de maison de ville;
  - les toitures des entrées aux extrémités des bâtiments doivent être réalisées en s'inspirant du style des modules centraux (partie à un (1) étage) ou avec toiture à versants multiples;

  et qu'en conséquence, un plan démontrant tous les ajustements ci-haut exigés **est requis avant qu'un permis de construction ne puisse être émis, et ceci, pour fin d'acceptation finale du projet**;

- **reporte** la recommandation à une séance ultérieure quant à la démolition du bâtiment commercial et à la construction du bâtiment résidentiel à usage mixte (celui ayant front sur la rue Lindsay);

- **reporte** l'acceptation des travaux d'aménagement de terrain (plantation et stationnement).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'avril 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

## ***553/5/03 - Vente d'un terrain industriel à Moteurs électriques Drummond (rue André-C. Hamel)***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Moteurs électriques Drummond une partie du lot 280 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de deux mille sept cent quatre-vingt-quatre virgule un mètres carrés (2 784,1 $m^2$), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par monsieur Martin Paradis, arpenteur-géomètre en date du 1er mai 2003 (numéro de répertoire : A2289 - numéro de minute : 3995), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit quatorze mille neuf cent soixante-dix-huit dollars (14 978 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Daniel Landry, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***554/5/03 - Vente d'un terrain industriel à Sérigraphie Drummond (rue Rocheleau)***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Sérigraphie Drummond une partie du lot 273 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de mille neuf cent cinquante virgule sept mètres carrés (1 950,7 $m^2$), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par monsieur Martin Paradis, arpenteur-géomètre en date du 1er mai 2003 (numéro de répertoire : A654 - numéro de minute : 4290), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «A».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit dix mille quatre cent quatre-vingt-quinze dollars (10 495 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Annie Durocher, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe «B».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***555/5/03 - Abrogation de la résolution no 515/4/03 (vente à 2634-8730 Québec inc.) (terrain : Continental)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 515/4/03 relativement à la vente du terrain de l'ancien magasin Continental à 2634-8730 Québec inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***556/5/03 - Abrogation des résolutions 474/4/03 et 475/4/03 (carrefour St-Pierre - Notre-Dame)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville abroge les résolutions suivantes :

- no 474/4/03, mandat à monsieur Martin Paradis, arpenteur-géomètre pour la préparation et la rédaction d'une description technique d'une servitude à être consentie sur le lot 160A-11 ptie du cadastre du canton de Grantham;
- no 475/4/03, mandat à Me Jacques Létourneau, notaire, relative à la préparation et la rédaction d'un acte de servitude pour l'installation d'un feu de circulation au coin des rues St-Pierre et Notre-Dame sur le lot 160A-11 ptie du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***557/5/03 - Autorisation à l'Association de Tennis de Drummondville – Tenue du défi à l'entreprise, samedi le 7 juin 2003 au parc Woodyatt***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association de Tennis de

Drummondville à tenir le défi à l'entreprise, samedi le 7 juin 2003 au parc Woodyatt, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***558/5/03 - Autorisation au Centre de la petite enfance À Tire d'Aile inc. - Utilisation du parc Frigon le 27 mai 2003***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre de la petite enfance À Tire d'Aile inc. à utiliser le parc Frigon le 27 mai 2003 de 9h30 à 13h00 dans le cadre de la semaine des Centres de la petite enfance, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***559/5/03 - Autorisation à Le 9e BIT inc. – Tenue d'une vente sous la tente les 31 mai et 1er juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Le 9e BIT inc. à tenir une vente sous la tente les 31 mai et 1er juin 2003, et ce, dans le stationnement du 705 et 715 rue Cormier, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***560/5/03 - Autorisation à l'Association Moto Tourisme Drummond - Tenue d'une activité le 18 mai 2003 au terrain de l'exposition***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association Moto Tourisme Drummond à tenir une activité le 18 mai 2003 au terrain de l'exposition et à faire une parade selon un trajet approuvé par la Sûreté du Québec, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***561/5/03 - Protocole d'entente avec Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour la gestion des piscines extérieures et de la plage publique***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente, de reconnaissance et de gestion à intervenir avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour la gestion des piscines extérieures et de la plage publique.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2003 et comprend le versement d'une subvention de 192 400 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***562/5/03 - Protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation de la piscine intérieure du Centre Culturel***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation de la piscine intérieure du Centre Culturel par le club de natation « Les Requins ».

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 3 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***563/5/03 - Protocole d'entente avec le Club de patinage artistique et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la location d'heures de glace à l'Olympia Yvan-Cournoyer***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club de patinage artistique et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la location d'heures de glace à l'Olympia Yvan Cournoyer du 23 juin au 25 juillet 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***564/5/03 - Protocole d'entente avec la coordination ministérielle en Sécurité civile du ministère de la Santé et des services sociaux et la coordination régionale en Sécurité civile de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la coordination ministérielle en Sécurité civile du ministère de la Santé et des services sociaux et la coordination régionale en Sécurité civile de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec concernant l'entreposage et l'utilisation de la quantité d'unité de rassemblement de blessés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***565/5/03 - Signature d'un bail emphytéotique à intervenir entre la Ville de Drummondville et la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail emphytéotique à intervenir avec la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville. Ledit bail affecte le lot 88-4 du cadastre du canton de Wickham et est valable pour une période de dix (10) ans.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *566/5/03 - Embauche de monsieur Dave Houde au poste de préposé à l'entretien préventif à l'essai*

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Dave Houde au poste de préposé à l'entretien préventif à l'essai, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN). La date d'embauche sera fixée par le directeur du service.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *567/5/03 - Formation d'un comité de sélection pour une firme d'urbanisme (prêt de personnel)*

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité en vue de sélectionner une firme d'urbanisme en remplacement temporaire d'un poste d'urbaniste, et ce, pour une période minimale de 6 mois. Ledit comité sera formé de monsieur Denis Jauron, Me Josée Vendette, Me Claude Proulx ainsi que monsieur Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *568/5/03 - Approbation des critères de sélection pour le choix d'une firme d'urbanisme*

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme d'urbanisme concernant le remplacement temporaire d'un poste d'urbaniste, et ce, selon le tableau suivant :

| ***PARTIE 1*** | | | |
|---|---|---|---|
| **ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION** | | Fournisseur | |
| CRITÈRES (minimum de 4) | Nombre maximal de points (1 à 30) | Cote (0 à 100%) | Pointage |
| Expérience du fournisseur | 10 | | |
| Expérience de la personne ressource | 30 | | |
| Formation de la personne ressource | 30 | | |
| Stabilité des ressources du fournisseur et capacité de relève | 30 | | |
| **POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :** | 100 | /100 | |
| Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes.** | | | |
| ***PARTIE 2*** | | | |
| **ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL** | | Fournisseur | |
| Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70) | | | |
| Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix | | | |
| **Rang et adjudicataire** | | | |

_____

(Signature) (EN LETTRES MOULÉES)

_____

(date) (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***569/5/03 - Subvention de 1 300 $ - Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'Association du Hockey mineur de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 300 $ au Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'Association du Hockey mineur de Drummondville dans le cadre d'un programme de hockey AA, et ce, à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***570/5/03 - Subvention de 2 000 $ - Diffusion Talents inc. (Nostalgia)***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ à Diffusion Talents inc. (Nostalgia) à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***571/5/03 - Subvention de 1 100 $ - Équipe de soccer U-14 Dragons féminin***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 100 $ à l'équipe de soccer U-14 Dragons féminin à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***572/5/03 - Subvention de 1 000 $ - Club social des employés cadres de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Club social des employés cadres de la Ville de Drummondville à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***573/5/03 - Acceptation de l'offre de subvention du ministère des Transports du Québec pour la réalisation des travaux de rénovation du pont dans le Cinquième rang Est, Ruisseau Kelly***

CONSIDÉRANT QUE la Ville accepte la subvention offerte par le ministère des Transports du Québec pour l'exécution et la surveillance des travaux prévus pour la rénovation du pont dans le Cinquième rang Est, Ruisseau Kelly;

CONSIDÉRANT QUE la Ville s'engage à modifier, après l'acceptation des travaux, l'affichage de limitation de poids, au pont, pour refléter la nouvelle capacité structurale, si celle-ci a été bonifiée suite aux travaux;

CONSIDÉRANT QUE la Ville demande au ministère des Transports de lui fournir les plans et devis pour effectuer lesdits travaux;

CONSIDÉRANT QUE les travaux visés par l'offre du Ministère ne font pas l'objet d'une autre subvention;

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'offre du ministère des Transports du Québec pour la réalisation des travaux de rénovation du pont dans le Cinquième rang Est, Ruisseau Kelly.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***574/5/03 - Mandat à l'U.M.Q. – Achat regroupé pour la fourniture de chlorure de sodium pour le déglaçage des chaussées - Saison 2003- 2004***

Vu la proposition de l'Union des municipalités du Québec de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant le chlorure de sodium;

Vu l'article 29.9.1 de la Loi sur les cités et villes;

Attendu que la Ville de Drummondville désire procéder à cet achat regroupé pour se procurer le chlorure de sodium selon les quantités amplement décrites à la section information de la fiche d'identification préparée par le directeur du Service de l'approvisionnement;

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville confie à l'Union des municipalités du Québec le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant le chlorure de sodium nécessaire pour les activités de la municipalité, et ce, selon les quantités plus amplement décrites à la section information de la fiche d'identification préparée par le directeur du Service de l'approvisionnement;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si l'Union des municipalités du Québec adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QUE la Ville de Drummondville autorise l'Union des municipalités du Québec à utiliser un cahier de charges en substance conforme à celui soumis au conseil lors de cette réunion;

4° QUE la Ville de Drummondville consente, en considération des services rendus, à verser des frais administratifs à l'Union des municipalités du Québec à concurrence de leur part du contrat adjugé, représentant 0,4 % du montant de contrat avant taxes;

5° QUE copie de la présente résolution et la fiche d'identification soient transmises à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***575/5/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. pour une étude géotechnique dans un nouveau secteur industriel***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à une étude géotechnique dans un nouveau secteur industriel d'une superficie d'environ 0,5 $km^2$.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***576/5/03 - Protocole d'entente avec la Société d'agriculture du district de Drummond – Gestion du site de l'exposition pour la période estivale***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Société d'agriculture du district de Drummond pour la gestion du site de l'exposition.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***577/5/03 - Autorisation à la Fondation Frederick-George-Heriot – Tenue d'une vente de garage***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation Frederick-George-Heriot à tenir une vente de garage, samedi le 14 juin 2003 de 8h00 à 17h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***578/5/03 - Dépôt du compte rendu (29.04.03) – Comité de transport en commun***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de transport en commun tenue le 29 avril 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Dépôt du certificat relatif au règlement no 3120***

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

– règlement no 3120 amendant le règlement no 3099 décrétant des « travaux de pavage et de bordures sur la rue Terrasse des Grands-Maîtres et prévoyant un emprunt n'excédant pas 56 361 $ » de façon à remplacer l'annexe « B » et à modifier les articles 2, 3 et 4 quant aux montants y mentionnés.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé adopté.

***579/5/03 - Avis de motion du règlement no 3122 prévoyant une modification au règlement no 3091 afin de déterminer le ou les organismes qui pourront bénéficier du programme AccèsLogis***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3122 prévoyant une modification au règlement no 3091 afin de déterminer le ou les organismes qui pourront bénéficier du programme AccèsLogis.

***580/5/03 - Adoption du second projet de règlement no 3112-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le second projet de règlement no 3112-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H02-11, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H02-11 est délimitée approximativement par le chemin du Golf (côté nord), la rivière Saint-François, la rue Marler ainsi que l'avenue des Châtaigniers;

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H12-26, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H12-26 est

localisée entre les voies de circulation Place Montgrand (bornant trois (3) côtés de la zone visée) et la rue Cardin;

C) de diminuer, dans la zone d'habitation H08-02 :
- de huit mètres (8 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages **$h_1$** (habitation unifamiliale) de type isolé;
- de neuf mètres (9 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages **$h_2$** (habitations bi et trifamiliale) de type isolé;

La zone H08-02 est située approximativement entre les 9e et 12e avenues ainsi que les rues St-Jean et St-Damase;

D) de permettre, pour la classe d'usages **$h_{5.2}$** (habitation mixte) actuellement autorisée dans la zone commerciale C03-12, que l'usage commercial " auberge " soit autorisé sur un même étage qu'un usage résidentiel, et ce, selon certaines conditions. La zone C03-12 longe le côté sud de la rue Lindsay, de part et d'autre de l'intersection des rues Lindsay et Marchand;

E) d'agrandir la zone d'habitation H11-39 à même une partie de la zone d'habitation H11-19, de manière à y inclure un terrain, soit le terrain situé à l'intersection des rues de la Sève et de la Samare. Les zones H11-39 et H11-19 sont situées dans le développement de L'Érablière, soit du côté nord-ouest de la rue Paris, et celles-ci sont adjacentes aux rues de la Samare et de la Sève;

F) d'autoriser, dans la zone industrielle I12-04 en tant qu'usage spécifiquement permis, l'usage commercial " Hôtel " et de prévoir en conséquence les diverses normes relatives à la construction. La zone I12-04 longe le côté sud de l'autoroute Jean-Lesage, englobe une partie des terrains situés de part et d'autre de la rue Canadien et est située entre le boulevard Lemire et l'autoroute 55;

G) • d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-05, de manière à ajouter une portion de terrains situés vis-à-vis la rue Janelle jusqu'à la limite sud-est de l'extrémité des rues Réjean, Fontaine et Lacadie;
• de prévoir, dans les zones I11-07 et I12-05, l'obligation d'aménager une zone tampon pour tout terrain adjacent à un terrain résidentiel.

Les limites des zones I11-07 et I12-05 sont situées approximativement entre le boulevard Lemire (côté nord), la rue Rocheleau (côté sud), la rue Canadien (côté sud) et la rue Sigouin (côté nord).

H) • de créer la nouvelle zone d'habitation H08-14 à même une partie de la zone d'habitation H08-10 actuelle, afin d'y intégrer une partie de terrain longeant le côté sud de la rue Barnabé;
• d'autoriser, dans la nouvelle zone H08-14, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant un maximum de six (6) logements, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;
• d'autoriser, dans la zone H08-10 actuelle, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant de quatre (4) à trente-six (36) logements maximum, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;
• de prohiber, dans la zone H08-10, les classes d'usages :
- **$h_1$** (habitation unifamiliale de type isolé);
- **$u_1$** (utilités légères);
- **$p_1$** (communautaire institutionnel et administratif);

de même que tous les usages autorisés faisant partie de la classe d'usages **$c_2$** (commerce de détail et de service) ainsi que toutes les normes s'y rattachant.

La zone H08-10 est située à l'angle de la rue St-Laurent, de la 20e avenue et de la rue Barnabé, soit du côté sud de la 20e avenue;

soit et est adopté;

2o QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***581/5/03 - Adoption du second projet de règlement no 3117-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le second projet de règlement no 3117-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser comme construction accessoire pour les usages du groupe habitation, un abri recouvrant une piscine creusée ou un spa, mais ce, selon certaines conditions et en apportant certains ajustements et ajouts qui sont relatifs à son implantation;

B) de modifier les exigences quant à la localisation des cases de stationnement pour la classe d'usages **$h_1$** " habitation unifamiliale " ayant une structure contiguë, soit en permettant l'aménagement de celles-ci uniquement dans une cour latérale ou une cour arrière de bâtiment à l'exception des habitations avec garage attenant ou intégré;

soit et est adopté;

2$^{o}$ QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***582/5/03 - Adoption du second projet de règlement no 3121-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le second projet de règlement no 3121-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H06-23, H06-26, H06-28 et communautaire P06-11, soit en :
  - agrandissant la zone d'habitation H06-23 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle;
  - agrandissant la zone d'habitation H06-28 à même une partie de la zone d'habitation H06-26 actuelle;
  - déplaçant la zone communautaire P06-11 actuelle plus au sud du développement;
- d'abroger la zone commerciale C06-01.

L'ensemble de ces zones fait partie intégrante du développement domiciliaire " Boisé Messier " et concerne plus particulièrement les rues Fradet, des Orchidées et les rues projetées, soit Place de l'Iris et rue des Pivoines;

soit et est adopté;

2$^{o}$ QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***583/5/03 - Adoption du règlement no 3079 – Travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues de Bruxelles et Place de Rome***

Lecture est donnée du règlement no 3079 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues de Bruxelles et Place de Rome et prévoyant un emprunt n'excédant pas 158 753,97 $.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Robert Lafrenière mentionne que le règlement est basé sur les estimés. Les soumissions sont plus basses d'environ 1 000 $ par terrain.

## ***584/5/03 - Adoption du règlement no 3118 – Comité consultatif d'urbanisme***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3118 a été donné (réf : 527/4/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3118 amendant le règlement concernant le comité consultatif d'urbanisme no 2326 dans le but :

- de prévoir une allocation pour les membres résidants qui siègent sur le comité consultatif d'urbanisme;
- d'apporter certains ajustements et/ou ajouts quant aux dispositions relatives au comité consultatif d'urbanisme et aux dérogations mineures.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

## ***Information des membres du conseil***

### Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

– Monsieur Michel Houle, juge de la Cour municipale et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Pauline Lefebvre Houle.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

### Monsieur Gilles Pellerin

- Monsieur Pellerin demande que la Ville revoie l'aménagement de la piste cyclable sur la rue Des Ormes. Une requête signée par les résidants du secteur est déposée.

- Le conseiller Roberto Léveillée s'engage à examiner la demande et à évaluer avec l'ingénieur municipal les modifications et la possibilité de réalisation.

### Monsieur Christian Rajotte

- Monsieur Rajotte veut des explications sur les items 34 et 35 de l'ordre du jour.

- Madame la mairesse explique qu'il s'agit d'octroyer un mandat professionnel pour combler l'absence d'un urbaniste et que la procédure exige de procéder de la façon proposée.

***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 20 mai 2003.

***585/5/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h10.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***20 MAI 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 20 mai 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée (absence motivée)
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***586/5/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***587/5/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 5 mai 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 5 mai 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

### ***588/5/03***

- ***Équipements pour l'Usine de traitement des eaux***
  ***(Soumission no 03-0066 – Ouverture 12.05.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de Les Équipements & Services CHEM EXPERTS inc. (E.S.C.E.) au montant total de 26 915,85 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***589/5/03***

- ***Produits de laboratoire***
  ***(Soumission no 02-0063 - Ouverture 14.05.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que les soumissions de :

- Millipore Corporation au montant total approximatif de 6 536,87 $ (taxes incluses);
- Anachemia Science au montant total approximatif de 5 636,63 $ (taxes incluses);
- John Meunier inc. au montant total approximatif de 6 248,46 $ (taxes incluses);
- Laboratoire Mat inc. au montant total approximatif de 1 128,71 $ (taxes incluses);

soient et sont retenues, étant les plus basses soumissions reçues conformes, et ce, pour un ou l'autre des produits identifiés au tableau en annexe.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec chacun des fournisseurs pour l'achat des produits faisant l'objet des présentes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres de demandes d'aide financière provenant de différents organismes et d'une requête signée par les résidants du secteur de la rue Gérémi.

***590/5/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 188-188A-190 rue Heriot***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'ajuster certaines normes pour une nouvelle subdivision de terrain, et ce, pour le terrain formé d'une partie du lot 30 du cadastre du quartier ouest de la Ville de Drummondville et situé aux 188, 188A et 190 de la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.19);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation actuelle pour la zone visée (C03-03) :

- la marge de recul minimale pour un bâtiment principal est de un mètre (1 m);
- la distance minimale entre soit une galerie ou un balcon et une ligne de terrain est de un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment visé est déjà dérogatoire quant à certaines dispositions du règlement de zonage actuel, notamment, quant à la marge arrière où celle-ci représente environ zéro virgule zéro neuf mètre (0,09 m);

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est existant depuis les années 1920, et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire de l'immeuble visé désire vendre une partie de son immeuble afin que le bâtiment voisin (dont il est également propriétaire, soit le 192-194 de la rue Heriot), puisse rattacher à son immeuble, soit la partie de bâtiment abritant anciennement une voûte;

CONSIDÉRANT QUE ladite partie est déjà accessible au bâtiment voisin par l'intérieur;

CONSIDÉRANT QUE le futur acheteur souhaite acquérir cette partie pour profiter d'une plus grande superficie pour les deux (2) commerces qu'il souhaite opérer;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) bâtiments visés sont déjà érigés sur les terrains et que ceux-ci ont un mur mitoyen;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été réalisé en février 2002 par un arpenteur géomètre afin de procéder à la nouvelle subdivision de terrain visant à modifier la limite commune des deux (2) terrains;

CONSIDÉRANT QUE ledit plan établit à :

- zéro virgule cinquante-huit mètre (0,58 m) la marge de recul du bâtiment, soit une irrégularité de zéro virgule quarante-deux mètre (0,42 m);
- zéro mètre (0 m) la distance minimale entre le balcon et la ligne latérale gauche de terrain, soit une irrégularité de un virgule cinq mètre (1,5 m);
- zéro mètre (0 m) la distance minimale entre la galerie arrière du bâtiment et la ligne de terrain qui est, au sens réglementaire, une ligne latérale et une ligne arrière (compte tenu que celle-ci est une ligne brisée), soit une irrégularité de un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain demeurera la même et que le projet demandé ne semble pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer :

- de un mètre (1 m) à zéro virgule cinquante-huit mètre (0,58 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal;
- de un virgule cinq mètre (1,5 m) à zéro mètre (0 m) la distance minimale entre un balcon et la ligne latérale gauche de terrain;
- de un virgule cinq mètre (1,5 m) à zéro mètre (0 m) la distance minimale entre une galerie et la ligne de terrain qui est au sens réglementaire une ligne latérale et une ligne arrière, compte tenu que celle-ci est une ligne brisée;

et ce, pour le terrain formé d'une partie du lot 30 du cadastre du quartier ouest de la Ville de Drummondville et situé aux 188, 188A et 190 de la rue Heriot.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***591/5/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 192-194 rue Heriot***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'ajuster certaines normes pour une nouvelle subdivision de terrain, et ce, pour le terrain formé d'une partie des lots 30 et 31 du cadastre du quartier ouest de la Ville de Drummondville et situé aux 192 et 194 de la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.20);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation actuelle pour la zone visée (C03-03) :

- la marge de recul minimale pour un bâtiment principal est de un mètre (1 m);
- la marge arrière minimale pour un bâtiment principal est de dix mètres (10 m);
- la distance minimale entre une galerie et une ligne de terrain est de un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment visé est déjà dérogatoire quant à certaines dispositions du règlement de zonage actuel, notamment, quant à la marge arrière où celle-ci représente environ cinq virgule trente-deux mètres (5,32 m);

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est existant depuis les années 1931, et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire de l'immeuble visé désire rattacher une partie de l'immeuble voisin (soit celui situé aux 188-188A-190 rue Heriot, dont il est également propriétaire) afin que l'ancienne voûte y soit rattachée;

CONSIDÉRANT QUE ladite partie est déjà accessible au bâtiment par l'intérieur;

CONSIDÉRANT QUE cette opération vise à finaliser la vente de l'immeuble pour un nouvel acquéreur qui souhaite utiliser la nouvelle partie afin de profiter d'une plus grande superficie pour les deux (2) commerces qu'il veut opérer (boutique de linge et parfumerie);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) bâtiments visés sont déjà érigés sur les terrains et que ceux-ci ont un mur mitoyen;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été réalisé en février 2002 par un arpenteur géomètre afin de procéder à la nouvelle subdivision de terrain visant à modifier la limite commune des deux (2) terrains;

CONSIDÉRANT QUE ledit plan établit à :

- zéro virgule soixante et un mètre (0,61 m) la marge de recul du bâtiment principal, soit une irrégularité de zéro virgule trente-neuf mètre (0,39 m);
- zéro virgule zéro neuf mètre (0,09 m) la marge arrière du bâtiment, soit une irrégularité de neuf virgule quatre-vingt-onze mètres (9,91 m);
- zéro mètre (0 m) la distance minimale entre la galerie arrière du bâtiment et la ligne de terrain qui est, au sens réglementaire, une ligne latérale et une ligne arrière (compte tenu que celle-ci est une ligne brisée), soit une irrégularité de un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, la marge arrière est réduite à zéro virgule zéro neuf mètre (0,09 m) seulement vis-à-vis un mur de bâtiment qui représente une longueur maximale de huit virgule vingt et un mètres (8,21 m) et que l'autre partie de la marge arrière du terrain demeure à un minimum de cinq virgule trente-deux mètres (5,32 m), tel que l'on retrouve actuellement sur le certificat de localisation (dossier : A2350, minute : 4168, plan : A2350-1);

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain demeurera la même et que le projet demandé ne semble pas avoir pour effet de porter atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer :

- de un mètre (1 m) à zéro virgule soixante et un mètre (0,61 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal;
- de dix mètres (10 m) à zéro virgule zéro neuf mètre (0,09 m) la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal, toutefois, cette marge est réduite seulement vis-à-vis un mur de bâtiment qui représente une longueur maximale de huit virgule vingt et un mètres (8,21 m) et que l'autre partie de la marge arrière du terrain demeure à un minimum de cinq virgule trente-deux mètres (5,32 m), tel que l'on retrouve actuellement sur le certificat de localisation (dossier : A2350, minute : 4168, plan : A2350-1);
- de un virgule cinq mètre (1,5 m) à zéro mètre (0 m) la distance minimale entre une galerie et la ligne de terrain qui est au sens réglementaire une ligne latérale et une ligne arrière, compte tenu que celle-ci est une ligne brisée;

et ce, pour le terrain formé d'une partie des lots 30 et 31 du cadastre du quartier ouest de la Ville de Drummondville et situé aux 192 et 194 de la rue Heriot.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *592/5/03 - Dérogation mineure - Immeubles situés aux 8 rue Poirier et 12-12A rue Poirier*

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'ajuster certaines normes pour la subdivision d'un terrain où sont implantés deux (2) bâtiments principaux accompagnés de certains bâtiments ou constructions accessoires;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.21);

CONSIDÉRANT QU'un projet de subdivision est prévu pour le terrain situé en bordure de la rivière Saint-François, soit dans la zone d'habitation H04-02;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve actuellement sur ledit terrain, soit une partie du lot 6-11 du cadastre du quartier est de la Ville de Drummondville, deux (2) bâtiments principaux, à savoir :

- une habitation (soit le 12-12A rue Poirier) qui est située aux abords de la rue Poirier;
- une résidence (soit le 8 rue Poirier) ainsi qu'un garage isolé et une piscine creusée qui sont situés en arrière lot de la propriété;

CONSIDÉRANT QUE le requérant désire qu'une subdivision de terrain soit effectuée, de sorte que chaque bâtiment principal soit dorénavant situé sur un lot distinct (sur leur propre terrain) et ainsi faciliter les diverses transactions à réaliser pour chacun de ceux-ci proprement dit;

CONSIDÉRANT QUE de plus, ladite subdivision proposée permet de procéder à un agrandissement de la maison située au 8 de la rue Poirier, tel que souhaité par le requérant;

CONSIDÉRANT QUE le projet de subdivision du terrain a pour effet de soumettre les modifications proposées à une analyse de conformité en regard des normes actuellement en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE ladite subdivision souhaitée crée certaines non conformités et implique des ajustements quant aux deux (2) immeubles;

CONSIDÉRANT QUE le projet tel que proposé sur le plan d'implantation préparé par un arpenteur géomètre exige une diminution :

pour l'immeuble situé au 8 rue Poirier (lot 6-18 du cadastre du quartier est de la Ville de Drummondville (non officiel))

- de la largeur minimale de terrain, fixant celle-ci à trois mètres (3 m) au lieu de quatorze mètres (14 m);
- de la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal (soit celle adjacente au parc Poirier), fixant celle-ci à zéro mètre (0 m) au lieu de trois mètres (3 m) (dû à l'accroissement exigé lorsqu'un terrain est adjacent à un parc);
- de la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal, fixant celle-ci à vingt-deux virgule dix-huit mètres (22,18 m) au lieu de trois virgule trente-huit mètres (3,38 m);
- du total des marges latérales minimales applicables lorsque le bâtiment principal est construit avec un garage attenant à ce dernier, fixant celui-ci à un mètre (1 m) au lieu de trois virgule cinq mètres (3,5 m);

pour l'immeuble situé aux 12-12A rue Poirier (lot 6-19 du cadastre du quartier est de la Ville de Drummondville (non officiel)

- de la superficie minimale de terrain, fixant celle-ci à deux cent soixante et un virgule quatre mètres carrés (261,4 $m^2$) au lieu de quatre cents mètres carrés (400 $m^2$);
- de la largeur minimale de terrain, fixant celle-ci à douze virgule vingt-quatre mètres (12,24 m) au lieu de quatorze mètres (14 m);
- de la profondeur minimale de terrain, fixant celle-ci à vingt et un virgule vingt-neuf mètres (21,29 m) au lieu de quarante-cinq mètres (45 m) (tel qu'exigé par le règlement de lotissement pour les lots ou terrains situés à moins de cent mètres (100 m) d'un cours d'eau);
- du total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal, fixant celui-ci à deux virgule soixante-douze mètres (2,72 m) au lieu de cinq mètres (5 m);
- de la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal, fixant celle-ci à huit virgule quatre-vingts mètres (8,80 m) au lieu de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QUE le projet demandé ne change pas de façon générale l'implantation actuelle des constructions, à l'exception de l'agrandissement projeté, et que lesdites constructions sont existantes sur le terrain depuis plusieurs années;

CONSIDÉRANT QUE ledit terrain est adjacent à un parc, soit le parc Poirier et à la rivière Saint-François;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de modifier le projet afin de le rendre conforme à la réglementation, de par la présence des bâtiments sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE le projet répond, de façon générale, aux principaux objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE lesdits immeubles demeurent assujettis à toutes les autres normes municipales applicables, advenant, notamment, leur modification et agrandissement (lotissement, zonage, P.I.I.A., etc.);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure afin de permettre une diminution :

⇒ pour l'immeuble du 8 rue Poirier (lot 6-18 du cadastre du quartier est de la Ville de Drummondville (non officiel))

- de la largeur minimale de terrain, fixant celle-ci à trois mètres (3 m) au lieu de quatorze mètres (14 m);
- de la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal (soit celle adjacente au parc Poirier), fixant celle-ci à zéro mètre (0 m) au lieu de trois mètres (3 m);
- de la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal, fixant celle-ci à vingt-deux virgule dix-huit mètres (22,18 m) au lieu de trois virgule trente-huit mètres (3,38 m);

- du total des marges minimales applicables lorsque le bâtiment principal est construit avec un garage attenant à ce dernier, fixant celui-ci à un mètre (1 m) au lieu de trois virgule cinq mètres (3,5 m);

⇒ pour l'immeuble du 12-12A rue Poirier (lot 6-19 du cadastre du quartier est de la Ville de Drummondville (non officiel)
- de la superficie minimale de terrain, fixant celle-ci à deux cent soixante et un virgule quatre mètres carrés (261,4 $m^2$) au lieu de quatre cents mètres carrés (400 $m^2$);
- de la largeur minimale de terrain, fixant celle-ci à douze virgule vingt-quatre mètres (12,24 m) au lieu de quatorze mètres (14 m);
- de la profondeur minimale de terrain, fixant celle-ci à vingt et un virgule vingt-neuf mètres (21,29 m) au lieu de quarante-cinq mètres (45 m);
- du total des marges latérales minimales applicable au bâtiment principal, fixant celui-ci à deux virgule soixante-douze mètres (2,72 m) au lieu de cinq mètres (5 m);
- de la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal, fixant celle-ci à huit virgule quatre-vingts mètres (8,80 m) au lieu de neuf mètres (9 m);

et ce, pour les immeubles situés aux 8 rue Poirier et 12-12A rue Poirier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***593/5/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 231A rue St-Alphonse***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge latérale minimale pour un garage attenant à un bâtiment résidentiel (construction existante), et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 151-287 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 231A de la rue St-Alphonse;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.22);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H08-03), la marge latérale minimale applicable à un bâtiment principal avec un garage attenant à ce dernier est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1965, et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en janvier 2003 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule cinquante-trois mètre (0,53 m) la marge latérale minimale du côté du garage attenant au bâtiment principal, soit une irrégularité de un virgule quarante-sept mètre (1,47 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement cause un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise qu'il est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer de deux mètres (2 m) à

zéro virgule cinquante-trois mètre (0,53 m) la marge latérale minimale applicable à un bâtiment principal avec un garage attenant à ce dernier, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 151-287 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 231A de la rue St-Alphonse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***594/5/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 905 boulevard Lemire***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de soustraire l'exigence de prévoir un rond de virage à l'extrémité d'une rue sans issue;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.25);

CONSIDÉRANT QUE la rue qui sera aménagée :
- sera en intersection avec le boulevard Lemire;
- sera de type privé;
- donnera accès exclusivement au site de dépôt de neige;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de lotissement prévoit qu'un rond de virage d'un rayon minimal de vingt mètres (20 m) doit être aménagé à l'extrémité de toute rue sans issue (type : cul-de-sac), afin de faciliter la circulation de tous types de véhicules, et principalement, les véhicules lourds (autobus, véhicules de déneigement et de cueillette des ordures), sans qu'ils soient obligés d'effectuer des manœuvres de recul dans ces rues;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre de l'aménagement du site, il est impératif qu'un bâtiment d'accueil soit localisé dans le prolongement de la rue et le plus près possible de la ligne avant du terrain soit directement à l'entrée de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement d'un rond de virage oblige un éloignement important dudit bâtiment en regard du site d'implantation envisagé pour celui-ci;

CONSIDÉRANT QU'une marge de recul de huit mètres (8 m) mesurée à partir du rond de virage s'applique à l'implantation du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ladite rue ne sera utilisée que pour les seules fins de l'opération du site de déneigement;

CONSIDÉRANT QUE les critères relatifs à la circulation des véhicules lourds ne s'appliquent pas, compte tenu :
- que les autobus et autres véhicules lourds en lien avec les services publics n'auront pas à emprunter ladite rue;
- que les véhicules lourds qui se rendront sur le site pour les opérations courantes auront tout l'espace nécessaire pour manœuvrer une fois rendus sur le site;

CONSIDÉRANT QUE toutes les autres dispositions du règlement seront respectées;

CONSIDÉRANT QUE le Service des travaux publics est en accord avec la modification;

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire quant à l'exigence d'un rond de virage cause un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure afin de ne pas exiger l'aménagement d'un rond de virage pour la rue privée qui sera aménagée afin de donner accès à l'immeuble du

905 du boulevard Lemire, composé des lots 278P. et 279P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***595/5/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1275 rue Janelle***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'enlever l'obligation relative au revêtement extérieur, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 167-306 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 1275 de la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.24);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'angle des rues Cormier et Janelle, soit dans la zone industrielle I11-08;

CONSIDÉRANT QUE le type de revêtement extérieur des bâtiments situés dans ladite zone est régi et doit, notamment, respecter certaines conditions, à savoir :

- que l'ensemble des murs extérieurs d'un bâtiment principal donnant sur une voie de circulation doit être recouvert d'un parement extérieur de briques ou de blocs architecturaux sur au moins soixante pour cent (60 %) de la superficie totale desdits murs, le tout incluant les ouvertures (portes et fenêtres) aménagées dans ceux-ci;

CONSIDÉRANT QUE lesdites dispositions visaient plus particulièrement des murs de bâtiments très visibles d'une voie de circulation telle que la rue Cormier, compte tenu qu'à cette époque, où lesdites normes ont été prévues, aucun plan d'implantation et d'intégration architecturale ne s'appliquait dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à réaliser un agrandissement du bâtiment existant et que ce dernier est situé à environ soixante-sept mètres (67 m) de la rue Janelle;

CONSIDÉRANT QUE compte tenu de sa localisation et de son éloignement, il n'est pas nécessaire de maintenir l'exigence de briques ou de blocs architecturaux représentant soixante pour cent (60 %) de la superficie totale desdits murs, et ce, sur toutes les façades donnant sur la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE de plus, le projet d'agrandissement doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à **enlever** l'obligation relative au revêtement extérieur que l'on retrouve à la note particulière (6) du règlement de zonage No 2520 pour la zone industrielle I11-08, à savoir :

Revêtement extérieur :

a) L'ensemble des murs extérieurs d'un bâtiment principal donnant sur une voie de circulation doit être recouvert d'un parement extérieur de brique ou de bloc architectural sur au moins soixante pour cent (60 %) de la superficie totale desdits murs, le tout incluant les ouvertures (portes et fenêtres) aménagées dans ceux-ci;
b) Tout mur ou partie d'un mur latéral d'une longueur de vingt-sept mètres (27 m) mesuré à partir du mur avant le plus rapproché de la voie de circulation doit être recouvert d'un parement extérieur de brique ou de bloc architectural sur au moins quinze pour cent (15 %) de sa superficie, le tout incluant les ouvertures (portes et fenêtres) aménagées dans celui-ci.

Les exigences décrites ci-dessus s'appliquent pour toute nouvelle construction. Dans le cas d'un agrandissement de bâtiment, les normes s'appliquent uniquement à la portion de bâtiment agrandi;

et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 167-306 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 1275 de la rue Janelle.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***596/5/03 - Dépôt du procès-verbal (07.05.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 mai 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***597/5/03 - Acceptation des travaux de construction d'une flèche (clocher) pour le bâtiment situé au 2255 de la rue St-Georges – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'une flèche (clocher) pour le bâtiment situé au 2255 de la rue St-Georges a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.02);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone communautaire à protéger, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'une flèche (clocher) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire une flèche (clocher) d'une hauteur approximative de dix-huit virgule cinquante-neuf mètres (18,59 m);

CONSIDÉRANT QUE cette construction est centrée par rapport au mur avant et est réalisée en retrait dudit mur avant;

CONSIDÉRANT QUE cette même construction occupe une proportion restreinte de la superficie de la toiture actuelle;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de ce clocher sert d'élément signal dans le paysage urbain et s'intègre au style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux utilisés ainsi que leurs couleurs sont en harmonie avec ceux que l'on retrouve sur le bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet s'effectue dans le respect du style architectural du bâtiment ainsi que du cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'une flèche (clocher) (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2255 de la rue St-Georges, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (suite à un amendement au règlement de zonage).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***598/5/03 - Acceptation des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 339 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 339 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.03);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment érigé au 339 de la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment dont l'usage est mixte ne présente plus d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique et ceci suite à l'incendie;

CONSIDÉRANT QUE la construction d'un nouveau bâtiment ou le réaménagement de terrain est assujetti aux critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm) sont plantés, soit respectivement deux (2) arbres près de chaque ligne latérale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné par la pose de plaques de tourbe et ceci dès la fin des travaux de démolition du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 339 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. De plus, le conseil fixe un délai maximal de sept (7) jours après la démolition du bâtiment pour procéder à l'engazonnement du terrain par la pose de plaques de tourbe. Tous les travaux ci-haut mentionnés doivent être terminés au plus tard le 1er juillet 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *599/5/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 335 de la rue Heriot – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 335 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover un mur extérieur mitoyen (mur latéral gauche), et ceci, suite à la démolition du bâtiment adjacent (339 rue Heriot);

CONSIDÉRANT QU'avec la démolition de l'immeuble situé à la gauche du bâtiment visé, le mur latéral gauche devient apparent;

CONSIDÉRANT QUE ce mur mitoyen est constitué de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire propose de recouvrir ce dernier d'un revêtement d'acrylique de couleur beige foncé et beige pâle;

CONSIDÉRANT QUE ce mur est traité en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le mur avant (façade principale), et ce, tant par les couleurs retenues que par le traitement architectural (tels bandeau, corniche ou autre ornementation);

CONSIDÉRANT QUE les travaux s'effectuent dans le respect du cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 335 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. De plus, le conseil fixe un délai maximal de sept (7) jours après la démolition du bâtiment voisin (339 rue Lindsay) pour réaliser les travaux ci-haut mentionnés. Tous les travaux doivent être terminés au plus tard le 1er juillet 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***600/5/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1425 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1425 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le bandeau (en acrylique de couleur " terre ") une enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de quatre virgule trente-cinq mètres carrés (4,35 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme stylisée et que le message apposé sur la plaque est surélevé;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le beige, le brun, le blanc et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1425 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***601/5/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1380 de la rue Hébert – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1380 de la rue Hébert a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur bleue, une enseigne constituée de lettres détachées et que celle-ci représente une superficie approximative de trois virgule soixante-neuf mètres carrés (3,69 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE la couleur de l'enseigne est le blanc;
CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au bandeau métallique donnant sur le boulevard Garon;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1380 de la rue Hébert, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***602/5/03 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure et d'installation d'auvents pour le bâtiment situé au 750 du boulevard René-Lévesque – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure et d'installation d'auvents pour le bâtiment situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure et d'installation d'auvents sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une terrasse extérieure d'une superficie approximative de quatre-vingt-dix mètres carrés (90 $m^2$), et ceci, dans la cour avant et en partie dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse est réalisée à même un trottoir existant;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de la terrasse s'inspire de celui du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour de la terrasse est fermé par un mur écran composé de maçonnerie de couleur s'harmonisant avec celle se retrouvant sur le bâtiment principal, ce qui permet de créer une bonne intimité pour la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE le mur écran bornant la terrasse est non continu et que de la plantation en pots est réalisée entre les sections de celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse est agrémentée de plantes florales, d'arbustes et d'une pergola;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de la terrasse s'effectue dans le respect du cadre bâti et permet d'animer adéquatement le secteur;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) auvents métalliques de couleur noire (tels qu'acceptés antérieurement par la résolution no 177/2/03) sont remplacés par deux (2) auvents recouverts de toile;

CONSIDÉRANT QUE ces nouveaux auvents sont de couleurs blanche, noire et rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de ces auvents permet d'animer et d'agrémenter la façade;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure et d'installation d'auvents (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *603/5/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement du bâtiment principal et de rénovation extérieure du bâtiment accessoire pour le bâtiment situé au 8 de la rue Poirier – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment principal et de rénovation extérieure du bâtiment accessoire (garage) pour le bâtiment situé au 8 de la rue Poirier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone localisée à proximité du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment principal et de rénovation extérieure de bâtiment accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- agrandir le bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de trente-quatre virgule cinq mètres carrés (34,5 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- rénover le garage existant;

CONSIDÉRANT QUE la résidence est agrandie vers la voie de circulation (rue Poirier), et ce, en prolongeant les murs latéraux;

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement vient fermer l'espace entre le bâtiment résidentiel et le garage;

CONSIDÉRANT QUE le garage est relié au bâtiment principal suite à l'agrandissement de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est un clin de vinyle de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations se retrouvant sur l'agrandissement sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est recouverte de bardeaux d'asphalte de couleur similaire à celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est comparable à celui du corps principal de la résidence;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de l'agrandissement de la résidence et du garage s'inspire de celui du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues sont en harmonie avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux s'effectuent dans le respect du style architectural du bâtiment et du cadre bâti;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement du bâtiment principal et de rénovation extérieure du bâtiment accessoire (garage) (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 8 de la rue Poirier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***604/5/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 2575 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 2575 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de vingt-sept mètres carrés (27 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- ajouter des aires de chargement/déchargement incluant des accès ouvrant sur un axe horizontal (de type porte de garage), sur le mur avant donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est agrandi en cour avant et que ce dernier donne sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs et de la toiture de l'agrandissement sont respectivement de la brique et de l'acier de couleur rouge, le tout s'apparentant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par sa faible ampleur et le choix des matériaux, l'agrandissement s'effectue en harmonie avec le style architectural d'origine du bâtiment et est peu visible du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) accès ouvrant sur un axe horizontal (de type porte de garage) sont ajoutés sur le mur avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement localisées en cour avant principale sont modifiées et agrandies;

CONSIDÉRANT QUE lesdites aires sont dissimulées par la présence d'une plantation d'arbres matures, ce qui limite beaucoup leur visibilité des voies de circulation;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2575 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***605/5/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 4960 de la rue Lemaire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 4960 de la rue Lemaire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./à proximité du boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de cent quatre-vingt-dix-neuf mètres carrés (199 $m^2$);
- rénover les façades du bâtiment;

**Agrandissement**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue en cour arrière et dans le prolongement des murs latéraux;

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement s'effectue également en hauteur, ce qui accentue le gabarit du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les toitures sont de différents types (toits " en pente " et " plat ");

**Rénovation extérieure et agrandissement**

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont majoritairement de l'acier peint de couleurs beige et rouge foncé;

CONSIDÉRANT QUE de la maçonnerie de couleur s'harmonisant avec le revêtement d'acier existant est ajoutée sur le mur avant (façade principale), afin de bonifier l'apparence de celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE la maçonnerie est posée sous la forme de bandeaux horizontaux (à la partie inférieure du mur avant) et verticaux simulant des colonnes marquant les coins du mur avant et des murs latéraux;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse protégée par des garde-corps est réalisée en façade principale, ce qui permet d'animer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE de petites marquises sont ajoutées sur les façades, au-dessus de certaines portes et fenêtres, ce qui permet de briser la linéarité des murs;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sur le terrain sont engazonnés et ces derniers sont plantés d'au moins quinze (15) arbres d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet permet d'améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 4960 de la rue Lemaire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***606/5/03 - Démolition de l'immeuble situé au 720 de la rue St-Pierre (Garderie Fardoche)***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 720 de la rue St-Pierre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A. / rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir les bâtiments (principal et accessoire) érigés au 720 de la rue St-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments dont l'usage est résidentiel ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site sera occupé, soit par l'agrandissement du bâtiment principal (garderie), l'aménagement d'une aire de jeux pour enfants et/ou de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné par la pose de plaques de tourbe et ceci dès la fin des travaux de démolition des bâtiments;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour les bâtiments (principal et accessoire) situés au 720 de la rue St-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. De plus, le conseil fixe un délai maximal de sept (7) jours après la démolition des bâtiments pour procéder à l'engazonnement du terrain par la pose de plaques de tourbe.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***607/5/03 - Dénomination de la piste d'athlétisme St-Jean-Baptiste " Piste Claude Béland "***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination de la piste d'athlétisme St-Jean-Baptiste laquelle sera dorénavant connue sous l'appellation " Piste Claude Béland ".

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***608/5/03 - Autorisation à 2547-4362 Québec inc. à céder une partie du lot 281-58 du cadastre du canton de Grantham à Aliments Oncle Fred Ltée et renonciation au droit de premier refus***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie 2547-4362 Québec inc. à céder une partie du lot 281-58 du cadastre du canton de Grantham à Aliments Oncle Fred Ltée et renonce ainsi à son droit de premier refus, tel que créé dans un acte signé le 1er octobre 1992 et dont copie est enregistrée au bureau de la publicité des droits du district de Drummond sous le numéro 348311.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***609/5/03 - Signature d'un acte d'hypothèque mobilière universelle au montant de 378 000 $ en faveur de la Ville de Drummondville contre le Club de Hockey Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'hypothèque mobilière universelle au montant de 378 000 $ sur les avoirs du Club de Hockey Drummond inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***610/5/03 - Signature d'un acte d'hypothèque mobilière universelle au montant de 189 600 $ en faveur de la Ville de Drummondville contre le Club de Hockey Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'hypothèque mobilière universelle au montant de 189 600 $ sur les avoirs du Club de Hockey Drummond inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***611/5/03 - Décision du conseil en regard d'une demande d'exemption de taxe d'affaires formulée par Centre de services en déficience intellectuelle Mauricie / Centre-du-Québec - Immeuble situé au 440 de la rue Saint-Georges***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville refuse d'appuyer la demande formulée par le Centre de services en déficience intellectuelle Mauricie / Centre-du-Québec auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxe d'affaires, et ce, pour l'immeuble situé au 440 de la rue Saint-Georges. Ce refus est principalement basé sur le fait que la Ville de Drummondville n'impose pas de taxe d'affaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***612/5/03 - Décision du conseil en regard d'une demande d'exemption de taxe d'affaires formulée par Centre de services en déficience intellectuelle Mauricie / Centre-du-Québec - Immeuble situé au 420 de la rue Saint-Georges***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville refuse d'appuyer la demande formulée par le Centre de services en déficience intellectuelle Mauricie / Centre-du-Québec auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxe d'affaires, et ce, pour l'immeuble situé au 420 de la rue Saint-Georges. Ce refus est principalement basé sur le fait que la Ville de Drummondville n'impose pas de taxe d'affaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***613/5/03 - Autorisation à la compagnie de téléphone Vidéotron Télécom Ltée à procéder au réacheminement des appels 9-1-1 vers le centre de télécommunications de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie de téléphone Vidéotron Télécom Ltée à procéder au réacheminement des appels 9-1-1 vers le centre de télécommunications de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***614/5/03 - Autorisation à la compagnie de téléphone QuébecTel Alizé inc. à procéder au réacheminement des appels 9-1-1 vers le centre de télécommunications de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie de téléphone QuébecTel Alizé inc. à procéder au réacheminement des appels 9-1-1 vers le centre de télécommunications de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***615/5/03 - Nomination de Me Josée Vendette à titre de directrice par intérim du Service des ressources humaines***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de Me Josée Vendette à titre de directrice par intérim du Service des ressources humaines en l'absence de la directrice du service, madame Sylvie Le Gendre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***616/5/03 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. – Plans, devis, appels d'offres et surveillance des travaux de reconstruction du surpresseur St-Roch***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de préparer les plans, devis, appel d'offres des travaux de reconstruction du surpresseur St-Roch et d'assurer la surveillance desdits travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***617/5/03 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. – Préparation des documents justificatifs des travaux à réaliser du surpresseur St-Roch***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de préparer les documents justificatifs des travaux à réaliser pour la reconstruction du surpresseur St-Roch, et ce, à des fins de réclamation auprès d'assureurs et/ou de tiers.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***618/5/03 - Demande au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et au directeur général des élections l'autorisation lors de l'élection du 2 novembre 2003 d'utiliser la compilation électronique des résultats***

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville s'apprête à tenir une élection municipale le 2 novembre 2003;

ATTENDU QUE pour l'élection du 7 novembre 1999, la Ville de Drummondville avait conclu une entente avec la ministre des Affaires municipales et de la métropole et le directeur général des élections pour l'utilisation d'un nouveau mécanisme de votation, soit la compilation électronique des résultats;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville est co-propriétaire des équipements, ayant conclu une entente avec Saint-Jean-sur-Richelieu;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu :

QUE la Ville de Drummondville demande au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et au directeur général des élections du Québec l'autorisation d'utiliser la compilation électronique des résultats, le tout tel que proposé par la firme CGI;

QUE la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document afférent au projet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***619/5/03 - Autorisation aux Légendes Fantastiques – Installation de bannières d'identification du 4 juin au 4 septembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier et résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Légendes Fantastiques à installer des bannières d'identification de l'événement du 4 juin au 4 septembre 2003 selon le parcours suivant :

- boulevard St-Joseph, de l'autoroute Jean-Lesage jusqu'à l'intersection Jean-de-Brébeuf;
- rue St-Georges, du boulevard St-Joseph jusqu'à la rue Montplaisir.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***620/5/03 - Protocole d'entente avec Les Légendes Fantastiques pour l'édition 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Les Légendes Fantastiques pour la tenue de leurs activités.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend la fourniture de services.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***621/5/03 - Autorisation au 13e groupe scout St-Pierre inc. – Tenue d'un marche-thon le 1er juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le 13e groupe scout St-Pierre inc. à tenir un marchethon dans les rues du secteur St-Pierre, le dimanche 1er juin 2003, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et après approbation du trajet par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***622/5/03 - Autorisation à la boutique Mode Le Grenier inc. – Installation d'une tente pour la vente trottoir du 18 au 21 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la boutique Mode Le Grenier inc. à installer une tente pour la vente trottoir du 18 au 21 juin 2003 au 400 rue Lindsay.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***623/5/03 - Autorisation à l'École Vision inc. – Tenue d'une vente de garage le 24 mai 2003 sur le site de l'école***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'École Vision inc. à tenir une vente de garage le 24 mai 2003 sur le site de l'école, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***624/5/03 - Autorisation au Tour de l'Ile – Tenue d'une activité « la Petite Aventure » tour cycliste, les 28, 29 et 30 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Tour de l'Ile à tenir une activité « la Petite Aventure » tour cycliste, les 28, 29 et 30 juin 2003, le tout selon un trajet approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***625/5/03 - Autorisation à l'Association du Baseball Mineur de Drummondville –***

***Tenue de la 26e édition du Tournoi de Baseball Pee-Wee Cascades de Drummondville et la 1ère édition du Tournoi Provincial Moustique de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association du Baseball Mineur de Drummondville à tenir la 26e édition du Tournoi de Baseball Pee-Wee Cascades de Drummondville du 23 au 29 juin 2003 ainsi que la 1ère édition du Tournoi Provincial Moustique de Drummondville du 30 juin au 6 juillet 2003 aux parcs Messier et Celanese, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***626/5/03 - Autorisation au Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) et au Club de Patinage de Vitesse de Drummondville – Utilisation du Centre Marcel-Dionne le 15 novembre 2003 pour une compétition de division 3***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) et le Club de Patinage de Vitesse de Drummondville à utiliser le Centre Marcel-Dionne le samedi 15 novembre 2003 de 7h00 à 16h00 pour une compétition de division 3.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***627/5/03 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. – Entretien de parcs durant la période estivale 2003***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour l'entretien des parcs dans le secteur.

Le protocole d'entente est valable pour la période estivale 2003 et comprend le versement d'une subvention de 19 123 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***628/5/03 - Protocole d'entente avec la Société d'Habitation du Québec - Gestion du Programme Rénovation Québec – Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Société d'Habitation du Québec pour la gestion du Programme Rénovation Québec – Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***629/5/03 - Subvention de 200 $ - Fondation Le Tremplin***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ à la Fondation Le Tremplin à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***630/5/03 - Subvention de 20 000 $ - Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 20 000 $ au Refuge La Piaule du Centre du Québec inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***631/5/03 - Subvention de 671,95 $ - Réseaux Plein Air Drummond***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 671,95 $ à Réseaux Plein Air Drummond à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***632/5/03 - Dépôt du compte rendu (07.05.03) - Comité de circulation***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 7 mai 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Dépôt du certificat relatif au règlement no 3079***

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

– règlement no 3079 décrétant des travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues de Bruxelles et Place de Rome et prévoyant un emprunt n'excédant pas 158 753,97 $.

Trois personnes habiles à voter se sont prévalues de leur droit de vote, le règlement est réputé adopté car dix signatures sont requises pour rendre obligatoire la tenue d'un scrutin.

***633/5/03 - Adoption du projet de règlement no 3123 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3123, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 " commerce artériel lourd " à même une partie d'une affectation industrielle de type I-2, et ce, du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Canadien,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***634/5/03 - Avis de motion du règlement no 3123 – Plan d'urbanisme***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3123 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 " commerce artériel lourd " à même une partie d'une affectation industrielle de type I-2, et ce, du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Canadien.

***635/5/03 - Dispense de lecture du règlement no 3123 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3123, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 " commerce artériel lourd " à même une partie d'une affectation industrielle de type I-2, et ce, du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Canadien;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***636/5/03 - Adoption du projet de règlement no 3124 – Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3124, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C11-18 à même une partie de la zone industrielle I12-04, afin d'y inclure une portion de terrain adjacente à la zone commerciale actuelle et constituant une partie du lot 271-11.

  La zone C11-18 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Canadien et Paris, et la zone I12-04 longe le côté sud-est de l'autoroute Jean-Lesage, entre le boulevard Lemire et l'autoroute 55,

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***637/5/03 - Avis de motion du règlement no 3124 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3124 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C11-18 à même une partie de la zone industrielle I12-04, afin d'y inclure une portion de terrain adjacente à la zone commerciale actuelle et constituant une partie du lot 271-11.

  La zone C11-18 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Canadien et Paris, et la zone I12-04 longe le côté sud-est de l'autoroute Jean-Lesage, entre le boulevard Lemire et l'autoroute 55.

***638/5/03 - Dispense de lecture du règlement no 3124 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3124, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C11-18 à même une partie de la zone industrielle I12-04, afin d'y inclure une portion de terrain adjacente à la zone commerciale actuelle et constituant une partie du lot 271-11.

  La zone C11-18 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Canadien et Paris, et la zone I12-04 longe le côté sud-est de l'autoroute Jean-Lesage, entre le boulevard Lemire et l'autoroute 55;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***639/5/03 - Adoption du projet de règlement no 3125 – Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3125, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de prévoir une nouvelle modalité de calcul de superficie maximale d'affichage sur bâtiment pour la catégorie d'enseignes " F ";

B)
- d'autoriser les enseignes sur muret dans la zone commerciale C03-17;
- de prohiber les enseignes détachées du bâtiment pour certains établissements de grande surface dans la zone commerciale C11-03, soit les établissements pour lesquels s'applique la catégorie d'enseignes " F ".

La zone C03-17 est située du côté nord-est du boulevard St-Joseph, de part et d'autre de la rue des Forges et la zone C11-03 est localisée du côté sud-ouest de l'intersection des boulevards St-Joseph et René-Lévesque,

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***640/5/03 - Avis de motion du règlement no 3125 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3125 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de prévoir une nouvelle modalité de calcul de superficie maximale d'affichage sur bâtiment pour la catégorie d'enseignes " F ";

B)
- d'autoriser les enseignes sur muret dans la zone commerciale C03-17;
- de prohiber les enseignes détachées du bâtiment pour certains établissements de grande surface dans la zone commerciale C11-03, soit les établissements pour lesquels s'applique la catégorie d'enseignes " F ".

La zone C03-17 est située du côté nord-est du boulevard St-Joseph, de part et d'autre de la rue des Forges et la zone C11-03 est localisée du côté sud-ouest de l'intersection des boulevards St-Joseph et René-Lévesque;

***641/5/03 - Dispense de lecture du règlement no 3125 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3125, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de prévoir une nouvelle modalité de calcul de superficie maximale d'affichage sur bâtiment pour la catégorie d'enseignes " F ";

B) • d'autoriser les enseignes sur muret dans la zone commerciale C03-17;
• de prohiber les enseignes détachées du bâtiment pour certains établissements de grande surface dans la zone commerciale C11-03, soit les établissements pour lesquels s'applique la catégorie d'enseignes " F ".

La zone C03-17 est située du côté nord-est du boulevard St-Joseph, de part et d'autre de la rue des Forges et la zone C11-03 est localisée du côté sud-ouest de l'intersection des boulevards St-Joseph et René-Lévesque;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***642/5/03 - Adoption du projet de règlement no 3126 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3126, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser les résidences pour personnes âgées (habitation collective $H_7$) dans la zone résidentielle H05-09 et d'ajuster, en conséquence, les différentes normes relatives à la construction.
La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

B) d'autoriser les cours de formation pour motocyclettes dans la zone industrielle I11-07, selon certaines conditions spécifiques.
La zone I11-07 longe le boulevard Lemire de part et d'autre et est comprise approximativement entre les rues Sigouin et Huguette.

C) d'autoriser les cours de formation pour motocyclettes dans la zone communautaire P07-02, selon certaines conditions.
La zone P07-02 est bordée approximativement par les rues Pelletier, Marchand, St-Frédéric et St-Georges, la rivière Saint-Germain ainsi que l'arrière lot de terrains donnant sur la rue St-Georges et le boulevard Lemire.

D) de soustraire la zone résidentielle H07-42 de l'application de la moyenne des marges de recul pour l'implantation d'un bâtiment principal.
La zone H07-42 est localisée du côté nord-ouest du boulevard Jean-de-Brébeuf et comprise approximativement entre les rues Jeanne et François 1$^{er}$.

E) de réduire les normes applicables à la subdivision d'un terrain dans la zone communautaire P01-03.
Cette zone est délimitée par le boulevard St-Joseph Ouest, les rues Poulin et Simard ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Nadia.

F) de modifier les normes d'implantation applicables à l'installation de marquise et d'îlots de pompes pour les postes d'essence.

G) de modifier certaines des normes applicables aux garages détachés du bâtiment principal, lorsque les terrains où se retrouvent ceux-ci répondent à des caractéristiques spécifiques,

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***643/5/03 - Avis de motion du règlement no 3126 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3126 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser les résidences pour personnes âgées (habitation collective $H_7$) dans la zone résidentielle H05-09 et d'ajuster, en conséquence, les différentes normes relatives à la construction.
La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

B) d'autoriser les cours de formation pour motocyclettes dans la zone industrielle I11-07, selon certaines conditions spécifiques.
La zone I11-07 longe le boulevard Lemire de part et d'autre et est comprise approximativement entre les rues Sigouin et Huguette.

C) d'autoriser les cours de formation pour motocyclettes dans la zone communautaire P07-02, selon certaines conditions.
La zone P07-02 est bordée approximativement par les rues Pelletier, Marchand, St-Frédéric et St-Georges, la rivière Saint-Germain ainsi que l'arrière lot de terrains donnant sur la rue St-Georges et le boulevard Lemire.

D) de soustraire la zone résidentielle H07-42 de l'application de la moyenne des marges de recul pour l'implantation d'un bâtiment principal.
La zone H07-42 est localisée du côté nord-ouest du boulevard Jean-de-Brébeuf et comprise approximativement entre les rues Jeanne et François 1er.

E) de réduire les normes applicables à la subdivision d'un terrain dans la zone communautaire P01-03.
Cette zone est délimitée par le boulevard St-Joseph Ouest, les rues Poulin et Simard ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Nadia.

F) de modifier les normes d'implantation applicables à l'installation de marquise et d'îlots de pompes pour les postes d'essence.

G) de modifier certaines des normes applicables aux garages détachés du bâtiment principal, lorsque les terrains où se retrouvent ceux-ci répondent à des caractéristiques spécifiques.

## ***644/5/03 - Dispense de lecture du règlement no 3126 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3126, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser les résidences pour personnes âgées (habitation collective $H_7$) dans la zone résidentielle H05-09 et d'ajuster, en conséquence, les différentes normes relatives à la construction.
La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

B) d'autoriser les cours de formation pour motocyclettes dans la zone industrielle I11-07, selon certaines conditions spécifiques.
La zone I11-07 longe le boulevard Lemire de part et d'autre et est comprise approximativement entre les rues Sigouin et Huguette.

C) d'autoriser les cours de formation pour motocyclettes dans la zone communautaire P07-02, selon certaines conditions.
La zone P07-02 est bordée approximativement par les rues Pelletier, Marchand, St-Frédéric et St-Georges, la rivière Saint-Germain ainsi que l'arrière lot de terrains donnant sur la rue St-Georges et le boulevard Lemire.

D) de soustraire la zone résidentielle H07-42 de l'application de la moyenne des marges de recul pour l'implantation d'un bâtiment principal.
La zone H07-42 est localisée du côté nord-ouest du boulevard Jean-de-Brébeuf et comprise approximativement entre les rues Jeanne et François 1er.

E) de réduire les normes applicables à la subdivision d'un terrain dans la zone communautaire P01-03.

Cette zone est délimitée par le boulevard St-Joseph Ouest, les rues Poulin et Simard ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Nadia.

F) de modifier les normes d'implantation applicables à l'installation de marquise et d'îlots de pompes pour les postes d'essence.

G) de modifier certaines des normes applicables aux garages détachés du bâtiment principal, lorsque les terrains où se retrouvent ceux-ci répondent à des caractéristiques spécifiques;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***645/5/03 - Avis de motion du règlement no 3127 fixant les modalités de subvention dans le cadre du programme de Rénovation Québec – Ville de Drummondville***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3127 fixant les modalités de subvention dans le cadre du programme de Rénovation Québec – Ville de Drummondville.

***646/5/03 - Dispense de lecture du règlement no 3127 fixant les modalités de subvention dans le cadre du programme de Rénovation Québec – Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3127 fixant les modalités de subvention dans le cadre du programme de Rénovation Québec – Ville de Drummondville;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***647/5/03 - Avis de motion du règlement no 3128 amendant le règlement no 2700 de façon à modifier les dates de tenue des séances pour le mois de juillet 2003***

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no 3128 amendant le règlement no 2700 de façon à modifier les dates de tenue des séances pour retenir les dates du 7 et 14 juillet 2003.

***648/5/03 - Adoption du règlement no 3112-1 - Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3112-1 a été donné (réf : 521/4/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3112-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H02-11, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H02-11 est délimitée approximativement par le chemin du Golf (côté nord), la rivière Saint-François, la rue Marler ainsi que l'avenue des Châtaigniers;

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H12-26, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations. La zone H12-26 est localisée entre les voies de circulation Place Montgrand (bornant trois (3) côtés de la zone visée) et la rue Cardin;

C) de diminuer, dans la zone d'habitation H08-02 :
- de huit mètres (8 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages **$h_1$** (habitation unifamiliale) de type isolé;
- de neuf mètres (9 m) à sept virgule cinq mètres (7,5 m) la hauteur maximale des bâtiments faisant partie de la classe d'usages **$h_2$** (habitations bi et trifamiliale) de type isolé;

La zone H08-02 est située approximativement entre les 9e et 12e avenues ainsi que les rues St-Jean et St-Damase;

D) de permettre, pour la classe d'usages **$h_{5.2}$** (habitation mixte) actuellement autorisée dans la zone commerciale C03-12, que l'usage commercial " auberge " soit autorisé sur un même étage qu'un usage résidentiel, et ce, selon certaines conditions. La zone C03-12 longe le côté sud de la rue Lindsay, de part et d'autre de l'intersection des rues Lindsay et Marchand;

E) d'agrandir la zone d'habitation H11-39 à même une partie de la zone d'habitation H11-19, de manière à y inclure un terrain, soit le terrain situé à l'intersection des rues de la Sève et de la Samare. Les zones H11-39 et H11-19 sont situées dans le développement de L'Érablière, soit du côté nord-ouest de la rue Paris, et celles-ci sont adjacentes aux rues de la Samare et de la Sève;

F) **RETIRÉ**

G) • d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-05, de manière à ajouter une portion de terrains situés vis-à-vis la rue Janelle jusqu'à la limite sud-est de l'extrémité des rues Réjean, Fontaine et Lacadie;
• de prévoir, dans les zones I11-07 et I12-05, l'obligation d'aménager une zone tampon pour tout terrain adjacent à un terrain résidentiel.

Les limites des zones I11-07 et I12-05 sont situées approximativement entre le boulevard Lemire (côté nord), la rue Rocheleau (côté sud), la rue Canadien (côté sud) et la rue Sigouin (côté nord).

H) • de créer la nouvelle zone d'habitation H08-14 à même une partie de la zone d'habitation H08-10 actuelle, afin d'y intégrer une partie de terrain longeant le côté sud de la rue Barnabé;
• d'autoriser, dans la nouvelle zone H08-14, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant un maximum de six (6) logements, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;
• d'autoriser, dans la zone H08-10 actuelle, la classe d'usages **$h_3$**, soit les habitations multifamiliales de type isolé ayant de quatre (4) à trente-six (36) logements maximum, en prévoyant en conséquence les diverses normes relatives à la construction;

• de prohiber, dans la zone H08-10, les classes d'usages :
- **$h_1$** (habitation unifamiliale de type isolé);
- **$u_1$** (utilités légères);
- **$p_1$** (communautaire institutionnel et administratif);

de même que tous les usages autorisés faisant partie de la classe d'usages **$c_2$** (commerce de détail et de service) ainsi que toutes les normes s'y rattachant.

La zone H08-10 est située à l'angle de la rue St-Laurent, de la 20e avenue et de la rue Barnabé, soit du côté sud de la 20e avenue.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***649/5/03 - Adoption du règlement no 3117 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3117-1 a été donné (réf : 524/4/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3117-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser comme construction accessoire pour les usages du groupe habitation, un abri recouvrant une piscine creusée ou un spa, mais ce, selon certaines conditions et en apportant certains ajustements et ajouts qui sont relatifs à son implantation;

B) de modifier les exigences quant à la localisation des cases de stationnement pour la classe d'usages **$h_1$** " habitation unifamiliale " ayant une structure contiguë, soit en permettant l'aménagement de celles-ci uniquement dans une cour latérale ou une cour arrière de bâtiment à l'exception des habitations avec garage attenant ou intégré.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***650/5/03 - Adoption du règlement no 3121-1 - Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3121-1 a été donné (réf : 530/4/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3121-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H06-23, H06-26, H06-28 et communautaire P06-11, soit en :
  - agrandissant la zone d'habitation H06-23 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle;
  - agrandissant la zone d'habitation H06-28 à même une partie de la zone d'habitation H06-26 actuelle;
  - déplaçant la zone communautaire P06-11 actuelle plus au sud du développement;
- d'abroger la zone commerciale C06-01.

L'ensemble de ces zones fait partie intégrante du développement domiciliaire " Boisé Messier " et concerne plus particulièrement les rues Fradet, des Orchidées et les rues projetées, soit Place de l'Iris et rue des Pivoines;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***651/5/03 - Adoption du règlement no 3122 – Modification au règlement no 3091 afin de déterminer le ou les organismes qui pourront bénéficier du programme AccèsLogis***

Lecture est donnée du règlement no 3122 prévoyant une modification au règlement no 3091 afin de déterminer le ou les organismes qui pourront bénéficier du programme AccèsLogis.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Information des membres du conseil***

**Second versement des taxes municipales le mardi 27 mai (M. Gilles Fontaine)**

Le conseiller Gilles Fontaine informe les contribuables que le second versement de taxes municipales viendra à échéance le mardi 27 mai prochain.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

**Conrad Vanasse, 5095 rue Gérémi**

Où en est la réflexion des élus sur la requête relative à l'installation d'une clôture pour assurer la tranquillité?

- Madame la mairesse informe qu'une évaluation a été faite et que selon les options les coûts varient. Un mur coupe-son coûte 70 400 $, ce qui est non-conforme au règlement d'urbanisme. Cette somme est jugée disproportionnée par les membres du conseil.

Les autres sortes de clôtures varient de 15 000 $ à 18 000 $.

- Monsieur Vanasse veut connaître l'opinion de tous les élus.

- Monsieur Mario Jacques n'est pas d'accord avec une dépense de 70 000 $. Le Centre reçoit déjà 150 jeunes par jour, 5 jours par semaine, donc ce sera la même population. La piscine sera ouverte de midi à 18h00. Les vents dominants vont vers Transport Bourret. La distance de la propriété de monsieur Vanasse est à 230 pieds, 80 pieds avec le voisin, alors que dans le secteur sud, la distance est de 54 pieds et depuis 1995, il n'y a pas eu de plainte. La piscine St-Joseph est à 150 pieds des résidences.

- Monsieur Christian Tourigny est surpris de la demande. Il n'était pas au courant avant de lire l'article du journal. Il fait état de la situation à la piscine St-Jean-Baptiste, les seules plaintes ont été reliées à la musique. Il demande de vivre l'expérience durant un an, après une évaluation pourra être faite.

- Monsieur Roger Lambert demande d'essayer un an. Il rappelle qu'un tel mur avait été érigé au parc Montgrand et que la municipalité a dû le démolir à cause des rassemblements. Il n'est donc pas favorable au mur.

- Monsieur Gilles Fontaine est d'avis qu'il faut vivre l'expérience un an. Le parc était déjà existant.

- Madame la mairesse est surprise que l'intervention se fasse alors que la piscine est pratiquement terminée. Elle fait état des différentes publications ou étapes qui ont parlé du projet :
  - le budget 2003 en fait part;
  - 2 bulletins municipaux ont traité du sujet;
  - une résolution a été adoptée;
  - un règlement a été adopté, des avis ont été publiés.

Elle se dit d'autant plus étonnée, compte tenu que monsieur Vanasse travaille aux travaux publics.

Il y a matière à réflexion importante si une clôture est nécessaire à cet endroit pour assurer la quiétude, il faudra avoir la même attitude ailleurs.

Si on parlait de clôture, le dossier se règlerait plus facilement.

- Madame Céline Trottier n'accepte pas le mur de 70 000 $. Elle est d'avis que si après un an il y a des effets négatifs importants une clôture pourra être installée.

Elle compare au secteur sud où la situation est similaire et les gens continuent de vivre.

- Le conseiller Denis Savoie dresse l'historique du dossier et informe qu'au tout début du projet il avait avisé ses collègues que les voisins seraient brimés. Selon lui, l'information n'a pas été suffisante. Il ne faut pas comparer avec la piscine du sud parce que celle-ci est dans le champ.

- Le conseiller Réal Jean était au départ réticent avec le projet global, mais s'est rallié. Il est contre le mur de ciment.

- Le conseiller Robert Lafrenière s'accuse de ne pas s'être suffisamment questionné sur l'environnement. Il se dit sympathique à la demande mais pas pour le mur. Il demande de vivre la situation cet été et promet d'être attentif.

- **Monsieur Conrad Vanasse**

Monsieur Vanasse dit ne pas avoir demandé un mur de béton mais une clôture insonorisante. Il dit n'avoir pas été mis au courant avant et fait part des signatures des résidents de la rue Gérémi qui eux non plus ne l'étaient pas.

Il mentionne que dans les "CONSIDÉRANTS" du comité consultatif d'urbanisme rien ne fait état de l'environnement immédiat.

- Le conseiller Gilles Fontaine, membre dudit comité, rappelle que ce dernier évalue l'implantation, l'architecture et qu'en ce sens tout a été fait pour donner le maximum.

- Madame la mairesse rappelle que les membres du conseil ne se disent pas contre l'installation d'une clôture et ne sont pas fermés à des mesures d'atténuation. Une solution peut être trouvée si tout le monde travaille dans le même sens. Si besoin est, il sera possible de mesurer l'intensité du bruit.

**Monsieur Pascal Allard**

Monsieur Allard traite du congrès de l'U.M.Q. et des propos tenus par le Journal de Montréal. Il trouve bizarre qu'un mandat soit accordé à Genivar, après la publicité de la semaine dernière. Il demande à la Ville d'émettre un communiqué pour dénoncer ce qui s'est passé au congrès.

- Madame la mairesse rappelle que la Ville a délégué par résolution et que les dépenses apparaîtront dans la liste des comptes, donc tout est public.

Le congrès était ouvert à la presse, un seul média a dénoncé certaines situations qui n'ont aucunement été reprises.

Les ateliers ont traité de différents sujets dont la fiscalité municipale, la criminalité, l'autonomie municipale et le "Conference Board" était présent.

Lors de l'assemblée générale un samedi midi, la salle était bondée.

Quant à l'octroi de contrat, elle rappelle que la Loi sur les cités et villes est très claire, il faut aller en appel de proposition et les élus ne peuvent faire partie du comité de sélection.

Les élus fautifs seront sanctionnés par leur population respective si celle-ci le juge à propos.

- Le conseiller Réal Jean déclare que depuis qu'il assiste au congrès de l'U.M.Q. il voit des gens debout lors des ateliers.

Il souligne également que 2 élus de Drummondville ont été honorés pour leur 20 ans de vie politique, il s'agit de madame la mairesse et de monsieur Lafrenière. Il trouve dommage qu'un tel article ait détruit l'image du congrès.

- Le conseiller Robert Lafrenière témoigne avoir vu ses collègues à tous les ateliers. Drummondville était bien représentée.

- Le conseiller Gilles Fontaine souligne l'importance pour le conseil de Drummondville de participer au congrès compte tenu que notre mairesse est présidente de l'U.M.Q.. Le congrès était très intéressant et se dit très déçu de l'article dans le journal de Montréal.

- Le conseiller Christian Tourigny trouve l'article amateur et fait mauvaise image au congrès. Il se dit ne pas être gêné si les gens consultent les comptes.

**Madame Francine Gauthier**

Madame Gauthier s'interroge sur la nécessité de la piscine, l'entretien de la haie, la circulation qui tourne dans sa cour.

- Madame la mairesse rappelle que la Ville n'a pas voulu enlever la qualité de vie des citoyens du secteur; qu'effectivement l'entrée de cour privée ne doit pas servir de débarcadère. Quant à la haie, si elle est endommagée lors des travaux, la Ville la réparera.

**Madame Renée Gamache**

Madame Gamache reproche à madame la mairesse ses propos sur les intentions de son mari. Elle confirme qu'ils ont appris la nouvelle de la piscine en voyant creuser.

Elle veut une clôture en matériau acoustique, elle n'a jamais demandé un mur.

- Madame la mairesse reprend les propos du conseil déjà tenus lors de l'intervention de monsieur Vanasse, son conjoint et confirme que la Ville est prête à solutionner le dossier à prix raisonnable.

- Le conseiller Mario Jacques tient à clarifier le fait que madame Gamache l'aurait appelé et qu'il n'a jamais retourné ses appels.

Il précise qu'il n'a jamais eu d'appels de madame Gamache, que monsieur Vanasse l'a appelé et qu'il a eu des retours d'appels.

**M. Christian Rajotte**

Monsieur Rajotte veut des précisions sur les items 25 et 26 de l'ordre du jour.

- Madame la mairesse précise qu'il s'agit du club de hockey Les Voltigeurs.

- Monsieur Rajotte, l'item 36 – Le tour de l'Ile, c'est quoi?

- Madame la mairesse informe qu'il s'agit d'un circuit de cyclistes.

- Monsieur Rajotte, l'item 56 – Les personnes intéressées devront-ils passer par l'O.M.H.

- Madame la mairesse précise qu'il s'agit d'un organisme pour personnes handicapées et que le projet transite par le promoteur.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 2 juin 2003.

## ***652/5/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21h07.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***2 JUIN 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 2 juin 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques (absence motivée)
Réal Jean (absence motivée)
Robert Lafrenière (absence motivée)
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Michel Desrosiers, chef de division - Plan d'intégration, permis et inspection

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***653/6/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel en y ajoutant à la demande du conseiller Denis Savoie, à l'item 29A « informations ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***654/6/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 20 mai 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 20 mai 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

### ***655/6/03***

***- Fondation chalet du parc Boivin***
***(Soumission no 03-0069 – Ouverture 20.05.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de Construction Bertrand Dionne inc. au montant total de 24 586,59 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***656/6/03***

***- Piste cyclable***
***(Soumission no TPG-2003-05 - Ouverture 29.05.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Francis Adam, directeur adjoint au Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Service Paysagiste Drummond inc. au montant total de 34 924,63 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant de la Ville de Sorel-Tracy concernant les défusions municipales; de la MRC de Drummond sur une soirée d'information et de présentation de l'étude effectuée en matière de transport collectif par la firme Transidev; des commentaires de monsieur Pierre Trahan concernant la sécurité sur la piste cyclable entre les rues St-Albert et St-Marcel; d'une offre de services professionnels pour la mise en application de la nouvelle Réglementation sur la Qualité de l'Eau Potable (RQEP); ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***657/6/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 5 mai au 2 juin 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 3 487 311,54 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***658/6/03 - Dérogation mineure - Immeuble qui sera situé au 1085 du boulevard***

***René-Lévesque***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge arrière minimale pour un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 1085 du boulevard René-Lévesque, soit sur un terrain formé des actuels lots 1743 et 1744 du rang III du cadastre du canton de Grantham;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.56);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé sur le boulevard René-Lévesque, soit dans la zone commerciale C11-03;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement actuel pour la zone visée, la marge arrière minimale est de douze mètres (12 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la marge arrière minimale est de sept virgule deux mètres (7,2 m), soit une irrégularité de quatre virgule huit mètres (4,8 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du règlement actuel, ladite marge se calcule vis-à-vis le mur opposé à celui donnant sur la voie de circulation (boulevard René-Lévesque);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, l'orientation de la façade principale du bâtiment donne vers la rue Cormier, soit probablement face à la façade principale d'un futur bâtiment commercial, et que les autres marges offrent suffisamment d'espace sur le terrain pour accéder adéquatement au bâtiment et prévoir les aménagements et/ou équipements nécessaires aux opérations du futur commerce tel que préconisé par la distance minimale exigée pour une marge arrière;

CONSIDÉRANT QUE ledit bâtiment s'inscrit dans le cadre d'un projet d'ensemble, de par la présence de plusieurs bâtiments commerciaux " satellites " qui seront construits principalement aux abords du boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QU'initialement, lors de la présentation du projet d'ensemble (bâtiments de grande surface : Loblaws, Wal-Mart et bâtiments commerciaux " satellites "), il avait été mentionné que les promoteurs souhaitaient un redéveloppement complet du site (projet ceinturé par la rue Paris, le boulevard St-Joseph et le boulevard René-Lévesque) formant un tout par un concept qui prévoyait :

- deux (2) bâtiments de grande surface implantés en bordure de la rue Paris avec l'orientation de la façade principale sur le boulevard René-Lévesque;
- la présence de bâtiments satellites aux abords du boulevard René-Lévesque;
- les aires de stationnement au centre du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la construction desdits bâtiments satellites et l'implantation proposée pour ceux-ci, tel que demandé et soumis à l'époque :

- permettent de créer un effet d'ensemble et marquent une continuité dans le cadre bâti sur le boulevard René-Lévesque;
- ferment le cadre bâti et créent un projet dynamique en lien avec les bâtiments de grande surface;

CONSIDÉRANT QUE les requérants mentionnent que les principaux motifs justifiant la diminution de la marge arrière tel que demandé, sont :

- l'exigence du règlement relatif à l'émission des permis de construction, à l'effet que chaque bâtiment doit être situé sur un lot distinct donnant sur une voie de circulation;
- le respect de la marge de recul sur le boulevard René-Lévesque pour maintenir un alignement harmonieux des bâtiments et libérer un espace adéquat pour l'aménagement d'une piste cyclable, s'il y a lieu;
- le respect de l'entente avec le commerce de grande surface adjacent (Loblaws) en regard de la localisation de la limite de propriété commune aux deux (2) entreprises devant tenir compte des besoins particuliers du commerce de grande surface (superficie, nombre minimal de cases de stationnement, aménagement paysager, aire de chargement/déchargement, partage de la voie d'accès, etc.);
- la synergie entre les façades principales des bâtiments satellites;
- la superficie minimale du bâtiment qui tient compte des besoins des futurs locataires;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété, compte tenu, notamment, que la marge visée est adjacente à une voie d'accès;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer de douze mètres (12 m) à sept virgule deux mètres (7,2 m) la marge arrière minimale applicable au nouveau bâtiment principal qui sera situé au 1085 du boulevard René-Lévesque, soit sur un terrain formé des actuels lots 1743 et 1744 du rang III du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***659/6/03 - Dépôt du procès-verbal (23.05.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 mai 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***660/6/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1080 du boulevard Mercure – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1080 du boulevard Mercure a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- agrandir le bâtiment principal en cour latérale droite (environ soixante-quinze mètres carrés (75 $m^2$));
- rénover les façades du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est agrandi en cour latérale droite, créant ainsi des modulations du mur avant, ce qui réduit la linéarité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE de par l'ajout de cet agrandissement, le mur avant est constitué d'avancées et/ou de décrochés, ce qui permet d'obtenir une façade animée, tout en fermant le cadre bâti sur la voie de circulation (boulevard Mercure);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est de gabarit s'apparentant à celui du corps principal du bâtiment (toiture en pente, hauteur et nombre d'étages);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs du bâtiment sont de la brique-pierre de couleur beige/gris et du bardeau de bois de couleur gris;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour de certaines ouvertures est aménagé de jeux de maçonnerie, ce qui agrémente les différents murs;

CONSIDÉRANT QU'une fenêtre en saillie est aménagée sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture (agrandissement et partie existante) est un bardeau d'asphalte de couleur s'harmonisant avec celle des revêtements extérieurs;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des ouvertures sur le bâtiment sont pourvues d'une imposte (vitrail) en partie supérieure;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres, de par leurs dimensions et le rythme d'espacement, permettent d'animer les façades, tout en renforçant le style architectural particulier et distinctif du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un perron protégé d'une marquise est réalisé sur le mur avant du bâtiment, et ceci en harmonie avec le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la cour avant sera aménagée d'une plantation d'arbustes et/ou d'arbres;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1080 du boulevard Mercure, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***661/6/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2125 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2125 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment d'une superficie approximative de mille quatre cent vingt-huit mètres carrés (1428 $m^2$), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la largeur du bâtiment et la largeur du terrain est relativement élevé, ce qui permet de refléter un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'effectue dans un alignement similaire à celui des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti et s'inscrit en continuité avec celle des bâtiments adjacents;

CONSIDÉRANT QUE les façades sont modulées par soit des murs en retrait, des murs en décroché ou des murs parapet, ce qui réduit la linéarité de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est majoritairement de la maçonnerie (brique ou bloc architectural) de couleurs brune et beige;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur sous certaines ouvertures est de l'acier de couleur beige et que ce dernier imite une planche posée à la verticale;

CONSIDÉRANT QUE les différents murs sont modulés par des jeux de matériaux tels que soulignements horizontaux de maçonnerie et colonnes métalliques verticales;

CONSIDÉRANT QUE les entrées du bâtiment sont marquées de marquises dont les faces apparentes sont recouvertes d'acier de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont pourvus d'une bonne fenestration, ce qui anime adéquatement ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs utilisés s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur les bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des fenêtres sont de couleur bronze clair;

CONSIDÉRANT QUE le nombre de cases de stationnement est limité en cours avant, soit celle donnant sur le boulevard Lemire, ainsi que celle donnant sur la rue St-Damase;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont principalement localisées en cour latérale droite et en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'un seul (1) seul accès est prévu sur le boulevard Lemire, soit une entrée seulement;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) accès sont prévus sur la rue St-Damase, soit une près de l'intersection des voies de circulation et une autre dans la portion arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le nombre d'accès au terrain est limité, ce qui permet de bien orienter la clientèle, tout en sécurisant les usagers sur le site et ceux des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'un enclos à déchet est aménagé dans la cour arrière et que ce dernier est dissimulé par un écran opaque;

CONSIDÉRANT QU'un écran opaque (clôture ou haie) est réalisé près des lignes latérales, ce qui permet de préserver l'intimité des résidants voisins;

CONSIDÉRANT QU'une aire de repos (terrasse) est aménagée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet met en valeur l'image commerciale du boulevard Lemire et que le bâtiment proprement dit dégage une architecture de qualité intéressante et s'harmonise avec les bâtiments que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont, soit gazonnés et/ou paysagés;

CONSIDÉRANT QUE le manque d'informations relatif à l'aménagement de terrain, soit entre-autres, la plantation (arbres et/ou arbustes), leur type ainsi que leur localisation;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment ainsi que les accès au site (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2125 boulevard Lemire;

- reporte l'aménagement de terrain soit, entre-autres la plantation d'arbres et/ou d'arbustes ainsi que l'aménagement des espaces libres;

et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***662/6/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque – P.I.A. (Collecto Sports)***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une (1) enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de deux virgule quatre-vingt-sept mètres carrés (2,87 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme ovale et que le message est en surélévation par rapport à la plaque murale;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, l'or et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisées, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain; ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du bâtiment et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *663/6/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque – P.I.A. (Boutigor inc.)*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.20);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une (1) enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de trois virgule trente mètres carrés (3,30 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme stylisée et que le message est en surélévation par rapport à la plaque murale;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le blanc et l'or;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisées, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du bâtiment et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *664/6/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1465 du boulevard St-Joseph - P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1465 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.21);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment (plaque murale) d'une superficie de zéro virgule cinquante-six mètres carrés (0,56 $m^2$) sur le mur donnant sur la rue Chassé;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est appliquée sur le mur extérieur du bâtiment (façade secondaire donnant sur la rue Chassé), soit entre les deux (2) fenêtres existantes;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le beige, le blanc, le vert et l'orange;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme rectangulaire et que cette dernière utilise bien l'espace disponible sur cette façade et respecte l'alignement des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses couleurs et sa forme est en harmonie avec l'enseigne projetante à être installée sur la façade principale donnant sur le boulevard St-Joseph;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

et ce, pour le bâtiment situé au 1465 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***665/6/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 600 de la rue Celanese – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 600 de la rue Celanese a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./ zone communautaire à protéger, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant vers le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est une plaque murale d'une superficie approximative d'un virgule cinquante-sept mètres carrés (1,57 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le matériau utilisé imite le bois et que les couleurs sont le bleu, le blanc et le beige;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour de l'enseigne est en surélévation;

CONSIDÉRANT QUE le fini de l'enseigne est mât, ce qui permet à cette dernière de s'intégrer au style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée au-dessus de l'entrée principale, ce qui permet de bien marquer cette dernière et de bien utiliser l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 600 de la rue Celanese, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***666/6/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour les établissements situés aux 192 et 194 rue Heriot - P.I.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour les établissements situés aux 192 et 194 de la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.04.54);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur auvent dont la superficie est d'environ trois virgule quarante-huit mètres carrés (3,48 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'auvent est existant et que ce dernier sert d'affichage de même qu'à contrer les rayons du soleil en protégeant ainsi la marchandise;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur auvent est de couleurs rouge foncé et or;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour les établissements situés aux 192 et 194 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***667/6/03 - Autorisation à la greffière de la Ville – Vente de certains immeubles pour non-paiement de taxes***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la greffière de la Ville à procéder à la vente de certains immeubles pour non-paiement de taxes. L'autorisation vise les immeubles portant les matricules suivants :

| ***Matricule*** | ***Lot no. et cadastre*** |
|---|---|
| 7886 90 7930 | 108-54, 108-55<br>Canton de Grantham<br>(rue Lapéro) |
| 8083 22 5942 | 168-183<br>Canton de Grantham<br>(rue Luneau) |
| 8184 90 1125 | 126-3-208<br>Canton de Grantham |
| 8578 56 0694 | 243-69, 243-70<br>Canton de Wickham<br>(rue de Courcelle) |
| 8382 56 9538 | 160-1, 160 P<br>Quartier Est<br>Ville de Drummondville |
| 8380 06 9871 | 143-93, 143-94, 143-123<br>Canton de Grantham |

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***668/6/03 - Opinion du conseil en regard d'une demande d'exemption de taxes formulée à la Commission municipale du Québec par le Centre Communautaire Pierre-Lemaire***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'exemption de taxes formulée par le Centre Communautaire Pierre-Lemaire auprès de la Commission municipale du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***669/6/03 - Subvention de 100 $ - Fondation Bourque à la portée des sons inc.***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation Bourque à la portée des sons inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***670/6/03 - Subvention de 2 500 $ - Ensemble vocal de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ à l'Ensemble vocal de Drummondville à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***671/6/03 - Subvention de 300 $ - Association Québec-France***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ à l'Association Québec-France à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***672/6/03 - Subvention de 100 $ - Halte Drummond***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Halte Drummond à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***673/6/03 - Mandat à Me Jean Shooner, notaire - Préparation et rédaction d'un acte de servitude sur le lot 150-83 du cadastre du canton de Grantham (propriété du 99 rue St-Albert – Lévis Arsenault)***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jean Shooner, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte de levée de servitude sur le lot 150-83 du cadastre du canton de Grantham, pour la propriété du 99 rue St-Albert appartenant à monsieur Lévis Arsenault. La servitude a été créée le 27 janvier 1978 suivant l'acte enregistré au bureau de la publicité des droits du district de Drummond sous le no. 235691.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***674/6/03 - Autorisation à l'Association régionale de loisirs pour personnes handicapées du Centre du Québec inc. – Utilisation du terrain Bernier pour la période estivale 2003***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association régionale de loisirs pour personnes handicapées du Centre du Québec inc. à utiliser le terrain Bernier pour la période estivale, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***675/6/03 - Autorisation aux organisateurs de la Fête Nationale des Québécois - Tenue d'un défilé dans les rues de la Ville le 23 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs de la Fête Nationale des Québécois à tenir un défilé dans les rues de la Ville le 23 juin 2003 entre 17h00

et 18h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et après approbation du trajet par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***676/6/03 - Protocole d'entente avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Activité de kick boxing***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation par l'association de boxe et de kick boxing de Drummondville de la salle de sport du Refuge La Piaule.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 3 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***677/6/03 - Protocole d'entente avec Les Loisirs Saint-Joseph Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Utilisation par Dek Hockey Drummond de deux surfaces de jeux au parc Gérard-Perron***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Les Loisirs Saint-Joseph Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation par Dek Hockey Drummond de deux surfaces de jeux au parc Gérard-Perron, et ce, pour l'année 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***678/6/03 - Autorisation à Parrainage Civique Drummond inc. – Tenue d'une activité le 21 juin 2003 au parc Frigon***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Parrainage Civique Drummond inc. à tenir une activité pour les personnes souffrant de déficience intellectuelle, samedi le 21 juin 2003 de 15h00 à 23h00 au parc Frigon, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***679/6/03 - Mandat à Martin Paradis, arpenteur-géomètre – Implantation de la rue Bordeleau***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate monsieur Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de procéder à l'implantation de la rue Bordeleau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***680/6/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Analyse de***

***construction d'une nouvelle rue « rue A » entre le boulevard René-Lévesque et la rue Hains***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de procéder à l'analyse de construction d'une nouvelle rue « rue A » entre le boulevard René-Lévesque et la rue Hains.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***681/6/03 - Mandat à Denis Boies, arpenteur-géomètre – Travaux d'arpentage dans différents secteurs où doivent être effectués des travaux de pavage***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate monsieur Denis Boies, arpenteur-géomètre aux fins de procéder à des travaux d'arpentage dans différents secteurs où doivent être effectués des travaux de pavage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***682/6/03 - Rejet des soumissions – Remplacement temporaire d'un urbaniste (no 03-0064)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède au rejet des soumissions reçues en regard du projet no 03-0064 pour le remplacement temporaire d'un urbaniste.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***683/6/03 - Mandat à la Firme Daniel Arbour & Associés – Expertise nécessaire pour assurer le remplacement d'un urbaniste***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Daniel Arbour & Associés aux fins de fournir à la Ville l'expertise nécessaire pour assurer le remplacement d'un urbaniste, et ce, sur une base temporaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***684/6/03 - Adoption du règlement no 3127 fixant les modalités de subvention dans le cadre du programme de Rénovation Québec – Ville de Drummondville***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3127 a été donné (réf : 645/5/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3127 fixant les modalités de subvention dans le cadre du programme de Rénovation Québec – Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***685/6/03 - Adoption du règlement no 3128 amendant le règlement no 2700 de façon à modifier les dates de tenue des séances pour le mois de juillet 2003***

Lecture est donnée du règlement no 3128 amendant le règlement no 2700 de façon à modifier les dates de tenue des séances pour le mois de juillet de façon à retenir les dates du 7 et 14 juillet 2003.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Informations***

- Le conseiller Denis Savoie demande des précisions quant aux coûts des travaux réalisés au parc La-Roche-sur-Yon et au parc Woodyatt. À combien s'élèvent les dépenses en date de ce jour?

- Madame la mairesse rappelle que le tout a été voté par règlement et qu'aujourd'hui même une autorisation a été donnée pour un extra de 2 860 $.

- Me Claude Proulx intervient pour préciser, qu'à sa connaissance, il n'y a pas eu d'autres extras pour ce projet. Une vérification sera faite quant au montant exact des travaux en date de ce jour. À sa connaissance, il n'y a pas de travaux additionnels.

- Le conseiller Denis Savoie se dit surpris que l'on ne puisse pas répondre immédiatement. Selon lui, il faudra prévoir la présence des bons fonctionnaires.

- Le conseiller Gilles Fontaine est d'avis que si monsieur Savoie avait posé la question en après-midi, on aurait pu fournir toutes les informations.

- Le conseiller Denis Savoie déclare que les travaux à la Place La-Roche-sur-Yon s'élèvent à beaucoup plus que ce qui avait été prévu. Quant au parc Woodyatt, le mandat à Jardins Lumière représente 100 000 $ de plus.

- Madame la mairesse rappelle que dans la 1ère hypothèse on ne faisait pas intervenir Jardins Lumières et que dans la seconde hypothèse le concept était retenu comme on le réalise au parc Ste-Thérèse.

- Le conseiller Denis Savoie déclare que la Ville paye des honoraires professionnels pour les ingénieurs dans l'ensemble du dossier centre-ville, combien? incluant Mario Bessette, Jacques Métivier, Rousseau Lefebvre et HBA.

- Me Claude Proulx rappelle que les honoraires ont été présentés au conseil.

- Madame la mairesse rappelle que tous ces travaux font partie du programme Renouveau urbain et que 50 % est assumé par la Ville et l'autre 50 % par le gouvernement du Québec.

- Le conseiller Denis Savoie veut savoir pourquoi la Ville paie des frais de réalisation. La Ville paie deux fois 80 000 $. Est-on en train de faire du fonctionnarisme?

- Le directeur général monsieur Gérald Lapierre dresse l'historique du dossier. La Ville a mandaté Corporation Rues Principales pour présenter les dossiers au programme Renouveau urbain. Tous les professionnels ont été mandatés par le conseil. Un décompte progressif est fait. La gestion des projets est faite par Corporation Rues Principales avec qui une entente a été signée.

- Madame la mairesse confirme que lorsque la Ville mandate une firme d'ingénieurs, l'ingénieur municipal surveille. Dans le dossier Renouveau urbain des sommes sont prévues pour la gestion.

- Le conseiller Denis Savoie ne comprend pas que l'on ne soit pas capable de lui fournir le montant des honoraires. Selon lui, les travaux prévus au stationnement du Barrage ne sont pas réalisés parce que la Ville n'a pas d'argent.

- Madame la mairesse n'apprécie pas du tout le fait que monsieur Savoie cherche à mettre en boîte les fonctionnaires. Quant au stationnement du Barrage, le conseil a jugé que les coûts étaient prohibitifs. De plus, même si la Ville réalisait les travaux, on nous disait que l'accumulation de l'eau se ferait quand même.

En ce qui concerne le protocole de gestion, la Ville soustraira du montant annuel de subvention, l'équivalent consenti.

Si des ajouts ont été autorisés on demandera par qui ? pour quel montant ? et pourquoi ?

- Selon le conseiller Denis Savoie, l'information n'est pas toujours transmise correctement. Selon lui, les travaux à date au parc Woodyatt sont de l'ordre de 320 000 $.

- Le directeur général rappelle que tous les travaux sont dans le même règlement. Quel est le montant?

## ***Information des membres du conseil***

**Le règlement sur l'eau potable s'applique à Drummondville et dans les 3 municipalités voisines**
**(M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie rappelle aux citoyens et citoyennes de Drummondville et des municipalités desservies en eau potable, soit Saint-Nicéphore, Saint-Charles-de-Drummond et Saint-Majorique que le règlement sur l'utilisation de l'eau est en vigueur depuis le 1er mai jusqu'au 1er octobre prochain.

En résumé, l'arrosage est permis entre 20h00 et 24h00 les mardi, jeudi et samedi pour les occupants d'un immeuble dont le numéro civique est pair; les mercredi, vendredi et dimanche pour les immeubles dont le numéro civique est impair.

Quant à l'arrosage par gicleurs automatiques, celui-ci est permis aux mêmes jours, mais entre minuit et 6h00 le matin.

**Invitation journée portes ouvertes le dimanche 8 juin 2003**

Madame la mairesse invite toute la population drummondvilloise à venir en grand nombre visiter trois édifices municipaux soit l'Hôtel de Ville, le Service d'incendie et l'Usine de traitement d'eau à l'occasion d'une journée portes ouvertes qui se tiendra le dimanche 8 juin de 10h à 16h dans le cadre de la Semaine des municipalités.

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

– Monsieur Bernard Arguin, contremaître de l'atelier mécanique et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Estelle Roy Arguin.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

**Pierre Trahan, rue St-Damase**

Peut-on faire du lignage sur la rue Cormier entre Laferté et St-Pierre, de façon à sécuriser les piétons et cyclistes?

Le dossier sera référé au comité de circulation.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 16 juin 2003.

***686/6/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h15.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***9 JUIN 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 9 juin 2003 à 13h15, ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie (absence motivée)
Christian Tourigny (absence motivée)
Céline Trottier (absence motivée)

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***687/6/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***688/6/03 - Adoption du règlement no 3123 – Plan d'urbanisme***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3123 a été donné (réf : 634/5/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3123 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation commercial C-5 " commerce artériel lourd " à même une partie d'une affectation industrielle de type I-2, et ce, du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Canadien.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***689/6/03 - Adoption du règlement no 3124 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3124 a été donné (réf : 637/5/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3124 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C11-18 à même une partie de la zone industrielle I12-04, afin d'y inclure une portion de terrain adjacente à la zone commerciale actuelle et constituant une partie du lot 271-11.

  La zone C11-18 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Canadien et Paris, et la zone I12-04 longe le côté sud-est de l'autoroute Jean-Lesage, entre le boulevard Lemire et l'autoroute 55.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***690/6/03 - Adoption du règlement no 3125 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3125 a été donné (réf : 640/5/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3125, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) • de prévoir une nouvelle modalité de calcul de superficie maximale d'affichage sur bâtiment pour la catégorie d'enseignes " F ";

B) • d'autoriser les enseignes sur muret dans la zone commerciale C03-17;
• de prohiber les enseignes détachées du bâtiment pour certains établissements de grande surface dans la zone commerciale C11-03, soit les établissements pour lesquels s'applique la catégorie d'enseignes " F ".

La zone C03-17 est située du côté nord-est du boulevard St-Joseph, de part et d'autre de la rue des Forges et la zone C11-03 est localisée du côté sud-ouest de l'intersection des boulevards St-Joseph et René-Lévesque.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***691/6/03 - Adoption du second projet de règlement no 3126 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu :

$1^0$ QUE le second projet de règlement no 3126, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser les résidences pour personnes âgées (habitation collective $H_7$) dans la zone résidentielle H05-09 et d'ajuster, en conséquence, les différentes normes relatives à la construction.
La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

B) d'autoriser les cours de formation pour motocyclettes dans la zone industrielle I11-07, selon certaines conditions spécifiques.

La zone I11-07 longe le boulevard Lemire de part et d'autre et est comprise approximativement entre les rues Sigouin et Huguette.

C) d'autoriser les cours de formation pour motocyclettes dans la zone communautaire P07-02, selon certaines conditions.
La zone P07-02 est bordée approximativement par les rues Pelletier, Marchand, St-Frédéric et St-Georges, la rivière Saint-Germain ainsi que l'arrière lot de terrains donnant sur la rue St-Georges et le boulevard Lemire.

D) de soustraire la zone résidentielle H07-42 de l'application de la moyenne des marges de recul pour l'implantation d'un bâtiment principal.
La zone H07-42 est localisée du côté nord-ouest du boulevard Jean-de-Brébeuf et comprise approximativement entre les rues Jeanne et François 1er.

E) de réduire les normes applicables à la subdivision d'un terrain dans la zone communautaire P01-03.
Cette zone est délimitée par le boulevard St-Joseph Ouest, les rues Poulin et Simard ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Nadia.

F) de modifier les normes d'implantation applicables à l'installation de marquise et d'îlots de pompes pour les postes d'essence.

G) de modifier certaines des normes applicables aux garages détachés du bâtiment principal, lorsque les terrains où se retrouvent ceux-ci répondent à des caractéristiques spécifiques,

soit et est adopté;

2o QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***692/6/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 13h30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***16 JUIN 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 16 juin 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***693/6/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***694/6/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 2 juin 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 2 juin 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***695/6/03 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 9 juin 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 9 juin 2003 à 13 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

***696/6/03***

***- Démolition – Édifice communautaire***
***(Soumission no 03-0072 – Ouverture 30.05.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Excavation F. Majeau & Fils inc. au montant total de 38 106,63 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***697/6/03***

***- Pavage, bordures et éclairage 2003***
***(Soumission no D07041 – Ouverture 30.04.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean Beauchesne, ingénieur, Groupe Conseil Genivar inc., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de R. Guilbeault construction inc. au montant total de 126 341 $ (taxes incluses) pour la partie no 2 du projet soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une lettre provenant de la compagnie Desfor – Bio Services, Science de l'environnement pour une offre de service; ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***698/6/03 - Emprunt de 345 000 $ au fonds de roulement***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 345 000 $ à son

fonds de roulement pour le paiement d'une partie de l'acquisition de terrain consentie par monsieur Martial St-Cyr à la Ville de Drummondville.

Cet emprunt sera remboursable comme suit :

| | |
|---|---|
| 2003 | 69 000 $ |
| 2004 | 69 000 $ |
| 2005 | 69 000 $ |
| 2006 | 69 000 $ |
| 2007 | 69 000 $ |

De plus, une somme de 89 900 $ provenant du surplus accumulé de la Ville de Drummondville est affectée au paiement du solde du prix vente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***699/6/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1080 boulevard Mercure***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge de recul minimale applicable à un bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur les lots 1-5 partie, 1-6 partie et 1-7 de la Ville de Drummondville (quartier est), soit au 1080 du boulevard Mercure;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.23);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H04-11), la marge de recul minimale applicable à la façade principale du bâtiment est de douze virgule soixante mètres (12,60 m), et ce, en fonction de l'application de la moyenne des marges de recul;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1972, et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en janvier 2001 pour la vente du bâtiment et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à cinq virgule vingt mètres (5,20 m) la marge de recul de la façade principale du bâtiment principal, soit une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-dix mètres (0,90 m) par rapport à la norme applicable au moment de la construction de la résidence;

CONSIDÉRANT QUE la marge de recul minimale exigée par le règlement actuel est de douze virgule soixante mètres (12,60 m), créant ainsi une irrégularité de sept virgule quarante mètres (7,40 m) par rapport à la norme applicable actuellement;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation mineure est également requise pour autoriser l'agrandissement du bâtiment d'une superficie approximative de soixante-quinze mètres carrés (75 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement s'effectue en cour latérale droite et que ce dernier est réalisé à environ zéro virgule soixante seize mètre (0,76 m) en retrait du mur avant principal;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise qu'il est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction (résidence initiale) ont fait l'objet d'un permis et ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à réduire de douze virgule soixante mètres (12,60 m) à cinq virgule vingt mètres (5,20 m) la marge de recul minimale applicable à la façade principale du bâtiment principal et d'autoriser l'agrandissement du bâtiment en cour latérale droite, et ce, pour le bâtiment situé sur les lots 1-5 partie, 1-6 partie et 1-7 de la Ville de Drummondville (quartier est), soit au 1080 du boulevard Mercure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***700/6/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2125 boulevard Lemire***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur les lots actuels 295-24 et une partie du lot 295 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2125 du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.24);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un nouveau bâtiment commercial ayant deux (2) étages et une superficie d'implantation d'environ mille quatre cent vingt-huit mètres carrés (1 428 $m^2$);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation pour la zone visée (C07-05), la marge de recul applicable à un bâtiment principal est de sept virgule six mètres (7,6 m) minimum et que la moyenne des marges s'applique;

CONSIDÉRANT QUE l'application de la moyenne des marges fixe la marge de recul du bâtiment à une distance minimale de sept virgule vingt mètres (7,20 m) et une distance maximale de huit virgule quatre-vingts mètres (8,80 m);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment sera située sur le boulevard Lemire et que la marge de recul proposée par les requérants est de treize virgule soixante-douze mètres (13,72 m), soit une irrégularité de quatre virgule quatre-vingt-douze mètres (4,92 m) par rapport à la marge de recul applicable pour ce terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation projetée vise principalement à prévoir :

- un aménagement paysager aux abords du boulevard Lemire d'environ deux virgule quatre-vingt-dix mètres (2,90 m) de largeur;
- un nombre minimal de cases de stationnement (environ onze (11)) avec une allée d'accès à sens unique afin de faciliter l'accès au bâtiment (entrée principale) et d'assurer un bon flux de circulation sur le site;
- un aménagement paysager (plantation et trottoir) aux abords du bâtiment d'environ quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m) de largeur;

CONSIDÉRANT QUE les requérants ont maximisé les espaces de verdure en cour avant tout en minimisant la présence de cases de stationnement dans cette cour (en façade du bâtiment);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est de deux (2) étages et que, compte tenu de son gabarit (hauteur et nombre d'étages), il est préférable d'avoir un recul plus grand afin de limiter sa présence sur rue;

CONSIDÉRANT QUE la majorité des cases de stationnement est aménagée dans les autres cours (latérale et arrière) du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une telle dérogation aura peu d'incidence sur le milieu environnant étant donné que le terrain visé est le dernier terrain vacant de ce

tronçon de rue (soit entre la rue St-Damase et la voie ferrée) et que la façade principale du nouveau bâtiment sera parallèle au boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation proposée ne crée pas de discontinuité avec l'implantation des bâtiments situés dans l'environnement immédiat sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le projet est assujetti au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale qui permet, entre autres, de contrôler l'implantation et le gabarit des bâtiments ainsi que l'aménagement de terrain;

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire quant à la marge de recul cause un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne semble pas porter atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à augmenter de huit virgule quatre-vingts mètres (8,80 m) à treize virgule soixante-douze mètres (13,72 m) la marge de recul maximale applicable à la façade principale du bâtiment, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 295-24 et une partie du lot 295 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2125 du boulevard Lemire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *701/6/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 915 à 919 boulevard Jean-de-Brébeuf*

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge de recul minimale applicable à un bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 103-74 du cadastre du canton de Wickham, soit aux 915 à 919 du boulevard Jean-de Brébeuf;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.25);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H05-09), la marge de recul minimale applicable à la façade principale du bâtiment est de cinq virgule quarante mètres (5,40 m), et ce, en fonction de l'application de la moyenne des marges de recul;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1964, et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en février 2003 pour la vente du bâtiment et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à quatre virgule quarante-neuf mètres (4,49 m) la marge de recul applicable à la façade principale du bâtiment principal, soit une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m) par rapport à la norme minimale exigée en vertu du règlement actuel;

CONSIDÉRANT QU'à l'époque de la construction, la marge de recul exigée pour le bâtiment était de quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m), soit une irrégularité de zéro virgule zéro huit mètre (0,08 m) par rapport à l'implantation effectuée;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise qu'il est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain pour l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer de cinq virgule quarante mètres (5,40 m) à quatre virgule quarante-neuf mètres (4,49 m) la marge de recul applicable à la façade principale du bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 103-74 du cadastre du canton de Wickham, soit aux 915 à 919 du boulevard Jean-de Brébeuf.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***702/6/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 91, 22ième Avenue***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 149-473 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 91 de la 22ième Avenue;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.26);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H08-09), la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation émis en février 1997 nous démontre l'implantation du bâtiment à un virgule quarante-trois mètres (1,43 m), soit une irrégularité de zéro virgule cinquante-sept mètre (0,57 m) par rapport à la norme actuelle prévue par le règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été initialement érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1965;

CONSIDÉRANT QU'en février 2003, un incendie a détruit le bâtiment à plus de cinquante pour cent (50 %) de sa valeur;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage oblige tout propriétaire de bâtiment détruit à plus de cinquante pour cent (50 %) de sa valeur, de reconstruire conformément audit règlement;

CONSIDÉRANT QUE les demandeurs sont disposés à modifier l'implantation du garage attenant de façon à corriger une irrégularité quant au total des marges latérales;

CONSIDÉRANT QUE les fondations du bâtiment sont conservées, et ceci, à la demande des assureurs des requérants;

CONSIDÉRANT QUE les requérants précisent qu'ils sont dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction feront l'objet d'un permis de construction;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer de deux mètres (2 m)

à un virgule quarante-trois mètres (1,43 m) la marge latérale gauche minimale (adjacente à la ligne latérale gauche du lot visé et la ligne du lot 149-472) applicable à un bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 149-473 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 91 de la 22ième Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***703/6/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 4200 rue Vachon***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge de recul applicable à l'agrandissement du bâtiment principal, et ce, pour l'immeuble localisé sur le lot 118-12 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 4200 de la rue Vachon;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.05.27);

CONSIDÉRANT QU'un bâtiment est existant sur le terrain visé et que le demandeur souhaite procéder à l'agrandissement de celui-ci dans le prolongement des murs du bâtiment existant pour des dimensions d'environ dix-huit virgule vingt-neuf mètres par dix-huit virgule vingt-neuf mètres (18,29 m X 18,29 m);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé sur un terrain de forme triangulaire et borné par la rue Vachon et le boulevard Patrick;

CONSIDÉRANT QU'une marge de recul de sept virgule six mètres (7,6 m) doit être appliquée en regard de ces deux (2) voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la marge de recul applicable à la voie de circulation longeant le côté et l'arrière du bâtiment, soit le boulevard Patrick, peut être réduite de dix pour cent (10 %), ce qui fixe à six virgule quatre-vingt quatre mètres (6,84 m) la marge de recul exigée par rapport audit boulevard;

CONSIDÉRANT la dimension de l'agrandissement projeté et la forme du terrain, une portion du bâtiment de forme triangulaire empiète dans ladite marge;

CONSIDÉRANT QUE cet empiètement est d'environ deux virgule quatre-vingt-quatre mètres (2,84 m) sur la marge exigée;

CONSIDÉRANT QUE la superficie de bâtiment empiétant dans cette marge est d'environ neuf virgule cinq mètres carrés (9,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite réaliser l'agrandissement tel que proposé pour les motifs suivants :

- une forme de terrain triangulaire difficile à aménager;
- les restrictions imposées pour l'étalage en cour avant;
- les besoins en matière d'étalage extérieur pour le type d'entreprise exploitée et l'intérêt de maintenir la cour latérale gauche la plus dégagée possible;
- l'aménagement d'une clôture au pourtour du site, à l'intérieur de la marge de recul visée;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est de dimension relativement importante (soit sept mille neuf cent cinquante-quatre virgule six mètres carrés (7 954,6 $m^2$)) en regard de la superficie existante du bâtiment (soit deux cent vingt-deux virgule quatre-vingt-seize mètres carrés (222,96 $m^2$));

CONSIDÉRANT QUE la localisation existante du bâtiment et les marges exigées permettent l'agrandissement du bâtiment dans toutes les cours;

CONSIDÉRANT QU'il est possible de réaliser l'agrandissement projeté à l'endroit souhaité en y effectuant un décroché ou en faisant un mur en angle permettant de respecter la marge exigée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville refuse la dérogation mineure visant à réduire la marge de recul

applicable à la façade latérale droite du bâtiment, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 118-12 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 4200 de la rue Vachon.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***704/6/03 - Dépôt du procès-verbal (09.06.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 juin 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***705/6/03 - Acceptation des travaux de démolition du bâtiment existant (180 rue St-Laurent, ancien Bell Canada) et de construction de trois (3) bâtiments résidentiels qui seront situés aux 160-180-200 de la rue St-Laurent – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition d'un bâtiment principal (180 rue St-Laurent, ancien Bell Canada) et de construction de trois (3) nouveaux bâtiments qui seront situés aux 160-180-200 de la rue St-Laurent a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Laurent, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment et de construction de nouveaux bâtiments sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- démolir le bâtiment existant (180 rue St-Laurent, ancien Bell Canada);
- construire trois (3) bâtiments résidentiels d'une superficie approximative de deux cent trente-sept mètres carrés (237 $m^2$), le tout sur trois (3) étages;

CONSIDÉRANT QUE le projet nécessite la démolition d'un bâtiment dont la vocation était publique (180 rue St-Laurent, ancien Bell Canada);

CONSIDÉRANT QUE ce bâtiment ne présente pas d'intérêt d'ordres patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE le site sera occupé par trois (3) bâtiments résidentiels et que la construction de ceux-ci est soumise aux critères et objectifs du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE lesdits bâtiments résidentiels font partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des bâtiments projetés (nombre d'étages, hauteur et type de toiture) s'harmonise avec celui des bâtiments environnants ainsi qu'avec les bâtiments à être construits dans le projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des bâtiments n'excède pas dix mètres (10 m);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale des bâtiments est aménagée de balcons et/ou galeries, de marquises, de jeux de toiture, d'avancées et/ou de décrochés, ce qui brise la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs extérieurs des façades sont majoritairement composés de briques-pierres de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les autres sections des murs sont recouvertes d'un clin de ciment (fibro-ciment) et/ou d'un revêtement composé de fibres de bois pressé (Canexel) de couleur beige pâle;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades sont pourvues de fenestration et d'accès aux bâtiments en nombre et dimensions suffisants, ce qui permet d'animer ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont marquées, soit d'un jeu de briques-pierres et/ou d'ornementations, ce qui permet d'obtenir un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toiture est constitué d'un bardeau d'asphalte de couleur foncée, soit un ton de brun;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des divers matériaux s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'un bâtiment accessoire (remise) est construit en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements ainsi que les couleurs utilisées pour les bâtiments accessoires s'apparentent à ceux que l'on retrouve sur les bâtiments principaux;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au terrain est aménagé de façon mitoyenne pour les lots intérieurs, ce qui limite le nombre et sécurise le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au terrain pour le lot d'angle est réalisé sur la ligne avant, soit celle donnant sur la 20ième Avenue;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs arbres sont plantés sur les terrains;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est réalisé dans la cour avant de chaque bâtiment (façade principale);

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont engazonnés;

CONSIDÉRANT le manque d'informations quant à l'aménagement de terrain (plantation);

CONSIDÉRANT QUE le projet permet d'assurer une qualité visuelle d'ensemble du site, et par le fait même, une bonne qualité de vie aux résidants;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville

- autorise les travaux de démolition du bâtiment existant (180 rue St-Laurent, ancien Bell Canada) et de construction de trois (3) bâtiments résidentiels (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 160-180-200 de la rue St-Laurent, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** la recommandation quant à l'aménagement de terrain, compte tenu du manque d'informations sur le type de plantation de même que leur localisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *706/6/03 - Acceptation des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 130 de la 20ième Avenue – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 130 de la 20ième Avenue a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A/20ième Avenue (St-Laurent), et que, par conséquent, tous les travaux de

construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un (1) bâtiment résidentiel d'environ trente-six (36) logements, le tout sur trois (3) étages;

CONSIDÉRANT QUE ledit bâtiment résidentiel fait partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment projeté (nombre d'étages, hauteur et type de toiture) s'harmonise avec celui des bâtiments environnants ainsi qu'avec les bâtiments à être construits dans le projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment n'excède pas dix mètres (10 m);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est aménagée de balcons et/ou galeries, de marquises, de jeux de toiture, d'avancées et/ou de décrochés, ce qui brise la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs extérieurs des façades sont majoritairement composés de briques-pierres de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les autres sections des murs sont recouvertes d'un clin de ciment (fibro-ciment) et/ou d'un revêtement composé de fibres de bois pressé (Canexel) de couleur beige pâle;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades sont pourvues de fenestration et d'accès aux bâtiments en nombre et dimensions suffisants, ce qui permet d'animer ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont marquées, soit d'un jeu de briques-pierres et/ou d'ornementations, ce qui permet d'obtenir un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toiture est constitué d'un bardeau d'asphalte de couleur foncée, soit un ton de brun;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des divers matériaux s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'un seul accès au terrain est réalisé sur la ligne avant;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs arbres sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE des aménagements paysagers sont réalisés dans les différentes cours;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont engazonnés;

CONSIDÉRANT le manque d'informations quant à l'aménagement de terrain (plantation);

CONSIDÉRANT QUE le projet permet d'assurer une qualité visuelle d'ensemble du site, et par le fait même, une bonne qualité de vie aux résidants;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction d'un (1) bâtiment résidentiel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 130 de la 20ième Avenue, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** la recommandation quant à l'aménagement de terrain, compte tenu du manque d'informations sur le type de plantation de même que leur localisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***707/6/03 - Acceptation des travaux de construction de trois (3) nouveaux bâtiments résidentiels qui seront situés aux 280-300-320 de la rue Barnabé – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction de trois (3) nouveaux bâtiments qui seront situés aux 280-300-320 de la rue Barnabé a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Barnabé (St-Laurent), et que, par conséquent, tous les travaux de construction de nouveaux bâtiments sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire trois (3) bâtiments résidentiels d'une superficie approximative de deux cent trente-sept mètres carrés (237 $m^2$), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE lesdits bâtiments résidentiels font partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des bâtiments projetés (nombre d'étages, hauteur et type de toiture) s'harmonise avec celui des bâtiments environnants ainsi qu'avec les bâtiments à être construits dans le projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des bâtiments n'excède pas huit virgule cinq mètres (8,5 m) et que le hors-sol (sous-sol) se limite à un virgule soixante-quinze mètre (1,75 m);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale des bâtiments est aménagée de balcons et/ou galeries, de marquises, de jeux de toiture, d'avancées et/ou de décrochés, ce qui brise la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs extérieurs des façades sont majoritairement composés de briques-pierres de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les autres sections des murs sont recouvertes d'un clin de ciment (fibro-ciment) et/ou d'un revêtement composé de fibres de bois pressé (Canexel) de couleur beige pâle;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades sont pourvues de fenestration et d'accès aux bâtiments en nombre et dimensions suffisants, ce qui permet d'animer ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont marquées, soit d'un jeu de briques-pierres et/ou d'ornementations, ce qui permet d'obtenir un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toiture est constitué d'un bardeau d'asphalte de couleur foncée, soit un ton de brun;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des divers matériaux s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'un bâtiment accessoire (remise) est construit en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements ainsi que les couleurs utilisées pour les bâtiments accessoires s'apparentent à ceux que l'on retrouve sur les bâtiments principaux;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au terrain est aménagé de façon mitoyenne pour les lots intérieurs, ce qui limite le nombre et sécurise le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au terrain pour le lot d'angle est réalisé sur la ligne avant, soit celle donnant sur la 20ième Avenue;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs arbres matures sont existants dans la cour avant principale des terrains (rue Barnabé);

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est réalisé dans la cour avant de chaque bâtiment (façade principale);

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont engazonnés;

CONSIDÉRANT le manque d'informations quant à l'aménagement de terrain (plantation);

CONSIDÉRANT QUE le projet permet d'assurer une qualité visuelle d'ensemble du site, et par le fait même, une bonne qualité de vie aux résidants;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction de trois (3) bâtiments résidentiels (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 280-300-320 de la rue Barnabé, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** la recommandation quant à l'aménagement de terrain, compte tenu du manque d'informations sur le type de plantation de même que leur localisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *708/6/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de deux cent quatre-vingt-dix-neuf virgule cinquante mètres carrés (299,50 $m^2$), le tout d'une hauteur approximative de onze mètres (11 m);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue en cour avant (rue Heriot), ce qui nécessite la démolition de la marquise protégeant les accès au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique est d'un gabarit intéressant pour constituer un accès principal au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux de revêtement extérieur sont :
- pour la partie inférieure des murs : de la pierre semblable à celle existante sur le bâtiment;
- pour les autres portions des murs : de la brique de couleur et de style s'harmonisant avec celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des soulignements de maçonnerie horizontaux et verticaux ainsi qu'une corniche en partie supérieure des murs sont réalisés, ce qui assure une bonne continuité du style architectural et est en lien avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le type de fenestration, leurs dimensions ainsi que leur rythme s'inspirent des fenêtres existantes;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est pourvu de décrochés et que ceci, s'ajoutant à son gabarit distinctif (plus faible ampleur que le corps principal du bâtiment), crée une architecture intéressante pour la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE les grilles de ventilation donnant sur le mur avant (rue Heriot) sont dissimulées par des éléments décoratifs, soit en fer forgé ou en métal stylisé;

CONSIDÉRANT QUE les accès au bâtiment sont réalisés sur les murs latéraux et que ceux-ci sont protégés par des marquises;

CONSIDÉRANT QUE les accès sont bien marqués et que ceci facilite l'orientation des usagers;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager aux abords du bâtiment sera soumis à une séance ultérieure;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet s'effectue en harmonie avec le style architectural particulier et distinctif du bâtiment et respecte le cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (suite à un amendement au règlement de zonage).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***709/6/03 - Acceptation des travaux de démolition du bâtiment existant (ancien garage de réparation) et de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 645 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition d'un bâtiment et de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 645 du boulevard St-Joseph Ouest a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment et de construction de bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- démolir le bâtiment existant (ancien garage de réparation);
- construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de deux cent trente-six virgule vingt mètres carrés (236,20 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Démolition**

CONSIDÉRANT QUE le projet nécessite la démolition d'un bâtiment commercial (ancien garage de réparation);

CONSIDÉRANT QUE ce bâtiment ne présente pas d'intérêt d'ordres patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE le site sera occupé par la construction d'un nouveau bâtiment de type commercial et que cette construction est soumise aux critères et objectifs du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'effectue en retrait du boulevard St-Joseph Ouest, mais à proximité de la rue Gisèle, ce qui permet de fermer en partie le cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE cette implantation (en retrait à partir du boulevard St-Joseph Ouest), a pour but de tenir compte d'une future relocalisation de la marquise protégeant les îlots pour pompes;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur le boulevard St-Joseph permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui contribue à assurer un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une visibilité intéressante à partir des voies de circulation;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :
- de briques de couleur rouge;
- d'acrylique de couleur beige;
- d'acier corrugé (ondulé) de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les murs avant et latéraux sont majoritairement recouverts de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QUE seule la partie inférieure du mur arrière est recouverte de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que soulignements horizontaux de maçonnerie (blocs de béton à face meulée de couleur beige) et modulations dans le revêtement d'acrylique créant des panneaux, permettent de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment, tout en favorisant une harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE ces jeux de matériaux et de volumes permettent de bien animer les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est orientée vers le boulevard St-Joseph Ouest;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est marquée d'un mur parapet agrémenté d'une marquise, ce qui contribue à bien orienter la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE le mur comprenant l'entrée principale est pourvu d'une fenestration abondante en nombre et en superficie, ce qui contribue à animer architecturalement cette façade;

CONSIDÉRANT QUE les murs latéraux sont aménagés de fenêtres et celles-ci sont marquées d'une imposte;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est pourvue de murs en retrait et/ou en avancée, ce qui permet de briser la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs se retrouvant sur le bâtiment s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural particulier et distinctif du bâtiment permet de dégager une image de qualité supérieure;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur minimale de deux mètres (2 m) est réalisée en bordure de la voie de circulation (rue Gisèle) et dans laquelle sont plantés au moins six (6) arbres;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager comportant des arbustes et/ou plantes florales est réalisé dans le triangle de visibilité, ce qui permet de réduire la visibilité des aires de circulation sur le site à partir des rues et d'améliorer l'image du site;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est accessible par des entrées charretières existantes;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour du bâtiment est ceinturé, soit d'une bande gazonnée et/ou d'un trottoir;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition du bâtiment existant (ancien garage de réparation) et de construction d'un bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 645 du boulevard St-Joseph Ouest, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *710/6/03 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 335 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 335 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment et sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :
- des enseignes sur les faces avant de la marquise protégeant les îlots pour pompes;
- une (1) enseigne sur poteau aux abords du boulevard St-Joseph;

**Enseignes sur marquise**

CONSIDÉRANT QUE la superficie totale des enseignes rattachées au bâtiment incluant l'enseigne de type " logo " n'excède pas neuf virgule cinq mètres carrés (9,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont composées de lettres détachées non lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE ces dernières sont éclairées par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des enseignes rend ces dernières peu prédominantes dans le paysage urbain et que celles-ci ne nuisent pas à la qualité visuelle des autres établissements faisant partie du projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont le blanc, le jaune, l'orangé et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leur style et leurs couleurs, permettent une bonne harmonisation avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

**Enseigne sur poteau**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est d'une hauteur maximale de six mètres (6 m) et d'une superficie approximative de cinq virgule quatre-vingt-huit mètres carrés (5,88 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec la hauteur de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne, soit le blanc, le vert, le jaune, le rouge et l'orangé, permettent une bonne harmonisation entre elles et celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de cette dernière, soit en retrait du feu de circulation, permet d'atténuer sa prédominance sur le site et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'environ trente (30) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 335 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *711/6/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 112 de la rue Biron – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 112 de la rue Biron a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./secteur patrimonial à protéger (rue Biron), et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- remplacer le clin de vinyle que l'on retrouve sur les murs de la partie du bâtiment ayant un (1) étage (côté latéral gauche) par un clin de bois de couleur rouge brique s'harmonisant avec celle de la brique existante;
- ajouter des ornementations aux pourtours des ouvertures;
- construire un petit toit protégeant le perron donnant sur le mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de l'annexe (côté latéral gauche) est remplacé, ce qui permet d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant en harmonie avec ce que l'on retrouve sur ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE cette modification s'effectue dans le respect du style architectural du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs tels que planches ou boîtes à fleurs, ce qui permet d'agrémenter les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE le perron est protégé d'une marquise dont la toiture est à trois (3) versants;

CONSIDÉRANT QUE cette toiture s'inspire de celle du bâtiment principal et s'intègre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toiture de la marquise est de couleur s'apparentant à celle de la toiture du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du style du bâtiment ainsi que du cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 112 de la rue Biron, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***712/6/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé aux 152-154 de la rue Brock – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé aux 152-154 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne projetante située au-dessus de la porte d'entrée de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs sont, entre autres, le bleu, le blanc, l'or, le jaune et le rouge, et que ces dernières s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible et que cette dernière vient marquer l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé aux 152-154 de la rue Brock, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***713/6/03 - Acceptation des travaux d'installation d'auvents et d'aménagement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 207 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'auvents et d'aménagement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 207 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'auvents et d'aménagement d'une terrasse extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- installer deux (2) auvents sur le bâtiment;
- aménager une terrasse extérieure en cour avant et partiellement en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE les auvents sont de couleur bleue et ornementés d'un feston sur lequel des bandes de couleur beige sont peintes;

CONSIDÉRANT QUE les auvents sont en harmonie l'un par rapport à l'autre et que ces derniers s'intègrent au style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse extérieure est aménagée en grande partie à même les installations existantes sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'un garde-corps en fer forgé de couleur beige s'harmonisant avec les couleurs se retrouvant sur le bâtiment est installé afin de délimiter l'espace réservé à la terrasse;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de cette terrasse permet d'animer le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des interventions permet d'améliorer l'image globale du terrain et du bâtiment, et ce, dans le respect du cadre bâti;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'auvents et d'aménagement d'une terrasse extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 207 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***714/6/03 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 300 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 300 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une (1) enseigne de type " boîtier lumineux " sur le mur avant donnant sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier de l'enseigne est de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE la face avant de l'enseigne est majoritairement de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée est appliquée sur le mur avant, et ce, au-dessus de l'entrée principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses couleurs et ses dimensions, est prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la forme et le design de l'enseigne ne permettent pas une bonne intégration de cette dernière au bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 300 du boulevard Lemire, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à la forme, le design et le style de l'enseigne ainsi qu'à la prédominance de celle-ci dans le paysage urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***715/6/03 - Refus des travaux d'agrandissement, de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 1163 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement, de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 1163 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement, de rénovation extérieure de bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- agrandir le bâtiment en cour latérale gauche d'une superficie approximative de mille cinq cent soixante-cinq mètres carrés (1 565 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- rénover certaines façades du bâtiment;
- installer une (1) enseigne détachée du bâtiment en cour avant aux abords du boulevard St-Joseph;

**Agrandissement du bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue en cour latérale gauche, près du mur arrière existant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment, malgré son éloignement de la ligne avant (soit environ vingt-six mètres (26 m)), augmente le rapport entre la largeur du bâtiment et la largeur du terrain, ce qui contribue à obtenir un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de cette construction est plus faible (en hauteur) que celui du corps principal du bâtiment, mais que ceci permet de briser la monotonie du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE des ouvertures de type " porte de garage " sont réalisées sur le mur avant (mur à angle par rapport à la voie de circulation);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur prévu sur les murs de l'agrandissement est de l'acrylique de couleur blanche;

**Agrandissement et rénovation extérieure du bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs avant et latéral gauche, soit de l'acier peint de couleur grise, est remplacé par un revêtement d'acrylique de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acrylique sur l'ensemble du projet est modulé en créant des panneaux rectangulaires;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier donnant sur le mur latéral droit est repeint de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'aucune modification n'est apportée sur le mur arrière, soit celui donnant sur la rue St-Henri;

CONSIDÉRANT QUE la partie inférieure des murs est recouverte de briques de couleur grise et que cette dernière est conservée (aucune modification n'est apportée à la brique);

CONSIDÉRANT QUE les entrées au bâtiment (mur de façade principale et mur latéral gauche) sont modifiées par un ajout volumétrique, ce qui marque ces dernières, tout en servant d'élément signal dans le paysage urbain et facilitant l'orientation des clients;

CONSIDÉRANT QUE ces entrées sont également protégées d'une marquise;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation massive de la couleur blanche, et ceci, sans jeux de couleurs contrastantes, rend le bâtiment monotone;

CONSIDÉRANT QUE malgré le fait que le bâtiment voisin (Banque Royale) est de couleur blanche, l'utilisation de cette couleur rend le bâtiment prédominant dans le paysage urbain et que ceci limite son harmonisation avec les autres bâtiments situés dans l'environnement (exemple : projet " Le Végétarien ");

CONSIDÉRANT QUE l'objectif d'aménagement sur le boulevard St-Joseph est d'atteindre une architecture dégageant une image de qualité supérieure et que le choix de la couleur (blanche) ne permet pas d'atteindre cet objectif, considérant le contexte environnemental;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur sur l'agrandissement est totalement en acrylique et ceci n'est pas en continuité ou en lien avec la brique existante en partie inférieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures existantes ne sont pas modifiées;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs détails sont manquants pour l'aménagement de terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sur bâtiment sera soumis à une séance ultérieure;

**Affichage sur poteau**

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de trois virgule soixante-douze mètres carrés (3,72 $m^2$) et d'une hauteur maximale de six virgule soixante-dix mètres (6,70 m), et ceci, en bordure du boulevard St-Joseph, à proximité de la ligne latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le blanc et l'argent, s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec celles que l'on retrouve sur les bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'installation de cette enseigne sur poteau n'entraîne pas l'enlèvement d'autres enseignes sur poteau sur le site, et ceci, tel que le projet soumis pour le bâtiment situé au 1144 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'environ un virgule cinquante mètre (1,50 m) de largeur sur une profondeur d'environ trois virgule cinquante mètres (3,50 m) est réalisé au pied de l'enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager sera composé :

- d'un muret de blocs de béton architectural;
- d'une plantation d'environ dix (10) arbustes et/ou de plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE le projet est non conforme au règlement de zonage quant à la largeur et à l'épaisseur de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE le projet a fait l'objet d'une demande de dérogation mineure afin d'augmenter la largeur ainsi que l'épaisseur de l'enseigne et que ladite demande est refusée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville

- **refuse** les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à l'utilisation de la couleur blanche pour le revêtement d'acrylique (manque d'harmonie d'ensemble et image de qualité) et l'utilisation d'acrylique pour la partie inférieure des murs de l'agrandissement;

- **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus), car celle-ci n'est pas conforme au règlement de zonage;

et ce, pour le bâtiment situé au 1163 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *716/6/03 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 222 de la rue Heriot – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 222 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une terrasse extérieure à niveaux multiples, et ce, principalement dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse est constituée soit de bois ou de pavé de béton;

CONSIDÉRANT QU'une partie du pourtour de la terrasse est fermée d'une clôture métallique de couleur noire, ce qui permet d'agrémenter cette dernière et de créer une bonne intimité pour la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse est composée d'espaces libres, de bacs plantés d'arbustes et/ou de plantes florales et d'escaliers ornementaux;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de la terrasse s'effectue dans le respect du cadre bâti et permet d'animer adéquatement le secteur, tout en s'intégrant avec la place publique adjacente;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 222 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***717/6/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 235 de la rue Moisan – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 235 de la rue Moisan a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à modifier l'architecture de l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment donne sur la rue Moisan et que cette dernière est rénovée;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale actuelle est fermée par des panneaux vitrés et givrés et que ces derniers sont remplacés par une porte de bois (porte d'origine) ainsi que par des panneaux stylisés et constitués de bois et de verre;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention permet de retrouver le style d'antan de cette entrée;

CONSIDÉRANT QUE la toiture protégeant l'entrée est préservée de même que toutes les ornementations s'y retrouvant;

CONSIDÉRANT QUE le projet permet d'améliorer l'image du bâtiment et s'effectue dans le respect du style architectural de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 235 de la rue Moisan, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***718/6/03 - Autorisation au café bistro Le St-Georges à aménager une terrasse en bordure du trottoir public***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le café bistro Le St-Georges à aménager une terrasse en bordure du trottoir public, le tout selon des conditions déjà établies.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***719/6/03 - Autorisation à G.I. Logo inc. – Tenue d'une vente sous la tente les 17, 18, 19 et 20 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise G.I. Logo inc. à tenir une vente sous la tente les 17, 18, 19 et 20 juin 2003, et ce, au 189 rue St-Henri, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***720/6/03 - Autorisation à Larocque Pontiac Buick GMC – Tenue d'une vente sous la tente les 23, 25, 26 et 27 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Larocque Pontiac Buick GMC à tenir une vente sous la tente les 23, 25, 26 et 27 juin 2003 aux heures habituelles, et ce, au 825 boulevard St-Joseph, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***721/6/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville – Célébration de la Fête nationale à la Place St-Frédéric le 24 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville à célébrer la Fête nationale à la Place St-Frédéric le 24 juin 2003 entre 16h00 et 22h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***722/6/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville - Tenue d'une vente trottoir sur la rue Lindsay du 18 au 21 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville à tenir une vente trottoir sur la rue Lindsay du 18 au 21 juin 2003, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***723/6/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville - Tenue d'une vente trottoir sur la rue Heriot du 2 au 6 juillet 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville à tenir une vente trottoir sur la rue Heriot du 2 au 6 juillet 2003, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***724/6/03 - Autorisation à Boutique d'animaux Drummond pour l'animation musicale durant la vente trottoir sur la rue Lindsay du 18 au 21 juin 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'animation musicale face à Boutique d'animaux Drummond durant la vente trottoir sur la rue Lindsay du 18 au 21 juin 2003, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***725/6/03 - Subvention de 2 500 $ - Association des Clubs d'Entrepreneurs étudiants du Québec***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ à l'Association des Clubs d'Entrepreneurs étudiants du Québec à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***726/6/03 - Subvention de 1 500 $ - Compagnie Danse en Équilibre***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ à Compagnie Danse en Équilibre à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***727/6/03 - Autorisation à Dek Hockey Drummond et Drummond Sports inc. - Tenue du 4e tournoi provincial les 4, 5 et 6 juillet 2003***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Dek Hockey Drummond et Drummond Sport inc. à tenir le 4e tournoi provincial sur les patinoires situées aux Loisirs Saint-Joseph les 4, 5 et 6 juillet 2003, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***728/6/03 - Protocole d'entente avec Les Loisirs Saint-Joseph inc. - Animation du parc de planches à roulettes***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Les Loisirs Saint-Joseph inc. pour l'animation du parc de planches à roulettes.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2003 et comprend le versement d'une subvention de 5 400 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***729/6/03 - Autorisation aux Centres communautaires de Drummondville - Tenue des séances de cinéma extérieur dans différents parcs de la Ville durant la période estivale***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Centres communautaires de Drummondville à tenir des séances de cinéma extérieur dans les différents parcs de la Ville durant la période estivale, et ce, aux dates suivantes :

- 18 juin 2003, au parc Guilbault;
- 2 juillet 2003, au parc St-Étienne;
- 16 juillet 2003, au parc St-Jean-Baptiste;
- 23 juillet 2003, au parc Frigon;
- 25 juillet 2003, au parc du Centre communautaire Pierre-Lemaire;
- 30 juillet 2003, au parc du Centre communautaire Pierre-Lemaire;
- 6 août 2003, au parc St-Étienne;
- 13 août 2003, au parc Millette;

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***730/6/03 - Signature d'une entente à intervenir entre le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et le directeur général des élections relativement à l'utilisation du mécanisme de votation***

CONSIDÉRANT que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, afin de faire l'essai d'un nouveau mécanisme de votation lors de l'élection du 2 novembre 2003 et qu'elle désire s'en prévaloir pour les scrutins postérieurs à celui-ci, mais tenus avant le 1er novembre 2005;

CONSIDÉRANT que la municipalité est d'accord avec le texte de l'entente à conclure avec le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et le directeur général des élections du Québec;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu :

D'ADOPTER dans ses versions française et anglaise, le texte de l'entente à conclure avec le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et le directeur général des élections relativement à l'utilisation d'un nouveau mécanisme de votation, soit la compilation électronique des résultats pour l'élection du 2 novembre 2003 et pour les scrutins postérieurs à celui-ci, mais tenus avant le 1er novembre 2005, lequel texte de l'entente est annexé à la présente résolution;

DE MANDATER la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, les trois originaux de l'entente, dans leurs versions française et anglaise.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***731/6/03 - Dénonciation à la Société d'Habitation du Québec l'intention de profiter de la 2e option relative aux modalités de remboursement de l'aide financière pour le programme Rénovation Québec (2003-2004)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville dénonce à la Société d'Habitation du Québec son intention de profiter de la 2e option relative aux modalités de remboursement de l'aide financière pour le programme Rénovation Québec (2003-2004) et apparaissant à la section IV de l'entente intitulée Responsabilités de la Société.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***732/6/03 - Dénonciation à la Société d'Habitation du Québec l'intention de profiter de la 2e option relative aux modalités de remboursement de l'aide financière pour le programme Rénovation Québec / Conservation du patrimoine bâti (2002-2003)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville dénonce à la Société d'Habitation du Québec son intention de profiter de la 2e option relative aux modalités de remboursement de l'aide financière pour le programme Rénovation Québec / Conservation du patrimoine bâti (2002-2003).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***733/6/03 - Appui à une demande d'autorisation pour l'aliénation d'une partie du lot 261 (C.P.T.A.Q.)***

CONSIDÉRANT QUE la partie du lot 261 du cadastre du canton de Grantham fait partie de la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'aliénation d'une partie du lot 261 du cadastre du canton de Grantham a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la portion du lot visée fait partie de la zone A12-06;

CONSIDÉRANT QUE le lot aliéné a une superficie d'environ 17,73 hectares;

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants est bon;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par la Ferme Bertrand Simoneau inc. auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'aliénation d'une partie du lot 261 du rang IV du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***734/6/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont – Analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de la partie 2 du projet de pavage, bordures et éclairage 2003 no D07041***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de la partie 2 du projet de pavage, bordures et éclairage 2003 no D07041.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***735/6/03 - Mandat à Groupe Conseil Genivar inc. – Préparer les plans, devis et appels d'offres pour les travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues Suzor-Côté, Place Rodolphe-Duguay, Ozias-Leduc et Paul-Émile-Borduas***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de préparer les plans, devis et appels d'offres pour les travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Suzor-Côté, Place Rodolphe-Duguay, Ozias-Leduc et Paul-Émile-Borduas pour un montant de 21 255 $ taxes en sus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***736/6/03 - Autorisation de règlement de la réclamation produite par monsieur Jean-Marc Lemoyne, 437 rue Leclerc et autorisation de signature***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville procède au règlement de la réclamation produite par monsieur Jean-Marc Lemoyne du 437 rue Leclerc, et ce, pour un montant de 6 627,02 $.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***737/6/03 - Proclamation du Droit de Cité au Royal 22e Régiment***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville approuve la proclamation suivante concernant le « Droit de Cité » qui sera conféré par la Ville de Drummondville au Royal 22e Régiment le 16 juin 2003 :

DROIT DE CITÉ CONFÉRÉ PAR LA
VILLE DE DRUMMONDVILLE AU ROYAL 22e RÉGIMENT

À COMPTER DE CE JOUR ET DORÉNAVANT, SACHEZ QUE, la Ville de Drummondville, en vertu d'une résolution adoptée à l'unanimité par le conseil de ladite Ville, le 16 juin 2003

PROCLAME PAR LES PRÉSENTES ET
CONFÈRE AU ROYAL 22e RÉGIMENT

LE DROIT DE CITÉ de ladite Ville de Drummondville et tous les droits et privilèges qui s'y rattachent pour la pérennité, d'y entrer et de défiler dans ses rues, voies publiques et voies rapides, sans obstacles ni intervention et en toute occasion drapeaux et décorations de drapeaux flottants, baïonnette au canon et au son des musiques.

CE DROIT DE CITÉ est accordé et confirmé en hommage de gratitude et en reconnaissance des services rendus et du devoir bravement exécuté depuis la formation du Régiment, en l'année mil neuf cent vingt et un, et cet octroi vise à perpétuité, ses actes de bravoure, de dévouement et de gloire, de 1939 à 1945, en Angleterre, en Italie et dans le Nord-Ouest de l'Europe, pour être témoin de la capitulation de ses ennemis et, de 1951 à 1953 durant la Guerre de Corée qui termina par une amnistie et, pour perpétuer le souvenir du 22e Bataillon canadien-français qui a vaillamment combattu en sol de France et de Belgique lors de la Première Grande Guerre et, par la suite, des causes chères au cœur de ladite Ville et tous ses citoyens.

En particulier et sans limiter ce qui précède, ce DROIT DE CITÉ est accordé et doit être reconnu comme un hommage à la mémoire de tous les officiers et membres du rang dudit Régiment qui ont contribué à sa glorieuse histoire, qui ont donné leur vie sur l'autel de la Liberté, en s'acquittant de leur devoir et en méritant pour leurs camarades et tous ceux qui les ont suivis, les honneurs maintenant reconnus et assurés à perpétuité par les concitoyens ici inscrits.

SIGNÉ ET SCELLÉ au nom de la VILLE DE DRUMMONDVILLE, ce 16 juin 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***738/6/03 - Nomination d'un maire suppléant***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que M. Roger Lambert, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 16 juin 2003 au 20 octobre 2003.

Le conseiller Denis Savoie demande à madame la mairesse quelle raison est invoquée pour ne pas faire la rotation.

Madame la mairesse soutient qu'il s'agit toujours de la même raison. Tous les autres élus ont été maire suppléant, elle n'avait et n'a pas encore confiance en monsieur Savoie. L'électorat ne constitue pas une garantie qu'un élu est nommé maire-suppléant.

Le conseiller Denis Savoie rappelle que la tâche d'élu permet de présider, de prendre des décisions. Il représente les citoyens de son quartier et tous les autres. Il n'est pas là pour servir la mairesse.

Madame la mairesse dénonce ce mépris que monsieur Savoie a à l'égard de ses collègues, il donne l'impression d'être le seul à bien servir les citoyens.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M. Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| M. Christian Tourigny | |
| Mme Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

Madame la mairesse remercie le conseiller Roberto Léveillée pour sa disponibilité.

***739/6/03 - Dépôt du compte rendu (04.06.03) - Comité de circulation***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 4 juin 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***740/6/03 - Avis de motion du règlement no 3129 – Travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Suzor-Côté et prévoyant un emprunt n'excédant pas 90 733,20 $***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3129 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Suzor-Côté et prévoyant un emprunt n'excédant pas 90 733,20 $.

***741/6/03 - Avis de motion du règlement no 3130 – Travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté condos) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 106 641,76 $***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3130 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté condos) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 106 641,76 $.

***742/6/03 - Avis de motion du règlement no 3131 – Travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté résidentiel) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 64 919,09 $***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3131 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté résidentiel) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 64 919,09 $.

***743/6/03 - Avis de motion du règlement no 3132 – Travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues Ozias-Leduc et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 279,40 $***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3132 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Ozias-Leduc et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 279,40 $.

## ***Information des membres du conseil***

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Monsieur Gilles Forcier, mécanicien-soudeur à l'atelier mécanique et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Emérilda Pellerin Forcier.

**Le Service de transport en commun sera interrompu les mardis 24 juin et 1er juillet**
**(M. Christian Tourigny)**

Le conseiller Christian Tourigny informe les usagers du transport en commun que le service sera interrompu les mardis 24 juin et 1er juillet prochains, à l'occasion de la Fête nationale et de la Fête du Canada.

**Pas d'enlèvement des déchets domestiques, ni de collecte sélective les mardis 24 juin et 1er juillet**
**(M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des déchets domestiques, ni de collecte sélective, les mardis 24 juin et 1er juillet prochains, à l'occasion de la Fête nationale et de la Fête du Canada. Ces opérations sont reportées aux mercredis 25 juin et 2 juillet, selon l'horaire habituel pour les secteurs concernés.

**Les bureaux des services municipaux seront fermés les 24 et 30 juin**
**(M. Gilles Fontaine)**

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés le mardi 24 juin et le lundi 30 juin prochains, à l'occasion de la Fête nationale et de la Fête du Canada.

**La bibliothèque municipale Côme-Saint-Germain sera fermée les 24 et 30 juin**
**(Mme Céline Trottier)**

La conseillère Céline Trottier informe les usagers que la bibliothèque municipale Côme-Saint-Germain sera fermée le mardi 24 juin et le lundi 30 juin prochains, à l'occasion de la Fête nationale et de la Fête du Canada. Il est à noter que le secrétariat sera également fermé pour la même période.

**La plage publique, les piscines extérieures et le parc nautique Ste-Thérèse sont ouverts tout l'été**
**(M. Mario Jacques)**

Le conseiller Mario Jacques informe la population que la plage publique, les piscines extérieures ainsi que le parc nautique Ste-Thérèse sont ouverts durant toute la saison estivale.

**Deuxième (2e) enlèvement des gros rebuts à Drummondville du 30 juin au 4 juillet (opération du mardi reportée au mercredi)**
**(M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population que la seconde opération d'enlèvement des gros rebuts sur son territoire aura lieu du 30 juin au 4 juillet prochain. Il est à noter que dans les secteurs habituellement desservis le mardi, cette opération sera reportée au mercredi 2 juillet.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

**Monsieur Pascal Allard**

Monsieur Allard suggère que la Ville procède à la nomination d'une rue en hommage à Pierre Bourgault.

Monsieur Allard a demandé à la mairesse d'exprimer ses inquiétudes face au budget Séguin.

- Madame la mairesse rappelle que sa déclaration a été faite à titre de présidente de l'Union des municipalités du Québec (U.M.Q.).

Elle cite entre autres :

- le dossier des infrastructures, le gouvernement s'était engagé durant la campagne électorale à financer 1,4 milliard alors que le budget ne prévoit que 130 millions;
- la diversification des revenus;
- la crainte de la disparition des subventions.

Elle rappelle que les Carrefours de la nouvelle économie (CNE) ont permis de diversifier la structure économique et développer des emplois.

**Christian Rajotte**

Item 6.1 - Où se relocalisent les organismes qui font partie de la Corporation ?

- Madame la mairesse confirme que la plupart des organismes s'installent à l'ancien Foyer St-Paul.

- Item 22B – Pourquoi la Ville refuse-t-elle le permis ?

- Madame la mairesse rappelle que les travaux sont réalisés dans un secteur de Plan d'implantation architecturale (P.I.A.) et qu'à cet effet des discussions seront tenues avec les propriétaires quant aux matériaux et couleurs.

**Christian Rajotte**

Actuellement seulement 5 ou 6 des anciens membres de la Sûreté municipale sont en place à Drummondville, la Ville a-t-elle droit de regard sur la nomination des policiers ou leur affectation ?

- Le conseiller Robert Lafrenière se dit surpris de l'affirmation. Certains ont quitté le poste local de leur propre-chef et ont obtenu un poste à l'extérieur.

Le comité de police de la MRC est informé de tout ce qui regarde la sécurité sur le territoire de la MRC.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 7 juillet 2003.

## ***744/6/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h15.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***20 JUIN 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 20 juin 2003 à 11h45, ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie (absence motivée)
Christian Tourigny
Céline Trottier (absence motivée)

- Personnes ressources :

M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***745/6/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***746/6/03 - Autorisation au Service des travaux publics pour l'installation d'une zone de non stationnement pour véhicules lourds sur une portion de la rue St-Laurent***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à installer une zone de non stationnement pour véhicules lourds sur une portion de la rue St-Laurent, soit entre le 2055 et la 25e Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***747/6/03 - Autorisation au Service des travaux publics pour l'installation des panneaux « Défense de stationner d'ici au coin » sur la rue Lindsay***

***(côté sud), près de la rue Girard***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à installer des panneaux « Défense de stationner d'ici au coin » sur la rue Lindsay (côté sud) près de la rue Girard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***748/6/03 - Reconduction de certains trajets requis par l'Association Régionale Des Autoneigistes de Drummondville (ARDAD) pour la traverse de rues sur le territoire de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la reconduction de certains trajets requis par l'Association Régionale Des Autoneigistes de Drummondville (ARDAD) pour la traverse de rues sur le territoire de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***749/6/03 - Autorisation au Service des travaux publics pour installer la signalisation requise sur la voie cyclable à une section de la route 122 entre le 5$^{e}$ rang et le petit 5$^{e}$ rang de façon à baliser cette section en chaussée désignée (voie partagée)***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à installer la signalisation requise sur la voie cyclable pour une section de la route 122 entre le 5$^{e}$ rang et le petit 5$^{e}$ rang de façon à baliser cette section en chaussée désignée (voie partagée).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***750/6/03 - Adoption du règlement no 3126-1-1 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3126-1-1 a été donné (réf : 643/5/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3126-1-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'autoriser les résidences pour personnes âgées (habitation collective $H_7$) dans la zone résidentielle H05-09 et d'ajuster, en conséquence, les différentes normes relatives à la construction.
La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

B) d'autoriser les cours de formation pour motocyclettes dans la zone industrielle I11-07, selon certaines conditions spécifiques.
La zone I11-07 longe le boulevard Lemire de part et d'autre et est comprise approximativement entre les rues Sigouin et Huguette.

C) **RETIRÉ**

D) de soustraire la zone résidentielle H07-42 de l'application de la moyenne des marges de recul pour l'implantation d'un bâtiment principal.
La zone H07-42 est localisée du côté nord-ouest du boulevard Jean-de-Brébeuf et comprise approximativement entre les rues Jeanne et François 1$^{er}$.

E) de réduire les normes applicables à la subdivision d'un terrain dans la zone communautaire P01-03.
Cette zone est délimitée par le boulevard St-Joseph Ouest, les rues Poulin et Simard ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Nadia.

F) de modifier les normes d'implantation applicables à l'installation de marquise et d'îlots de pompes pour les postes d'essence.

G) de modifier certaines des normes applicables aux garages détachés du bâtiment principal, lorsque les terrains où se retrouvent ceux-ci répondent à des caractéristiques spécifiques,

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Période de questions***

Aucune question n'a été posée par l'assistance.

***751/6/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 11h55.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***7 JUILLET 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 7 juillet 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence du maire suppléant, monsieur Roger Lambert,*** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Michel Desrosiers, chef de division, Plan d'intégration, permis et inspection

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Monsieur le maire suppléant déclare la séance ouverte et motive l'absence de Madame la mairesse.

La greffière récite la prière.

### ***752/7/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***753/7/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 16 juin 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 juin 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***754/7/03 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 20 juin 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 20 juin 2003 à 11h45 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

***755/7/03***

***- Marquage des chaussées pavées***
***(Soumission no TP-03-03 – Ouverture 18.06.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de Service des Lignes Blanches Drummond inc. au montant total de 110 062,83 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant de la MRC de Drummond concernant l'adoption d'un règlement, d'un contrôle intérimaire et d'une invitation à un tournoi de golf; de la municipalité et du village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil pour un mémoire présenté devant le comité de la MRC de Drummond; ainsi que de lettres de remerciements provenant de différents organismes.

***756/7/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1163 du boulevard St-Joseph***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter l'épaisseur et la largeur pour une nouvelle enseigne sur poteau, et ce, pour le commerce situé sur le lot 1586-5 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 1163 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.17);

CONSIDÉRANT QUE le règlement actuel prévoit, pour une enseigne sur poteau, que l'épaisseur maximale est de trente-six centimètres (36 cm) et la largeur maximale est de trois mètres (3 m), et ce, pour les bâtiments isolés adjacents à un boulevard (catégorie B d'enseignes);

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une nouvelle enseigne sur poteau illustrant la nouvelle image corporative du commerce " Ford " à travers le monde, soit une enseigne dont le logo est tridimensionnel;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sur poteau que l'on retrouve actuellement sur le site sont ou seront enlevées (enseignes localisées aux abords du boulevard St-Joseph);

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle enseigne respecte les diverses normes réglementaires, entre autres, celles relatives à la hauteur, la superficie ainsi qu'au dégagement sous l'enseigne, à l'exception de l'épaisseur et de la largeur maximales;

CONSIDÉRANT QUE le projet, tel que soumis, présente une épaisseur de soixante-douze virgule quatre centimètres (72,4 cm) ainsi qu'une largeur de trois virgule douze mètres (3,12 m), et ce, pour le boîtier (partie de forme ovale tridimensionnelle identifiant le logo de Ford), soit des irrégularités de trente-six virgule quatre centimètres (36,4 cm) pour l'épaisseur et de zéro virgule douze mètre (0,12 m) pour la largeur;

CONSIDÉRANT QUE le projet tel que présenté répond aux principaux objectifs visés par la réglementation en matière d'affichage, soit d'améliorer globalement l'image d'un secteur en réduisant considérablement la superficie d'affichage, et ce, tout particulièrement pour une artère d'importance tel le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure visant à augmenter l'épaisseur et la largeur d'une enseigne sur poteau, fixant celles-ci à soixante-douze virgule quatre centimètres (72,4 cm) au lieu de trente-six centimètres (36 cm) pour l'épaisseur ainsi qu'à trois virgule douze mètres (3,12 m) au lieu de trois mètres (3 m) pour la largeur, et ce, pour le commerce situé sur le lot 1586-5 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 1163 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *757/7/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 335 du boulevard St-Joseph*

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la superficie d'affichage sur bâtiment et sur marquise pour le futur bâtiment qui sera localisé sur une partie de l'actuel lot 1740 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 335 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.18);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ériger sur ce terrain, un poste d'essence de type libre-service;

CONSIDÉRANT QUE la réglementation applicable en matière d'affichage pour ce type de bâtiment (catégorie d'enseignes E) prévoit :

- une superficie maximale d'affichage de deux virgule cinq mètres carrés (2,5 $m^2$) **par usage**, pour une superficie totale n'excédant pas cinq mètres carrés (5 $m^2$);
- une majoration de superficie de l'ordre de cinquante pour cent (50 %), lorsque le terrain sur lequel est localisé le bâtiment est un terrain donnant sur plus d'une (1) voie de circulation, pour une superficie maximale de sept virgule cinq mètres carrés (7,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QU'un (1) logo d'une superficie maximale de deux mètres carrés (2 $m^2$) peut être ajouté à cette superficie;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage soumis représente une superficie de dix virgule zéro un mètres carrés (10,01 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le terrain sur lequel sera situé le bâtiment ne constituera pas un terrain donnant sur plus d'une (1) voie de circulation (terrain intérieur);

CONSIDÉRANT QU'un seul usage est prévu à l'intérieur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la superficie totale d'affichage permise pour le bâtiment serait, en conséquence, et en vertu de la réglementation actuelle, de deux virgule cinq mètres

carrés (2,5 $m^2$) à laquelle s'ajouterait une superficie de deux mètres carrés (2 $m^2$) pour un logo, pour une superficie totale d'affichage de quatre virgule cinq mètres carrés (4,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les justifications favorisant une augmentation de superficie sont que :

- le terrain sera adjacent à une (1) allée d'accès centrale donnant accès à l'ensemble du site et ayant l'envergure d'une voie de circulation, soit celle localisée aux feux de circulation;
- la très forte majorité des postes d'essence est localisée à une intersection de voies de circulation, ce qui leur permet de profiter d'une bonification de superficie d'affichage;
- la façade arrière du bâtiment et de la marquise donnera sur un vaste espace de stationnement incitant le demandeur à y afficher son établissement;
- la présence d'un (1) seul usage dans le bâtiment diminue considérablement la superficie d'affichage permise (réduction de cinquante pour cent (50 %) dans ce cas-ci);
- la superficie totale d'affichage prévue est relativement petite en regard de la dimension de la marquise;
- l'affichage sera éclairé par réflexion, rendant celui-ci moins prédominant;
- la superficie d'affichage proposée (dix virgule zéro un mètres carrés (10,01 $m^2$)) est très près de la superficie d'affichage déjà permise pour, à titre d'exemple, un poste d'essence avec dépanneur localisé à une intersection de deux (2) voies de circulation (neuf virgule cinq mètres carrés (9,5 $m^2$));

CONSIDÉRANT QUE le demandeur respectera la superficie d'affichage permise pour l'enseigne détachée du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice au demandeur;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage soumis ne portera pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QU'il n'apparaît pas opportun de modifier le règlement d'affichage de façon générale pour ce type d'établissement, compte tenu qu'habituellement, la localisation de ces établissements et le type d'usage que l'on y retrouve permettent d'atteindre une superficie d'affichage convenable;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à augmenter de deux virgule cinq mètres carrés (2,5 $m^2$) à sept virgule cinq mètres carrés (7,5 $m^2$) la superficie maximale d'affichage permise sur bâtiment, et ce, pour le bâtiment situé sur une partie de l'actuel lot 1740 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 335 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***758/7/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 1045-1085 du boulevard René-Lévesque***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la largeur de l'entrée charretière principale donnant accès au stationnement commun des futurs bâtiments commerciaux sur le boulevard René-Lévesque (numéros civiques 1045 et suivants);

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.31);

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite aménager une entrée charretière d'une largeur de trente-six mètres (36 m), calculée au niveau de la bordure du trottoir, pour les motifs suivants :

- l'entrée charretière visée servira à la circulation automobile, mais également à la circulation des camions de livraison;
- les camions de livraison sont de grande dimension et ont un rayon de braquage important;
- l'entrée charretière visée comportera deux voies d'entrée et deux voies de sortie afin que la circulation véhiculaire soit le plus fluide possible;

CONSIDÉRANT QUE la réglementation prescrit une largeur maximale de quinze mètres (15 m) pour une entrée charretière mitoyenne;

CONSIDÉRANT QUE le calcul de la largeur de l'entrée charretière se fait au niveau du trottoir (ou de la bordure), soit à la fin du pavage de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE cette méthode de calcul ne permet pas de répondre aux besoins actuels en matière de circulation et d'accès aux terrains de stationnement dans un contexte où les commerces sont de plus en plus grands et génèrent des déplacements importants;

CONSIDÉRANT QUE la largeur maximale de l'accès à la ligne de propriété est de douze mètres (12 m) et que ce sont les rayons de courbure, requis pour que les camions et les voitures puissent accéder et/ou sortir du site, qui nécessitent d'élargir l'accès à trente-six mètres (36 m), calculé au niveau du trottoir à la fin du pavage;

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire relative à la largeur d'une entrée charretière mitoyenne cause un préjudice sérieux au demandeur;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à augmenter de quinze mètres (15 m) à trente-six mètres (36 m) la largeur maximale permise pour une entrée charretière mitoyenne, et ce, pour l'entrée charretière qui sera aménagée sur les actuels lots 1744 et 1745 du rang III du canton de Grantham, pour des futurs bâtiments commerciaux qui seront situés aux 1045-1085 du boulevard René-Lévesque.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***759/7/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 325 du boulevard St-Joseph***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la largeur de l'entrée charretière donnant accès au stationnement du futur bâtiment commercial qui sera situé sur le lot 1740 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 325 du boulevard St Joseph (entrée charretière visée donnant sur l'allée d'accès longeant la façade principale du bâtiment);

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.32);

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite aménager une entrée charretière d'une largeur de vingt-sept virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (27,98 m), calculée au niveau de la bordure du trottoir, pour les motifs suivants :

- l'entrée charretière visée servira à la circulation automobile, mais également à la circulation des camions de livraison (de façon occasionnelle);
- les camions de livraison sont de grande dimension et ont un rayon de braquage important;
- l'entrée charretière visée comportera une voie d'entrée d'une largeur de cinq mètres (5 m) et une voie de sortie d'une largeur de six mètres (6 m) afin que la circulation véhiculaire soit le plus fluide possible;

CONSIDÉRANT QUE la réglementation prescrit une largeur maximale de dix mètres (10 m) pour une entrée charretière;

CONSIDÉRANT QUE le calcul de la largeur de l'entrée charretière se fait au niveau du trottoir (ou de la bordure), soit à la fin du pavage de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE cette méthode de calcul ne permet pas de répondre aux besoins actuels en matière de circulation et d'accès aux terrains de stationnement dans un contexte où les commerces sont de plus en plus grands et génèrent des déplacements importants;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de l'accès à la ligne de propriété est de onze mètres (11 m) et que ce sont les rayons de courbure, requis pour que les camions et les voitures puissent accéder et sortir du site facilement, qui nécessitent d'élargir l'accès à vingt-sept virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (27,98 m), calculé au niveau du trottoir à la fin du pavage;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire relative à la largeur d'une entrée charretière cause un préjudice sérieux au demandeur;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la largeur maximale permise pour une entrée charretière de dix mètres (10 m) à vingt-huit mètres (28 m), et ce, pour l'entrée charretière qui sera aménagée devant la façade principale du futur bâtiment commercial qui sera situé sur le lot 1740 du rang III du canton de Grantham, soit au 325 du boulevard Saint-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***760/7/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 5450 rue St-Roch Sud***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser l'aménagement d'une aire de chargement/ déchargement en façade principale du bâtiment ainsi que des accès au bâtiment ouvrant sur un axe horizontal (de type " porte de garage ") sur un mur avant faisant partie de la façade principale du bâtiment situé sur les lots 176-41 et 177-61 du rang III du canton de Grantham, soit au 5450 de la rue St-Roch Sud;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.33);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est un terrain d'angle;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage autorise uniquement les aires de chargement/déchargement ainsi que les accès au bâtiment (de type " porte de garage ") dans

les cours latérales et arrière, sauf dans le cas de terrain d'angle où elles sont autorisées dans une cour avant où **n'est pas** située la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite procéder à un agrandissement du bâtiment sur le côté latéral droit de celui-ci, d'une superficie d'environ deux mille sept cent quatre-vingt-dix-huit mètres carrés (2 798 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement projeté crée un décroché dans la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite aménager une aire de chargement/déchargement dans la section de mur créant un décroché, soit face à la rue St-Roch Sud;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'aire de chargement/déchargement est nécessaire à cet endroit afin, principalement, d'acheminer la matière première (acier) vis-à-vis l'espace voué à la transformation de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE ladite section de mur se retrouve à une distance approximative de quatre-vingt-dix-neuf virgule six mètres (99,6 m) de l'emprise de la rue St-Roch Sud;

CONSIDÉRANT QUE la localisation du décroché dégage un espace de terrain très appréciable entre celui-ci et la bordure de la chaussée;

CONSIDÉRANT QUE le requérant mentionne que les manœuvres des véhicules ne se feront pas à même la rue St-Roch Sud et que l'aménagement du terrain est conçu de manière à permettre celles-ci sur le terrain, en tout temps;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu des aménagements intérieurs actuels de l'industrie;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser l'aménagement d'une aire de chargement/déchargement ainsi que des accès au bâtiment ouvrant sur un axe horizontal (de type " porte de garage ") sur un mur avant faisant partie de la façade principale du bâtiment, dans le cadre d'un projet d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus), compte tenu que ceux-ci seront localisés à environ quatre-vingt-dix-neuf virgule six mètres (99,6 m) de l'emprise de la rue St-Roch Sud, et ce, pour le bâtiment situé sur les lots 176-41 et 177-61 du rang III du canton de Grantham, soit au 5450 de la rue St-Roch Sud.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***761/7/03 - Dépôt du procès-verbal (18.06.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 18 juin 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***762/7/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 441-443 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 441-443 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- rénover et restaurer les galeries localisées sur le mur arrière;
- démolir une annexe vitrée située au troisième (3e) étage;
- changer quelques ouvertures sur le bâtiment principal;
- repeindre la toiture;
- réparer la cheminée;
- rénover le garage;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps des galeries (incluant les poteaux) sont remplacés par des garde-corps composés de bois, lesquels s'inspirent de ceux existants sur la galerie donnant sur la rue Girard;

CONSIDÉRANT QUE ces derniers sont repeints de couleurs beige et verte, le tout en harmonie avec les couleurs se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures donnant sur le mur arrière du troisième (3e) étage sont remplacées, le tout en conservant leur style d'origine;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment (tôle à baguette) est repeinte de couleur verte, tout en respectant le caractère d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le garage donnant en cour arrière est rénové par le remplacement du revêtement extérieur par un clin de bois de couleur beige et/ou verte;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont rénovées et/ou remplacées en conservant leur caractère d'origine;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent de préserver le style architectural particulier et distinctif du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti existant dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 441-443 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. **De plus, ces travaux devront être finalisés au plus tard le 1er janvier 2004.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***763/7/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1000 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1000 de la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment (entrepôt) d'une superficie approximative de mille huit cent dix-huit mètres carrés (1 818 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- ajouter un deuxième ($2^e$) étage (bureaux) au bâtiment existant, le tout d'une superficie approximative de cent vingt-sept mètres carrés (127 $m^2$);
- rénover l'ensemble du bâtiment existant;

**Agrandissement**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour latérale droite, et ceci, en retrait d'environ trente centimètres (30 cm) du mur avant le plus rapproché de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE ce décroché permet de réduire la linéarité du mur avant;

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement est de grande ampleur et que son gabarit s'apparente à celui du bâtiment agrandi en hauteur (hauteur, nombre d'étages et type de toiture);

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'un étage à la partie existante permet au bâtiment d'atteindre une hauteur similaire pour l'ensemble de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les agrandissements du bâtiment ajoutent du volume à ce dernier et rendent celui-ci plus perceptible dans l'environnement, tout en permettant d'obtenir un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE les ajouts volumétriques respectent le cadre bâti environnant;

**Agrandissement et rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE le mur avant et le mur latéral gauche de la partie ayant deux (2) étages (bureaux) sont composés de briques de couleurs rouge et beige;

CONSIDÉRANT QUE ces murs sont modulés de colonnes de briques, de soulignements horizontaux et de jeux de briques de couleur, ce qui permet d'obtenir un style architectural dégageant une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant de l'agrandissement (entrepôt) est composé majoritairement d'acier de couleur beige et partiellement de briques de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de maçonnerie (briques) sur le mur avant de l'entrepôt est modulé de colonnes ainsi que de soulignements horizontaux de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les murs de la partie " bureaux " sont pourvus d'une bonne fenestration;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant de l'entrepôt est aménagé de quelques fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE les autres murs sont recouvert d'acier de couleur beige;

CONSIDÉRANT QU'un projet d'agrandissement est prévu dans la cour latérale droite et que ce dernier doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral droit (celui avant l'agrandissement futur) doit être aménagé d'au moins cinq (5) colonnes de briques de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont localisées en cour arrière et sont peu visibles des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le site est desservi par deux (2) entrées charretières;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement localisée en cour avant est agrandie;

CONSIDÉRANT QU'au moins huit (8) arbres sont plantés et/ou existants en cour avant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1000 de la rue Cormier, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ce, **conditionnellement** à l'ajout d'au moins cinq (5) colonnes constituées de briques de couleur rouge. **Ces travaux devront être finalisés au plus tard dans les dix-huit (18) mois suivant l'émission du permis de construction pour l'agrandissement du bâtiment.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *764/7/03 - Acceptation des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 405 de la rue des Écoles – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 405 de la rue des Écoles a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à démolir le bâtiment à usage communautaire;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment ne représente pas d'intérêt historique ni de valeur patrimoniale;

CONSIDÉRANT QU'après la démolition, le terrain sera engazonné;

CONSIDÉRANT QUE la reconstruction d'un bâtiment ou le réaménagement du terrain est assujetti aux critères applicables dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 405 de la rue des Écoles, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *765/7/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 255 de la rue Brock – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 255 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de

bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à changer les garde-corps des galeries donnant sur le mur latéral droit, soit ceux face à l'aire de stationnement municipal " Place du Centre ";

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps actuels ne répondent plus aux normes de sécurité prévues au Code national de bâtiment 1995 (C.N.B. 95), et ceci, dû au changement de vocation de l'immeuble;

CONSIDÉRANT QUE ces derniers sont remplacés et haussés afin de répondre auxdites normes;

CONSIDÉRANT QUE les nouveaux garde-corps sont de même style, de même couleur et de même matériau que ceux existants;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes de bois supportant les galeries ainsi que la toiture sont préservées dans leur état actuel et que les éléments d'ornementation sont conservés;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent de préserver le style d'antan des galeries et s'effectuent dans le respect du cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 255 de la rue Brock, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *766/7/03 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 3025 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 3025 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- une (1) enseigne rattachée au bâtiment et localisée sur le mur avant donnant sur la rue Jean-de-Lalande;
- une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de trois virgule soixante et un mètres carrés (3,61 $m^2$) et d'une hauteur d'environ quatre mètres (4 m);

**Enseigne rattachée au bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées de couleur rouge, lesquelles sont apposées sur un boîtier métallique d'une épaisseur d'environ quinze centimètres (15 cm);

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées ne sont pas apposées à plat sur le mur, ce qui crée un espacement entre l'enseigne et le mur;

CONSIDÉRANT QUE ceci crée un déséquilibre visuel et ne permet pas à l'enseigne d'atteindre l'objectif d'une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne (dû à son installation en surélévation par rapport au mur) ne s'harmonise pas avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement et est prédominante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sur bâtiment offre globalement peu de raffinement et pourrait faire l'objet de bonification (style de lettrage, couleur, etc.);

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne ne masque pas la visibilité des établissements voisins et permet, tout de même, une bonne utilisation de l'espace disponible;

**Enseigne sur poteau**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée d'un boîtier lumineux de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les faces d'affichage de l'enseigne sont majoritairement constituées de couleurs jaune et rouge, ce qui rend l'enseigne prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le poteau de l'enseigne est réalisé en métal de couleur noire, laquelle ne s'harmonise pas avec les couleurs se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'aucun aménagement paysager n'est réalisé au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses couleurs, ne s'intègre pas avec l'architecture du bâtiment et n'est pas en harmonie avec ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 3025 du boulevard St-Joseph, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au style des enseignes, aux couleurs utilisées ainsi qu'à la prédominance des enseignes dans le paysage urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *767/7/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 130 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 130 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- repeindre les revêtements extérieurs;
- ajouter des éléments d'ornementation sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acrylique ainsi que le clin de bois sont respectivement repeints de couleurs orangé foncé et bleu foncé;

CONSIDÉRANT QUE le module de l'entrée principale est modifié par l'ajout de coins français, ce qui agrémente cette façade;

CONSIDÉRANT QU'une moulure décorative et stylisée est réalisée à la partie supérieure de certains murs;

CONSIDÉRANT QUE cette moulure est de couleurs bleu foncé et argent, le tout en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées au bâtiment sont conservées;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation du bâtiment permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en respectant le cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé 130 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***768/7/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 175 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 175 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer partiellement le revêtement de briques existant sur le mur latéral gauche et le mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE la brique existante, notamment celle près des ouvertures donnant sur le mur latéral gauche et le mur arrière, est détériorée (éclatée par le gel et le dégel);

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire a signifié son intention d'exécuter les travaux de rénovation dans une perspective de conservation du style actuel du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la brique à être installée est de même couleur (rouge), de même format et de même fini que celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation s'effectuent dans le respect du cadre bâti;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 175 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***769/7/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au***

***5450 de la rue St-Roch Sud – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 5450 de la rue St-Roch Sud a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'un (1) étage sur une superficie approximative de deux mille sept cent quatre-vingt-dix-huit mètres carrés (2 798 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue principalement en cour latérale droite et que le mur avant de ce dernier est localisé à environ quatre-vingt-dix-neuf virgule six mètres (99,6 m) de l'emprise de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est de l'acier de couleur beige et que le propriétaire se propose, à court terme, de remplacer les différents revêtements d'acier de couleurs brune et orangée par un revêtement de couleur et type similaires à celui du projet de l'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de type " plat " s'intègre harmonieusement aux bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment existant est respecté;

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement s'inscrit en continuité avec le style du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de chargement/déchargement ainsi que les accès au bâtiment ouvrant sur un axe horizontal (de type " porte de garage ") sont situés à environ quatre-vingt-dix-neuf virgule six mètres (99,6 m) de l'emprise de la voie de circulation, rendant ceux-ci moins apparents et non nuisibles pour la circulation routière, compte tenu que les manœuvres s'effectuent entièrement sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise projette de réaménager l'ensemble des façades du bâtiment, ce qui permettra d'harmoniser les couleurs et les différents matériaux;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 5450 de la rue St-Roch Sud, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***770/7/03 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 656 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 656 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation

d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment et que cette dernière est localisée sur le bandeau métallique au-dessus des fenêtres (celles donnant sur la rue Poirier);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est une plaque murale composée d'un matériau métallique;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le blanc, le vert, le noir et le rouge, sont des couleurs sobres qui s'harmonisent avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de l'enseigne (plaque rectangulaire sans ornementation ni design particulier) ne permet pas d'atteindre les objectifs fixés pour le secteur et présente peu de raffinement;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé, de par son type, son design et ses matériaux, ne contribue pas à améliorer de façon significative l'image globale de l'affichage du secteur et ne favorise pas le développement d'une identité propre au secteur visé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 656 de la rue Lindsay, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à l'harmonie d'ensemble de l'enseigne par rapport au bâtiment, le style, le design et les matériaux utilisés pour l'enseigne.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***771/7/03 - Dépôt du procès-verbal (27.06.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 27 juin 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***772/7/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment accessoire (remise) qui sera situé au 215 de la rue F.-X.-Charbonneau – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'UNE demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire (remise) qui sera situé au 215 de la rue F.-X.-Charbonneau a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.40);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (remise) d'une superficie maximale de vingt mètres carrés (20 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est implanté en cour arrière, près de la ligne latérale droite du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement pour les murs est de la brique de couleur beige et le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur foncée (brun nuancé de rouge);

CONSIDÉRANT QUE le style de la remise s'inspire de celui du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, cette construction, de par les matériaux utilisés, les couleurs et le style, s'harmonise avec le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE cette intervention permettra de maintenir la qualité visuelle d'ensemble du secteur;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (remise) (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 215 de la rue F.-X.-Charbonneau, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***773/7/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 324 de la rue Lindsay – P.I.A***

CONSIDÉRANT QU'UNE demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 324 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.41);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de deux virgule soixante-douze mètres carrés (2,72 $m^2$) sur le mur donnant sur la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée d'une plaque murale stylisée et fabriquée en bois;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont le bleu, le jaune et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée au-dessus de l'entrée principale et centrée par rapport à la largeur du local de l'établissement, ce qui permet de bien marquer l'entrée et de bien utiliser l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage proposé s'harmonise avec les autres enseignes situées dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage que l'on retrouve dans l'environnement et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 324 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***774/7/03 - Refus des travaux de construction d'un bâtiment accessoire***

***(entrepôt) qui sera situé au 4400 de la rue Vachon – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'UNE demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire (entrepôt) qui sera situé au 4400 de la rue Vachon a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.42);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (entrepôt) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire d'une superficie approximative de mille cinq cent vingt-huit mètres carrés (1 528 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est construit sur un terrain localisé à l'arrière du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire donne face au boulevard Patrick et que, même si ce dernier est peu visible de l'autoroute Jean-Lesage, celui-ci a un grand impact sur le cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE ce bâtiment est adjacent à une zone résidentielle à logements multiples;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment accessoire (hauteur et nombre d'étages) est comparable à celui du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE même si le bâtiment est aménagé d'une marquise d'une superficie approximative de cent soixante-trois mètres carrés (163 $m^2$), ce dernier est composé de façades très linéaires, sans décrochés, sans jeux de volume et ayant peu d'ouvertures (fenestration), ce qui crée un bâtiment ayant une architecture monotone et sans prestige;

CONSIDÉRANT QUE les murs ainsi que la toiture sont recouverts d'acier de couleurs blanche et verte;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs utilisées s'harmonisent avec celles se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'aucun matériau noble (tel que maçonnerie) recouvre ce bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est à pente unique (un seul versant avec son point haut vers le boulevard Patrick);

CONSIDÉRANT QUE même si le propriétaire mentionne qu'il est possible qu'un agrandissement soit effectué ultérieurement (ce qui permettrait d'avoir une toiture en pente à deux (2) versants), ceci n'hausserait pas les qualités architecturales de ce bâtiment, et ce, malgré l'impact majeur sur la toiture;

CONSIDÉRANT QUE ce bâtiment, de par son style et son traitement architectural, ne dégage pas une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction doit tenir compte de son environnement immédiat (zone résidentielle) ainsi que de sa grande visibilité du boulevard Patrick;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (entrepôt) (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 4400 de la rue Vachon, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à l'utilisation massive d'acier et du traitement architectural du bâtiment (style monotone ne dégageant pas une image de qualité supérieure).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***775/7/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 120 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 120 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.43);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de trente-trois mètres carrés (33 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour avant (cour donnant sur la rue Belleville);

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement est peu visible des voies de circulation majeures (boulevard St-Joseph et autoroute Jean-Lesage);

CONSIDÉRANT QUE ce dernier, de par son implantation et son gabarit, permet de briser la linéarité ainsi que la monotonie du mur avant donnant sur la rue Belleville;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de l'agrandissement est de l'acrylique de couleur beige, tel qu'il existe sur le bâtiment actuel;

CONSIDÉRANT QU'un bandeau d'acier de couleur verte est réalisé en partie supérieure des murs, le tout en harmonie avec celui se retrouvant sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est le même que celui existant sur la toiture du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est comparable à celui du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures (portes) sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux permettent de dissimuler le conteneur à déchets, un réservoir à graisse ainsi qu'un compacteur à déchets;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'agrandissement s'effectue en harmonie et dans le respect du style architectural du bâtiment existant;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 120 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***776/7/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 157 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 157 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.44);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est une plaque murale constituée de bois et d'une superficie approximative de zéro virgule cinquante-cinq mètres carrés (0,55 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont le vert et l'or;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour de l'enseigne est sculpté, ce qui permet d'avoir une enseigne plus stylisée;

CONSIDÉRANT QUE le fini de l'enseigne est mât, ce qui permet à cette dernière de s'intégrer au style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée sur l'entablement près de l'entrée principale, ce qui permet de bien marquer cette dernière et de bien utiliser l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses couleurs, son style et ses dimensions, n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage proposé s'harmonise avec l'enseigne se retrouvant sur le bâtiment et les autres enseignes situées dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, sa localisation et son style), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage que l'on retrouve dans l'environnement et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 157 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***777/7/03 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 105 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 105 du boulevard St-Joseph Ouest a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.45);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de sept virgule quarante-trois mètres carrés (7,43 $m^2$) et d'une hauteur d'environ six virgule dix mètres (6,10 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée d'un boîtier lumineux de couleur beige ainsi que d'une partie non lumineuse auxquels s'ajoute un petit boîtier dont le message s'effectue de façon temporaire (affichage électronique);

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives sont réalisées en partie supérieure et en partie inférieure du boîtier lumineux;

CONSIDÉRANT QUE les faces du boîtier lumineux sont majoritairement constituées de couleur beige (s'inspirant de la couleur du bâtiment), ce qui permet d'atténuer la présence de l'enseigne dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le poteau de l'enseigne est réalisé en métal dont la couleur beige s'apparente à celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la largeur du poteau correspond à environ trente-cinq pour cent (35 %) de la largeur de l'enseigne, ce qui rend cette dernière imposante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment, mais compte tenu de sa proximité du boulevard St-Joseph Ouest, cette dernière est très apparente dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la superficie et le traitement architectural de l'enseigne (son gabarit ainsi que ses proportions) nuisent à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur (soit une entrée de la ville);

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbustes et/ou de plantes florales est existant au pied de l'enseigne et/ou à proximité de celle-ci;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 105 du boulevard St-Joseph Ouest, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à la prédominance de l'enseigne sur poteau dans le paysage urbain, et ceci, dû aux proportions de celle-ci (largeur du poteau, superficie de l'enseigne ainsi que sa hauteur).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *778/7/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.46);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le mur extérieur donnant sur la rue Cormier, une (1) enseigne stylisée constituée d'une plaque de bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée dans la partie droite du mur en pignon, à une hauteur comparable à celle des autres enseignes existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont le crème, le noir et le jaune, ce qui ne rend pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, ses couleurs et les types de matériaux utilisés, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***779/7/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1163 du boulevard St-Joseph conditionnnellement au dépôt d'un plan d'aménagement de terrain – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'UNE demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1163 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.47);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- agrandir le bâtiment en cour latérale gauche d'une superficie approximative de mille cinq cent soixante-cinq mètres carrés (1 565 $m^2$), le tout sur un (1) étage;
- rénover certaines façades du bâtiment;

**Agrandissement du bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue en cour latérale gauche, près du mur arrière existant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment, malgré son éloignement de la ligne avant (soit environ vingt-six mètres (26 m)), augmente le rapport entre la largeur du bâtiment et la largeur du terrain, ce qui contribue à obtenir un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de cette construction est plus faible (en hauteur) que celui du corps principal du bâtiment, mais que ceci permet de briser la monotonie du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE des ouvertures de type " portes de garage " sont réalisées sur le mur avant (mur à angle par rapport à la voie de circulation);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs prévus sur les murs de l'agrandissement sont de la brique de couleur grise pour la partie inférieure des murs et de l'acrylique de couleur blanche pour la partie supérieure des murs;

**Agrandissement et rénovation extérieure du bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs avant et latéral gauche, soit de l'acier peint de couleur grise, est remplacé par un revêtement d'acrylique de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acrylique sur l'ensemble du projet est modulé en créant des panneaux rectangulaires;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier donnant sur le mur latéral droit est repeint de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'aucune modification n'est apportée sur le mur arrière, soit celui donnant sur la rue St-Henri et que la mur arrière de l'agrandissement est traité en harmonie avec ce que l'on retrouve sur celui du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE la partie inférieure des murs est recouverte de briques de couleur grise et que cette dernière est conservée (aucune modification n'est apportée à la brique);

CONSIDÉRANT QUE les entrées au bâtiment (mur de façade principale et mur latéral gauche) sont modifiées par un ajout volumétrique, ce qui marque ces dernières, tout en servant d'élément signal dans le paysage urbain et facilitant l'orientation des clients;

CONSIDÉRANT QUE ces entrées sont également protégées d'une marquise;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une couleur grise, soit pour les solins, certaines colonnes et les faces avant de la marquise existante (mur latéral gauche), permet d'atténuer l'impact visuel du bâtiment et d'agrémenter suffisamment les façades;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments voisins (Banque Royale (à droite) et Mode Coton (à gauche)) sont majoritairement de couleur blanche, ce qui permet au bâtiment rénové (de couleur blanche) de mieux s'intégrer à son environnement;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures existantes ne sont pas modifiées;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs détails sont manquants pour l'aménagement de terrain;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire a mentionné qu'il est consentant à réaliser des travaux d'aménagement paysager dans la cour avant;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sur bâtiment sera soumis à une séance ultérieure et que les enseignes sur poteau sont déjà ou seront enlevées;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1163 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, le tout **conditionnellement au dépôt d'un plan d'aménagement de terrain (plantation et bandes de verdure) en cour avant donnant sur le boulevard St-Joseph.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***780/7/03 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 350 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 350 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.48);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer le revêtement d'une partie de la toiture (bardeaux d'asphalte de couleur brune) par un revêtement d'acier imitant la tôle à baguette de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QU'une bande de couleur jaune est ajoutée au bas de la toiture (face de l'avant-toit);

CONSIDÉRANT QU'il n'y aura pas d'autres travaux qui seront réalisés sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation extérieure doivent se faire en harmonie et dans le respect du style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention doit également s'effectuer dans le respect du style architectural des bâtiments que l'on retrouve dans l'environnement et favoriser l'harmonisation architecturale avec ceux-ci;

CONSIDÉRANT QUE les travaux projetés sont effectués sans aucune intégration avec le corps principal du bâtiment (partie arrière) et que ceux-ci rendent ce dernier prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE lors de travaux sur un bâtiment, un des objectifs du règlement est d'obtenir une image de qualité supérieure;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 350 du boulevard St-Joseph, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au manque d'harmonie et d'intégration de l'intervention rendant le bâtiment prédominant dans le paysage urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *781/7/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure sur la façade arrière du bâtiment situé aux 239-243 de la rue Lindsay – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure sur la façade arrière du bâtiment localisé aux 239-243 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.49);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la rénovation de la façade arrière du bâtiment a déjà fait l'objet d'une acceptation antérieure dans le cadre de l'application du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (résolution numéro 97.08.20);

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre de cette acceptation, il avait notamment été accepté que la portion du bâtiment constituant le rez-de-chaussée soit recouverte de clin de vinyle de couleur blanche de même que pour le pourtour de l'entrée donnant sur la rue Marchand;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux ont été réalisés conformément à cette acceptation;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite finaliser les travaux de rénovation de ladite façade en y apportant certains ajustements en regard de l'acceptation antérieure, et ce, notamment, à l'égard des balcons des étages;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle proposition consiste à :

- démolir les remises situées aux deuxième (2e) et troisième (3e) étages;
- installer des garde-corps en aluminium ou en bois peint (ou teint) de couleur blanche;
- enlever le toit de la galerie au troisième (3e) étage;
- repeindre la corniche localisée en partie supérieure du mur de couleur blanche;
- recouvrir la cage d'escalier centrale en clin de vinyle de couleur blanche, en harmonie avec les travaux déjà effectués;
- aménager un escalier avec garde-corps à la porte donnant accès au rez-de-chaussée et localisée le plus près de la rue Marchand, et harmoniser ceux-ci en style et en couleur avec ceux existants pour l'autre porte d'accès localisée dans la partie gauche de ladite façade;
- maintenir la fenêtre localisée dans la partie gauche de la façade arrière ainsi que les autres ouvertures au rez-de-chaussée sur cette même façade;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux choisis pour l'ensemble de l'intervention ainsi que leur couleur permettront de respecter, dans l'ensemble, le caractère architectural du bâtiment et de favoriser une intégration convenable avec son environnement;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure sur la façade arrière (tel que mentionné ci-dessus) du bâtiment situé aux 239-243 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. **De plus, ces travaux devront être terminés pour le début du mois de janvier 2004.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *782/7/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 432 de la rue Lindsay – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 432 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.50);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne projetante constituée d'un matériau imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme rectangulaire et est installée sur le mur avant, à gauche de l'entrée de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est réalisé en surélévation par rapport au fond de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le blanc et le jaune, sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 432 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour les mois de mai et juin 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

***783/7/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) nouvelle enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1163 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1163 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de trois virgule soixante-douze mètres carrés (3,72 $m^2$) et d'une hauteur maximale de six virgule soixante-dix mètres (6,70 m), et ceci, en bordure du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le blanc et l'argent, s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec celles que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent de rendre celle-ci moins prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'environ un virgule cinquante mètre (1,50 m) de largeur sur une profondeur d'environ trois virgule cinquante mètres (3,50 m) est réalisé au pied de l'enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager sera composé :

- d'un muret de blocs de béton architectural;
- d'une plantation d'environ dix (10) arbustes et/ou de plantes florales;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1163 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***784/7/03 - Mandat à Me Pierre Fradet, notaire – Acte de rétrocession d'une partie du lot 279 du cadastre du canton de Grantham, propriété actuelle de Investissements H.W.B. III inc. / H.W.B. Investments inc.***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Pierre Fradet, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte de rétrocession d'une partie du lot 279 du cadastre du canton de Grantham situé sur la rue Bergeron, propriété actuelle de Investissements H.W.B. III inc. / H.W.B. III Investments inc. Cette rétrocession en faveur de la Ville de Drummondville devra être faite aux mêmes conditions.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***785/7/03 - Signature d'un acte de correction à intervenir avec mesdames Liliane Watkins et Georgette Léveillée***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de correction à intervenir avec mesdames Liliane Watkins et Georgette Léveillée. Ledit acte de correction affecte une partie du lot 137-13 du cadastre du canton de Grantham et une partie non subdivisée du lot 137 du même cadastre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***786/7/03 - Vente d'une partie du lot 159-368 du cadastre du canton de Grantham à monsieur René Serge Dionne***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville vende une partie du lot 159-368 du cadastre du canton de Grantham à monsieur René Serge Dionne. Cette vente est consentie au montant de dix-neuf dollars et soixante-dix cents le mètre carré (19,70 $ le mètre carré) pour une superficie d'environ 600 mètres carrés. De plus, l'acquéreur devra assumer les frais de description technique, d'arpentage et de cadastre, de même que les honoraires professionnels du notaire pour la rédaction du contrat.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***787/7/03 - Mandat à Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de préparer et rédiger la description technique du nouveau territoire de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de préparer et rédiger la description technique du nouveau territoire de la Ville de Drummondville qui serait et/ou devrait être formé par les municipalités suivantes, à savoir : Ville de Drummondville, Ville de Saint-Nicéphore, municipalité de Saint-Charles-de-Drummond et municipalité de Saint-Joachim-de-Courval.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***788/7/03 - Autorisation à la Maison Habit-Action de Drummondville inc. - Vente de garage annuelle sous le chapiteau***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison Habit-Action de Drummondville inc. à tenir sa vente de garage annuelle sous un chapiteau les 15, 16 et 17 août 2003, sur les terrains du 651 et 655 de la rue Lindsay.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***789/7/03 - Autorisation à l'Association de tennis de Drummondville – Tenue du***

***Championnat de Drummondville (Classique Woodyatt Sport Médic) du 2 au 10 août 2003 au parc Woodyatt***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association de tennis de Drummondville à tenir le Championnat de Drummondville maintenant connu sous le nom de Classique Woodyatt Sport Médic du 2 au 10 août 2003 au parc Woodyatt de 8h00 à 23h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***790/7/03 - Autorisation au Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste - Tenue des fêtes de rues***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste à tenir les fêtes de rues suivantes :

- le 2 juillet 2003 de 17h00 à 21h00 en face du 59, 11$^{e}$ Avenue; fermeture de la 11$^{e}$ Avenue entre les rues Saint-Damase et Saint-Alphonse;
- le 15 juillet 2003 sur la 14$^{e}$ Avenue coin Saint-Alphonse; fermeture de la 14$^{e}$ Avenue entre les rues Saint-Frédéric et Saint-Alphonse;
- le 16 juillet 2003 de 17h00 à 21h00 au parc des Martinets; cette fête sera suivie par une séance de cinéma plein air au même parc à 21h00;
- le 22 juillet 2003 de 17h00 à 21h00 en face du 149, 10$^{e}$ Avenue; fermeture de la 10$^{e}$ Avenue entre les rues Saint-Eusèbe et Saint-Laurent;
- le 29 juillet 2003 de 17h00 à 21h00 en face du 2730 rue Dumaine; fermeture de la rue Dumaine entre les rues Bibeau et Fortin.

Cette autorisation inclut la fermeture de certaines rues, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***791/7/03 - Autorisation au Centre communautaire St-Pierre – Tenue du Festival de l'Épi le 7 août 2003***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire St-Pierre à tenir le Festival de l'Épi le 7 août 2003 de 16h00 à 24h00 sur les terrains du Centre communautaire St-Pierre, de la Fabrique St-Pierre et de l'école St-Pierre, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***792/7/03 - Autorisation au Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Tenue de l'activité « Mes premiers jeux » et subvention de 1 000 $***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la tenue de l'activité « Mes premiers jeux » soit le 28 juillet 2003 au Cégep de Drummondville et le 29 juillet 2003 au parc Rosaire-Milette, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***793/7/03 - Subvention de 100 $ - Fondation du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS)***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***794/7/03 - Subvention de 1 100 $ - Centre d'action bénévole Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 100 $ au Centre d'action bénévole Drummond inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***795/7/03 - Subvention de 700 $ - Centraide Centre-du-Québec***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 700 $ à Centraide Centre-du-Québec à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***796/7/03 - Appui à la municipalité de Saint-François-du-Lac pour la réfection de la route 143***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la municipalité de Saint-François-du-Lac dans sa démarche auprès du ministère des Transports aux fins d'obtenir une aide financière pour la réalisation des travaux de pavage de la route 143.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***797/7/03 - Appui à la position exprimée par le Regroupement des villes d'agglomération du Québec dans le dossier des « défusions » municipales***

ATTENDU QUE le Regroupement des villes d'agglomération du Québec, dont les vingt-six villes membres sont aussi membres de l'Union des municipalités du Québec, a invité monsieur Jean Charest, premier ministre du Québec, à retirer de la plate-forme politique qu'il propose aux Québécoises et Québécois, son intention de légiférer aux fins de permettre d'envisager ou de faciliter les « défusions »;

ATTENDU QUE les représentants de ce groupe ont rappelé qu'unanimement, le Regroupement des villes d'agglomération du Québec a appuyé, dès 1994, les grands objectifs de la réorganisation municipale en raison de leur pertinence et aussi de l'adéquation à ceux-ci des moyens de mise en œuvre retenus que sont les regroupements municipaux, le renforcement des Instances locales et régionales et l'établissement d'un nouveau pacte fiscal Québec-municipalités;

ATTENDU QUE les démarches vers l'équité fiscale, l'égalité d'accès à des services municipaux convenables, le maintien de standards modernes de démocratisation et, surtout, le relèvement de la véritable capacité de développement doivent être maintenus et davantage encore en région et en périphérie des communautés métropolitaines, selon les porte-parole du regroupement;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la position exprimée par le Regroupement des villes d'agglomération du Québec dans le dossier des « défusions » municipales.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***798/7/03 - Appui à la municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover relativement à une demande d'ajustement de taux formulée à la Société de l'assurance automobile du Québec (S.A.A.Q.) pour l'utilisation des pinces de désincarcération***

CONSIDÉRANT la politique de tarification appliquée par la S.A.A.Q. quant au remboursement des frais lors de l'utilisation des pinces de désincarcération;

CONSIDÉRANT QUE le temps-homme et les frais de transport ne sont pas remboursés par cette tarification;

CONSIDÉRANT la jurisprudence utilisée par les compagnies d'assurances pour ne pas rembourser lesdits frais;

CONSIDÉRANT le manque à gagner encouru par le Service d'Incendie en Commun pour donner le service;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover relativement à une demande d'ajustement de taux formulée à la Société de l'assurance automobile du Québec (S.A.A.Q.) pour l'utilisation des pinces de désincarcération, de manière à tenir compte de la tarification imposée pour la main-d'œuvre et les frais de transport.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***799/7/03 - Opinion du conseil en regard de la demande d'exemption de taxes foncières formulée par Maison Habit-Action de Drummondville inc. à la Commission municipale du Québec***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'exemption de taxes foncières formulée par Maison Habit-Action de Drummondville inc. à la Commission municipale du Québec pour l'immeuble situé au 651 de la rue Lindsay.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***800/7/03 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Centre d'animation communautaire et familiale de Drummondville (Le Club des Loisirs Ste-Thérèse inc.)***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de

Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre d'animation communautaire et familiale de Drummondville (Le Club des Loisirs Ste-Thérèse inc.).

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention de 3 329 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***801/7/03 - Nomination de monsieur Steeve Bouchard à titre de pompier à temps partiel au Service de prévention incendie***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que monsieur Steeve Bouchard soit nommé au poste de pompier à temps partiel au Service de prévention incendie de la Ville de Drummondville à compter de la présente résolution.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat individuel de travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***802/7/03 - Nomination de monsieur Jimmy Lepage à titre de pompier à temps partiel au Service de prévention incendie***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que monsieur Jimmy Lepage soit nommé au poste de pompier à temps partiel au Service de prévention incendie de la Ville de Drummondville à compter de la présente résolution.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat individuel de travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***803/7/03 - Nomination de monsieur Jonathan Raymond à titre de pompier à temps partiel au Service de prévention incendie***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que monsieur Jonathan Raymond soit nommé au poste de pompier à temps partiel au Service de prévention incendie de la Ville de Drummondville à compter de la présente résolution.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat individuel de travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***804/7/03 - Embauche de madame Anne Beauchemin à titre d'urbaniste contractuelle***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Anne Beauchemin à titre d'urbaniste contractuelle - premier échelon à compter de la fin d'août 2003.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat individuel de travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***805/7/03 - Signature d'une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-1003-9749)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur général et la directrice par intérim au Service des ressources humaines à signer une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-1003-9749) pour le maintien de monsieur Yanick Lefebvre dans ses fonctions jusqu'au 30 juin 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***806/7/03 - Signature d'une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-1003-9749) – Règlement de deux griefs***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur général et la directrice par intérim au Service des ressources humaines à signer une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-1003-9749) en règlement des griefs G03-01 et G03-02.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***807/7/03 - Signature d'une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) Règlement de deux griefs***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur général et la directrice par intérim au Service des ressources humaines à signer une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) en règlement des griefs G2003-01 et G2003-02.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***808/7/03 - Signature d'une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) Règlement d'un dossier***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur général et la directrice par intérim au Service des ressources humaines à signer une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) en règlement d'un dossier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***809/7/03 - Adoption du projet de règlement no 3133 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3133, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de modifier l'article 1.2.5 intitulé " **TERMINOLOGIE** " en précisant la définition de l'expression " Hauteur d'un bâtiment (en mètres) ", afin de soustraire les clochers d'église, les clochetons, les cheminées, les mâts, les antennes, les appentis techniques et autres constructions hors toit de l'application des dispositions concernant la hauteur maximale en mètres prescrite pour un bâtiment,

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***810/7/03 - Avis de motion du règlement no 3133 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3133 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de modifier l'article 1.2.5 intitulé " **TERMINOLOGIE** " en précisant la définition de l'expression " Hauteur d'un bâtiment (en mètres) ", afin de soustraire les clochers d'église, les clochetons, les cheminées, les mâts, les antennes, les appentis techniques et autres constructions hors toit de l'application des dispositions concernant la hauteur maximale en mètres prescrite pour un bâtiment.

***811/7/03 - Dispense de lecture du règlement no 3133 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3133, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de modifier l'article 1.2.5 intitulé " **TERMINOLOGIE** " en précisant la définition de l'expression " Hauteur d'un bâtiment (en mètres) ", afin de soustraire les clochers d'église, les clochetons, les cheminées, les mâts, les antennes, les appentis techniques et autres constructions hors toit de l'application des dispositions concernant la hauteur maximale en mètres prescrite pour un bâtiment;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***812/7/03 - Adoption du projet de règlement no 3134 - Lotissement***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3134, amendant le règlement de lotissement no 2521 dans le but :

- de modifier les conditions préalables à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale afin de soustraire la zone industrielle I11-05 de l'application

de l'article 3.5 du règlement de lotissement relatif à la présence de services en front du terrain.

La zone I11-05 longe le côté nord-ouest de la rue Janelle, approximativement entre le boulevard Lemire et la rue Cormier. Elle comprend également des terrains situés du côté sud-est de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Janelle,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***813/7/03 - Avis de motion du règlement no 3134 – Lotissement***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3134 amendant le règlement de lotissement no 2521 dans le but :

- de modifier les conditions préalables à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale afin de soustraire la zone industrielle I11-05 de l'application de l'article 3.5 du règlement de lotissement relatif à la présence de services en front du terrain.

  La zone I11-05 longe le côté nord-ouest de la rue Janelle, approximativement entre le boulevard Lemire et la rue Cormier. Elle comprend également des terrains situés du côté sud-est de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Janelle.

***814/7/03 - Dispense de lecture du règlement no 3134 - Lotissement***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3134, amendant le règlement de lotissement no 2521 dans le but :

- de modifier les conditions préalables à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale afin de soustraire la zone industrielle I11-05 de l'application de l'article 3.5 du règlement de lotissement relatif à la présence de services en front du terrain.

  La zone I11-05 longe le côté nord-ouest de la rue Janelle, approximativement entre le boulevard Lemire et la rue Cormier. Elle comprend également des terrains situés du côté sud-est de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Janelle;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***815/7/03 - Adoption du projet de règlement no 3135 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3135, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- de modifier l'affectation du sol du terrain constitué des lots 282-18 et 283-119, situé du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin, de " Industrie 2 " à " Commerce artériel lourd ",

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***816/7/03 - Avis de motion du règlement no 3135 – Plan d'urbanisme***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3135 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- de modifier l'affectation du sol du terrain constitué des lots 282-18 et 283-119, situé du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin, de " Industrie 2 " à " Commerce artériel lourd ".

***817/7/03 - Dispense de lecture du règlement no 3135 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3135, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- de modifier l'affectation du sol du terrain constitué des lots 282-18 et 283-119, situé du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin, de " Industrie 2 " à " Commerce artériel lourd ";

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***818/7/03 - Adoption du projet de règlement no 3136 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3136, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C12-08 à même une partie de la zone industrielle I12-09, afin d'y inclure le terrain constitué des lots 282-18 et 283-119 situé du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin.

  La zone C12-08 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Cardin et Alexandre et la zone I12-09 longe le côté sud-est de la rue Sigouin, entre la rue Rocheleau et le boulevard Lemire,

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***819/7/03 - Avis de motion du règlement no 3136 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3136 amendant le règlement no 3136 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C12-08 à même une partie de la zone industrielle I12-09, afin d'y inclure le terrain constitué des lots 282-18 et 283-119 situé du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin.

  La zone C12-08 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Cardin et Alexandre et la zone I12-09 longe le côté sud-est de la rue Sigouin, entre la rue Rocheleau et le boulevard Lemire.

***820/7/03 - Dispense de lecture du règlement no 3136 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3136, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C12-08 à même une partie de la zone industrielle I12-09, afin d'y inclure le terrain constitué des lots 282-18 et 283-119 situé du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin.

  La zone C12-08 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Cardin et Alexandre et la zone I12-09 longe le côté sud-est de la rue Sigouin, entre la rue Rocheleau et le boulevard Lemire;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***821/7/03 - Adoption du projet de règlement no 3137 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3137, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de modifier les limites des zones commerciales C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16, et d'abroger la zone C12-11;
- de revoir les usages qui sont autorisés dans les zones C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16.

Ces zones commerciales sont situées de part et d'autres du boulevard Lemire, entre les rues Sigouin et Saint-Georges.

B)
- de modifier les limites de la zone communautaire P12-04 et des zones résidentielles H07-15 et H07-16;
- de prescrire de nouvelles normes relatives à la construction dans la zone résidentielle H07-15.

Ces zones sont situées dans le développement domiciliaire La Volière et sont bordées approximativement par les rues des Grands-Ducs, du Faucon, des Harfangs et la rivière Saint-Germain.

C)
- d'autoriser l'aménagement d'un logement à l'intérieur d'une résidence pour personnes âgées (habitation collective h7) dans la zone résidentielle H05-09.

La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et elle est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

D)
- d'augmenter la hauteur maximale en mètre applicable pour un bâtiment dans la zone communautaire P04-01, de 10 m à 15 m.

La zone P04-01 est circonscrite par la rue Heriot, la rivière Saint-François, la rue Dunkin et la rue Saint-Édouard,

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***822/7/03 - Avis de motion du règlement no 3137 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3137 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de modifier les limites des zones commerciales C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16, et d'abroger la zone C12-11;

- de revoir les usages qui sont autorisés dans les zones C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16.

  Ces zones commerciales sont situées de part et d'autres du boulevard Lemire, entre les rues Sigouin et Saint-Georges.

B)
- de modifier les limites de la zone communautaire P12-04 et des zones résidentielles H07-15 et H07-16;
- de prescrire de nouvelles normes relatives à la construction dans la zone résidentielle H07-15.

  Ces zones sont situées dans le développement domiciliaire La Volière et sont bordées approximativement par les rues des Grands-Ducs, du Faucon, des Harfangs et la rivière Saint-Germain.

C)
- d'autoriser l'aménagement d'un logement à l'intérieur d'une résidence pour personnes âgées (habitation collective h7) dans la zone résidentielle H05-09.

  La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et elle est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

D)
- d'augmenter la hauteur maximale en mètre applicable pour un bâtiment dans la zone communautaire P04-01, de 10 m à 15 m.

  La zone P04-01 est circonscrite par la rue Heriot, la rivière Saint-François, la rue Dunkin et la rue Saint-Édouard.

***823/7/03 - Dispense de lecture du règlement no 3137 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3137, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de modifier les limites des zones commerciales C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16, et d'abroger la zone C12-11;
- de revoir les usages qui sont autorisés dans les zones C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16.

  Ces zones commerciales sont situées de part et d'autres du boulevard Lemire, entre les rues Sigouin et Saint-Georges.

B)
- de modifier les limites de la zone communautaire P12-04 et des zones résidentielles H07-15 et H07-16;
- de prescrire de nouvelles normes relatives à la construction dans la zone résidentielle H07-15.

  Ces zones sont situées dans le développement domiciliaire La Volière et sont bordées approximativement par les rues des Grands-Ducs, du Faucon, des Harfangs et la rivière Saint-Germain.

C)
- d'autoriser l'aménagement d'un logement à l'intérieur d'une résidence pour personnes âgées (habitation collective h7) dans la zone résidentielle H05-09.

  La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et elle est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

D)
- d'augmenter la hauteur maximale en mètre applicable pour un bâtiment dans la zone communautaire P04-01, de 10 m à 15 m.

  La zone P04-01 est circonscrite par la rue Heriot, la rivière Saint-François, la rue Dunkin et la rue Saint-Édouard;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***824/7/03 - Adoption du règlement no 3129 – Travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Suzor-Côté et prévoyant un emprunt n'excédant pas 90 733,20 $***

Lecture est donnée du règlement no 3129 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Suzor-Côté et prévoyant un emprunt n'excédant pas 90 733,20 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3129, et ce, de 9 heures à 19 heures le 21 juillet 2003.

***825/7/03 - Adoption du règlement no 3130 – Travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté condos) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 106 641,76 $***

Lecture est donnée du règlement no 3130 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté condos) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 106 641,76 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3130, et ce, de 9 heures à 19 heures le 21 juillet 2003.

***826/7/03 - Adoption du règlement no 3131 – Travaux de pavage, bordures et éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté résidentiel) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 64 919,09 $***

Lecture est donnée du règlement no 3131 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté résidentiel) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 64 919,09 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3131, et ce, de 9 heures à 19 heures le 21 juillet 2003.

***827/7/03 - Adoption du règlement no 3132 – Travaux de pavage, bordures et éclairage sur les rues Ozias-Leduc et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 279,40 $***

Lecture est donnée du règlement no 3132 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Ozias-Leduc et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 279,40 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3132, et ce, de 9 heures à 19 heures le 21 juillet 2003.

## ***Information des membres du conseil***

### **Condoléances**

Monsieur le maire suppléant, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

– Madame Christiane Blanchette, employée au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de son beau-père, monsieur Jean-Louis McMahon.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

### **M. Pascal Allard**

Monsieur Allard suggère que la Ville sensibilise la population à l'utilisation de l'eau et à cet effet qu'elle prévoit un programme pour l'an prochain.

### **M. Christian Rajotte**

Item 26 – Pourquoi la Ville refuse-t-elle ?

- Le conseiller Gilles Fontaine explique que le projet ne rencontre pas les exigences d'un P.I.A. quant à la grandeur, les matériaux et la disposition.

- Item 29 – Pourquoi la Ville refuse-t-elle ?

- Le maire suppléant Roger Lambert dit que les critères d'un P.I.A. ne sont pas rencontrés.

- Item 32 – Pourquoi la Ville refuse-t-elle d'émettre le permis ?

- Le conseiller Christian Tourigny répond que les matériaux et les couleurs ne rencontrent pas les critères du P.I.A.

- Item 38 – Pourquoi la Ville donne-t-elle un mandat à l'arpenteur Martin Paradis ?

- Le maire suppléant Roger Lambert confirme qu'il s'agit d'un mandat préparatoire à un projet de fusion.

- Item 43C – En quoi consiste l'appui à la municipalité de Saint-François-du-Lac ?

- Le maire suppléant Roger Lambert précise que la Ville appuie parce qu'une partie de la route 143 traverse la Ville de Drummondville, soit le boulevard Lemire Ouest.

- Item 43D – La Ville appuie-t-elle les défusions ?

- Le conseiller Gilles Fontaine rappelle que la Ville appuie la position des villes centres quant aux projets de défusions.

- Est-il vrai que la sécurité au parc Woodyatt est assurée par les pompiers ?

- Le directeur général Gérald Lapierre confirme que le volet sécurité est assuré par la Sûreté du Québec.

Les pompiers sont, quant à eux, dans l'environnement pour assurer la sécurité en cas d'incendie.

Le conseiller Denis Savoie précise que vu qu'il y a des restaurants, il y a des bonbonnes de gaz, il faut donc des pompiers sur place.

***Prochaine assemblée du conseil***

Monsieur le maire suppléant informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 14 juillet 2003.

***828/7/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h20.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) ROGER LAMBERT,
Maire suppléant.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***14 JUILLET 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 14 juillet 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques (absence motivée)
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie (absence motivée)
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général (absence motivée)
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques (absence motivée)

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***829/7/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***830/7/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 7 juillet 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 7 juillet 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

### ***831/7/03***

***Location d'un chargeur sur roues***
***(Soumission Hiver 2003-2004 – Ouverture 02.07.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Sintra inc. (Région Centre du Québec) au montant de 95,00 $ l'heure (taxes en sus) pour un chargeur soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour la location d'un chargeur sur roues pour l'hiver 2003-2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***832/7/03***

***Gratte et lame pour tracteur Kubota***
***(Soumission no 03-0083 – Ouverture 10.07.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Agritex au montant total de 13 176,95 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***833/7/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 2 juin 2003 au 14 juillet 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 10 376 240,74 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant de :

- Société d'histoire de Drummondville concernant le lancement officiel "Repère de Mémoire;
- Colloque annuel sur le transport adapté au Québec.

***834/7/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 190, 17$^{ième}$ Avenue***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge latérale minimale applicable à l'abri d'auto

attenant au bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 143-74 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 190 de la 17ième Avenue;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.51);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation de zonage actuelle, la marge latérale minimale applicable à un abri d'auto est de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) et que cette distance est également applicable à l'avant-toit dudit abri;

CONSIDÉRANT QUE l'abri d'auto concerné a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1969 et, qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis le 3 juin 2003 pour la vente du bâtiment et que ledit certificat soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule trente-cinq mètre (0,35 m) la marge latérale entre la ligne de terrain gauche et les poteaux de l'abri d'auto ainsi qu'à zéro mètre (0 m) la distance entre cette même ligne de terrain et l'avant-toit de l'abri;

CONSIDÉRANT QU'à l'époque de la construction, la marge latérale exigée pour l'abri était de zéro mètre (0 m) pour la structure (poteaux) et zéro virgule trois mètre (0,3 m) pour l'avant-toit;

CONSIDÉRANT QUE cette situation confère un droit acquis à la structure mais non à l'avant-toit;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu que la construction est existante;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis de construction et on été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro mètre (0 m) la marge latérale applicable à l'avant-toit de l'abri d'auto, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 143-74 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 190 de la 17ième Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***835/7/03 - Dépôt du procès-verbal (09.07.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 9 juillet 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***836/7/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 385 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 385 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.07.02);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment fait partie d'un projet d'ensemble comprenant la construction de plusieurs bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de quatre cent soixante-sept mètres carrés (467 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti sur les boulevards St-Joseph et René-Lévesque et s'inscrit en continuité avec les bâtiments environnants (actuels et futurs);

CONSIDÉRANT QUE ce bâtiment est relativement près des limites avant de propriété, ce qui permet de marquer l'intersection;

CONSIDÉRANT QUE la largeur des façades donnant sur les boulevards St-Joseph et René-Lévesque permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une visibilité intéressante à partir des voies de circulation, tout en respectant celle des autres bâtiments prévus au projet d'ensemble;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :

- de briques de couleur brun-rouge, soit environ soixante pour cent (60 %) de la surface totale des murs;
- d'acrylique de couleur grise et bourgogne pour les autres parties des murs;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de briques est installé en partie inférieure des murs sur une hauteur approximative de deux virgule soixante-quatorze mètres (2,74 m) de même qu'aux coins des murs du bâtiment (pleine hauteur des murs);

CONSIDÉRANT QUE les coins du bâtiment sont marqués par des murs parapets, lesquels sont plus élevés que les murs du corps principal du bâtiment, ce qui permet d'ajouter du volume au bâtiment, tout en bonifiant le style architectural de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acrylique de couleur grise est constitué d'un fini imitant la pierre;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que soulignements horizontaux (de couleurs bourgogne et gris foncé) et modulations dans le revêtement d'acrylique créant des panneaux, permettent de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment, tout en favorisant l'harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE ces jeux de matériaux permettent d'animer les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une entrée principale, laquelle est orientée vers le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est constituée de verre, ce qui contribue à bien orienter la clientèle et à obtenir, pour cette façade avant, un style architectural particulier et distinctif;

CONSIDÉRANT QUE des modules décoratifs en acrylique de couleur grise (lesquels serviront pour les enseignes) sont réalisées en partie supérieure de certains murs;

CONSIDÉRANT QUE le mur comprenant l'entrée principale ainsi que les murs latéraux sont pourvus d'une fenestration abondante, en nombre et en superficie, ce qui contribue à animer architecturalement ces façades;

CONSIDÉRANT QUE le verre des ouvertures est teinté, ce qui permet au bâtiment d'avoir une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE les murs donnant sur les boulevards sont aménagés d'une entrée réalisée en avancée ainsi que d'une marquise soutenue par des barres métalliques (tire-fort), ce qui permet de briser la linéarité de ces murs;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs se retrouvant sur le bâtiment s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée dans la cour latérale droite et qu'elle est peu visible des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur minimale de quatre mètres (4 m) est réalisée en bordure des voies de circulation et dans laquelle sont plantés au moins douze (12) arbres;

CONSIDÉRANT QU'à même cette bande gazonnée, des talus d'une hauteur d'environ soixante centimètres (60 cm) sont réalisés;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) aménagements paysagers comprenant un minimum de cent cinquante (150) arbustes et/ou plantes florales sont réalisés dans les bandes gazonnées près des boulevards St-Joseph et René-Lévesque, ce qui permet de réduire la visibilité de l'aire de stationnement et de l'allée d'accès au guichet extérieur de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'un îlot paysager est réalisé dans la cour latérale droite, lequel délimite l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres sont plantés à même cet îlot;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre d'environ soixante-dix millimètres (70 mm);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est accessible par une entrée charretière mitoyenne (entrée seulement);

CONSIDÉRANT QUE l'accès au site s'effectue également par des entrées charretières localisées sur des terrains adjacents faisant partie du projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE de plus, les véhicules accèdent à l'aire de stationnement par des voies communes et/ou mitoyennes;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QU'un trottoir (en pavé uni) sera réalisé entre le trottoir municipal et le terrain privé afin de faciliter l'accès des piétons au site;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

CONSIDÉRANT QUE les promoteurs de l'entreprise Centre d'achats – First Pro ont mentionné qu'ils sont toujours prêts à conclure une entente en partenariat avec la Ville pour l'aménagement de la piste cyclable ainsi que d'une placette pour les usagers, et ce, sur leur terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la

Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment commercial ainsi que d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment qui sera situé au 385 du boulevard St-Joseph, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ce, **conditionnellement au dépôt de plans bonifiés démontrant l'architecture (ajout de briques), l'implantation du bâtiment ainsi que l'aménagement du terrain.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***837/7/03 - Approbation des prévisions budgétaires 2003 révisées pour l'Office municipal d'habitation de Drummondville (OMH)***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les prévisions budgétaires 2003 révisées pour l'Office municipal d'habitation de Drummondville (OMH).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***838/7/03 - Dégagement de la Compagnie 9086-1576 Québec inc. de toute responsabilité advenant des blessures au personnel du Service de prévention incendie de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville dégage la compagnie 9086-1576 Québec inc. de toute responsabilité advenant tout accident ou incident pouvant causer des blessures corporelles ou des dommages matériels lors de l'utilisation des équipements et/ou bâtiments dans le cadre de l'entraînement du personnel du Service de prévention incendie de la Ville de Drummondville lors de l'utilisation des équipements de Celanese.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***839/7/03 - Autorisation à la Société de développement commercial quartier St-Joseph de Drummondville – Tenue d'une activité le 9 août 2003***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial quartier St-Joseph de Drummondville à tenir un Grand Bazar le 9 août 2003 de 6h00 à 19h00 sur la rue St-Marcel, le territoire de l'église St-Joseph et une partie du stationnement du Club d'Âge d'Or ainsi que l'utilisation du parc Curé Demers dans le but d'organiser une zone d'activité culturelle, musicale et jeux d'enfants, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, une subvention de 500 $ sera attribuée pour l'année 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***840/7/03 - Autorisation au Végétarien – Installation d'une tente pour le festival des récoltes les 28, 29, 30 août ainsi que les 4, 5 et 6 septembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Le Végétarien à installer une tente pour le festival des récoltes les 28, 29, 30 août ainsi que les 4, 5 et 6 septembre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***841/7/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville - Tenue du Festitour au parc Woodyatt***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville à tenir le Festitour au parc Woodyatt les 7 et 8

août 2003 de 17h00 à 23h00 et les 9 et 10 août 2003 de 13h00 à 23h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***842/7/03 - Autorisation au Centre de Ressources humaines du Canada - Tenue d'une activité « encan d'emplois étudiants » le 23 juillet 2003***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre de Ressources humaines du Canada à tenir un encan d'emplois étudiants le 23 juillet 2003 à 13h30 au parc de la Paix, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***843/7/03 - Autorisation d'installation d'un module temporaire au 2200 des Grands-Ducs et signature d'une entente à cet effet***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec La Maison de Bécassine autorisant l'installation d'un module temporaire (jusqu'au 31 mars 2004) au 2200 de la rue des Grands-Ducs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***844/7/03 - Renouvellement de l'entente avec Centraide Centre-du-Québec pour l'installation du logotype Centraide sur les patinoires des centres sportifs Centre Marcel-Dionne et Olympia Yvan Cournoyer***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle l'entente avec Centraide Centre-du-Québec pour l'installation du logotype de Centraide sur les patinoires des centres sportifs Centre Marcel-Dionne et Olympia Yvan Cournoyer pour la saison 2003-2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***845/7/03 - Protocole d'entente avec Jardin Pouce Vert Drummondville (jardin communautaire)***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Jardin Pouce Vert Drummondville pour l'utilisation d'une partie de terrain municipal à des fins de jardin communautaire.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2004 et n'est pas sujet à une tacite reconduction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***846/7/03 - Protocole d'entente avec Les Entreprises Esprit d'Équipe N.D. inc. pour la location d'heures de glace au Centre Marcel-Dionne***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut

l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Les Entreprises Esprit d'Équipe N.D. inc. pour la location d'heures de glace au Centre Marcel-Dionne.

Le protocole d'entente est valable du 27 juillet au 3 août 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***847/7/03 - Tarification pour l'utilisation du site de dépôt des neiges usées***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville fixe la tarification pour l'utilisation du site de dépôt des neiges usées. Ladite tarification sera la suivante:

0,50 $ le mètre cube pour les résidents de Drummondville
0,85 $ le mètre cube pour les non-résidents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***848/7/03 - Autorisation à R. Guilbeault Construction inc. – Hypothéquer les terrains utilisés aux fins de site des neiges usées***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise R. Guilbeault Construction inc. à hypothéquer les terrains utilisés aux fins de site des neiges usées soit les parties de lots 278 et 279 du cadastre du canton de Grantham.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***849/7/03 - Approbation des travaux réalisés - Carrefour Lemire / Canadien et Lemire / Michaud***

ATTENDU QUE les travaux prévus sur l'infrastructure du Carrefour Lemire / Canadien et Lemire / Michaud ont été exécutés et se sont terminés le 4 juillet 2003.

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a acquitté les coûts des travaux et des autres frais incidents relatifs au projet concerné pour un montant approximatif de 278 000 $ taxes incluses.

ATTENDU QUE le Conseil de la Ville de Drummondville joint en annexe un avis de conformité des travaux par rapport aux plans et devis, signé et scellé par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les travaux réalisés dans le cadre du projet d'aménagement du carrefour Lemire / Canadien et Lemire / Michaud (Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***850/7/03 - Don d'un véhicule à la Corporation de l'aéroport de Drummondville inc.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la disposition d'un véhicule de marque Ford Crown Victoria, année 1992 pour 1,00 $ à la Corporation de l'aéroport de Drummondville inc., le tout sans aucune garantie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *851/7/03 - Mandat à TVA-TÉLÉ 7 aux fins de réaliser un disque compact corporatif*

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate TVA-TÉLÉ 7 aux fins de réaliser un disque compact corporatif devant servir à la promotion de Drummondville. Le mandat est de 9 754,12 $ incluant les taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *852/7/03 - Avis de motion du règlement no 3139 amendant le règlement no 2700 de façon à prévoir l'interdiction d'utilisation des freins Jacob dans les limites de la Ville de Drummondville*

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion du règlement no 3139 amendant le règlement no 2700 de façon à prévoir l'interdiction d'utilisation des freins Jacob dans les limites de la Ville de Drummondville.

### *853/7/03 - Adoption du projet de règlement no 3138 - Zonage*

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine
appuyé par le conseiller Christian Tourigny
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 3138, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de réduire de quatre mètres (4 m) à deux virgule soixante-quinze mètres (2,75 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-05.
La zone H09-05 est située du côté est du boulevard Saint-Joseph et est bordée approximativement par les rues Demers, Celanese et ledit boulevard.

B) de réduire de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-10 et de soustraire la zone H09-10 de l'application de l'article 11.1.1 du règlement de zonage relatif à la moyenne des marges pour les terrains situés entre deux (2) terrains d'angle.
La zone H09-10 est délimitée approximativement par la 9e Avenue, la rue Saint-Damase, la rue St-Frédéric et les arrière lots des immeubles donnant sur la rue Notre-Dame.

C) de réduire de deux mètres (2 m) à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) la marge latérale minimale et de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) le total des marges latérales minimales applicables dans les zones H05-25 et H07-43.
Les zones H05-25 et H07-43 sont situées du côté est du boulevard Jean-de-Brébeuf, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Onge.

D) d'autoriser les cours de formation pour motocyclette dans la zone communautaire P07-02, selon certaines conditions.
La zone P07-02 est bordée approximativement par les rues Pelletier, Marchand, Saint-Frédéric, Saint-Georges, la rivière Saint-Germain ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Saint-Georges et le boulevard Lemire.

E) de modifier certaines normes d'implantation prescrites pour les bâtiments de la classe d'usages « Artériel léger (**$c_3$**) » dans la zone C11-18, afin d'autoriser les bâtiments de trois (3) et quatre (4) étages.
La zone C11-18 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Canadien et Paris,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *854/7/03 - Avis de motion du règlement no 3138 – Zonage*

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3138 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de réduire de quatre mètres (4 m) à deux virgule soixante-quinze mètres (2,75 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-05.
La zone H09-05 est située du côté est du boulevard Saint-Joseph et est bordée approximativement par les rues Demers, Celanese et ledit boulevard.

B) de réduire de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-10 et de soustraire la zone H09-10 de l'application de l'article 11.1.1 du règlement de zonage relatif à la moyenne des marges pour les terrains situés entre deux (2) terrains d'angle.
La zone H09-10 est délimitée approximativement par la 9$^{e}$ Avenue, la rue Saint-Damase, la rue St-Frédéric et les arrière lots des immeubles donnant sur la rue Notre-Dame.

C) de réduire de deux mètres (2 m) à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) la marge latérale minimale et de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) le total des marges latérales minimales applicables dans les zones H05-25 et H07-43.
Les zones H05-25 et H07-43 sont situées du côté est du boulevard Jean-de-Brébeuf, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Onge.

D) d'autoriser les cours de formation pour motocyclette dans la zone communautaire P07-02, selon certaines conditions.
La zone P07-02 est bordée approximativement par les rues Pelletier, Marchand, Saint-Frédéric, Saint-Georges, la rivière Saint-Germain ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Saint-Georges et le boulevard Lemire.

E) de modifier certaines normes d'implantation prescrites pour les bâtiments de la classe d'usages « Artériel léger (**c$_3$**) » dans la zone C11-18, afin d'autoriser les bâtiments de trois (3) et quatre (4) étages.
La zone C11-18 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Canadien et Paris,

***855/7/03 - Dispense de lecture du règlement no 3138 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3138, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de réduire de quatre mètres (4 m) à deux virgule soixante-quinze mètres (2,75 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-05.
La zone H09-05 est située du côté est du boulevard Saint-Joseph et est bordée approximativement par les rues Demers, Celanese et ledit boulevard.

B) de réduire de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-10 et de soustraire la zone H09-10 de l'application de l'article 11.1.1 du règlement de zonage relatif à la moyenne des marges pour les terrains situés entre deux (2) terrains d'angle.
La zone H09-10 est délimitée approximativement par la 9$^{e}$ Avenue, la rue Saint-Damase, la rue St-Frédéric et les arrière lots des immeubles donnant sur la rue Notre-Dame.

C) de réduire de deux mètres (2 m) à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) la marge latérale minimale et de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) le total des marges latérales minimales applicables dans les zones H05-25 et H07-43.
Les zones H05-25 et H07-43 sont situées du côté est du boulevard Jean-de-Brébeuf, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Onge.

D) d'autoriser les cours de formation pour motocyclette dans la zone communautaire P07-02, selon certaines conditions.
La zone P07-02 est bordée approximativement par les rues Pelletier, Marchand, Saint-Frédéric, Saint-Georges, la rivière Saint-Germain ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Saint-Georges et le boulevard Lemire.

E) de modifier certaines normes d'implantation prescrites pour les bâtiments de la classe d'usages « Artériel léger (**c$_3$**) » dans la zone C11-18, afin d'autoriser les bâtiments de trois (3) et quatre (4) étages.
La zone C11-18 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Canadien et Paris;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Information des membres du conseil***

Aucune information n'est transmise aux membres du conseil.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

### ***Monsieur Christian Rajotte***

***Item 11 (Prévisions budgétaires – O.M.H)***
***Est-ce que cela veut dire qu'il y aura moins de logements?***
Madame la mairesse précise que la S.H.Q. a révisé à la baisse les dépenses d'entretien.

***Item 16 (Ressources humaines du Canada)***
***Quel type d'activités?***
Madame la mairesse précise qu'il s'agit d'une activité qui dresse le bilan de l'organisme pour l'été 2003 et qui offre des ressources aux employeurs.

***Item 21 (Tarification des neiges usées)***
***Est-ce qu'un montant s'ajoutera sur le compte de taxes?***
Madame la mairesse rappelle qu'il s'agit d'une tarification à l'utilisateur. La Ville était dans l'obligation de se doter d'un site de dépôt des neiges usées et qu'il y a des coûts importants rattachés à ce projet.

***Item 22 (Terrains utilisés aux fins de site de neiges usées)***
***Pourquoi la Ville doit-elle autoriser l'hypothèque?***
Madame la mairesse informe que le contrat qui lie la Ville et la compagnie prévoit cette intervention.

***Item 25 (Mandat à TVA-TÉLÉ 7)***
***En quoi consiste le mandat à TVA-TÉLÉ 7?***
Madame la mairesse explique qu'il s'agit d'un outil de promotion pour la Ville.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 18 août 2003.

## ***856/7/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19h45.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET, (Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,

Greffière. Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

# ***18 AOÛT 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 18 août 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

## ***857/8/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***858/8/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 14 juillet 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 14 juillet 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

## ***859/8/03***

***- Plantation d'arbres***
***(Soumission no 03-0088 – Ouverture 31.07.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint des Services administratifs, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Pépinière Cramer inc. au montant total de 18 507,52 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des fournitures précitées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***860/8/03***

***- Location d'un chargeur sur roues***
***(Soumission no 03-0087 - Ouverture 01.08.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint des Services administratifs, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Hewitt Équipements Limitée au montant total de 25 880,63 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, le tout comprenant :

- le chargeur et l'équipement;
- l'entretien de la machinerie;
- les changements d'huile, s'il y a lieu;
- les bris mécaniques de nature normale;
- l'immatriculation;
- le transport aller/retour;
- le service 24 heures.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***861/8/03***

***- Vidange et nettoyage de puisards***
***(Soumission no TP-03-05 – Ouverture 06.08.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Mario Lefebvre, contremaître au Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Drainamar inc. au montant total de 38 000 $ (taxes incluses) comprenant le nettoyage de 3 424 puisards soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant du :

- Ministère de la Justice pour une demande de modification de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières relativement au droit supplétif;
- Ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant le Programme Rénovation Québec (PRQ);
- Ordre des technologues professionnels du Québec relativement à l'application du Programme Rénovation Québec (PRQ);
- d'une plainte d'un citoyen concernant le sifflement des trains dans les limites de la Ville;
- de la compagnie Dagua inc. fabricant d'une usine préfabriquée de traitement d'eau potable sans produits chimiques;

ainsi que de lettres d'invitations, de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***862/8/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 7 juillet 2003 au 18 août 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 2 940 536,30 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence sur les 2 comptes suivants :

- Commissariat au commerce
- Rousseau Lefebvre

et ce, compte tenu qu'il s'est déjà opposé aux mandats.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M. Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| M. Christian Tourigny | |
| Mme Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

***Rapport du trésorier au 30 juin 2003***

Le conseiller Roberto Léveillée commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 30 juin 2003.

***863/8/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 14-16, 11$^{ième}$ avenue***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la distance minimale entre un bâtiment accessoire isolé (garage) et une ligne de terrain, et ce, pour le bâtiment situé sur le terrain formé du lot 151-155 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit aux 14-16 de la 11ième Avenue;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.07.12);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, la distance minimale entre un bâtiment accessoire isolé (garage) et toute ligne de terrain est de un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé a été construit en 2002 et qu'en vertu du règlement, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation pour cette construction;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en juin 2003 pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule quatre-vingt-trois mètre (0,83 m) la distance entre le mur latéral gauche du garage isolé et la ligne de terrain (celle adjacente à la ligne de terrain du lot 151-156), soit une irrégularité de zéro virgule dix-sept mètre (0,17 m);

CONSIDÉRANT QUE le terrain sur lequel le garage a été construit était mal délimité, ce qui a causé cette anomalie au niveau de l'implantation de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain ne semble pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et ont été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à confirmer une situation existante;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de un mètre (1 m) à zéro virgule quatre-vingt-trois mètre (0,83 m) la distance minimale entre le mur latéral gauche du garage isolé et la ligne de terrain adjacente audit mur (soit celle adjacente à la ligne de terrain du lot 151-156), et ce, pour le bâtiment accessoire isolé (garage) situé sur le terrain formé du lot 151-155 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit aux 14-16 de la 11ième Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***864/8/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 365 rue Belleau***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge latérale droite (adjacente à la ligne latérale droite du lot visé et la ligne du lot 124-276) qui est applicable au bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 124-275 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 365 de la rue Belleau;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.07.13);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé le bâtiment (H02-03), la marge latérale minimale qui est applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1986 et, qu'à l'époque de la construction, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en juillet 2003 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule quatre-vingt-dix mètre (1,90 m) la marge latérale droite (adjacente à la ligne latérale droite du lot visé et la ligne du lot 124-276) pour le bâtiment principal, soit une irrégularité de zéro virgule dix mètre (0,10 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise qu'il est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingt-dix mètre (1,90 m) la marge latérale droite minimale (adjacente à la ligne latérale droite du lot visé et la ligne du lot 124-276) qui est applicable au bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 124-275 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 365 de la rue Belleau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***865/8/03 - Dépôt du procès-verbal (30.07.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 30 juillet 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***866/8/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1120 du boulevard St-Joseph - P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1120 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.07.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur orienté vers la rue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur ce mur et est centrée au-dessus des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées ainsi que d'un petit boîtier représentant un logo;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, l'orangé et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées ainsi que le logo sont apposés sur un boîtier métallique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier métallique, par sa couleur et sa forme, est peu apparent, ce qui rend ce type d'installation peu visible et ne nuit pas par conséquent à la qualité visuelle d'ensemble de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre cette dernière et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1120 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***867/8/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque – P.I.A. (Microplay)***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.07.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une (1) enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de deux virgule vingt-trois mètres carrés (2,23 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne a une longueur d'environ trois virgule soixante-six mètres (3,66 m) et est de forme stylisée (coins arrondis);

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est sculpté;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le noir et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du bâtiment et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***868/8/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque – P.I.A. (Fleurs Déco)***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.07.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une (1) enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de deux virgule soixante-dix mètres carrés (2,70 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne a une longueur d'environ quatre virgule vingt-sept mètres (4,27 m) et est de forme stylisée (coins arrondis et fer forgé);

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est surélevé d'environ dix-neuf millimètres (19 mm) par rapport au fond de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le brun et l'or;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du bâtiment et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***869/8/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 105 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 105 du boulevard St-Joseph Ouest a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.07.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de sept virgule quarante-trois mètres carrés (7,43 $m^2$) et d'une hauteur d'environ cinq virgule quatre-vingt-dix mètres (5,90 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée d'un boîtier lumineux de couleur beige ainsi que d'une partie non lumineuse auxquels s'ajoute un petit boîtier dont le message s'effectue de façon temporaire (affichage électronique);

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives sont réalisées en partie supérieure, en partie intermédiaire et en partie inférieure du boîtier de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE les faces du boîtier lumineux sont majoritairement constituées de couleur beige (s'inspirant de la couleur du bâtiment), ce qui permet d'atténuer la présence de l'enseigne dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le poteau de l'enseigne est réalisé en métal dont la couleur beige s'apparente à celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la largeur du poteau correspond à environ trente pour cent (30 %) de la largeur de l'enseigne, ce qui rend cette dernière moins imposante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural particulier de l'enseigne, soit moulures décoratives et fer forgé, permet à cette dernière d'avoir une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbustes et/ou de plantes florales est existant au pied de l'enseigne et/ou à proximité de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle du site et s'intègre bien avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 105 du boulevard St-Joseph Ouest, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *870/8/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 166 de la rue St-Georges - P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 166 de la rue St-Georges a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.07.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur la rue St-Georges;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées de couleur noire lustrée;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne a une superficie approximative de trois virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (3,79 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée au centre du bandeau d'affichage et centrée par rapport à la largeur du local de l'établissement, ce qui permet de bien utiliser l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage proposé s'harmonise avec les autres enseignes situées dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 166 de la rue St-Georges, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***871/8/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 164 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 164 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.07.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment et que cette dernière est centrée par rapport au local commercial;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne constituée d'un matériau imitant le bois est installée à plat sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme stylisée à ses extrémités et que le message est composé de lettres détachées surélevées;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le vert forêt (ton de vert irlandais) et le blanc, sont des couleurs sobres qui s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre au centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 164 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***872/8/03 - Dépôt du procès-verbal (12.08.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 août 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***873/8/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure (partiels) pour le bâtiment situé au 405 de la rue St-Jean – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure (partiels) pour le bâtiment situé au 405 de la rue St-Jean a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.03);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- remplacer les fenêtres existantes dans la portion arrière des façades latérales (côtés boulevard St-Joseph et Marché public);
- construire un vestibule sur la façade arrière du bâtiment et remplacer une (1) fenêtre;
- réaliser un aménagement paysager de part et d'autre du nouveau vestibule sur la façade arrière du bâtiment;
- repeindre partiellement la partie supérieure du mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE les quatre (4) modules de fenêtres (incluant une porte d'accès pour un module donnant sur la façade latérale droite) qui seront remplacés sur les façades latérales présentant les mêmes dimensions, les mêmes proportions et sont de même type que celles existantes à l'exception qu'elles ne comporteront pas de panneaux pleins et opaques en partie inférieure;

CONSIDÉRANT QU'il serait intéressant de maintenir la présence d'un meneau en partie inférieure pour respecter le caractère particulier de la fenestration du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau vestibule qui sera construit aura une dimension d'environ deux virgule quatre mètres (2,4 m) de large par un virgule cinq mètre (1,5 m) de profond;

CONSIDÉRANT QUE le toit de celui-ci sera de type plat et que sa bordure sera recouverte d'un parement d'acrylique de couleur s'apparentant à celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'il est proposé que la portion inférieure des murs de ce vestibule soit également recouverte d'un revêtement de même couleur et de même type;

CONSIDÉRANT QUE la portion supérieure de celui-ci sera fenestrée et que la proportion des fenêtres qui y seront installées sera semblable à celle que l'on retrouve sur la tour du bâtiment afin d'en favoriser l'intégration;

CONSIDÉRANT QU'une (1) des fenêtres existantes sur cette même façade et non touchée par la construction du vestibule sera quand même remplacée par deux (2)

modules de fenêtres qui seront en harmonie avec celles qui seront installées sur le nouveau vestibule;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout architectural que constitue le vestibule ainsi que les remplacements de fenêtres s'effectuent globalement dans le respect de l'architecture du bâtiment et est sans impact notable sur l'intégration à l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE celui-ci pourrait tout de même faire l'objet de deux (2) bonifications si cela s'avère intéressant et possible, à savoir :

- qu'il soit envisagé que l'aménagement des fenêtres s'inspire du vestibule d'entrée en façade principale notamment quant aux montants de coin qui sont d'une largeur plus importante que les autres;
- qu'il soit envisagé que la portion basse des murs soit recouverte de pierre semblable à celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention sur la façade arrière consiste également à enlever la murale existante en partie supérieure de cette façade;

CONSIDÉRANT QUE la couleur (gris beige) utilisée pour repeindre le bandeau en partie supérieure du mur devra être la même que celle utilisée pour les façades latérales;

CONSIDÉRANT QU'il sera important de repeindre également de cette même couleur les sections droite et gauche du bandeau afin d'uniformiser les couleurs utilisées sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement paysager projeté le long du mur du bâtiment aura une largeur variant de un mètre (1 m) à un virgule cinq mètre (1,5 m) dont la forme sera courbée;

CONSIDÉRANT QUE chacune des deux (2) sections de cet aménagement sera composée d'au moins six (6) arbres, arbustes ou plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble de l'intervention sur cette façade (arrière) permet globalement de rafraîchir celle-ci qui est, par ailleurs, très visible à partir du boulevard St-Joseph et du site du Marché public;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionnés ci-dessus) **à la condition que les interventions proposées pour le traitement des fenêtres (façades latérales avec meneaux) et du bandeau soient respectées, et ce,** pour le bâtiment situé au 405 de la rue St-Jean, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *874/8/03 - Acceptation des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 336 de la rue Lindsay – P.I.A*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 336 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à démolir un bâtiment commercial avec portion résidentielle à l'étage pour une partie, et ce, suite à un incendie;

CONSIDÉRANT l'ampleur de l'incendie et le fait que celui-ci a presque totalement détruit le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE suite à cet incendie, le bâtiment ne représente donc plus d'intérêt historique;

CONSIDÉRANT QU'après la démolition, le terrain sera engazonné;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm) seront plantés, soit respectivement deux (2) arbres près de chaque ligne latérale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la reconstruction d'un bâtiment et le réaménagement du terrain sont assujettis aux critères applicables dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionnés ci-dessus) pour le bâtiment situé au 336 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. **De plus, les travaux de démolition devront être terminés au plus tard le 15 septembre 2003.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *875/8/03 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) serres et d'une (1) ombrière pour le bâtiment situé au 4165 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) serres et d'une (1) ombrière pour le bâtiment situé au 4165 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'ajouts de bâtiments sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- installer deux (2) serres d'environ sept virgule trois mètres (7,3 m) par neuf virgule un mètres (9,1 m) juxtaposées l'une à l'autre et attenant au bâtiment principal existant et dans la cour donnant du côté gauche de ce dernier;
- installer une ombrière contiguë aux serres, soit dans la même cour;

CONSIDÉRANT QUE l'installation de ces bâtiments et équipement est rendue nécessaire pour y étaler des végétaux en vente et leur accorder un entretien adéquat;

CONSIDÉRANT QUE les serres seront constituées d'une structure métallique recouverte d'un matériau de type polyéthylène ou polycarbonate (côtés et toiture) avec façade en verre;

CONSIDÉRANT QUE l'ombrière sera composée d'une structure métallique avec toile semi-opaque;

CONSIDÉRANT QUE ces bâtiments et équipement seront installés en retrait du bâtiment principal afin d'en atténuer la présence dans le paysage urbain au profit du bâtiment principal existant;

CONSIDÉRANT QU'une bande d'aménagement paysager sera réalisée devant les deux (2) serres afin d'en bonifier l'image globale;

CONSIDÉRANT QUE cette bande d'aménagement sera composée d'un arbre ou d'un arbuste et de quelques autres plantes;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager élaboré est projeté le long du boulevard St-Joseph ainsi que le long de la 123e Avenue (pour une partie);

CONSIDÉRANT la très grande visibilité du site d'étalage, d'entreposage et de stationnement de véhicules à partir des voies de circulation adjacentes;

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble est également adjacent à des bâtiments d'habitation situés dans une zone résidentielle;

CONSIDÉRANT QU'il serait avantageux de dissimuler l'aire d'étalage, d'entreposage et de stationnement par l'aménagement d'une haie de cèdres d'une hauteur minimale d'un virgule deux mètre (1,2 m) le long de toutes les sections de clôture bordant cette aire;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de serres et d'ombrière (tel que mentionnés ci-dessus) **à la condition qu'une haie répondant aux exigences ci-haut mentionnées soit aménagée d'ici le 30 septembre 2003, et ce,** pour l'immeuble du 4165 boulevard St-Joseph, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *876/8/03 - Acceptation des travaux d'implantation du bâtiment industriel situé au 300 de la rue Labonté – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement (entrée principale des bureaux, entrepôt et usine) pour le bâtiment situé au 300 de la rue Labonté a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige (abords de l'autoroute 55), et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment :

- d'une superficie approximative de quarante-sept mètres carrés (47 $m^2$) (entrée principale des bureaux), le tout sur un (1) étage;
- d'une superficie approximative de trois mille quatorze mètres carrés (3 014 $m^2$) (entrepôt et usine), le tout sur un (1) étage;

**Entrée principale des bureaux**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour avant (cour donnant sur la rue Labonté – rue parallèle à l'autoroute 55);

CONSIDÉRANT QUE ce décroché permet de briser la linéarité du mur avant et bonifie globalement l'architecture, tout en constituant un élément signal pour la clientèle (entrée du bâtiment);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

- pour la partie inférieure des murs : un bloc architectural de béton de couleur s'apparentant à celle se retrouvant sur le bâtiment;
- pour la partie supérieure des murs et au-dessus de certaines ouvertures : un revêtement métallique de couleur grise;
- pour les autres portions des murs : de la brique de couleur rouge-orange;

CONSIDÉRANT QUE cette construction, de par sa toiture arrondie, son traitement moderne et sa marquise protégeant les portes d'accès, permet de dégager une image de qualité supérieure, tout en respectant un style sobre;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de l'agrandissement est largement fenestrée et est en lien avec celle existante sur la façade avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit (nombre d'étages, hauteur et type de toiture) est compatible à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs variées se retrouvant sur cet agrandissement sont, compatibles avec celles se retrouvant sur le bâtiment existant tout en créant un élément signal au niveau architectural pour le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

**Entrepôt et usine**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour latérale, et ce, dans le prolongement du mur avant donnant sur la rue Bernier;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur pour les murs est composé d'acier de couleur beige avec un bandeau de couleur brune pour la partie supérieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit (hauteur, nombre d'étages et toiture) est compatible avec celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la couleur beige proposée sera en harmonie avec celle du bloc architectural de béton;

CONSIDÉRANT QUE le profil du revêtement d'acier s'apparentera aux nervures du bloc architectural déjà existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un alignement d'arbres (soit au moins huit (8) arbres) d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm) est prévu dans la bande gazonnée longeant la rue Bernier venant agrémenter le traitement global de cette façade agrandie;

CONSIDÉRANT QUE la proposition ne présente toutefois pas d'intégration de maçonnerie, ne prévoit pas de soulignement de matériau de couleur contrastante au dessus des portes d'accès au bâtiment et n'intègre pas de soulignements verticaux s'agençant à ceux que l'on retrouve sur la portion existante de cette façade;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- **autorise** les travaux d'implantation des deux (2) agrandissements du bâtiment (cours avant et arrière);

- **refuse** les travaux d'architecture de ces deux (2) agrandissements du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus), notamment, en raison du traitement architectural proposé pour la façade donnant sur la rue Bernier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

et ce, pour le bâtiment situé au 300 de la rue Labonté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***877/8/03 - Refus des travaux de construction d'un bâtiment commercial et d'aménagement de terrain qui sera situé au 320 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment commercial qui sera situé au 320 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment commercial et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de cinq cent quarante mètres carrés (540 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'inscrit en continuité avec l'alignement des autres bâtiments construits sur le même côté du boulevard St-Joseph et contribue à la fermeture du cadre bâti sur celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur le boulevard St-Joseph permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une visibilité fort intéressante à partir des voies de circulation avoisinantes de même qu'à partir des immeubles adjacents, et ce, tout en orientant l'implantation des autres bâtiments qui viendront s'ériger sur l'espace de terrain adjacent et non construit;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :

- de brique de couleur rouge nuancée de noir;
- de revêtement acrylique de couleur rouge s'apparentant à la couleur de la brique;
- de revêtement acrylique de couleur ocre dorée pour l'entrée principale du bâtiment;
- de revêtement acrylique de couleur rouge pour la portion supérieure des murs;
- d'acier de couleur grise pour le bandeau localisé en partie supérieure des murs de même qu'au haut et au bas des fenêtres en façade principale et latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique est principalement installé :

- en façade principale;
- sur la première moitié des murs latéraux;
- en partie basse pour la seconde moitié des murs latéraux et la façade arrière;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement acrylique est utilisé pour les parties centrales et supérieures de la deuxième moitié des murs latéraux et de la façade arrière ainsi que sur l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels des soulignements horizontaux de maçonnerie, des angles des murs marqués par des bandeaux verticaux de maçonnerie, des soulignements horizontaux dans le revêtement d'acrylique et l'utilisation d'acier sont présents sur toutes les façades;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une (1) entrée principale bien marquée, laquelle est orientée vers le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est marquée d'un mur parapet de forme courbe;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant et une partie des murs latéraux sont pourvus de parapets, ce qui ajoute aux autres éléments d'architecture déjà présents;

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives ou bordures de toit de couleur distinctive (rouge) sont aménagées en partie supérieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE le mur sur lequel l'entrée principale est réalisée, est généreusement fenestré ce qui procure de l'ouverture à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral droit donnant sur la voie d'accès menant au centre d'achats est pourvu de deux (2) modules de portes et/ou fenêtres contribuant à animer cette façade au niveau architectural;

CONSIDÉRANT QUE toutes les ouvertures (à l'exception de celles de l'entrée principale) sont surplombées par des auvents métalliques;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est surmontée d'une structure métallique rappelant une couronne et dont la couleur rappelle celle du cuivre oxydé;

CONSIDÉRANT QUE cette structure constitue un élément prédominant dans le paysage;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) murales sont proposées sur les façades latérales droite et gauche;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural particulier donne une image globale surchargée (couleur, matériau, ornementations, etc.) à laquelle s'ajoutent de nombreux éléments décoratifs;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement sont réparties entre les cours avant, latérale droite et arrière;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur minimale de deux mètres (2 m) est réalisée en bordure du boulevard St-Joseph et dans laquelle sont plantés au moins cinq (5) arbres;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont également prévues le long des lignes de lot latérale droite et arrière et que celles-ci sont plantées de sept (7) et trois (3) arbres respectivement;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est aménagé d'une première entrée charretière mitoyenne donnant sur le boulevard St-Joseph et d'une seconde entrée, celle-ci exclusive, à l'arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une large bande gazonnée plantée d'arbres et d'arbustes est déjà aménagée immédiatement à la droite du terrain où est projeté le bâtiment et que celle-ci est conservée intégralement;

CONSIDÉRANT QUE des sections de haies et/ou des aménagements d'arbustes et plantes florales et/ou monticules seront plantées ou réalisés entre les arbres afin de dissimuler la visibilité des aires de stationnement au pourtour du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) arbres supplémentaires et une section de haie seront plantés dans la bande gazonnée bordant le côté gauche de l'entrée mitoyenne donnant sur le boulevard St-Joseph (terrain voisin);

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbres et/ou arbustes et/ou plantes florales sera réalisé dans la bande d'aménagement longeant le côté gauche de la façade ainsi qu'une partie du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse extérieure sera aménagée le long de la portion droite de la façade de même que le long de la façade latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE celle-ci sera délimitée par des colonnes de maçonnerie s'agençant avec celle du bâtiment principal, reliées par une structure métallique ajourée du même type que les auvents métalliques;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de construction d'un bâtiment commercial et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 320 du boulevard St-Joseph, **notamment parce que le traitement architectural d'ensemble confère au bâtiment une allure surchargée et ne contribue pas au développement d'une image sobre,** et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de juillet 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

***878/8/03 - Abrogation de la résolution no 117/2/03 (vente d'un terrain industriel à 9023-2521 Québec inc. rue André-C.-Hamel)***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 117/2/03 adoptée le 3 février 2003 relativement à la vente d'un terrain industriel à la compagnie 9023-2521 Québec inc. rue André-C.-Hamel. Le dépôt de soumission demeure la propriété de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***879/8/03 - Signature d'un acte de rétrocession de rues et parcs dans le développement Domaine des Beaux-Arts (Gestion Millénia D.M.S. inc.)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de rétrocession de rues et parcs dans le développement Domaine des Beaux-Arts (Gestion Millénia D.M.S. inc.).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***880/8/03 - Signature d'un procès-verbal de bornage – Immeuble du 497 rue St-Pierre (Breuvages Drummond)***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Francis Adam, ingénieur municipal ou monsieur Michel Blanchette, coordonnateur de projets, à participer à un procès-verbal de bornage en regard de l'immeuble du 497 rue St-Pierre et à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville, tous documents y afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***881/8/03 - Vente de certains actifs à la Sûreté du Québec pour un montant de 39 482 $***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la vente de certains actifs à la Sûreté du Québec pour un montant de 39 482 $.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M. Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| M. Christian Tourigny | |
| Mme Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

### *882/8/03 - Autorisation au Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste - Tenue des fêtes de rues*

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste à tenir les fêtes de rues suivantes :

- le 1er août 2003 de 17h00 à 21h00 en face du 147, 18e avenue; fermeture de la 18e avenue entre la rue Saint-Laurent et l'entrée du stationnement du Centre communautaire Saint-Jean-Baptiste;
- le 6 août 2003 de 17h00 à 21h00 en face du 39 Saint-Eusèbe; fermeture de la rue Saint-Eusèbe entre la 14e et la 15e avenue.
- le 13 août 2003 de 17h00 à 21h00 au parc Milette;
- le 21 août 2003 de 17h00 à 21h00 en face du 2500, 25e avenue; fermeture de la 25e avenue entre les rues Lamothe et Gagnon;
- le 27 août 2003 de 16h00 à 21h00 au Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste du 114, 11e Avenue entre le presbytère et la bâtisse du Centre.

Le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *883/8/03 - Autorisation à la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville et la Ville de St-Nicéphore – Utilisation des terrains de l'aéroport pour une activité les 31 août et/ou 1er septembre 2003*

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville et la Ville de St-Nicéphore à utiliser les terrains de l'aéroport pour une activité les 31 août et/ou 1er septembre 2003, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *884/8/03 - Autorisation aux organisateurs du Festival Country « Au Royaume du Country » - Afficher leurs activités qui se tiendront du 25 au 28 septembre 2003*

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs du Festival Country « Au Royaume du Country » à afficher leur activités qui se tiendront du 25 au 28 septembre 2003.

L'affichage sera installé le long du boulevard St-Joseph sur le terre-plein entre St-Nicéphore et l'autoroute Jean-Lesage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***885/8/03 - Autorisation à Centraide Centre-du-Québec à afficher sa campagne de financement 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Centraide Centre-du-Québec à afficher sa campagne de financement 2003 à la Banque Laurentienne, et ce, de la mi-septembre à la fin décembre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***886/8/03 - Autorisation à la Maison de Quartier de Drummondville inc. - Tenue d'une vente de garage les 13 et 14 septembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison de Quartier de Drummondville inc. à tenir une vente de garage les 13 et 14 septembre 2003 de 9h00 à 17h00 sur le site de l'organisme, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

En cas de pluie, l'activité sera remise les 14 et 15 septembre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***887/8/03 - Autorisation à l'Association des pompiers de Drummondville - Tenue d'un lave-auto au profit de l'organisme***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association des pompiers de Drummondville à tenir un lave-auto au profit de l'organisme, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***888/8/03 - Autorisation au Service de prévention incendie de la Ville de Drummondville – Utilisation du chalet du parc Poirier à des fins d'entraînement***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service de prévention incendie de la Ville de Drummondville à utiliser le chalet du parc Poirier à des fins d'entraînement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***889/8/03 - Subvention de 12 000 $ - Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la politique de soutien aux athlètes d'élite***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 12 000 $ au Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la politique de soutien aux athlètes d'élite.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***890/8/03 - Subvention de 200 $ - Association des pompiers de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ à l'Association

des pompiers de Drummondville à titre de subvention 2003 pour le Tour cycliste des pompiers et policiers de la Sûreté du Québec Estrie 2003 au profit de la dystrophie musculaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***891/8/03 - Subvention de 1 000 $ - Les Amis de l'orgue de Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à Les Amis de l'orgue de Drummond inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***892/8/03 - Subvention de 200 $ - Carrefour jeunesse-emploi Drummond***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ à Carrefour jeunesse-emploi Drummond à titre de subvention 2003 pour le projet du journal « Le Carrefour des idées ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***893/8/03 - Protocole d'entente avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour reconnaissance et subvention à l'animation***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique).

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2003 et comprend le versement d'une subvention à l'animation de 40 830 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***894/8/03 - Protocole d'entente avec le Centre d'Action Bénévole Drummond inc. pour la Magnétothèque de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre d'Action Bénévole Drummond inc. pour la Magnétothèque de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er octobre 2003 au 30 septembre 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***895/8/03 - Autorisation à la directrice par intérim du Service des ressources humaines – Signature des contrats de travail des brigadières pour la période scolaire 2003-2004***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la directrice par intérim du Service des ressources humaines à signer les contrats de travail des brigadières pour la période scolaire 2003-2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***896/8/03 - Nomination de monsieur Yannick Lefebvre au poste d'inspecteur***

***en bâtiments au Service d'urbanisme de la Ville***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Yannick Lefebvre au poste d'inspecteur en bâtiments au Service d'urbanisme de la Ville, et ce, rétroactivement au 21 juillet 2003. Le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux (CSN) (AQ-1003-9749).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***897/8/03 - Nomination de monsieur Martin Major au poste de mécanicien-soudeur au Service des travaux publics de la Ville***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Martin Major au poste de mécanicien-soudeur au Service des travaux publics de la Ville, et ce, rétroactivement au 21 juillet 2003. Le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-1002-4842).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***898/8/03 - Embauche de madame Mélanie Ouellet à titre d'avocate contractuelle***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Mélanie Ouellet à titre d'avocate contractuelle – premier échelon à compter du 4 août 2003.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat individuel de travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***899/8/03 - Autorisation à Le 9e Bit inc. – Tenue d'une vente sous la tente les 6 et 7 septembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Le 9e Bit inc. à tenir une vente sous la tente les 6 et 7 septembre 2003, et ce, dans le stationnement du 715 rue Cormier, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***900/8/03 - Appui à une demande formulée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) par Soucy International inc.***

CONSIDÉRANT QUE la portion du lot 177 du cadastre du canton de Grantham telle qu'identifiée au plan préparé par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 14 août 2003 (minute no 4489) fait partie intégrante de la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QUE le lot visé est adjacent à la limite du périmètre d'urbanisation de la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'une demande a été acheminée à la Ville de Drummondville à l'effet que cette portion de territoire soit exclue de la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QUE la demande origine de l'entreprise Soucy International inc. dont le bâtiment industriel est localisé sur les lots 176-25 et 176 ptie du cadastre du canton de Grantham, et ce, à proximité du lot visé par la demande;

CONSIDÉRANT les besoins pressants d'expansion de l'entreprise;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage municipal, le lot visé est actuellement intégré à la zone agricole A12-04;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'urbanisme de la Ville entré en vigueur en mars 1996 a déjà identifié le lot visé comme étant destiné à connaître un développement industriel à moyen terme (affectation mixte M-3, agricole – industrie 2);

CONSIDÉRANT QUE cette planification a déjà été soumise à la Municipalité Régionale de Comté de Drummond (MRC) dans le cadre de processus de révision du schéma d'aménagement;

CONSIDÉRANT QU'après modification du schéma d'aménagement de la Municipalité Régionale de Comté (MRC) ayant pour effet d'inclure le lot visé dans le périmètre d'urbanisation, la Ville de Drummondville prévoit amender ses règlements de plan d'urbanisme et de zonage afin de lui conférer une vocation et un zonage à caractère industriel;

CONSIDÉRANT QUE la partie de lot visée se trouve bordée sur trois (3) côtés par la zone industrielle voisine (zone I12-01) et qu'elle constitue en quelque sorte une enclave dans cette zone industrielle;

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole de la partie de lot visée et des lots avoisinants est de classe 4, ce qui traduit certaines limitations relativement à la pratique de l'agriculture;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une exclusion de la zone agricole permanente du lot visé sur les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants semblent limitées;

CONSIDÉRANT QUE la poursuite des activités agricoles sur la superficie restante de l'exploitation agricole ne sera pas remise en cause;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de l'exploitation agricole de ce secteur de la Ville ne sera pas affectée par la soustraction de ce lot;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sur lequel est actuellement construite l'entreprise du demandeur ne peut accueillir les besoins d'expansion de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise à l'origine de la demande ne peut envisager une localisation autre que celle demandée (soit dans le parc industriel municipal où d'autres espaces sont disponibles) notamment compte tenu de la présence, à proximité du site d'implantation actuelle de l'entreprise, d'autres entreprises avec lesquelles l'entreprise demanderesse est en lien direct et l'importance d'une telle proximité physique;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) l'exclusion de la zone agricole permanente d'une partie du lot 177 du cadastre du canton de Grantham (telle qu'identifiée ci-haut), et ce, en appui à la demande formulée par Soucy International inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***901/8/03 - Approbation du budget révisé 2003 de l'Office municipal d'habitation de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville approuve le budget révisé 2003 de l'Office municipal d'habitation de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***902/8/03 - Demandes au ministre de la Sécurité publique – Adoption et évaluation de nouvelles mesures de recouvrement des amendes dues et création d'un groupe de travail relativement aux infractions à la circulation routière***

ATTENDU QUE le ministre de la Sécurité publique a déposé, le 13 juin 2003, le projet de loi 6 ***Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes***;

ATTENDU QUE ce projet de loi prévoit l'introduction de nouvelles mesures de recouvrement des amendes dues pour des infractions à la circulation routière mais retire aux cours municipales le pouvoir d'émettre des mandats d'emprisonnement pour récupérer les amendes impayées au Code de la Sécurité routière et aux règlements municipaux relatifs à la circulation et au stationnement;

ATTENDU QUE si ce projet de loi était adopté :

- le gouvernement créerait une classe d'individus intouchables;
- le gouvernement pénaliserait financièrement les municipalités puisqu'elles ne pourraient plus émettre de mandats d'emprisonnement qui leur permettent de récupérer les amendes impayées (plus de 50 % des mandats d'emprisonnement émis par les cours municipales aboutissent au paiement de l'amende plutôt qu'à l'emprisonnement);
- le gouvernement augmenterait le fardeau fiscal des municipalités puisqu'on les forcerait à instituer auprès du procureur général une procédure longue et coûteuse pour faire exécuter les jugements rendus par les cours municipales;
- le gouvernement ferait perdre aux municipalités des revenus importants et leur ferait absorber des coûts d'opération additionnels, alors que les impacts sur les coûts d'incarcération seraient minimes;
- le gouvernement centraliserait à outrance des milliers de dossiers supplémentaires sur le bureau du procureur général, ce qui aurait pour résultat d'engorger davantage l'administration de la justice;

ATTENDU QUE la nouvelle poursuite pouvant mener à l'emprisonnement pourrait s'avérer inconstitutionnelle compte tenu de l'économie du Code de procédure pénale;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville demande au gouvernement :

D'ADOPTER les nouvelles mesures de recouvrement des amendes dues pour des infractions à la circulation routière, soit la suspension du permis de conduire pour les infractions relatives au stationnement, l'interdiction de la mise en circulation ou la mise au rancart de tout véhicule routier immatriculé au nom d'une personne qui fait défaut de payer ses amendes et le refus d'immatriculer tout véhicule au nom d'une telle personne;

D'ÉVALUER pendant une période minimale d'une année l'efficacité de ces nouvelles mesures avant de retirer aux municipalités le pouvoir d'émettre des mandats d'emprisonnement pour récupérer les amendes impayées;

DE CRÉER un groupe de travail composé de représentants du Ministère de la Sécurité publique, du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires municipales, du Loisir et du Sport, des organismes reliés aux services correctionnels, ainsi que des associations municipales et policières, afin de poursuivre une réflexion qui conduira à l'instauration d'autres mesures additionnelles efficaces pour permettre aux municipalités de récupérer les amendes impayées et pallier au recours à l'emprisonnement;

EN ATTENDANT de connaître les impacts de la mise en place des nouvelles mesures de recouvrement et les conclusions du groupe de travail, DE MAINTENIR la décentralisation actuelle qui permet aux cours municipales d'émettre des mandats d'emprisonnement pour récupérer les amendes impayées au Code de la Sécurité routière et aux règlements municipaux relatifs à la circulation et au stationnement, lorsque toutes les autres mesures mises en place se sont avérées infructueuses.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 3129, 3130, 3131, 3132 (pavage, bordures, éclairage secteur Place Rodolphe Duguay)***

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants :

- règlement no 3129 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Suzor-Côté et prévoyant un emprunt n'excédant pas 90 733,20 $.

- règlement no 3130 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté condos) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 106 641,76 $.

- règlement no 3131 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur la rue Place Rodolphe-Duguay (côté résidentiel) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 64 919,09 $.

- règlement no 3132 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues Ozias-Leduc et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 279,40 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit pour chacun des règlements ci-dessus mentionnés, les règlements sont réputés adoptés.

### *903/8/03 - Avis de motion du règlement no 3140 – Annulation du caractère de rue sur le lot 299-51-1P du cadastre du canton de Grantham*

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3140 prévoyant l'annulation du caractère de rue sur le lot 299-51-1P du cadastre du canton de Grantham.

### *904/8/03 - Avis de motion du règlement no 3142 – Présentation d'une demande commune de regroupement du territoire de la Ville de Drummond-ville avec ceux de la Ville de St-Nicéphore, de la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond et de la municipalité de Saint-Joachim-de-Courval*

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3142 autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement du territoire de la Ville de Drummondville avec ceux de la Ville de Saint-Nicéphore, de la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond et de la municipalité de Saint-Joachim-de-Courval.

### *905/8/03 - Demande au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir de soustraire la Ville de Drummondville de l'obligation de tenir un référendum ou de l'assujettir préalablement à la signature d'un regi-tre par 10% des personnes habiles à voter*

ATTENDU QUE les conseils municipaux des villes de Drummondville, Saint-Nicéphore, Saint-Charles-de-Drummond et Saint-Joachim-de-Courval travaillent depuis plus d'un an dans le dossier de regroupement;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a tenu une soirée d'information à laquelle ont participé seulement vingt-sept (27) résidents de la Ville de Drummondville, et ce, malgré une campagne médiatique;

ATTENDU QU'aucun des intervenants à la soirée d'information n'a émis d'objection au projet de regroupement;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir a déjà fait savoir aux parties au regroupement, qu'il exigerait la tenue d'un référendum;

ATTENDU QUE pour exiger un tel référendum, le ministre invoque le projet de Loi 9; alors que le même projet de loi prévoit la tenue d'un registre;

ATTENDU QUE les autres municipalités, parties au projet de regroupement, n'ont aucune objection à ce qu'il y ait une façon de faire différente pour la Ville centre;

ATTENDU QUE la tenue d'un référendum pour la population de Drummondville entraîne des coûts prévisibles de 125 000 $ et non prévus au budget;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir a déjà tenu des propos relatifs au partenariat souhaité avec les élus, de leur capacité à développer le Québec et de leur imputabilité;

ATTENDU la volonté des élus au dossier;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Réal Jean,

et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir de soustraire la Ville de Drummondville de l'obligation de tenir un référendum sur le projet de regroupement, et ce, compte tenu des motifs évoqués dans les attendus ci-dessus, ou à défaut, d'assujettir la Ville de Drummondville à la procédure prévue au projet de Loi 9 et ainsi exiger préalablement à la tenue d'un référendum, la signature d'un registre par au moins 10% des personnes habiles à voter.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***906/8/03 - Adoption du règlement no 3133 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3133 a été donné (réf : 810/7/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3133 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de modifier l'article 1.2.5 intitulé " **TERMINOLOGIE** " en précisant la définition de l'expression " Hauteur d'un bâtiment (en mètres) ", afin de soustraire les clochers d'église, les clochetons, les cheminées, les mâts, les antennes, les appentis techniques et autres constructions hors toit de l'application des dispositions concernant la hauteur maximale en mètres prescrite pour un bâtiment,

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***907/8/03 - Adoption du règlement no 3134 – Lotissement***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3134 a été donné (réf : 813/7/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3134 amendant le règlement de lotissement no 2521 dans le but :

- de modifier les conditions préalables à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale afin de soustraire la zone industrielle I11-05 de l'application de l'article 3.5 du règlement de lotissement relatif à la présence de services en front du terrain.

  La zone I11-05 longe le côté nord-ouest de la rue Janelle, approximativement entre le boulevard Lemire et la rue Cormier. Elle comprend également des terrains situés du côté sud-est de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Janelle.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***908/8/03 - Adoption du règlement no 3135 – Plan d'urbanisme***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3135 a été donné (réf : 816/7/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3135 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- de modifier l'affectation du sol du terrain constitué des lots 282-18 et 283-119, situé du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin, de " Industrie 2 " à " Commerce artériel lourd ".

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***909/8/03 - Adoption du règlement no 3136 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3136 a été donné (réf : 819/7/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3136 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C12-08 à même une partie de la zone industrielle I12-09, afin d'y inclure le terrain constitué des lots 282-18 et 283-119 situé du côté sud de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin.

  La zone C12-08 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Cardin et Alexandre et la zone I12-09 longe le côté sud-est de la rue Sigouin, entre la rue Rocheleau et le boulevard Lemire.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***910/8/03 - Adoption du second projet de règlement no 3137-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le second projet de règlement no 3137-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de modifier les limites des zones commerciales C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16, et d'abroger la zone C12-11;
- de revoir les usages qui sont autorisés dans les zones C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16.

Ces zones commerciales sont situées de part et d'autres du boulevard Lemire, entre les rues Sigouin et Saint-Georges.

B)
- de modifier les limites de la zone communautaire P12-04 et des zones résidentielles H07-15 et H07-16;
- de prescrire de nouvelles normes relatives à la construction dans la zone résidentielle H07-15.

Ces zones sont situées dans le développement domiciliaire La Volière et sont bordées approximativement par les rues des Grands-Ducs, du Faucon, des Harfangs et la rivière Saint-Germain.

C)
- d'autoriser l'aménagement d'un logement à l'intérieur d'une résidence pour personnes âgées (habitation collective h7) dans la zone résidentielle H05-09.

La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et elle est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

D) • d'augmenter la hauteur maximale en mètre applicable pour un bâtiment dans la zone communautaire P04-01, de 10 m à 15 m.

La zone P04-01 est circonscrite par la rue Heriot, la rivière Saint-François, la rue Dunkin et la rue Saint-Édouard;

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***911/8/03 - Adoption du second projet de règlement no 3138-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3138-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de réduire de quatre mètres (4 m) à deux virgule soixante-quinze mètres (2,75 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-05.
La zone H09-05 est située du côté est du boulevard Saint-Joseph et est bordée approximativement par les rues Demers, Celanese et ledit boulevard.

B) de réduire de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-10 et de soustraire la zone H09-10 de l'application de l'article 11.1.1 du règlement de zonage relatif à la moyenne des marges pour les terrains situés entre deux (2) terrains d'angle.
La zone H09-10 est délimitée approximativement par la 9e Avenue, la rue Saint-Damase, la rue St-Frédéric et les arrière lots des immeubles donnant sur la rue Notre-Dame.

C) de réduire de deux mètres (2 m) à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) la marge latérale minimale et de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) le total des marges latérales minimales applicables dans les zones H05-25 et H07-43.
Les zones H05-25 et H07-43 sont situées du côté est du boulevard Jean-de-Brébeuf, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Onge.

D) d'autoriser les cours de formation pour motocyclette dans la zone communautaire P07-02, selon certaines conditions.
La zone P07-02 est bordée approximativement par les rues Pelletier, Marchand, Saint-Frédéric, Saint-Georges, la rivière Saint-Germain ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Saint-Georges et le boulevard Lemire.

E) de modifier certaines normes d'implantation prescrites pour les bâtiments de la classe d'usages « Artériel léger ($\mathbf{c_3}$) » dans la zone C11-18, afin d'autoriser les bâtiments de trois (3) et quatre (4) étages.
La zone C11-18 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Canadien et Paris;

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Information des membres du conseil***

**Troisième versement des taxes municipales le lundi 25 août 2003 (M. Gilles Fontaine)**

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle aux contribuables que le troisième versement des taxes municipales viendra à échéance le lundi 25 août prochain.

**Les piscines Saint-Joseph, Woodyatt et Pierre-Lemaire demeureront ouvertes jusqu'au 24 août**
**(M. Mario Jacques)**

Le conseiller Mario Jacques informe la population que les piscines extérieures Saint-Joseph, Woodyatt et Pierre-Lemaire demeureront ouvertes jusqu'au 24 août prochain, soit une prolongation d'une semaine au calendrier prévu.

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

– monsieur Jean-Paul Lacharité, employé au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de sa belle-sœur, madame Hélène Grenier.

## *Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville*

**M. Claude René, 1872 rue Fradet**

Où en est rendue sa demande de modification ?

- Monsieur Denis Jauron confirme que le conseil en après-midi a accepté la recommandation du comité d'urbanisme. Ainsi les procédures débuteront sous peu.

**M. Christian Rajotte**

Item 26 – Dans quel sens « rétrocession » ?

- Madame la mairesse – La Ville accepte que les rues nous soient cédées.

## *Prochaine assemblée du conseil*

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 2 septembre 2003.

## *912/8/03 - Levée de l'assemblée*

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***2 SEPTEMBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 2 septembre 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***913/9/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***914/9/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 18 août 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 août 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

***915/9/03***

***- Travaux de pavage, bordures et éclairage – Domaine des Beaux-Arts (Soumission no D07041-2 – Ouverture 28.08.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean Beauchesne, ingénieur, Groupe Conseil Genivar inc., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de R. Guilbeault Construction inc. au montant total de 359 123,54 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant :

- du Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant l'adoption d'un règlement;
- de la MRC de Drummond concernant un avis d'intervention;
- d'Infrastructures Transport approuvant une subvention à la Ville de 69 600 $ dans le cadre du programme « Amélioration à la sécurité des piétons »;
- de Soucy International inc. afin d'aménager des infrastructures nécessaires à une nouvelle construction; ainsi qu'une demande d'exemption de taxes;
- d'une requête de citoyens pour l'installation de feux de circulation ou panneaux de signalisation à l'intersection du boul. St-Joseph Ouest et Place des Quatres;
- de la Fédération canadienne des municipalités visant à accroître la participation des femmes aux processus municipaux de consultation;

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***916/9/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 18 août 2003 au 2 septembre 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 2 605 762,24 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***917/9/03 - Dépôt du procès-verbal (27.08.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 27 août 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***918/9/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 651 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 651 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une issue ainsi que des escaliers extérieurs;

CONSIDÉRANT QUE l'issue (porte de couleur beige) est localisée à l'étage sur le mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE les escaliers ainsi que le palier sont partiellement visibles de la voie de circulation (rue Dumoulin);

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sont de couleur beige s'apparentant à celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux sont requis en vertu du Code national du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation extérieure ont peu d'impact sur le style architectural du bâtiment et respectent dans l'ensemble ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 651 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *919/9/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 192-200 de la rue Dorion – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 192-200 de la rue Dorion a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à poser un nouveau revêtement extérieur sur le mur latéral droit ainsi que sur une partie du mur avant (partie de mur peu visible de la voie de circulation);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est un clin de bois de couleur grise laquelle s'apparente à celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures donnant sur le mur latéral droit ainsi que les coins dudit mur sont ceinturés et/ou marqués d'un revêtement de couleur pâle, ce qui permet d'agrémenter suffisamment ce mur;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention permet d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en respectant les couleurs existantes sur ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-

dessus) pour le bâtiment situé aux 192-200 de la rue Dorion, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***920/9/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 755 du boulevard René-Lévesque – P.I.A. (Sears Centre d'auto)***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 755 du boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à fermer des ouvertures (portes et fenêtres) sur une partie du bâtiment, soit la section « garage de réparation »;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont fermées par la pose d'un revêtement extérieur en acrylique de couleurs beige (partie centrale) et brun pâle (partie inférieure) lesquelles s'apparentent aux couleurs existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la fermeture des ouvertures permet de créer cinq (5) modules de dimensions semblables, ce qui contribue à préserver une harmonie architecturale pour ce mur;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement en acrylique est réalisé en panneaux, ce qui agrémente le traitement architectural des murs;

CONSIDÉRANT QUE les travaux sont effectués de façon temporaire et qu'un projet d'agrandissement sera réalisé, ce qui nécessite une démolition partielle du bâtiment (partie garage);

CONSIDÉRANT QUE les travaux sont localisés dans une partie du bâtiment moins visible et que ceux-ci s'effectuent tout de même dans une harmonie d'ensemble;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 755 du boulevard René-Lévesque, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, **à la condition que le revêtement en acrylique de couleur beige et/ou brun pâle soit remplacé par un revêtement en briques de couleurs et de format s'apparentant à ceux existants sur le bâtiment, et ce, dans un délai maximal de vingt-quatre (24) mois après la fin des travaux.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***921/9/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 206 de la rue St-Marcel – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 206 de la rue St-Marcel a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de un virgule quatre-vingt-trois mètre carré (1,83 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est une plaque murale et que cette dernière est de forme stylisée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc, le noir et l'or;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur le bandeau donnant sur le mur avant et est centrée par rapport au local;

CONSIDÉRANT QUE le type et les couleurs de l'enseigne ne rendent pas cette dernière prédominante dans le paysage urbain et ne nuisent pas à la qualité visuelle d'ensemble du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE le type d'affichage proposé, de par ses matériaux, ses couleurs et son design, contribue à favoriser le développement d'une identité propre au secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 206 de la rue St-Marcel, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***922/9/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 2175 de la rue Chopin – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 2175 de la rue Chopin (maison intergénérations) a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./maison intergénérations, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement a un (1) étage et une superficie approximative de seize virgule soixante-dix mètres carrés (16,70 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est érigé sur un terrain d'environ mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf mètres carrés (1 399 $m^2$) et que le ratio d'implantation de ce dernier, soit environ seize virgule trente pour cent (16,30 %), est comparable à celui d'un bâtiment résidentiel de type unifamilial;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement des murs est un parement de fibre de bois (Canexel) de couleur vert forêt et que celui de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations sur le bâtiment sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'apparentent à ceux se retrouvant sur le bâtiment ainsi que sur les autres bâtiments localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant de l'agrandissement est réalisé en retrait du mur avant principal, ce qui anime la façade principale, tout en brisant la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est aménagée de pignons variés, ce qui permet de réduire la monotonie de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est pourvu d'une abondante fenestration;

CONSIDÉRANT QUE, dans l'ensemble, les travaux réalisés s'intègrent au bâtiment et à son environnement, et ceci, de par son style architectural, ses revêtements extérieurs et ses couleurs;

CONSIDÉRANT QUE le requérant prévoit réutiliser le logement supplémentaire par l'ajout et/ou l'agrandissement de certaines pièces de sa résidence, conformément à la réglementation, advenant que ledit logement devienne vacant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2175 de la rue Chopin, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***923/9/03 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau (enseigne communautaire) pour le bâtiment situé au 385 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (enseigne communautaire) pour le bâtiment situé au 385 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (enseigne communautaire) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer aux abords du boulevard St-Joseph, près de l'entrée charretière commune, une (1) enseigne sur poteau d'une superficie maximale de onze virgule quatre-vingts mètres carrés (11,80 $m^2$), d'une hauteur maximale de neuf virgule quatorze mètres (9,14 m) mesurée à partir du trottoir et d'une largeur de quatre virgule quatre-vingt-huit mètres (4,88 m);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (mesurée à partir du trottoir) est sensiblement plus grande que celle des bâtiments environnants, mais qu'en général, ceci permet une harmonie d'ensemble convenable;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de l'enseigne est importante, ce qui rend cette dernière plus apparente et plus prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur grise qui s'harmonise avec les couleurs se retrouvant sur les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE ces poteaux ont une largeur maximale de quarante-six centimètres (46 cm) et que ces derniers sont à l'extérieur des boîtiers lumineux, ce qui augmente la largeur de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la partie droite du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera composée de quatre (4) boîtiers lumineux qui sont séparés et indépendants les uns des autres;

CONSIDÉRANT QU'un module décoratif est réalisé en partie supérieure de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier de l'enseigne est de couleur grise;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager comprenant au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (enseigne communautaire) (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 385 du boulevard St-Joseph, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à la largeur de l'enseigne (quatre virgule quatre-vingt-huit mètres (4,88 m)) rendant cette dernière plus imposante et plus prédominante dans le paysage urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *924/9/03 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le mur extérieur donnant sur la rue Gauthier, une (1) enseigne stylisée constituée d'une plaque de bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée au-dessus de la fenêtre et n'est pas à une hauteur comparable à celle des autres enseignes existantes sur le bâtiment (partie pignon), ce qui ne favorise pas son intégration avec les autres enseignes existantes;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le vert, l'or et le bourgogne, ce qui ne rend pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, ses couleurs et les types de matériaux utilisés, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à la localisation de l'enseigne par rapport aux autres enseignes existantes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***925/9/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 133 de la rue Des Forges – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 133 de la rue des Forges a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.20);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à changer le revêtement existant (brique et acier galvanisé) sur le mur latéral gauche par un revêtement de briques de couleur, de dimension et de fini similaires à celui se retrouvant sur la façade principale du bâtiment (rue des Forges);

CONSIDÉRANT QUE les coins du bâtiment sont réalisés en coins français, ce qui permet d'agrémenter le mur;

CONSIDÉRANT QUE les travaux s'effectuent en harmonie et dans le respect du style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, ces travaux permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 133 de la rue des Forges, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***926/9/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment industriel qui sera situé sur la rue Richard – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment industriel qui sera situé sur la rue Richard;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.21);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment industriel sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment industriel d'une superficie approximative de huit mille cent vingt-cinq mètres carrés (8 125 $m^2$);

**Implantation**

CONSIDÉRANT QU'il s'agit de la première implantation industrielle sur cette rue et dans cette portion de la zone industrielle;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur la rue Richard permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation (éloignement par rapport à la rue) du bâtiment lui confère beaucoup de présence sur rue, ce qui limite la visibilité des aires de stationnement et de manœuvres des véhicules lourds;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE la portion du bâtiment abritant les bureaux est largement fenêtrée (façades avant et latérale droite);

CONSIDÉRANT QUE cette même section est recouverte de briques de couleur rouge avec des soulignements horizontaux et verticaux de couleur beige-sable;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale au bâtiment est aménagée à même cette section et qu'elle est surplombée d'une marquise;

CONSIDÉRANT QUE des modules verticaux s'apparentant à des colonnes sont marqués en parties inférieure et supérieure par des éléments de maçonnerie de couleur beige-sable;

CONSIDÉRANT QU'une large corniche de maçonnerie de la même couleur beige-sable est installée sur la totalité de la façade principale de même que sur le premier trente pour cent (30 %) des murs latéraux;

CONSIDÉRANT QUE les autres sections des murs avant et latéraux ainsi que le mur arrière du bâtiment sont recouverts d'un parement métallique de couleur beige en partie supérieure desquels est aménagé un bandeau de fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE des bandeaux de briques sont prévus en parties inférieure et supérieure des murs recouverts d'acier en façade principale ainsi que sur le premier trente pour cent (30 %) des murs latéraux;

CONSIDÉRANT QUE sur ces mêmes portions de murs, des colonnes de maçonnerie (brique) sont ajoutées;

CONSIDÉRANT QUE les quais de chargement/déchargement sont localisés sur le mur latéral droit du bâtiment, éloignant ceux-ci de la zone résidentielle voisine et limitant, par le fait même, les nuisances qui leur sont associées;

CONSIDÉRANT QUE les jeux de matériaux proposés permettent d'animer architecturalement les façades en tenant compte de leur visibilité;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs que l'on retrouve sur le bâtiment s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural particulier et distinctif du bâtiment permet de dégager une image de qualité;

CONSIDÉRANT QU'une porte d'accès ouvrant sur un axe vertical (de type « porte de garage ») est prévue en façade principale du bâtiment, donnant accès à la section « laboratoire » de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE celle-ci est, de plus, non loin de la section où sont localisés les bureaux de l'entreprise;

CONSIDÉRANT QUE cette porte d'accès est requise pour les opérations de l'entreprise et qu'il est impossible de la relocaliser à un autre endroit sans impliquer une modification importante de l'aménagement intérieur;

CONSIDÉRANT QUE cette porte d'accès est de couleur beige s'apparentant à celle de l'acier;

**Aménagement de terrain et affichage**

CONSIDÉRANT QUE les tabliers de manœuvres des aires de chargement/déchargement seront localisés dans la cour latérale droite et que la majorité des cases de stationnement y sera également localisée;

CONSIDÉRANT QUE tous les détails n'ont pas été fournis quant aux accès au terrain, quant à la répartition précise des cases de stationnement et des allées d'accès de même qu'au niveau de l'aménagement paysager;

CONSIDÉRANT QUE les plans déposés ne font pas état de la proposition d'affichage;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment industriel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé sur la rue Richard;

- **reporte** l'acceptation des travaux relatifs à l'aménagement de terrain et à l'affichage jusqu'à ce que les informations pertinentes soient fournies sur ces aspects;

et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *927/9/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 320 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 320 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de cinq cent quarante mètres carrés (540 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'inscrit en continuité avec l'alignement des autres bâtiments construits sur le même côté du boulevard St-Joseph et contribue à la fermeture du cadre bâti sur celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur le boulevard St-Joseph permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une visibilité fort intéressante à partir des voies de circulation avoisinantes de même qu'à partir des immeubles adjacents, et ce, tout en orientant l'implantation des autres bâtiments qui viendront s'ériger sur l'espace de terrain adjacent et non construit;

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle proposition fait état de quelques modifications par rapport à la proposition initiale;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :

- de briques de couleur rouge nuancée de noir;
- de revêtement acrylique de couleur rouge s'apparentant à la couleur de la brique;
- de revêtement acrylique de couleur ocre dorée pour l'entrée principale du bâtiment;

- de revêtement acrylique de couleur rouge-orangé pour la portion supérieure des murs;
- d'acier de couleur grise pour le bandeau localisé en partie supérieure des murs de même qu'au haut et au bas des fenêtres en façade principale et en façade latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de briques est principalement installé :

- en façade principale;
- sur la première moitié des murs latéraux;
- en partie basse pour la seconde moitié des murs latéraux et la façade arrière;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement acrylique est utilisé pour les parties centrales et supérieures de la deuxième moitié des murs latéraux et de la façade arrière ainsi que sur l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels des soulignements horizontaux de maçonnerie, des angles des murs marqués par des bandeaux verticaux de maçonnerie, des soulignements horizontaux dans le revêtement d'acrylique et l'utilisation d'acier sont présents sur toutes les façades;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une (1) entrée principale bien marquée, laquelle est orientée vers le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est marquée d'un mur parapet de forme courbe;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant et une partie des murs latéraux sont pourvus de parapets, ce qui vient s'ajouter aux autres éléments d'ornementation déjà présents;

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives ou bordures de toit de couleur distinctive (rouge-orangé) sont aménagées en partie supérieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE le mur sur lequel l'entrée principale est réalisée, est généreusement fenêtré, ce qui procure de l'ouverture à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral droit donnant sur la voie d'accès menant au centre d'achats est pourvu de quatre (4) modules de portes et/ou fenêtres contribuant à animer cette façade au niveau architectural;

CONSIDÉRANT QUE toutes les ouvertures (à l'exception de celles de l'entrée principale) sont surplombées par des auvents métalliques;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la modification apportée en regard de la couleur de la corniche ainsi que l'ajout de modules de fenêtres sur la façade latérale droite constituent des bonifications intéressantes;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est surmontée d'une structure métallique rappelant une couronne et dont la couleur s'apparente à celle du cuivre oxydé;

CONSIDÉRANT QUE les demandeurs sont disposés à prévoir une couleur grise nuancée de vert et à réduire les proportions de cet élément afin d'atténuer son impact dans le paysage;

CONSIDÉRANT QUE l'empiètement de l'élément d'ornementation en cour avant n'excède pas un virgule soixante mètre (1,60 m) (le tout pour la base seulement);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des pointes varie d'environ soixante centimètres (60 cm) à un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur totale de cet élément décoratif n'excède pas deux virgule soixante mètres (2,60 m);

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement sont réparties entre les cours avant, latérale droite et arrière;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur minimale de deux mètres (2 m) est réalisée en bordure du boulevard St-Joseph et dans laquelle sont plantés au moins cinq (5) arbres;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont également prévues le long des lignes de lot latérale droite et arrière et que celles-ci sont plantées de sept (7) et trois (3) arbres respectivement;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est aménagé d'une première entrée charretière mitoyenne donnant sur le boulevard St-Joseph et d'une seconde entrée, celle-ci exclusive à l'arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une large bande gazonnée plantée d'arbres et d'arbustes est déjà aménagée immédiatement à la droite du terrain où est projeté le bâtiment et que celle-ci est conservée intégralement;

CONSIDÉRANT QUE des sections de haies et/ou des aménagements d'arbustes et plantes florales et/ou monticules seront plantées ou réalisés entre les arbres afin de dissimuler la visibilité des aires de stationnement au pourtour du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) arbres supplémentaires et une section de haie seront plantés dans la bande gazonnée bordant le côté gauche de l'entrée mitoyenne donnant sur le boulevard St-Joseph (terrain voisin);

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbres et/ou arbustes et/ou plantes florales sera réalisé dans la bande d'aménagement longeant le côté gauche de la façade ainsi qu'une partie du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse extérieure sera aménagée le long de la portion droite de la façade de même que le long de la façade latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE celle-ci sera délimitée par des colonnes de maçonnerie s'agençant avec celle du bâtiment principal et reliées par une structure métallique ajourée du même type que les auvents métalliques;

CONSIDÉRANT QUE les abords de cette terrasse pourraient être bonifiés par l'intégration de bacs de plantation et/ou de boîtes à fleurs;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 320 du boulevard St-Joseph, **à la condition que l'élément d'ornementation qui s'apparente à une couronne soit de couleur grise nuancée de vert et que les dimensions de cet élément respectent celles ci-haut énumérées**, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *928/9/03 - Refus des travaux d'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300 de la rue Labonté – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement (entrée principale des bureaux, entrepôt et usine) pour le bâtiment situé au 300 de la rue Labonté a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige (abords de l'autoroute 55), et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment :

- d'une superficie approximative de quarante-sept mètres carrés (47 $m^2$) (entrée principale des bureaux), le tout sur un (1) étage;
- d'une superficie approximative de trois mille quatorze mètres carrés (3 014 $m^2$) (entrepôt et usine), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement a déjà fait l'objet d'une acceptation quant à son implantation dans le cadre d'un règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (résolution du conseil municipal no 876/8/03);

**Entrée principale des bureaux**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour avant (cour donnant sur la rue Labonté – rue parallèle à l'autoroute 55);

CONSIDÉRANT QUE ce décroché permet de briser la linéarité du mur avant et bonifie globalement l'architecture, tout en constituant un élément signal pour la clientèle (entrée du bâtiment);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

- pour la partie inférieure des murs : un bloc architectural de béton de couleur s'apparentant à celle se retrouvant sur le bâtiment;
- pour la partie supérieure des murs et au-dessus de certaines ouvertures : un revêtement métallique de couleur grise;
- pour les autres portions des murs : de la brique de couleur rouge-orangé;

CONSIDÉRANT QUE cette construction, de par sa toiture arrondie, son traitement moderne et sa marquise protégeant les portes d'accès, permet de dégager une image de qualité supérieure, tout en respectant un style sobre;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de l'agrandissement est largement fenêtrée et est en lien avec celle existante sur la façade avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit (nombre d'étages, hauteur et type de toiture) est compatible à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs variées se retrouvant sur cet agrandissement sont compatibles avec celles se retrouvant sur le bâtiment existant, tout en créant un élément signal au niveau architectural pour le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

**Entrepôt et usine**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour latérale, et ce, dans le prolongement du mur avant donnant sur la rue Bernier;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur pour les murs est composé d'acier de couleur beige avec un bandeau de couleur brune pour la partie supérieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit (hauteur, nombre d'étages et toiture) est compatible avec celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la couleur beige proposée sera en harmonie avec celle du bloc architectural de béton;

CONSIDÉRANT QUE le profil du revêtement d'acier s'apparentera aux nervures du bloc architectural déjà existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un alignement d'arbres (soit au moins huit (8) arbres) d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm) est prévu dans la bande gazonnée longeant la rue Bernier, venant ainsi agrémenter le traitement global de cette façade agrandie;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau plan soumis pour approbation prévoit une modification quant à la localisation et la dimension des portes;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle proposition démontre quatre (4) types de portes différentes quant à leur dimension, et ce, sur une portion réduite de la façade;

CONSIDÉRANT QUE ces variations nuisent à la qualité architecturale de cette façade;

CONSIDÉRANT QUE le soulignement de couleur brune au-dessus des portes, qui apparaissait intéressant dans la version initiale du plan, ne fait ici que mettre en évidence les disproportions des portes concernées;

CONSIDÉRANT QU'aucun autre traitement particulier n'a été prévu pour bonifier le traitement architectural de cette façade agrandie;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'agrandissement du bâtiment industriel (tel que présentés ci-dessus) situé au 300 de la rue Labonté, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, en raison du traitement architectural proposé pour la façade donnant sur la rue Bernier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *929/9/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 2205 du boulevard Mercure – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 2205 du boulevard Mercure a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de un virgule cinquante mètre carré (1,50 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est une plaque murale et que cette dernière est de forme stylisée (coins arrondis et ovale en partie centrale);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le vert, le noir, le beige et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur le mur latéral gauche au-dessus des ouvertures et est centrée par rapport au local;

CONSIDÉRANT QUE le type et les couleurs de l'enseigne ne rendent pas cette dernière prédominante dans le paysage urbain et ne nuisent pas à la qualité visuelle d'ensemble du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE le type d'affichage proposé, de par ses matériaux, ses couleurs et son design, contribue à favoriser le développement d'une identité propre au secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au

bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 2205 du boulevard Mercure, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***930/9/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 1250 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser des travaux de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1250 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- rénover les façades du bâtiment;
- réaménager une partie du terrain;

**Rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est modifiée par l'ajout de revêtements extérieurs tels que la brique de couleur rouge nuancée de noir, le bloc de béton imitant la pierre de couleur beige et l'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE la répartition des revêtements extérieurs sur la façade principale est :
- du bloc de béton pour la partie inférieure du mur, soit d'une hauteur approximative de zéro virgule quatre-vingt-dix mètre (0,90 m);
- de la brique pour les autres parties du mur (sauf pour les ornementations);
- de l'acrylique en tant qu'ornementation, soit au-dessus des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que la brique posée en soldat et/ou moulures stylisées de couleur vert foncé permettent d'animer cette façade;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est marquée d'un mur parapet et d'une marquise, ce qui permet de bien orienter les clients, tout en agrémentant la façade;

CONSIDÉRANT QUE la façade est pourvue d'une fenestration suffisante;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral gauche, soit celui donnant sur la rue des Tilleuls, est rénové, tout en s'inspirant du traitement architectural du mur avant principal;

CONSIDÉRANT QUE de par ses matériaux et son style, le traitement architectural du mur latéral gauche s'inspire de celui de la façade principale, et ce, sur une longueur d'au moins onze mètres (11 m), et ce, à partir du mur avant;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée secondaire est ceinturée de briques et d'un revêtement d'acrylique, le tout en rappel avec l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE les autres parties de ce mur sont rénovées par la pose d'un revêtement d'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation massive de l'acrylique sur le mur rend ce dernier monotone et qu'il serait intéressant de l'animer par la pose d'un revêtement de bloc de béton imitant la pierre de couleur beige, sur une hauteur minimale de zéro virgule quatre-vingt-dix mètre (0,90 m), le tout en lien avec ce que l'on retrouve sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs (arrière et murs des garages) sont recouverts d'acier peint de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral droit (celui donnant sur l'aire de stationnement du bâtiment adjacent : ancien Langlais Télévision) est recouvert :

- d'acrylique de couleur beige (sur environ quatre mètres (4 m) à partir du mur avant);
- d'acier de couleur beige entrecoupé de trois (3) colonnes de briques ayant respectivement environ soixante centimètres (60 cm);

CONSIDÉRANT QUE ce mur est visible du boulevard St-Joseph, mais qu'il est possible que ce dernier soit éventuellement dissimulé par la construction d'un nouveau bâtiment (terrain voisin);

CONSIDÉRANT QUE le traitement du mur latéral droit est en lien avec ce que l'on retrouve sur les autres façades;

CONSIDÉRANT QUE toutes les ornementations, les encadrements des ouvertures et les solins sont de couleur vert foncé;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation extérieure permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est réalisé aux abords de la façade principale, soit sur environ un virgule cinq mètre (1,5 m) de largeur à partir du mur;

CONSIDÉRANT QU'au moins quinze (15) arbustes et/ou plantes florales sont plantés à l'intérieur de cet aménagement paysager;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) aménagements paysagers sont réalisés près du mur avant donnant sur la rue des Tilleuls;

CONSIDÉRANT QUE ces aménagements sont ceinturés d'un mur composé de blocs de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QUE ces aménagements ont respectivement au moins une superficie minimale de trois mètres carrés (3 $m^2$) et dans lesquels sont plantés un minimum de cinq (5) arbustes et/ou plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE le triangle de visibilité (à l'intersection de la rue des Tilleuls et du boulevard St-Joseph) est engazonné et paysagé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1250 du boulevard St-Joseph, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ce, **à la condition d'ajouter, sur la longueur du mur avant le plus rapproché de la rue des Tilleuls, un revêtement de bloc de béton imitant la pierre de couleur beige sur une hauteur minimale de zéro virgule quatre-vingt-dix mètre (0,90 m) (partie inférieure du mur).**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *931/9/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur muret pour l'établissement situé au 1870 boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret pour le bâtiment situé au 1870 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer, aux abords du boulevard St-Joseph, une (1) enseigne sur muret d'une superficie maximale de cinq virgule

cinquante-cinq mètres carrés (5,55 $m^2$) et d'une hauteur maximale de deux virgule cinquante mètres (2,50 m);

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est lumineuse, ce qui permet une bonne visibilité de cette dernière, sans que celle-ci soit trop prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la cour avant du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le muret (structure) est composé de blocs architecturaux de couleur beige, lesquels s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les parties inférieure et supérieure de l'enseigne sont composées d'un couronnement de béton préfabriqué;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des faces de l'enseigne (fond de ces dernières) sont le blanc-crème, le bleu, le rouge et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier de l'enseigne est de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'environ quatre-vingts (80) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'enseigne proposée, de par sa forme, ses couleurs et son design en général, s'inspire des caractéristiques du bâtiment principal et est en harmonie avec ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau existante est enlevée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1870 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *932/9/03 - Appui aux municipalités s'opposant à l'importation de sols contaminés de déchets toxiques, de pneus usagés et à l'implantation d'incinérateurs de tels déchets*

CONSIDÉRANT l'absence de concertation des collectivités concernées et d'audiences publiques dans ce processus;

CONSIDÉRANT l'application souhaitée par les collectivités concernées du principe reconnu de PRÉCAUTION (éviter l'importation plutôt qu'en subir les effets néfastes);

CONSIDÉRANT QU'aucune étude d'impact indépendante n'a été réalisée pour évaluer les risques réels de telles émissions toxiques sur la santé et l'environnement dans la Baie des Chaleurs;

CONSIDÉRANT également qu'aucune étude indépendante évaluant l'impact du mélange de ces substances toxiques avec celles déjà en émission à Belledune n'a été réalisée (Belledune se classe au 7$^{e}$ rang des villes les plus polluées au Canada);

CONSIDÉRANT l'avis du Collège des médecins de l'Ontario qui a pris position contre tout projet d'incinérateur de déchets toxiques à cause de leur impact néfaste sur la santé, exposant particulièrement aux risques : les enfants, les personnes âgées et handicapées, les femmes enceintes et les bébés allaités;

CONSIDÉRANT les impacts sociaux et les risques environnementaux et de santé publique que génèreront l'importation et l'incinération de ces substances toxiques;

CONSIDÉRANT la mobilité de ces émissions toxiques portées par les vents dans un rayon possible de 100 kilomètres du point de production;

CONSIDÉRANT QUE le développement de telles industries polluantes mettraient en péril la viabilité et la crédibilité des principales activités socio-économiques de notre région (notamment le récréotourisme et l'agriculture biologique);

CONSIDÉRANT le risque de boycottage, par des industries de transformation, de denrées alimentaires produites dans la Baie des Chaleurs pour cause de risque de toxicité (comme l'a fait la compagnie Parmalat en Ontario refusant de traiter le lait provenant d'une région à proximité d'un incinérateur de déchets toxiques sur demande des consommateurs et consommatrices);

CONSIDÉRANT QUE la majeure partie des déchets hautement toxiques traités par la compagnie Bennett Environmental proviendraient des Etats-Unis;

CONSIDÉRANT le principe reconnu du pollueur responsable qui implique que les déchets soient traités chez et par le pays producteur;

CONSIDÉRANT QUE l'arrivée d'une compagnie à Belledune pourrait ouvrir la porte à une cohorte d'autres compagnies productrices d'émissions polluantes;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALENA), les états ont le pouvoir de s'opposer au transit et à l'importation de telles substances;

CONSIDÉRANT QUE la compagnie Bennett Environmental a déjà fait l'objet d'une poursuite pour non respect des normes environnementales du Québec et de ce fait a été condamné à une amende de 8 000 $;

CONSIDÉRANT QU'il existe des technologies mobiles autres que l'incinération capables de traiter les déchets toxiques près des lieux contaminés limitant ainsi les dangers occasionnés lors du transport des substances dangereuses.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville en tant qu'organisme soucieux de la qualité de vie et de l'environnement des personnes et du milieu qu'elle dessert :

Appuie le groupe Environnement Vert Plus et les organismes actifs dans ce dossier au Nouveau Brunswick ainsi que les citoyennes et citoyens de la région d'Amqui et de la Baie des Chaleurs, dans leurs démarches pour stopper l'entrée de déchets dangereux, de sols contaminés, de pneus usagés et éventuellement d'autres produits contaminés, pour fins d'incinération sur le territoire de la Baie des Chaleurs;

Demande aux gouvernements du Nouveau-Brunswick, du Québec et du Canada **d'interdire toute importation de déchets dangereux**, de sols contaminés et de pneus usagés pour fins d'incinération **en provenance d'un autre pays, d'une autre province ou d'une autre région** et d'utiliser, le cas échéant, des technologies mobiles autres que l'incinération.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***933/9/03 - Cautionnement de la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville pour le remboursement d'une somme de 35 000 $ en faveur de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire de la Corporation de l'aéroport régional de Drummondville pour le remboursement d'une somme de 35 000 $ en faveur de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***934/9/03 - Délégation de la conseillère Céline Trottier et du conseiller Réal Jean au colloque annuel « Les Arts et la Ville » qui se tiendra à Drummondville les 24, 25 et 26 septembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville délègue la conseillère Céline Trottier et le conseiller Réal Jean au colloque annuel « Les Arts et la Ville » qui se tiendra à Drummondville les 24, 25 et 26 septembre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***935/9/03 - Cession du lot 790-142 du cadastre du canton de Wickham à Café Rencontre Drummond inc. (Tablée Populaire); autorisation de signature et abrogation de la résolution no 1233/12/02***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession du lot 790-142 du cadastre du canton de Wickham en faveur du Café Rencontre Drummond inc. (Tablée Populaire) dans le cadre de Loto-maison 2003. De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 1233/12/02 adoptée le 2 décembre 2002.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***936/9/03 - Signature d'un acte de résiliation de bail intervenu entre la Commission scolaire Des Chênes et la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de résiliation de bail intervenu avec la Commission scolaire Des Chênes pour l'édifice du 405 rue Des Écoles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***937/9/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville – Tenue de l'activité « Les Bouquinistes du Parc » à la Place Saint-Frédéric du 11 au 14 septembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville à tenir une activité « Les Bouquinistes du Parc » à la Place Saint-Frédéric du 11 au 14 septembre 2003 de 09h00 à 21h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***938/9/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville – Tenue du Festi-Bière Gourmand à la Place Saint-Frédéric les 3, 4 et 5 octobre 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville à tenir le Festi-Bière Gourmand à la Place Saint-Frédéric les 3, 4 et 5 octobre 2003 de 11h00 à 23h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***939/9/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville – Tenue du concert sous les étoiles à la Place Saint-Frédéric le 20 septembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville à tenir un concert sous les étoiles à la Place Saint-Frédéric le 20 septembre 2003 de 18h30 à 21h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires. En cas de pluie, l'activité sera remise au 21 septembre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***940/9/03 - Autorisation aux organisateurs de la journée Terry Fox – Tenue de leur campagne de financement les 13 et 14 septembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs de la journée Terry Fox à tenir leur campagne de financement le 13 septembre 2003 de 09h00 à 15h00 sur le boulevard René-Lévesque à la lumière d'entrée des Promenades de Drummondville face au commerce Yellow et le 14 septembre 2003 de 9h30 à 12h30 au parc Saint-Jean-Baptiste, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

Il est cependant entendu qu'aucun barrage routier n'est autorisé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***941/9/03 - Autorisation à Tradition Ford – Installation d'une tente-passerelle et d'un chapiteau pour la période du 23 au 29 septembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Tradition Ford à installer une tente-passerelle de 20 pieds par 40 pieds et un chapiteau de 40 pieds par 100 pieds sur le terrain de stationnement du commerce situé au 1163 du boulevard St-Joseph, et ce, pour la période du 23 au 29 septembre 2003, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***942/9/03 - Autorisation à Centraide Centre-du-Québec d'installer des oriflammes le long du boulevard St-Joseph du 1er octobre au 30 novembre 2003 (abrogation de la résolution no 885/8/03)***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Centraide Centre-du-Québec à installer des oriflammes entre le 400 et le 2050 du boulevard St-Joseph, et ce, du 1er octobre au 30 novembre 2003. De plus, la présente abroge et remplace la résolution 885/8/03 adoptée le 18 août 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***943/9/03 - Subvention de 500 $ - Cercle de Fermières Saint-Joseph Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ au Cercle de Fermières Saint-Joseph Drummondville à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***944/9/03 - Protocole d'entente avec la Corporation de la Cité des Loisirs (C.L.) inc. – Gestion du ski de fond (saison hivernale 2003-2004)***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation de la Cité des Loisirs (C.L.) inc. pour la gestion du ski de fond.

Le protocole d'entente est valable pour la saison hivernale 2003/2004 et comprend le versement d'une subvention de 20 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***945/9/03 - Signature d'une entente avec le Groupe d'assurance Verrier inc. - Utilisation d'espaces de stationnement***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente pour une période de 5 ans avec le Groupe d'assurance Verrier inc. et relative à l'utilisation d'espaces de stationnement, soit la location de 20 cases de stationnement sur la rue du Drapeau. Cette location est consentie pour un prix annuel de 255 $ par case, auquel prix on doit rajouter les taxes. Ledit montant de 255 $ inclut les frais d'entretien et de déneigement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***946/9/03 - Mandat à René Laporte & associés aux fins d'assurer à la Ville un service de consultation en assurances pour l'année 2003-2004***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate René Laporte & associés aux fins d'assurer à la Ville un service de consultation en assurances pour la période du 1er septembre 2003 au 1er septembre 2004. Les honoraires payables sont de 7 250 $ taxes en sus.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***947/9/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Place Rodolphe Duguay***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage et bordures Place Rodolphe Duguay prévus aux règlements 3129, 3130, 3131 et 3132.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***948/9/03- Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. – Place Rodolphe Duguay***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de procéder à la surveillance des travaux prévus Place Rodolphe Duguay par les règlements 3129, 3130, 3131 et 3132.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***949/9/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Étude préliminaire en regard des travaux à réaliser pour le prolongement de la rue Richard jusqu'à Saint-Roch Sud***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de réaliser une étude préliminaire en regard des travaux à réaliser pour le prolongement de la rue Richard jusqu'à Saint-Roch Sud (honoraires professionnels : 12 500 $ taxes en sus).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***950/9/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec 9065-5127 Québec inc. – Poursuite du développement de la rue St-Damase***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec 9065-5127 Québec inc. pour la poursuite du développement de la rue St-Damase.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***951/9/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. - Prolongement de la rue Saint-Damase***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de procéder à la surveillance des travaux à réaliser dans le prolongement de la rue Saint-Damase, et ce, aux frais du promoteur.

Le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. est également autorisé à soumettre les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation. De plus, la Ville de Drummondville confirme audit ministère qu'elle n'a aucune objection à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***952/9/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Prolongement de la rue Saint-Damase***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés dans le cadre de travaux de prolongement de la rue Saint-Damase, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***953/9/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec Les Fondations André Lemaire inc. (Habitations André Lemaire) – Prolongement du développement La Volière***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec Les Fondations André Lemaire inc. (Habitations André Lemaire) pour le prolongement du développement La Volière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *954/9/03 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. – Prolongement du développement La Volière*

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de procéder à la surveillance des travaux à réaliser pour le prolongement du développement La Volière, et ce, aux frais du promoteur.

Le Groupe Conseil Genivar inc. est également autorisé à soumettre les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation. De plus, la Ville de Drummondville confirme audit ministère qu'elle n'a aucune objection à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *955/9/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Prolongement du développement La Volière*

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés dans le cadre des travaux de prolongement du développement La Volière, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *956/9/03 - Adoption du projet de règlement no 3141 - Zonage*

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3141, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de créer une nouvelle zone portant le numéro H06-52 à même une partie de la zone H06-04;
- de prescrire, dans la nouvelle zone H06-52, les mêmes usages et normes que pour la zone H06-04, à l'exception de la marge de recul minimale qui est réduite à quatre mètres (4 m).

La zone H06-04 est circonscrite par la rue Fradet au nord, la rue Saint-Jacques au sud, la 110$^{e}$ Avenue à l'ouest et la 115$^{e}$ Avenue à l'est.

B)
- de créer une nouvelle zone portant le numéro H04-24 à même une partie de la zone H04-10;
- de prescrire, dans la nouvelle zone H04-24, les mêmes usages et normes que pour la zone H04-10, à l'exception :
  - de la hauteur en étages qui est portée à trois (3) au lieu de deux (2);
  - de la hauteur en mètres qui est portée à dix mètres (10 m) au lieu de neuf mètres (9 m);
  - du nombre de logements par bâtiment qui est porté à douze (12) au lieu de quatre (4).

La zone H04-10 est circonscrite approximativement par le boulevard Mercure à l'est, la rue Lafontaine à l'ouest, la rue Cartier au nord et la rue Cherrier au sud;

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *957/9/03 - Avis de motion du règlement no 3141 – Zonage*

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3141 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) • de créer une nouvelle zone portant le numéro H06-52 à même une partie de la zone H06-04;
• de prescrire, dans la nouvelle zone H06-52, les mêmes usages et normes que pour la zone H06-04, à l'exception de la marge de recul minimale qui est réduite à quatre mètres (4 m).

La zone H06-04 est circonscrite par la rue Fradet au nord, la rue Saint-Jacques au sud, la 110e Avenue à l'ouest et la 115e Avenue à l'est.

B) • de créer une nouvelle zone portant le numéro H04-24 à même une partie de la zone H04-10;
• de prescrire, dans la nouvelle zone H04-24, les mêmes usages et normes que pour la zone H04-10, à l'exception :
▪ de la hauteur en étages qui est portée à trois (3) au lieu de deux (2);
▪ de la hauteur en mètres qui est portée à dix mètres (10 m) au lieu de neuf mètres (9 m);
▪ du nombre de logements par bâtiment qui est porté à douze (12) au lieu de quatre (4).

La zone H04-10 est circonscrite approximativement par le boulevard Mercure à l'est, la rue Lafontaine à l'ouest, la rue Cartier au nord et la rue Cherrier au sud.

***958/9/03 - Dispense de lecture du règlement no 3141 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3141, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) • de créer une nouvelle zone portant le numéro H06-52 à même une partie de la zone H06-04;
• de prescrire, dans la nouvelle zone H06-52, les mêmes usages et normes que pour la zone H06-04, à l'exception de la marge de recul minimale qui est réduite à quatre mètres (4 m).

La zone H06-04 est circonscrite par la rue Fradet au nord, la rue Saint-Jacques au sud, la 110e Avenue à l'ouest et la 115e Avenue à l'est.

B) • de créer une nouvelle zone portant le numéro H04-24 à même une partie de la zone H04-10;
• de prescrire, dans la nouvelle zone H04-24, les mêmes usages et normes que pour la zone H04-10, à l'exception :
▪ de la hauteur en étages qui est portée à trois (3) au lieu de deux (2);
▪ de la hauteur en mètres qui est portée à dix mètres (10 m) au lieu de neuf mètres (9 m);
▪ du nombre de logements par bâtiment qui est porté à douze (12) au lieu de quatre (4).

La zone H04-10 est circonscrite approximativement par le boulevard Mercure à l'est, la rue Lafontaine à l'ouest, la rue Cartier au nord et la rue Cherrier au sud;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***959/9/03 - Adoption du projet de règlement no 3143 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3143, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

• d'agrandir l'affectation industrielle « Industrie 2 » à même une partie de l'affectation mixte « Agricole / industrie 2 » pour une portion du territoire correspondant au lot 177 ptie située dans le prolongement de la rue Richard, au sud-ouest de la place Ouellet, et d'agrandir, en conséquence, le périmètre d'urbanisation de façon à y inclure ledit lot 177 ptie;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***960/9/03 - Avis de motion du règlement no 3143 – Plan d'urbanisme***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3143 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation industrielle « Industrie 2 » à même une partie de l'affectation mixte « Agricole / industrie 2 » pour une portion du territoire correspondant au lot 177 ptie située dans le prolongement de la rue Richard, au sud-ouest de la place Ouellet, et d'agrandir, en conséquence, le périmètre d'urbanisation de façon à y inclure ledit lot 177 ptie.

***961/9/03 - Dispense de lecture du règlement no 3143 – Plan d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3143, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

- d'agrandir l'affectation industrielle « Industrie 2 » à même une partie de l'affectation mixte « Agricole / industrie 2 » pour une portion du territoire correspondant au lot 177 ptie située dans le prolongement de la rue Richard, au sud-ouest de la place Ouellet, et d'agrandir, en conséquence, le périmètre d'urbanisation de façon à y inclure ledit lot 177 ptie;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***962/9/03 - Adoption du projet de règlement no 3144 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3144, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone industrielle I12-01 à même une partie de la zone agricole A12-04, afin d'y inclure le lot 177 ptie situé dans le prolongement de la rue Richard, au sud-ouest de la place Ouellet.
  La zone I12-01 longe le côté nord-ouest de l'autoroute Jean-Lesage, entre les boulevards St-Joseph Ouest et Lemire Ouest et la zone A12-04 est circonscrite par la rue St-Roch Sud et son prolongement au nord-ouest, approximativement jusqu'à la hauteur de la rue Barrière, par le boulevard Lemire Ouest au sud-ouest et par les arrière lots des terrains ayant front sur la rue St-Roch Sud et la place Kubota;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***963/9/03 - Avis de motion du règlement no 3144 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3144 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone industrielle I12-01 à même une partie de la zone agricole A12-04, afin d'y inclure le lot 177 ptie situé dans le prolongement de la rue Richard, au sud-ouest de la place Ouellet.
  La zone I12-01 longe le côté nord-ouest de l'autoroute Jean-Lesage, entre les boulevards St-Joseph Ouest et Lemire Ouest et la zone A12-04 est circonscrite par la rue St-Roch Sud et son prolongement au nord-ouest, approximativement jusqu'à la hauteur de la rue Barrière, par le boulevard Lemire Ouest au sud-ouest et par les arrière lots des terrains ayant front sur la rue St-Roch Sud et la place Kubota.

## ***964/9/03 - Dispense de lecture du règlement no 3144 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3144, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone industrielle I12-01 à même une partie de la zone agricole A12-04, afin d'y inclure le lot 177 ptie situé dans le prolongement de la rue Richard, au sud-ouest de la place Ouellet.
  La zone I12-01 longe le côté nord-ouest de l'autoroute Jean-Lesage, entre les boulevards St-Joseph Ouest et Lemire Ouest et la zone A12-04 est circonscrite par la rue St-Roch Sud et son prolongement au nord-ouest, approximativement jusqu'à la hauteur de la rue Barrière, par le boulevard Lemire Ouest au sud-ouest et par les arrière lots des terrains ayant front sur la rue St-Roch Sud et la place Kubota;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***965/9/03 - Adoption du projet de règlement no 3147 – Conditions d'émission des permis de construction***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3147, amendant le règlement de conditions d'émission des permis de construction no 2524 dans le but :

- de prévoir, pour les terrains situés dans la zone industrielle I12-01, comme conditions d'émission des permis de construction, que les services d'aqueduc et d'égouts soient établis sur une voie de circulation située dans un rayon de deux cents mètres (200 m) du terrain sur lequel la construction est projetée, au lieu d'être établis sur la voie de circulation en bordure de laquelle la construction est projetée;

soit et est adopté;

2$^{o}$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***966/9/03 - Avis de motion du règlement no 3147 – Conditions d'émission des permis de construction***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3147 amendant le règlement de conditions d'émission des permis de construction no 2524 dans le but :

- de prévoir, pour les terrains situés dans la zone industrielle I12-01, comme conditions d'émission des permis de construction, que les services d'aqueduc et d'égouts soient établis sur une voie de circulation située dans un rayon de deux cents mètres (200 m) du terrain sur lequel la construction est projetée, au lieu d'être établis sur la voie de circulation en bordure de laquelle la construction est projetée.

***967/9/03 - Dispense de lecture du règlement no 3147 – Conditions d'émission des permis de construction***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3147, amendant le règlement de conditions d'émission des permis de construction no 2524 dans le but :

- de prévoir, pour les terrains situés dans la zone industrielle I12-01, comme conditions d'émission des permis de construction, que les services d'aqueduc et d'égouts soient établis sur une voie de circulation située dans un rayon de deux cents mètres (200 m) du terrain sur lequel la construction est projetée, au lieu d'être établis sur la voie de circulation en bordure de laquelle la construction est projetée;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***968/9/03 - Adoption du règlement no 3137-1 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3137-1 a été donné (réf : 822/7/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3137-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de modifier les limites des zones commerciales C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16, et d'abroger la zone C12-11;
- de revoir les usages qui sont autorisés dans les zones C12-08, C12-09, C12-10 et C11-16.

Ces zones commerciales sont situées de part et d'autres du boulevard Lemire, entre les rues Sigouin et Saint-Georges.

B)
- de modifier les limites de la zone communautaire P12-04 et des zones résidentielles H07-15 et H07-16;
- de prescrire de nouvelles normes relatives à la construction dans la zone résidentielle H07-15.

Ces zones sont situées dans le développement domiciliaire La Volière et sont bordées approximativement par les rues des Grands-Ducs, du Faucon, des Harfangs et la rivière Saint-Germain.

C)
- d'autoriser l'aménagement d'un logement à l'intérieur d'une résidence pour personnes âgées (habitation collective h7) dans la zone résidentielle H05-09.

La zone H05-09 longe le côté sud-est du boulevard Jean-de-Brébeuf et elle est délimitée approximativement par les rues Duvernay et Charles-Garnier.

D)
- d'augmenter la hauteur maximale en mètre applicable pour un bâtiment dans la zone communautaire P04-01, de 10 m à 15 m.

La zone P04-01 est circonscrite par la rue Heriot, la rivière Saint-François, la rue Dunkin et la rue Saint-Édouard.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***969/9/03 - Adoption du règlement no 3138-1 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3138-1 a été donné (réf : 854/7/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3138-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) de réduire de quatre mètres (4 m) à deux virgule soixante-quinze mètres (2,75 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-05.
La zone H09-05 est située du côté est du boulevard Saint-Joseph et est bordée approximativement par les rues Demers, Celanese et ledit boulevard.

B) de réduire de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) la marge de recul minimale applicable dans la zone H09-10 et de soustraire la zone H09-10 de l'application de l'article 11.1.1 du règlement de zonage relatif à la moyenne des marges pour les terrains situés entre deux (2) terrains d'angle.
La zone H09-10 est délimitée approximativement par la 9$^{e}$ Avenue, la rue Saint-Damase, la rue St-Frédéric et les arrière lots des immeubles donnant sur la rue Notre-Dame.

C) de réduire de deux mètres (2 m) à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) la marge latérale minimale et de cinq mètres (5 m) à trois mètres (3 m) le total des marges latérales minimales applicables dans les zones H05-25 et H07-43.
Les zones H05-25 et H07-43 sont situées du côté est du boulevard Jean-de-Brébeuf, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Saint-Onge.

D) d'autoriser les cours de formation pour motocyclette dans la zone communautaire P07-02, selon certaines conditions.
La zone P07-02 est bordée approximativement par les rues Pelletier, Marchand, Saint-Frédéric, Saint-Georges, la rivière Saint-Germain ainsi que l'arrière lot des terrains donnant sur la rue Saint-Georges et le boulevard Lemire.

E) de modifier certaines normes d'implantation prescrites pour les bâtiments de la classe d'usages « Artériel léger (**$c_3$**) » dans la zone C11-18, afin d'autoriser les bâtiments de trois (3) et quatre (4) étages.
La zone C11-18 longe le côté sud-ouest du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Canadien et Paris.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *970/9/03 - Adoption du règlement no 3140 – Annulation du caractère de rue sur le lot 299-51-1P du cadastre du canton de Grantham*

Lecture est donnée du règlement no 3140 prévoyant l'annulation du caractère de rue sur le lot 299-51-1P du cadastre du canton de Grantham.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *971/9/03 - Adoption du règlement no 3142 – Présentation d'une demande commune de regroupement du territoire de la Ville de Drummondville avec ceux de la Ville de Saint-Nicéphore, de la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond et de la municipalité de Saint-Joachim-de-Courval*

Lecture est donnée du règlement no 3142 autorisant la présentation d'une demande commune de regroupement du territoire de la Ville de Drummondville avec ceux de la Ville de Saint-Nicéphore, de la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond et de la municipalité de Saint-Joachim-de-Courval.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

- **Le conseiller Denis Savoie**

Le conseiller Denis Savoie déclare qu'il n'est pas contre le projet de regroupement. Cependant il veut s'assurer que la population est au courant et que ses intérêts sont protégés.

Il s'oppose à la formation d'un comité exécutif. La loi n'oblige pas la formation d'un tel comité. Certaines questions se posent. La population sera-t-elle mieux servie par un comité exécutif ? Aura-t-elle de meilleurs services? Cette décision ne risque-t-elle pas d'éloigner le citoyen de l'appareil municipal et des élus?

Il enregistre sa dissidence en regard du point 21 du projet de demande commune de regroupement à savoir : « Comité exécutif ».

- **Madame la mairesse**

Depuis juin dernier la formation d'un comité exécutif a toujours fait l'objet du projet.

Cette décision ne crée pas de lourdeur au niveau du fonctionnement. Il remplace le comité de finances-personnel. Le comité exécutif n'est pas décisionnel. Elle fait lecture des articles 70.8 et 70.9 de la Loi sur les cités et Villes qui traitent des pouvoirs d'un comité exécutif. Le comité exécutif doit rendre compte au conseil qui lui prend les décisions.

Par ailleurs ce comité sera formé de 3 élus de la Ville de Drummondville, de la mairesse de Saint-Nicéphore et du maire de Saint-Charles-de-Drummond.

- **Le conseiller Denis Savoie**

Pourquoi ne pas retirer cet item si ce n'est pas lourd ?

Si à la prochaine élection, la population décide qu'il y a un comité exécutif il y en aura un.

- **Madame la mairesse**

Vous avez trouvé un prétexte pour faire de l'ombre à un projet qui va bien.

- **Le conseiller Denis Savoie**

Il réaffirme qu'il n'est pas contre le regroupement, mais contre l'item 21. Il le répète la Ville fait un cadeau aux autres municipalités, nos citoyens n'auront aucune baisse de taxes. Drummondville n'a jamais eu de comité exécutif et il maintient son opposition à l'article 21 de la demande commune de regroupement.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

## ***Information des membres du conseil***

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- monsieur Robert Yergeau, employé au Service d'urbanisme et à toute la famille à l'occasion du décès de sa belle-mère, madame Pauline Duhamel St-Cyr.

***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 15 septembre 2003.

***972/9/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h05.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***15 SEPTEMBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 15 septembre 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***973/9/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***974/9/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 2 septembre 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 2 septembre 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

### ***975/9/03***

***- Carburants***
***(Soumission no 03-0094 – Ouverture 10.09.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Pétro Sud-Ouest inc. au montant total approximatif de 213 120,00 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat et la livraison des produits précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***976/9/03***

***- Location de machinerie de déneigement (1 niveleuse)***
***(Soumission no TP-03-06 – Ouverture 27.08.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de R. Guilbeault Construction inc. au montant de 127,30 $ / heure (taxes en sus), étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour la location de l'équipement précité pour l'année 2003-2004 à savoir :

- location d'une (1) niveleuse Champion 736A, 1996, 190 H.P. (6 roues motrices).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant du :

- Cabinet du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant le regroupement et la tenue d'un référendum le 26 octobre prochain;
- Les Habitations André Lemaire pour une demande de changement de zonage;
- Fédération des coopératives d'habitation de la Mauricie et du Centre-du-Québec concernant l'acceptation du projet dans le programme AccèsLogis, de l'Îlot Résidentiel Adapté Drummond inc. et d'une demande financière accrue;
- Municipalité de Saint-Charles-de-Drummond pour l'entente concernant la fourniture d'eau potable;
- Recyc-Québec relativement à leur campagne d'information, de sensibilisation et d'éducation 2003-2004;

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***Rapport du trésorier – Activités électorales pour l'année 2002***

Conformément à l'article 513 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le trésorier d'élection dépose le compte rendu des activités électorales pour l'année 2002.

Les membres du conseil en prennent connaissance et copie est déposée aux archives de la Ville.

***977/9/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2555 rue Beaudoin***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de réduire le total des marges latérales minimal de façon à permettre l'aménagement d'un abri d'auto attenant au bâtiment, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 141-486 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 2555 de la rue Beaudoin;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.26);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation actuelle pour la zone où est situé le bâtiment (zone H07-44), le total des marges latérales minimal est de trois virgule cinq mètres (3,5 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est situé à une distance de un virgule cinquante-deux mètre (1,52 m) de la ligne latérale droite du terrain et que l'abri d'auto attenant au bâtiment principal aura une largeur de trois virgule soixante-six mètres (3,66 m), ce qui fera en sorte que le bâtiment sera situé à une distance de zéro virgule quatre-vingt-neuf mètre (0,89 m) de la ligne latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le total des marges latérales sera, par conséquent, de deux virgule quarante et un mètres (2,41 m) au lieu du trois virgule cinq mètres (3,5 m) réglementaire;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation de l'abri d'auto proposée respecte la marge latérale minimale de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) prescrite dans la zone;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que la largeur de l'abri d'auto serait trop petite et que le projet ne pourrait ainsi se réaliser;

CONSIDÉRANT QUE des immeubles voisins ont des implantations semblables à celle souhaitée, puisqu'elles ont été réalisées antérieurement à l'entrée en vigueur des normes actuelles (exemple : immeubles situés aux 2525 et 2545, rue Beaudoin);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le projet ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de trois virgule cinq mètres (3,5 m) à deux virgule trente-cinq mètres (2,35 m) le total des marges latérales minimal prescrit pour un bâtiment avec un abri d'auto attenant, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 141-486 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 2555 de la rue Beaudoin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***978/9/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 745 rue Chauveau***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de réduire le total des marges latérales minimal de façon à permettre l'aménagement d'un abri d'auto attenant au bâtiment, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 126-3-327 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 745 de la rue Chauveau;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.27);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation actuelle pour la zone où est situé le bâtiment (zone H02-04), le total des marges latérales minimal est de trois virgule cinq mètres (3,5 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est situé à une distance de deux virgule vingt-neuf mètres (2,29 m) de la ligne latérale gauche du terrain et de trois virgule quatre-vingt-onze mètres (3,91 m) de la ligne latérale droite du terrain et que l'abri d'auto attenant au bâtiment principal aura une largeur de trois virgule quatre mètres (3,4 m);

CONSIDÉRANT QUE le total des marges latérales sera, par conséquent, de deux virgule quatre-vingts mètres (2,80 m) au lieu du trois virgule cinq mètres (3,5 m) réglementaire;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation de l'abri d'auto proposée respecte la marge latérale minimale de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) prescrite dans la zone;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que la largeur de l'abri d'auto serait trop petite et que le projet ne pourrait ainsi se réaliser;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le projet ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'abri d'auto devra s'inspirer du style architectural du bâtiment principal;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de trois virgule cinq mètres (3,5 m) à deux virgule soixante-quinze mètres (2,75 m) le total des marges latérales minimal prescrit pour un bâtiment avec un abri d'auto attenant, **à la condition du dépôt d'un plan démontrant l'abri d'auto, lequel doit être en harmonie avec le style architectural du bâtiment principal**, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 126-3-327 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 745 de la rue Chauveau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***979/9/03 - Dépôt du procès-verbal (05.09.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 septembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***980/9/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 2200 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 2200 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.02);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- repeindre l'ensemble des murs extérieurs;
- installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur le boulevard Lemire;
- installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur la rue St-Denis;

**Rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE les murs avant (celui donnant sur le boulevard Lemire et celui donnant sur la rue St-Denis) sont repeints de couleurs bleue et grise;

CONSIDÉRANT QUE la couleur bleue est utilisée en partie supérieure de ces deux (2) murs, soit sur le bandeau, et que ce dernier est souligné d'une ligne de couleur jaune;

CONSIDÉRANT QUE les autres murs sont repeints de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'harmonisent entre elles et celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment;

**Enseigne rattachée au bâtiment (donnant sur le boulevard Lemire)**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée majoritairement de lettres détachées de couleur blanche et d'une ligne de couleur rouge soulignant les lettres détachées;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est localisée à droite du bâtiment, près de la porte d'accès à l'établissement et au-dessus de l'aire de bureau;

CONSIDÉRANT QUE cette même enseigne est installée sur le bandeau, ce qui ne rend pas cette dernière prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la qualité visuelle des autres établissements;

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne est en harmonie avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

**Enseigne rattachée au bâtiment (donnant sur la rue St-Denis)**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est constituée d'une plaque murale de forme stylisée et que le message est réalisé en surélévation;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est non lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc, le rouge et le vert;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur le bandeau en partie supérieure du mur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure et d'installation de deux (2)

enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 2200 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***981/9/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 200 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 200 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.03);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne projetante composée de bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est installée sur l'entablement, centrée par rapport au local de l'établissement et localisée à proximité de l'entrée de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection (éclairage existant);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le beige, le bleu, le blanc, le noir et le jaune, sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une intégration harmonieuse de l'enseigne au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE, de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 200 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***982/9/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur muret pour l'établissement situé au 1265 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret pour l'établissement situé au 1265 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer, aux abords du boulevard Lemire, une (1) enseigne sur muret d'une superficie maximale de cinq virgule quarante et un mètres carrés (5,41 $m^2$) et d'une hauteur maximale de trois mètres (3 m) pour la partie la plus haute de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne n'est pas lumineuse, ce qui permet une bonne visibilité de cette dernière, sans que celle-ci soit prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la cour avant du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le muret (structure) est composé de brique-pierre de couleur beige, lequel s'harmonise avec le revêtement se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour de l'enseigne est composé d'un couronnement de béton préfabriqué de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les faces de l'enseigne (fond de ces dernières) sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le message est réalisé en surélévation par rapport aux faces de l'enseigne et est constitué de lettres détachées de couleur or;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'environ trente (30) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'enseigne proposée, de par sa forme, ses couleurs et son design en général, s'inspire des caractéristiques du bâtiment principal et est en harmonie avec ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau existante est enlevée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1265 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***983/9/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 2105 de la rue Canadien – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 2105 de la rue Canadien a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de mille cent quarante-sept mètres carrés (1 147 $m^2$), le tout sur quatre (4) étages;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'inscrit en continuité avec l'alignement des autres bâtiments construits et celui projeté sur le même côté de la rue Canadien, ce qui contribue à la fermeture du cadre bâti de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade principale donnant sur la rue Canadien permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une visibilité fort intéressante à partir des voies de circulation avoisinantes de même qu'à partir des immeubles adjacents, et ce, tout en orientant l'implantation des autres bâtiments qui viendront s'ériger sur les terrains localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts, entre autres :
- de blocs de béton imitant la pierre de couleur beige (partie inférieure des murs);
- de panneaux de béton de couleur beige, dont le fini est de type « sablé » (autres parties des murs);

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels des soulignements horizontaux de maçonnerie, des jeux de colonnes ainsi que des coins français agrémentent les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont pourvus d'ornementations en béton (fleurs, rosaces et autres éléments décoratifs similaires à celles-ci);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est aménagé d'une (1) entrée principale bien marquée, laquelle est orientée vers la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est composée d'une marquise supportée par des colonnes;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de la marquise s'inspire des éléments d'ornementation se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont aménagés de décrochés, ce qui atténue la linéarité de ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont généreusement fenêtrés, ce qui procure de l'ouverture à ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des ouvertures sont ceinturées d'éléments décoratifs en béton;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « mansarde »;
CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est de l'acier peint de couleur noire (gris ardoise), lequel imite la tôle à baguette;

CONSIDÉRANT QU'un garde-corps métallique de couleur noire est installé au sommet de la tour centrale ainsi que des tourelles, ceci simulant une terrasse faîtière;

CONSIDÉRANT QUE les unités de climatisation sont dissimulées par un élément décoratif métallique de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs utilisées sont sobres et sont compatibles avec les autres couleurs se retrouvant dans l'environnement;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement sont réparties entre les cours avant et arrière;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur minimale de deux mètres (2 m) allant jusqu'à environ dix mètres (10 m) est réalisée en bordure de la rue Canadien et dans laquelle sont plantés au moins six (6) arbres;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont également prévues le long des murs du bâtiment et que celles-ci sont plantées d'arbres, d'arbustes et/ou de plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE sept (7) arbres supplémentaires sont plantés dans la bande gazonnée bordant la ligne arrière;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est aménagé d'une entrée charretière mitoyenne et d'une seconde entrée, celle-ci exclusive à la droite du terrain, le tout donnant sur la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont localisées en cour arrière et ne sont pas visibles des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'enclos à déchets est réalisé en cour arrière et que ce dernier est dissimulé par un mur écran;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse extérieure est aménagée le long du mur avant (façade principale), laquelle est adjacente à la piscine intérieure;

CONSIDÉRANT QUE lors de la rencontre, le promoteur mentionne que :

- la terrasse extérieure sera fermée par un garde-corps métallique de couleur noire et que cette dernière sera agrémentée d'arbustes et/ou plantes florales;
- l'entrée principale sera modifiée par la pose de portes en bois, lesquelles seront ceinturées de fenêtres s'inspirant de celles existantes sur le bâtiment;
- le bâtiment sera éclairé par réflexion au sol ainsi qu'à partir de la toiture et des murs;
- l'entrée charretière mitoyenne sera marquée de colonnes de maçonnerie reliées par un garde-corps métallique de couleur noire et que l'entrée secondaire sera traitée uniquement de colonnes de maçonnerie;
- le projet d'affichage sera soumis ultérieurement;
- l'aménagement de terrain (plantation d'arbres, d'arbustes et/ou plantes florales) sera soumis ultérieurement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction met en valeur l'entrée de la ville, de par ses qualités architecturales ainsi que son image de prestige;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2105 de la rue Canadien, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** les travaux d'aménagement de terrain (plantation seulement) ainsi que le projet d'affichage à une séance ultérieure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***984/9/03 - Acceptation des travaux d'implantation d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 2085 de la rue Canadien – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 2085 de la rue Canadien a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire :

- un bâtiment commercial d'une superficie approximative de six cent quatre mètres carrés (604 $m^2$), le tout sur deux (2) étages;
- une marquise d'une superficie approximative de deux cent douze mètres carrés (212 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'inscrit en continuité avec l'alignement des autres bâtiments construits et celui projeté sur le même côté de la rue Canadien, ce qui contribue à la fermeture du cadre bâti de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade principale donnant sur la rue Canadien permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une visibilité fort intéressante à partir des voies de circulation avoisinantes de même qu'à partir des immeubles adjacents, et ce, tout en orientant l'implantation des autres bâtiments qui viendront s'ériger sur les terrains localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la marquise (pour le service pétrolier) est localisée en cour avant (celle donnant sur le boulevard Lemire);

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement sont réparties entre les cours avant et arrière;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur minimale de deux mètres (2 m) est réalisée en bordure de la rue Canadien et du boulevard Lemire et dans laquelle sont plantés au moins six (6) arbres;

CONSIDÉRANT QUE des îlots de verdure sont également prévus à l'intérieur de l'aire de stationnement et que ceux-ci sont plantés d'au moins treize (13) arbres;

CONSIDÉRANT QUE vingt (20) arbres supplémentaires sont plantés dans les autres bandes gazonnées localisées dans la partie arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QU'une haie est prévue au pourtour du terrain commercial voisin (garage de réparation automobile) ainsi que sur la ligne arrière (celle adjacente à la résidence ayant façade sur le boulevard Lemire);

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est aménagé d'une entrée charretière mitoyenne et d'une seconde entrée, celle-ci exclusive à la gauche du terrain, le tout donnant sur la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) autres entrées charretières sont localisées sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE lors de la rencontre, le promoteur mentionne que :

- le traitement architectural du bâtiment principal s'inspire de celui du bâtiment adjacent (hôtel);
- les matériaux de revêtements extérieurs pour les murs ainsi que la toiture s'apparenteront à ceux du bâtiment voisin (hôtel);
- le gabarit du bâtiment sera de deux (2) étages afin de mieux harmoniser ce dernier au bâtiment adjacent (hôtel);
- les couleurs seront dans les teintes de beige et de noir;
- la fenestration sera plus abondante, mais en lien avec celle du projet de l'hôtel;
- la marquise localisée en cour avant du boulevard Lemire (commerce pétrolier) s'inspirera du traitement et des matériaux du bâtiment principal sur le site;

- les entrées charretières principales seront marquées de colonnes de maçonnerie reliées par un garde-corps métallique de couleur noire et que les entrées secondaires seront traitées uniquement de colonnes de maçonnerie;
- le projet d'affichage sera soumis ultérieurement;
- l'aménagement de terrain (plantation d'arbres, d'arbustes et/ou plantes florales) sera soumis ultérieurement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux d'implantation et de construction (fondation seulement) d'un nouveau bâtiment commercial (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2085 de la rue Canadien, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** le dossier quant aux travaux d'architecture des bâtiments, d'aménagement de terrain ainsi que le projet d'affichage à une séance ultérieure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *985/9/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé aux 633 et 639 de la rue Lindsay – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 633-639 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer au moins huit (8) fenêtres et six (6) portes;

CONSIDÉRANT QUE les portes remplacées donnent sur la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE les portes ont une surface vitrée d'environ cinquante pour cent (50 %) de la surface totale de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres s'inspirent de celles déjà existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ces fenêtres sont fixes en partie supérieure et coulissantes en partie inférieure;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention s'effectue dans le but d'uniformiser le type de fenêtres se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 633-639 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***986/9/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 1320 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 1320 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à agrandir le bâtiment commercial d'une superficie approximative de quarante-sept mètres carrés (47 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est agrandi en cour arrière, et ce, dans le prolongement du mur latéral droit (mur donnant sur la rue Cardin);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et toiture) est semblable à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant (celui donnant sur la rue Cardin) est pourvu d'un décroché, ce qui permet de briser la linéarité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QU'à même ce décroché, une entrée est réalisée en retrait, ce qui permet d'animer cette façade;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs de l'agrandissement sont recouverts d'un revêtement d'acier de couleur jaune-or (partie supérieure des murs) et de béton traité au jet de sable (partie inférieure des murs), le tout tel qu'existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement est pourvu d'une fenestration semblable à celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les soulignements horizontaux de couleur brune sont reproduits sur l'agrandissement, ce qui permet d'assurer une bonne continuité du style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet d'agrandissement s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment et dans le respect des autres bâtiments se retrouvant dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1320 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***987/9/03 - Acceptation des travaux de modification à l'architecture pour le bâtiment situé au 1000 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de modification à l'architecture pour le bâtiment situé au 1000 de la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de modification à

l'architecture sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial a été étudié par le comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.06.23) et que le conseil municipal a accepté ce dernier par la résolution numéro 763/7/03;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire désire modifier les couleurs des matériaux de revêtement extérieur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer :

- la brique de couleur rouge et/ou beige par un revêtement de brique-pierre ou de bloc de béton à face éclatée de couleur beige;
- le revêtement d'acier de couleur beige par un revêtement d'acier de couleur vert forêt;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant et le mur latéral gauche de la partie ayant deux (2) étages (bureaux) sont composés de brique-pierre de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE ces murs sont modulés de colonnes de brique-pierre et de soulignements horizontaux de maçonnerie, ce qui permet d'obtenir un style architectural dégageant une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant de l'agrandissement (entrepôt) est composé majoritairement d'acier de couleur vert forêt et partiellement de blocs de béton à face éclatée de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier sur le mur avant de l'entrepôt est modulé de colonnes de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction et de rénovation extérieure du bâtiment permet d'améliorer l'image globale du bâtiment et du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification à l'architecture du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'immeuble situé au 1000 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***988/9/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 458 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 458 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne projetante constituée de bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est installée sur un poteau supportant les galeries à gauche de l'accès menant au local de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le blanc, le gris, le vert et le rose, sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une intégration harmonieuse de l'enseigne au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa localisation et ses couleurs, n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE, de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 458 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *989/9/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300 de la rue Labonté – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux d'agrandissement (entrée principale des bureaux, entrepôt et usine) pour le bâtiment situé au 300 de la rue Labonté;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige (abords de l'autoroute 55), et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment :

- d'une superficie approximative de quarante-sept mètres carrés (47 $m^2$) (entrée principale des bureaux), le tout sur un (1) étage;
- d'une superficie approximative de trois mille quatorze mètres carrés (3 014 $m^2$) (entrepôt et usine), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement a déjà fait l'objet d'une acceptation quant à son implantation dans le cadre d'un règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (résolution du conseil municipal no 876/8/03);

**Entrée principale des bureaux**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour avant (cour donnant sur la rue Labonté – rue parallèle à l'autoroute 55);

CONSIDÉRANT QUE ce décroché permet de briser la linéarité du mur avant et bonifie globalement l'architecture, tout en constituant un élément signal pour la clientèle (entrée du bâtiment);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

- pour la partie inférieure des murs : un bloc architectural de béton de couleur s'apparentant à celle se retrouvant sur le bâtiment;
- pour la partie supérieure des murs et au-dessus de certaines ouvertures : un revêtement métallique de couleur grise;
- pour les autres portions des murs : de la brique de couleur rouge-orangé;

CONSIDÉRANT QUE cette construction, de par sa toiture arrondie, son traitement moderne et sa marquise protégeant les portes d'accès, permet de dégager une image de qualité supérieure, tout en respectant un style sobre;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de l'agrandissement est largement fenêtrée et est en lien avec celle existante sur la façade avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit (nombre d'étages, hauteur et type de toiture) est compatible à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs variées se retrouvant sur cet agrandissement sont compatibles avec celles se retrouvant sur le bâtiment existant, tout en créant un élément signal au niveau architectural pour le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

**Entrepôt et usine**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour latérale, et ce, dans le prolongement du mur avant donnant sur la rue Bernier;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur pour les murs est composé d'acier de couleur beige avec un bandeau de couleur brune pour la partie supérieure des murs;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit (hauteur, nombre d'étages et toiture) est compatible avec celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la couleur beige proposée sera en harmonie avec celle du bloc architectural de béton;

CONSIDÉRANT QUE le profil du revêtement d'acier s'apparentera aux nervures du bloc architectural déjà existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un alignement d'arbres (soit au moins huit (8) arbres) d'un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm) est prévu dans la bande gazonnée longeant la rue Bernier, venant ainsi agrémenter le traitement global de cette façade agrandie;

CONSIDÉRANT QUE la proposition démontre quatre (4) types de portes différentes quant à leur dimension, et ce, sur une portion réduite de la façade;

CONSIDÉRANT QUE le soulignement de couleur blanche au-dessus des portes permet d'atténuer la présence de ces dernières;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement du bâtiment industriel (tel que mentionné ci-dessus) situé au 300 de la rue Labonté, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'août 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

## ***990/9/03 - Autorisation à Moto Club Drummond inc. de circuler en certains endroits dans les limites de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise à Moto Club Drummond inc. les droits de passage suivants :

- traverse sur le boulevard Jean-de-Brébeuf le long du ruisseau près de l'autoroute 55 en direction de la voie ferrée, avec panneau indiquant traverse VTT;

- traverse sur le boulevard Jean-de-Brébeuf près de la bretelle de l'autoroute 55 avec panneau indiquant traverse VTT et circulation le long de la bretelle de l'autoroute 55 jusqu'à la clôture du pénitencier;
- le long de la bretelle de l'autoroute 55 jusqu'à la clôture du pénitencier et circulation le long de l'autoroute 55 sur le terrain de la Marconi jusqu'à la limite de St-Nicéphore;
- à partir du S.I.U.C.Q. vers l'autoroute 55;
- côté Sud de l'aéroport, sur le terrain de l'aéroport appartenant à la Ville de Drummondville, à la limite de St-Nicéphore jusqu'au boulevard Allard;
- route Rodier à la limite de Drummondville à la hauteur du Club de golf des Érables, environ 1.8 km, avec panneau indiquant voie partagée VR/VTT.

De plus, la Ville n'engage aucune responsabilité et se réserve le droit d'évaluer le dossier en cours de saison advenant que des problèmes majeurs soient portés à l'attention de la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***991/9/03 - Autorisation à La Légion Royale Canadienne – Tenue de leur campagne annuelle du coquelicot du 30 octobre au 9 novembre 2003; leur parade annuelle le 9 novembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise La Légion Royale Canadienne à tenir sa campagne annuelle du coquelicot du 30 octobre au 9 novembre 2003; à faire sa parade annuelle le 9 novembre 2003 selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires. De plus, une somme de 150 $ sera remise à l'organisme à titre de subvention et pour défrayer le coût d'une couronne.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***992/9/03 - Autorisation à l'école St-Simon – Tenue d'une marche pour la paix le 19 septembre 2003***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'école St-Simon à tenir une marche pour la paix le 19 septembre 2003 dès 13h15, et ce, pour une période de 20 minutes, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon un trajet approuvé par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***993/9/03 - Subvention de 1 000 $ - Carrefour jeunesse-emploi Drummond***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Carrefour jeunesse-emploi Drummond à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***994/9/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville d'installer des oriflammes à certains endroits***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville à installer 12 oriflammes aux endroits suivants :

- 3 oriflammes sur le boulevard Saint-Joseph en direction de Montréal au coin des rues Cockburn, Marchand et des Forges;

- 3 oriflammes sur le boulevard Saint-Joseph en direction de Sherbrooke au coin des rues Cockburn, Marchand et des Forges;
- 2 oriflammes sur la rue Cockburn;
- 2 oriflammes sur la rue Marchand;
- 2 oriflammes sur la rue des Forges.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***995/9/03 - Autorisation aux Services juridiques de la Ville à entreprendre des procédures judiciaires en regard de l'immeuble du 334 de la rue Lindsay***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Services juridiques de la Ville à entreprendre des procédures judiciaires en regard de l'immeuble du 334 de la rue Lindsay.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***996/9/03 - Modification des conditions salariales des brigadières scolaires***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification des conditions salariales des brigadières scolaires, le tout selon la recommandation du comité de personnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***997/9/03 - Entérinement des conditions de renouvellement proposées pour l'assurance collective pour la période du 1er septembre 2003 au 31 août 2004***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les conditions de renouvellement proposées par la compagnie d'assurance l'Industrielle pour la période du 1er septembre 2003 au 31 août 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***998/9/03 - Mandat à la Firme Raymond, Chabot, Grant, Thornton aux fins d'établir un diagnostic de performance organisationnelle et opérationnelle du Service de prévention incendie de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Raymond, Chabot, Grant, Thornton aux fins d'établir un diagnostic de performance organisationnelle et opérationnelle du Service de prévention incendie de la Ville de Drummondville. Une somme de 20 000 $ + taxes est prévue à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***999/9/03 - Cautionnement du Centre communautaire Drummondville-Sud inc. pour un montant de 390 000 $ en faveur de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire du Centre communautaire Drummondville-Sud inc. pour le remboursement d'une somme de 390 000 $ en faveur de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

Le tout est sujet à l'approbation du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1000/9/03 - Mandat à la compagnie CGI – Services professionnels nécessaires à la tenue d'un référendum dans le cadre de la demande commune de regroupement***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la compagnie CGI aux fins de fournir les services professionnels reliés à l'utilisation d'urnes permettant la compilation électronique des résultats nécessaires à la tenue d'un référendum dans le cadre de la demande commune de regroupement. Les honoraires reliés à ce mandat sont de l'ordre de 18 730 $.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Robert Lafrenière rappelle que dans le cas d'un référendum, tous doivent s'exprimer favorables ou non.

***1001/9/03 - Demande au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et au directeur général des élections l'autorisation lors du référendum du 26 octobre 2003 d'utiliser la compilation électronique des résultats***

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville s'apprête à tenir un référendum le 26 octobre 2003;

ATTENDU QUE pour l'élection du 7 novembre 1999, la Ville de Drummondville avait conclu une entente avec la ministre des Affaires municipales et de la métropole et le directeur général des élections pour l'utilisation d'un nouveau mécanisme de votation, soit la compilation électronique des résultats;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville est co-propriétaire des équipements, ayant conclu une entente avec Saint-Jean-sur-Richelieu;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu :

QUE la Ville de Drummondville demande au ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et au directeur général des élections du Québec l'autorisation d'utiliser la compilation électronique des résultats, le tout tel que proposé par la firme CGI, et ce, pour la tenue du référendum le 26 octobre 2003 et le vote par anticipation le 19 octobre 2003.

QUE la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document afférent au projet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1002/9/03 - Appui à la demande formulée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) par Rose Drummond inc.***

CONSIDÉRANT QUE la partie du lot 177 du cadastre du canton de Grantham fait partie intégrante de la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 177 du cadastre du canton de Grantham a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la portion du lot visée fait partie de la zone A12-04;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé permettra de réaliser l'implantation future d'une rue (incluant les infrastructures);

CONSIDÉRANT QUE cette nouvelle rue permettra de desservir des terrains industriels localisés en zone non agricole;

CONSIDÉRANT QU'à proximité de cette rue future, un terrain d'une superficie approximative de quatre virgule zéro neuf hectares (4,09 ha) a été inclus au périmètre d'urbanisation (décision # 313452) par la Commission de protection du territoire agricole;

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants est bon;

CONSIDÉRANT QUE les possibilités d'utilisation du lot à des fins d'agriculture sont limitées;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT QU'il y a des espaces appropriés disponibles ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande d'aménagement d'une rue, mais que la demande formulée est dans le but de desservir des lots situés à proximité de la rue;

CONSIDÉRANT QUE les services d'aqueduc et d'égouts sont disponibles à proximité de la voie publique à être réalisée;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation de cette rue ne peut se faire ailleurs sur le territoire, car cette dernière doit desservir des propriétés localisées dans le périmètre urbain et que sans cette rue, le développement de ce secteur est compromis;

CONSIDÉRANT QUE cette rue est requise pour l'installation d'infrastructures municipales (aqueduc et égouts) et que ceci doit également être réalisé afin d'assurer la protection incendie pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Rose Drummond Inc. auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 177 du cadastre du canton de Grantham, et ceci, dans le but d'aménager une voie publique (incluant les infrastructures).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1003/9/03 - Approbation des critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels en ingénierie*

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels en ingénierie concernant le projet de la rue Richard, et ce, selon le tableau suivant :

**Ville de Drummondville** **Numéro de projet : TPG-2003-08**

**Titre : TRAVAUX RUE RICHARD 2003 – DESSERTE INDUSTRIELLE ET PROTECTION INCENDIE**

| ***PARTIE 1*** | | | |
|---|---|---|---|
| **ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION** | | **Fournisseur A** | |
| CRITÈRES (minimum de 4) | Nombre maximal de points (1 à 30) | Cote (0 à 100 %) | Pointage |
| Expérience de la firme d'experts-conseils | 20 | | |
| Expérience du chargé de projet | 30 | | |
| Composition et expérience de l'équipe proposée | 20 | | |
| Compréhension du mandat | 20 | | |
| Présentation de la proposition | 10 | | |
| **POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :** | 100 | /100 | |
| Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes** | | | |
| ***PARTIE 2*** | | | |
| **ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL** | | Fournisseur A | |
| Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70) | | | |
| **Établissement du pointage final** : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix | | | |
| **Rang et adjudicataire** | | | |

_____ _____

(Signature) (EN LETTRES MOULÉES)

_____ _____

(date) (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1004/9/03 - Formation d'un comité de sélection pour l'octroi d'un contrat de services professionnels en ingénierie pour le projet d'aqueduc et d'égouts sur la rue Richard***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour l'octroi d'un contrat de services professionnels en ingénierie pour le projet d'aqueduc et d'égouts sur la rue Richard. Ledit comité sera formé par messieurs Francis Adam, Denis Larocque, Claude Proulx, Alain Boisvert à titre de secrétaire et Gérald Lapierre à titre de substitut.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1005/9/03 - Mandat à Martin Paradis, arpenteur-géomètre – Description technique d'une servitude à être consentie par Soucy International inc. à la Ville pour la mise en place d'infrastructures d'aqueduc***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de préparer et rédiger la description technique d'une servitude à être consentie par Soucy International inc. à la Ville de Drummondville pour la mise en place d'infrastructures d'aqueduc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1006/9/03 - Mandat à Me Jean Shooner, notaire – Préparation et rédaction de tout acte de servitude à intervenir entre la Ville de Drummondville et Soucy International inc.***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jean Shooner, notaire aux fins de préparer et rédiger tout acte de servitude et/ou d'acquisition à intervenir entre la Ville de Drummondville et Soucy International inc.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1007/9/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Analyse qualitative et quantitative dans le projet de mise en place des infrastructures dans le secteur de la rue Richard***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux à être utilisés dans le projet de mise en place des infrastructures dans le secteur de la rue Richard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1008/9/03 - Dépôt du compte rendu (04.09.03) - Comité de circulation***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 4 septembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1009/9/03 - Autorisation au Service des travaux publics à procéder à l'installation de panneaux interdisant le stationnement sur la rue Cloutier entre la rue Cormier et l'entrée de l'immeuble appartenant à Bingo Drummond***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation de panneaux interdisant le stationnement sur la rue Cloutier entre la rue Cormier et l'entrée de l'immeuble appartenant à Bingo Drummond.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1010/9/03 - Autorisation au Services des travaux publics à installer des arrêts toutes directions à l'intersection des rues St-Onge et des Colombes***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à installer des arrêts toutes directions à l'intersection des rues St-Onge et des Colombes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1011/9/03 - Dénonciation de l'intérêt de la Ville de Drummondville à poursuivre les démarches déjà entreprises en regard du Programme gouvernemental d'enfouissement des réseaux câblés de distribution sur des sites d'intérêt patrimonial, culturel et touristique***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville dénonce son intérêt à poursuivre les démarches déjà entreprises en regard du Programme gouvernemental d'enfouissement des réseaux câblés de distribution sur des sites d'intérêt patrimonial, culturel et touristique.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1012/9/03 - Adoption du second projet de règlement no 3141-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3141-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) • de créer une nouvelle zone portant le numéro H06-52 à même une partie de la zone H06-04;
• de prescrire, dans la nouvelle zone H06-52, les mêmes usages et normes que pour la zone H06-04, à l'exception de la marge de recul minimale qui est réduite à quatre mètres (4 m).

La zone H06-04 est circonscrite par la rue Fradet au nord, la rue Saint-Jacques au sud, la 110e Avenue à l'ouest et la 115e Avenue à l'est.

B) • de créer une nouvelle zone portant le numéro H04-24 à même une partie de la zone H04-10;
• de prescrire, dans la nouvelle zone H04-24, les mêmes usages et normes que pour la zone H04-10, à l'exception :
▪ de la hauteur en étages qui est portée à trois (3) au lieu de deux (2);
▪ de la hauteur en mètres qui est portée à dix mètres (10 m) au lieu de neuf mètres (9 m);
▪ du nombre de logements par bâtiment qui est porté à douze (12) au lieu de quatre (4).

La zone H04-10 est circonscrite approximativement par le boulevard Mercure à l'est, la rue Lafontaine à l'ouest, la rue Cartier au nord et la rue Cherrier au sud;

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1013/9/03 - Adoption du règlement no 3143 – Plan d'urbanisme***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3143 a été donné (réf : 960/9/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3143 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 dans le but :

• d'agrandir l'affectation industrielle « Industrie 2 » à même une partie de l'affectation mixte « Agricole / industrie 2 » pour une portion du territoire correspondant au lot 177 ptie située dans le prolongement de la rue Richard, au sud-ouest de la place Ouellet, et d'agrandir, en conséquence, le périmètre d'urbanisation de façon à y inclure ledit lot 177 ptie.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1014/9/03 - Adoption du règlement no 3144 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3144 a été donné (réf : 963/9/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3144 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- d'agrandir la zone industrielle I12-01 à même une partie de la zone agricole A12-04, afin d'y inclure le lot 177 ptie situé dans le prolongement de la rue Richard, au sud-ouest de la place Ouellet.

La zone I12-01 longe le côté nord-ouest de l'autoroute Jean-Lesage, entre les boulevards St-Joseph Ouest et Lemire Ouest et la zone A12-04 est circonscrite par la rue St-Roch Sud et son prolongement au nord-ouest, approximativement jusqu'à la hauteur de la rue Barrière, par le boulevard Lemire Ouest au sud-ouest et par les arrière lots des terrains ayant front sur la rue St-Roch Sud et la place Kubota.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *1015/9/03 - Adoption du règlement no 3147 – Conditions d'émission des permis de construction*

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3147 a été donné (réf : 966/9/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3147 amendant le règlement de conditions d'émission des permis de construction no 2524 dans le but :

- de prévoir, pour les terrains situés dans la zone industrielle I12-01, comme conditions d'émission des permis de construction, que les services d'aqueduc et d'égouts soient établis sur une voie de circulation située dans un rayon de deux cents mètres (200 m) du terrain sur lequel la construction est projetée, au lieu d'être établis sur la voie de circulation en bordure de laquelle la construction est projetée.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

- **J.P. Boisvert**

En fonction du référendum où et comment les gens vont s'informer.

- **Madame la mairesse**

La Ville va faire une campagne de sensibilisation, l'importance des enjeux d'aller voter, faire connaître toutes les étapes.

- **Le conseiller Robert Lafrenière**

La Ville peut transmettre les informations sur son site internet.

- **Madame la mairesse**

Tous les moyens à notre disposition seront utilisés.

***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 6 octobre 2003.

***1016/9/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19h55.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***6 OCTOBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 6 octobre 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny (absence motivée)
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***1017/10/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***1018/10/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 15 septembre 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 septembre 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

### ***1019/10/03***

***- Souffleuse à neige***
***(Soumission no 03-0084 – Ouverture 18.09.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Les Machineries Tenco (CDN) Ltée avec une valeur résiduelle de 4 229,92 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme pour l'alternative B.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location-achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1020/10/03***

***- Location d'un chargeur sur roues***
***(Soumission no 03-0101 – Ouverture 15.09.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Les Entreprises Bourget inc. au montant total de 20 704,50 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location de l'équipement ci-dessous, et ce, pour la période du 15 novembre 2003 au 15 avril 2004, à savoir :

- location d'un chargeur sur roues Caterpillar 938F, 1997, équipé d'une gratte à sens unique, d'une aile de côté et d'un godet avec attache rapide.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1021/10/03***

***- Entretien du parc Antonio-Lemaire***
***(Soumission no TP-03-04 – Ouverture 17.09.03 )***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de Centre de jardin paysagiste Gazon Expert au montant total de 6 400 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1022/10/03 - Protocole d'entente avec Cascades inc. pour l'entretien du parc Antonio-Lemaire***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Cascades inc. pour l'entretien du parc Antonio-Lemaire.

Le protocole d'entente prendra effet le 15 avril 2004 et se terminera le 31 octobre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1023/10/03***

***- Appareils respiratoires (3) (Soumission no 03-0107 – Ouverture 30.09.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de CMP Mayer inc. au montant total de 16 028,73 $ (taxes incluses) pour 3 appareils soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1024/10/03***

***- Travaux de réhabilitation d'une conduite d'égout pluvial rue Cormier (Soumission no TPG-2003-07 – Ouverture 01.10.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Francis Adam, directeur adjoint du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de Excavation Mc.B.M. inc. au montant de 90 557 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant du :

- Ministre de la Sécurité publique concernant le projet de loi 6;
- Municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham pour le renouvellement de la fourniture d'eau potable;
- Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover concernant la réglementation sur les chiens appliqués par la Sûreté du Québec;

- Ville de Saint-Nicéphore et de Cowansville concernant la délégation des pouvoirs pour demander des soumissions pour les assurances collectives;
- CDC Drummond inc. concernant l'appui aux projets de logements sociaux;
- madame Nathaly Roy, directrice du Raft inc. pour demander que le bâtiment de la GRC sur la rue Newton soit accessible à l'organisme, par contre il y a eu désistement;
- Région Centre-du-Québec pour une invitation à l'assemblée de fondation du Conseil de développement culturel du Centre-du-Québec (CDCCQ);
- Moto Club Drummond inc. pour des droits de passage;
- Résidents de la rue Gérémi demandant un suivi quant aux conséquences de la construction de l'usine de la rue Richard en regard de leur quiétude;

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

## ***1025/10/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 2 septembre 2003 au 6 octobre 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 3 594 380,19 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Rapport trimestriel du trésorier au 31 août 2003***

Le conseiller Roberto Léveillée commente le rapport trimestriel du trésorier pour la période se terminant le 31 août 2003.

## ***1026/10/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 5195 rue Richard***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser l'aménagement d'un accès au bâtiment ouvrant sur un axe horizontal (de type « porte de garage ») sur la façade principale du bâtiment situé sur le lot 177-62 (formé des anciens lots 177-45 à 177-50, 177-51P. à 177-53P. et 177-57P.) du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 5195 de la rue Richard;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.29);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est un terrain intérieur;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage autorise seulement pour ce type de terrain, les accès au bâtiment (de type « porte de garage ») donnant sur le mur latéral et le mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite procéder à la construction d'un bâtiment d'une superficie d'environ huit mille cent vingt-cinq mètres carrés (8 125 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite aménager un accès ouvrant sur un axe horizontal (de type « porte de garage ») sur la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE cette porte donne accès à la section « laboratoire » et que cette dernière est requise pour les opérations de l'entreprise;

CONSIDÉRANT QUE la porte d'accès est de couleur beige s'apparentant à celle de l'acier;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu des aménagements intérieurs de l'entreprise;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la construction du bâtiment doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser l'aménagement d'un accès au bâtiment ouvrant sur un axe horizontal (de type « porte de garage ») sur la façade principale du bâtiment, dans le cadre d'un projet de construction (tel que mentionné ci-dessus), et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 177-62 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 5195 de la rue Richard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1027/10/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 118-120, 8ième avenue***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal situé sur le lot 149-96 du cadastre du canton de Grantham, soit aux 118-120 de la 8ième Avenue;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé dans la zone d'habitation H09-12 et qu'en vertu du règlement de zonage actuel applicable au bâtiment principal, la marge latérale gauche minimale est de deux mètres (2m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été initialement érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1980, et qu'à l'époque, la marge latérale était de un virgule quatre-vingt-dix-huit mètre (1,98 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation préparé en août 2003 pour la vente de la propriété nous démontre l'implantation du bâtiment à un virgule soixante-trois mètre (1,63 m) pour la marge visée, soit une irrégularité de zéro virgule trente-sept mètre (0,37 m) par rapport à la norme actuelle prévue par le règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la requérante précise qu'elle est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une dérogation mineure visant à régulariser ladite marge latérale gauche ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis de construction et ont été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction, la requérante n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer pour le bâtiment principal existant, la marge latérale gauche minimale, fixant celle-ci à un virgule soixante-trois mètre (1,63 m) au lieu de deux mètres (2 m), et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 149-96 du cadastre du canton de Grantham, soit aux 118-120 de la 8ième Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1028/10/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1125 rue Bergeron***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser l'aménagement d'une aire de chargement/ déchargement temporaire en façade principale du bâtiment (incluant un accès au bâtiment ouvrant sur un axe horizontal (de type « porte de garage ») situé sur le lot 280-25 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 1125 de la rue Bergeron;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.31);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage autorise uniquement les aires de chargement/déchargement (incluant un accès au bâtiment ouvrant sur un axe horizontal (de type « porte de garage ») dans les cours latérales et arrière, sauf dans le cas de terrain d'angle où elles sont autorisées dans une cour avant où n'est pas située la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage mentionne que les manœuvres des véhicules devant accéder à une aire de chargement/déchargement doivent être exécutées hors rue;

CONSIDÉRANT QUE les requérants procèdent à un agrandissement du bâtiment sur le côté latéral droit de celui-ci, d'une superficie d'environ mille soixante-treize mètres carrés (1 073 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement projeté sera moins large que la portion existante du bâtiment et que cela constituera un prolongement de la façade principale du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE pour répondre aux besoins de chargement d'un produit de plus fort gabarit ainsi qu'aux bonnes opérations de l'entreprise, les demandeurs souhaitent aménager une aire de chargement/déchargement temporaire dans la cour avant ainsi qu'un accès ouvrant sur un axe horizontal dans le mur constituant la façade principale du bâtiment donnant sur la rue Bergeron;

CONSIDÉRANT QUE les requérants mentionnent qu'ils éprouvent des difficultés à faire les manœuvres de chargement concernées avec les ponts roulants pouvant être utilisés avec l'aire de chargement/déchargement dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE les requérants mentionnent :

- qu'ils souhaitent obtenir **un permis temporaire** pour l'utilisation de l'aire de chargement/ déchargement dans la cour avant incluant un accès ouvrant sur un axe horizontal dans le mur constituant la façade principale du bâtiment afin de répondre aux besoins actuels de l'entreprise;
- que le permis temporaire n'excèdera pas une durée de quarante-huit (48) mois;
- que l'échéance du permis temporaire prendra fin par le projet d'agrandissement du bâtiment sur le côté latéral droit, et ce, même si le délai de quarante-huit (48) mois n'est pas écoulé;
- que l'aire de chargement/déchargement dans la cour avant ainsi que l'accès ouvrant sur un axe horizontal dans le mur constituant la façade principale du bâtiment, seront conséquemment enlevés lors du projet d'agrandissement du bâtiment prévu sur le côté latéral droit;
- que cette aire de chargement/déchargement sera utilisée pour environ dix pour cent (10 %) de la production de l'entreprise, soit pour les produits de fort gabarit;
- que les cases de stationnement existantes longeant la rue Bergeron seront réaménagées sur le côté latéral gauche du bâtiment principal afin de faciliter les manœuvres des véhicules lourds en cour avant du bâtiment;
- que les manoeuvres des véhicules devant accéder à l'aire de chargement/ déchargement seront exécutées sur la rue Bergeron afin de se positionner devant l'aire de

chargement/déchargement sur une proportion n'excédant pas cinquante pour cent (50 %) de la largeur de la rue;
- qu'ils s'engagent à prendre tous les moyens nécessaires afin que les conducteurs des véhicules lourds soient informés des manœuvres de circulation souhaitées afin de minimiser l'utilisation de la rue Bergeron pour les manœuvres prévues (informations verbales, signalisation (poteau, bâtiment, chaussée) ou autres);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser l'aménagement d'une aire de chargement/déchargement **temporaire** en façade principale du bâtiment (incluant un accès au bâtiment ouvrant sur un axe horizontal (de type « porte de garage »)), **à la condition que l'aire de chargement/déchargement (incluant un accès ouvrant sur un axe horizontal (de type « porte de garage ») soit enlevée de même que les manœuvres des véhicules lourds sur rue aient cessées dans les quarante-huit (48) mois suivant l'émission du permis de construction ou dès l'agrandissement du bâtiment prévu sur le côté droit de ce dernier,** et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 280-25 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 1125 de la rue Bergeron.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1029/10/03 - Dépôt du procès-verbal (24.09.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 24 septembre 2003 et ajournée au 26 septembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1030/10/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1025 du boulevard René-Lévesque – P.I.A. (Le Grenier)***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1025 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur latéral gauche, lequel est orienté vers l'aire de stationnement où donne la façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur ce mur et est centrée au-dessus des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre cette dernière et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1025 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1031/10/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 1025 du boulevard René-Lévesque – P.I.A. (Reitmans inc.)***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1025 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur latéral gauche, lequel est orienté vers l'aire de stationnement où donne la façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur ce mur et est centrée au-dessus des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE la couleur de l'enseigne est le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE la couleur, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre cette dernière et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1025 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1032/10/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement du bâtiment et de démolition d'un bâtiment accessoire (garage) pour l'établissement situé au 195 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement du bâtiment et de démolition d'un bâtiment accessoire (garage) pour l'établissement situé au 195 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment et de démolition de bâtiment accessoire (garage) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- démolir le garage détaché localisé en cour latérale droite;
- agrandir le bâtiment en cour latérale droite d'une superficie approximative de cent mètres carrés (100 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

**Démolition**

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est démoli pour permettre l'agrandissement du bâtiment principal en cour latérale droite;

**Agrandissement**

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment contribue à la fermeture du cadre bâti et que celui-ci est réalisé en retrait du mur avant principal, ce qui permet de briser la linéarité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement, soit un (1) étage, permet d'obtenir un jeu intéressant de volume du bâtiment, tout en respectant le caractère d'origine de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont un revêtement de briques de couleur rouge pour le mur avant et le mur latéral droit et de l'acrylique de couleur beige pour le mur arrière, le tout tel qu'existant sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux, soit de la brique posée en éventail au-dessus des ouvertures donnant sur la façade principale, ajoutent au style architectural du bâtiment, le tout en lien avec ce que l'on retrouve sur ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant est composé d'une avancée (tourelle), ce qui respecte le style architectural particulier et distinctif du bâtiment et reprend un élément que l'on retrouve sur le mur latéral droit actuel du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est de l'acier imitant la tôle à baguette de couleur vert pâle;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures donnant sur la façade principale sont pourvues de fenêtres agrémentées de carreaux en partie supérieure;

CONSIDÉRANT QUE l'encadrement des ouvertures est de couleur blanche, ce qui favorise l'harmonie d'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une galerie ainsi qu'un accès pour personnes handicapées sont réalisés en cour avant, mais que ceux-ci sont dissimulés par la terrasse existante;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des matériaux utilisés, soit entre autres, le rouge, le beige et le vert pâle, contribuent à l'harmonie d'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect et en continuité avec ce que l'on retrouve dans le secteur, tout en créant un style architectural particulier et distinctif;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement du bâtiment et de démolition du bâtiment accessoire (garage) (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 195

de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1033/10/03 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment accessoire (remise) qui sera situé au 205 de la rue F.-X.-Charbonneau P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire (remise) qui sera situé au 205 de la rue F.-X.-Charbonneau a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (remise) d'une superficie approximative de quinze mètres carrés (15 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est implanté en cour arrière, près de la ligne latérale droite du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement pour les murs est un clin de vinyle de couleur beige et le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur foncée (noir nuancé de gris);

CONSIDÉRANT QUE le style architectural de la remise s'inspire de celui du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, cette construction, de par ses couleurs et son style, s'harmonise avec le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE cette intervention permettra de maintenir la qualité visuelle d'ensemble du secteur;

CONSIDÉRANT QU'une haie de conifères sera plantée le long du boulevard René-Lévesque, ce qui permettra de réduire l'impact visuel de la cour arrière;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (remise) (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 205 de la rue F.-X.-Charbonneau, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1034/10/03 - Acceptation des travaux d'installation de trois (3) enseignes rattachées au bâtiment et d'auvents pour l'établissement situé au 2815 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de trois (3) enseignes rattachées au bâtiment ainsi que d'auvents pour l'établissement situé au 2815 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.20);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation

d'enseignes rattachées au bâtiment ainsi que d'auvents sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer :

- sur le mur ayant front sur le boulevard Lemire : une (1) enseigne d'une superficie approximative de quatre virgule quatre-vingt-trois mètres carrés (4,83 $m^2$), et ce, au-dessus des fenêtres localisées dans la partie droite du bâtiment;
- sur les murs ayant front sur les rues Laviolette et Parent : respectivement une (1) enseigne d'une superficie approximative de un virgule soixante-sept mètre carré (1,67 $m^2$), et ce, sur les marquises protégeant les portes d'accès;
- environ huit (8) auvents au-dessus de certaines fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont installées à plat sur les murs avant;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées au bâtiment sont composées majoritairement de lettres détachées de couleur rouge, lesquelles sont soulignées d'une petite plaque de couleurs jaune et noire;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont éclairées par projection;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage des enseignes assurent une bonne harmonie entre ces dernières et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leurs dimensions et leurs localisations, sont peu prédominantes dans le paysage urbain et ne masquent pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE les auvents permettent d'animer les façades, tout en respectant le style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les auvents de couleur rouge sont d'un style particulier s'harmonisant au traitement architectural du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de trois (3) enseignes rattachées au bâtiment ainsi que d'auvents (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 2815 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *1035/10/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 405 de la rue St-Jean – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 405 de la rue St-Jean a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.21);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le bandeau d'acrylique de couleur « terre », une enseigne constituée d'une plaque d'une superficie approximative de trois mètres carrés (3 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme rectangulaire et que le message apposé sur la plaque est surélevé;

CONSIDÉRANT QUE les parties supérieure et inférieure de l'enseigne sont réalisées en relief, ce qui simule une moulure décorative;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le beige (le fond), le rouge (le lettrage) et le noir (les ornementations);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est au-dessus de la porte d'entrée de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisées, s'harmonise avec le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et son traitement, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 405 de la rue St-Jean, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1036/10/03 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant pour l'habitation située au 370 de la rue des Camélias – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations pour le bâtiment situé au 370 de la rue des Camélias a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./maison intergénérations, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une maison intergénérations à même une résidence unifamiliale isolée existante, soit à même le garage existant;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment construit a un (1) étage et une superficie approximative de cent cinquante-huit mètres carrés (158 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est érigé sur un terrain d'environ cinq cent soixante-sept mètres carrés (567 $m^2$) et que le ratio d'implantation de ce dernier, soit près de vingt-huit pour cent (28 %), est comparable à celui des bâtiments résidentiels situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs sont des revêtements de briques et de clin de vinyle de couleur grise et que celui de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur gris foncé;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations sur le bâtiment sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent à ceux se retrouvant sur les autres bâtiments localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant du bâtiment est pourvu d'avancées et/ou de décrochés, ce qui anime la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est aménagée de pignons et de niveaux variés, ce qui permet de briser la monotonie de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une abondante fenestration et que la porte d'accès au logement intergénérations est aménagée sur le mur latéral droit;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au logement additionnel est peu visible de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le bâtiment s'intègre bien à son environnement, de par son style architectural, ses revêtements extérieurs et ses couleurs, et qu'il s'apparente ainsi à une habitation unifamiliale isolée;

CONSIDÉRANT QUE la requérante prévoit réutiliser le logement supplémentaire comme garage, conformément à la réglementation, advenant que ledit logement devienne vacant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant (tel que mentionné ci-dessus) pour l'habitation située au 370 de la rue des Camélias, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (suite à un amendement au règlement de zonage).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1037/10/03 - Acceptation des travaux de construction (fondation seulement) d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 320 de la rue St-Alphonse – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 320 de la rue St-Alphonse;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment d'une superficie approximative de mille cent quarante-cinq mètres carrés (1 145 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE les rapports entre la largeur du bâtiment et la largeur du terrain donnant sur les voies de circulation sont relativement élevés, ce qui permet de refléter un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti et s'inscrit en continuité avec celle des bâtiments adjacents;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (nombre d'étages, type de toiture et hauteur) est compatible avec celui des bâtiments se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les façades sont modulées soit par des murs en retrait ou des murs en décroché, ce qui réduit la linéarité de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est majoritairement composé de clin de vinyle de couleur argile (beige foncé), représentant environ les deux tiers (2/3) de la surface des murs;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur pour la partie inférieure des murs ainsi qu'au pourtour de certaines ouvertures est composé de briques de couleur rouge, soit environ l'autre tiers de la surface des murs;

CONSIDÉRANT QUE les différents murs sont modulés par des jeux de matériaux, telles des colonnes de maçonnerie ainsi que des ornementations au pourtour des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE les entrées du bâtiment sont marquées de marquises, lesquelles sont supportées par des colonnes de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont pourvus d'une fenestration importante, ce qui anime adéquatement ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs utilisées s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur les bâtiments situés dans l'environnement, mais que l'utilisation de la couleur argile (beige foncé) pour le clin de vinyle rend ce matériau prédominant;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts de briques sur environ un tiers (1/3) seulement de leur surface, ce qui a un impact négatif sur l'image de marque et de prestige recherchée;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation restreinte de la brique (matériau noble) rend le bâtiment moins prestigieux quant à son image globale;

CONSIDÉRANT QUE les fondations sont prévues pour recevoir un revêtement de maçonnerie;

CONSIDÉRANT QU'aux abords du boulevard Lemire, d'autres projets ont été évalués et que l'utilisation de matériaux nobles est plus abondante;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « à quatre (4) versants » et que celle-ci est modulée de pentes variées, ce qui atténue sa linéarité ainsi que sa prédominance dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toiture est de couleur foncée, le tout en harmonie avec les autres couleurs se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement sont réalisées sur un terrain d'angle, soit à l'intersection de la rue St-Alphonse et de la 22$^{ième}$ Avenue;

CONSIDÉRANT QU'un seul accès est prévu sur la 22$^{ième}$ Avenue, soit une entrée seulement, et que la sortie est réalisée sur la rue St-Alphonse;

CONSIDÉRANT QUE le nombre d'accès au terrain est limité, ce qui permet de bien orienter la clientèle, tout en sécurisant les usagers sur le site et ceux des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'un enclos à déchets est aménagé dans la cour avant gauche et que ce dernier est dissimulé par un écran opaque de couleur s'apparentant à celles existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont, soit gazonnés et/ou paysagés;

CONSIDÉRANT le manque d'informations relativement à l'aménagement de terrain, soit entre autres, la plantation (arbres et/ou arbustes), leur type ainsi que leur localisation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction (fondation seulement) pour un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** les travaux d'architecture du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à l'utilisation abondante du revêtement de clin de vinyle sur l'ensemble des façades du bâtiment;

- **reporte** les travaux d'aménagement de terrain (plantation seulement) à une séance ultérieure;

et ce, pour le nouveau bâtiment qui sera situé au 320 de la rue St-Alphonse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1038/10/03 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 475 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 475 du boulevard St-Joseph Ouest a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer les revêtements extérieurs des murs avant (façade principale donnant sur le boulevard St-Joseph Ouest et façade secondaire donnant sur la rue Place des Quatre);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements actuels (soit de l'acier sur le bandeau en partie supérieure des murs et du clin de vinyle sur la partie inférieure des murs) sont remplacés par un revêtement d'acrylique de couleur beige foncé;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations telles que moulures stylisées, encadrements des ouvertures et coins français sont de couleur beige pâle;

CONSIDÉRANT QUE la partie basse des murs extérieurs est traitée de façon à simuler de la pierre;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent uniquement à remplacer des matériaux extérieurs, sans amélioration notable quant au style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment n'est pas bonifiée quant à sa fenestration, ce qui ne permet pas d'offrir à cette dernière une meilleure qualité visuelle;

CONSIDÉRANT QUE les plans soumis ne permettent pas aux membres du comité consultatif d'urbanisme de bien comprendre le dossier et qu'il serait approprié d'obtenir des plans facilitant la compréhension de ce dernier;

CONSIDÉRANT QU'il est possible d'améliorer le projet afin d'obtenir un bâtiment dont le style serait distinctif, tout en respectant les autres bâtiments se retrouvant dans l'environnement et en bonifiant l'image d'ensemble du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-

dessus) pour le bâtiment situé au 475 du boulevard St-Joseph Ouest, car ceux-ci ne répondent pas au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au manque d'harmonie en général des éléments architecturaux du bâtiment ainsi qu'à l'intégration par rapport aux autres bâtiments d'intérêt situés dans l'environnement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1039/10/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial et d'une marquise qui sera situé au 2085 de la rue Canadien – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 2085 de la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire :

- un bâtiment commercial d'une superficie approximative de six cent quatre mètres carrés (604 $m^2$), le tout sur deux (2) étages;
- une marquise d'une superficie approximative de deux cent douze mètres carrés (212 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction a déjà fait l'objet d'une acceptation quant à son implantation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (résolution du conseil municipal no 984/9/03);

**Implantation**

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'inscrit en continuité avec l'alignement des autres bâtiments construits et celui projeté sur le même côté de la rue Canadien, ce qui contribue à la fermeture du cadre bâti de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade principale donnant sur la rue Canadien permet d'atteindre un ratio intéressant par rapport à la largeur du terrain, ce qui favorise un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment lui confère une visibilité fort intéressante à partir des voies de circulation avoisinantes de même qu'à partir des immeubles adjacents, et ce, tout en orientant l'implantation des autres bâtiments qui viendront s'ériger sur les terrains localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la marquise (pour le service pétrolier) est localisée en cour avant (soit celle donnant sur le boulevard Lemire);

**Architecture**

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs du bâtiment sont recouverts, entre autres :

- de blocs de béton imitant la pierre de couleur beige (partie inférieure des murs);
- d'acrylique de couleur beige, dont le fini est de type « sablé » (autres parties des murs);

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux, tels des soulignements horizontaux de maçonnerie, des jeux de colonnes ainsi que des coins français, agrémentent les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont pourvus d'ornementations en béton (fleurs, rosaces ou autres éléments décoratifs similaires à celles-ci);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est aménagé d'une (1) entrée principale bien marquée par une tourelle, laquelle est orientée vers la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont généreusement fenêtrés, ce qui procure de l'ouverture à ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE le type de fenêtres s'inspire partiellement de celles prévues sur le bâtiment voisin (hôtel);

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « mansarde »;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est de l'acier peint de couleur noire (gris ardoise), lequel imite la tôle à baguette;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs utilisées sont sobres et sont compatibles avec les autres couleurs se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la marquise est composée de faces lumineuses de couleur rouge et que les poteaux sont de couleur s'harmonisant avec celles se retrouvant sur le bâtiment principal;

**Aménagement de terrain**

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement sont réparties entre les cours avant et arrière;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée d'une largeur minimale de deux mètres (2 m) est réalisée en bordure de la rue Canadien et du boulevard Lemire et dans laquelle sont plantés au moins six (6) arbres;

CONSIDÉRANT QUE des îlots de verdure sont également prévus à l'intérieur de l'aire de stationnement et que ceux-ci sont plantés d'au moins treize (13) arbres;

CONSIDÉRANT QUE vingt (20) arbres supplémentaires sont plantés dans les autres bandes gazonnées localisées dans la partie arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QU'une haie est prévue au pourtour du terrain commercial voisin (garage de réparation automobile) ainsi que sur la ligne arrière (celle adjacente à la résidence ayant façade sur le boulevard Lemire);

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de soixante millimètres (60 mm);

CONSIDÉRANT QUE le terrain est aménagé d'une entrée charretière mitoyenne et d'une seconde entrée, celle-ci exclusive à la gauche du terrain, le tout donnant sur la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) autres entrées charretières sont localisées sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des aires de stationnement est sécuritaire et limite les conflits de circulation;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une rencontre antérieure, le promoteur mentionnait que :

- les entrées charretières principales seront marquées de colonnes de maçonnerie reliées par un garde-corps métallique de couleur noire et que les entrées secondaires seront traitées uniquement de colonnes de maçonnerie;
- le projet d'affichage sera soumis ultérieurement;
- l'aménagement de terrain (plantation d'arbres, d'arbustes et/ou plantes florales) sera soumis ultérieurement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment commercial et d'une marquise (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2085 de la rue Canadien, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** à une séance ultérieure leur décision quant aux travaux d'aménagement de terrain (plantation seulement) ainsi qu'au projet d'affichage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1040/10/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier – P.I.A***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le mur donnant sur la rue Gauthier, une (1) enseigne stylisée constituée d'une plaque de bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée dans la partie droite du mur en pignon, à une hauteur comparable à celle des autres enseignes existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le blanc, l'or et le bourgogne, ce qui ne rend pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, ses couleurs et les types de matériaux utilisés, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1041/10/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 566-568 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 566-568 de la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer huit (8) fenêtres sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ces fenêtres sont fixes en partie supérieure et coulissantes en partie inférieure;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres remplacées sont de type « à guillotine »;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention s'effectue dans le but d'uniformiser le type de fenêtres se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux ont pour but d'améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 566-568 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1042/10/03 - Dénomination de nouvelles voies de circulation dans le développement « La Volière »***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin de dénommer cinq (5) voies de circulation situées à l'intérieur du développement « La Volière »;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.35);

CONSIDÉRANT QUE ledit développement est situé approximativement entre le boulevard Lemire et l'autoroute 55, la voie ferrée du C.N. et la rivière Saint-Germain;

CONSIDÉRANT QUE cinq (5) voies de circulation doivent être dénommées afin de compléter ce développement domiciliaire;

CONSIDÉRANT QU'une thématique est présente dans ce secteur, soit les noms d'oiseaux;

CONSIDÉRANT QUE le promoteur nous a fait part de certaines suggestions, soit :

- rue du Condor;
- rue des Grives;
- rue des Sarcelles;
- rue du Pélican;
- rue des Orioles;
- rue du Faisan;
- rue du Pioui;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une acceptation antérieure pour ce développement, il avait été convenu de retenir les noms d'oiseaux que l'on retrouve au Québec;

CONSIDÉRANT QUE certaines vérifications sont à effectuer en ce sens;

CONSIDÉRANT certaines difficultés d'écriture et/ou de prononciation pour certains noms;

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise la dénomination des rues « **des Grives** » et « **des Sarcelles** »;
- **reporte** à une séance ultérieure leur recommandation pour les trois (3) noms manquants.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de septembre 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

***1043/10/03 - Autorisation aux Services juridiques de la Ville à prendre action dans le dossier Exide Canada inc.***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Services juridiques de la Ville à prendre action dans le dossier Exide Canada inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1044/10/03 - Acceptation d'une subvention dans le cadre du programme de subvention pour la réfection des ponts et autres ouvrages d'art municipaux***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu :

- QUE la Ville de Drummondville accepte la subvention offerte par le ministère des Transports du Québec pour l'exécution et la surveillance des travaux prévus au cinquième rang Est, pont du Ruisseau Kelly;
- QUE la Ville de Drummondville s'engage à modifier, après l'acceptation des travaux, l'affichage de limitation de poids au pont pour refléter la nouvelle capacité structurale, si celle-ci a été bonifiée suite aux travaux;
- QUE la Ville de Drummondville demande au ministère des Transports de lui fournir les plans et devis pour effectuer lesdits travaux;
- QUE les travaux visés par l'offre du Ministère ne font l'objet d'aucune autre subvention.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1045/10/03 - Adoption de l'entente à conclure avec le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et le directeur général des élections du Québec relativement à l'utilisation d'un mécanisme de votation***

CONSIDÉRANT QUE la municipalité désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités afin de faire l'essai d'un nouveau mécanisme de votation lors du référendum du 26 octobre 2003;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité est d'accord avec le texte de l'entente à conclure avec le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et le directeur général des élections du Québec;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville adopte dans ses versions française et anglaise, le texte de l'entente à conclure avec le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et le directeur général des élections relativement à l'utilisation d'un mécanisme de votation, soit Accu-Vote ES 2000 pour le référendum du 26 octobre 2003;

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1046/10/03 - Protocole d'entente avec Le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation approximative de 4 900 heures de glace dans les deux arénas (Centre Marcel-Dionne et l'Olympia Yvan-Cournoyer)***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Drummond Sport inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation approximative de 4 900 heures de glace dans les deux arénas (Centre Marcel-Dionne et l'Olympia Yvan-Cournoyer).

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2003/2004 et représente une valeur de 539 000 $ en heures de glace.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1047/10/03 - Subvention de 400 $ - AFEAS secteur Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 400 $ à l'AFEAS secteur Drummondville à titre de subvention 2003 pour la tenue de la 8e édition du Salon des métiers d'art, les 10, 11 et 12 octobre prochains.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1048/10/03 - Subvention de 150 $ - Fondation Mira inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 150 $ à la Fondation Mira inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1049/10/03 - Subvention de 10 000 $ - Orchestre Symphonique de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 10 000 $ à l'Orchestre Symphonique de Drummondville à titre de subvention spéciale 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1050/10/03 - Subvention de 132 $ - GRAMI (Groupe de relation d'aide des maladies intestinales)***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 132 $ à GRAMI (Groupe de relation d'aide des maladies intestinales) à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1051/10/03 - Modification de la résolution 466/4/03 de façon à y ajouter le nom de la compagnie de financement soit « Alter Moneta » et le montant résiduel soit 77 556,58 $ taxes en sus***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification de la résolution 466/4/03

de façon à y ajouter le nom de la compagnie de financement soit « Alter Moneta ». De plus, la valeur résiduelle sera de 77 556,58 $ (taxes en sus) pour un camion incluant un balai de rue, le tout en conformité avec les clauses du cahier de charges et la soumission présentée par Cubex Ltée en date du 15 avril 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1052/10/03 - Radiation de certaines créances dues à la Cour municipale, et ce, pour un montant de 10 278,74 $***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville après avoir pris connaissance d'une liste déposée par le greffier de la Cour municipale, autorise la radiation de certaines créances pour un montant de 10 278,74 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1053/10/03 - Autorisation au Comptoir alimentaire Drummond inc. – Tenue de la Guignolée le 7 décembre 2003 de porte-à-porte; barrage routier aux coins des boulevards René-Lévesque et Des Pins***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comptoir alimentaire Drummond inc. à tenir la Guignolée le 7 décembre 2003 de porte-à-porte et un barrage routier aux coins des boulevards René-Lévesque et Des Pins, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1054/10/03 - Participation de la Ville de Drummondville à la 6e édition de Place aux Jeunes, MRC de Drummond***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville participe à la 6e édition de Place aux Jeunes, MRC de Drummond, le tout parrainé par Carrefour jeunesse emploi Drummond.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1055/10/03 - Adhésion à l'Association Francophone Internationale de Coopération Décentralisée (A.F.I.C.O.D.)***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville adhère à l'Association Francophone Internationale de Coopération Décentralisée (A.F.I.C.O.D.) et autorise le versement de la cotisation soit 135 euros (± 200 $).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1056/10/03 - Autorisation à la Maison Habit-Action de Drummondville inc. - Tenue de « La nuit des Sans-Abri » vendredi le 7 novembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison Habit-Action de Drummondville inc. à tenir « La nuit des Sans-Abri » le 7 novembre 2003 de 18h00 à 6h00. De plus, le conseil autorise l'installation de chapiteaux et l'utilisation de sites de feu sur les terrains du 655 et 657 rue Lindsay, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1057/10/03 - Vente d'une partie des lots 105-19 et 105-63 du cadastre du canton de Wickham à Éric Simoneau et Suzie Charron***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente en faveur de monsieur Éric Simoneau et madame Suzie Charron pour un terrain situé à l'angle de la rue Daniel et de la 108$^{e}$ avenue, connu et désigné comme étant une partie des lots 105-19 et 105-63 du cadastre du canton de Wickham. Cette vente est consentie pour le prix de 2$ le pied carré ou 21,5276 $ le mètre carré, soit un montant total de 3 675 $ plus taxes. De plus les acquéreurs doivent assumer les frais de description technique et les honoraires professionnels du notaire de leur choix.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1058/10/03 - Opinion du conseil en regard de la demande d'exemption de taxes foncières formulée par Café-Rencontre Drummond inc. à la Commission municipale du Québec***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'exemption de taxes foncières formulée par Café-Rencontre Drummond inc. à la Commission municipale du Québec pour l'immeuble du 132 rue Loring.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1059/10/03 - Opinion du conseil en regard de la demande d'exemption de taxes foncières formulée par la Société Alzheimer du Centre du Québec à la Commission municipale du Québec***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'exemption de taxes foncières formulée par Société Alzheimer du Centre du Québec à la Commission municipale du Québec pour l'immeuble du 115 rue Notre-Dame.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1060/10/03 - Autorisation concernant le renouvellement des ententes de supplément au loyer pour la période du 1$^{er}$ janvier 2004 au 31 décembre 2008***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le renouvellement des ententes de supplément au loyer consenties par l'Office Municipal d'Habitation de Drummondville inc. pour la période du 1$^{er}$ janvier 2004 au 31 décembre 2008, et ce, pour les 9 unités de l'année de programmation 1987 et de 7 unités de l'année de programmation 1988.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1061/10/03 - Signature d'un bail de location à intervenir avec Maule Canada pour l'utilisation des parties de lots 88A et 88B du cadastre du canton de Wickham (aéroport régional de Drummondville)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location à intervenir avec Maule Canada pour l'utilisation des parties de lots 88A et 88B du cadastre du canton de Wickham (aéroport régional de Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1062/10/03 - Changement de mandataire responsable de la gestion du service 9-1-1 et signature d'une entente à intervenir avec C.A.U.C.A.***

CONSIDÉRANT QUE la Sûreté du Québec exploite un Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU) qui reçoit les appels d'urgence provenant de la municipalité de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE c'est la Sûreté du Québec qui agit à titre de mandataire du Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU) Drummondville;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville avise la compagnie de téléphone desservant le territoire de Drummondville que les ententes et conventions qui ont été adoptées concernant le service 9-1-1 sont maintenues, mais qu'en date du **mois d'octobre 2003**, ce sera dorénavant **C.A.U.C.A.** qui agira à titre de mandataire du Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1063/10/03 - Réacheminement des circuits 9-1-1 vers le Service centralisé d'appels d'urgence C.A.U.C.A.***

CONSIDÉRANT QUE les appels d'urgence provenant des citoyens de la Ville de Drummondville sont actuellement reçus par le Service centralisé d'appels d'urgence (SCAU) de la Sûreté du Québec qui traite également des appels concernant la police à titre de Service secondaire d'appels d'urgence (SSAU);

CONSIDÉRANT QUE les appels d'urgence seront reçus au SCAU de C.A.U.C.A. et les appels concernant la police seront acheminés au centre de télécommunications (CDT) de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières qui agira à titre de Service secondaire d'appels d'urgence (SSAU);

CONSIDÉRANT QUE cette modification impliquera le réacheminement des circuits 9-1-1 vers le SCAU de C.A.U.C.A. et les appels de police seront réacheminés vers le centre de télécommunications de la Sûreté du Québec situé à Trois-Rivières;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie de téléphone desservant son territoire à procéder au réacheminement des circuits 9-1-1 vers le SCAU de **C.A.U.C.A**. et des appels de police vers le centre de télécommunications de la Sûreté du Québec situé à **Trois-Rivières**.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1064/10/03 - Appui à la demande de subvention déposée par la Société d'histoire de Drummondville pour le réaménagement des locaux et autorisation aux membres de la direction générale de la Ville à agir pour et au nom de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de subvention déposée par la Société d'histoire de Drummondville pour le réaménagement des locaux devant accueillir le Centre d'archives privé, Drummondville. De plus, le conseil autorise le directeur général ou l'un ou l'autre des directeurs généraux adjoints à agir à titre de répondant de la Ville et à signer tout document requis.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1065/10/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Assister le Service des travaux publics et de génie de la Ville dans l'évaluation des travaux à réaliser dans le cadre du Programme triennal d'immobilisation***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins

d'assister le Service des travaux publics et de génie de la Ville dans l'évaluation des travaux à réaliser dans le cadre du Programme triennal d'immobilisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1066/10/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec 9107-7818 Québec inc. – Prolongement d'une rue dans le développement Les Havres du Golf***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec 9107-7818 Québec inc. pour le prolongement de la rue connue comme étant une partie du lot 120 du cadastre du canton de Grantham dans le développement Les Havres du Golf.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1067/10/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. - Prolongement d'une rue dans le développement Les Havres du Golf***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins d'assurer la surveillance des travaux à réaliser dans le prolongement de la rue connue comme étant une partie du lot 120 du cadastre du canton de Grantham dans le développement Les Havres du Golf, et ce, aux frais du promoteur.

Le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. est également autorisé à soumettre les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation. De plus, la Ville de Drummondville confirme audit ministère qu'elle n'a aucune objection à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1068/10/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Prolongement d'une rue dans le développement Les Havres du Golf***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés dans le cadre de travaux de prolongement de la rue connue comme étant une partie du lot 120 du cadastre du canton de Grantham dans le développement Les Havres du Golf, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1069/10/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Remplacement de la conduite d'aqueduc sur la rue Richard entre le boulevard St-Joseph et la rue St-Roch Sud***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de préparer les plans, devis, appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux à réaliser pour le remplacement de la conduite d'aqueduc sur la rue Richard entre le boulevard St-Joseph et la rue St-Roch Sud.

Le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. est également autorisé à soumettre les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation. De plus, la Ville de Drummondville confirme audit ministère qu'elle n'a aucune objection à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1070/10/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Surveillance des travaux à réaliser sur la rue Richard et ses approches***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de préparer les plans, devis, appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux à réaliser sur la rue Richard et ses approches.

Le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. est également autorisé à soumettre les plans et devis au ministère de l'Environnement pour approbation. De plus, la Ville de Drummondville confirme audit ministère qu'elle n'a aucune objection à l'émission d'une telle approbation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1071/10/03 - Avis de motion du règlement no 3146 – Travaux de construction de conduites d'eau potable, d'égout domestique, d'égout pluvial, d'infrastructures, pavage, bordures et éclairage sur la rue Richard, affectant des soldes disponibles pour un montant de 149 208 $ et décrétant un emprunt n'excédant pas 680 292 $***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3146 décrétant des travaux de construction de conduites d'eau potable, d'égout domestique, d'égout pluvial, d'infrastructures, pavage, bordures et éclairage sur la rue Richard, affectant des soldes disponibles pour un montant de 149 208 $ et décrétant un emprunt n'excédant pas 680 292 $.

***1072/10/03 - Avis de motion du règlement no 3150 autorisant la Ville de Drummondville à se porter caution conjointe et solidaire de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc. pour le remboursement d'une somme de 1 000 000 $ en faveur de Banque Nationale du Canada***

Le conseiller Roger Lambert donne avis de motion du règlement no 3150 autorisant la Ville de Drummondville à se porter caution conjointe et solidaire de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc. pour le remboursement d'une somme de 1 000 000 $ en faveur de Banque Nationale du Canada.

***1073/10/03 - Adoption du règlement no 3141-1 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3141-1 a été donné (réf : 957/9/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3141-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A)
- de créer une nouvelle zone portant le numéro H06-52 à même une partie de la zone H06-04;
- de prescrire, dans la nouvelle zone H06-52, les mêmes usages et normes que pour la zone H06-04, à l'exception de la marge de recul minimale qui est réduite à quatre mètres (4 m).

La zone H06-04 est circonscrite par la rue Fradet au nord, la rue Saint-Jacques au sud, la 110e Avenue à l'ouest et la 115e Avenue à l'est.

B)
- de créer une nouvelle zone portant le numéro H04-24 à même une partie de la zone H04-10;
- de prescrire, dans la nouvelle zone H04-24, les mêmes usages et normes que pour la zone H04-10, à l'exception :
  - de la hauteur en étages qui est portée à trois (3) au lieu de deux (2);
  - de la hauteur en mètres qui est portée à dix mètres (10 m) au lieu de neuf mètres (9 m);
  - du nombre de logements par bâtiment qui est porté à douze (12) au lieu de quatre (4).

La zone H04-10 est circonscrite approximativement par le boulevard Mercure à l'est, la rue Lafontaine à l'ouest, la rue Cartier au nord et la rue Cherrier au sud.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Information des membres du conseil***

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- monsieur Michel Leblanc, employé à la bibliothèque municipale et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère, madame Liliane Robert-Leblanc.

**Les bureaux des services municipaux seront fermés le lundi 13 octobre (M. Gilles Fontaine)**

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés le lundi 13 octobre prochain, à l'occasion du congé de la Fête de l'Action de Grâces.

**Le service de transport en commun sera interrompu le lundi 13 octobre (M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe les usagers du transport en commun que le service sera interrompu le lundi 13 octobre prochain, à l'occasion de la Fête de l'Action de Grâces.

**Les opérations concernant l'enlèvement des déchets domestiques et la collecte sélective du lundi 13 octobre sont reportées au 15 octobre (M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des déchets domestiques, ni de collecte sélective, le lundi 13 octobre prochain, à l'occasion de la Fête de l'Action de Grâces.

**3e opération d'enlèvement des gros rebuts du 20 au 24 octobre (M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population que la troisième et dernière opération d'enlèvement des gros rebuts cette année aura lieu du 20 au 24 octobre prochains.

**La Ville de Drummondville offre 5 000 $ en bourses pour la 11e édition « Programme de soutien à l'excellence culturelle » (Me Céline Trottier)**

La conseillère Céline Trottier informe la population que, dans le cadre de son Programme de soutien à l'excellence culturelle, la Ville de Drummondville offre à nouveau cette année, pour une 11e édition, des bourses totalisant 5 000 $ à l'intention des jeunes qui excellent dans un art en particulier.

**Remerciements (Me Céline Trottier)**

La conseillère Céline Trottier félicite tout le personnel de la Ville, du Commissariat au commerce, du bureau du tourisme, ainsi que tous ceux qui ont participé au 16e colloque du Réseau les Arts et la Ville.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

- **Christian Rajotte**

- Monsieur Rajotte demande qui a droit de vote au référendum.

- Madame la mairesse précise que toute personne majeure et inscrite sur la liste électorale a droit de vote.

- Monsieur Rajotte demande des précisions sur le droit de vote d'un locataire de place commerciale.

- Le conseiller Denis Savoie informe que les compagnies ont droit de vote.

- Madame la greffière rappelle le processus.

- Monsieur Rajotte veut savoir quand se tiendront les élections si le résultat est positif.

- Madame la mairesse mentionne que si le résultat est positif l'élection se tiendra en 2005. Par contre, si le résultat est négatif, le ministre décréterait des élections en début de 2004.

**M. Daniel Dumont, rue Gérémi**

- Les résidents de la rue Gérémi veulent avoir des précisions quant au projet de Soucy International côté polluant, circulation et bruit.

- Madame la mairesse confirme que les élus ont pris connaissance de la demande des résidents; que les représentants du secteur ont rencontré monsieur Jauron et le conseiller Mario Jacques et que tous sont d'accord pour dire que monsieur Soucy est de très bon voisinage, que ses bâtiments sont de grande qualité. Il faut donc suivre l'évolution du dossier.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 20 octobre 2003.

## ***1074/10/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h15.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***14 OCTOBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 14 octobre 2003 à 16h00, ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***1075/10/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

### ***1076/10/03***

- ***Rue Richard – raccordement à la conduite d'eau du boulevard St-Joseph***
  ***(Soumission no 0503049-01 – Ouverture 10.10.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean Côté, ingénieur, Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Excavation Mc.B.M. inc. au montant de 64 757,99 $ taxes incluses soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1077/10/03 - Emprunt de 72 500 $ au fonds de roulement***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 72 500 $ à son fonds de roulement pour le financement des travaux du projet no 0503049-01.

Cet emprunt sera remboursable comme suit :

| | |
|---|---|
| 2004 | 14 500 $ |
| 2005 | 14 500 $ |
| 2006 | 14 500 $ |
| 2007 | 14 500 $ |
| 2008 | 14 500 $ |

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1078/10/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 475 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de rénovation extérieure et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 475 du boulevard St-Joseph Ouest;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste :

- à remplacer les revêtements extérieurs des murs avant (façade principale donnant sur le boulevard St-Joseph Ouest et façade secondaire donnant sur la rue Place des Quatre);
- réaménager une partie du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements actuels (soit de l'acier sur le bandeau en partie supérieure des murs et du clin de vinyle sur la partie inférieure des murs) sont remplacés par un revêtement d'acrylique de couleur beige foncé;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations telles que moulures stylisées, encadrements des ouvertures et coins français sont de couleur beige pâle;

CONSIDÉRANT QUE la partie basse des murs extérieurs est traitée de façon à simuler de la pierre;

CONSIDÉRANT QUE les murs sont modulés par l'aménagement de panneaux rectangulaires, ce qui anime les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE les travaux consistent à remplacer des matériaux extérieurs, tout en améliorant le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale ainsi que la façade latérale gauche du bâtiment sont bonifiées par l'ajout d'ouvertures, ce qui permet d'offrir à ces dernières une meilleure qualité visuelle;

CONSIDÉRANT QUE le projet de rénovation s'effectue en respectant les bâtiments se retrouvant dans l'environnement et bonifie l'image d'ensemble du secteur;

CONSIDÉRANT QUE la cour avant donnant sur la rue Place des Quatre est réaménagée par l'ajout d'un mur de soutien, d'arbustes et/ou de plantes florales et de trottoirs;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'un aménagement paysager permet d'améliorer l'image globale du site;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes existantes sur le bâtiment seront réinstallées et que toute nouvelle enseigne devra faire l'objet d'une acceptation en vertu du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure ainsi que d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 475 du boulevard St-Joseph Ouest, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

***1079/10/03***

***- Chasse-neige pour le véhicule #712***
***(Soumission no 03-0110 – Ouverture 06.10.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de Entreprises Desjardins & Fontaine Ltée au montant total de 12 700 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Période de questions***

Aucune personne n'était présente.

***1080/10/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 16h05.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***20 OCTOBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 20 octobre 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier (absence motivée)

- Personnes ressources :

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***1081/10/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***1082/10/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 6 octobre 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 6 octobre 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***1083/10/-3 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 14 octobre 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 14 octobre 2003 à 16h00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

***1084/10/03***

- ***Location achat – Photocopieur numérique (Service loisir et vie communautaire)***
  ***(Soumission no 03-0100 – Ouverture 01.10.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de BuroPro au montant de 19 945,34 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location/achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1084A/10/03***

- ***Location achat – Photocopieur numérique (Bibliothèque Côme St-Germain)***
  ***(Soumission no 03-0100 – Ouverture 01.10.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de BuroPro au montant de 15 804,44 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location/achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1085/10/03***

- ***Fourniture fleurs – Synthèse***
  ***(Soumission no 03-0102 – Ouverture 06.10.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que les soumissions reçues et retenues sont conformes pour chacun des bordereaux suivants :

A) Fourniture de fleurs annuelles : Les Serres Binette inc. au montant total de 3 288,51 $ (taxes incluses).
B) Fourniture et plantation de fleurs dans 283 paniers demi-lune : Centre horticole FoliFlor au montant total de 9 114,58 $ (taxes incluses).
C) Mosaïques (7) : Les Serres Binette inc. au montant total de 7 006,17 $ (taxes incluses).

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les fournisseurs pour la fourniture et l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :
- Commission de toponymie qui émet un avis favorable sur le nom de Drummondville pour désigner la nouvelle ville qui résulterait du regroupement de la Ville de St-Nicéphore, municipalité de St-Charles et St-Joachim-de-Courval avec la Ville de Drummondville;
- MRC de Drummond qui nous émet un avis favorable sur la demande de regroupement municipal par le biais d'une résolution;

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***1086/10/03 - Dépôt du procès-verbal (08.10.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 octobre 2003 et ajournée le 10 octobre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1087/10/03 - Acceptation des travaux de démolition de deux bâtiments résidentiels et de construction d'un nouveau bâtiment principal ainsi que d'un bâtiment accessoire (remise) qui seront situés aux 1029-1033 du boulevard Mercure – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de démolition de deux (2) bâtiments résidentiels et de construction d'un nouveau bâtiment principal ainsi que d'un bâtiment accessoire (remise) qui seront situés aux 1029-1033 du boulevard Mercure;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.02);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiments principaux et de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- démolir deux (2) bâtiments résidentiels;
- construire un bâtiment principal à usage résidentiel réparti sur trois (3) étages, pour une superficie approximative de quatre cent trente mètres carrés (430 $m^2$) ainsi qu'un bâtiment accessoire (remise);

**Démolition**

CONSIDÉRANT QUE la démolition des deux (2) résidences aura peu d'incidence sur le cadre bâti environnant, car celles-ci sont vétustes;

CONSIDÉRANT QUE la démolition est effectuée afin de permettre la construction d'un nouveau bâtiment localisé aux 1029-1033 du boulevard Mercure;

**Nouveau bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE la construction du bâtiment permettra de maximiser la fermeture du cadre bâti sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment, de par son implantation, s'inscrit en continuité avec l'alignement des bâtiments environnements;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux de revêtement extérieur, soit de la brique de couleur brun-rouge et du bloc de béton imitant la pierre de couleur beige, permettent de dégager une image de qualité pour ce bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont prévus au-dessus de certaines ouvertures du bâtiment ainsi qu'aux coins de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE la partie inférieure des murs ainsi que la portion des murs située au-dessus des portes d'entrée donnant sur la façade principale sont recouvertes de blocs de béton imitant la pierre;

CONSIDÉRANT QUE la façade avant du bâtiment est modulée par les balcons, ce qui contribue à la qualité de sa composition architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est en pente (deux (2) versants), mais que cette dernière est entrecoupée de petits pignons sur le versant principal, permettant ainsi de briser sa linéarité;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est de couleur brun foncé;

CONSIDÉRANT QUE les murs en pignon sont recouverts d'un revêtement de clin de vinyle de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs choisies sont traditionnelles et s'harmonisent avec celles se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration est composée de fenêtres de type « à battants » et dont l'encadrement est de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE seules les ouvertures donnant sur la façade principale sont munies de carrelage en partie supérieure;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie maximale de vingt-cinq mètres carrés (25 $m^2$) est réalisée en partie arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement des murs est un clin de vinyle de couleur beige et que celui du toit est de couleur brun foncé;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE des aménagements paysagers composés d'arbustes et/ou de plantes florales sont réalisés en cour avant principale et que l'aménagement de terrain respectera les exigences réglementaires de zonage en termes de bandes gazonnées;

CONSIDÉRANT QU'au moins sept (7) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE l'enclos à déchets est localisé en cour arrière et que celui-ci est dissimulé par un écran opaque de couleur s'harmonisant avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition de deux (2) bâtiments résidentiels et de construction d'un nouveau bâtiment à usage résidentiel ainsi que d'un bâtiment accessoire (remise) (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 1029-1033 du boulevard Mercure, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1088/10/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 131 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 131 de la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.03);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à rénover certaines façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs actuels sont remplacés par un revêtement de maçonnerie, soit de la brique de couleurs rouge nuancée de noir et beige;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs jeux de matériaux, soit de la brique posée en soldat en partie supérieure des murs et des ouvertures ainsi qu'à la base de celles-ci, ajoutent au style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de corniches de couleur bleue à la partie supérieure des murs crée un intérêt particulier et distinctif pour le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des ouvertures donnant sur la façade principale sont pourvues de fenêtres en imposte agrémentées d'un carrelage et dont la partie supérieure de ces dernières est de forme arrondie;

CONSIDÉRANT QUE l'encadrement des ouvertures est de couleur beige sable, ce qui favorise l'harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration de l'établissement commercial est suffisante, ce qui contribue à maintenir l'intérêt du piéton;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des couleurs des matériaux utilisés, soit entre autres, le rouge nuancé de noir, le beige et le bleu, forme un tout harmonieux pour l'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une partie du mur latéral droit (mur mitoyen) ainsi qu'une partie du mur latéral gauche sont repeintes de couleur s'harmonisant avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée menant à l'étage est protégée d'une marquise dont le revêtement est en acier imitant la tôle à baguette de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE les interventions s'effectuent dans le respect et en continuité avec ce que l'on retrouve dans le secteur, tout en créant un style architectural particulier et distinctif;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 131 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1089/10/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de quarante-huit mètres carrés (48 $m^2$), par l'ajout d'un (1) étage à la structure existante;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue en cour avant (avenue des Frères), et ce, dans un décroché peu visible des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique est d'un gabarit s'harmonisant au gabarit des portions adjacentes du bâtiment et contribue à fermer une cour intérieure;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est de l'acrylique de couleur beige s'harmonisant avec celui se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le type de fenestration, ses dimensions ainsi que leur rythme s'inspirent des fenêtres existantes;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de cet agrandissement est de type « plat », le tout tel qu'existant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve sur la portion visée du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1090/10/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 746 de la rue St-Pierre – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 746 de la rue St-Pierre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à réaménager la galerie donnant sur la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE la toiture couvrant la galerie est refaite et que cette dernière est à trois (3) versants;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de cette toiture est constitué d'acier imitant la tôle à baguette de couleur beige-brun;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps de la galerie ainsi que les colonnes supportant la marquise sont refaits en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'une annexe vitrée est réalisée à même la galerie avant existante;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de l'annexe est un clin de bois de couleur rouge-brun s'harmonisant avec la couleur se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions s'effectuent dans le respect du style d'origine du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 746 de la rue St-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1091/10/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 90 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 90 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de deux cent trente-neuf mètres carrés (239 $m^2$), le tout sur trois (3) étages;

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la largeur de la façade du bâtiment et la largeur du terrain est élevé, ce qui permet d'obtenir un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti et s'inscrit en continuité avec les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont constitués :

- de blocs de béton imitant la pierre de couleur beige pour la partie inférieure du mur de la façade principale ainsi que les coins français;
- de briques à face éclatée et/ou lisse de couleur beige et/ou beige foncé pour les autres parties des murs;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de maçonnerie tels que briques posées en soldat et/ou en boutisse et coins français viennent agrémenter les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment donne sur la rue Cormier et que celle-ci est marquée par une marquise et des colonnes;

CONSIDÉRANT QUE la marquise est supportée par des poteaux en aluminium de couleur blanche, et que ceci permet d'animer adéquatement la façade;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur foncée, utilisant le noir et/ou le brun;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de type « à quatre (4) versants » permet d'adoucir la hauteur du bâtiment, tout en offrant un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de toiture (pignons en façade) permettent d'animer la façade du bâtiment et de briser la linéarité de la partie de la toiture visible de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs se retrouvant sur le bâtiment s'harmonisent avec ceux des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) accès au terrain (entrées charretières) sont aménagés afin de desservir convenablement le site;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement permet de limiter les conflits de circulation avec les propriétés avoisinantes;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres des différentes cours sont engazonnés et/ou paysagés, ce qui agrémente le terrain;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet, de par son architecture et son style, permet une bonne harmonisation d'ensemble et dégage une image de qualité;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 90 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1092/10/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1330 du boulevard Mercure – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1330 du boulevard Mercure a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.07);

CONSIDÉRANT QUE le projet visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de quatre virgule quatre-vingt-douze mètres carrés (4,92 $m^2$) et d'une hauteur d'environ cinq virgule trente-trois mètres (5,33 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée d'un boîtier lumineux dont la couleur de la structure est noire;

CONSIDÉRANT QU'une moulure décorative est réalisée en partie supérieure du boîtier de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée de deux (2) boîtiers lumineux, lesquels sont séparés d'une bande métallique de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE la structure de l'enseigne est réalisée en métal de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural particulier de l'enseigne, soit moulures décoratives et tige courbée en partie inférieure du boîtier lumineux, permet à cette dernière d'avoir un style distinctif et sobre;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'une superficie approximative de trois mètres carrés (3 $m^2$) composé d'une trentaine d'arbustes et/ou de plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle du site et s'intègre bien avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1330 du boulevard Mercure, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1093/10/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 300 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 300 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment commercial d'une superficie approximative de cent cinquante-sept mètres carrés (157 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue dans le prolongement des murs latéraux, et ce, dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'en partie supérieure des murs latéraux, des modules rectangulaires sont aménagés, et ce, tout en s'inspirant de ceux existants sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des façades latérales est de l'acrylique de couleurs gris pâle et foncé, le tout tel que le revêtement existant;

CONSIDÉRANT QUE le mur arrière est recouvert d'un revêtement métallique de couleur blanche, le tout tel que le revêtement existant;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs choisies sont sobres et s'harmonisent bien entre elles et celles se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE des portes de type « garage », pour le service de réparation des véhicules, sont prévues au mur latéral droit agrandi;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement, soit sa hauteur, son nombre d'étages et son type de toiture, respecte le corps principal du bâtiment ainsi que celui des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les interventions s'effectuent en lien avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment et dans le respect du style de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 300 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1094/10/03 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 410B de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 410B de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment et que cette dernière est localisée sur le bandeau métallique au-dessus des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est une plaque murale composée d'un matériau lustré;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit le blanc pour le fond et le rouge, le jaune, le beige, le gris, le bleu et le noir pour le message, sont des couleurs sobres qui s'harmonisent entre elles et celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de l'enseigne (plaque rectangulaire sans ornementation ni design particulier) ne permet pas d'atteindre les objectifs fixés pour le secteur et présente peu de raffinement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne projetée n'est pas en harmonie avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé, de par son type, son design et ses matériaux, ne contribue pas à améliorer de façon significative l'image globale de l'affichage du secteur et ne favorise pas le développement d'une identité propre au secteur visé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 410B de la rue Lindsay, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à l'harmonie d'ensemble de l'enseigne par rapport au bâtiment, le style, le design et les matériaux utilisés pour l'enseigne.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1095/10/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1045 du boulevard René-Lévesque – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1045 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur latéral droit, lequel est orienté vers l'aire de stationnement où donne la façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne a une superficie d'environ cinq virgule quarante-trois mètres carrés (5,43 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur ce mur et est centrée au-dessus des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées lumineuses ainsi que d'un soulignement discontinu;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu et l'orangé;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre cette dernière et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1045 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1096/10/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le mur donnant sur la rue Cormier, une (1) enseigne stylisée constituée d'une plaque imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée dans la partie gauche du mur en pignon, à une hauteur comparable à celle des autres enseignes existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le violet (bleu), le blanc, le noir et le brun-beige, ce qui ne rend pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, ses couleurs et les types de matériaux utilisés, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1097/10/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 75 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 75 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur avant donnant sur la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur ce mur et est centrée au-dessus des fenêtres du rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées ainsi que d'un petit boîtier représentant un logo;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est partiellement lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier lumineux (petit logo) est de la même hauteur que les lettres détachées;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa couleur et son style, est peu apparente, ce qui rend cette dernière peu prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, ne nuit pas à la qualité visuelle du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 75 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1098/10/03 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1645 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1645 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de cinq virgule seize mètres carrés (5,16 $m^2$) et d'une hauteur d'environ six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée d'un boîtier lumineux de couleurs beige et bleue;

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives (tubulaires aux pourtours de l'enseigne et losanges) sont réalisées, ce qui agrémente l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE les faces du boîtier lumineux sont majoritairement constituées de couleurs bleue et bourgogne, ce qui permet d'atténuer la présence de l'enseigne dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le poteau de l'enseigne est réalisé en métal dont la couleur beige s'apparente à celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la largeur du poteau correspond à environ vingt-deux pour cent (22 %) de la largeur de l'enseigne, ce qui rend cette dernière visuellement moins imposante;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement particulier de l'enseigne, soit par ses moulures décoratives, permet à cette dernière de dégager une image de qualité supérieure, mais n'est pas en lien avec le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbustes et/ou de plantes florales est existant au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle du site, mais ne s'intègre pas avec le bâtiment principal;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1645 du boulevard Lemire, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au style de l'enseigne qui ne s'intègre pas au style du bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1099/10/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 175 de la rue Lindsay – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 175 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer le revêtement de briques existant sur le mur latéral gauche et le mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE la brique existante, notamment, celle près des ouvertures donnant sur le mur latéral gauche et le mur arrière, est détériorée (éclatée par le gel et le dégel);

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire a signifié son intention d'exécuter les travaux de rénovation dans une perspective de conservation du style actuel du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la brique à être installée est de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de maçonnerie sont prévus au-dessus des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation s'effectuent dans le respect du cadre bâti;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 175 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1100/10/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation de deux enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1355 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1355 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- rénover la façade principale du bâtiment;
- installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment, soit une (1) donnant sur le boulevard St-Joseph et une deuxième (2$^{e}$) donnant sur la rue St-Pierre;

**Rénovation extérieure**

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite aménager une nouvelle entrée principale au bâtiment donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle entrée est marquée d'un revêtement métallique de couleur rouge, et ceci pour la partie supérieure seulement;

CONSIDÉRANT QUE de par son design (forme arrondie), ses couleurs et ses matériaux, cet élément d'architecture sert d'élément signal dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) fenêtres sont fermées et remplacées par un revêtement métallique de couleur blanche;

**Enseignes rattachées au bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont installées sur les murs avant (ceux donnant sur le boulevard St-Joseph et la rue St-Pierre), soit au-dessus des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées au bâtiment sont composées de lettres détachées et d'un logo dont les couleurs sont, entre autres, le rouge et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE lesdites enseignes sont partiellement lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, les types d'affichage, les matériaux et l'éclairage des enseignes assurent une bonne harmonie entre ces dernières et les enseignes se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leurs dimensions et leur localisation, sont peu prédominantes dans le paysage urbain et ne nuisent pas à la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1355 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1101/10/03 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 400 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 400 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE ce projet consiste à réaménager l'aire de stationnement donnant dans les cours avant (boulevards St-Joseph et René-Lévesque), soit par l'ajout de bandes gazonnées et la réfection de l'asphalte;

CONSIDÉRANT QUE cette intervention nécessite le réaménagement de l'aire de stationnement et causera la perte d'environ cinquante (50) cases de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE la largeur des bandes gazonnées varie d'environ zéro virgule quatre-vingt-dix mètre (0,90 m) à trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QU'au moins quinze (15) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés à l'intérieur de ces bandes;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) aménagements paysagers d'une superficie minimale de trois mètres carrés (3 $m^2$) et composés d'environ une vingtaine d'arbustes et/ou de plantes florales sont aménagés à même les bandes gazonnées;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, ce réaménagement permet d'améliorer l'image globale du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1102/10/03 - Acceptation des travaux de construction de deux nouveaux bâtiments résidentiels à logements multiples qui seront situés aux 525- et 535 de la rue René-Verrier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction de deux (2) nouveaux bâtiments résidentiels à logements multiples qui seront situés aux 525 et 535 de la rue René-Verrier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de nouveaux bâtiments résidentiels sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire deux (2) bâtiments résidentiels ayant respectivement une superficie approximative de cent soixante-treize mètres carrés (173 $m^2$), le tout réparti sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des bâtiments, telle que proposée, vient permettre la fermeture du cadre bâti sur la rue René-Verrier;

CONSIDÉRANT QUE les façades principales du bâtiment sont aménagées de décrochés ainsi que de jeux de briques;

CONSIDÉRANT QUE les façades arrière (celles donnant sur le boulevard René-Lévesque) s'inspirent de la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE les murs arrière sont pourvus d'un bon décroché dans lequel une galerie ainsi qu'une toiture sont réalisées, ce qui permet de briser la linéarité de ces murs;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs est constitué de briques de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE les murs donnant sur les voies de circulation ont une fenestration et des accès au bâtiment en nombre et dimension suffisants, ce qui permet d'animer convenablement lesdites façades;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures des bâtiments sont marquées par un jeu de briques, ce qui permet d'ajouter des caractéristiques intéressantes au style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la forme de la toiture ainsi que son volume s'harmonisent avec ceux des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les jeux de toiture donnent au bâtiment un style architectural particulier;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des différents matériaux, soit le rouge pour la brique, le noir pour le bardeau d'asphalte ainsi que le blanc pour les garde-corps et les fenêtres, sont traditionnelles et s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE le style des deux bâtiments est semblable, mais qu'un des deux sera réalisé en plan inversé, ce qui permettra d'avoir deux bâtiments de style comparable mais d'apparence différente;

CONSIDÉRANT QUE la plantation d'une haie en cour arrière ainsi qu'un aménagement paysager du terrain seront réalisés;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cour arrière (cour donnant sur le boulevard René-Lévesque);

CONSIDÉRANT QU'un accès mitoyen (entrée charretière) permet d'accéder aux aires de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le bâtiment, de par son traitement architectural de qualité pour toutes ses façades et son style en général, s'intègre bien avec les autres bâtiments se retrouvant dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction de deux (2) nouveaux bâtiments résidentiels à logements multiples (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 525 et 535 de la rue René-Verrier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1103/10/03 - Délégation des membres du comité consultatif d'urbanisme, madame Anne Beauchemin et monsieur Michel Desrosiers au congrès de l'Association québécoise d'urbanisme***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation des membres du comité consultatif d'urbanisme, madame Anne Beauchemin et monsieur Michel Desrosiers au congrès de l'Association québécoise d'urbanisme qui se tiendra le samedi 1er novembre 2003 à Sorel-Tracy.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1104/10/03 - Protocole d'entente avec le Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) pour l'utilisation du Centre Marcel-Dionne et de services connexes***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) pour l'utilisation du Centre Marcel-Dionne et de services connexes.

Le protocole d'entente est valable du 1er août 2003 au 31 juillet 2004 et comprend le versement d'une subvention de 42 000 $ en fonctionnement et opération, 8 000 $ en frais administratifs et 6 000 $ en intérêts sur prêt.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1105/10/03 - Subvention de 175 $ - Association sourds, malentendants Centre du Québec inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 175 $ à l'Association sourds, malentendants Centre du Québec inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1106/10/03 - Subvention de 500 $ - Les Productions ArtZimut***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à Les Productions ArtZimut à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1107/10/03 - Autorisation au Drummond Sport inc (Drummondville Olympique) – Afficher la campagne "Opération Nez Rouge" du 17 novembre 2003 au 5 janvier 2004***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummond Sport inc. (Drummondville Olympique) à afficher la campagne Opération Nez Rouge, et ce, aux endroits suivants à savoir : sur le boulevard St-Joseph à l'angle de la rue St-Jean, près de l'entrée des Promenades Drummondville et à l'angle des boulevards St-Joseph et Mercure pour la période du 17 novembre 2003 au 5 janvier 2004.

L'opération Nez Rouge se déroulera les 5, 6, 10 au 13 et 17 au 31 décembre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1108/10/03 - Autorisation à la Ville de Victoriaville - Demande de soumissions publiques pour la fourniture de produits chimiques***

CONSIDÉRANT que le regroupement intermunicipal d'achat favorise la diminution des prix de base des produits chimiques, l'accroissement de la concurrence au niveau des produits non-différenciés et l'accroissement du ratio performance/coût au niveau de l'utilisation des produits substituts;

CONSIDÉRANT la proposition de la Ville de Victoriaville de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé pour la fourniture des produits chimiques pour l'année 2004;

CONSIDÉRANT l'article 29.9.1 de la Loi sur les Cités et Villes;

CONSIDÉRANT que la municipalité désire procéder à cet achat regroupé pour la fourniture des produits chimiques pour le traitement des eaux selon les quantités amplement décrites sur notre bon de commande préparé par le responsable du Service de l'approvisionnement;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu :

1° QUE la Ville de Drummondville confie à la Ville de Victoriaville le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé pour la fourniture des produits chimiques pour le traitement des eaux, nécessaires pour les activités de la municipalité pour l'année 2004, et ce, afin d'obtenir les produits et les quantités qui seront commandés par le responsable du Service de l'approvisionnement;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si la Ville de Victoriaville adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QU'une copie de la présente résolution et du bordereau de commande soient transmises à la Ville de Victoriaville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1109/10/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Remplacement de la conduite d'aqueduc sur la rue Richard entre le boulevard St-Joseph et la rue St-Roch Sud***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour le remplacement de la conduite d'aqueduc sur la rue Richard entre le boulevard St-Joseph et la rue St-Roch Sud.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1110/10/03 - Vente d'un terrain à monsieur Gérard Nadeau (lot 124-P du cadastre du canton de Grantham (chemin du Golf))***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente en faveur de monsieur Gérard Nadeau pour un terrain situé sur le chemin du Golf, connu et désigné comme étant le lot 124-P du cadastre du canton de Grantham au montant de 29,60 $ le mètre carré pour une superficie approximative de 2 500 $m^2$, le tout sujet aux conditions mentionnées dans l'offre d'achat déposée.

***1111/10/03 - Dépôt du compte rendu (08.10.03) - Comité de circulation***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 8 octobre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1112/10/03 - Installation d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues Gisèle et Martine***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à installer des arrêts toutes directions à l'intersection des rues Gisèle et Martine.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1113/10/03 - Établissement d'une zone de non-stationnement sur la rue Brock à la hauteur de la sortie du Centre hospitalier de soins de longue durée (CHSLD) Frederick-George-Heriot***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à établir une zone de non-stationnement sur la rue Brock à la hauteur de la sortie du Centre hospitalier de soins de longue durée (CHSLD) Frederick-George-Heriot, et ce, sur une zone de 15 mètres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1114/10/03 - Interdiction de stationnement sur la rue Hemming entre les rues Heriot et Brock***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à installer des panneaux interdisant le stationnement sur la rue Hemming entre les rues Heriot et Brock.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1115/10/03 - Dépôt du compte rendu (07.10.03) – Comité de transport en commun***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de transport en commun tenue le 7 octobre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1116/10/03 - Avis de motion du règlement no 3153 de façon à modifier l'article 779 du règlement 2700 relatif au tarif des permis de stationnement***

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion du règlement no 3153 de façon à modifier l'article 779 du règlement no 2700 relatif au tarif des permis de stationnement.

***1117/10/03 - Adoption du règlement no 3146 - Travaux de construction de conduites d'eau potable, d'égout domestique, d'égout pluvial, d'infrastructures, pavage, bordures et éclairage sur la rue Richard; affectant des soldes disponibles pour un montant de 149 208 $ et décrétant un emprunt n'excédant pas 680 292 $***

Lecture est donnée du règlement no 3146 décrétant des travaux de construction de conduites d'eau potable, d'égout domestique, d'égout pluvial, d'infrastructures, pavage, bordures et éclairage sur la rue Richard; affectant des soldes disponibles pour un montant de 149 208 $ et décrétant un emprunt n'excédant pas 680 292 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1118/10/03 - Adoption du règlement no 3150 autorisant la Ville de Drummondville à se porter caution conjointe et solidaire de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc. pour le remboursement d'une somme de 1 000 000 $ en faveur de Banque Nationale du Canada***

Lecture est donnée du règlement no 3150 autorisant la Ville de Drummondville à se porter caution conjointe et solidaire de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc. pour le remboursement d'une somme de 1 000 000 $ en faveur de Banque Nationale du Canada.

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Information des membres du conseil***

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Madame Claire Auclair, employée à la Société de développement économique de Drummondville (SDED) et à toute la famille à l'occasion du décès de sa belle-mère, madame Marie-Jeanne Brouillette.

**Interdiction de déposer des feuilles mortes dans les bacs verts (Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il est interdit de déposer des feuilles mortes dans les bacs verts, utilisés pour la collecte sélective.

**Cueillette des rebuts (Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe les contribuables qu'à compter du 3 novembre 2003, la cueillette des déchets se fera aux 2 semaines.

**Regroupement (Madame la mairesse)**

Madame la mairesse apporte une précision quant au résultat du référendum. En effet advenant un résultat négatif dans une municipalité le processus pourra se poursuivre avec les autres qui auront répondu favorablement.

Une invitation est également lancée aux citoyens afin que ceux-ci se rendent voter.

## ***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

**Monsieur Normand Létourneau**

- Celui-ci remet une pétition signée par les résidents de la rue Laferté concernant la circulation.

La vitesse et le volume de véhicules sur cette rue causent des désagréments aux résidents. La pétition suggère des moyens pour corriger la situation.

- Madame la mairesse souligne que le comité de circulation a déjà traité le dossier, des travaux ont déjà été réalisés pour améliorer la situation, ce qui ne semble pas répondre aux besoins. De nouvelles évaluations seront faites.

**Monsieur Jules Joyal**

- Monsieur Joyal demande une rencontre avec les élus.

**Monsieur Mario Landreville**

- Celui-ci soumet aux élus le projet Belle-Eau. Une évaluation sera faite et les signataires seront consultés.

## ***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 3 novembre 2003.

## ***1119/10/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h15.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***3 NOVEMBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 3 novembre 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***1120/11/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel en y ajoutant à la demande de la conseillère Céline Trottier, à l'item 57 « Félicitations ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***1121/11/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 20 octobre 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 20 octobre 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

***1122/11/03***

***- Habits de protection pour le Service de prévention des incendies (10) (Soumission no 03-0106 – Ouverture 24.10.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission des Équipements Incendie CMP Mayer inc. au montant total de 16 621,11 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant de :

- Monsieur Yvon Vincent de Les Spécialités V.Y.F. inc. qui soumet une pétition des propriétaires de la rue André C.-Hamel concernant la pose d'asphalte;
- madame Marie-Reine Cusson qui demande une lumière sonore au coin de la rue St-Jean et du boulevard St-Joseph;
- la municipalité de Saint-Bonaventure demandant de l'aide pour le contrôle biologique des mouches noires;
- de G.D.G. Environnement Ltée qui émet son compte rendu pour le contrôle biologique des mouches noires à Drummondville, Saint-Charles de Drummond, Saint-Nicéphore, Saint-Majorique et Saint-Joachim pour l'année 2003;

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***1123/11/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 octobre 2003 au 3 novembre 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 8 794 819,27 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1124/11/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 195 rue Lindsay***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de modifier le nombre d'étages minimal exigé pour l'agrandissement du bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 69 du cadastre du quartier Sud, soit au 195 de la rue Lindsay;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé dans la zone commerciale C03-11 autorisant, entre autres, des bâtiments ayant une hauteur minimale de deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE cette disposition avait été prévue afin d'assurer principalement la construction de nouveaux ou l'agrandissement de bâtiments d'un gabarit

s'harmonisant avec la majorité des bâtiments se retrouvant dans l'environnement et ainsi contribuer à la fermeture du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment commercial d'une superficie d'environ quatre-vingt-neuf virgule vingt mètres carrés (89,20 $m^2$) sur un (1) étage seulement, et ce, dans la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'agrandissement en mètres (au faîte du toit) est d'environ quatre virgule soixante-dix mètres (4,70 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment existant a déjà des parties ayant un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE la superficie de l'agrandissement visé et des parties existantes du bâtiment ayant un (1) seul étage excède la superficie permise par le règlement;

CONSIDÉRANT QUE la réglementation actuelle prévoit certaines exceptions quant à un agrandissement sur un (1) étage pour les bâtiments existants, lorsqu'une zone autorise uniquement des bâtiments de deux (2) étages minimum (ex. : localisation en cour arrière, utilisation commerciale, superficie maximale), mais qu'aucune exception n'a été prévue pour un agrandissement en cour latérale;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement sur un étage permet de mieux respecter le corps principal d'origine du bâtiment qui a deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'agrandissement et le recul du bâtiment par rapport à la rue ont pour effet de ne pas causer de discontinuité dans la trame bâtie;

CONSIDÉRANT QUE le style architectural de l'agrandissement est en harmonie avec celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de plus, le projet d'agrandissement devra faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.), assurant ainsi de mieux gérer l'intégration et l'harmonisation dudit projet en fonction du bâtiment existant et de l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à permettre un agrandissement d'une superficie maximale de quatre-vingt-quinze mètres carrés (95 $m^2$) sur un (1) étage seulement dans la cour latérale droite, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 69 du cadastre du quartier Sud, soit au 195 de la rue Lindsay.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1125/11/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 725 rue Leclerc***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal situé sur le lot 162B-418 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 725 de la rue Leclerc;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;
CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé dans la zone d'habitation H11-26 et qu'en vertu du règlement de zonage actuel applicable au bâtiment principal, la marge latérale gauche minimale est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été initialement érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1969, et qu'à l'époque, la marge latérale était de un virgule quatre-vingt-dix-huit mètre (1,98 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation préparé en février 2001 nous démontre l'implantation du bâtiment à un virgule soixante-dix mètre (1,70 m) pour la marge visée, soit une irrégularité de zéro virgule trente mètre (0,30 m) par rapport à la norme actuelle prévue par le règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la requérante précise qu'elle est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une dérogation mineure visant à régulariser ladite marge latérale gauche ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis de construction et ont été effectués de bonne foi;

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction, la requérante n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer, pour le bâtiment principal existant, la marge latérale gauche minimale, fixant celle-ci à un virgule soixante-dix mètre (1,70 m) au lieu de deux mètres (2 m), et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 162B-418 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 725 de la rue Leclerc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1126/11/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2375 rue Letendre***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser l'entreposage extérieur dans la cour latérale gauche d'un bâtiment principal situé sur le lot 281-87 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2375 de la rue Letendre;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.09.32);

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage autorise uniquement l'entreposage extérieur à un bâtiment principal, sur le même terrain que ce dernier pour les usages industriels, et ce, **dans la cour arrière seulement** pour les zones autorisant les classes d'usages **$i_1$** et **$i_2$**;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise fait partie de la classe d'usages $i_2$ et que celle-ci est spécialisée dans la fabrication de palettes de bois;

CONSIDÉRANT QUE la marge arrière disponible pour de l'entreposage extérieur est de six mètres (6m), ce qui laisse un espace insuffisant pour les besoins de l'entreprise;

CONSIDÉRANT QUE les entreprises d'utilité publique que sont Bell Canada et Hydro-Québec ont une servitude de trois mètres (3 m) dans cette même marge arrière, ce qui vient réduire d'autant l'espace disponible pour fin d'entreposage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant souhaite faire de l'entreposage extérieur dans la marge latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE l'entreposage extérieur en marge latérale gauche s'effectuera en retrait de trois mètres (3 m) par rapport à l'alignement du mur avant du bâtiment principal, soit à environ trente-neuf virgule soixante-dix-huit mètres (39,78 m) de l'emprise de rue;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur maximum de l'entreposage extérieur en marge latérale gauche n'excèdera pas deux virgule cinq mètres (2,5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement du site doit respecter les conditions du règlement de zonage actuel;

CONSIDÉRANT QU'une clôture opaque sera installée devant l'aire d'entreposage, soit avec un retrait minimal de trois mètres (3m) par rapport à l'alignement du mur avant du bâtiment principal, de façon parallèle à la rue Letendre;

CONSIDÉRANT QU'une clôture opaque sera aussi installée près de la ligne latérale gauche longeant le lot avoisinant, soit le lot 281-108;

CONSIDÉRANT QUE la clôture opaque aura une hauteur de deux virgule cinq mètres (2,5 m) permettant de dissimuler le produit entreposé;

CONSIDÉRANT QU'un minimum de cinq (5) arbres ayant un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) seront disposés en quinconce entre l'aire de l'entreposage et l'emprise de la rue;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement proposé entre l'aire de l'entreposage et l'emprise de la rue contribuera à maintenir une qualité d'ensemble générale quant à l'image globale du terrain et de son environnement;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage actuel occasionne conséquemment un préjudice sérieux au requérant pour l'entreposage extérieur de son produit;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une dérogation mineure visant à autoriser l'entreposage extérieur dans la marge latérale gauche ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser l'entreposage extérieur dans la marge latérale gauche pour le bâtiment principal existant, mais ce, **aux conditions suivantes**, soit :

- que l'entreposage ne doit pas excéder deux virgule cinq mètres (2,5 m) de hauteur et que ce dernier doit être dissimulé par un écran opaque d'une hauteur suffisante;
- que l'entreposage doit s'effectuer avec un retrait minimal de trois mètres (3 m) par rapport à l'alignement du mur avant du bâtiment principal;
- qu'une clôture opaque d'une hauteur maximale de deux virgule cinq mètres (2,5 m) doit être aménagée afin de dissimuler l'aire d'entreposage;
- qu'une plantation d'au moins cinq (5) arbres minimale d'un diamètre de cinquante millimètres (50 mm) doit être réalisée entre la clôture et l'emprise de rue;

et ce, pour le bâtiment situé sur le lot 281-87 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2375 de la rue Letendre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1127/11/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé sur le 33 et 44 ptie, chemin Hemming*

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge arrière applicable au bâtiment principal qui sera situé sur le lot 33 et une partie du lot 44 actuels du cadastre du quartier Nord, soit sur le chemin Hemming;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment projeté est situé dans la zone d'habitation H03-05 et qu'en vertu des normes d'implantation prévues au règlement de zonage actuel et applicables au bâtiment principal, la marge arrière minimale est de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite ériger le nouveau bâtiment avec une marge arrière de deux virgule quatre-vingt-deux mètres (2,82 m);

CONSIDÉRANT QUE le mur visé du bâtiment comporte des avancées/retraits faisant varier la distance entre ledit mur et la ligne de lot visé (lot 34) de deux virgule quatre-vingt-deux mètres (2,82 m) à six virgule quatre-vingt-dix-sept mètres (6,97 m);

CONSIDÉRANT QU'en effectuant une moyenne des quatre (4) distances identifiées au plan, la marge arrière « moyenne » est de quatre virgule six mètres (4,6 m);

CONSIDÉRANT QUE la localisation du bâtiment dans l'axe parallèle au chemin Hemming doit tenir compte de la présence d'un bâtiment accessoire qui devait être localisé sur le lot voisin 32P., mais qui dans les faits, empiète sur le lot 33;

CONSIDÉRANT QUE cet empiètement diminue la largeur utilisable de terrain pour fin de construction et que cet espace ne peut être récupéré par le demandeur pour augmenter celle-ci (droit d'utilisation doit être reconnu au propriétaire du lot 32P.);

CONSIDÉRANT QUE la localisation de la résidence projetée tient également compte des vues souhaitées sur la rivière et de la présence d'arbres d'intérêt sur le site;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur a entrepris des démarches afin d'acquérir les lots 34 et 35 afin de régulariser la forme de son terrain et de pouvoir s'assurer de l'utilisation éventuelle de cesdits lots;

CONSIDÉRANT QUE les lots visés sont la propriété de l'entreprise d'utilité publique Hydro-Québec;

CONSIDÉRANT QUE, selon les premières informations fournies par le représentant du demandeur, cette entreprise ne voit pas d'inconvénient à se départir desdits lots;

CONSIDÉRANT QUE ces lots concernés de même que ceux adjacents localisés plus à l'ouest sont également la propriété d'Hydro-Québec;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de contrôle intérimaire (RCI) de la municipalité régionale de comté (MRC) a accordé un caractère public à l'ensemble des lots visés par le règlement MRC-400 adopté par le conseil des maires le 13 août 2003, afin que leurs possibilités d'utilisation ne soient pas modifiées à court terme;

CONSIDÉRANT QUE l'adoption de ce règlement fait suite à une démarche de la Chambre de commerce et d'industrie de Drummond qui a demandé à la MRC de prendre les moyens dont elle dispose pour protéger le potentiel récréotouristique des terrains situés aux abords de la rivière Saint-François appartenant à des organismes publics et parapublics;

CONSIDÉRANT QUE le conseil de la MRC se propose d'évaluer le potentiel récréotouristique desdites propriétés appartenant à des organismes publics et parapublics et que, par conséquent, l'usage de ces terrains ne doit pas être modifié avant de connaître les orientations de la MRC s'y rapportant;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite entreprendre une démarche à court terme auprès de la MRC visant à faire modifier la délimitation de type « public » des lots 34 et 35;

CONSIDÉRANT QUE le résultat de cette demande ne sera toutefois pas connu avant quelques mois;

CONSIDÉRANT QU'après un constat des lieux, il apparaît que la profondeur des lots de caractère « public » qui est potentiellement utilisable à des fins d'aménagement récréatif est inférieure à la profondeur de ceux-ci apparaissant sur le plan de cadastre (ce dernier indiquant la profondeur réelle totale des lots sans indication quant à leur potentiel d'aménagement);

CONSIDÉRANT QUE le caractère « public » des lots visés (en totalité ou en partie) devra faire l'objet d'une réévaluation;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure visant à diminuer, pour le bâtiment principal, la marge arrière minimale, fixant celle-ci à deux virgule quatre-vingt-deux mètres (2,82 m) au lieu de neuf mètres (9 m), et ce, pour le bâtiment projeté sur le lot 33 et une partie du lot 44 actuels du cadastre du quartier Nord donnant sur le chemin Hemming.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1128/11/03 - Dérogation mineure - Immeubles situés aux 1365, 1375, 1385 et 1395 rue de la Sève*

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de réduire le frontage minimal des terrains qui seront subdivisés à même une partie de l'actuel lot 171P. du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 1365, 1375, 1385 et 1395 rue de la Sève;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.20);

CONSIDÉRANT QUE le lot visé fait partie intégrante de la zone résidentielle H11-39;

CONSIDÉRANT QUE cette zone autorise les habitations unifamiliales contiguës et que les terrains pour construire ce type de bâtiments doivent avoir une largeur minimale de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QUE le lot visé actuel se situe à l'extérieur d'une courbe de la rue de la Sève;

CONSIDÉRANT QUE lors de l'établissement du rayon de la courbe de ladite rue, aucune vérification n'a été faite par l'arpenteur-géomètre quant à la largeur de terrain disponible pour fin de subdivision future;

CONSIDÉRANT QUE les terrains localisés de part et d'autre du lot visé (soit les lots 171-17 et 171-56) sont déjà construits et que ceux-ci ne peuvent être réduits en terme de largeur pour augmenter le frontage sur rue du lot à construire (qui sera composé de quatre (4) terrains);

CONSIDÉRANT QUE le demandeur souhaite réduire le frontage des terrains à construire afin de pouvoir y ériger quatre (4) unités d'habitations unifamiliales contiguës;

CONSIDÉRANT QUE le frontage du terrain visé est de vingt et un virgule huit mètres (21,8 m) et que le demandeur souhaite le subdiviser en quatre (4) terrains d'un frontage égal afin de pouvoir y réaliser le projet identifié ci-haut;

CONSIDÉRANT QUE la subdivision projetée crée quatre (4) terrains d'une largeur de cinq virgule quarante-cinq mètres (5,45 m);

CONSIDÉRANT QU'il serait possible de modifier le profil de la courbe de la rue de façon à profiter de réductions de largeur minimale de terrains applicables lorsque ceux-ci sont à l'extérieur d'une courbe et que le rayon de celle-ci est de vingt mètres (20 m) et moins, mais que cela engendrerait des coûts importants quant aux superficies de rue additionnelles à céder à la Ville (travaux de description technique et frais notariés);

CONSIDÉRANT QUE la dérogation par terrain subdivisé est de zéro virgule cinquante-cinq mètre (0,55 m);

CONSIDÉRANT QU'il s'agit de terrains à l'extérieur d'une courbe et qu'à la marge de recul, soit là où sera localisé le mur avant des bâtiments, la largeur de six mètres (6 m) sera respectée;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation d'une dérogation mineure visant à réduire le frontage minimal de terrain ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de six mètres (6 m) à cinq virgule quarante mètres (5,40 m) la largeur minimale des terrains qui seront subdivisés à même l'actuel lot 171P. du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit sur la rue de la Sève.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1129/11/03 - Dépôt du procès-verbal (22.10.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 octobre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1130/11/03 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 2815 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 2815 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager l'aire de stationnement localisée principalement en cour arrière par l'ajout de bandes gazonnées;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées d'une largeur minimale de deux mètres (2 m) sont réalisées en bordure des rues Parent et Laviolette;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) îlots de verdure sont aménagés à l'intérieur de l'aire de stationnement, ce qui améliore l'image du site, tout en sécurisant les automobilistes;

CONSIDÉRANT QU'au moins huit (8) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés à l'intérieur des bandes gazonnées;

CONSIDÉRANT QU'un (1) arbre mature est existant et que celui-ci est préservé;

CONSIDÉRANT QU'un bâtiment accessoire (garage) est démoli, ce qui permet d'obtenir une aire de stationnement plus fonctionnelle;

CONSIDÉRANT QUE le projet prévoit la réalisation de quatre (4) entrées charretières sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de l'aire de stationnement permet de limiter les accès au terrain, ce qui réduit les conflits de circulation sur le site ainsi que sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la cour avant principale, soit celle donnant sur le boulevard Lemire, est déjà aménagée d'une façon intéressante;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention permet d'améliorer l'image globale du terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2815 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1131/11/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 530 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 530 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une plaque murale constituée d'un matériau imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée et sculptée est installée sur l'entablement et est centrée par rapport au local de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le brun foncé, l'or et le beige (bois naturel), sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE, de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) enseignes existantes (boîtiers lumineux) sont enlevées;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 530 de la rue Lindsay, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1132/11/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer sur le mur donnant sur la rue Gauthier une (1) enseigne stylisée constituée d'une plaque imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée dans la partie gauche du mur en pignon, à une hauteur comparable à celle des autres enseignes existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bourgogne, le blanc et l'or, ce qui ne rend pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le message sur l'enseigne est réalisé en surélévation par rapport à la plaque murale;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, son éclairage, ses couleurs et les types de matériaux utilisés, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1133/11/03 - Acceptation des travaux d'installation de deux enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 155 de la rue Dunkin – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 155 de la rue Dunkin a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer deux (2) plaques murales stylisées, composées d'un matériau imitant le bois et localisées près des portes d'accès au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont sculptées et qu'une partie de celles-ci est réalisée en relief;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le beige, le noir, l'or, le jaune, le blanc et le vert, sont des couleurs traditionnelles qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation des enseignes permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une bonne intégration de celles-ci au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE, de par les caractéristiques des enseignes (leurs formes, leurs couleurs et leur localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 155 de la rue Dunkin, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1134/11/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 975 de la rue Cormier – P.I.A*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 975 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.31);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de six cent soixante-seize mètres carrés (676 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue à même une partie du bâtiment existant, ce qui implique la rénovation du mur avant donnant sur la rue Haggerty ainsi que la démolition partielle d'une partie du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement se réalise dans le prolongement d'un mur arrière existant, et ce, dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement s'apparente à celui du corps principal du bâtiment existant (hauteur, nombre d'étages et type de toiture);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est de l'acier peint de couleur verte, le tout s'apparentant avec ce que l'on retrouve sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) colonnes de maçonnerie reprenant le style architectural de celles existantes sur les autres murs sont aménagées sur le mur avant rénové;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique, de par sa localisation et son gabarit, a peu d'incidence sur l'environnement immédiat et respecte le cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'agrandissement s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment, et ce, dans le respect du style architectural et des caractéristiques particulières de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 975 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1135/11/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1645 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1645 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.32);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de cinq virgule seize mètres carrés (5,16 $m^2$) et d'une hauteur d'environ six virgule vingt mètres (6,20 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée de boîtiers lumineux réalisés en deux (2) sections;

CONSIDÉRANT QUE des moulures décoratives sont réalisées en parties supérieure et inférieure de l'enseigne, ce qui agrémente cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les faces du boîtier lumineux sont majoritairement composées de couleurs bleue et bourgogne, ce qui permet d'atténuer la présence de l'enseigne dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le poteau de l'enseigne ainsi que les moulures décoratives sont réalisés en métal dont la couleur beige et/ou blanche s'harmonise avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la largeur du poteau correspond à environ trente pour cent (30 %) de la largeur de l'enseigne, ce qui rend cette dernière visuellement moins imposante;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement particulier de l'enseigne, soit par ses moulures décoratives (parties supérieure et inférieure), permet à cette dernière de dégager une image de qualité supérieure, tout en étant en lien avec le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbustes et/ou de plantes florales est existant au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle du site et s'intègre avec le bâtiment principal;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1645 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1136/11/03 - Refus des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 800 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 800 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.33);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne de type « boîtier lumineux » d'une superficie approximative de deux virgule vingt-trois mètres carrés (2,23 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur un mur avant en retrait (mur donnant sur la rue Janelle), soit au-dessus d'une porte ouvrant sur un axe horizontal (type « porte de garage »);

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne, de par sa localisation, est peu visible des voies de circulation et ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le jaune et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée (boîtier lumineux) ne s'harmonise pas avec les autres enseignes existantes sur le bâtiment (enseignes composées majoritairement de lettres détachées);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 800 du boulevard Lemire, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au manque d'harmonie entre l'enseigne proposée (boîtier lumineux) et celles existantes sur le bâtiment (lettres détachées).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1137/11/03 - Refus des travaux de rénovation extérieure du bâtiment pour l'établissement situé au 332 de la rue Lindsay – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 332 de la rue Lindsay a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.34);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer la brique existante sur le mur latéral droit du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur proposé est de la brique de couleur rouge semblable à celle existante;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sur le mur latéral droit ainsi que les revêtements extérieurs sur la façade principale semblent être en mauvais état;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs du mur avant se prolongent sur le mur latéral droit;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire n'a pas présenté de plan démontrant le lien entre les revêtements extérieurs (nouveau et ceux existants);

CONSIDÉRANT QUE le coin avant droit sera très visible des voies de circulation et qu'il est important de s'assurer d'une intégration harmonieuse entre les revêtements extérieurs;

CONSIDÉRANT QUE les travaux doivent être faits dans le respect du cadre bâti et du style architectural des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux déjà présents sur la façade principale (briques et pierre de couleur brun-beige) s'intégreront difficilement en type et en couleur avec le revêtement proposé pour le mur visé;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire aurait avantage à envisager une rénovation complète du bâtiment afin d'obtenir un projet plus intéressant et mieux intégré au secteur environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 332 de la rue Lindsay, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au manque d'harmonie entre le nouveau revêtement et ceux existants sur le bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1138/11/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (entrepôt) qui sera situé au 960 de la rue St-Georges – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire (entrepôt) qui sera situé au 960 de la rue St-Georges a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.35);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zones communautaires à protéger, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (entrepôt) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (entrepôt) d'une superficie approximative de cent onze virgule cinq mètres carrés (111,5 $m^2$), le tout sur un (1) étage, ainsi qu'à aménager une aire d'entreposage ouverte d'une superficie approximative de soixante-quatorze virgule trois mètres carrés (74,3 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont du clin de fibre pressée (Canexel) de couleurs beige foncé et beige pâle et de l'acier de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont traités de façon à reproduire le style architectural du bâtiment principal, soit par l'aménagement de modules architecturaux (murs parapets) et d'un bandeau d'acier de couleur rouge, le tout s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des fenêtres ainsi que les solins sont de couleur bleue, tel qu'existant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE des portes d'accès ouvrant sur un axe horizontal (de type « porte de garage ») de couleur brune sont aménagées;

CONSIDÉRANT QUE l'aire d'entreposage ouverte est fermée sur au moins deux (2) côtés par des murs écrans (treillis et colonnes);

CONSIDÉRANT QUE le traitement de cette aire d'entreposage s'effectue en harmonie avec les autres éléments se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le style architectural de cette construction ainsi que son traitement s'inspirent des éléments architecturaux existants sur le bâtiment principal, ce qui lui confère un style distinctif et particulier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (entrepôt) (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 960 de la rue St-Georges, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1139/11/03 - Refus des travaux d'abattage d'arbres pour l'établissement situé au 15 du Carré Celanese – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux d'abattage d'arbres pour l'immeuble situé au 15 Carré Celanese;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.10.36);

CONSIDÉRANT QUE l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./secteurs patrimoniaux dans la zone P04-10 visée, et que, par conséquent, tous les travaux d'abattage d'arbres sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur a déposé un rapport de gestion arboricole préparé par un technicien en foresterie urbaine;

CONSIDÉRANT QUE ledit rapport prévoit différents types d'interventions (soit cent deux (102) interventions au total) pour les arbres présents sur le site, à savoir, des travaux d'élagage, de taille de formation, d'haubanage et d'abattage;

CONSIDÉRANT QUE ces interventions prévues sont planifiées suivant un programme d'intervention de quatre (4) ans dont certaines interventions sont urgentes (intervention immédiate), alors que d'autres doivent être effectuées à court terme (d'ici deux (2) ans) ou à moyen terme (d'ici quatre (4) ans);

CONSIDÉRANT QUE cette programmation vise :

- pour les interventions urgentes, à sécuriser immédiatement les lieux;
- pour les interventions à court terme, à éliminer les problèmes futurs à court terme;
- pour les interventions à moyen terme, à préserver et bien entretenir le couvert arboricole existant;

CONSIDÉRANT QUE pour les fins de l'analyse, les arbres ont été regroupés en trois (3) catégories distinctes, soit :

- arbres (intermédiaires à adultes) (63 arbres);
- jeune plantation (11 arbres);
- boisé ouvert (longeant le côté sud-ouest du bâtiment);

CONSIDÉRANT QUE le rapport soumis présente un diagnostic détaillé de l'état de santé et des conditions physiologiques de chacun des arbres, puisqu'une fiche détaillée a été complétée pour chacun d'eux;

CONSIDÉRANT QUE ledit rapport identifie les priorités d'interventions arboricoles pour l'ensemble de la propriété;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des interventions (102) touche des arbres (incluant la jeune plantation et ceux compris dans le boisé ouvert) qui sont localisés :

- sur la propriété privée : 59 interventions;
- sur la propriété publique : 31 interventions;
- à la limite des propriétés (mitoyennes) : 12 interventions;

CONSIDÉRANT QUE les objectifs du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale sont de :

- favoriser le maintien du couvert végétal actuel;
- limiter la coupe d'arbres à ceux qui sont dangereux, atteints de maladie ou dont la coupe est absolument nécessaire à la réalisation d'aménagements particuliers, préalablement approuvés en fonction des critères du présent règlement;
- prévoir, le cas échéant, la plantation d'arbres et/ou la réalisation d'aménagements paysagers pour compenser toute perte importante de végétation. De plus, lors de la coupe d'arbres matures, une attention particulière devra être apportée à la nouvelle plantation, entre autres, quant à la hauteur, la dimension et l'essence de celle-ci, et ce, afin d'offrir un aménagement adéquat;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage prévoit que lorsqu'il y a abattage d'arbres, ceux-ci doivent être remplacés par des arbres d'une hauteur minimale de un virgule deux mètre (1,2 m);

CONSIDÉRANT le caractère particulier du secteur que représente l'ensemble du Carré de la Celanese, l'importance et l'âge de la végétation que l'on y retrouve;

CONSIDÉRANT QUE lesdits arbres contribuent grandement au cachet d'ensemble du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le remplacement de cette ressource doit être effectué selon des critères de sélection spécifiques quant à leur essence et leur localisation si l'on souhaite une intervention qui limite l'impact de l'abattage projeté et assure une saine gestion de ce boisé;

CONSIDÉRANT QU'une attention particulière devrait être apportée à la dimension et à la hauteur des arbres qui seraient plantés, compte tenu de l'âge des arbres qui seraient abattus;

CONSIDÉRANT QUE certains arbres pourraient être encore conservés, bien qu'ayant une espérance de vie limitée selon le rapport déposé;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal sont d'avis que les arbres devront être entretenus (élagage) et que des coupes d'arbres ne seront autorisées uniquement lorsque les arbres seront morts;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de coupe de tout arbre sur le site car ceux-ci ne sont pas absolument nécessaires et que tous ces arbres ont une espérance de vie, le tout conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'octobre 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

## ***Rapport de la présidente du scrutin***

La présidente du scrutin référendaire du 26 octobre 2003 dépose les résultats du vote par anticipation et du vote général.

***1140/11/03 - Cautionnement du Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) pour un montant de 80 000 $ en faveur de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire du Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) pour le remboursement d'une somme de 80 000 $ en faveur de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

Le tout est sujet à l'approbation du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1141/11/03 - Mandat à René Laporte & associés enr. aux fins d'agir à titre de consultant pour le service de gestion de risques***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate René Laporte & associés enr. aux fins d'agir à titre de consultant pour le service de gestion de risques. Les honoraires payables sont de 7 500 $ plus taxes pour la période du 17 décembre 2003 au 17 décembre 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1142/11/03 - Modification des tarifs pour les usagers du transport en commun***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville modifie les tarifs pour les usagers du transport en commun, et ce, à compter du 1er janvier 2004.

Ainsi les tarifs pour l'utilisation du Service de transport en commun seront les suivants :

| En 2004 | Laissez-passer | Billets | Argent comptant |
|---|---|---|---|
| Adulte | 42,50 $ | 1,80$ | 2,10$ |
| Étudiant et personne agée (65 ans et plus) | 25,50 $ | 1,40$ | 1,75$ |

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

***1143/11/03 - Autorisation au Mouvement des Cadets de l'Aviation de l'Escadron 607 de Drummondville à offrir des billets de l'Auto-Cadet à l'intérieur des limites de la Ville***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Mouvement des Cadets de l'Aviation de l'Escadron 607 de Drummondville à offrir des billets de l'Auto-Cadet à l'intérieur des limites de la Ville, et ce, du début octobre 2003 jusqu'au jour du tirage prévu à la fin de février 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1144/11/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) à décorer les rues du centre-ville pour la période des fêtes 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) à décorer les rues du centre-ville pour la période des Fêtes 2003 entre le 19 novembre 2003 et la fin janvier 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1145/11/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) – Tenue d'une activité à la Place St-Frédéric le 11 décembre 2003 dans le cadre de La Guignolée***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) à tenir une activité à la Place St-Frédéric le 11 décembre 2003 de 6h00 à 20h00, et ce, dans le cadre de La Guignolée au profit du Comptoir alimentaire Drummondville inc., le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1146/11/03 - Autorisation aux Scouts District-Centre-du-Québec – Utilisation des parcs Milette et Saint-Jean-Baptiste les 21 et 22 février 2004 pour des activités de scoutisme d'hiver***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Scouts District-Centre-du-Québec à utiliser les parcs Milette et Saint-Jean-Baptiste les samedi et dimanche 21 et 22 février 2004 pour des activités de scoutisme d'hiver, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1147/11/03 - Subvention de 100 $ - Diabète Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Diabète Drummond inc. à titre de subvention 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1148/11/03 - Signature d'un acte de cession du lot 168-472 du cadastre du canton de Grantham à la Ville par madame Gisèle Surprenant Lemieux***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession du lot 168-472 du cadastre du canton de Grantham en faveur de la Ville de Drummondville par madame Gisèle Surprenant Lemieux, et ce, à des fins de parc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1149/11/03 - Signature d'un acte de vente en faveur de monsieur Michel Hébert et dame Julie Nepveu (lot 790-146 du cadastre du canton de Wickham***

***– Boisé de la Marconi)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente en faveur de monsieur Michel Hébert et dame Julie Nepveu du lot 790-146 du cadastre du canton de Wickham (Boisé de la Marconi), au montant de 2,49 $ le pied carré pour un montant approximatif de 14 473,15 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1150/11/03 - Appui à la demande formulée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) par Soucy International inc.***

CONSIDÉRANT QUE les parties du lot 177 du cadastre du canton de Grantham font partie intégrante de la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture de deux (2) bandes de terrain constituées d'une partie du lot 177 du cadastre du canton de Grantham a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE les parcelles visées représentent respectivement environ zéro virgule zéro six hectares (0,06 ha) et zéro virgule zéro sept hectares (0,07 ha);

CONSIDÉRANT QUE ces portions de lots font partie de la zone agricole A12-04, tel que stipulé au règlement de zonage municipal;

CONSIDÉRANT QUE les terrains visés permettront de réaliser l'installation d'une conduite d'aqueduc;

CONSIDÉRANT QUE l'installation de l'aqueduc doit être réalisée afin d'assurer la protection incendie pour le secteur limitrophe et localisé à l'intérieur du périmètre d'urbanisation;

CONSIDÉRANT QU'à proximité des parties visées, un terrain d'une superficie approximative de quatre virgule zéro neuf hectares (4,09 ha) a été inclus au périmètre d'urbanisation (décision # 313452) par la Commission de protection du territoire agricole;

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole des lots visés et des lots avoisinants est bon;

CONSIDÉRANT QUE les possibilités d'utilisation des lots à des fins d'agriculture sont limitées;

CONSIDÉRANT QUE l'autorisation de la présente demande n'aura pas pour effet de compromettre l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT QU'il y a des espaces appropriés disponibles ailleurs sur le territoire de la ville et hors de la zone agricole qui pourraient permettre le développement, mais que cette demande est formulée dans le but de desservir plus adéquatement en aqueduc ce secteur de la ville et ne pas y limiter les possibilités de développement;

CONSIDÉRANT QUE le service d'aqueduc est disponible à proximité des lots visés par la demande;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de ce service ne peut se faire ailleurs sur le territoire, car celui-ci doit desservir les propriétés localisées dans le périmètre urbain et que sans ce projet, le développement de ce secteur est compromis;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Soucy International Inc. auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture de deux (2) parcelles du lot 177 du cadastre du canton de Grantham, et ceci, dans le but d'installer une conduite d'aqueduc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1151/11/03 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. - Plan de travail pour la réalisation du plan de gestion des cours d'eau***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de préparer le plan de travail pour la réalisation du plan de gestion des cours d'eau.

Les honoraires sont de l'ordre de 6 286 $ (taxes en sus).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1152/11/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec madame Gisèle Surprenant-Lemieux et 2334-5499 Québec inc. pour le prolongement de la rue Paris entre les rues de Londres et Place de Varsovie***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec madame Gisèle Surprenant-Lemieux et 2334-5499 Québec inc. pour le prolongement de la rue Paris entre les rues de Londres et Place de Varsovie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1153/11/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Prolongement de la rue Paris entre les rues de Londres et Place de Varsovie***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Paris entre les rues de Londres et Place de Varsovie, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère de l'Environnement qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1154/11/03 - Mandat à Géo Lab inc. – Prolongement de la rue Paris entre les rues de Londres et Place de Varsovie***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Paris entre les rues de Londres et Place de Varsovie, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1155/11/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec 9065-5127 Québec inc. pour le développement des rues Chopin et Debussy dans le Plateau St-Nicolas***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec 9065-5127 Québec inc. pour le prolongement des rues Chopin et Debussy dans le développement Plateau St-Nicolas.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1156/11/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Travaux prévus sur les rues Chopin et Debussy dans le Plateau St-Nicolas***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement des rues Chopin et Debussy dans le développement Plateau St-Nicolas, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère de l'Environnement qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1157/11/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Développement des rues Chopin et Debussy dans le Plateau St-Nicolas***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement des rues Chopin et Debussy dans le développement Plateau St-Nicolas, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1158/11/03 - Signature d'une entente promoteur à intervenir entre la Ville de Drummondville et Fondations André Lemaire inc. (Habitations André Lemaire) pour le prolongement de la rue des Huarts***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur avec les Fondations André Lemaire inc. (Habitations André Lemaire) pour le prolongement de la rue des Huarts.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1159/11/03 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. – Prolongement de la rue des Huarts***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement et de procéder à la

surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue des Huarts, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère de l'Environnement qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1160/11/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Prolongement de la rue des Huarts***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue des Huarts, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1161/11/03 - Signature d'une entente promoteur avec monsieur Daniel Richard pour le prolongement de la rue de la Topaze***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec monsieur Daniel Richard pour le prolongement de la rue de la Topaze.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1162/11/03 - Mandat à Groupe Conseil Genivar inc. – Prolongement de la rue de la Topaze***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue de la Topaze, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère de l'Environnement qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1163/11/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Prolongement de la rue de la Topaze***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue de la Topaze, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1164/11/03 - Mandat au Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. – Surveillance des travaux à réaliser dans le développement l'Érablière***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de présenter les plans et devis au ministère de l'Environnement et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement l'Érablière, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère de l'Environnement qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1165/11/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Réalisation des travaux dans le développement l'Érablière***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme GéoLab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement l'Érablière, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1166/11/03 - Mandat au Groupe HBA, expert-conseils S.E.N.C. – Étude hydraulique du réseau d'aqueduc afin d'alimenter en eau potable le secteur du chemin du Golf Ouest***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C. aux fins de réaliser une étude hydraulique du réseau d'aqueduc afin d'alimenter en eau potable le secteur du chemin du Golf Ouest, et ce, sans protection incendie (honoraires professionnels : 3 900 $ taxes en sus).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1167/11/03 - Nomination d'un maire suppléant***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que M. Réal Jean, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 3 novembre 2003 au 1er mars 2004.

Madame la mairesse remercie le conseiller Roger Lambert pour sa disponibilité.

Le conseiller Denis Savoie, rappelle que lors du porte à porte les candidats veulent représenter les contribuables. C'est donc aux élus à décider. Il traite également d'un article dans la revue Urba où madame la mairesse parlait de « légitimité » selon lui la mairesse ne met pas en pratique ce qu'elle écrit.

Monsieur Savoie s'objecte à la présente nomination.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

***1168/11/03 - Avis de motion du règlement no 3154 – Travaux de reconstruction du surpresseur Saint-Roch et prévoyant un emprunt n'excédant pas 249 142 $***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3154 décrétant des travaux de reconstruction du surpresseur Saint-Roch et prévoyant un emprunt n'excédant pas 249 142 $.

***1169/11/03 - Avis de motion du règlement no 3155 modifiant le règlement no 2700 de manière à y ajouter dans la section des véhicules lourds, l'interdiction d'utiliser des freins moteurs dans la municipalité de Drummondville***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3155 modifiant le règlement no 2700 de manière à y ajouter dans la section des véhicules lourds, l'interdiction d'utiliser des freins moteurs dans la municipalité de Drummondville.

***1170/11/03 - Avis de motion du règlement no 3156 aux fins de modifier ou remplacer différents articles du règlement no 2700, soit dans le titre V de la Bibliothèque municipale, ainsi que dans le titre X des commerces et activités commerciales – Section VIII Prêteur sur gages et regrattier, de manière à rendre le texte du règlement conforme avec la pratique de la Bibliothèque et pour clarifier les recours judiciaires***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3156 aux fins de modifier ou remplacer différents articles du règlement no 2700, soit dans le titre V de la Bibliothèque municipale, ainsi que dans le titre X des commerces et activités commerciales – Section VIII Prêteur sur gages et regrattier, de manière à rendre le texte du règlement conforme avec la pratique de la Bibliothèque et pour clarifier les recours judiciaires.

***1171/11/03 - Dispense de lecture du règlement no 3156 aux fins de modifier ou remplacer différents articles du règlement no 2700, soit dans le titre V de la Bibliothèque municipale, ainsi que dans le titre X des commerces et activités commerciales – Section VIII Prêteur sur gages et gages et regrattier, de manière à rendre le texte du règlement conforme avec la pratique de la Bibliothèque et pour clarifier les recours judiciaires***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3156 aux fins de modifier ou remplacer différents articles du règlement no 2700, soit dans le titre V de la Bibliothèque municipale, ainsi que dans le titre X des commerces et activités commerciales – Section VIII Prêteur sur gages et regrattier, de manière à rendre le texte du règlement conforme avec la pratique de la Bibliothèque et pour clarifier les recours judiciaires;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1172/11/03 - Adoption du projet de règlement no 3145 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le projet de règlement no 3145, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'agrandir la zone d'habitation H06-47 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
   - d'y intégrer les lots 109-351 et 109-354 donnant sur la rue des Camélias;
   - d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;

- de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-47, soit la zone à partir de laquelle elle est agrandie, ainsi que les autres normes applicables.

B) de créer la zone d'habitation H06-53 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;
- de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-28, soit la zone à partir de laquelle elle est créée, ainsi que les autres normes applicables.

Les zones H06-47 et H06-28 sont localisées dans le développement domiciliaire du Boisé Messier et incluent les terrains situés de part et d'autre de la rue des Camélias ainsi que la portion de territoire comprise approximativement dans le prolongement de la rue des Jonquilles.

C) de réduire de huit mètres (8 m) à sept mètres (7 m) la largeur minimale des habitations unifamiliales et de soixante mètres carrés (60 $m^2$) à cinquante mètres carrés (50 $m^2$) la superficie minimale d'implantation au sol de ces habitations, mais ce, uniquement pour les habitations de deux (2) étages dans la zone résidentielle H07-15.
Cette zone est localisée dans le développement domiciliaire La Volière et comprise approximativement entre la rue des Harfangs, le prolongement vers l'ouest de la rue du Faucon et la rivière Saint-Germain;

soit et est adopté;

2$^o$ ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1173/11/03 - Avis de motion du règlement no 3145 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3145 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'agrandir la zone d'habitation H06-47 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
- d'y intégrer les lots 109-351 et 109-354 donnant sur la rue des Camélias;
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;
- de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-47, soit la zone à partir de laquelle elle est agrandie, ainsi que les autres normes applicables.

B) de créer la zone d'habitation H06-53 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;
- de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-28, soit la zone à partir de laquelle elle est créée, ainsi que les autres normes applicables.

Les zones H06-47 et H06-28 sont localisées dans le développement domiciliaire du Boisé Messier et incluent les terrains situés de part et d'autre de la rue des Camélias ainsi que la portion de territoire comprise approximativement dans le prolongement de la rue des Jonquilles.

C) de réduire de huit mètres (8 m) à sept mètres (7 m) la largeur minimale des habitations unifamiliales et de soixante mètres carrés (60 $m^2$) à cinquante mètres carrés (50 $m^2$) la superficie minimale d'implantation au sol de ces habitations, mais ce, uniquement pour les habitations de deux (2) étages dans la zone résidentielle H07-15.

Cette zone est localisée dans le développement domiciliaire La Volière et comprise approximativement entre la rue des Harfangs, le prolongement vers l'ouest de la rue du Faucon et la rivière Saint-Germain.

***1174/11/03 - Dispense de lecture du règlement no 3145 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3145, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'agrandir la zone d'habitation H06-47 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
- d'y intégrer les lots 109-351 et 109-354 donnant sur la rue des Camélias;
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;
- de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-47, soit la zone à partir de laquelle elle est agrandie, ainsi que les autres normes applicables.

B) de créer la zone d'habitation H06-53 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;
- de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-28, soit la zone à partir de laquelle elle est créée, ainsi que les autres normes applicables.

Les zones H06-47 et H06-28 sont localisées dans le développement domiciliaire du Boisé Messier et incluent les terrains situés de part et d'autre de la rue des Camélias ainsi que la portion de territoire comprise approximativement dans le prolongement de la rue des Jonquilles.

C) de réduire de huit mètres (8 m) à sept mètres (7 m) la largeur minimale des habitations unifamiliales et de soixante mètres carrés (60 $m^2$) à cinquante mètres carrés (50 $m^2$) la superficie minimale d'implantation au sol de ces habitations, mais ce, uniquement pour les habitations de deux (2) étages dans la zone résidentielle H07-15.
Cette zone est localisée dans le développement domiciliaire La Volière et comprise approximativement entre la rue des Harfangs, le prolongement vers l'ouest de la rue du Faucon et la rivière Saint-Germain;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1175/11/03 - Adoption du règlement no 3153 de façon à modifier l'article 779 du règlement no 2700 relatif au tarif des permis de stationnement***

Lecture est donnée du règlement no 3153 de façon à modifier l'article 779 du règlement no 2700 relatif au tarif des permis de stationnement.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Information des membres du conseil***

**Félicitations**
**(Céline Trottier)**

La conseillère Céline Trottier au nom de ses collègues félicite madame la mairesse et le conseiller Robert Lafrenière pour le vingtième anniversaire de leur élection comme membres du conseil.

***Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville***

Aucune personne présente n'a posé de questions.

***Prochaine assemblée du conseil***

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 17 novembre 2003.

***1176/11/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h05.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***17 NOVEMBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 17 novembre 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny (absence motivée)
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***1177/11/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***1178/11/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 3 novembre 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 3 novembre 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***Lecture du discours***

Madame la mairesse procède à la lecture du discours sur les états financiers 2002, le budget et le plan triennal d'immobilisations 2003 et les orientations budgétaires et le plan triennal d'immobilisations 2004, lequel discours demeure annexé au présent procès-verbal pour en faire partie comme si au long relaté.

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

***1179/11/03***

***- Rue Richard, lots 2 et 3 - Aqueduc, égouts et voirie (Soumission no 0503049-02 – Ouverture 14.11.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean Côté, ingénieur, Groupe HBA, experts-conseils S.E.N.C., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Sintra inc. (Région Centre du Québec) au montant de 562 184,69 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1180/11/03***

***- Rejet des soumissions – Stationnement du barrage (Soumission no MBA23A1003)***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que les soumissions reçues pour le Stationnement du barrage soient rejetées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant la nomination de monsieur Pierre Delisle à titre de mandataire aux fins d'émettre ses recommandations sur la question du regroupement du territoire de Saint-Charles-de-Drummond;
- Ministre de la Culture et des Communications accordant une aide financière de 119 800 $ pour le programme de Soutien au développement des collections des bibliothèques publiques autonomes;
- L'Association du parc canin de Drummondville demandant une approbation pour l'aménagement d'une haie de cèdres au parc canin First Choice;

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***1181/11/03 - Acceptation du plan directeur de déneigement – Hiver 2003/2004***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert et résolu que la Ville de Drummondville accepte le plan directeur de déneigement pour l'hiver 2003/2004, le tout tel que présenté par le directeur du Service des travaux publics.

Le conseiller Robert Lafrenière propose que la rue Laferté soit ajoutée dans le plan de déneigement, et ce, pour des raisons de sécurité.

Cette contre proposition n'a pas d'appui.

Le conseiller Lafrenière se rallie à la proposition initiale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1182/11/03 - Dépôt du procès-verbal (05.11.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 novembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1183/11/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 920 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 920 du boulevard St-Joseph Ouest a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer le revêtement de la toiture ainsi qu'à hausser certaines parties de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur foncée (ton de brun);

CONSIDÉRANT QUE la pente de la toiture est modifiée afin de créer une toiture de plus fort volume et ayant quatre (4) versants;

CONSIDÉRANT QUE des murs en pignon sont ajoutés à la toiture, ce qui permet de briser sa linéarité et d'animer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE l'augmentation du volume de la toiture permet d'augmenter le gabarit du bâtiment, ce qui le rend plus imposant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'améliorer architecturalement l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 920 du boulevard St-Joseph Ouest, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1184/11/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 285 de la rue St-Georges – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 285 de la rue St-Georges a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial a été accepté par la résolution numéro 401/5/01 adoptée le 7 mai 2001 et que le propriétaire désire modifier certains éléments aux travaux approuvés;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à remplacer le revêtement extérieur autorisé (soit blocs de béton à face éclatée et/ou lisse imitant la pierre, de couleur beige-rosé) par un revêtement d'acrylique de couleur beige-rosé;

CONSIDÉRANT QUE ce remplacement du matériau s'applique uniquement pour les murs donnant dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE tous les autres travaux prévus initialement seront réalisés selon l'acceptation initiale (ouvertures, ornementations et autres);

CONSIDÉRANT QUE les éléments de maçonnerie sont de couleur beige-rosé, ce qui permet d'assurer l'harmonisation sur l'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention proposée permet tout de même d'obtenir un bâtiment dégageant une image de qualité;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 285 de la rue St-Georges, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1185/11/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (entrepôt) qui sera situé au 560 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (entrepôt) qui sera situé au 560 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiment accessoire (entrepôt) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (entrepôt ouvert) d'une superficie approximative de soixante-quatorze mètres carrés (74 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est implanté dans la cour arrière du terrain, soit sur une partie du terrain localisée entre la rue P. Mondou et le mur arrière du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral gauche de l'entrepôt (mur adjacent à la zone résidentielle) est implanté sensiblement dans le même axe que le mur latéral gauche du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant de l'entrepôt (mur donnant sur la rue P. Mondou) est en retrait de l'alignement du mur avant du bâtiment voisin;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) murs ayant quatre virgule vingt-sept mètres (4,27 m) sont recouverts d'acier de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les murs les plus longs sont ouverts sur environ soixante-dix pour cent (70 %) de leur surface respective;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure de ces murs est recouverte d'acier de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations sur le bâtiment sont de couleur verte;

CONSIDÉRANT QUE le style et les couleurs du bâtiment accessoire s'inspirent de ceux du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de pente faible;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est dissimulé par une clôture opaque ainsi que par le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés dans les cours avant du terrain;

CONSIDÉRANT QU'une haie est plantée dans la cour latérale gauche sur une longueur d'environ neuf mètres (9 m) (entre le bâtiment et la ligne latérale gauche) afin de dissimuler l'entrepôt de la rue Cormier;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (entrepôt) (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 560 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1186/11/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment et d'une enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 3025 du boulevard St-Joseph – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 3025 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- une (1) enseigne rattachée au bâtiment localisée sur le mur avant donnant sur la rue Jean-de-Lalande;
- une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de trois virgule soixante et un mètres carrés (3,61 $m^2$) et d'une hauteur d'environ quatre mètres (4 m);

**Enseigne rattachée au bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées lumineuses de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées sont apposées à plat sur le mur avant;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit au-dessus des fenêtres et sous le soulignement horizontal de couleur verte, ne masque pas la visibilité des établissements voisins et permet une bonne utilisation de l'espace disponible;

**Enseigne sur poteau**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée d'un boîtier lumineux dont le cadre est de couleur verte;

CONSIDÉRANT QUE les faces d'affichage de l'enseigne sont principalement constituées de couleurs blanche, rouge et verte, ce qui ne rend pas l'enseigne prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le poteau de l'enseigne est réalisé en métal de couleur grise, laquelle s'harmonise avec les couleurs se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le poteau de l'enseigne est agrémenté de deux (2) panneaux métalliques installés en retrait de chaque côté de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est réalisé au pied de l'enseigne, soit un muret de maçonnerie de couleur beige dans lequel au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales sont plantés;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses couleurs, s'intègre avec l'architecture du bâtiment et est en harmonie avec ce dernier ainsi qu'avec l'enseigne prévue sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 3025 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. De plus, les travaux doivent être terminés au plus tard le 1er février 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1187/11/03 - Acceptation des travaux de démolition partielle, de rénovation extérieure du bâtiment existant et de construction d'un nouveau bâtiment commercial (fondation) qui sera situé au 2905 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de démolition partielle, de rénovation extérieure du bâtiment existant et de construction d'un nouveau bâtiment commercial qui sera situé au 2905 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition partielle, de rénovation extérieure de bâtiment et de construction d'un nouveau bâtiment

commercial sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- démolir une partie du bâtiment existant (section dépanneur);
- rénover la portion restante du bâtiment existant;
- construire un bâtiment commercial d'une superficie approximative de trois cent vingt-sept virgule cinq mètres carrés (327,5 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE malgré le fait que le projet a été élaboré selon un concept voulant que les bâtiments soient de forme cubique, tout en proposant une fenestration qui procure de l'ouverture à ceux-ci vers l'extérieur et maximise la visibilité pour les clients et les employés;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment existant (dépanneur et lave-auto) est partiellement démoli afin de rénover ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des bâtiments s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant du bâtiment accessoire (lave-auto) est réalisé en décroché, ce qui permet d'atténuer la linéarité de celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'un volume important au bâtiment existant permet de maximiser le rapport entre la largeur de la façade du bâtiment et la largeur du terrain, ce qui assure un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des murs des bâtiments est recouvert d'un revêtement d'acrylique de couleur beige-jaune;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est modulé par des jeux de matériaux créant des soulignements horizontaux, ce qui agrémente les façades;

CONSIDÉRANT QUE les murs des façades principales (lave-auto, dépanneur et restaurants) sont pourvus de suffisamment de fenestration pour procurer de l'ouverture à celles donnant sur le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment (dépanneur et restaurants) est soulignée d'une marquise soutenue par des tiges métalliques (tire-fort);

CONSIDÉRANT QU'une arche de couleur rouge brique reliant le bâtiment accessoire (lave-auto) au bâtiment principal vient animer la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit des bâtiments (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) s'apparente à celui des autres bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des revêtements ainsi que le type des matériaux sont uniformes sur l'ensemble des façades;

CONSIDÉRANT QUE les portes sur le mur avant du bâtiment accessoire sont peintes de couleur beige-jaune;

CONSIDÉRANT QUE la marquise existante est conservée;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est réaménagé afin d'agrandir l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont principalement localisées en cours latérale et arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont aménagées sur le terrain et sont plantées d'arbustes et/ou de plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE les entrées charretières existantes sont conservées;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement du terrain sera terminé lors de la réalisation d'un deuxième (2e) bâtiment (phase II);

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

CONSIDÉRANT QUE malgré le concept de base du projet, il est souhaitable que ce dernier soit réalisé en maximisant l'utilisation d'un matériau noble, tel que la brique;

CONSIDÉRANT QUE d'autres projets de construction sur le boulevard St-Joseph ont été évalués et que ces derniers avaient respectivement pour chaque mur au moins soixante pour cent (60 %) de briques;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition partielle, de rénovation extérieure du bâtiment existant et de construction d'un nouveau bâtiment commercial (fondation seulement) (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2905 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1188/11/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (entrepôt) qui sera situé au 916 de la rue St-Pierre – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (entrepôt) qui sera situé au 916 de la rue St-Pierre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (entrepôt) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (entrepôt) d'une superficie approximative de cent quatre-vingt-douze mètres carrés (192 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est construit en cour latérale droite du terrain visé, soit à l'arrière du bâtiment de l'entreprise Bisson Service;

CONSIDÉRANT QUE cet entrepôt est dissimulé par le bâtiment existant et que ce dernier est peu visible des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est constitué d'acier de couleurs rouge brique et bleue, le tout s'apparentant aux couleurs se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) des murs sont aménagés d'un bandeau d'acier de couleur bleue en partie supérieure de ces derniers, le tout en harmonie avec celui se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'entrepôt (hauteur, nombre d'étages) s'apparente à celui des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de pente faible;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures du bâtiment ne sont pas visibles des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, ce bâtiment, de par sa localisation et son traitement architectural, est en harmonie avec le bâtiment principal et ce que l'on retrouve dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire

(entrepôt) (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 916 de la rue St-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1189/11/03 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations pour le bâtiment situé au 1410 de la rue de Moscou – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations pour le bâtiment situé au 1410 de la rue de Moscou a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./maison intergénérations, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir la résidence actuelle afin d'aménager un logement intergénérations;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment prévoit l'ajout d'un garage (avec pièce privée) au rez-de-chaussée et le logement intergénérations à l'étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a une superficie approximative de cent soixante-huit mètres carrés (168 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est érigé sur un terrain d'environ sept cent quarante-trois mètres carrés (743 $m^2$) et que le ratio d'implantation de ce dernier, soit près de vingt-trois pour cent (23 %), est comparable à celui des bâtiments résidentiels situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs sont composés de briques et de clin de vinyle de couleur beige et que celui de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur beige foncé;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations sur le bâtiment sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent à ceux se retrouvant sur les autres bâtiments localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant du bâtiment est pourvu d'avancées et/ou de décrochés, ce qui anime la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est aménagée de pignons et de niveaux variés, ce qui permet de briser la monotonie de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une abondante fenestration et que la porte d'accès au logement intergénérations est aménagée sur le mur avant, mais en retrait de la façade principale la plus rapprochée de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le bâtiment s'intègre bien à son environnement, de par son style architectural, ses revêtements extérieurs et ses couleurs, et qu'il s'apparente ainsi à une habitation unifamiliale isolée;

CONSIDÉRANT QUE le requérant prévoit réutiliser le logement supplémentaire comme pièces additionnelles à sa résidence, conformément à la réglementation, advenant que ledit logement devienne vacant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant (tel que mentionné ci-dessus) pour

l'habitation située au 1410 de la rue de Moscou, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1190/11/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1000 de la rue Cormier – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1000 de la rue Cormier a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur avant donnant sur la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur le mur avant et est centrée au-dessus des fenêtres du rez-de-chaussée;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées ainsi que d'un petit logo et que l'ensemble est non lumineux;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le vert et le noir;

CONSIDÉRANT QUE le choix des couleurs de l'enseigne ainsi que son style rendent cette dernière peu prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, ne nuit pas à la qualité visuelle du site et utilise bien l'espace disponible;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1000 de la rue Cormier, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1191/11/03 - Dépôt du procès-verbal (11.11.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 novembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1192/11/03 - Acceptation des travaux d'installation de trois (3) enseignes rattachées à une marquise, d'une (1) enseigne sur muret (enseigne directionnelle) et d'une (1) enseigne sur poteau ainsi que des travaux de construction d'une marquise et refus des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'immeuble situé au 2115 rue Canadien – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux d'installation d'enseignes rattachées et détachées du bâtiment et de construction d'une nouvelle marquise pour le bâtiment situé au 2115 de la rue Canadien (lot 271-14);

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées et détachées du bâtiment et de construction d'une nouvelle marquise sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- sur le bâtiment : deux (2) enseignes rattachées à ce dernier (dépanneur Quali-T et Dunkin' Donuts);
- sur la marquise donnant à l'intersection de la rue Canadien et du boulevard Lemire : deux (2) enseignes rattachées à ce bâtiment accessoire;
- sur poteau et sur muret : deux (2) enseignes détachées (enseignes communautaire et directionnelle);
- sur la nouvelle marquise servant à protéger les îlots de pompes pour les véhicules lourds : une (1) enseigne rattachée à la marquise;

**Enseignes rattachées au bâtiment (Dépanneur Quali-T et Dunkin' Donuts)**

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes de type « boîtier lumineux » d'une superficie approximative respective de un virgule quatre-vingt-six mètre carré (1,86 $m^2$) et deux virgule quatre-vingt-huit mètres carrés (2,88 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont installées sur le mur avant (mur donnant sur la rue Canadien), soit sur le bandeau situé entre les ouvertures du rez-de-chaussée et de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leur localisation, sont bien visibles des voies de circulation et ne nuisent pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont, entre autres, le rouge, le jaune, le blanc, le noir et le rose;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes proposées (boîtiers lumineux) ne s'harmonisent pas avec les autres enseignes existantes ou à être installées ainsi qu'avec ce qui est favorisé dans l'environnement (enseignes composées majoritairement de lettres détachées);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal est d'un style qui dégage une image de marque et qu'il est souhaitable que les enseignes à y être installées soient en harmonie avec ce dernier;

**Enseignes rattachées à la marquise (marquise à l'intersection de la rue Canadien et du boulevard Lemire)**

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes de même superficie rattachées à la marquise donnant à l'intersection de la rue Canadien et du boulevard Lemire, soit environ un virgule zéro deux mètre carré (1,02 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE deux (2) faces de la marquise sont pourvues respectivement d'une enseigne de type « boîtier lumineux », mais que ces derniers sont intégrés aux bandeaux de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE le message appliqué sur le bandeau simule une enseigne composée de lettres détachées;

CONSIDÉRANT QUE ce type d'affichage ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominant dans le paysage urbain;

**Enseignes sur poteau et sur muret**

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage a fait l'objet d'une demande de dérogation mineure quant à la superficie respective des enseignes et à la hauteur de l'enseigne sur poteau;

**a) Enseigne sur poteau**

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer, aux abords du boulevard Lemire, une (1) enseigne sur poteau d'une superficie maximale de huit virgule cinquante mètres carrés (8,50 $m^2$) et d'une hauteur maximale de sept virgule vingt-six mètres (7,26 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée de trois (3) boîtiers lumineux distants les uns des autres et que ceux-ci sont de couleur noir-gris;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont réalisés en métal dont la couleur s'apparente à celle se retrouvant sur le bâtiment (couleur beige);

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont modulés en créant l'effet de coins français, le tout s'inspirant du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'une moulure stylisée est réalisée en partie supérieure de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE des insertions de couleur noir-gris sont réalisées sur l'enseigne, ce qui permet de bonifier l'apparence de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par sa hauteur, ses formes et ses matériaux, s'intègre bien avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbustes et/ou de plantes florales sera réalisé au pied de l'enseigne et/ou à proximité de celle-ci;

**b) Enseigne sur muret**

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne directionnelle d'une superficie maximale de un virgule onze mètre carré (1,11 $m^2$) aux abords du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée d'un petit boîtier lumineux apposé sur un muret dont le style s'inspire des enseignes détachées prévues dans l'environnement et du style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de faible dimension, ce qui rend cette dernière peu prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la qualité visuelle du site et des autres établissements;

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne s'harmonise avec le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la dimension proposée permettra une meilleure lisibilité du message, ce qui est fort important pour orienter convenablement la circulation sur le site;

**Construction d'une nouvelle marquise / îlot de pompes pour camions**

CONSIDÉRANT QU'une nouvelle marquise est implantée en cour arrière du terrain et à plus de quarante mètres (40 m) du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE la marquise n'est pas érigée près des voies de circulation, ce qui minimise sa présence dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle marquise est de même style que celle déjà proposée et acceptée sur le site;

**Enseigne rattachée à la nouvelle marquise / îlot de pompes pour camions**
(marquise en retrait par rapport au boulevard Lemire)

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée à la nouvelle marquise d'une superficie approximative de un virgule soixante-sept mètre carré (1,67 $m^2$);

CONSIDÉRANT QU'une face de la marquise est pourvue d'une enseigne de type « boîtier lumineux », mais que ce dernier est intégré aux bandeaux de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le message appliqué sur le bandeau simule une enseigne composée de lettres détachées;

CONSIDÉRANT QUE ce type d'affichage ne masque pas la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominant dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- d'autoriser les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées à la marquise donnant à l'intersection de la rue Canadien et du boulevard Lemire, d'une (1) enseigne sur poteau (enseigne communautaire), d'une (1) enseigne sur muret (directionnelle), d'une (1) enseigne rattachée à la nouvelle marquise servant à protéger les îlots de pompes pour les véhicules lourds ainsi que les travaux de construction d'une nouvelle marquise (îlots de pompes pour les camions) (tel que mentionné ci-dessus), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- de **refuser** les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (Dépanneur Quali-T et Dunkin's Donuts) (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au manque d'harmonie entre le style des enseignes et celui du bâtiment et de l'image de marque de ces dernières;

et ce, pour le bâtiment situé au 2115 de la rue Canadien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1193/11/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 2125 rue Canadien – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 2125 de la rue Canadien (lot 271-15);

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachée et détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :
- une (1) enseigne rattachée à la toiture du bâtiment, laquelle est orientée vers la rue Canadien;
- une (1) enseigne détachée du bâtiment installée près du centre du terrain, aux abords de la rue Canadien;

**Enseigne rattachée au bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage a fait l'objet d'une demande de dérogation mineure quant à la hauteur de son installation visant à permettre l'installation de celle-ci sur la toiture;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne a une superficie maximale de treize virgule soixante-six mètres carrés (13,66 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur la face avant de la toiture et est centrée dans l'espace disponible entre les deux (2) petites tourelles;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE la couleur de l'enseigne est, entre autres, le jaune or;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'éclairage de l'enseigne n'assure pas une bonne harmonie entre cette dernière et le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'il serait approprié que l'enseigne soit non lumineuse et qu'elle soit éclairée par réflexion;

**Enseigne détachée du bâtiment**

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau a une superficie approximative de quinze virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (15,79 $m^2$) et une hauteur maximale de neuf virgule soixante-huit mètres (9,68 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée de deux (2) boîtiers lumineux distants l'un de l'autre et que ceux-ci sont de couleur noir-gris;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont réalisés en métal dont la couleur s'apparente à celle se retrouvant sur le bâtiment (couleur beige);

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont modulés de façon à créer l'effet de coins français, le tout s'inspirant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une moulure stylisée est réalisée en partie supérieure de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE des insertions de couleur noir-gris sont réalisées sur l'enseigne, ce qui permet de bonifier l'apparence de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par sa hauteur, ses formes et ses matériaux (en général) s'intègre bien avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbustes et/ou de plantes florales sera réalisé au pied de l'enseigne et/ou à proximité de celle-ci;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment **à la condition que l'enseigne soit composée de lettres détachées de faible épaisseur et éclairée par réflexion** et d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 2125 de la rue Canadien, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1194/11/03 - Dépôt du rapport de vente à l'encan***

Le conseiller Robert Lafrenière dépose le rapport de vente aux enchères des biens de citoyens disposés lors de l'encan le samedi 8 novembre 2003.

***1195/11/03 - Participation au Programme d'échange organisé par l'Association Québec-France – Réservation de quatre (4) postes pour l'été 2004***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville participe au Programme d'échange organisé par l'Association Québec-France et réserve quatre (4) postes à cette fin pour l'été 2004.

La directrice des ressources humaines est par la présente autorisée à signer tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1196/11/03 - Modifications des conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les modifications des conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville de façon à clarifier le texte de l'article 11.01.

L'article 11.01 devra à l'avenir se lire comme suit :

e) Lorsqu'ils ont atteint vingt (20) ans de service continu (…), ils ont droit à six (6) semaines de congé annuel payées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1197/11/03 - Adhésion de la Ville au regroupement d'assurance collective formé par les regroupements de l'Estrie et de la Montérégie; d'agir à titre de mandataire des municipalités concernées par le regroupement et à procéder à l'appel d'offres pour le régime d'assurance collective***

ATTENDU QU'André Gingras et Associés Inc., à titre de consultant expert en assurance collective pour notre contrat d'assurance collective actuel, recommande qu'un regroupement des regroupements actuels de l'Estrie, composé de 17 villes, et de la Montérégie, composé de 16 villes, soit formé;

ATTENDU QUE suite à la formation de ce nouveau regroupement, le nombre de villes ciblées passerait à près de 65 villes, composées de près de 2 000 employé(e)s;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville juge intéressant d'adhérer à ce nouveau regroupement;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville accepte la recommandation d'André Gingras et Associés Inc. de procéder à un appel d'offres pour son régime d'assurance collective dans le cadre d'un nouveau regroupement, et ce, pour un contrat de cinq (5) ans;

ATTENDU QUE dans le cadre de ce nouveau regroupement, il est nécessaire que toutes les municipalités désirant y adhérer délèguent à une des municipalités du regroupement les pouvoirs nécessaires pour demander des soumissions par voie d'appel d'offres public;

ATTENDU QUE André Gingras et Associés Inc. recommande que la Ville mandatée pour demander des soumissions par voie d'appel d'offres public soit la Ville de Drummondville;

ATTENDU QUE les membres des regroupements actuels semblent adhérer à cette proposition;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu :

QUE la Ville de Drummondville adhère au nouveau regroupement formé des villes visées par les regroupements actuels de l'Estrie et de la Montérégie;

QUE la Ville de Drummondville procède, par le biais de ce nouveau regroupement, à un appel d'offres public pour son régime d'assurance collective;

QUE la Ville de Drummondville demande, pour et au nom de toutes les municipalités du nouveau regroupement lui ayant délégué les pouvoirs pour ce faire, des soumissions pour le régime d'assurance collective de chacune des municipalités formant le regroupement de Montérégie-Estrie, et ce, par l'intermédiaire d'André Gingras et Associés Inc. agissant à titre de consultant expert en assurance collective.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1198/11/03 - Mandat à la Firme Raymond, Chabot, Grant, Thornton – Procéder à une évaluation des membres de la direction du Service de prévention incendie***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Firme Raymond, Chabot, Grant, Thornton aux fins de procéder à une évaluation des membres de la direction du Service de prévention incendie (tests psychométrique : 3 X 1 500 $).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1199/11/03 - Autorisation à la Société de développement commercial quartier St-Joseph de Drummondville à décorer le quartier pour la période des Fêtes***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial quartier St-Joseph de Drummondville à installer des décorations sur les lampadaires des rues St-Jean et St-Marcel pour la période des Fêtes 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1200/11/03 - Autorisation aux unités scouts de la région - Vente du pain partage dans les rues de la Ville***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les unités scouts de la région de Drummondville, soit les paroisses St-Jean-Baptiste, St-Pierre et St-Simon à procéder à la vente du pain partage dans les rues de la Ville le vendredi 9 avril 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1201/11/03 - Autorisation au Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) et à l'organisation de Opération Nez Rouge – Tenue de l'opération Trompe l'œil le vendredi 5 décembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummond Sport inc. (Drummondville Olympique) et l'organisation de Opération Nez Rouge à tenir l'opération Trompe l'œil le vendredi 5 décembre 2003 qui consiste :

- dans un premier temps à remettre des cartes d'affaires aux automobilistes à l'angle des boulevards René-Lévesque et St-Joseph;
- dans un deuxième temps à tenir une parade dans les rues de la Ville pour se terminer au quartier général d'Opération Nez Rouge au 555 de la rue des École;

Le tout selon un trajet approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1202/11/03 - Autorisation au Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) et au Club de Patinage Artistique de Drummondville – Tenue du 29e spectacle annuel au Centre Marcel-Dionne et autorisation d'affichage***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) et le Club de Patinage Artistique de Drummondville à tenir son 29e spectacle annuel le samedi 17 avril 2004 au Centre Marcel-Dionne, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à afficher sur le mur extérieur du Centre Marcel-Dionne une affiche géante afin d'accroître la promotion de cet événement annuel durant les 30 jours précédant la soirée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1203/11/03 - Autorisation à Hydro-Québec, section Drummondville - Utilisation du terrain de stationnement de l'Olympia Yvan Cournoyer***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Hydro-Québec, section Drummondville à utiliser le terrain de stationnement de l'Olympia Yvan Cournoyer les 1er, 2 et 3 décembre 2003 pour la formation de chauffeurs de camion.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1204/11/03 - Autorisation concernant la nomination d'une perceptrice des amendes à la Cour municipale***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la nomination de madame Diane Jutras à titre de perceptrice des amendes à la Cour municipale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1205/11/03 - Signature d'un bail de location à intervenir avec Manoir Drummond pour la location de 45 espaces de stationnement***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location à intervenir avec Manoir Drummond pour la location de 45 espaces de stationnement à 215 $ par espace pour une période de 3 ans, soit du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2006, et ce, pour un montant total de 29 025 $ taxes incluses.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1206/11/03 - Signature d'un bail de location à intervenir avec les Gestions Yvon Lebel inc. pour l'utilisation de 37 espaces dans le stationnement de la Garderie***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut

l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location à intervenir avec les Gestions Yvon Lebel inc. pour l'utilisation de 37 espaces dans le stationnement de la Garderie, et ce, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2004.

Cette location est consentie pour le prix de 150 $ par espace, plus taxes, le tout payable comptant à la signature du bail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1207/11/03 - Autorisation à la conseillère Céline Trottier et le conseiller Roberto Léveillée à participer au forum « Le rôle des municipalités dans le développement économique » organisé par l'Union des municipalités du Québec***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la conseillère Céline Trottier et le conseiller Roberto Léveillée à participer au forum « Le rôle des municipalités dans le développement économique » organisé par l'Union des municipalités du Québec, le 20 novembre 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1208/11/03 - Signature d'un procès-verbal de bornage – lot 9 du quartier Est situé à l'angle des rues Heriot, Brock et Dumoulin***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Francis Adam, ingénieur municipal ou monsieur Michel Blanchette, coordonnateur de projets, à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, un procès-verbal de bornage affectant le lot 9 du quartier Est situé à l'angle des rues Heriot, Brock et Dumoulin, et ce, à frais partagés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1209/11/03 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à l'organisme La Rose des Vents***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham en faveur de l'organisme La Rose des Vents.

Ladite vente est consentie pour le prix de 2,00 $ le pied carré pour une superficie d'environ 13 000 pieds carrés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1210/11/03 - Formation d'un comité de sélection pour le choix d'un soumissionnaire dans le dossier « Analyses de laboratoire »***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour le choix d'un soumissionnaire dans le dossier « Analyses de laboratoires ». Le dit comité sera formé de messieurs Francis Adam, Pierre Sylvain, François Chabot ainsi que monsieur Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1211/11/03 - Approbation des critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le dossier « Analyses de laboratoire »***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le dossier « Analyses de laboratoire », et ce, selon le tableau suivant :

**Ville de Drummondville** **Numéro de projet : 03-0120**

**Titre : Analyses de laboratoire – Année 2004**

| ***PARTIE 1*** | | | |
|---|---|---|---|
| **ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION** | | **Fournisseur A** | |
| CRITÈRES (minimum de 4) | Nombre maximal de points (1 à 30) | Cote (0 à 100 %) | Pointage |
| Expérience du fournisseur | 30 | | |
| Expérience et pertinence de l'équipe proposée | 30 | | |
| Expérience et compétence du chargé de projets | 20 | | |
| Stabilité des ressources et capacité de relève | 20 | | |
| **POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :** | 100 | /100 | |
| Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes** | | | |
| ***PARTIE 2*** | | | |
| **ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL** | | Fournisseur A | |
| Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70) | | | |
| **Établissement du pointage final** : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix | | | |
| **Rang et adjudicataire** | | | |

_____ _____

(Signature) (EN LETTRES MOULÉES)

_____ _____

(date) (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1212/11/03 - Modification de la résolution no 698/6/03 de façon à modifier le terme de remboursement***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification de la résolution no 698/6/03 de façon à modifier le terme de remboursement. Ainsi le remboursement s'effectuera comme suit :

| | |
|---|---|
| 2004 | 69 000 $ |
| 2005 | 69 000 $ |
| 2006 | 69 000 $ |
| 2007 | 69 000 $ |
| 2008 | 69 000 $ |

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1213/11/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau (enseigne communautaire) pour l'immeuble situé au 385 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (enseigne communautaire) pour l'immeuble situé au 385 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (enseigne communautaire) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer aux abords du boulevard St-Joseph, près de l'entrée charretière commune, une (1) enseigne sur poteau d'une superficie maximale de douze mètres carrés (12 $m^2$), d'une hauteur maximale de neuf virgule quatorze mètres (9,14 m) mesurée à partir du trottoir et d'une largeur maximale de trois virgule quatre-vingt-seize mètres (3,96 m);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (mesurée à partir du trottoir) est sensiblement plus grande que celle des bâtiments environnants, mais qu'en général, ceci permet une harmonie d'ensemble convenable;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur grise qui s'harmonise avec les couleurs se retrouvant sur les bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE ces poteaux ont une largeur maximale de quarante-six centimètres (46 cm) et que ces derniers sont à l'extérieur des boîtiers lumineux;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la partie droite du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sera composée de boîtiers lumineux qui sont séparés et indépendants les uns des autres;

CONSIDÉRANT QU'un module décoratif est réalisé en partie supérieure de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier de l'enseigne est de couleur grise;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager comprenant au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (enseigne communautaire) (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 385 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1214/11/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment***

***situé au 47 de la rue Holmes – P.I.A. (abrogeant et remplaçant la résolution no 1081/10/02)***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 47 de la rue Holmes;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 02.10.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A/centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial est modifié par le changement de couleur du revêtement extérieur;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- changer le revêtement extérieur sur la façade principale et les façades latérales;
- réparer les galeries et changer la toiture de celles-ci;
- refaire les garde-corps;
- remplacer les ouvertures;
- remplacer les portes;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel (carreaux d'amiante) est remplacé par un revêtement de planches à clin de bois de couleur jaune;

CONSIDÉRANT QUE des planches cornières de couleur blanche sont installées de manière à ornementer les façades;

CONSIDÉRANT QUE le mur parapet donnant sur la façade principale du bâtiment est conservé, ce qui permet de préserver le style architectural particulier du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les galeries et la toiture de celles-ci sont restaurées et rénovées, afin de conserver le caractère d'origine de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps et les poteaux (vingt centimètres (20 cm) par vingt centimètres (20 cm)) de couleur blanche sont installés sur les galeries et permettent d'animer adéquatement la façade;

CONSIDÉRANT QUE la galerie du rez-de-chaussée est aménagée d'un treillis peint de couleur blanche, afin de fermer l'espace entre le plancher de cette dernière et le sol;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont en acier de couleur blanche et sont composées d'une grande surface vitrée et d'une imposte en partie supérieure;

CONSIDÉRANT QUE toutes les ouvertures sont marquées d'ornementations de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent de préserver le style architectural particulier et distinctif du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 47 de la rue Holmes, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 1081/10/02 adoptée le 21 octobre 2002.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1215/11/03 - Dénomination de sept voies de circulation et prolongement d'une voie de circulation pour les développements La Volière et Les Havres du Golf***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination de sept voies de circulation et du prolongement d'une voie de circulation pour les développements résidentiels mentionnés ci-dessous, à savoir :

Développement La Volière :

- **Rue des Huarts** (lots 287P., 288P. et 289P.) pour le **prolongement** de la voie de circulation située au sud de la rivière Saint-Germain;
- **Rue des Sarcelles** (lot 289P.) pour une nouvelle voie de circulation située du côté ouest de la rue des Harfangs, parallèle à celle-ci;
- **Rue des Hérons** (lot 289P.) pour une nouvelle voie de circulation située du côté ouest de la rue des Sarcelles, parallèle à celle-ci;
- **Rue des Piouis** (lot 288P.) pour une nouvelle voie de circulation située du côté ouest de la rue des Hérons, parallèle à celle-ci;
- **Rue des Grives** (lots 287P., 288P. et 289P.) pour une nouvelle voie de circulation reliant les rues des Huarts et des Hérons;
- **Rue des Perdrix** (lot 293P.) pour une nouvelle voie de circulation située du côté est de la rue des Colombes.

Développement Les Havres du Golf :

- **Rue Hugh-Campagna** (lot 120P.) pour une nouvelle voie de circulation située du côté sud de la rue Suzor-Coté et parallèle au boulevard René-Lévesque.

Le tout tel qu'illustré aux plans en annexes à titre indicatif.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1216/11/03 - Dépôt du compte rendu (05.11.03) - Comité de circulation***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 5 novembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1217/11/03 - Dépôt du compte rendu (12.11.03) – Comité de transport en commun***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de transport en commun tenue le 12 novembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Dépôt du certificat relatif au règlement no 3146***

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

– règlement no 3146 décrétant des travaux de construction de conduites d'eau potable, d'égout domestique, d'égout pluvial, d'infrastructures, pavage, bordures et éclairage sur la rue Richard; affectant des soldes disponibles pour un montant de 149 208 $ et décrétant un emprunt n'excédant pas 680 292 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé adopté.

***1218/11/03 - Avis de motion du règlement no 3157 modifiant l'article 1-C du règlement no 3153, lequel amende le règlement no 2700 article 779-C, de façon à corriger la période de stationnement de nuit soit du 1er décembre au 15 avril au lieu du 1er décembre au 31 mars***

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3157 modifiant l'article 1-C du règlement no 3153, lequel amende le règlement no 2700 article 779-C, de façon à corriger la période de stationnement de nuit soit du 1er décembre au 15 avril au lieu du 1er décembre au 31 mars.

***1219/11/03 - Avis de motion du règlement no 3158 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux***

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3158 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce, pour un an à compter du 31 décembre 2003.

***1220/11/03 - Adoption du second projet de règlement no 3145-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roger Lambert,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3145-1, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'agrandir la zone d'habitation H06-47 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
- d'y intégrer les lots 109-351 et 109-354 donnant sur la rue des Camélias;
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;
- de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-47, soit la zone à partir de laquelle elle est agrandie, ainsi que les autres normes applicables.

B) de créer la zone d'habitation H06-53 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
- d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;
- de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-28, soit la zone à partir de laquelle elle est créée, ainsi que les autres normes applicables.

Les zones H06-47 et H06-28 sont localisées dans le développement domiciliaire du Boisé Messier et incluent les terrains situés de part et d'autre de la rue des Camélias ainsi que la portion de territoire comprise approximativement dans le prolongement de la rue des Jonquilles.

C) de réduire de huit mètres (8 m) à sept mètres (7 m) la largeur minimale des habitations unifamiliales et de soixante mètres carrés (60 $m^2$) à cinquante mètres carrés (50 $m^2$) la superficie minimale d'implantation au sol de ces habitations, mais ce, uniquement pour les habitations de deux (2) étages dans la zone résidentielle H07-15.

Cette zone est localisée dans le développement domiciliaire La Volière et comprise approximativement entre la rue des Harfangs, le prolongement vers l'ouest de la rue du Faucon et la rivière Saint-Germain,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1221/11/03 - Adoption du règlement no 3154 décrétant des travaux de reconstruction du surpresseur Saint-Roch et prévoyant un emprunt n'excédant pas 249 142 $***

Lecture est donnée du règlement no 3154 décrétant des travaux de reconstruction du surpresseur Saint-Roch et prévoyant un emprunt n'excédant pas 249 142 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1222/11/03 - Adoption du règlement no 3155 amendant le règlement no 2700 de façon à prévoir l'interdiction d'utilisation des freins moteurs dans les limites de la Ville de Drummondville***

Lecture est donnée du règlement no 3155 amendant le règlement no 2700 de façon à prévoir l'interdiction d'utilisation des freins moteurs dans les limites de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1223/11/03 - Adoption du règlement no 3156 aux fins de modifier ou remplacer différents articles du règlement no 2700, soit dans le titre V de la Bibliothèque municipale, ainsi que dans le titre X des commerces et activités commerciales – Section VIII Prêteur sur gages et regrattier, de manière à rendre le texte du règlement conforme avec la pratique de la bibliothèque et pour clarifier les recours judiciaires***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3156 a été donné (réf : 1170/11/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3156 aux fins de modifier ou remplacer différents articles du règlement no 2700, soit dans le titre V de la Bibliothèque municipale, ainsi que dans le titre X des commerces et activités commerciales – Section VIII Prêteur sur gages et regrattier, de manière à rendre le texte du règlement conforme avec la pratique de la Bibliothèque et pour clarifier les recours judiciaires.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Information des membres du conseil***

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Monsieur Jean-Paul Lacharité, employé au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de son frère, monsieur Roger Lacharité.
- Madame Lisette Dion, secrétaire au Service du greffe et à toute la famille à l'occasion du décès de son frère, monsieur Jules Dion.

**Félicitations**
**(M. Gilles Fontaine)**

Le conseiller Gilles Fontaine félicite madame la mairesse pour l'obtention du prix « Blanche Lemco Van Ginkel » décerné par l'Ordre des Urbanistes du Québec.

**Félicitations**
**(Réal Jean)**

Le conseiller Réal Jean félicite monsieur Antoine Beaulé pour le 10e anniversaire du centre d'aide des hommes en difficultés.

## *Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville*

Aucune personne n'a posé de questions.

## *Prochaine assemblée du conseil*

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 1er décembre 2003.

## *1224/11/03- Levée de l'assemblée*

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h05.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***1er DÉCEMBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 1er décembre 2003, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***1225/12/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***1226/12/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 17 novembre 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 17 novembre 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

***1227/12/03***

***- Rouleau compacteur***
***(Soumission no 03-0130 – Ouverture 21.11.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la soumission de Équipement L.A.V. inc. avec un montant résiduel de 9 525,14 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou le maire suppléant et la greffière ou l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location/achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres provenant de :

- la Ville de Cowansville nous délivrant un extrait de leur procès verbal relativement au projet de loi 9 concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités;
- la Société canadienne du cancer concernant une demande pour tenir une activité de financement « Relais pour la vie »;

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

***1228/12/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 3 novembre 2003 au 1er décembre 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 2 742 198,99 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1229/12/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 385 du boulevard St-Joseph***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la superficie maximale d'affichage autorisée pour une enseigne sur poteau (enseigne communautaire), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 1748 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 385 du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.08.28);

CONSIDÉRANT QUE le règlement actuel précise que la superficie d'affichage maximale pour ce terrain est de six mètres carrés (6 $m^2$) (catégorie d'affichage « B »);

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne sur poteau permettant d'afficher les différents commerces faisant partie du projet d'ensemble (Wal-Mart, CIBC, L'Équipeur, etc.);

CONSIDÉRANT QUE la superficie maximale permise pour une enseigne communautaire (catégorie d'enseignes « D ») est de dix mètres carrés (10 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne visée respecte les diverses normes réglementaires applicables pour la catégorie d'affichage « D », soit entre autres, celles relatives à la hauteur ainsi qu'au dégagement sous l'enseigne, à l'exception de la superficie maximale permise pour l'affichage (soit onze virgule quatre-vingts mètres carrés (11,80 $m^2$) au lieu de dix mètres carrés (10 $m^2$));

CONSIDÉRANT QUE la demande consiste à augmenter de six mètres carrés (6 $m^2$) à un maximum de onze virgule quatre-vingts mètres carrés (11,80 $m^2$) la superficie maximale d'affichage autorisée pour ce type d'affichage, puisque l'enseigne sera localisée sur un terrain où le bâtiment abrite un seul commerce;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise que le projet d'affichage demandé :

- est requis pour permettre aux commerces faisant partie du projet d'ensemble d'être vus à partir du boulevard St-Joseph;
- peut être conditionnel à l'implantation d'une seule autre enseigne sur poteau pour l'ensemble des terrains adjacents au boulevard René-Lévesque (ceux faisant partie du projet d'ensemble);

CONSIDÉRANT QUE la présence d'une seule enseigne sur poteau sur les boulevards St-Joseph et René-Lévesque limite de façon considérable l'affichage dans le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE le projet, tel que présenté, répond aux principaux objectifs visés par la réglementation en matière d'affichage, soit d'améliorer globalement l'image d'un secteur en réduisant considérablement la superficie d'affichage ainsi que le nombre d'enseignes, et ce, tout particulièrement pour une artère d'importance tel le boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE ledit projet doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, et qu'au contraire, elle les favorise en limitant l'affichage pour ces terrains;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de six mètres carrés (6 $m^2$) à onze virgule quatre-vingts mètres carrés (11,80 $m^2$) la superficie maximale d'affichage autorisée pour une enseigne sur poteau et de remplacer la catégorie d'affichage « B » par la catégorie d'affichage « D » pour les autres normes, **aux conditions suivantes** :

- de limiter, conséquemment à la dérogation mineure prévue pour l'immeuble situé au 385 du boulevard St-Joseph, à une seule enseigne sur poteau pour les autres immeubles situés sur les lots 1741, 1743, 1744, 1745, 1746 et 1747 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit sur le boulevard René-Lévesque, et ce, nonobstant toute autre disposition inconciliable du règlement de zonage, notamment, quant à l'augmentation des superficies (article 15.1.8 et suivants);
- d'obtenir un engagement par écrit des propriétaires fonciers des immeubles situés sur les lots 1741, 1743, 1744, 1745, 1746 et 1747 du rang III du cadastre du canton de Grantham, à respecter l'engagement relatif à la présence d'une seule enseigne sur poteau pour l'ensemble des terrains, tel que décrit ci-dessus;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 1748 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 385 du boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1230/12/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2115 rue Canadien***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la superficie maximale d'affichage autorisée pour une

enseigne sur poteau (enseigne communautaire) et une enseigne directionnelle ainsi que la hauteur d'une enseigne sur poteau, et ce, pour l'établissement situé sur le lot 271-14 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2115 de la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.20);

**Enseigne sur poteau**

CONSIDÉRANT QUE le règlement actuel précise que la superficie d'affichage maximale pour une enseigne sur poteau est de six mètres carrés (6 $m^2$), et ceci, en incluant la superficie permise pour afficher le prix de l'essence (catégorie d'affichage « E »);

CONSIDÉRANT QUE le règlement fixe la hauteur maximale d'une enseigne sur poteau à six mètres (6 m) (catégorie d'affichage « E »);

CONSIDÉRANT QUE le règlement permet également d'avoir sur un terrain d'angle une deuxième (2e) enseigne et que la superficie totale d'affichage ne peut excéder huit virgule cinquante mètres carrés (8,50 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne sur poteau permettant d'afficher les différents commerces faisant partie du projet (Pétro-T, dépanneur Quali-T, A & W, Dunkin' Donuts);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne visée respecte les diverses normes réglementaires applicables pour la catégorie d'affichage « E », à l'exception de la superficie maximale permise pour l'affichage (soit huit virgule cinquante mètres carrés (8,50 $m^2$) au lieu de six mètres carrés (6 $m^2$)) et de la hauteur (soit sept virgule vingt-six mètres (7,26 m) au lieu de six mètres (6 m));

CONSIDÉRANT QUE la demande consiste à augmenter de six mètres carrés (6 $m^2$) à un maximum de huit virgule cinquante mètres carrés (8,50 $m^2$) la superficie maximale d'affichage autorisée pour ce type d'enseigne et d'augmenter la hauteur de six mètres (6 m) à sept virgule vingt-six mètres (7,26 m);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur varie selon la superficie d'affichage autorisée;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise que le projet d'affichage demandé :

- est requis pour permettre aux commerces faisant partie du projet d'être vus à partir du boulevard Lemire;
- peut être conditionnel à l'implantation **d'une seule enseigne sur poteau** pour le terrain;

CONSIDÉRANT QUE la présence d'une seule enseigne sur poteau à l'angle du boulevard Lemire et de la rue Canadien limite de façon considérable l'affichage dans le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE le projet, tel que présenté, répond aux principaux objectifs visés par la réglementation en matière d'affichage, soit d'améliorer globalement l'image d'un secteur en limitant le nombre d'enseignes, et ce, tout particulièrement pour une artère d'importance tel le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste en fait à regrouper sur une (1) seule enseigne la superficie totale d'affichage permise sur deux (2) enseignes et, qu'en ce sens, le projet ne vise pas un accroissement des superficies d'affichage déjà permises;

CONSIDÉRANT QUE ledit projet doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, et qu'au contraire, elle les favorise en limitant l'affichage pour ce terrain;

**Enseigne sur muret**

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage permet d'avoir des enseignes directionnelles dont la superficie maximale ne doit pas excéder zéro virgule cinq mètre carré (0,5 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne directionnelle présentée a une superficie de un virgule onze mètre carré (1,11 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE la demande consiste à augmenter la superficie d'affichage d'une enseigne directionnelle de zéro virgule cinq mètre carré (0,5 $m^2$) à un virgule onze mètre carré (1,11 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE toutes les autres normes relatives à une enseigne directionnelle sont respectées;

CONSIDÉRANT QUE le requérant mentionne que :
- l'enseigne directionnelle est requise afin de bien orienter la circulation lourde sur le site ainsi que sur les voies de circulation;
- l'enseigne est esthétique et de faible ampleur;

CONSIDÉRANT QUE ledit projet doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, et qu'au contraire, elle les favorise en limitant l'affichage pour ce terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à :

- augmenter de six mètres carrés (6 $m^2$) à huit virgule cinquante mètres carrés (8,50 $m^2$) la superficie maximale d'affichage autorisée et de six mètres (6 m) à sept virgule vingt-six mètres (7,26 m) la hauteur maximale autorisée pour une (1) enseigne sur poteau, pour la catégorie d'affichage « E », **aux conditions suivantes** :
  - de limiter, conséquemment à la dérogation mineure prévue pour l'immeuble situé au 2115 de la rue Canadien (lot 271-14 du rang IV du cadastre du canton de Grantham) à une seule enseigne sur poteau, et ce, nonobstant toute autre disposition inconciliable du règlement de zonage, notamment, quant à l'augmentation des superficies (article 15.1.8 et suivants);
  - d'obtenir un engagement par écrit du propriétaire foncier de l'immeuble situé sur le lot 271-14 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, à respecter l'engagement relatif à la présence d'une seule enseigne sur poteau pour le terrain, tel que décrit ci-dessus;

- augmenter de zéro virgule cinq mètre carré (0,5 $m^2$) à un virgule onze mètre carré (1,11 $m^2$) la superficie maximale d'affichage autorisée pour une enseigne directionnelle;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 271-14 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2115 de la rue Canadien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1231/12/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2125 rue Canadien***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'autoriser l'installation d'une enseigne rattachée à la toiture du

bâtiment principal, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 271-15 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2125 de la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.21);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne composée de lettres détachées et appliquée sur la face avant de la toiture, laquelle est orientée vers la rue Canadien;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage stipule que toute enseigne rattachée au bâtiment ne doit pas excéder de plus d'un mètre (1 m) la limite du rez-de-chaussée et ne doit pas être installée sur le toit;

CONSIDÉRANT QUE les différentes façades sont pourvues d'une bonne fenestration et d'éléments décoratifs limitant ainsi les emplacements pour l'installation d'une enseigne;

CONSIDÉRANT QUE le promoteur a signifié, dès le début du projet, son intention d'installer une enseigne rattachée à la toiture et a mentionné qu'il y a peu d'espace sur le bâtiment pouvant recevoir cette enseigne et que cette dernière fait partie du projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE ledit projet doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu du style du bâtiment et du manque d'espace sur le bâtiment pour réaliser le projet;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser l'installation d'une enseigne rattachée à la toiture du bâtiment, soit à plus d'un mètre (1 m) au-dessus de la limite du rez-de-chaussée, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 271-15 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2125 de la rue Canadien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1232/12/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 916 rue St-Pierre***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge latérale droite (adjacente à la ligne latérale droite du lot visé et la ligne de la partie du lot 160B-14) qui est applicable au bâtiment accessoire (entrepôt), et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 160A-338 et 160B-48 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 916 de la rue St-Pierre;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.12);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé le bâtiment (C11-15), la marge latérale minimale qui est applicable au bâtiment accessoire est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE le demandeur désire construire un bâtiment accessoire (entrepôt) d'une superficie approximative de cent quatre-vingt-douze mètres carrés (192 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant mentionne qu'il souhaite construire ce bâtiment à zéro mètre (0 m) de la ligne latérale droite, mais qu'il peut se satisfaire d'une distance minimale d'un mètre (1 m) par rapport à ladite ligne;

CONSIDÉRANT QUE le représentant mentionne que :

- la demande est effectuée dans le but de maximiser l'espace en cour arrière et d'améliorer la production de l'usine;
- le projet permet de limiter la location d'entrepôts localisés ailleurs que sur le site;
- le propriétaire adjacent (Bisson Service) est en accord avec le projet;
- la demande est effectuée de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que l'espace sur le terrain est restreint;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la construction de cet entrepôt ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction nécessiteront l'obtention d'un permis et que ces derniers doivent faire l'objet d'une acceptation en vertu du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QU'il serait approprié d'accorder une dérogation mineure à un mètre (1 m) plutôt qu'à zéro mètre (0 m) pour la marge latérale droite (adjacente à la ligne latérale droite du lot visé et la ligne de la partie du lot 160B-14) pour le bâtiment accessoire, créant ainsi une irrégularité d'un mètre (1 m) par rapport à la norme actuelle du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la distance minimale d'un mètre (1 m) aura pour effet d'éloigner légèrement le bâtiment de la limite commune des propriétés et de limiter d'éventuelles contraintes de voisinage;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de deux mètres (2 m) à un mètre (1 m) la marge latérale droite minimale (adjacente à la ligne latérale droite du lot visé et la ligne de la partie du lot 160B-14) qui est applicable au bâtiment accessoire (entrepôt), et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 160A-338 et 160B-48 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 916 de la rue St-Pierre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1233/12/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2395, 30ième Avenue***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin d'augmenter la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal, et ce, pour le bâtiment situé sur le lot actuel 299-96-3 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2395 de la 30ième Avenue;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.13);

CONSIDÉRANT QU'en vertu de la réglementation pour la zone visée (H07-25), la marge de recul applicable à un bâtiment principal est de cinq virgule huit mètres (5,8 m) minimum et que la moyenne des marges s'applique;

CONSIDÉRANT QUE malgré l'application de la moyenne des marges, le règlement de zonage stipule que la marge de recul ne doit pas excéder vingt-cinq pour cent (25 %) de la profondeur du terrain à laquelle peut être appliquée une variante de plus ou moins dix pour cent (10 %);

CONSIDÉRANT QUE l'application de la moyenne des marges fixe la marge de recul du bâtiment à une distance minimale de huit virgule soixante-neuf mètres (8,69 m) et une distance maximale de dix virgule soixante-deux mètres (10,62 m);

CONSIDÉRANT QUE le règlement fixe à huit virgule trente-huit mètres (8,38 m) la marge de recul maximale permise, et ceci, en fonction de la profondeur du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment visé est comparable à celle des bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE la disposition réglementaire quant à la marge de recul cause un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne semble pas porter atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires des immeubles voisins;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont été exécutés suite à l'émission d'un permis de construction et que ceux-ci ont, par conséquent, été réalisés de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté à neuf virgule dix mètres (9,10 m), soit une irrégularité de zéro virgule soixante-douze mètre (0,72 m) par rapport à la marge de recul maximale applicable pour ce bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de huit virgule trente-huit mètres (8,38 m) à neuf virgule dix mètres (9,10 m) la marge de recul maximale applicable à la façade principale du bâtiment, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 299-96-3 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2395 de la 30ième Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1234/12/03 - Dépôt du procès-verbal (19.11.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 novembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1235/12/03 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une aire d'étalage extérieure pour le bâtiment situé au 2255 de la rue St-Pierre – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une aire d'étalage extérieure pour le bâtiment situé au 2255 de la rue St-Pierre a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue St-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une aire d'étalage extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager le terrain afin de l'utiliser pour de l'étalage extérieur de véhicules automobiles en vente;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont réalisées en bordure de la voie de circulation et ont une profondeur minimale de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE ces bandes sont aménagées d'îlots paysagers composés respectivement d'au moins onze (11) arbustes et/ou plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE les lignes latérales du terrain sont gazonnées sur au moins zéro virgule cinq mètre (0,5 m);

CONSIDÉRANT QUE les bandes gazonnées sont plantées d'au moins deux feuillus ayant un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QUE chaque poteau de protection contre le vol planté en cour avant est camouflé d'un arbuste d'une hauteur suffisante afin de les dissimuler de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'aucun changement n'est apporté à l'entrée charretière existante;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement proposé contribue relativement bien à la fermeture de l'espace;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le réaménagement de la partie avant du terrain permet d'améliorer l'image du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une aire d'étalage extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2255 de la rue St-Pierre, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1236/12/03 - Acceptation des travaux de modification au projet initial (aménagement de l'aire d'étalage) pour le bâtiment situé au 325 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser une modification au projet initial (aménagement de l'aire d'étalage) pour le bâtiment situé au 325 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, toute modification à un projet est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la modification concerne l'aire d'étalage localisée dans la cour arrière du terrain et adjacente au mur arrière (mur parallèle au boulevard St-Joseph);

CONSIDÉRANT QUE l'aire d'étalage est fermée par une clôture constituée de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'aire d'étalage n'est pas aménagée d'un muret et de colonnes de maçonnerie, le tout tel que prévu lors du dépôt du projet;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement du site respecte, tout de même, les objectifs et critères généraux du règlement;

CONSIDÉRANT QU'une douzaine d'arbres additionnels ont été plantés sur le terrain, bonifiant ainsi l'image globale du terrain;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise la modification en ce qui a trait à l'aménagement de l'aire d'étalage (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 325 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1237/12/03 - Acceptation des travaux de modifications à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 335 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des modifications à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 335 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, toutes les modifications à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement de terrain sont soumises à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la modification de l'architecture du bâtiment concerne des jeux de briques (colonnes aux coins du bâtiment) et la fenestration;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment n'est pas pourvu de colonnes de maçonnerie ni de fenestration, et ce, sur trois (3) de ses murs extérieurs;

CONSIDÉRANT QUE le projet respecte, tout de même, les objectifs et critères généraux du règlement;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de terrain est bonifié par l'ajout d'au moins cent arbustes et d'au moins deux cents plantes (graminées), et ce, dans la bande gazonnée aux abords du boulevard St-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement permet d'améliorer davantage l'image globale du site;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les modifications à l'architecture du bâtiment ainsi qu'à l'aménagement du terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 335 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1238/12/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 755 du boulevard René-Lévesque – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 755 du boulevard René-Lévesque a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevards René-Lévesque et St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer, aux abords du boulevard St-Joseph, une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de douze virgule quatre-vingt-douze mètres carrés (12,92 $m^2$), d'une hauteur maximale de neuf virgule quatorze mètres

(9,14 m) mesurée à partir du trottoir et d'une largeur approximative de trois virgule soixante-six mètres (3,66 m);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (mesurée à partir du trottoir) est sensiblement plus grande que celle des bâtiments environnants, mais qu'en général, ceci permet une harmonie d'ensemble convenable;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est constituée d'un boîtier métallique non lumineux et de deux (2) boîtiers lumineux distants les uns des autres et ceux-ci sont de couleurs beige et/ou brune;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont réalisés en métal (fini sablé) dont la couleur s'apparente à celle se retrouvant sur le bâtiment principal (couleurs beige et brune);

CONSIDÉRANT QU'une moulure stylisée de couleur brune est réalisée en partie supérieure de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE des insertions de couleur brune sont réalisées sur l'enseigne, ce qui permet de bonifier l'apparence de cette dernière;

CONSIDÉRANT QU'une partie du message (logo et Promenades Drummondville) est découpée dans le métal et que ce dernier est réalisé en surélévation par rapport à la face métallique;

CONSIDÉRANT QUE l'éclairage de cette partie d'enseigne s'effectue par diffusion;

CONSIDÉRANT QUE les faces des boîtiers lumineux sont principalement de couleur beige et que ces dernières sont opaques, ce qui limite l'éclairage de celles-ci;

CONSIDÉRANT QUE seul le message est apparent lorsque l'enseigne est illuminée;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa hauteur, ses formes et ses matériaux, s'intègre bien avec l'architecture du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son éclairage, est peu prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbustes et/ou de plantes florales sera réalisé au pied de l'enseigne et/ou à proximité de celle-ci;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 755 du boulevard René-Lévesque, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### *1239/12/03 - Refus des travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (remise) pour l'établissement situé au 400 de la rue Brock – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (remise) pour l'établissement situé au 400 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (remise) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (remise) d'une superficie approximative de sept virgule quarante-trois mètres carrés (7,43 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est implanté en cour avant (cour donnant sur la rue Brock) et que celui-ci est visible de deux (2) voies de circulation (rues Brock et des Forges);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de la remise est un clin de vinyle de couleur beige-sable;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est en pente à deux (2) versants;

CONSIDÉRANT QUE le style de cette remise ne s'intègre pas à celui du bâtiment principal, notamment, quant aux revêtements (murs et toiture) ainsi qu'au type de la toiture;

CONSIDÉRANT QU'une haie de conifères est plantée près de la remise afin de camoufler celle-ci des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE malgré le fait que cette remise est de petite dimension, il serait souhaitable que le projet soit reconsidéré afin d'intégrer cette aire d'entreposage au bâtiment principal, tout en respectant les caractéristiques de celui-ci;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (remise) (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 de la rue Brock, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant au style du bâtiment accessoire ainsi qu'aux matériaux utilisés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Savoie mentionne que le plan réel déposé n'est pas le même que celui déposé à la réunion du C.C.U. cette semaine. Le dossier sera réévalué lors de la prochaine rencontre le 3 décembre prochain.

## ***1240/12/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 450 de la rue Heriot – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 450 de la rue Heriot a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment sur le mur donnant sur la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est une plaque murale stylisée constituée de bois et éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est réalisé de façon à donner l'impression que ce dernier est en surélévation par rapport à la plaque;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est localisée sur le bandeau servant à des fins d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le blanc, le rouge et le gris, sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses matériaux, ses couleurs, son design et ses formes, s'harmonise bien avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de l'enseigne rendent cette dernière peu prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le style de l'enseigne proposé s'inscrit en continuité avec le type d'affichage recherché pour le secteur du centre-ville et favorise le développement de l'identité propre de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 450 de la rue Heriot, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1241/12/03 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 2070 du boulevard Mercure – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 2070 du boulevard Mercure a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.31);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à réaliser un revêtement extérieur sur une partie de mur du bâtiment (mur sans revêtement dont l'isolant est apparent);

CONSIDÉRANT QUE le mur est recouvert d'un revêtement d'acrylique de couleur brune s'harmonisant avec celle de la brique existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE cette intervention vient corriger un élément négatif dans l'architecture du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2070 du boulevard Mercure, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1242/12/03 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 166 de la rue St-Henri – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 166 de la rue St-Henri a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.32);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de cent soixante-quinze virgule six mètres carrés (175,6 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue dans le prolongement des murs avant et arrière, et ce, en cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE le prolongement du mur avant permet d'avoir une façade de bâtiment plus grande, ce qui assure un paysage urbain plus densément construit et une bonne fermeture du cadre bâti sur rue;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux des revêtements extérieurs de l'agrandissement ainsi que leurs couleurs sont les mêmes que ceux se retrouvant sur la partie existante, soit notamment, du bloc architectural à face éclatée de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment existant est préservé, soit, entre autres, en regard de sa hauteur, son nombre d'étages et son type de toiture;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration est de même style, de même dimension et de même rythme que celle existante sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le bandeau d'acier de couleur verte est prolongé en partie supérieure du mur avant ainsi que sur une partie du mur latéral gauche, le tout en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) portes de type « garage » sont aménagées sur le mur latéral gauche, le tout tel que les autres portes existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'au moins dix (10) arbustes et/ou plantes florales sont plantés au pied du mur avant (façade principale);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention permet une bonne harmonisation des travaux et respecte une continuité quant à l'architecture du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 166 de la rue St-Henri, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1243/12/03 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une aire d'étalage extérieure pour le bâtiment situé au 970 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une aire d'étalage extérieure pour le bâtiment situé au 970 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.33);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une aire d'étalage extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager le terrain afin de l'utiliser pour de l'étalage extérieur de véhicules en location;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées d'une profondeur minimale de deux mètres (2 m) sont réalisées en bordure des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE des îlots paysagers composés d'arbustes et/ou plantes florales (dont le nombre varie de sept (7) à vingt (20) selon l'îlot visé) sont aménagés à l'intérieur de ces bandes gazonnées;

CONSIDÉRANT QUE les bandes gazonnées sont plantées d'au moins cinq (5) feuillus ayant un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et qu'un (1) conifère mature existant est conservé;

CONSIDÉRANT QUE le site n'est pas pourvu de poteaux de protection contre le vol;

CONSIDÉRANT QUE le nombre de véhicules étalés dans la cour comprise entre le bâtiment et le boulevard St-Joseph est limité à sept (7);

CONSIDÉRANT QU'aucun changement n'est apporté aux entrées charretières existantes;

CONSIDÉRANT QUE l'aire d'étalage sera pavée;

CONSIDÉRANT QU'une enseigne sur poteau est prévue en cour avant et qu'un aménagement paysager sera réalisé au pied de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement proposé contribue relativement bien à la fermeture de l'espace;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le réaménagement de la partie avant du terrain permet d'améliorer l'image du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une aire d'étalage extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 970 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1244/12/03 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 570 du boulevard St-Joseph – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 570 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.34);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à réaliser une terrasse extérieure localisée en cour avant secondaire (cour donnant sur la rue Bousquet);

CONSIDÉRANT QUE la terrasse extérieure est réalisée entre le bâtiment existant et la ligne avant du terrain;

CONSIDÉRANT QUE cette terrasse est aménagée d'un muret de maçonnerie et de trottoirs en pavé uni;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse est bordée de haies de feuillus, de conifères (cèdres), d'arbustes et de plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE des colonnes stylisées sont installées sur la terrasse;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre approximatif de cent vingt-cinq millimètres (125 mm) sont plantés et qu'une fontaine est réalisée à l'intérieur de la terrasse;

CONSIDÉRANT QUE cette terrasse permet d'animer le secteur et améliore l'image globale du site;

CONSIDÉRANT QUE cette dernière est réalisée en s'inspirant de celle existante en cour avant principale (cour donnant sur le boulevard St-Joseph);

CONSIDÉRANT QUE ces travaux permettent d'enlever une terrasse existante couverte d'une toile;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 570 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction***

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de novembre 2003 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2002.

***1245/12/03 - Signature d'un acte de quittance à être consentie par la Ville de Drummondville en faveur de monsieur Yves Lamothe***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de quittance en faveur de monsieur Yves Lamothe relativement à l'immeuble du 567 à 579 de la rue St-Jean.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1246/12/03 - Dénonciation de la Ville de son intention à mettre fin à l'entente intervenue avec la compagnie Mobilair intégration***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville dénonce son intention de mettre fin à l'entente intervenue avec la compagnie Mobilair intégration pour le service 9-1-1.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1247/12/03 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) - Tenue du défilé de Noël au centre-ville le 20 décembre 2003***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement

commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) à tenir un défilé de Noël au centre-ville le 20 décembre 2003 de 12h00 à 16h00, le tout selon un trajet approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville autorise la fermeture des rues Heriot, Cockburn, Lindsay, Marchand sur une voie de circulation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1248/12/03 - Approbation des prévisions budgétaires de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 2004***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les prévisions budgétaires de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1249/12/03 - Amendement de la résolution no 1140/11/03 de façon à préciser la période de caution de la Ville, soit 12 mois (Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs))***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la résolution no 1140/11/03 soit amendée de façon à préciser que la Ville de Drummondville se porte caution de Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) pour une période maximale de 12 mois.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1250/12/03 - Acceptation de l'offre d'achat de Placements L.P. Therrien inc. et autorisation de signature de ladite offre d'achat et de l'acte de vente de parties de lot 174 du cadastre du canton de Grantham***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'offre d'achat de Placements L.P. Therrien inc.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville l'offre d'achat et l'acte de vente de parties du lot 174 du cadastre du canton de Grantham en faveur de Placements L.P. Therrien inc., et ce, pour le prix de 43,05 $ le mètre carré pour une superficie approximative de 16 186 $m^2$, payable comptant à la signature du contrat de vente à intervenir entre les parties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1251/12/03 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. – Analyse qualitative des sols sur les parties du lot 174 du cadastre du canton de Grantham***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative des sols sur les parties du lot 174 du cadastre du canton de Grantham faisant l'objet de la transaction à intervenir avec Les Placements L.P. Therrien inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1252/12/03 - Mandat à Dubé & Boies, arpenteurs-géomètres – Préparer et rédiger la description technique de parties du lot 174 du cadastre du canton de Grantham***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Dubé & Boies, arpenteurs-géomètres aux fins de préparer et rédiger la description technique de parties du lot 174 du cadastre du canton de Grantham faisant l'objet de l'offre d'achat de Placements L.P. Therrien inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Dépôt du certificat relatif au règlement no 3154***

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

- règlement no 3154 décrétant des travaux de reconstruction du surpresseur Saint-Roch et prévoyant un emprunt n'excédant pas 249 142 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé adopté.

***1253/12/03 - Avis de motion du règlement no 3159 prévoyant l'imposition des taxes foncières et spéciales pour l'année 2004***

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3159 prévoyant l'imposition des taxes foncières et spéciales pour l'année 2004.

***1254/12/03 - Avis de motion du règlement no 3160 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau potable pour l'année 2004***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3160 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau potable pour l'année 2004.

***1255/12/03 - Avis de motion du règlement no 3161 - Compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2004***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3161 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2004.

***1256/12/03 - Dispense de lecture du règlement no 3161 - Compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2004***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3161, prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2004, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1257/12/03 - Avis de motion du règlement no 3162 - Compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année 2004***

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion du règlement no 3162 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année 2004.

***1258/12/03 - Dispense de lecture du règlement no 3162 – Compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année***

***2004***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3162 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année 2004, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1259/12/03 - Avis de motion du règlement no 3163 - Compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles en 2004***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3163 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles en 2004.

***1260/12/03 - Dispense de lecture du règlement no 3163 – Compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles en 2004***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3163 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles en 2004, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1261/12/03 - Avis de motion du règlement no 3164 - Compensation pour l'exécution des travaux relatifs au contrôle biologique des mouches noires***

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3164 prévoyant l'imposition d'une compensation pour l'exécution des travaux relatifs au contrôle biologique des mouches noires.

***1262/12/03 - Dispense de lecture du règlement no 3164 – Compensation pour l'exécution des travaux relatifs au contrôle biologique des mouches noires***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3164 prévoyant l'imposition d'une compensation pour l'exécution des travaux relatifs au contrôle biologique des mouches noires, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1263/12/03 - Avis de motion du règlement no 3165 amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier les dates de séances du conseil pour l'année 2004***

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3165 amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier les dates de séances du conseil pour l'année 2004.

***1264/12/03 - Avis de motion du règlement no 3166 amendant le règlement no 1649 afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Société***

***de développement commercial du centre-ville de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2004***

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion du règlement no 3166 amendant le règlement no 1649, afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2004.

***1265/12/03 - Avis de motion du règlement no 3167 amendant le règlement no 1610 de façon à décréter la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul, ainsi que le nombre de versements pour l'année 2004***

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion du règlement no 3167 amendant le règlement no 1610 de façon à décréter la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul, ainsi que le nombre de versements pour l'année 2004.

***1266/12/03 - Avis de motion du règlement no 3168 - Modification au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville***

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3168 prévoyant une modification au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville.

***1267/12/03 - Dispense de lecture du règlement no 3168 – Modification au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3168 prévoyant une modification au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1268/12/03 - Adoption du projet de règlement no 3151 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3151, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de créer la zone d'habitation H07-17 à même une partie des actuelles zones d'habitation H07-15 et H07-16 afin d'y inclure certains terrains situés du côté sud-ouest de la rue des Huarts (partie projetée) et ainsi autoriser des habitations unifamiliales jumelées.
  Les zones H07-15 et H07-16 sont localisées dans le développement domiciliaire La Volière, soit approximativement entre la rivière Saint-Germain et la rue des Colombes, du côté sud de la rue St-Onge,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1269/12/03 - Avis de motion du règlement no 3151 – Zonage***

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3151 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de créer la zone d'habitation H07-17 à même une partie des actuelles zones d'habitation H07-15 et H07-16 afin d'y inclure certains terrains situés du côté sud-ouest de la rue des Huarts (partie projetée) et ainsi autoriser des habitations unifamiliales jumelées.
  Les zones H07-15 et H07-16 sont localisées dans le développement domiciliaire La Volière, soit approximativement entre la rivière Saint-Germain et la rue des Colombes, du côté sud de la rue St-Onge.

***1270/12/03 - Dispense de lecture du règlement no 3151 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3151, amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de créer la zone d'habitation H07-17 à même une partie des actuelles zones d'habitation H07-15 et H07-16 afin d'y inclure certains terrains situés du côté sud-ouest de la rue des Huarts (partie projetée) et ainsi autoriser des habitations unifamiliales jumelées.
  Les zones H07-15 et H07-16 sont localisées dans le développement domiciliaire La Volière, soit approximativement entre la rivière Saint-Germain et la rue des Colombes, du côté sud de la rue St-Onge;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1271/12/02 - Adoption du règlement no 3145-1 – Zonage***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3145-1 a été donné (réf : 1173/11/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3145-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

A) d'agrandir la zone d'habitation H06-47 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
   - d'y intégrer les lots 109-351 et 109-354 donnant sur la rue des Camélias;
   - d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;
   - de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-47, soit la zone à partir de laquelle elle est agrandie, ainsi que les autres normes applicables.

B) de créer la zone d'habitation H06-53 à même une partie de la zone d'habitation H06-28 actuelle, afin :
   - d'autoriser l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale de type isolé, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations;
   - de maintenir la nature des autres usages actuellement autorisés dans la zone H06-28, soit la zone à partir de laquelle elle est créée, ainsi que les autres normes applicables.

Les zones H06-47 et H06-28 sont localisées dans le développement domiciliaire du Boisé Messier et incluent les terrains situés de part et d'autre de la rue des Camélias

ainsi que la portion de territoire comprise approximativement dans le prolongement de la rue des Jonquilles.

C) de réduire de huit mètres (8 m) à sept mètres (7 m) la largeur minimale des habitations unifamiliales et de soixante mètres carrés (60 $m^2$) à cinquante mètres carrés (50 $m^2$) la superficie minimale d'implantation au sol de ces habitations, mais ce, uniquement pour les habitations de deux (2) étages dans la zone résidentielle H07-15.

Cette zone est localisée dans le développement domiciliaire La Volière et comprise approximativement entre la rue des Harfangs, le prolongement vers l'ouest de la rue du Faucon et la rivière Saint-Germain,

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1272/12/03 - Adoption du règlement no 3157 modifiant l'article 1-C du règlement no 3153, lequel amende le règlement no 2700 art. 779-C, de façon à corriger la période de stationnement de nuit soit du 1er décembre au 15 avril au lieu du 1er décembre au 31 mars***

Lecture est donnée du règlement no 3157 modifiant l'article 1-C du règlement no 3153, lequel amende le règlement no 2700 art. 779-C, de façon à corriger la période de stationnement de nuit soit du 1er décembre au 15 avril au lieu du 1èr décembre au 31 mars.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1273/12/03 - Adoption du règlement no 3158 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce, pour un an, à compter du 31 décembre 2003***

Lecture est donnée du règlement no 3158 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce, pour un an, à compter du 31 décembre 2003.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1274/12/03 - Reconduction du portefeuille d'assurances à CAMQ – Division de BFL et autorisation de signature***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la reconduction du portefeuille d'assurances à CAMQ – Division de BFL, le tout selon les termes de l'offre du courtier en date du 11 novembre 2003 et suivant la recommandation de René Laporte & Associés inc.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Information des membres du conseil***

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Madame Carmen Houle, employée au Service de la trésorerie et à toute la famille à l'occasion du décès de sa belle-mère, madame Florence Nadeau Hamel.

**Le règlement sur le stationnement de nuit entre en vigueur aujourd'hui le 1er décembre**
**(M. Réal Jean)**

Le conseiller Réal Jean rappelle aux citoyens et citoyennes que le règlement sur le stationnement de nuit entre en vigueur aujourd'hui le 1er décembre et qu'en vertu de ce règlement, il est interdit de stationner son véhicule dans les rues et dans les parcs publics de stationnement entre 24h00 (minuit) et 7h00 le matin, du 1er décembre au 15 avril 2004.

## *Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville*

**Monsieur Mahony**

- Celui-ci demande au conseil de Ville, quel est le déficit de Légendes Fantastiques et ce que celui-ci entend faire pour corriger la situation.

- Madame la mairesse mentionne que le déficit est de 900 000 $, que le conseil d'administration des Légendes Fantastiques fera sa déclaration en ce qui regarde l'orientation qu'il entend donner au dossier.

- Monsieur Mahony cherche à faire des insinuations quant aux gens qui travaillent pour la Ville et qui sont membres d'un conseil d'administration.

- Madame la mairesse ne tolère aucune insinuation à ce sujet.

## *Prochaine assemblée du conseil*

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 15 décembre 2003 et invite les gens à être à l'écoute puisque le budget 2004 sera déposé à ce moment là.

## *1275/12/03 - Levée de l'assemblée*

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***15 DÉCEMBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 15 décembre 2003 à 19h30, ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***1276/12/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***Discours sur le budget 2004***

Madame la mairesse prononce le discours sur le budget 2004 et le programme triennal d'immobilisations pour les années 2004/2005/2006.

Ce texte est annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

### ***1277/12/03 - Adoption du budget 2004***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le budget de l'année 2004 prévoyant des dépenses et des revenus de l'ordre de 46 745 000 $ soit adopté et que le document explicatif de ce budget soit annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Un document explicatif du budget 2004 sera distribué à chaque adresse civique de la municipalité.

- Le conseiller Denis Savoie interroge la mairesse en regard du budget « Urbanisme ». Ainsi en juin 2003, des honoraires ont été consentis à Corporation Rues Principales pour la gestion du programme Renouveau urbain. À ce moment-là, madame la mairesse avait dit que le budget de Rues Principales serait réduit d'autant pour 2004. Au budget 2004, on voit une baisse de 33 000 $ où est la balance. Comment êtes-vous arrivés à ça?

- Me Claude Proulx explique que dans le cadre du programme Renouveau urbain, une enveloppe de gestion est consentie dont 50 % est subventionné par le gouvernement du Québec et 50 % par le budget municipal. C'est pourquoi on retrouve une baisse au niveau du budget 2004 pour Corporation Rues Principales.

- Le conseiller Gilles Fontaine confirme que la baisse est équivalente à la partie de la Ville.

- Madame la mairesse confirme qu'il y a une baisse.

Elle demande le vote sur la proposition.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M. Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

## ***1278/12/03 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2004/2005/2006***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les années 2004/2005/2006 soit adopté tel que présenté dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Un document explicatif du programme triennal d'immobilisations pour les années 2004/2005/2006 sera distribué à chaque adresse civique de la municipalité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***Période de questions***

**Monsieur Claude Boucher, journaliste**

- Où retrouve-t-on dans le budget le montant que la Ville verserait aux Légendes Fantastiques si l'offre aux créanciers est acceptée?

- Madame la mairesse rappelle que le montant versé aux Légendes Fantastiques a toujours été pris au surplus.

**Monsieur Jean-Paul Boisvert, journaliste**

- L'augmentation du budget Sécurité publique est due à quoi?

- Madame la mairesse précise les chiffres pour la Sûreté du Québec et pour l'incendie. La hausse est surtout au niveau incendie, soit l'augmentation de salaire pour les changements d'échelons.

**Monsieur Claude Boucher, journaliste**

- Le surplus prévu est de 500 000 $?

- Madame la mairesse confirme que selon les estimés, la Ville pourrait dégager un surplus d'environ 500 000 $ cependant ce dernier peut changer à cause de la neige ou du sur-temps attribuable à des incendies.

***1279/12/03 - Levée de l'assemblée***

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

# ***LA VILLE DE DRUMMONDVILLE***

## ***15 DÉCEMBRE 2003***

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 15 décembre 2003, à compter de 20h00 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Roger Lambert
Roberto Léveillée
Denis Savoie
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources :

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

### ***1280/12/03 - Adoption de l'ordre du jour***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

### ***1281/12/03 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 1er décembre 2003***

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 1er décembre 2003 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

### ***1282/12/03***

***- Analyses de laboratoire***
***(Soumission no 03-0120 – Ouverture 11.12.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à une grille d'évaluation préparée par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexée à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de Bodycote Essais de matériaux Canada inc. pour les analyses de laboratoire pour la section des eaux usées, dépôts à neige, eau potable soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme dans chacune des catégories pour la Ville de Drummondville pour un montant de 20 712,55 $ (taxes incluses) ainsi que pour l'ensemble de la soumission pour un montant total de 154 495,25 $ (taxes incluses).

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1283/12/03***

***- Produits chimiques années 2004-2005***
***(Soumission no 03-0139 – Ouverture 14.11.03)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que suite au regroupement d'achats, les soumissions suivantes soient retenues pour chacun des produits respectifs, étant les plus basses soumissions reçues conformes :

| **Produit** | **Montant total** | **Titulaire du marché pour les années 2004-2005** |
|---|---|---|
| Aluminate de soude en vrac (Wata Floc 38) | 16 200 $ | Eaglebrook inc. du Canada |
| Polymère ASP-25 | 5 235 $ | Degrémont Erpac Canada inc. |
| Chaux hydratée en vrac | 52 548 $ | Graymont (Qc) inc. |
| Chlore en cylindre (907,2 kg) | 113 800 $ | Brenntag Canada inc. |
| Hypochlorite sodium en vrac | 14 280 $ | L.P. Tanguay Ltée |
| Sulfate d'aluminium en vrac (alun) | 224 460 $ | Eaglebrook inc. du Canada |
| Silicate de sodium "N" en vrac | 20 578,50 $ | National Silicates |
| **Montant total (taxes incluses)** | **514 278,50 $** | |

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les fournisseurs pour l'achat des différents produits de laboratoire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***CORRESPONDANCE :***

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant le dépôt du rapport de monsieur Pierre Delisle, suite au mandat donné pour faire la lumière sur les résultats du référendum du 26 octobre 2003 à St-Charles;
- Drummondville Olympique nous soumettant une résolution concernant l'utilisation du terrain de l'Exposition agricole de Drummondville;
- Madame Cécile Allard nous demandant le déneigement de la piste cyclable secteur des Promenades Drummondville;
- Ministère de la Sécurité publique nous invitant à soumettre notre candidature ou celle d'une personne, d'une entreprise ou d'un groupe au Mérite québécois de la sécurité civile;

ainsi que de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

## ***1284/12/03 - Acceptation des comptes***

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 1er décembre 2003 au 15 décembre 2003, lesquels comptes totalisent la somme de 3 952 624,71 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1285/12/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 465 chemin Hemming***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de réduire la largeur minimale de terrain exigée dans le cadre d'une subdivision de terrain, soit le lot 1P. situé au 465 du chemin Hemming;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.11.35);

CONSIDÉRANT QUE le terrain pour lequel une subdivision est prévue est situé en bordure de la rivière St-François, soit dans la zone d'habitation H03-04;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve actuellement sur ledit terrain un bâtiment principal, soit une résidence avec un garage isolé ainsi qu'une piscine creusée;

CONSIDÉRANT QUE la subdivision de terrain proposée permet de procéder à une nouvelle construction, tel que souhaité par un membre de la famille du requérant;

CONSIDÉRANT QUE le projet de subdivision de terrain a pour effet de soumettre les modifications proposées à une analyse de conformité en regard des normes de lotissement actuellement en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE ledit règlement stipule que les terrains non desservis par aqueduc et égout sanitaire et situés à cent mètres (100 m) ou moins d'un cours d'eau doivent respecter une superficie minimale de quatre mille mètres carrés (4 000 $m^2$), une largeur minimale de cinquante mètres (50 m) et une profondeur minimale de soixante-quinze mètres (75 m);

CONSIDÉRANT QUE les normes actuelles ont été établies pour des motifs environnementaux, soit, notamment pour :

- favoriser la protection de l'environnement;
- réduire la densité d'occupation aux abords des cours d'eau;
- prévoir l'espace suffisant pour l'installation du système d'épuration des eaux usées et d'alimentation en eau potable;

CONSIDÉRANT QUE le projet respecte le règlement de lotissement en vigueur en ce qui concerne la superficie ainsi que la profondeur, et ce, pour les deux (2) nouveaux terrains qui seront créés;

CONSIDÉRANT QUE le projet n'est toutefois pas conforme au règlement de lotissement en ce qui a trait à la largeur prévue (le frontage) pour les deux (2) nouveaux terrains qui seront créés;

CONSIDÉRANT QUE le projet de subdivision soumis prévoit, en fait, des largeurs de terrain de trente-sept virgule soixante-sept mètres (37,67 m) et vingt-huit virgule quarante-sept mètres (28,47 m) au lieu de cinquante mètres (50 m) tel que prescrit au règlement;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des terrains avoisinants du secteur concerné (du même côté du chemin Hemming) ont, en majorité, un frontage similaire (moyenne de frontage de vingt-neuf virgule quatre-vingt-deux mètres (29,82 m));

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE le projet répond, de façon générale, aux principaux objectifs du plan d'urbanisme et à l'esprit du règlement de lotissement pour ce type de terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à réduire la largeur minimale exigée pour deux (2) lots qui seront créés à même l'actuel lot 1P. du cadastre du quartier nord localisé au 465 du chemin Hemming, fixant celles-ci à trente-sept virgule soixante-sept mètres (37,67 m) et vingt-huit virgule quarante-sept mètres (28,47 m) respectivement au lieu de cinquante mètres (50 m).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1286/12/03 - Dérogation mineure – Immeuble situé au 112, 13ième Avenue***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge de recul minimale (façades principale et secondaire du bâtiment existant) ainsi que la marge latérale droite minimale applicable au bâtiment principal existant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 149-272 du rang III du canton de Grantham, soit au 112 de la 13ième Avenue;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.11);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H08-04) :

- la marge de recul minimale applicable à la façade principale du bâtiment principal existant est de cinq virgule quatre mètres (5,4 m), et ce, en fonction de l'application de la moyenne des marges;
- la marge de recul minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant, soit la façade donnant sur la rue St-Eusèbe est de cinq virgule quatre mètres (5,4 m);
- la marge latérale minimale (adjacente à la ligne du lot visé et celle du lot 149-271) applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE la construction du bâtiment principal visé est estimée vers les années 1963 et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en novembre 2003 pour la vente du bâtiment et que celui-ci soulève des irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à :

- quatre virgule trente-six mètres (4,36 m) la marge de recul minimale de la façade principale du bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de un virgule zéro quatre mètre (1,04 m);
- quatre virgule trente-neuf mètres (4,39 m) la marge de recul minimale de la façade secondaire du bâtiment principal existant, soit la façade donnant sur la rue St-Eusèbe, ce qui représente une irrégularité de un virgule zéro un mètre (1,01 m);

- un virgule quatre-vingt-quatre mètre (1,84 m) la marge latérale minimale du bâtiment principal existant (adjacente à la ligne du lot visé et celle du lot 149-271), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule seize mètre (0,16 m);

CONSIDÉRANT QUE la requérante est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de :

- cinq virgule quatre mètres (5,4 m) à quatre virgule trente-six mètres (4,36 m) la marge de recul minimale applicable à la façade principale du bâtiment principal existant;
- cinq virgule quatre mètres (5,4 m) à quatre virgule trente-neuf mètres (4,39 m) la marge de recul minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant, soit la façade donnant sur la rue St-Eusèbe;
- deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingt-quatre mètre (1,84 m) la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 149-272 du rang III du canton de Grantham, soit au 112 de la 13$^{ième}$ Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1287/12/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 802 rue St-Alfred***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer la marge de recul minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant, soit la façade donnant sur la rue Pelletier, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 160A-91-38 du rang III du canton de Grantham, soit au 802 de la rue St-Alfred;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.12);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H07-01), la marge de recul minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant, soit la façade donnant sur la rue Pelletier est de cinq virgule quatre mètres (5,4 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1953 et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en novembre 2003 pour la vente du bâtiment et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à deux virgule quinze mètres (2,15 m) la marge de recul minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant, soit la façade donnant sur la rue Pelletier, ce qui représente une irrégularité de trois virgule vingt-cinq mètres (3,25 m);

CONSIDÉRANT QUE la requérante est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de cinq virgule quatre mètres (5,4 m) à deux virgule quinze mètres (2,15 m) la marge de recul minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant, soit la façade donnant sur la rue Pelletier, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 160A-91-38 du rang III du canton de Grantham, soit au 802 de la rue St-Alfred.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1288/12/03 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 975, 109ième Avenue***

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de diminuer pour le bâtiment principal existant la marge de recul minimale, la marge latérale droite minimale ainsi que le total des marges latérales minimales, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 104-155 et 106-82 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 975 de la 109ième Avenue;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.13);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H05-15) :

- la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant est de six virgule soixante-dix-sept mètres (6,77 m), et ce, en fonction de l'application de la moyenne des marges;
- la marge latérale droite minimale (adjacente à la ligne latérale droite du lot visé et celle des lots 104-156 et 106-83) applicable au bâtiment principal existant est de deux mètres (2 m);
- le total des marges latérales minimales qui est applicable au bâtiment principal existant est de cinq mètres (5 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal visé a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1971 et qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en octobre 2003 pour la vente du bâtiment et que celui-ci soulève des irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à :

- cinq virgule quatre-vingt-neuf mètres (5,89 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-huit mètre (0,88 m);
- un virgule vingt-deux mètre (1,22 m) la marge latérale droite minimale (adjacente à la ligne latérale droite du lot visé et celle des lots 104-156 et 106-83) applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule soixante-dix-huit mètre (0,78 m);
- quatre virgule dix-sept mètres (4,17 m) le total des marges latérales minimales qui est applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quatre-vingt-trois mètre (0,83 m);

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction visés par la présente dérogation mineure ont fait l'objet d'un permis et ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de :

- six virgule soixante-dix-sept mètres (6,77 m) à cinq virgule quatre-vingt-neuf mètres (5,89 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant;
- deux mètres (2 m) à un virgule vingt-deux mètre (1,22 m) la marge latérale droite minimale (adjacente à la ligne latérale droite du lot visé et celle des lots 104-156 et 106-83) applicable au bâtiment principal existant;
- cinq mètres (5 m) à quatre virgule dix-sept mètres (4,17 m) le total des marges latérales minimales qui est applicable au bâtiment principal existant;

et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 104-155 et 106-82 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 975 de la 109$^{ième}$ Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1289/12/03 - Dérogation mineure - Immeuble composé du lot 790-98 du rang IV rue Laforest*

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a été présentée à la Ville de Drummondville, afin de réduire la largeur et la superficie minimales de terrain pour subdiviser un lot en deux (2), et ce, pour l'actuel lot 790-98 du rang IV du canton de Wickham et situé sur la rue Laforest;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.14);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé le terrain visé (H05-26) :

- la superficie minimale de terrain est de deux mille cinq cents mètres carrés (2 500 m$^2$);
- la largeur minimale de terrain est de quarante-cinq mètres (45 m);

CONSIDÉRANT QUE différents projets sont actuellement à l'étude sur le lot concerné, à savoir :

- l'intégration d'une portion du lot visé à un immeuble voisin en vue de permettre l'agrandissement d'un bâtiment existant;
- la subdivision de l'espace résiduel en deux (2) lots visant à permettre la construction de deux (2) nouveaux bâtiments;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet déposé (visant à subdiviser l'espace résiduel d'un terrain en deux (2)), la superficie et la largeur minimales de terrain seront inférieures aux normes prescrites;

CONSIDÉRANT QUE le frontage du lot 790-98 visé donne à l'extérieur d'une courbe constituant un rond de virage;

CONSIDÉRANT QUE le respect du frontage minimal prescrit à la grille (quarante-cinq mètres (45 m)) ne permettrait aucune subdivision de l'espace total pour y ériger plus d'une (1) construction;

CONSIDÉRANT QUE sans subdivision, l'espace total de terrain (environ six mille mètres carrés (6 000 $m^2$)) est imposant pour la construction d'un (1) seul bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE toutes les autres dispositions du règlement seront respectées, soit une superficie moyenne de deux mille trois cent soixante-quinze mètres carrés (2 375 $m^2$) et une largeur d'environ vingt et un mètres (21 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à réduire de deux mille cinq cents mètres carrés (2 500 $m^2$) à deux mille mètres carrés (2 000 $m^2$) la superficie minimale de terrain et quarante-cinq mètres (45 m) à dix-huit mètres (18 m) la largeur minimale de terrain pour un terrain,et ce, pour les lots qui seront subdivisés à même l'actuel lot 790-98 du rang IV du canton de Wickham et situé sur la rue Laforest.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1290/12/03 - Dépôt du procès-verbal (03.12.03) - C.C.U.***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 3 décembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## ***1291/12/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 765 du boulevard St-Joseph Ouest – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'immeuble situé au 765 du boulevard St-Joseph Ouest a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer, aux abords du boulevard St-Joseph Ouest, une (1) enseigne sur poteau d'une superficie approximative de huit virgule dix mètres carrés (8,10 $m^2$) et d'une hauteur maximale de six virgule cinquante-trois mètres (6,53 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est lumineuse, ce qui permet une bonne visibilité de cette dernière, sans que celle-ci soit trop prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la partie droite du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE la structure de l'enseigne (poteaux) est majoritairement composée de briques de couleur beige qui s'harmonisent avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux ont respectivement une largeur maximale de quarante centimètres (40 cm);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des faces sont, entre autres, le bleu, le noir et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est composée de trois (3) boîtiers lumineux distants les uns des autres;

CONSIDÉRANT QUE des moulures stylisées sont installées en parties supérieure et inférieure des boîtiers;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est réalisé au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'enseigne proposée, de par sa forme, ses couleurs et son design en général, s'inspire du bâtiment principal et est en harmonie avec ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'immeuble situé au 765 du boulevard St-Joseph Ouest, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1292/12/03 - Refus des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 219 de la rue Brock – P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 219 de la rue Brock a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de vingt-cinq virgule deux mètres carrés (25,2 $m^2$), le tout localisé au deuxième ($2^e$) étage (partie de cour intérieure donnant sur la rue Marchand);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur (brique de couleur beige-jaune), le type de fenestration (soit « fenêtres à battant avec imposte ») et les ornementations (moulures de béton, solins et autres) sont similaires aux autres éléments se retrouvant sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres ne sont toutefois pas en harmonie avec celles existantes quant à leurs dimensions et leur rythme;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est cité comme monument historique par la Ville de Drummondville (site du patrimoine) et qu'il est important de préserver son authenticité, soit son style et son histoire;

CONSIDÉRANT QU'en fonction de l'analyse effectuée par la Fondation Rues Principales (Bureau de Québec), le concept architectural de cet ajout est inapproprié et que cette intervention ne permet pas de conserver l'intégrité architecturale du presbytère;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout proposé vient modifier le style du bâtiment ainsi que son caractère institutionnel, ce qui appauvrit la qualité architecturale générale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le type de la toiture de l'agrandissement (pente faible) ne s'intègre pas au profil des toitures à pente plus forte du presbytère, ce qui brise le rythme de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique brise la continuité du style du bâtiment et la composition symétrique de l'ensemble, ce qui n'est pas en harmonie avec le portique d'entrée donnant sur la rue Marchand;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 219 de la rue Brock, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment, quant à la perte de l'intégrité architecturale du bâtiment (bâtiment cité monument historique), du style (toiture et volumétrie) et de la fenestration.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## *1293/12/03 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1163 du boulevard St-Joseph - P.I.A.*

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1163 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes lumineuses rattachées au bâtiment, soit une sur la façade principale donnant sur le boulevard St-Joseph et l'autre sur le mur latéral gauche donnant vers l'aire d'étalage des véhicules;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes ont une superficie respective d'environ cinq mètres carrés (5 $m^2$) (enseigne donnant sur le boulevard) et zéro virgule neuf mètre carré (0,9 $m^2$) (enseigne donnant sur l'aire d'étalage);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment localisée sur le mur de la façade principale est composée de lettres détachées et que celles-ci sont centrées en hauteur et en largeur sur ledit mur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne donnant sur le mur latéral gauche est de forme ovale et représente un logo, lequel s'harmonise avec celui existant sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont, entre autres, le bleu, le blanc et l'argent;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leurs couleurs et leur style, sont sobres, ce qui rend ces dernières peu prédominantes dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage des enseignes assurent une bonne harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leurs dimensions et leur localisation, ne nuisent pas à la qualité visuelle du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1163 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1294/12/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 800 du boulevard Lemire – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 800 du boulevard Lemire a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne constituée de deux (2) plaques murales totalisant une superficie approximative de quatre virgule soixante-seize mètres carrés (4,76 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est stylisée (formes arrondies) et que le message est réalisé en surélévation par rapport aux plaques murales où celui-ci est apposé;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur un mur avant en retrait (mur donnant sur la rue Janelle), soit au-dessus d'une porte ouvrant sur un axe horizontal (type « porte de garage »);

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne, de par sa localisation, est peu visible des voies de circulation et ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le jaune et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée, de par ses couleurs et son style, s'harmonise avec les autres enseignes existantes sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 800 du boulevard Lemire, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1295/12/03 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1125 du boulevard St-Joseph - P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1125 du boulevard St-Joseph a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes lumineuses rattachées au bâtiment, soit une sur la façade principale donnant sur le boulevard St-Joseph et l'autre sur la façade secondaire donnant sur la rue Laferté;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont installées sur le bandeau de maçonnerie localisé au-dessus des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE les superficies des enseignes sont semblables et représentent respectivement environ deux virgule trente-huit mètres carrés (2,38 $m^2$);

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont composées de lettres détachées ainsi que de petits boîtiers qui représentent un logo;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont, entre autres, le bleu, le jaune et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leurs couleurs et leur style, sont sobres, ce qui rend ces dernières peu prédominantes dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage des enseignes assurent une bonne harmonie d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leurs dimensions et leur localisation, ne nuisent pas à la qualité visuelle du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1125 du boulevard St-Joseph, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1296/12/03 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 2275 de la rue Canadien – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 2275 de la rue Canadien a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./vitrine industrielle de prestige, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment constituée d'une plaque sur laquelle le message est réalisé en surélévation par rapport à cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée s'harmonise avec les deux (2) enseignes directionnelles (bureaux et pièces);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs utilisées sont le brun et le gris;

CONSIDÉRANT QUE lesdites couleurs sont sobres et s'harmonisent bien avec les autres couleurs se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne est appliquée sur le mur latéral gauche du bâtiment et que celle-ci est installée à une hauteur semblable à celle des enseignes directionnelles;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et la superficie de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la forme, le design et la localisation de l'enseigne permettent une bonne intégration de cette dernière au bâtiment ainsi qu'aux enseignes installées sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 2275 de la rue Canadien, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1297/12/03 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (remise) pour l'établissement situé au 400 de la rue Brock – P.I.A.***

CONSIDÉRANT QU'une demande a été présentée à la Ville de Drummondville afin d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (remise) pour l'établissement situé au 400 de la rue Brock;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 03.12.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (remise) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (remise) d'une superficie approximative de sept virgule quarante-trois mètres carrés (7,43 $m^2$), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est implanté en cour avant (cour donnant sur la rue Brock) et que celui-ci est visible de deux (2) voies de circulation (rues Brock et des Forges);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de la remise est un clin de vinyle de couleur beige-sable;

CONSIDÉRANT QU'un bandeau métallique de couleur bleue est réalisé en partie supérieure de certains murs et ce dernier s'apparente à celui que l'on retrouve sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est à faible pente et que cette dernière est peu visible des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE cette remise s'harmonise avec le bâtiment principal, notamment, quant à son style et ses couleurs;

CONSIDÉRANT QU'une haie de conifères est plantée près de la remise afin de bonifier l'aménagement paysager du site, ce qui contribue, par le fait même, à atténuer la visibilité de la remise à partir des voies de circulation;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment accessoire (remise) (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 de la rue Brock, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1298/12/03 - Confirmation à la Société d'Habitation du Québec que la Ville de Drummondville accepte de participer au financement du passage piétonnier, et ce, pour une somme maximale de 35 000 $***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville confirme à la Société d'Habitation du Québec qu'elle accepte de participer au financement du passage piétonnier, et ce, pour une somme maximale de 35 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1299/12/03 - Autorisation à la Fédération des coopératives d'habitation de la Mauricie et du Centre-du-Québec à procéder à une étude de caractérisation environnementale et à l'évaluation de la capacité portante du sol sur une partie du lot 790-98 du cadastre du canton de Wickham***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fédération des coopératives d'habitation de la Mauricie et du Centre-du-Québec à procéder à une étude de caractérisation environnementale et à l'évaluation de la capacité portante du sol sur une partie du lot 790-98 du cadastre du canton de Wickham (projet « Rose des Vents »).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1300/12/03 - Mandat à Martin Paradis, arpenteur-géomètre – Procéder au cadastre d'une partie du lot 790-98 du cadastre du canton de Wickham***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de procéder au cadastre d'une partie du lot 790-98 du cadastre du canton de Wickham, lot prévu pour le projet « Rose des Vents ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1301/12/03 - Demande au ministre des Affaires municipales du Sport et du Loisir un délai supplémentaire pour terminer les travaux d'aménagement du sentier de la rive nord dans le cadre du programme Renouveau urbain***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministre des Affaires Municipales du Sport et du Loisir un délai supplémentaire pour terminer les travaux d'aménagement du sentier de la rive nord dans le cadre du programme Renouveau urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1302/12/03 - Opinion du conseil en regard d'une demande d'exemption de taxes formulée à la Commission municipale du Québec par Comptoir alimentaire Drummond inc.***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'exemption de taxes formulée à la Commission municipale du Québec par Comptoir alimentaire Drummond inc. pour l'immeuble situé au 1655 de la rue Corriveau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1303/12/03 - Autorisation à l'Association Régionale Des Autoneigistes de Drum-***

***mondville (ARDAD) à circuler sur certaines artères de la Ville et abrogation de la résolution no 748/6/03***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association Régionale Des Autoneigistes de Drummondville (ARDAD) à circuler sur certaines artères de la Ville selon la grille suivante :

| **Nos de traverse** | **Route, rang, rue traversée** | **Localisation** |
|---|---|---|
| 1 | chemin du Golf Ouest | côté nord du boul. Patrick vis-à-vis de l'accotement |
| 2 | chemin du diable | à l'intersection de l'entrée de l'usine d'épuration |
| 3 | boul. Patrick | face aux tours d'Hydro avant la route Farley |
| 4 | boul. St-Joseph | après Lapéro au nord-ouest |
| 5 | boul. St-Joseph | vis-à-vis la rue Richard |
| 6 | rue St-Roch | derrière Kubota |
| 7 | 5e rang Ouest | 5e rang Ouest |
| 8 | boul. Lemire | sur piste cyclable, à côté de l'école-garderie |
| 9 | boul. St-Joseph | intersection 110e Avenue |
| 10 | rue Marconi | près du boul. St-Joseph |
| 11 | boul. Mercure | intersection de la 123e Avenue |
| 12 | boul. Jean-de-Brébeuf | entre la rue St-Onge et la bretelle de l'autoroute |
| 13 | boul. Jean-de-Brébeuf | face à Jean-Paul Lambert |
| 14 | 5e rang Est | vis-à-vis l'adresse civique 2300 (entre la grange et l'écurie) |
| 15 | rue Canadien | vis-à-vis du lot en friche entre les autobus Thomas et le commerce de Drap Santé |
| 16 | rue Bernier | en arrière du commerce de CV Tech |
| 17 | rue Janelle | entre les compagnies Métallus et Core Compétence |
| 18 | boul. Lemire | de biais vis-à-vis la rue Paris |
| 19 | rue Michaud | à l'intersection du boul. Lemire |

Les traverses nos 15 à 19 sont conditionnelles à l'autorisation du Ministère des Transports du Québec pour les traverses du boulevard Lemire et de l'autoroute 20.

La présente abroge et remplace la résolution no 748/6/03 adoptée le 20 juin 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1304/12/03 - Modification des conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville de Drummondville de façon à préciser l'article 10.01 quant au report des congés fériés en cas de maladie***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification des conditions de travail du personnel cadre et de soutien de la Ville de Drummondville de façon à préciser l'article 10.01 quant au report des congés fériés accumulés lors des absences pour maladie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1305/12/03 - Autorisation de la grille salariale 2004 pour le personnel cadre et de soutien de la Ville (0-7 ans)***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le conseil de Ville autorise l'application de la grille salariale 2003 présentée par la direction du service des Ressources humaines et décrète les ajustements et augmentations de salaires pour 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1306/12/03 - Reconduction des contrats de travail du directeur du Service de prévention incendie, du capitaine aux opérations et du capitaine à la prévention***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la reconduction des contrats de travail du directeur du Service de prévention incendie, du capitaine aux opérations et du capitaine à la prévention, et ce, pour une période d'un an.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville lesdits contrats de travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1307/12/03 - Modification de la couverture d'assurance pour le personnel cadre et de soutien de la Ville***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification du partage des coûts d'assurance collective entre la Ville de Drummondville et le personnel cadre et de soutien.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1308/12/03 - Appui à un projet de réhabilitation des sols en vertu du Programme Revi-sols pour l'immeuble du 1100 boulevard St-Joseph (lot 136A – 259) et autorisation de signature d'un protocole d'entente***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville appuie le projet de réhabilitation des sols en vertu du Programme Revi-sols pour l'immeuble du 1100 boulevard St-Joseph (lot 136A-259).

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1309/12/03 - Dépôt d'un plan d'intervention dans le cadre du programme mis en œuvre par La Fondation canadienne de l'arbre***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville dépose un plan d'intervention dans le cadre du programme mis en œuvre par La Fondation canadienne de l'arbre (subvention possible : 10 000 $).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1310/12/03 - Signature d'un acte de correction à intervenir entre la Ville de Drummondville et Société en commandite Place Chatel***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de correction à intervenir avec la Société en commandite Place Chatel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1311/12/03 - Signature d'un acte de vente par les Entreprises Bellevue Ltée en faveur de la Ville de Drummondville (lots ptie 122, ptie 121 – canton de Grantham)***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente des lots ptie 122 et ptie 121 du cadastre du canton de Grantham par les Entreprises Bellevue Ltée en faveur de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1312/12/03 - Demande au ministre des Affaires municipales du Sport et du Loisir d'autoriser la vente de gré à gré d'obligations pour un montant de 9 715 000 $***

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville dans la MRC de Drummond entend émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, en vertu des règlements numéros 2531, 2606, 2615, 2226, 2343 (2543), 2605, 2678 (2711), 2953, 3018, 3051, 3076, 3079, 3086, 3087, 3089, 3090, 3098, 3099 (3120), 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105;

ATTENDU QUE l'offre ci-dessous présentée par l'agence sous la gérance de Financière Banque Nationale inc.

| **Nom du soumissionnaire** | **Prix offert** | **Montant** | **Taux** | **Échéance** | **Coût réel** |
|---|---|---|---|---|---|
| Financière Banque Nationale inc. | 98.55649 | $ 9 715 000 | 3,902 % | 2014 (moyenne de 5 ans et 3 mois) | 4,6277 % |

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu :

**Que** demande soit faite au ministre des Affaires municipales du Sport et du Loisir, conformément à l'article 554 de la Loi sur les cités et villes, d'autoriser la municipalité à vendre de gré à gré à un syndicat de preneurs fermes, les obligations au montant de 9 715 000 $ datées du 6 janvier 2004, le tout suivant les termes et conditions prévus à l'offre présentée par ce syndicat le 15 décembre 2003 et conservée au dossier des archives municipales et que le maire et le greffier soient et sont autorisés à signer ladite offre sur réception de cette autorisation;

**Que** le procès-verbal d'ouverture de soumissions du ministère des Affaires municipales du Sport et du Loisir fasse partie intégrante de la présente résolution;

**Que** demande soit faite au chef de file de mandater la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs (CDS) pour l'inscription en compte de cette émission.

**Que** la mairesse et le trésorier et/ou l'assistant trésorier soient et sont autorisés à signer les obligations couvertes par la présente émission, soit une obligation par échéance;

ATTENDU QUE CDS agira à titre d'agent d'inscription en compte, d'agent détenteur de l'obligation, d'agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, le conseil autorise CDS à agir à titre d'agent financier authentificateur, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le ministre des Affaires municipales et de la Métropole et CDS;

ATTENDU QUE CDS procèdera au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le conseil autorise le trésorier ou, en son absence, l'assistant trésorier à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « autorisation pour plan de débits pré-autorisés destiné aux entreprises ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1313/12/03 - Résolution de concordance en vertu de l'émission d'obligations***

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville entend émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, pour un montant de 9 715 000 $, en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

| Règlement d'emprunt # | Pour un montant de $ |
|---|---|
| 2531 | 56 700 $ |
| 2606 | 532 800 $ |
| 2615 | 311 600 $ |
| 2226 | 58 000 $ |
| 2343 (2543) | 66 200 $ |
| 2605 | 105 900 $ |
| 2678 (2711) | 960 300 $ |
| 2953 (Subv. TIQ-MUN.) | 703 582 $ |
| 2953 (Part ville) | 1 526 818 $ |
| 3018 | 425 000 $ |
| 3051 | 62 200 $ |
| 3076 (Subv. TIQ-MUN.) | 267 674 $ |
| 3076 (Part ville) | 296 326 $ |
| 3079 | 134 700 $ |
| 3086 | 498 000 $ |
| 3087 | 2 000 000 $ |
| 3089 | 108 400 $ |
| 3090 (Subv. Ren. urb.) | 668 290 $ |
| 3090 (Part ville) | 518 210 $ |
| 3098 | 69 800 $ |
| 3099 (3120) | 43 200 $ |
| 3100 | 24 500 $ |
| 3101 | 44 200 $ |
| 3102 | 80 100 $ |
| 3103 | 32 100 $ |
| 3104 | 81 300 $ |
| 3105 | 39 100 $ |

ATTENDU QUE, pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que les règlements d'emprunt indiqués précédemment soient amendés, s'il y a lieu, afin qu'ils soient conformes à ce qui est stipulé ci-dessous, et ce, en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié antérieurement en regard desdits règlements compris dans l'émission de 9 715 000 $:

Que Les obligations, soit une obligation par échéance, seront datées du 6 janvier 2004;

Que Ces obligations seront immatriculées au nom de la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS) et seront déposées auprès de celle-ci;

Que CDS agira au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation et agent payeur responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre le ministre des Affaires municipales du Sport et du Loisir et CDS;

Que Pour effectuer les paiements aux adhérents par des transferts électroniques de fonds, la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS) est autorisée à faire des prélèvements directs, pour le paiement du principal et des intérêts, dans le compte de l'institution financière suivante: Caisse populaire Desjardins de Drummondville sise au 460 du boulevard St-Joseph à Drummondville;

Que Les intérêts seront payables semi-annuellement le 6 juillet et le 6 janvier de chaque année;

Que Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7, article 17);

Que Les obligations seront signées par le maire et le trésorier. La Ville de Drummondville, tel que permis par la loi, a mandaté CDS afin d'agir en tant qu'agent financier

authentificateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

***1314/12/03 - Autorisation pour l'émission d'obligations pour un terme plus long (règlements numéros 1842, 2159, 2192, 2531, 2606 et 2615)***

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville avait le 7 avril 2003, un montant de 1 625 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 4 050 000 $ pour des périodes de 5 et 10 ans, en vertu des règlements numéros 1842, 2159, 2192, 2531, 2606 et 2615;

ATTENDU QUE ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

ATTENDU QU'un montant total de 723 900 $ a été payé comptant laissant ainsi un solde net à renouveler de 901 100 $;

ATTENDU QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 6 janvier 2004;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. – Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte 901 100 $ par obligation en renouvellement d'une émission d'obligations, pour un terme additionnel de 8 mois et 30 jours au terme original des règlements mentionnés plus haut.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

***1315/12/03 - Autorisation pour l'émission d'obligations pour un terme plus long (règlements numéros 1867, 1896, 1911, 2207, 2226, 2343 (2543), 2431, 2605 et 2678 (2711))***

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville avait le 24 novembre 2003, un montant de 2 134 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 3 849 000 $ pour des périodes de 5 et 10 ans, en vertu des règlements numéros 1867, 1896, 1911, 2207, 2226, 2343 (2543), 2431, 2605 et 2678 (2711);

ATTENDU QUE ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

ATTENDU QU'un montant total de 943 600 $ a été payé comptant laissant ainsi un solde net à renouveler de 1 190 400 $;

ATTENDU QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 6 janvier 2004;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. – Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte 1 190 400 $ par obligation en renouvellement d'une émission d'obligations, pour un terme additionnel de 1 mois et 13 jours au terme original des règlements mentionnés plus haut.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

***1316/12/03 - Appropriation d'une somme de 156 600 $ provenant du surplus accumulé de la Ville de Drummondville pour le paiement comptant de certains soldes de règlement***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 156 600 $ provenant de son surplus accumulé pour le paiement comptant de certains soldes de règlement :

- règlement no 2431 pour un montant de 137 400 $;
- règlement no 2226 pour un montant de 19 200 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1317/12/03 - Appropriation d'une somme de 1 447 600 $ provenant de la réserve (surplus) de l'ex-ville de Drummondville pour le paiement de dettes au refinancement***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 1 447 600 $ provenant de la réserve (surplus) de l'ex-ville de Drummondville pour le paiement de dettes au refinancement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1318/12/03 - Appropriation d'une somme de 122 147 $ provenant du surplus accumulé de la nouvelle Ville de Drummondville pour le paiement d'une dette due à l'ex-ville de Drummondville***

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 122 147 $ provenant du surplus accumulé de la nouvelle Ville de Drummondville pour le paiement d'une dette due à l'ex-ville de Drummondville laissant un solde à transférer de 184 918 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1319/12/03 - Signature d'une entente à intervenir entre la Ville de Drummondville et Yves Houle & Frères inc. pour la location de 42 espaces de stationnement au centre-ville***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec Yves Houle & Frères inc. pour la location de 42 espaces de stationnement au centre-ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1320/12/03 - Subvention de 6 700 $ - Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc.***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 6 700 $ à la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour le programme de bourses à l'élite culturelle, édition 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1321/12/03 - Subvention de 100 $ - Fondation canadienne Rêve d'enfants***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Fondation canadienne Rêve d'enfants à titre de subvention 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1322/12/03 - Protocole d'entente, de reconnaissance et subvention avec Le Festival Mondial de Folklore Drummond inc.***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, ou à défaut le maire suppléant, et la greffière, ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente, de reconnaissance et subvention à intervenir avec Le Festival Mondial de Folklore Drummond inc. pour la tenue du Mondial des Cultures qui se tiendra du 8 au 18 juillet 2004.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2004 et comprend le versement d'une subvention de 112 000 $ en argent, et 90 000 $ en services.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1323/12/03 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire Pierre-Lemaire inc. – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Pierre-Lemaire inc. pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2003/2004 et comprend le versement d'une subvention de 6 530 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1324/12/03 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire St-Pierre inc. – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures***

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire St-Pierre inc. pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2003/2004 et comprend le versement d'une subvention de 30 450 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1325/12/03 - Protocole d'entente avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville***

***inc. – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. pour la tenue et l'animation des activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2003/2004 et comprend le versement d'une subvention de 5 420 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1326/12/03 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures***

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2003/2004 et comprend le versement d'une subvention de 37 130 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1327/12/03 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures***

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2003/2004 et comprend le versement d'une subvention de 30 890 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1328/12/03 - Abrogation de la résolution no 1251/12/03 (mandat à Les Laboratoires Shermont inc.)***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roger Lambert, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 1251/12/03 relative au mandat à Les Laboratoires Shermont inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1329/12/03 - Mandat à la Firme Géo Lab inc. – Analyse qualitative des sols sur les parties du lot 174 du cadastre du canton de Grantham***

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative des sols sur les parties du lot 174 du cadastre du canton de Grantham faisant l'objet de la transaction à intervenir avec Les Placements L.P. Therrien inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1330/12/03 - Dépôt du compte rendu (10.12.03) - Comité de circulation***

Il est proposé par le conseiller Roger Lambert,et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 10 décembre 2003 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1331/12/03 - Adoption du règlement no 3159 prévoyant l'imposition des taxes foncières et spéciales pour l'année 2004***

Lecture est donnée du règlement no 3159 prévoyant l'imposition des taxes foncières et spéciales pour l'année 2004.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1332/12/03 - Adoption du règlement no 3160 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau potable pour l'année 2004***

Lecture est donnée du règlement no 3160 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau potable pour l'année 2004.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

Le conseiller Denis Savoie s'oppose à l'augmentation du tarif de la taxe d'eau pour l'unifamilial. Pour lui il s'agit d'une façon déguisée d'aller chercher des revenus supplémentaires. Le 5 $ représente une majoration assez considérable, soit environ 40 000 $ pour l'unifamilial et 60 000 $ pour les compteurs, plus les ventes d'eau à St-Nicéphore et St-Charles.

Si la Ville avait investi dans la réfection des rues Brock et Lindsay, la hausse aurait pu être justifiée. L'augmentation des unités familiales n'est pas chiffrée.

Selon ses chiffres l'Usine de traitement des eaux coûte 1 389 300 $ sans les piscines et 300 000 $ additionnels en les incluant et la Ville perçoit 3 millions de dollars donc la Ville fait de l'argent.

Madame la mairesse rappelle que les travaux des coûts de l'eau préparés par le trésorier démontrent que les coûts de production étaient de 0,82 $ en 2003 et seront de 0,85 $ en 2004.

Elle énumère les différents tarifs chargés par des municipalités comparables. De plus, elle confirme que les coûts réels sont de plus de 3 millions de dollars.

L'eau est une ressource qu'il faut protéger.

Madame la mairesse demande le vote.

| Votent ***POUR*** | Vote ***CONTRE*** |
|---|---|
| M. Gilles Fontaine | M. Denis Savoie |
| M. Mario Jacques | |
| M. Réal Jean | |
| M. Robert Lafrenière | |
| M. Roger Lambert | |
| M. Roberto Léveillée | |
| Me Christian Tourigny | |
| Me Céline Trottier | |

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

***1333/12/03 - Adoption du règlement no 3161 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2004***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3161 a été donné (réf : 1255/12/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3161 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2004.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1334/12/03 - Adoption du règlement no 3162 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année 2004***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3162 a été donné (réf : 1257/12/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3162 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année 2004.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1335/12/03 - Adoption du règlement no 3163 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles en 2004***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3163 a été donné (réf : 1259/12/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3163 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles en 2004.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1336/12/03 - Adoption du règlement no 3164 prévoyant l'imposition d'une compensation pour l'exécution des travaux relatifs au contrôle biologique des mouches noires***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3164 a été donné (réf : 1261/12/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3164 prévoyant l'imposition

d'une compensation pour l'exécution des travaux relatifs au contrôle biologique des mouches noires.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1337/12/03 - Adoption du règlement no 3165 amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier les dates de séances du conseil pour l'année 2004***

Lecture est donnée du règlement no 3165 amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier les dates de séances du conseil pour l'année 2004.

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1338/12/03 - Approbation des prévisions budgétaires de la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville pour l'année 2004***

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les prévisions budgétaires de la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville pour l'année 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1339/12/03 - Adoption du règlement no 3166 amendant le règlement no 1649, afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2004***

Lecture est donnée du règlement no 3166 amendant le règlement no 1649, afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2004.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1340/12/03 - Approbation des prévisions budgétaires de la Société de développement commercial Quartier St-Joseph de Drummondville pour l'année 2004***

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les prévisions budgétaires de la Société de développement commercial Quartier St-Joseph de Drummondville pour l'année 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1341/12/03 - Adoption du règlement no 3167 amendant le règlement no 1610 de façon à décréter la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial Quartier Saint-Joseph de Drummond-ville , le mode de calcul, ainsi que le nombre de versements pour l'année 2004***

Lecture est donnée du règlement no 3167 amendant le règlement no 1610 de façon à décréter la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial Quartier Saint-Joseph de Drummondville, le mode de calcul, ainsi que le nombre de versements pour l'année 2004.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1342/12/03 - Adoption du règlement no 3168 prévoyant une modification au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville***

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3168 a été donné (réf : 1266/12/03), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3168 prévoyant une modification au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***1343/12/03 - Adoption du second projet de règlement no 3151-1 - Zonage***

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roger Lambert,
et résolu :

1$^{0}$ QUE le second projet de règlement no 3151-1 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but :

- de créer la zone d'habitation H07-17 à même une partie des actuelles zones d'habitation H07-15 et H07-16 afin d'y inclure certains terrains situés du côté sud-ouest de la rue des Huarts (partie projetée) et ainsi autoriser des habitations unifamiliales jumelées.
  Les zones H07-15 et H07-16 sont localisées dans le développement domiciliaire La Volière, soit approximativement entre la rivière Saint-Germain et la rue des Colombes, du côté sud de la rue St-Onge,

soit et est adopté;

2$^{o}$ QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

***Information des membres du conseil***

**Condoléances**

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Madame Jacinthe Dion, employée au Service des loisirs et vie communautaire et à toute la famille à l'occasion du décès de sa belle-mère, madame Anita Hénault-Paulhus.

**Modifications à l'horaire du transport en commun pour la période des Fêtes (Me Christian Tourigny)**

Le conseiller Christian Tourigny informe la population qu'en raison des Fêtes de Noël et du Nouvel An, il n'y aura pas de service les jeudis 25 décembre 2003 et 1er janvier 2004, ainsi que le vendredi 2 janvier 2004. Pour ce qui est du vendredi 26 décembre 2003, le service débutera à 12h00 et se terminera à 22h00 sur les lignes 1 et 2, alors que pour la ligne 3, le service se fera de 12h00 à 14h17, puis de 15h17 à 18h00.

**Enlèvement des déchets domestiques durant trois semaines consécutives pour la période des Fêtes**
**(M. Denis Savoie)**

Le conseiller Denis Savoie informe la population que les déchets domestiques seront enlevés à chaque semaine, durant trois semaines consécutives, dans tous les secteurs de Drummondville, à l'occasion de la période des Fêtes de Noël et du Nouvel An.

**Les bureaux des services municipaux seront fermés du 25 décembre au 4 janvier pour la période des Fêtes**
**(M. Gilles Fontaine)**

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés du 25 décembre au 4 janvier, à l'occasion de la période des Fêtes de Noël et du Nouvel An.

**Horaire spécial à la Bibliothèque municipale durant la période des Fêtes (Me Céline Trottier)**

La conseillère Céline Trottier informe la population que la bibliothèque municipale sera ouverte le mercredi 24 décembre de 12h30 à 16h30, les 27, 28, 29 et 30 décembre, ainsi que les 3 et 4 janvier, l'horaire sera de 12h00 à 17h00, tandis que le lundi 5 janvier, la Bibliothèque sera ouverte de 11h00 à 17h00.

## *Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville*

**Madame Linda Lafontaine, compagnie Biolab**

- Lors de l'analyse des soumissions pour « Analyses de laboratoire » a-t-on tenu compte de la régionalité?

- Madame la mairesse confirme que, selon les critères, la compagnie Biolab s'est qualifiée, la différence est au niveau du prix.

- Madame Lafontaine souhaite que le conseil soit sensibilisé au fait qu'une entreprise régionale est touchée de façon importante.

Madame la mairesse offre à toute la population les meilleurs vœux de saison.

## *Prochaine assemblée du conseil*

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 19 janvier 2004.

## *1344/12/03 - Levée de l'assemblée*

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21h05.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.